



# Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°5  
SESSION ORDINAIRE 2006-2007

12<sup>e</sup> séance, mercredi 13 décembre 2006  
13<sup>e</sup> séance, mercredi 13 décembre 2006  
14<sup>e</sup> séance, jeudi 14 décembre 2006

► La Chambre des Députés coorganise un concours pour jeunes

## «Europa feiert seng 50. Mir wënschen...»



M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés, et Mme Marianne Backes, Directrice du CVCE, lors de la conférence de presse du 9 janvier 2007

À l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de la signature du Traité de Rome qui sera célébré au mois de mars 2007, la Chambre des Députés et le Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (CVCE) organisent en collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP) un concours destiné à promouvoir l'éducation à la citoyenneté européenne et à sensibiliser les jeunes aux questions européennes.

Au cours d'une conférence de presse le 9 janvier 2007, le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, et la Di-

rectrice du CVCE, Mme Marianne Backes, ont présenté les modalités du concours.

Le cinquantenaire de l'intégration européenne, qu'inspire-t-il aux jeunes qui sont nés dans l'Europe unie dont le Traité de Rome avait établi les premiers fondements? C'est ce que le concours entend révéler en appelant des groupes de jeunes entre 14 et 18 ans à réaliser le scénario d'une carte de vœux audiovisuelle, d'un film vidéo d'une durée de 5 à 10 minutes intitulé «Europa feiert seng 50. Mir wënschen...».

Différentes options sont possibles: énoncer divers vœux et réfléchir comment on pourrait les

présenter (jeu de rôles, sketches, discours...). Une autre possibilité consiste dans le choix d'un seul souhait qu'on présente sous divers angles.

Il est possible de prévoir le recours à toutes sortes d'objets, d'insérer des photos, dessins ou graphiques dans le film et d'y ajouter des commentaires parlés. Il faut toujours garder en tête que, vu qu'il s'agit d'un film, chaque idée doit être illustrée ou 'illustrable'. Cette mise en images est d'ailleurs un critère important pour juger de la valeur du travail rendu et pour départager les concurrents.

Le scénario peut se présenter en français, en allemand, en anglais ou en luxembourgeois. La langue utilisée sera la même que celle employée lors de la production, éventuelle, du film. Chaque scénario doit obligatoirement comporter un document historique et un symbole européen. Le document historique ne devra évidemment pas être présenté en entier, mais pourra se retrouver en extrait ou en tant qu'un des éléments du film.

Le classement final tiendra compte des idées retenues et de la manière choisie pour les présenter.

Les trois meilleurs scénarios seront récompensés par des prix intéressants (voyage de cinq jours à Rome pour le groupe lauréat, des déplacements à Bruxelles et Stras-

bourg pour les deuxième et troisième places). En sus, les scénarios primés seront effectivement réalisés, la Chambre des Députés assurant cette production ensemble avec les jeunes participants.

Il importe donc de proposer des scénarios qui soient réalisables par un tournage d'une journée à Luxembourg. Cela pourra com-

### DANS CE NUMÉRO

Budget 2007 - Débats (suite)	(p. 130)
Modification du congé parental	(p. 143)
Abolition du régime «Holding 1929»	(p. 148)
Politique énergétique (débat d'orientation)	(p. 155)

porter des scènes à l'intérieur ou à l'extérieur, dans un décor pré-existant ou produit par le groupe participant. Il y a lieu de préciser dans les textes du scénario dans quel cadre les scènes devraient être tournées et d'indiquer le comportement ainsi que le positionnement des différents personnages ou objets.



Le site web du concours <http://50europa.ena.lu>

## Règlement du concours (extraits)

### Modalités de participation

Le concours est ouvert à tous les jeunes de 14 à 18 ans. La participation au concours se fera par groupe (classe, groupe de scouts, groupe de jeunes...) sous la responsabilité d'un tuteur (enseignant, chef scout, animateur...). Celui-ci est garant du respect des règles du concours. Un tuteur peut participer au concours avec plusieurs groupes différents. Un même groupe ne peut participer qu'une seule fois.

### Inscription au concours

Pour participer au concours, le tuteur doit remplir un bulletin de participation en ligne à l'adresse <http://50europa.ena.lu> par groupe participant. Le tuteur doit intégrer les informations suivantes sur le bulletin de participation en ligne:

- le nom et les coordonnées du groupe,
- les noms des participants,
- la photo du groupe,
- le nom et la fonction du tuteur,
- le nom et l'adresse mail d'un délégué de groupe.

L'inscription doit se faire entre le 8 janvier et le 2 février 2007.

### Calendrier

La date limite pour les inscriptions est fixée au 2 février 2007. Le dernier délai pour le dépôt des scénarios est le

31 mars 2007. Les projets seront à envoyer en quatre exemplaires à la Chambre des Députés avant la date limite, le cachet de la Poste faisant foi.

### Composition du jury

Le jury sera composé de la façon suivante:

- trois représentants de la Chambre des Députés,
- trois représentants du Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe,
- trois représentants du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

### Annnonce des résultats

L'annonce des résultats se fera par courrier. Tous les lauréats seront conviés à une remise officielle des prix à la Chambre des Députés. Les films vidéo seront diffusés à cette occasion.

### Prix à gagner

Le groupe lauréat se verra offrir un voyage à Rome du 26 au 30 mai 2007. Le deuxième et le troisième prix sont respectivement une journée à Strasbourg et une journée à Bruxelles. Les trois premiers lauréats se feront accompagner par le tuteur ayant assuré l'encadrement pendant le concours. Les prix qui n'auront pas été réceptionnés par les lauréats lors de la remise des prix seront définitivement perdus et les organisateurs se réservent le droit d'en disposer comme bon leur semble.

### Recours

Les décisions du jury sont souveraines et sans appel. Les organisateurs se réservent le droit d'annuler le concours sans qu'aucune réparation de préjudice ne puisse être demandée. Les candidats renoncent à tout recours.

### Acceptation du règlement

Le fait même de participer au concours implique l'acceptation pleine et entière du présent règlement.

### Informations personnelles

Les informations concernant l'identité et les coordonnées des participants sont collectées dans un but de suivi des projets et de contrôle lors de la remise des lots.

Les gagnants acceptent que leur nom et leur photo de groupe soient révélés sur les sites web [www.chd.lu](http://www.chd.lu), [www.ena.lu](http://www.ena.lu), [www.cvce.lu](http://www.cvce.lu) et [www.myschool.lu](http://www.myschool.lu).

Conformément au chapitre VI de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant (article 26 de la loi).

Vous pouvez exercer ce droit à tout moment, en vous adressant au Service Affaires juridiques du CVCE.

Pour tout renseignement supplémentaire, veuillez vous adresser à Mme Isabelle Voegeli (CVCE), tél.: 59 59 20-1 ou à Mme Monique Faber (Chambre des Députés), tél.: 466 966-662.

**Budget 2007**

**5600 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007**

Les chiffres clefs du projet de budget pour 2007 tel qu'il est établi d'après les règles de la loi du 8 juin 1999 sur la comptabilité de l'État sont les suivants:

Le projet de budget pour l'exercice 2007 (selon les règles traditionnelles de la comptabilité de l'État) présente les caractéristiques suivantes:

d'euros.

Cet écart s'explique notamment par le fait que les dépenses de l'État selon «Maastricht» doivent inclure celles des fonds d'investissement.

**Les dépenses:**

Les dépenses de l'État prévues pour l'exercice 2007 progressent de manière modérée. Cette modération de la progression est due aux facteurs suivants:

- un retour strict à la doctrine selon laquelle les dépenses de l'administration centrale ne

Selon l'approche «Maastricht», qui se base sur le standard comptable SEC 95, bon nombre de dépenses sont comptabilisées différemment que la méthode traditionnelle, et la pratique luxembourgeoise qui consiste à constituer des réserves et à alimenter des fonds d'investissement spéciaux pour financer les grands projets de l'État n'est pas reconnue par les services communautaires. La méthode «Maastricht» va bien au-delà du budget classique luxembourgeois puisqu'elle prend en compte, en plus des recettes et dépenses de l'administration centrale, dépenses des fonds publics incluses, les comptes des communes ainsi que ceux de la Sécurité sociale.

Il s'avère cependant que l'intégration des

fonds d'investissement dans le SEC 95 sera difficile, sinon impossible et qu'une transition abrupte d'un système à l'autre soulèverait une foule de problèmes de détail. Une utilisation parallèle des deux méthodes devra être instaurée, du moins pour une période transitoire.

L'envergure du basculement vers le SEC 95 se trouve amplifiée du fait que la nouvelle méthode basée sur les critères énoncés par Eurostat en exécution des décisions de Maastricht ne considère pas seulement les comptes de l'Administration centrale, mais encore ceux des communes et ceux de la Sécurité sociale. Ce qui veut dire que la norme SEC 95 devra être appliquée également aux comptes de ces deux secteurs.

	Compte 2005	Budget définitif 2006	Projet de budget 2007	Variation	
				en valeur	en %
<b>Budget courant</b>					
Recettes	6.526.443,1	7.223.682,0	7.760.972,2	537.280,2	+ 7,44
Dépenses	6.430.658,7	6.854.398,7	7.221.718,2	367.319,5	+ 5,36
Solde	95.784,4	369.293,3	539.254,1	169.960,8	...
<b>Budget en capital</b>					
Recettes	102.857,0	104.342,8	80.698,9	-23.643,9	- 22,66
Dépenses	892.955,7	774.931,5	789.860,2	14.928,7	1,93
Solde	-790.098,7	-670.588,7	-709.161,3	-38.572,6	...
<b>Budget total</b>					
Recettes	6.629.300,0	7.328.034,8	7.841.671,1	513.636,3	+ 7,01
Dépenses	7.323.614,3	7.629.330,2	8.011.578,4	382.248,1	+ 5,01
Solde	-694.314,3	-301.295,4	-169.907,2	131.388,2	...

Note: Les montants sont indiqués en milliers d'euros

- avec 5%, la progression totale des dépenses en 2007 sera inférieure à la croissance du PIB en valeur, estimée à 6,6%;

- l'accroissement global des recettes est supérieur à celui des dépenses;

- le déficit budgétaire se rétrécit de manière sensible, passant de 300 millions en chiffre rond en 2006 à 170 millions en 2007.

Il reste néanmoins que l'État central défini par le modèle «Maastricht» accusera un déficit total de quasiment un milliard d'euros en 2007. Le déficit de l'Administration centrale, le problème structurel majeur des finances publiques luxembourgeoises, frôle toujours les 3% du PIB, même s'il a été possible de le ramener d'un demi-point de pourcentage par rapport au budget voté pour l'année en cours.

En résumé: sur dix milliards d'euros que l'État central entend dépenser en 2007, il ne dispose réellement que de neuf milliards d'euros. Chaque dixième euro des dépenses projetées en 2007 devra donc être trouvé ailleurs que parmi les recettes courantes de l'État.

**Les recettes:**

Le budget des recettes devra connaître l'évolution suivante en 2007:

doivent pas dépasser la perspective de moyen terme de la croissance économique;

- la mise en œuvre du paquet de mesures contenues dans l'avis du 28 avril 2006 du Comité de coordination tripartite;

- le tout sur la toile de fond de la nécessité de rééquilibrer le budget de l'État luxembourgeois en conformité avec les engagements du pays consignés dans son programme de stabilité (réduire le déficit budgétaire de 0,5 points-% par an, notamment).

**Défis budgétaires particuliers en 2007:**

Le budget de l'exercice 2007 doit permettre de continuer les grandes politiques de l'État luxembourgeois, notamment dans le domaine social et celui des infrastructures publiques, tout en dégagant les moyens nécessaires à la mise en œuvre de politiques nouvelles respectivement destinées à favoriser la modernisation et la croissance du Luxembourg à moyen et à long terme. En effet, il s'agit de conjuguer des politiques de consolidation des acquis avec des initiatives innovantes, conciliant par là les besoins d'une société luxembourgeoise habituée à la paix et à l'entente sociales avec ceux d'un État devant réussir son entrée dans le 21<sup>e</sup> siècle.

	Compte provisoire 2005	Budget définitif 2006	Projet de budget 2007	Variation	
				en milliers	en %
Recettes courantes	6.526.443,1	7.223.692,0	7.760.972,2	+ 537.280,2	+ 7,44
Recettes en capital	102.857,0	101.342,8	80.698,9	-23.643,9	- 22,66
Recettes totales	6.629.300,0	7.328.034,8	7.841.671,1	+ 513.636,3	+ 7,01

Note: Les montants sont indiqués en milliers d'euros

Les recettes globales du projet de budget pour 2007, selon la loi du 8 juin 1999 sur le budget et la comptabilité de l'État, se chiffrent très précisément à 7.841 mio d'euros, en retrait de 170 millions par rapport aux dépenses projetées de 8.011 mio d'euros suivant la même présentation. Alors que les recettes devront augmenter à raison de 7% par rapport à 2006, les dépenses ne progresseront que de 5%.

Suivant la présentation «méthode Maastricht», les recettes totales de l'Administration centrale de 9.115 mio d'euros font face à 10.107 mio d'euros de dépenses. L'écart entre les deux présentations est dès lors de 2 milliards d'euros arrondis pour ce qui est des dépenses de l'État, tandis que du côté des recettes il n'est que de 1,25 milliards

Comme il est de tradition luxembourgeoise, les transferts sociaux continueront en 2007 de dépasser les 40% des dépenses courantes de l'État. Ce sont notamment les crédits destinés aux politiques familiale et de l'emploi qui enregistrent des progressions substantielles au fil des années.

**La méthode «Maastricht» vs. la structure budgétaire traditionnelle**

Selon la méthode classique telle qu'elle est ancrée dans notre législation sur la comptabilité de l'État, l'excédent traditionnel du budget a basculé dans le déficit dès 2004 pour ne plus en sortir depuis lors. Mais en appliquant les critères budgétaires fixés par le Traité de Maastricht, qui se basent sur les normes comptables internationales SEC 95, la chute a déjà eu lieu en 2002.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 11.10.2006  
Rapporteur: M. Lucien Thiel

- Travaux de la Commission des Finances et du Budget  
(Président: M. Laurent Mosar):
- 12.09.2006 Désignation d'un rapporteur
  - 12.10.2006 Échange de vues sur les grandes lignes du budget avec M. le Ministre du Trésor et du Budget
  - 18.10.2006 Échange de vues au sujet de l'évolution des recettes de l'État (entrevue avec l'Administration des Contributions directes)  
Échange de vues au sujet de l'évolution des recettes de l'État (Administration de l'Enregistrement et des Domaines, Administration des Douanes et Accises, Administration des Contributions directes)
  - 20.10.2006 Échange de vues avec le STATEC au sujet des dernières prévisions économiques
  - 27.10.2006 Entrevue avec M. le Ministre de la Sécurité sociale au sujet de la situation et de l'évolution financières de la Sécurité sociale
  - 07.11.2006 Entrevue avec M. le Ministre de l'Intérieur au sujet de la situation financière des communes et de son évolution
  - 09.11.2006 Information concernant les amendements  
Présentation générale du programme pluriannuel
  - 10.11.2006 Présentation détaillée du programme pluriannuel
  - 14.11.2006 Présentation de l'avis de la Banque Centrale et échange de vues
  - 17.11.2006 Entrevue avec M. le Directeur de l'IGF au sujet de la conversion des chiffres relatifs à la sécurité sociale et aux communes selon SEC95
  - 22.11.2006 Présentation de l'avis de la Cour des Comptes
  - 23.11.2006 Examen des divers avis
  - 30.11.2006 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.12.2006  
Loi du 22 décembre 2006.  
Mémorial A: 2006, N°236, page 4315

**5611**

**5611 - Projet de loi promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement et portant**

1. modification du Code du travail;
2. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
3. modification de la loi modifiée du 24 décembre 1977 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein emploi;
4. modification des articles 100, 161, 239, 375 et 376 du Code des assurances sociales;
5. modification de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces;
6. modification de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural;
7. réforme de la taxe sur les véhicules routiers;
8. modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;
9. introduction d'une contribution changement climatique sur les carburants et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un

**5611 - Projet de loi promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement et portant**

10. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;
11. établissement de la participation du Grand-Duché du Luxembourg aux Fonds carbone de la Banque Mondiale et de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement;
12. modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État

Le projet de loi transpose les conclusions du Comité de coordination tripartite du 28 avril 2006.

À noter qu'une première série de réformes visant à assurer l'équilibre des finances de l'État et à augmenter la compétitivité de notre économie ont été mises en œuvre par la loi du 27 juin 2006 adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements.

Le présent projet de loi vient compléter cette première série de réformes en prévoyant des mesures visant à rétablir l'équilibre sur le marché de l'emploi, à assurer l'équilibre des finances publiques en général et à garantir le financement de larges pans de la politique de l'environnement en vue de la réalisation des objectifs souscrits dans le cadre des accords de Kyoto.

Les mesures proposées par le projet de loi sous rubrique concernent trois domaines

distincts, à savoir la politique de l'emploi, de la sécurité sociale et de l'environnement.

## 1) La politique de l'emploi

Le projet de loi intervient au niveau de plusieurs domaines ou volets, notamment au niveau du dispositif relatif au maintien de l'emploi ou de la législation sur le chômage en passant par le volet des mesures en faveur de l'emploi des jeunes.

### a) Au niveau du dispositif du maintien dans l'emploi

Le projet de loi entend optimiser les instruments de maintien dans l'emploi en place en les complétant le cas échéant. En effet, il a pu être constaté que de nombreux instruments existants d'ores et déjà en la matière ne sont souvent pas utilisés de manière adéquate.

Le projet de loi introduit une série d'innovations, dont les plus importantes sont:

- d'une part, la centralisation des informations sur les licenciements pour difficultés économiques,

- et d'autre part, l'établissement d'un plan de maintien dans l'emploi.

Par ailleurs, le projet de loi apporte une série de modifications à plusieurs autres législations, à savoir plus précisément à la législation

- sur le prêt temporaire de main-d'œuvre,

- sur la préretraite,

- sur l'impôt sur le revenu,

- sur le chômage partiel,

- sur le chômage involontaire dû aux intempéries et sur le chômage accidentel ou technique involontaire,

- sur les aides à l'embauche et les licenciements collectifs.

Ces modifications sont en grande partie nécessaires afin d'adapter les textes existants aux exigences découlant de l'introduction de la philosophie du maintien dans l'emploi. À titre d'exemple, le projet de loi introduit un nouveau taux de participation de l'entreprise aux charges résultant du paiement de l'indemnité de préretraite. Il prévoit aussi la mise en place d'un nouveau modèle de compensation au niveau du chômage partiel ou encore du chômage involontaire dû aux intempéries.

### b) Au niveau de la législation sur le chômage

Au niveau de la législation du chômage, le projet de loi met l'accent sur l'activation ou la réactivation aussi précoce que possible des demandeurs d'emploi. À cet effet, il prévoit entre autres:

- l'introduction d'une convention d'activation conclue entre l'ADEM et le demandeur d'emploi

La convention d'activation constitue la pierre angulaire des réformes envisagées. Une telle convention sera proposée aux jeunes chômeurs au plus tard à la fin de leur troisième mois d'inscription et aux chômeurs adultes au plus tard à la fin de leur sixième mois d'inscription. Cette convention fixe les droits et obligations respectifs de l'ADEM et du demandeur d'emploi.

- au niveau des mesures en faveur de l'emploi des jeunes: la mise en place d'instruments offrant de réelles perspectives d'emploi.

La loi modifiée du 12 février 1999 prévoit actuellement trois mesures en faveur de l'emploi des jeunes âgés de moins de trente ans, à savoir: le contrat d'auxiliaire temporaire dans le secteur public, le contrat d'auxiliaire temporaire dans le secteur privé et le stage d'insertion dans le secteur privé.

Le projet de loi sous rubrique entend réviser ces instruments afin d'en augmenter l'efficacité en termes d'intégration respectivement de réintégration sur le marché de l'emploi. Le nombre des mesures est réduit de trois à deux, à savoir le contrat d'appui-emploi (CAE), destiné à des promoteurs étatiques ou communaux et remplaçant l'ancien contrat d'auxiliaire (CAT), et le contrat d'initiation à l'emploi (CIE) destiné, quant à lui, à des promoteurs du secteur privé en remplacement du stage d'insertion.

### c) Autres modifications:

- au niveau de la législation sur le revenu

Les montants exonérés sur base des points 9 et 10 de l'article 115 de la loi LIR sont uniformisés. Le projet de loi porte le montant en question à 12 fois le salaire social minimum mensuel pour travailleurs non qualifiés.

- au niveau de la législation sur les autorisations de travail supplémentaire

Dans un souci de simplification administrative, la procédure d'autorisation en matière d'heures supplémentaires est remplacée par une simple notification préalable.

- au niveau de la législation sur l'ADEM

Les moyens de sanctions de l'ADEM par rapport aux demandeurs d'emploi non indemnisés sont renforcés, en portant, en cas de comportement fautif, la période de suspension du dossier à six mois. Actuellement, le délai de suspension est de deux mois.

### 2) Mesures en matière de sécurité sociale

#### a) Modification du mode de financement de certaines dépenses de sécurité sociale

Dans l'avis du Comité de coordination tripartite du 28 avril 2006 et dans la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays du 2 mai 2006, il a été retenu que, dans le cadre des mesures de consolidation budgétaire différentes interventions de l'État au niveau de la sécurité sociale seraient désormais à charge des cotisants. Ainsi, le projet de loi propose de transférer la prise en charge des «baby years» et du complément différentiel de l'administration centrale vers les caisses de pension.

#### b) Financement de l'assurance dépendance

Le deuxième volet des mesures en matière de sécurité sociale concerne le financement de l'assurance dépendance. Ainsi, par une modification de l'article 376 du Code des assurances sociales (CAS), il est proposé de porter le taux de la contribution dépendance de 1,0 à 1,4 pour cent à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Par ailleurs, l'article 35 propose de geler la participation de l'État au financement de l'assurance dépendance à son montant nominal inscrit au budget 2006, c'est-à-dire à 140 millions d'euros. Au Comité de coordination tripartite, les partenaires sociaux et le Gouvernement ont convenu de renégocier le financement de l'assurance dépendance fin 2009.

Le projet de loi prévoit par ailleurs qu'au cas où, au 31 décembre 2009, la contribution de l'État serait inférieure à 40 pour cent des dépenses totales de l'assurance dépendance, elle serait portée à 40 pour cent en 2010. Cette disposition, qui n'a pas été arrêtée en tant que telle au Comité de coordination tripartite, vise à garantir un certain niveau de participation financière étatique au cas où les dépenses de l'assurance dépendance dépasseraient un certain seuil d'ici la fin des négociations.

### 3) Mesures dans le domaine de la politique de l'environnement

La réforme de la taxe sur les véhicules automobiles selon des critères environnementaux ainsi que l'introduction d'une «contribution spéciale Kyoto» (dénommée par la suite «contribution changement climatique») moyennant un relèvement progressif du taux des accises sur les carburants routiers sont deux mesures clés du «1<sup>er</sup> plan d'action en vue de la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>» que le Gouvernement a adopté fin avril 2006.

#### a) Réforme de la taxe sur les véhicules routiers

Le projet de réforme de la taxe encourage le consommateur à faire un choix réfléchi lors de l'acquisition d'un nouveau véhicule.

Les émissions de CO<sub>2</sub>, qui serviront de base au calcul de la taxe selon le nouveau barème, n'ont été recensées de manière systématique par la Société nationale de contrôle technique (SCNT) que depuis janvier 2001.

Cette disponibilité limitée des données relatives aux émissions de CO<sub>2</sub> impose quelques contraintes quant au choix des barèmes. Une double approche, selon que la 1<sup>re</sup> immatriculation date d'avant ou d'après le 1<sup>er</sup> janvier 2001, s'avère incontournable, à moins de saisir rétroactivement les données pour plus de 100.000 voitures, charge administrative disproportionnée.

\* Pour les voitures dont la 1<sup>re</sup> immatriculation date d'après le 1<sup>er</sup> janvier 2001, pour lesquelles les émissions de CO<sub>2</sub> (g/km) sont disponibles auprès de la SNCT, la taxe, exprimée en euros, sera calculée d'après la formule:

Taxe (euros) = a \* b \* c, avec

=> a = émissions de CO<sub>2</sub> en g/km

=> b représente un multiplicateur, qui ne peut dépasser:

- 1,50 pour les moteurs diesel

- 1,00 pour les moteurs essence

À noter que les voitures fonctionnant au gaz naturel sont avantagées par le biais du système proposé en ce que leurs émissions de CO<sub>2</sub> se situent à un niveau proche de la voiture diesel, tout en bénéficiant du coefficient d'ajustement de la voiture fonctionnant à l'essence (b ne peut dépasser 1,00).

=> c («facteur exponentiel») équivaut à 0,5 lorsque les émissions ne dépassent pas 90 g de CO<sub>2</sub>/km, et augmente par pas de 0,10 pour chaque tranche supplémentaire de 10 g de CO<sub>2</sub>/km.

À cela s'ajoutera une déduction de 50 euros pour les voitures diesel dont les émissions de particules ne dépassent pas 10 mg/km. En pratique, il s'agit des voitures équipées d'un filtre à particules.

\* Pour les voitures dont les données d'émission de CO<sub>2</sub> ne sont pas disponibles sous forme électronique auprès de la SNCT, donc dont la première immatriculation date d'avant le 1<sup>er</sup> janvier 2001, la taxe maximale par tranche entière ou commencée de 100 cm<sup>3</sup> s'élève à:

- 7 euros pour les véhicules d'une cylindrée de 1 à 1600 cm<sup>3</sup>,

- 9 euros pour les véhicules d'une cylindrée de 1601 à 2000 cm<sup>3</sup>,

- 13 euros pour les véhicules d'une cylindrée de 2001 à 3000 cm<sup>3</sup>,

- 15 euros pour les véhicules d'une cylindrée de 3001 à 4000 cm<sup>3</sup>,

- 18 euros pour les véhicules d'une cylindrée dépassant 4000 cm<sup>3</sup>.

Le but consiste à assurer une transition aussi équitable que possible avec le système basé sur les émissions de CO<sub>2</sub> utilisé pour les voitures immatriculées après le 1<sup>er</sup> janvier 2001.

#### b) Introduction d'une contribution changement climatique sur les carburants

Le projet de loi prévoit l'introduction d'un droit d'accise autonome additionnel, dénommé «contribution changement climatique», sur les carburants dont le montant sera porté à 2 cents par litre d'essence à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007 et à 2,5 cents par litre de gasoil en deux étapes successives projetées pour le 1<sup>er</sup> janvier 2007 (+ 1,25 cent) et le 1<sup>er</sup> janvier 2008 (+ 1,25 cent).

À noter que l'augmentation des accises dont question ci-dessus sera neutralisée du point de vue de l'échelle mobile des salaires au vu du fait qu'il s'agit d'une contribution qui est affectée à un objectif écologique.

En application du principe pollueur-payeur, les recettes ainsi générées seront affectées intégralement au Fonds de financement des mécanismes de Kyoto.

### c) Modalités de gestion du Fonds de financement des mécanismes de Kyoto

Pour les participations étatiques à des fonds multilatéraux ou aux mécanismes flexibles de Kyoto, une loi spéciale d'autorisation est requise conformément à l'article 80 (1) d) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, si le seuil légal de 7,5 millions d'euros est dépassé.

Or, la participation aux mécanismes flexibles peut requérir à la fois des engagements financiers importants et des délais d'action/de réponse très courts. Ceci vaut particulièrement pour l'acquisition de crédits d'émission sur le marché boursier.

Voilà pourquoi, le projet prévoit pour ces engagements le dépassement du seuil de 7,5 millions d'euros, sans pour autant dépasser la somme de 25 millions d'euros. Si à chaque engagement dépassant 7,5 millions d'euros une loi spéciale devait être votée, il est certain que le Luxembourg ne pourrait pas participer à des transactions importantes ni à des projets MOC ou MDP, vu notamment les délais dans lesquels une décision doit être prise et le nombre d'acteurs intéressés.

### d) Participation du Grand-Duché de Luxembourg aux Fonds Carbone de la Banque Mondiale et de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement

Cette disposition du projet de loi est destinée à permettre au Luxembourg de participer aux efforts de la Banque Mondiale et de la BERD ensemble avec la BEI en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 18.09.2006

Rapporteurs: M. Marc Spautz et M. Romain Schneider

Travaux de la Commission spéciale «Tripartite»

(Président: M. Michel Wolter):

25.10.2006 Désignation des rapporteurs

07.11.2006 Titre 2: Mesures en matière de sécurité sociale (articles 31 à 35 du projet de loi)

Entrevue avec M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale

13.11.2006 Titre 3: Mesure en matière de politique de l'environnement (articles 36 à 67 du projet)

Entrevue avec M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement

15.11.2006 Titre 1: Mesures promouvant le maintien pour l'emploi (articles 1 à 30 du projet de loi)

Entrevue avec M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi

20.11.2006 Continuation de l'examen du projet de loi

Examen et adoption de propositions d'amendements

24.11.2006 Examen des avis des chambres professionnelles

30.11.2006 Examen de l'avis du Conseil d'État

Continuation de l'examen des avis des chambres professionnelles

04.12.2006 Examen et adoption d'une deuxième série d'amendements parlementaires, suite à l'examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et examen de l'avant-projet de règlement grand-ducal précisant le contenu de la convention d'activation individualisée (1<sup>re</sup> ébauche)

14.12.2006 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes

(Président: M. Henri Grethen):

20.11.2006 Examen du point 4) de l'article 64 du projet de loi

Vote en séance publique: 20.12.2006

Loi du 22 décembre 2006.

Mémorial A: 2006, N°239, page 4710

## Adaptation du salaire social minimum

### 5632 - Projet de loi modifiant l'article L. 222-9 du Code du Travail en vue d'adapter le salaire social minimum

Le projet de loi vise à augmenter le salaire social minimum de l'ordre de 1,9% à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007, afin de tenir compte de l'évolution du niveau moyen des rémunérations en 2004 et 2005 qui accuse une progression de 1,9% pendant ce laps de temps.

Dans la mesure où le Gouvernement et la Chambre des Députés estiment que les conditions économiques et sociales, développées de manière détaillée dans le rapport biennal du Gouvernement à la Chambre des Députés, permettent de relever le salaire social minimum en l'alignant intégralement sur l'évolution du niveau moyen des rémunérations en 2004 et 2005, il est proposé d'augmenter le salaire social minimum de 1,9% à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007. Compte tenu de l'augmentation de 1,9% les nouveaux montants se présentent comme suit:

#### Taux mensuels indexés

	Taux mensuel au 1/12/06 (indice 668,46)	Taux mensuel proposé au 1/1/07 (indice 668,46)
100%	1.541,00	1.570,28
80%	1.232,80	1.256,22
75%	1.155,75	1.177,71
120%	1.849,20	1.884,34

Entre le 1<sup>er</sup> décembre 2006 et le 1<sup>er</sup> janvier 2007, le SSM passera de 1.541 euros à 1.570,28 euros pour les travailleurs non qualifiés et de 1.849,20 euros à 1.884,34 euros pour travailleurs qualifiés. Ainsi, la hausse du SSM sera de 29,28 euros pour travailleurs non qualifiés et la hausse du SSM pour travailleurs qualifiés sera de 35,14 euros.

#### Taux horaires indexés

	Taux horaire au 1/12/06 (indice 668,46)	Taux horaire proposé au 1/1/07 (indice 668,46)
100%	8,9075	9,0768
80%	7,1260	7,2614
75%	6,6806	6,8076
120%	10,6890	10,8921

La différence dans les salaires minimaux horaires est de 0,1693 euros (SSM non qualifié) et de 0,2031 euros (SSM qualifié).

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 15.11.2006

Rapporteur: M. Marcel Glesener

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi

(Président: M. Marcel Glesener):

21.11.2006 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

14.12.2006 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.12.2006

Loi du 22 décembre 2006.

Mémorial A: 2006, N°237, page 4620

## Code des assurances sociales

### 5574 - Projet de loi modifiant les articles 61 et 65 du Code des assurances sociales

En premier lieu, le projet de loi parfait en quelque sorte l'œuvre entreprise avec la loi du 21 décembre 2004 qui a autorisé l'État à participer au financement de la modernisation du Centre de convalescence Fondation Emile Mayrisch à Colpach. La modification du point 5) de l'alinéa 2 de l'article 61 du Code des assurances sociales étendra en

effet la faculté pour l'assurance maladie de conclure une convention avec les centres de convalescence.

La modification du point 6) de la même disposition visée tend principalement à permettre la prise en charge des activités thérapeutiques effectuées en psychiatrie extrahospitalière, tout en procédant parallèlement à une épuration d'ordre légistique.

Le projet de loi sous revue vise enfin à modifier l'article 65, alinéa 6 du Code des assurances sociales à l'effet de le rendre conforme aux règles constitutionnelles régissant le pouvoir réglementaire.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, le 16.05.2006

Rapporteur: M. Romain Schneider

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

30.11.2006 Désignation d'un rapporteur

14.12.2006 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.12.2006

Loi du 22 décembre 2006.

Mémorial A: 2006, N°235, page 4298

## Ajustement des rentes et pensions

### 5633 - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2005

Conformément à l'article 225, alinéa 4 du Code des assurances sociales, «Tous les deux ans, le Gouvernement examine s'il y a lieu de procéder ou non à la révision du facteur d'ajustement par la voie législative, compte tenu des ressources et de l'évolution du niveau moyen des salaires et traitements. À ce sujet il soumet à la Chambre des Députés un rapport accompagné, le cas échéant, d'un projet de loi». Le dernier ajustement remonte à la loi du 21 décembre 2004 qui a pris comme référence le niveau de vie de 2003.

Suivant le rapport gouvernemental versé au dossier l'évolution du niveau moyen des sa-

lares et traitements pendant les années 2004 et 2005 a connu une progression de 1,9 pour cent. Dans la ligne des errements du passé, les pensions et rentes seraient à relever en conséquence dès le 1<sup>er</sup> janvier 2007, date à laquelle le facteur d'ajustement passerait de 1,327 à 1,352.

Or, dans les conclusions de l'avis du Comité de coordination tripartite du 28 avril 2006, une des mesures retenues pour contribuer à consolider les finances de l'État a été celle de reporter et d'échelonner l'ajustement des rentes et pensions prévu pour le 1<sup>er</sup> janvier 2007. Aussi le Gouvernement propose-t-il, dans son rapport adressé à la Chambre des Députés, de procéder par étapes en augmentant les prestations visées de 1 pour cent au 1<sup>er</sup> juillet 2007, puis de 0,9 pour cent à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2008. L'ajustement projeté s'annonce ainsi décomposé quant à son montant global et déphasé quant à son application dans le temps.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, le 15.11.2006

Rapporteur: M. Romain Schneider

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

14.12.2006 Désignation d'un rapporteur

Examen du texte du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.12.2006

Loi du 22 décembre 2006.

Mémorial A: 2006, N°237, page 4620



À l'occasion de l'inauguration des bâtiments Printz/Richard, rénovés pour les besoins de son Greffe, la Chambre des Députés a édité un prestigieux ouvrage illustré retraçant l'histoire de ces deux bâtiments ainsi que du quartier historique de la ville de Luxembourg dans lequel ils sont situés. Le livre est en vente en librairie au prix de 50 euros.

d'Chamber online op  
www.chd.lu

## Ordre du jour

5600 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007

(Discussion générale - suite)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Fernand Boden, Luc Frieden et Mars Di Bartolomeo, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.00 heures)

### » M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen, Här Minister Frieden?

### (Négation)

Neen.

Da fuere mer elo weider mat de Budgetsdebatten. Et si bis elo nach ageschriwwen: den Här Gibéryen, den Här Jaerling, den Här Mosar, den Här Goerens, d'Madame Mutsch, d'Madame Brasseur an déi Hären Hauptert, Negri a Klein. Den éischte Riedner vun haut de Moien ass den honorabelen Här Gibéryen.

Här Gibéryen, d'Tribün ass fir lech.

## 5600 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007 (suite)

### Discussion générale (suite)

» M. Gast Gibéryen (ADR). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei de Preparatioun vum deesen Debatten hunn ech mer emol eng Kéier d'Fro gestallt iwwert de Wäert vun der Budgetsprozedur a vun de Budgetsdebatten.

Fir d'éischt gëtt en Dépôt gemaach, wou de Finanzminister an de Budgetsminister relativ laang Deklaratiounen zum Budgetsprojekt maachen. Duerno sammelen mer d'Avise vun de Berufschamberen, déi sech ganz vill Aarbecht maachen an och ganz oft ganz gutt Dokumentatiounen zesummestellen. Mir huelen den Avis vum Statsrot eran. Mir liesen d'Kommentaren an der Press. D'CoFibu, d'Finanzkommissioun vun der Chamber, huet eng ganz Retsch vu Sitzunge mat Verwaltungen: der Steierverwaltung, dem Enregistrement, der Douane, mat der Cour des Comptes, mat der Zentralbank, mat enger Rei vu Ministeren an esou weider, an dach verléisst de Budget dëst Haus genee esou wéi e beim Dépôt presentéiert ginn ass.

Kee Punkt a kee Komma sinn dru geännert ginn. Dat ass net nei, mä dat ass d'Regel hei am Haus. Et dokumentéiert wéi d'Politik hei zu Lëtzebuerg fonctionnéiert. Eng Regierung diktiert an hir Majoritéit paréiert.

Just eng Kéier an deenen 18 Joer, wou ech d'Eier hunn hei am Parlament ze sinn, war et anescht, d'lescht Joer. Erënnert Der lech drun? Wéi et schéngt net, well et huet kee vu menge Virriedner ee Wuert dorwuer verluer. Souguer den Auteur vun där Initiativ vun leschte Joer, den Här Wolter, huet näischt gesot.

Zur Erënnung: D'lescht Joer huet den Här Roger Negri e ganz gudd Rapport gemaach, a wéi hie praktesch fäerdeg war huet den Här Wolter eng Initiativ geholl, fir de Rapport ze amendéieren. Mat vill Tamtam huet misse festgehale ginn, dass d'Regierung 2006 e rigourest Spuere misst duerchféieren, dat d'Ausgabe géing an den Aklam bréinge mam Wirtschaftswuesstem.

Vun 150 bis 250 Milliounen Euro ass geschwat ginn. Ech hat mer dofir erwaart, nodeems d'Chamber oder besser gesot déi gréisste Majoritéitspartei fir ee Mol esou eng formidabel Initiativ ergraff hat, se elo och houfrech wär, fir d'Konklusiounen dorauer ze zéien an de Beweis vun hirer Initiativ vum leschte Joer ze bréngen. Mä, wéi gesot, kee Wuert.

Eng Seefeblos, déi just zum Zweck hat, wéi den Här Wolter dat d'lescht Joer an der Press gesot huet, ech zitieren hien, hie wär frou, dass elo d'Leit am Land endlech duerch hir Initiativ bekäppt hätte wéi schlecht et em d'Finanzsituatioun hei am Land bestallt wär. Dat huet emol misse gesot ginn, well virun de Chambers- a Gemengerotswahle waren aner Parteien et, wéi zum Beispill mir als d'ADR, déi des schlecht Finanzsituatioun kloer virausgesot hunn. A genesou hu mer virausgesot, dass no de Chambers- a Gemengerotswahle dat déckert Enn géif kommen, d'Kaz aus dem Sak géif gelooss ginn a massive Sozialofbau d'Realitéit géif ginn.

Mä d'CSV huet virun de Wahle behaupt, all déi, déi wéi d'ADR esou eppes behaupten géifen, dat wäert Populisten a Panikmacher. Si, d'CSV, hätten d'Finanze fest am Griff a si hunn de Leit dofir och de séchere Wee versprach. Am CSV-Wahlprogramm stoung: „...“, dass Luxemburg seine offensive Haushaltspolitik mit sichtbaren Akzenten und ohne Einschnitte in soziale Sicherungssysteme fortsetzen konnte und kann ist das Resultat von einer von CSV-Ministern geführten vorsichtigen und verantwortungsbewussten Finanzpolitik.“

» M. Luc Frieden, Ministère du Trésor et du Budget. - Dat ass nach haut richteg.

» M. Gast Gibéryen (ADR). - Den Här Budgetminister confirméiert mir dat elo nach, dass dat richtig ass.

Also, d'CSV a soss kee war virun de Wahlen deen, dee responsabel war fir déi gutt Finanzsituatioun. An dofir huet den Här Wolter d'lescht Joer esou eng Initiativ misse starten, fir dass d'Land an d'Leit et dach endlech bekäppen, dass d'CSV et war an nëmme d'CSV, déi ëmmer kloer an dätlech an onmëssverstandlech gesot huet, dass d'Finanzsituatioun am Land schlecht wär. Dat war den Zweck vum Här Wolter senger Initiativ, wéi gesot, no de Wahlen.

An d'Doppelzünggeket vum der CSV geet riicht virun. D'lescht Woch huet den Här Budgetminister, den Här Frieden, hei behaupt: Déi, déi ëmmer virun de Wahle gesot hunn dat déckert Enn géing eréischt no de Wahle kommen, hätten sech geiert. Eng hallef Stonn duerno sot dunn den Här Finanzminister Juncker hei op d'erselwechter Plaz: Mir sëtzen um Dréchenen. Eng Kontradiktioun, déi an enger hallwer Stonn zustane komm ass. Hie wollt wahrscheinlech net soen, hien hätt d'Waasser bis zum Hals stoen, dofir sot en: Mir sëtzen um Dréchenen. Hien huet och gesot, hie géif net verstoe wéi esou d'Leit am Land géife soen, dass wäert d'Schold vun der CSV.

Ech, Här President, ech kann net verstoen, dass den Här Juncker dat net verstee, well wann ee jorelaang de Leit an d'Käpp erahummert, net d'Betrieb, net d'Banken, net d'Leit, déi hei am Land wieren, wiere schold drun, dass et dem Land esou gutt geet, mä dat wier just weinst der CSV a weinst der CSV och ganz eleng, a virun allem dann och nach weinst dem Här Statsminister, da brauch dee sech dann awer och net ze wonneren, dass, wann dann op eemol d'Keess eidel ass, d'Leit dann och soen: Ma, dann ass et der CSV hir Schold jo och, wann elo d'Keess eidel ass.

Här President, ech hu geduecht ech misst dat emol vläicht ufanks soen, ier ech zu enger Rei vu méi spezifesche Punkte komme géif.

Deen éischten ass den Defizit vum Budget. Et ass des Kéier déi fënnfte Kéier hannereenen, dass d'Regierung eis en Defizitäre Budget presentéiert; dat trotz Tripartitesbeschloss mat sozialem Ofbau, deen de Statsbudget em 400 Milliounen Euro entlaascht; dat trotz engem weltwäiten Unzéie vun der Wirtschaft, wou mir all net dofir kënnen, mä eise Stat awer e puer honnert

Milliounen, et gëtt vu 700 bis 900 Milliounen Euro geschwat, weider an d'Keess krit; an dat trotz der Fusioun vun Arcelor-Mittal, déi och dem Stat honnerte vu Milliounen, 450 Milliounen, weider an d'Keess bréngt. Trotz all deene Punkte bleift de Budgetsdefizit praktesch d'selwecht wéi d'lescht Joer, bei enger Milliard Euro.

An ech mengen, Här President, dat eleng soen ze kënnen beweist am beschte wéi et em d'Finanzsituatioun vum Stat bestallt ass. Dorwuer eraus wësse mer, dass d'Budgetsreserven all opgeschafft sinn.

Da kommen ech zum zweete Punkt, de Fongen. 2002 waren d'Reserven op de Spezialfongen op hirem Héichpunkt ukomm, dat obwuel de wirtschaftleche Wuesstem schonns en Abroch hat. Mä doduerch, dass d'Steierverwaltung nodréiglech encaisséiert sinn d'Reserven op de Fongen dunn nach 2002 an d'Luucht gaangen, op 2,97 Milliarden Euro. Si sinn du lues a lues gefall: 2003 op 2,75, 2004 op 2,33, 2005 op eng 1,99 an 2006 op annerhalfe Milliard. Mir hunn also praktesch a véier Joer d'Reserven op de Spezialfongen halbéiert.

Déi Joren, wou mer nach Plus-valuë verdeele konnten, si leider eriwuer. 1999 hu mer nach Plus-valuë kënnen feststelle vu 433 Milliounen Euro. D'Rekordjoer war 2000 mat 760 Milliounen, 2001 150, 2002 59, 2003 79 an 2004 an 2005 hate mer defizitär Konten. 2006 kéinten erëm Plus-valuen entstoeden duerch déi virdu genannten onvirgesinnen awer praktesch eemoleg Recetten. Sollten des Plus-valuen antrieden, missten déi laut eis als ADR, wéi och scho vun anere Virriedner hei ugeschwat ginn ass, integral de Fongen zoufléissen, well, wéi ech elo beweise wäert, wäerten d'Fongen an deenen nächste Joren net nëmme opgeschafft sinn, mä souguer staark defizitär ginn.

Als ADR hu mir ëmmer gesot, dass bis Enn 2007 d'Fongen eidel wieren. Dobäi bleiwe mer och an ech widerhuele mech nach eng Kéier: De Budgetminister, den Här Frieden, huet d'lescht Woch hei gesot, dass déi, déi dat ëmmer behaupt hätten, Onrecht krit hätten, well Enn 2007 wier nach eppes op de Fongen. Hie wollt domat d'Finanzsituatioun vum Stat als besser dohinne stellen wéi se a Wierklechkeet ass. De Statsminister huet jo och gesot: Mir sëtzen um Dréchenen.

Wat den Här Budgetminister awer net gesot huet ass éischtens, dass d'Regierung eng Rei vu Projete gestreckt huet respektiv ganz ausgesat huet, an zweetens Emprunten opgeholl huet an déi direkt an d'Fongen iwwerwisen huet, soss wieren d'Fongen schonn 2007 eidel.

Interessant ass am Avis vum der Cour des Comptes déi Graphik op der Säit 80, wou driwwer steet „Évolution des avoirs des principaux fonds d'investissement, y compris les emprunts à charge du Fonds de rail et du Fonds des routes“. Heirauser geet erwir, dass Enn 2007 nach 524 Milliounen Euro an de Fonge sinn, awer gläichzäitig scho 732 Milliounen Emprunten opgeholl wäerte sinn, déi direkt an d'Fonge gefloss sinn. Ouni des Emprunt wieren d'Fongen also schonn Enn 2007 defizitär.

Enn 2008, laut der Cour des Comptes, sinn nach 97 Milliounen Euro op de Fongen an d'Emprunt sinn an der Zwëschenzeit op 982 Milliounen uegekomm. Dramatesch gëtt et laut der Cour des Comptes vun 2009 un, da sinn d'Fongen 341 Milliounen am Keller an d'Schold ass op 1.232.000.000 uegekomm. An 2010 ass den Defizit an de Fonge laut der Cour des Comptes 733 Milliounen héich, obschonn d'Schold bis dohinne op 1,5 Milliarden uegekomm ass. Dës Chiffere si laut der Cour des Comptes op de Programme pluriannuel vun der Regierung berechent.

Hei muss een also den Defizit 2010, deen an de Fongen ass, 733 Milliounen, an d'Schold, déi an de Fongen ass, vun 1,5 Milliarden zesammenzielen, fir da feststellen, dass d'Fongen eleng en Defizit vu bal 2,3 Milliarden Euro oder 90 Milliarde Frang hunn. D'Cour ënnerstréicht dat dann och an hirem Avis an deem se schreift: «Pour l'exercice 2010, le solde négatif des avoirs des fonds d'investissement serait de l'ordre de 2,3 milliards d'euros.»

Mir hunn et also da fäerdeg bruecht bannent acht Joer, vun 2002 op 2010, Fonge vu Reserven an der Héicht vu bal 100 Milliarde Frang an en Defizit vun iwwer 90 Milliarde Frang ze transforméieren. Dat sinn déi engagéiert Perspektive vun eise

Fongen, an dat bei engem Statsbudget, deen elo schonn defizitär ass a praktesch kee Spillraum méi léisst.

Dat féiert dann dozou, dass d'Regierung schonn elo op eng Rei vun Tricke muss zréckgräifen, fir iwwerhaapt finanziell iwwert d'Ronnen ze kommen, esou zum Beispill bei den Emprunten, déi e wichtige Punkt bei der Finanzanalyse vum Stat sinn. Hei hunn déi successiv Regierunge scho während enger Rei vu Joren op en Trick zréckgegraff, andeems se Projete iwwert d'Garantiegesetz finanziert hunn. Hei ass da behaupt ginn dat wier keen Emprunt, mä e Loyer, deen normalerweis iwwer 20 Joer rembourséiert gëtt.

Laut Maastricht-Kritären ass dat awer elo och als Schold unzegesinn. Duerfir gëtt elo och net méi esou vill op dat zréckgegraff, mä et gëtt elo éischer versicht iwwer PPP-Projete ze finanziéieren, erëm mam Hangergedanken, fir dese Wee vu Finanzéierung och net als eng Statsschold da wëllen unzegesinn, mä ähnlech wéi iwwer Jore beim Garantiegesetz vun engem Loyer wëllen ze schwätzen. An der Realität ass et awer genee datselwecht wéi en Emprunt, deen een iwwer eng bestëmmten Zäit zréckbezele muss.

Den Hummer ass awer, Här President, dass d'Regierung elo Emprunten ophélt an net, wéi üblech, zréckbezilt. Wann e Privatmann oder eng Gemeng en Emprunt ophélt iwwer zéng oder 20 Joer, da bezilt en iwwert déi festgesatene Zäit souwuel d'Kapital an de Mensualitéiten zréck wéi déi ufalend Zënse.

D'Regierung hëlt Emprunten op, wéi zum Beispill dëst Joer am Februar, zwee Emprunten an der Héicht vun all Kéiers 200 Milliounen Euro iwwer zéng Joer a bezilt während deenen zéng Joer all Joer nëmme Zënse, laut dem Rapport vun der Cour des Comptes, 14.502 Euro d'Joer zréck, awer kee Kapital. Kee Kapital. Eréischt no zéng Joer, also 2016, muss an engem Budgetexercice dat ganz Kapital, déi 400 Milliounen, genee 401.953.435 Frang zréckbezeelt ginn. Dat ass e staark Stéck. Dat ass eng Hypothék.

Wann een aneren dat géif maachen, Här President, wann eng Gemeng dat géif maachen, wann et...

» M. Luc Frieden, Ministère du Trésor et du Budget. - Här President!

### (Coups de cloche de la Présidence)

» M. le Président. - Här Gibéryen, erlaabt Der eng Tëschefro vum Här Minister Frieden?

» M. Gast Gibéryen (ADR). - Selbstverständlech.

» M. Luc Frieden, Ministère du Trésor et du Budget. - Dat ass absolut falsch, esou wéi vill Saache virdu scho falsch waren, op déi kommen ech herno nach zréck, mä hei muss ech awer direkt reagéieren, soss hunn ech dat vergiess.

Duerfir hu mir zu Lëtzebuerg, atypesch par rapport zu deene Länner, de Fonds de la dette a contrairement zu deenen Emprunten, déi fréier opgeholl gi sinn, déi een huet misse zu engem Moment zréckbezeelen, kann een déi hei anticipativement zréckbezeelen. D'OLUXE mussen 2007 zréckbezeelt ginn, duerfir hu mer och do de Fonds de la dette gespeist. Duerfir misst Der zum Beispill fir d'éischt emol soen, dass mer déi 2007 net matenee mussen zréckbezeelen, well ech schonn dëst Joer an déi lescht Joren de Fonds de la dette gespeist hunn, an esou maache mer dat och, wéi déi Jore virun, weider.

Déi nei Modalitéite sinn esou, dass mer à tout moment kënnen à la fois Kapital an Zënse zréckbezeelen. Et steet néierens - an dat ass och falsch -, dass mir géingen an engem Joer, 2016, dat matenee zréckbezeelen. Dat géinge mer jo iwwerhaapt net fäerdeg bréngen, och net déi, déi dann do sinn. Duerfir ass dat doten einfach factuel falsch. De Kontrakt gesäit vir, dass ee spéitstens dann dat zréckbezele muss. Et ass un der jeeweileger Budgetpolitik Joer fir Joer ze kucken, wou een dat rembourséiert. Duerfir hu mer de Fonds de la dette. Dee bleift och bestoen an dee gëtt och weider gespeist.

» M. Gast Gibéryen (ADR). - Här President, ech wëll lech soen, dass dat wat ech

hei gesot hu wuertwertlech esou am Rapport vun der Cour des Comptes steet.

**(Interruption)**

An d'Cour des Comptes huet eis dat och an der Finanzkommissioun...

**» M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Ma d'Cour des Comptes weess dach net wéi de Budget vun 2008, 2009 an 2010 ausgesäit.

**» M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, d'Cour des Comptes huet dat an der Finanzkommissioun och esou explizéiert. An, Här President, ech hu souguer an der Finanzkommissioun nach eng Kéier nogehaakt an d'Cour des Comptes gefrot: Stëmmt dat, datt nëmmen d'Zënsen zréckbezuelt ginn an datt 2016 d'Kapital zréckbezuelt gëtt? Do huet d'Cour des Comptes gesot: Jo, dat stëmmt. An déi Chifferen, déi ech hei genannt hu vu 14.502 Euro d'Joer Zënsen, déi stinn am Rapport vun der Cour des Comptes. An dee Chiffer, datt 2016 misste 401.953.435 Euro an engem Exercice zréckbezuelt ginn, dee steet am Rapport vun der Cour des Comptes.

An et war keen anere wéi de Fraktiounspresident vun der CSV, deen dunn an der Finanzkommissioun gesot huet: Dat do wier awer säitens vun der Regierung op d'mannst eis vis-à-vis eng Informatioun wäert gewiescht. Ech rapportéieren also nëmmen dat, wat am Rapport vun der Cour des Comptes geschriwwen steet a wat an der Finanzkommissioun geschwat ginn ass.

An, Här Minister, Dir kënnt eis jo soen, ob Der 2007 schonn op deen Emprunt, deen Der dëst Joer opgeholl hutt, Kapital zréckbezuelt. Dir kéint eis jo dat elo scho beäntweren. Da wäert Der eis mussen äntweren, datt am Budget kee Remboursement fir 2007 vum Kapital virgesinn ass. Stëmmt dat oder hunn ech Recht?

**(Hilarité)**

**» M. le Président.** - Jo, Här Gibéryen, dat hei ass keng Froestonn. Dir sollt...

**» M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Mir hu fir 2007 virgesinn déi bestehend Emprunten zréckbezuelen an...

**» M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, mat Ärer Erlaabnis wollt ech d'Regierung dat froen.

**» M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Här President, ech wollt dem Här Gibéryen äntweren, datt 2007 110 Milliounen Emprunten zréckbezuelt ginn an déi 110 Milliounen hu mer duerch de Fonds de la dette gespeist. Déi ginn doriwwer zréckbezuelt.

**» M. Gast Gibéryen (ADR).** - Awer net op dësen Emprunt!

Dat ass wéi gesot, Här President, e staarkt Stéck. Wann eng Gemeng dat géif maachen, en Emprunt ophuelen a soe jee no Lafzäit, mir bezuelen nëmmen Zënsen zréck an an zéng bis 20 Joer fir d'eischt Kapital, da wier dat e kriminellen Akt. A fir eis ass dat hei genee d'selwecht, datt d'Regierung higeet a si hält Emprunten op a si bezilt d'Kapital net elo zréck. An d'Cour des Comptes huet eis och gesot, datt deen Emprunt, deen 2007 opgeholl gëtt, déi 200 Milliounen, datt déi eréischt 2017 géifen zréckbezuelt ginn an net virdrun.

Dat ass also eng Hypothék op déi kommende Generatiounen, déi irresponsabel ass. Dat beweist wéi schlecht et ëm d'Finanzsituatioun vum Stat haut steet, wa mer emol net méi amstand sinn ons Scholden, wéi all normale Mënsch, direkt zréckbezuelen.

D'Schold all Joer zréckbezuelen ass awer eng Belaaschtung fir de Budget. Éischtens muss een à même si fir se zréckbezuelen an zweetens géif dat de Statsbudget weider an den Defizit drängen an den Defizit géif méi grouss ginn. Et ass also och en Trick derhanner, fir déi 3%-Defizitgrenz laut Maastricht-Vertrag ze ëmgoen. Fir eis ass a bleibt e Skandal.

Obschonn de Budgets- a Finanzminister bis elo scho praktesch, jidderee vun hinnen, e puer Stonnen iwwert dëse Budget geschwat hunn huet net een Eenzege vun hinne bis elo iwwert déi heite Problematik, wat d'Emprunten ubelaangt, diskutéiert.

Duerfir, Här President, deponéiere mir och eng Motioun fir eng komplett Transparenz. An ech huelen un, datt d'Regierung domadder och averstanen ass, datt se der Chamber all déi Verträge, déi se gemaach huet, sief dat iwwer Emprunten oder iwwert d'Garantiegesetz, der Finanzkommissioun vun der Chamber zoukomme léisst an an Zukunft och, ier se Emprunten ofschléisst, der

Finanzkommissioun d'Konditiounen vun deene Prêtsverträge zoukomme léisst: Dann ass et kloer ëm wat, datt et geet!

**Motion 3**

*La Chambre des Députés,*

- *considérant que la capacité de financement future de l'État est à garantir durablement;*

- *considérant l'absence d'information sur les engagements financiers à long terme résultant des pensions du secteur public;*

- *considérant l'inexistence de toute projection à court, moyen et à long terme du coût salarial total que l'État s'est engagé à supporter dans les années à venir;*

- *considérant qu'il y a lieu d'établir une étude prévisionnelle permettant de renseigner le législateur sur l'impact financier futur du régime des pensions du secteur public;*

*invite le Gouvernement*

- *à commanditer une étude sur le régime des pensions du secteur public fournissant aux décideurs politiques les mêmes renseignements que l'étude sur le régime des pensions contributives du secteur privé réalisée en l'an 2000 par le Bureau International du Travail;*

- *à remettre à la Chambre des Députés une information complète et transparente sur la masse des salaires du secteur public grevant annuellement le budget de l'État et de lui fournir les projections y relatives.*

(s.) *Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.*

Ech kommen dann nach zu e puer Punkten, déi eis esou wichteg schéngen, dass se hei an der Debatt ervirgehuewe musse ginn.

Well d'Finanzsituatioun vum Stat esou schlecht ass, huet d'Tripartite eng ganz Rei vu Moosnamen decidéiert, déi net méi an net manner bedeite wéi sozialen Ofbau. Et ass gëschter an och an der Vergaangeneheet hei vu Majoritéitsdeputéierte geschwat ginn, Gott sei Dank géife mir kee sozialen Ofbau maachen a Gott sei Dank wieren och keng Steuererhéijungen hei gemaach ginn.

Ech wëll duerfir kuerz un e puer Saachen erënneren, déi an der Tripartite zréckbehalte gi sinn: D'Erhéijung vun de Cotisatiounen vun der Fleegeversécherung vun 1 op 1,4% wier weder eng Erhéijung nach eng Verschlechterung laut der Majoritéit; d'Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun ass keng Steuererhéijung laut der Majoritéit; d'massiv Erhéijung vun der Autossteuer, dat ass och keng Steuererhéijung laut der Majoritéit; Indexmanipulationen, dat ass kee sozialen Ofbau; d'Désindexatioun vum Kannergeld a vum Forfait d'éducation ass och kee sozialen Ofbau; d'Zréckversetze vun den Upassungen vun de Renten a Pensiounen ass och kee sozialen Ofbau; d'Erhéijung vun der TVA vun 12 op 15% fir d'Fräiberuffler, déi déi un hire Client musse weiderginn, ass och keng Erhéijung vun de Steueren; d'Erhéijung vun den Accisen op Bensen a Pétrol ass och keng Erhéijung; d'Afréiere vun der staatlecher Participatioun bei der Fleegeversécherung ass och keng sozial Verschlechterung; d'Verschlechterunge bei de Chômageindemnisationen, dat schéngt Verbesserungen ze sinn; d'Erhéijungen, déi op de Gastaxé sinn, dat sinn och keng Erhéijungen!

Also, alles Moosnamen, déi kee sozialen Ofbau bedeiten an déi kee Mënsch hei am Land wäert ee Centime weider kaschten, mä dat ass alles käschtenneutral, dat kascht kee Mënsch eppes. Dat ass d'Interpretatioun!

D'Leit, wann déi elo uganks vum Joer d'Rechnung kréien, kënnen hir Rechnung selwer maachen, an da gesi se wien hei Recht huet, déi, déi gesot hunn, et géif sozialen Ofbau bedriwwen ginn, oder déi, déi gesot hunn, et géif kee sozialen Ofbau hei am Land bedriwwen ginn.

D'Steiertabell, Här President. D'Wahlprogramm an de Regierungsprogramm hu keng Steuererhéijunge virgesinn. Elo ass scho fënnf Kéieren hannereneen d'Steiertabell net un d'Inflatioun ugepasst ginn, a laut dem Tripartitesofkommes géif dat och nach déi nächst zwee Joer esou weidergoen.

D'Netupasse vun der Steiertabell un d'Inflatioun bréngt dem Stat ongeféier, laut der Steierverwaltung, 100 Milliounen Euro pro Joer weider an. Kumulativ heescht dat: 2002 waren dat 100 Milliounen, am Joer 2003 200 Milliounen an 2006 huet dat dem Stat 500 Milliounen weider Steueren erabuecht, duerch dat Netupasse vun der Steiertabell un d'Inflatioun.

Et ass also eng schlächend Steuererhéijung gewiescht, déi och momentan viruegt, eng immens Steuererhéijung, déi den eenzelne Bierger awer net esou direkt bemierkt huet,

well se wéi gesot duerch d'Netupassung vun der Steiertabell geschitt ass.

Mir rechen dowéinst dësen Amendement an dës Motioun an.

**Amendement 1**

*Le «Chapitre B - Dispositions fiscales» du projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007 est amendé en complétant l'article 3 par un article 3bis:*

*Art. 3bis*

*L'article 118 est modifié comme suit:*

*«L'impôt sur le revenu est déterminé en fonction du revenu imposable ajusté au sens de l'article 126, conformément aux dispositions des articles 119 à 122 et 124, sur la base du tarif suivant:*

*0% pour la tranche de revenu inférieure à 11.000 euros*

*8% pour la tranche de revenu comprise entre 11.000 et 12.850 euros*

*10% pour la tranche de revenu comprise entre 12.850 et 14.700 euros*

*12% pour la tranche de revenu comprise entre 14.700 et 16.550 euros*

*14% pour la tranche de revenu comprise entre 16.550 et 18.400 euros*

*16% pour la tranche de revenu comprise entre 18.400 et 20.250 euros*

*18% pour la tranche de revenu comprise entre 20.250 et 22.100 euros*

*20% pour la tranche de revenu comprise entre 22.100 et 23.950 euros*

*22% pour la tranche de revenu comprise entre 23.950 et 25.800 euros*

*24% pour la tranche de revenu comprise entre 25.800 et 27.650 euros*

*26% pour la tranche de revenu comprise entre 27.650 et 29.500 euros*

*28% pour la tranche de revenu comprise entre 29.500 et 31.350 euros*

*30% pour la tranche de revenu comprise entre 31.350 et 33.200 euros*

*32% pour la tranche de revenu comprise entre 33.200 et 35.050 euros*

*34% pour la tranche de revenu comprise entre 35.050 et 36.900 euros*

*36% pour la tranche de revenu comprise entre 36.900 et 38.750 euros*

*38% pour la tranche de revenu dépassant 38.750 euros.»*

**Motif**

*L'amendement vise à adapter la pression fiscale à l'évolution du coût de la vie alors que le tarif actuellement en vigueur est resté inchangé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002. Les montants indiqués au tarif de 2002 sont augmentés de 13,14% et ce par tranche de 1.850 euros au lieu de 1.650 euros actuellement.*

(s.) *Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.*

**Motion 4**

*La Chambre des Députés,*

- *considérant que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002, date de l'entrée en vigueur des barèmes de l'impôt sur le revenu actuellement applicables, aucune adaptation de ces barèmes n'a été effectuée;*

- *considérant que depuis janvier 2002 l'inflation a déclenché, via le système d'indexation automatique des salaires, le paiement de cinq tranches indiciaires ce qui correspond à une augmentation nominale de 13,14% des revenus imposables provenant des traitements et salaires;*

- *considérant que les augmentations salariales résultant de l'échelle mobile des salaires ne constituent qu'une compensation de la dévaluation monétaire et non pas une augmentation réelle du pouvoir d'achat;*

- *considérant que l'augmentation nominale des traitements et salaires sans adaptation en parallèle des barèmes de l'impôt sur le revenu correspond à une imposition accrue des revenus;*

*invite le Gouvernement*

- *à prévoir une adaptation du barème de l'impôt sur le revenu pour le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008.*

(s.) *Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.*

An der Zwëschenzäit hu mir fënnf Indextranchë kritt an dofir sinn am Fong 13,1% net an der Steiertabell berücksichtegt ginn. Am Périodique vun der CGFP ass doropshin

eng ganz interessant Tabell publizéiert ginn, aus där ech vläicht e puer Chiffere soe wëll:

Eng Persoun, déi 2002 2.500 Euro besteierbaart Akommes hat, no deene fënnf Indextranchen an der Netberengung vun der Steiertabellinflationenberengung bezilt elo als Jonggesell 37,4% méi Steueren, wa se bestuet ass 63%. Eng Persoun, déi 3.500 Euro 2002 verdéngt huet - besteierbar -, déi bezilt elo als Jonggesell 27,9% weider, als bestuete Persoun 42,9% weider a bestuet mat zwee Kanner - lauschtert gutt! - 127,8% méi Steiere wéi 2002.

A wat dat Gehalt méi héich gëtt, wa mir zum Beispill higei bei ee mat 10.000 Euro monatlech Akommes, besteierbar, do ass d'Erhéijung beim Jonggesell 16,1%, beim Bestuetenen 20,3% a bestuet mat zwee Kanner 21,6%. Ech erënneren drun, datt d'Erhéijung bei engem Revenu vun 3.500 Euro bei enger Famill mat zwee Kanner 127% ausmécht a bei där mat 10.000 Euro 21,6%. Mir stellen also fest, dass grad hei d'Familljen eng enorm Steiererhéijung iwwer sech mussen ergoe loossen.

Dat ass d'Realitéit vun der Familljepolitik vun dëser Regierung. D'Famillje ginn ëmmer méi maximal besteiert.

A wann een elo gemengt hätt, Här President, den Här Rapporteur, deen hei een eenzegen Discours fir sozialen Ofbau a sengem Rapport bedriwwen huet, deen hätt elo a sengen Iwwerleeunge proposéiert, et misst een eng Steuererlächterung da bei deene Klengen, bei de Famillje mat Kanner maachen, deen huet sech geiert!

Neen, den Här Rapporteur huet hei proposéiert, datt den Héchststeiersatz vun 38%, also dee vum Héchstverdänger, misst hei am Land gesenkt ginn. An do gesäit een de ganze Fue dem, deen duerch de Rapport gaangen ass, vum sozialen Ofbau bei deene Klengen, während déi, déi vill verdéngen, nach vill iwwert de Wee vun de Steiere bäikreie sollen.

Här Thiel, Dir hutt hei gesot, den Héchstprozentsaz...

**(Interruption)**

Oh dach, ech hu mer et genee gemierkt!

... den Héchstprozentsatz vun 38% misst gesenkt ginn, well soss hätte mer Problemer, fir Leit mat där Lounkategorie hei an d'Land schaffen ze kréien. Ech kann lech de Verbatim virleeën.

Et huet mech gewonnen, datt dunn d'Gewerkschaftler an der CSV, den Här Spautz an den Här Kaes, herno bravo geruff hunn, wéi den Här Thiel mat sengem Rapport fäerdeg war, nodeem hien hei eng Stonn laang sozialen Ofbau priedegen huet missen.

Här President, den Här Statsminister huet den 2. Dezember dëst Joer op „Radio Lëtzebuerg“ an der Sendung „Background“ gesot: „Ech hätt gär, datt een Niklosdag gutt ass zu de Kanner, well Kanner sinn eppes Wäertvolles, et sinn d'Prënze vum Liewen a soulaang wéi se Prënze sinn an ier se mat de Schwierregkeete vun de Kinneken ze di kréien, soll ee gutt a léif mat hinne sinn.“ - sot den Här Juncker den 2. Dezember dëst Joer um Radio.

D'Realitéit vum Här Juncker a senger Regierung hirer Familljepolitik ass awer ganz anescht: Éischtens kréie mer massiv Steuererhéijunge fir Famillje mat Kanner; zweetens gëtt d'Kannergeld net méi indexéiert an drëttes huet déi sozialistesche chrëschtleche Regierung op de Kanner hire Spuerbicher och nach eng Quellesteuer vun 10% agefouert.

Här Juncker, Dir sot, Dir hätt gär, dass een Niklosdag gutt ass zu de Kanner. Mir soen lech, Här Juncker, Dir an der Regierung hätt besser d'ganz Joer gutt zu de Kanner ze sinn an eng Familljepolitik ze maachen, déi am Interesse vun der Famill a vun de Kanner ass.

En anere Punkt, Här President, vun deem ech och gemengt hat, dass de Rapporteur géif méi dorop agoen, datt ass den Déséquilibre, dee mer lues a lues tëschent der Betriebssteuer an der Steuer vun de physische Persoune kréien. Mir stelle fest, datt mer am europäesche Konkurrenzkampf e Steierdumping erliewen, wou ee Land dat anert no ënne schaukelt, mat dem Resultat herno, datt d'Beriber ëmmer manner Steiere be-

zuelen. Dat ass awer nëmme am euro-päesche Bannemaart esou. Wann een dat méi weltwäit kuckt, da gesäit een, wann een aacht Joer zréckgeet, datt d'Betriebssteuer a Kanada an an Amerika och 40% héich war, wéi ongeféier hei an Europa, an déi hunn haut nach ëmmer deen Taux.

Par conter si mer an Europa amgaangen ee Land géint dat anert auszespillen an d'Betriebssteuer ëmmer erëm erfesetzen, mat dem Resultat, datt, wa mer esou virufieren, d'Betriber bestëmmt geschwé guer keng Steiere méi bezuelen, an dat dann näischt mat dem Konkurrenzkampf ze dinn huet, mä datt dann d'Steierlaascht integral op d'physisch Persounen iwwerdroe gi muss. Ech schwätzen elo hei net vun de Kleng- an de Mëttelbetriber, mä hei schwätzen ech vun deene Groussen, vun de multinationale Konzern, déi dat do maachen.

A sougutt wéi mer dofir plädéieren, datt mer sozial Mindestnorme kréien, hu mer als Lëtzebuerg haut och en Interesse drun, fir fir Mindeststeiersätz an Europa anzetrieden, quitte datt mer wëssen, dass dat net wäert einfach sinn an net wäert esou séier goen, mä mir mussen dohinner drängen, well soss kann dat Europa kee soziaalt Europa ginn, well da gëtt et en Europa, wou déi multinational Konzern dominéieren a wou d'Leit dann d'Konsequenzen dovunner ze droe kréien.

Ech wollt nach ee Wuert verléieren, Här President, iwwert d'Renten, well d'Leit keng Geleeënheet verpassen, fir iwwert d'Renten ze schwätzen. Och esou de Rapporteur, dee sech iwwer eng laangfristeg Finanzéierung Gedanke mécht. Mir wëlle just soen, ouni wëllen elo hei méi déif an den Dossier eranzegoen, datt, wa mer emol géifen ophale permanent an d'Rentekeese Gelder klauen ze goen, a wa mer déi Engagementer, déi de Stat bis elo vis-à-vis vun de Pensionskeesen hat, och géife weider behalen, a wa mer emol endlech géifen d'Gesetz vum Mee 2004 an d'Realitéit ëmsetzen, wou de Minister seet am Laf vum Joer 2007 wier d'Prozedur fäerdeg, fir déi Gelder kenne besser unzeleeën, da wieren déi Reserven, déi mer am Pensionsssystem hunn, nach méi laangfristeg ofgeséichert wéi se et elo sinn.

Mir wëssen och, datt et e bëssen eng Kontraktioun an der Regierung gëtt. Mir wëssen, datt de Statsminister ëmmer vun enger Rentemauer schwätzt, mer wëssen awer och, datt de Sozialminister seet hie géif keng Rentemauer gesinn, mä datt een - an doriwwer si mer eis alleguer eens - sech ëmmer muss Gedanke maachen, datt déi Pensione laangfristeg finanzéierbar bleiwen. An duerfir kann et net sinn, datt mer haut permanent Gelder aus de Pensionskeesen eraushuele respektiv net unhalen.

Et ass ëmsou méi wichteg, datt mer déi Suen, déi mer hunn, wat jo enorm Zomme sinn, méi a besser uleeën, ouni an d'Spekulation zu goen, fir doduerch d'Reserven opzebauen an d'Garantien, déi elo schonn op 3,1-mol d'Joresdépensé sinn, fir déi kënnen ze halen an eventuell nach auszebauen.

Ech wëll dann, Här President, nach ee Wuert iwwert d'Mammerent verléieren. Ech hu gëschter Owend och nach d'Televisioun gekuckt.

» **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.* - Jo? Et war exzellent!

» **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Jo, et war exzellent, awer exzellent falsch!

» **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.* - Dat, wat virdu vun lech komm ass, war falsch!

» **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Här President, den Här Di Bartolomeo kann d'Waasser de Moien net halen.

(**Interruption**)

Kuckt, ech erklären et, Här Di Bartolomeo. D'Regierung huet jo all Zäit, fir ze schwätzen, an ech si relativ limitéiert a menger Riedezäit hei,...

» **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.* - Dir hutt dach esou en Débat gären.

» **M. Gast Gibéryen** (ADR). - ...an duerfir loosst mech wann ech gelift auschwätzen.

» **M. le Président.** - Här Minister, loosst lech net provozéieren.

» **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.* - Gesinn ech provozéiert aus?

(**Hilarité**)

» **M. le Président.** - Da loosst den Här Gibéryen schwätzen.

» **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.* - Jo, wann et ebe muss sinn.

» **M. Henri Grethen** (DP). - Den Här Gibéryen ass ganz gär ënnerbrach.

(**Hilarité**)

» **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Här Grethen, mir zwee hu verschidde Gemeinsamkeiten.

» **Plusieurs voix.** - Ooohhh!

(**Hilarité**)

» **M. Henri Grethen** (DP). - Net vill! Net vill!

» **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Ech hu jo gesot verschidde Gemeinsamkeiten, net lauter.

(**Hilarité**)

Här President, am Statsbudget ass de Forfait d'éducation 2007, mengen ech, mat 73,4 Milliounen Euro agesat. A mer wëssen, datt de Statsminister iwwer Joren ëmmer vun Ufank un derfir plädéiert huet, datt d'Mammerent misst iwwert d'Pensionskeese bezuelt ginn. Dat war säin Dada, an hien ass op eng Opposition gestouss, souwuel bei de Gewerkschafte wéi bei de Parteien. A well den Här Juncker awer e ganz clevere Ménsch ass, huet hien et och verstanen iwwer zwee Joer, lues a lues awer zu Sengem ze kommen, ouni datt offiziell d'Mammerent aus de Pensionskeese bezuelt gëtt.

Esou sinn zum Beispill am Budget vun 2006 d'Frais de fonctionnement, déi soss de Stat bei de Pensionskeese bäigeluecht huet, dat ware 17 Milliounen, geholl ginn. Déi mussen elo integral vun de Pensionskeese bezuelt ginn. An elo ass erëm e weidere Schrott gemaach ginn, nämlech d'Majoritioun, proportionell zu de Babyjoren. Dat ass d'Gesetz, wat mer d'nächst Woch hei um Leescht hunn.

An do gesäit een och eng Fiche financière, déi an deem Gesetz hannen derbähängt. Et sinn dat 6,8 Milliounen, déi bis elo vum Stat iwwerholl gi sinn, déi elo vun de Pensionskeesen iwwerholl ginn. A mir hunn d'Charge vum Complément différentiel - dat sinn 22,2 Milliounen -, déi och elo vun de Pensionskeesen iwwerholl gi vis-à-vis vum Statsbudget.

Do gesäit een also, datt lues a lues déi Chargen - 17 Milliounen, 6,8 Milliounen, 22,2 Milliounen -, déi soss ëmmer vum Stat bezuelt gi sinn, op d'Pensionskeese transféiert ginn. A wa mer dann nach e Budget hanneren eis hunn, da sinn eis nach e puer Saachen agefall, da ginn op eemol déi 73,4 Milliounen Euro, déi de Forfait d'éducation kascht, integral vun de Pensionskeese bezuelt.

» **M. le Président.** - Här Gibéryen?

» **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Här President, ech wëll elo meng Iwwerleeung fäerdeg maachen.

» **M. le Président.** - Neen, da loosst elo den Här Gibéryen schwätzen a stellt Är Fro spéider.

» **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Ech hunn nëmme...

» **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.* - Ech hunn nämlech festgestallt, dass dem Här Gibéryen seng Rechnung iwwer Nuecht halbéiert ginn ass. Hien huet iwwer Nuecht 40 Milliounen verluer.

» **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Neen, neen. Ech hunn hei d'Chifferen, Här President.

» **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.* - Hien huet 40 Milliounen verluer, well hien huet an der Pressekonferenz nach vu 70, 80 Milliounen geschwat. Déi sinn iwwer Nuecht verluer gaangen.

» **M. le Président.** - Här Mars Di Bartolomeo, loosst elo den Här Gibéryen seng Ausféierungen an aller Rou hei maachen!

» **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.* - Jo, Här President; iwwer Nuecht verluer.

» **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Här President, den Här Di Bartolomeo an d'Regierung hunn dach all Riedezäit. Et ass ëmmer esou, wann den Här Di Bartolomeo an d'Bedrängnis kënnt, da versicht hien...

» **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.* - Hahaha!

» **M. Gast Gibéryen** (ADR). - ...déi aner einfach ze ënnerbriechen.

» **M. le Président.** - Här Gibéryen, ech ginn lech déi Zäit bäi, déi hien lech ënnerbrach huet.

» **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Très bien, Här President!

Här President, et ass also ganz kloer, datt hei mat der Salamatik probéiert gëtt, wat de Forfait d'éducation de Stat kascht, datt dat lues a lues vun de Pensionskeesen iwwerholl gëtt. Den Här Paul-Henri Meyers huet gëschter op der Televisioun gesot, mir hätten d'Babyjore mam Forfait d'éducation verwiesselt. Mir hu guer näischt verwiesselt! Mir hu schonn déi richtig Chiffere geholl a mir hunn och net - wéi den Här Meyers gëschter Owend op der Televisioun gesot huet - déi Suen, déi d'Privatbeamten als Emprunt geléint kréien, mir hätten déi...

(**Interruption**)

Ah neen, neen! Mir hu schonn déi Chifferen, déi wierklech placéiert gi sinn, an eis Berechnung mat erageholl.

An den Här Castegnaro huet gesot, dat wier Populismus. Den Här Castegnaro war awer wéinstens esou fein, datt hie gëschter Owend op der Televisioun gesot huet, et hätt effektiv en Transfert vu 40 Milliounen stattfont, Här Di Bartolomeo.

(**Interruption**)

An dunn huet den Här Castegnaro awer gëschter op der Televisioun gesot, mir géifen do bëllege Populismus maachen.

» **Une voix.** - Dat ass och esou!

» **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Ech wëll dem Här Castegnaro emol soen, wat Populismus ass.

(**Interruption**)

Populismus ass, wann een zum Beispill jorelaang duerch d'Land järe geet: Fanger ewech vum Index! An ech kommen dann als Deputéierten an d'Chamber an ech stëmmen hei enger Indexmanipulation zou. Dat, fannen ech, ass zum Beispill Populismus.

(**Hilarité**)

Oder wann een zum Beispill jährt, d'Mammerent d'ärf net aus de Pensionskeese bezuelt ginn, an et stëmmt een awer hei lauter Gesetzer, wou d'Laaschte vum Stat lues a lues op d'Pensionskeesen iwwerdroe ginn, an et seet een dann: Neen, neen, de Stat bezilt nach ëmmer d'Mammerent! An a Wierklechkeit ass den Transfert vum Stat op d'Mammerent op d'Pensionskeesen zréckgeschafft ginn. Dat nennen ech Populismus, Här Castegnaro, an dat musst Dir Äre Leit erklären.

» **M. John Castegnaro** (LSAP). - Är Leit sinn e Musterbeispill vu Populismus!

» **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Dee Populismus musst Dir Äre Leit erklären, genau gutt wéi Der Äre Leit dee sozialen Ofbau musst erklären, deem Der hei zustëmmt; datt dat kee sozialen Ofbau ass. Wéi gesot, domadder brauch ech mech net ze befaassen.

(**Interruption**)

Esou wéi Dir populistesch schwätze kënnt wäert Dir et och fäerdeg bréngen, fir Äre Leit nach ze verkafen, datt dat alles positiv fir si wär.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kannergeld gëtt och net méi indexéiert. An d'Regierung huet sech engagéiert laut Tripartitesoffkommis bis den 1. Januar 2008 eng Léisung ze fannen iwwert de Wee vun engem Crédit d'impôt, soss géif d'Indexéierung erëm hiergestallt ginn.

Mir waren als ADR, géif ech soen, iwwer eng Rei vu Joren déi eenzeg Partei hei an Land, déi vun der Negativsteuer geschwat huet, déi geschwat huet, datt ee misst e Crédit d'impôt aféieren, fir hei zu Lëtzebuerg endlech Steiergerechtkeet anzeféieren. Well alleguer déi Abattementer, déi

mer hunn, spillen nëmme fir déi Leit, déi Steiere bezuelen. An déi Leit, déi vill Steiere bezuelen, déi am Héchsttaux leie vun 38%, sinn déi Leit, déi am Fong vun deenen Abattementer profitéieren. Mëttel- a Klengverdrénger kënnen net dovunner profitéieren!

Et ass net richtig, datt een, deen an enger ganz héijer Lounklass läit, wou e bei 38% Steiere läit, datt deen zum Beispill Abattementer kritt an deen an deemselwechte Betrib schafft, an dee vläicht de Mindestloun oder zweemol de Mindestloun verdéngt, deen huet dach och wuel déi Abattementer zegutt! Fannt Der et richtig, datt een Direkter, deen, ech weess net, vun Eitelbréck an d'Stad schaffe kënnt, datt do de Stat deem iwwert d'Steieren 38% bei de Frais de déplacement bälleet a vläicht senger Botzfra, déi an dee Betrib schaffe geet, kee Frang bälleet?

Dat ass de Prinzip vum Abatement, deen nëmme fir déi spillt, déi vill verdéngen. Déi kënnen dovun profitéieren. An alleguer déi Kleng- a Mëttelverdrénger kënnen net dovunner profitéieren. An duerfir ass et och net verwonnerlech, datt den Här Thiel Problemer huet, fir eng Negativsteuer anzeféieren, well hie vertritt jo net déi mat de Kleng- a Mëttelgehälter, mä alleguer déi Leit, déi ganz héich Gehälter hunn. Déi hunn natierlech mat enger Negativsteuer, mat engem Crédit d'impôt, Schwierigkeiten.

Ech muss awer soen, datt ech esou d'Gefill hat, datt an der Kommissioun a virun allem och bei de sozialistesche Kollegen, eng gewëssen Ouverture besteet, fir an déi Richtung do ze goen. An der Kommissioun hunn déi eng gesot: Wat ass d'Negativsteuer? Wat ass e Crédit d'impôt? Mir haten herno an der Kommissioun geduecht, datt dat eent an dat anert bal datselwecht wier.

Den Här Statsminister huet d'lescht Woch hei versicht ze erklären, datt ee Crédit d'impôt näischt mat Negativsteuer ze dinn huet. Mer loosse eis duerfir iwwerrasche wéi dann déi Léisung ausgesi soll, déi jo fir den 1. Januar 2008 komme soll. Op jidde Fall soe mir, Här President, datt mer nëmme Steiergerechtkeet hei kréien, wa mer eng Negativsteuer aféieren iwwert de Wee vun engem Crédit d'impôt.

Här President, ech wollt eis nach zéng Minutten halen, fir spéider an d'Debatt agräifen ze kënnen. Duerfir muss ech leider zum Schluss kommen. Et wier sécherlech nach viles ze soen iwwert d'Schoulpolitik, den öffentlechen Transport, de Wunnungsbaue; alles grousse Problemer, déi mer hunn. Mä leider léisst d'Zäit mer et net zou, fir dat hei kënnen ze maachen.

Op jidde Fall, mengen ech, muss een als Konklusioun zéien, wann hei d'Majoritätsdeputéierten an de Statsminister optriede mat enger gewësser Iwwerhiefllechkeet, da sinn ech der Meinung, datt se all Ursaach hätte vill méi kleng a méi roueg ze trëpelen.

Wann ee weess, datt keng Finanzreserve méi do sinn, datt d'Scholden rapid uweesen, datt en Defizit am Statsbudget elo scho fir d'drëtt Joer hannereneen ass, datt massive sozialen Ofbau bedriwwe gëtt, datt de Chômage Rekordzuele schreift, d'Jugend keng Perspektiv méi gesäit, d'Jugend sech ëmmer méi friem heiheim fillt, eng katastrophal Wunnungsbaupolitik bedriwwe gëtt - ëmmer méi Lëtzebuurger mussen an d'Ausland wunne goen -, iwwer 20 Joer nom Bommeleeër gesicht gëtt an e wessentlech net wëllt fonnt ginn, ëmmer méi Leit ënner d'Aarmutsgrenz falen, d'Schouwiese katastrophal Resultater huet, wann dat de Bilan ass vun enger Regierung, an do schwätzen ech virun allem d'CSV un, déi jo awer fir 20 Joer hei d'Soen am Land huet a virun allem an deenen dote Ressourcen och d'Ministere gestallt huet, da kéint se mat hirer Iwwerhiefllechkeet e bëssen zréckgoen.

Dëst ass e Budget, deen eng finanziell Moggelgung ass, dee sozialen Ofbau beidit. Duerfir kann dëse Budget net eis Zoustëmmung fannen.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Gibéryen. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Jaerling. Här Jaerling.

» **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*). - Merci, Här President. Ech kann dem Här Rapporteur fir säi gutt strukturéierte Rapport félicitéieren, deen natierlech am Sënn vun der Politik vun der Regierung ass. Mä ech ka mech awer net, wéi den Här Fayot, mat dem Budgetsrapporteur senger Visiounen an Iddien identifizierte, well och wann e viles vun deem, wat e gesot huet, net gemengt huet, an och vill falsch verstanen ginn ass, esou bleift awer ee Leitmotiv vu senger Linn nach ëmmer den Dëngscht um Kapitalismus.

Wann een dëse Budget misst an e puer Wieder resuméieren, da misst ee soen: D'Hirschen hänken aus! D'Juegd ass op!

Et schéissen awer net déi Jeeër vum Koepp Jemp sengem Jeeërbal, mä déi Jeeër, déi hei um Wierk sinn, déi si vill méi geféierlech. Déi schéisse mat décke Kalibere aus de Kanoune vun der Tripartite, an hannendrun héiert een den Halali aus den Trotere vun den Tripartitesgewerkschaften. Viséiert sinn déi Kapitalhirschen aus der Sozialofsécherung. Besonnesch geziilt gëtt op den Index-Hirsch, dee bis elo ënnert Déiereschutz stoung an deem ëmmer méi am Viséier ass vun deenen neoliberale Jeeër.

Mä och op aner Sechsender gëtt geziilt. Den Automatissem vun der Index-Ausbezielung ass am Viséier, d'Kitz vun de Familienzoulagen, den Zwielefender vun de Rentenajustementen, deen elo méi spéit soll gefiddert ginn, an esou weider. Dës Kapitalhirsche sollten dem Buerghär aus dem Finanzschlass geaffert ginn. An hir Haren, déi solle vum Vollek gedroe ginn. Ass et dofir net e komeschen Zufall, dass een elo iwwerall, iwwert d'ganz Joer duerch d'ganz Land och nach Hirschen an enger bloer Faarf hänke gesäit.

Här President, mä och déi, déi den Halali hannert der Juegd do geblosen hunn, sollen eppes ofkréien; an zwar en Hues. En Hues, deen awer genmanipuléiert gëtt, fir dass all Huese spéider eng Kéier d'selwecht sollen ausgesinn. Just, dass, wann deen Hues ofgezu gëtt, déi eng erëm eng Kéier dat gutt Fleeesch wäerte behalen an déi aner erëm just de Kapp ze lecke kréien.

Wat waren dat nach Zäite viru 24 Joer, wou déi, déi haut den Halali hannert de Flënte vun de Sozialjeeër geblosen hunn, nach Déiereschützer vun eise Sozialhirsche waren a se sech och mat vollem Mutt zu dausenden deene Jeeër, déi et deemools op eis Sozialhirschen ofgesinn hatten, entgéintgehäit hunn. Haut verstoppe se sech uewen um Héichsätz, fir dass kee se gesäit, wa se hëllef d'Flënte lueden.

Elo, wou se awer esou lues mierken, dass se näischt an d'Deppe kréien, jäizen se: Wa mir eisen Hues net kréien, da verjoe mir lech Är Hirschen! Da wäerte se wuel musse eng Klappjuegd organiséieren, wou se awer keen Hirsch méi wäerte virfannen, well déi Kapitalhirsche vun der Manipulation vum Index, vun dem Afréiere vun de Familienzoulagen an de Rentenajustementen, déi si scho geschoss. A si, si hu gehollef d'Flënt droen.

Déi Hirschen, déi elo nach ze schéisse sinn, déi sinn op der Menükaart vum Restaurant 5611, mat als Aperitif d'Erhéijung vun der Autossteuer, als Entrée d'Babyjoren - déi Tournée bezuelen d'Pensionskeesen -, als Plat de résistance d'Beschäftigungsmesuren, dee Plat bezuelen déi Jonk, an als Dessert d'Erhéijung vun de Bätträg vun der Fleegeversicherung, déi Rechnung ass fir all physesch Persoun; d'Industrie an de Stat hu sech gratis invitéiert.

Här President, d'Käch vun dëser batterer Zopp sëtzen an der Kiche vun der Tripartite. Et si Käch aus alle Branchen, d'Ingrédient schmaachen nënnen deenen, déi se selwer an d'Zopp gehäit hunn. Eng Zopp, déi, wa méiglech, esou soll giess gi wéi se aus der Kiche kënn.

Wat seet awer de Maître d'hôtel, hei d'Chamber, dozou, déi jo eigentlech de Menü schmaache misst ier en zewéiert gëtt? Ma do ass et esou, dass de Gros vun deene méiglechen Dégustateuren hei guer näischt kënnen soen, well déi meescht Käch, déi an den Tripartite-Restaurant delegéiert goufen, aus hirer eegener Kiche stamen. Si musse also déi Zopp ausläffelen, wa se net wëlle bei hirer eegener Klientell e schlechten Numm kréien, oder si musse eng nei Zopp kachen. Dat geet awer net, well den 20. am Chrëschtmount ass d'Kichen zou.

Här President, esou hätt ee kënnen a kuerze Wieder dëse Budget an alles, wat domat zesammenhängt, ëmschreiwen. Mä d'Saach ass awer net esou einfach. D'Virschléi vun der Tripartite ginn an der leschter Zäit ëmmer méi contestéiert, souguer vu Verschiedenen, déi derbäi waren awer anscheinend an engem aneren Zëmmer souzen, besonnesch déi Virschléi, déi iwwert d'Beschäftigungsmesuren am Gesetzprojéit 5611 festgehale sinn. Den Aarbechtsminister huet jo awer do just dat textuell festgehalten, wat an der Tripartite ofgemaach war.

Elo wëllen déi, déi an der Tripartite hir Verantwortung am Interessi vun deene Jonken net geholl hunn, alles ofstreiden an hunn aus Protest déi Jonk op d'Strooss geschéckt. Dat heescht, si hunn am Fong déi d'Aarbecht néierleeë gelooss, déi nach keng haben.

De 5611 ass awer nach net gestëmmt. Dee soll den 20. am Chrëschtmount hei gestëmmt ginn, wat ech mer awer kaum ka virstellen, wann ech all déi esou sozial agestallte Kolleeginnen a Kolleegen heibannen zielen. E Projet, deen esou vill sozial Réckschreitter beinhalt, kann dach net vun dëser sozialer Assemblée hei gestëmmt ginn.

Dofir verstinn ech eppes net, Här President, wéisou dass d'Recetten, déi an engem Gesetzprojéit stinn, deen nach net gestëmmt ass, an hoffentlech ni gestëmmt gëtt, hiren Nidderschlag scho mat 400 Milliounen hei am Statsbudget fannen. Dofir verstinn ech net firwat elo d'Gewerkschaften op d'Barrikade ginn an den Accord tripartite ofhängeg maache vum Statut unique. Dee schmäerzhaftesten Deel vum Tripartite-Accord ass gestëmmt mam Accord vun deenen, déi an der Tripartite derbäi waren an och heibanne sëtzen.

Wat wëllen se also elo maachen? E waarme Chrëschttag versprechen, well den Hirsch ass jo schonn em. Kloer ass op jidde Fall, dass wa se et eescht mengen, dann därefer Verschiddener heibanne weder de 5611 nach de Budget stëmmen, well jo bis den 20. am Chrëschtmount sécherlech nach keen Accord iwwert de Statut unique wäert virleien.

Här President, dëse Budget ass mat Tréine geschriwwen. Mat Tréine vun deenen, déi d'Konsequenz vun där asozialer Politik, déi aus deem Budget hei erauskuckt, musse droen. Tréine vun deenen, déi net nënnen op hir Ajustementen, sief et iwwert den Index oder d'Rente musse verzichten, mä déi och nach do derniewent Taxenerhéijungen an hire Gemenge musse erdroen an enger permanenter Deierecht ausgesetzt ginn, déi duerch näischt kompenséiert gëtt.

D'Solidaritéit soll spillen, fir de Budget ze stäipen an aus sengem Déif erauszéieren, awer alt erëm eng Kéier d'Solidaritéit vun deene Klengen. De Stat an d'Wirtschaft ginn aus hirer Verantwortung entlooss. De Bierger gëtt zur Keess geruff. Et gëtt en Defizit ugekënnegt. A Wierklechkeet ass en awer net esou héich wéi ugekënnegt, well et schwammen nach iergendwou déi 400 Milliounen, déi duerch de Verkauf vun Aktien, eise Stolsiten an hirem Personal ergattert konnte ginn. Mä wou sinn déi 400 Milliounen? Huet de Finanzminister se am Keller leien?

Duerfir, Här President, dat doten erënnert mech un eng Anekdote: Dräi Studente sëtzen an engem Bistro eppes ze iessen. Zesummen hatten se fir 30 Euro ze bezuelen a si hu sech dat gerecht opgedeelt. Well et Studente waren huet de Patron vum Bistro sech geduecht: Gëff hinnen eng kleng Remise. An hie gëtt dem Garçon fénnef Euro, fir de Studenten erëmzeginn. De Garçon konnt déi fénnef Euro awer net duerch dräi deelen an huet sech dofir einfach zwee Euro an d'Täsch gestach an huet dann all Student een Euro erëmzeginn. Dat heescht, all Student huet nënnen néng Euro bezuelt an de Garçon huet zwee Euro an d'Täsch gestach. Dräi mol néng ass 27 plus zwee Euro vum Garçon mécht 29. D'Studenten hatten awer 30 Euro ginn, mä wou ass dann elo deen Euro hikomm, dee felt?

### (M. Jean-Pierre Koepf prend la Présidence)

An déiselwecht Fro kann ee sech stelle bei deene 400 Milliounen, déi net am Budget virkommen, awer iergendwou sinn. Well si solle jo investéiert ginn, awer net an de Mënsch, mä alt erëm eng Kéier an d'Ekonomie.

Här President, an dësem Budget gëtt et eng Rei Recetten, déi mer wierklech um Mo leien, an dat sinn un éischer Stell déi Recetten, déi de Stat duerch den Ofbau vun de Sozialleeschungen kasséiert. Mä et sinn awer och déi Recetten, duerch déi de Stat sech menger Usiicht no zum erbarmungslosen Dealer opspilt, andeem e Suen akasséiert op Substanzen, déi hien hei selwer als déidlech erkläert huet. Gelder, déi en iwwer Accisen um Tubak akasséiert, also op Substanzen, déi e selwer deelweis prohibéiert huet an op deenen en d'Accisen och elo nach erhéicht huet; Gelder, déi awer net dozou genotzt ginn, fir de Leit ze hëllef, fir vun hirer Sucht lasszekommen. Dës Gelder fléissen einfach an de Statssäkel an d'Regierung schéngt och dobäi nach keng Gewëssensbëss ze hunn.

Datselwecht gëllt bei den Accisë vum Alkohol, wou zwar Infrastrukturen do sinn, fir ze hëllef, mä wou déi Substanz nach ëmmer als salonfähig unerkannt gëtt.

Eng aner Recette...

### (Nuisances sonores)

Esou hat ech awer nach keen erschreckt!

### (Hilarité)

Eng aner Recette ass déi vun de Spiller an de Lotterië wéi och dem Casino zu Mondorf.

### (Interruptions et hilarité)

» M. le Président. - Macht virun.

» M. Aly Jaerling (*Indépendant*). - Merci, Här President. Ech si frou lech am Réck ze hunn, da ka mer net vill passéieren.

### (Interruption et hilarité)

Wéi de Casino zu Mondorf opgaangen ass, goufen all Geldspiller an de Bistoe verbueden. Haut ass de Stat dee gréisste Spillautomatendealer, an zwar andeems en zouléist, dass dës Apparater geschwënn an all Bistoen d'Leit zum Spille verleeden an domadder vill vun hinnen an de Misär geheien. An ech kann och net als Rechtferlegung gëlle loosse, dass déi Sue sollen all fir karitativ Zwecker zur Verfügung gestallt ginn. Et kann net sinn, dass op där enger Sait zougelooss gëtt, dass d'Leit duerch d'Spillen an de finanzielle Misär geheit ginn an dann als Entschëllegung gëllt, dass déi Sue solle geholl ginn, fir anere Misär ze dillegen. Ech mengen, dat ass eng Politik, déi einfach net tragbar ass.

Här President, datselwecht gëllt och fir d'Unerkennung vun engem Steierkredit als Kompensatioun fir déi sozial Ausbeutung, déi hei ageleet gëtt. Fir d'éischt ginn d'Leit geplëmmt an da gëtt doriwwer nogeduecht, ob een dat dann awer net ka finanziell offederen, andeems een eppes Klenges erëm-gëtt.

Et hätt scho längst missen eng Ennerstëtzung agefouert gi fir déi Leit, déi bei de Steuerreformen näischt kruten, an dat ier dës asozial Mesuren hei a Kraaft trieden. Ob dat elo Negativsteuer oder Steierkredit heescht, dat dierft egal sinn. D'Upassung vun der Steiertabell, déi gefuereert gëtt, déi bréngt deene kleng Leit, déi keng Steiere bezuelen, net allze vill. Mä si géing awer eng Rei Leit trotzdeem an de Genoss bréngen vun enger Steuererlichterung. Wichteg ass awer, dass eppes kënn.

Mä wéini kréie mer elo kloer Virschléi, dat iwwerhaupt eppes an deem Sënn kënn? Oder sinn et einfach Parolen, déi vum Statsminister erëm eng Kéier zwecks Berouegung vum Vollek an d'Welt gesat goufen, gradesou wéi d'Ausso vum Statsminister vun der Verdueblung vun den Heizkäschtzouschëss oder vun der Opfuereung un d'Gemengen, bei den Taxenerhéijunge lues ze maachen, wou op där enger Sait den zoustännege Banneminister awer fir de Käschtendeckungsprinzip plädéiert?

An do mengen ech, dass awer déi Kéier de Banneminister gewonnen huet, well Fakt ass op jidde Fall, dass déi meescht Gemenge schonn hir Taxenerhéijungen integral duerchgezunn hunn, mat der Konsequenz vläicht, dass d'Gemengen elo e puer Sue méi hunn, mä mat der Konsequenz awer och, dass domadder méi Leit an d'Prekaritéit rutschen, an dass mer deemnächst wäerte mat engem massiven Ustieg un Demandé fir Sozialwunnenge musse rechnen - zwar net nënnen duerch d'Taxenerhéijungen, mä och duerch dat onsozialt neit Mietgesetz - an dass mer eis musse droen driichten nach méi Ennerdaach fir Sans-abrië musse ze schafen, an dat an deem grouse Sozialstat Lëtzebuerg.

Här President, dee Budget, deen hei virläit, deen investéiert net an de Mënsch. De Mënsch schéngt an dësem Land, a leider och doriwwer eraus, nach just eng sekundär Roll ze spillen. D'Ekonomie huet d'Prioritéit. De Mënsch gëtt an de Bicher, an de Regësteren nach just als Ressource humaine gefouert. Wat ass dat, eng Ressource? Dat ass an der Regel e Grundstoff, deen ausgepresst gëtt, bis näischt méi dran ass. Wann dann nach eppes Rescht bleift, da gëtt dat nach e bësse recycléiert, ier de Rescht op en Dépôt kënn. A genausou gëtt och de Mënsch an eiser heiteger Gesellschaft behandelt: E gëtt ausgepresst bis et net méi geet, dann a Mesuré versicht ze recycléieren, bis en da schlussendlech am Renten- oder am RMGs-Dépôt ofgeluecht gëtt. Dat ass eng falsch Politik an déi wäert iergendwann eng Kéier zréckschloen.

Firwat sinn déi Mesuren, déi elo hei déi kleng Leit am meeschten treffen, geholl ginn? Verschidde Virriedner hu versicht dat ze erklären, mä si konnte mech awer net iwwerzeegen. Wa mer wierklech dee finanziellen Enkpass hunn, deen elo hei virgedroe gëtt, hätten da keng Mesuré kënnen erfaasst ginn, wou d'national Solidaritéit méi spillt, eng Solidaritéit, wou och d'Ekonomie an de Stat mat an d'Verantwortung kënnen gezu ginn?

Et ass Rieds gaange vun der Solidaritéitssteuer, déi net 2007, mä 2008 elo awer komme soll. Wéisou ass d'Solidaritéitssteuer, déi vis-à-vis vun de Klengverdenger vill méi

gerecht gewiescht wär, net méi eeschthaf a Betruecht gezu ginn? Dann hätt natierlech d'Ekonomie och misse Solidaritéit bewiesen.

An ech hunn d'Fro gestallt un den zoustännege Minister: Wéi vill hätt da missen d'Solidaritéitssteuer gehéicht ginn, fir dat Lach am Budget ze stoppen? Bis haut hunn ech nach keng Äntwert kritt. Et ass och net esou einfach, well soss hätt ee vläicht gemierkt, dass dat déi gerechte Léisung gewiescht wär.

D'Ekonomie, déi gëtt och verschout vun Ufank u bei der Fleegeversicherung. Déi Ekonomie virun där se all kuschen, well se fäerte si géing eis fortlafen. Et kann awer och sinn, dass d'Bierger eng Kéier fortlafen. Wéi seet een esou schéin? «Et s'il y avait du boulot et personne n'irait?»

Wéi laang mengt Der, dass d'Bierger déi Politik do nach matmaachen? Mir hunn et elo gesi bei deene Jugendlechen. Verschidde vun hiren Initiativen, hiert Kreesch-Dinn, fir nogelauschtert ze kréien, ass net eescht geholl ginn. Mä déi Aktiounen vun deene Jugendlechen hu gewisen, dass e Malaise do ass, an dass d'Volk ufängt, esou lues a lues genuch ze hunn: De Ras-le-bol, well se net méi iwwert d'Ronne kommen, well hir Revenuen ëmmer méi kleng ginn. De Ras-le-bol, well se keng Famillje kënnen grënnen, well se d'Loyeren net kënnen bezuelen a bal forcéiert ginn, an d'Ausland ze plënneren. De Ras-le-bol, well déi, déi se solle vertrieben, am selwechte Boot matrudderen, dat vun der Wirtschaft a vum Kapital gesteuert gëtt. De Ras-le-bol, well eis Kanner keng Chance op eisem eegenen Aarbechtsmaart kréien. De Mangel u Qualifikatioun an Educatioun soll schold sinn, an dat soe grad déi, déi jorelaang, jorzéngtelaang d'Responsabilitéit an der Educatioun hatten.

Och wat eisen Aarbechtsmaart ubelaangt, esou sichen elo déi iwwerall no Léisungen, déi et jorzéngtelaang versäumt hunn, d'Realitäten ze erkennen. Hëllef siche se elo an externen Etüden an Avisen, am léifste bei der OECD, do wou se sécher sinn, dass hir léifste Kanner - d'Ekonomie an d'Kapital - verschout bliewen.

Genau wéi beim Aarbechtsmaart geet et och bei der Rentenofsécherung zou, wou an engem Otemzuch gesot gëtt, eis Rentensystemer missten ofgesécher sinn, da sech awer net genéiert gëtt, sech aus de Rentekessen ze bedingen.

Wann de Sozialminister seet, hie wëllt den effektiven an de gesetzleche Rentenalter een deem anere méi no bréngen, da gëtt et zwou Méiglecheeten: Hie senkt de legale Rentenalter oder hie versicht deen effektiven ze erhéien. Dräimol dierft Der rodde, wat fir eng Alternativ en applizéiere wäert.

Verstoppt gëtt sech do och alt erëm hannert Avisé vun der OECD oder Recommendation vum der EU-Kommissioun, fir selwer keng Verantwortung iwwerhuelen ze musse.

Här President, wat hunn ech dach an all Wahlprogramm grouss Spréch iwwert d'Ofsécherung vun der Famillje gelies. Wat ass awer doraus entstanden? D'Familljenzoulage ginn indexmanipuléiert an déi indirekt Steieren erdrécken d'Familljen. D'Famillje mat Kanner gi besonnesch getraff duerch d'Taxenerhéijung. Eng Famill ka sech weder en Terrain nach en Haus respektiv eng eege Wunneng leeschten. Souguer de Loyer ass hei am Land net méi erträglech.

An dozou huet een eminenten Ekonomist eng Kéier gesot: E Land an deem ee méi wéi 30% vum Revenu muss ausginn, fir Loyer ze bezuelen, ass e krankt Land. Lëtzebuerg läit an där Hisiicht schonn an der Agonie.

Wie wonnert et dann, dass ëmmer manner Jonker bereet sinn, eng Familljen ze grënnen? Wat bidde mer eiser Jugend dann nach fir Alternativen? Wéisou si mer esou erstaunt iwwert déi héich Selbstmordzuel bei de Jonken? Esou erstaunt dierfte mer eigentlech net sinn, well se eng Konsequenz ass vun enger Politik, déi laanscht de Mënsch leeft, well vill Jonker keng Alternativ gesinn an enger Welt, an där se ëmmer méi Drock ausgesetzt sinn a wou se vun allen Entscheedungsprozesser ausgeschlossen ginn.

Här President, et ass net nëmme déi heiteg Budgetsvirlag, déi schold ass un deem Malaise vun eiser Gesellschaft, et ass déi jorelaang op d'Kapital an d'Wirtschaft ausgerichten a laanscht de Mënsch dirigéiert Politik.

De Malaise gëtt och nach doduerch verdeift, dass d'Bierger d'Gefill hunn, datt och Europa laanscht hir Doléance leeft, an datt d'Politik bis elo et net fäerdeg bruecht huet dem Mënsch dëst Europa méi no ze bréngen. Énner „Europa méi no bréngen“ versteet de Bierger net, datt hie seng Ministeren an der Zeitung an all Dag an engem anere Land gewise kritt. De Bierger hätt gär en Europa mat deem hie sech identifizéiere kann an an dat hie Vertrauen huet. Duerch Politik wéi déi, déi elo hei virgedroe gëtt, kritt de Bierger weder Vertrauen an eis an doriwuer eraus bestëmmt och net an Europa.

#### (M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Här President, dat heiten ass kee gudd Budget, well et ass e Budget, deen d'Confirmatioun bréngt, datt de Mënsch ëmmer manner Wäert gëtt. Et ass ee Budget, dee beweist, datt och sozial agestellte Parteie sech dem Drock vum Kapitalismus ducken an de Kapp net méi héich kréien, ebe well se onbedéngt mat wolle regéieren an doduerch ëmmer méi an den neoliberalen System mat eragerutscht sinn, vun deem se a gudden Zäiten natierlech och nach dichteg konnte profitéieren. Elo mussen se de Präis dofir bezuelen, andeems se déi, déi se eigentlech sollte vertrieben, an zwar déi sozial Schwach, bei d'Lisette musse loossen.

D'Sozialgeschicht vun dësem Land ass matgeschriwwen gi vun enger Rei fortschrëtleche Parteien. Parteien, déi vläicht net méi hei an der Chamber vertruete sinn, mä déi awer ëmmer nach hir Existenzberechtigung behalen, besonnesch elo, wou kee méi do ass, deen déi kleng Leit vertritt.

De Moment ass do, wou mer mussen ëmdenken, wou mer nei mussen driwwer nodenken, wat eis sozial Engagement vis-à-vis vun eise Bierger sinn. Et kann net méi sinn, datt mer e groussen Deel vun eise Recetten an d'Kapital, an d'Ekonomie pompelen an de Mënsch einfach vergiessen.

Duerfir, Här President, dat hei ass net nëmme kee gudd Budget fir de Mënsch, déi ganz Politik, déi an de leschte Jore bedriwwen ginn ass, ass engem Sozialstat net würdeg. An dass dat esou ass, wäerte mer och an deenen nächsten Deeg nach méi ze spiere kréie bei anere Projeten, déi nach viru Joresenn hei zur Debatt stoe wäerten.

Duerfir kann ech dëse Budget net stëmmen, esou wéi ech mech och wäert géint all asozial Mesuren zur Wier setzen, déi hei nach op den Ordre du jour kommen. An ech schlësse mat der Hoffnung, datt all sozial fortschrëttlech Kräfte vun der wierklecher Gauche sech endlech bewosst sinn, datt nëmme eng geschlossene Gauche deem neoliberalen Fléau, deen iwwert dëst Land geeschtert, Paroli ka bidden.

Ech soen lech Merci.

» M. le Président. - Merci, Här Jaerling. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar ageschriwwen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

» M. Laurent Mosar (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech a menger Budgetinterventioun haaptsächlech mat zwee Punkte beschäftegen, nämlech der Methodologie vum Budget an der Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie a ganz besonnesch vun där vun der Finanz- a Bankeplaz.

ler ech awer zu deene Punkten iwwerginn, wëll ech och a mengem Numm zwee Mercei lassginn: Éischtens an de Rapporteur Lucien Thiel, deen an deene leschte Wochen eng Sisyphus-Aarbecht ofgeluecht huet an dee souwuel a sengem schrëftleche wéi mëndleche Rapport eng detailléiert Duerstellung vun de Stärken a Schwächen vun eise Land gemaach huet.

» Une voix. - Oh!

(Interruption)

» M. Laurent Mosar (CSV). - Hien huet op déi him eegen Aart a Weis eng Rei Wou-

rechte gesot respektiv widderholl, déi, och wa se net jiddferengem gefalen, dach d'Fragilitéit vun eisen öffentleche Finanzen op eng äusserst realistesch Manéier beschriwwen hunn.

Ech wëll awer dëst Joer och e ganz spezielle Merci un all Kolleginnen a Kollegen aus der Finanzkommissioun riichte fir hir grouss Gedold an hire groussen Asaz, well mer eis dës Kéier an net manner wéi 14 Sitzungen intensiv mat dësem Budgetsprojekt befaasst hunn.

Dann, an aleedend zu mengen Ausféierungen, wëll ech hei nach eng Kéier dat ënnersträchen, wat de Budgetsrapporteur in extenso ausgeféiert huet, nämlech datt et an eisen öffentleche Finanzen haaptsächlech e Problem um Niveau vun eisen Ausgäbe gëtt.

Nach kommen ech awer bei de Recetten net derlaanscht, zwou Feststellungen ze maachen, déi mer dach ze denke ginn:

Éischtens, d'Stagnatioun vun der Kierperschaftssteuer, déi eigentlech am Géigesaz steet zu enger Finanzplaz, déi boomt.

Ech hat selwer virun zwee Joer bei der Presentatioun vu mengem Budgetsrapport op dës Stagnatioun an hir Ursachen higewisen. Ech stelle fest, datt d'Situatioun sech par rapport zum Budget 2005 net verbessert huet, obschonn eis Banke Bilanzommen opweisen, déi deelweis impressionnant sinn. Mir mussen eis also sécherlech méi mat deem Phänomeen „fiscal engineering“ auseernehmen, wéi dat bis elo de Fall war, wa mer net wëllen an d'Situatioun kommen, datt bei manner gudden Resultater vun der Finanzplaz dës Kierperschaftssteuer riskéiert eis ewechzerutschen, wéi de Rapporteur vun dësem Budgetsrapport sech ausdrécke géif.

Eng zweet Suerg, déi mech plot, sinn d'Reck- an d'Ausstänn vu Steieren, souwuel um Niveau vun der Steierverwaltung wéi vun der Administration de l'Enregistrement. Wann een nämlech d'Zuelen am Detail kuckt, déi eis vu béide Verwaltungen virgeluecht gi sinn, stellt ee fest, datt mer am Moment an deenen zwou Verwaltungen fir ronn 1,6 Milliarden Euro Réck- oder Ausstänn hunn. Ouni elo wëllen an de Versuch hei ze falen eng vill ze vill einfach Mëllechmeedersrechnung ze maachen, muss een dach feststellen, datt, wann een nëmme d'Halschent vun deem Betrag géif androen, ee keen Defizit méi am Budget 2007 hätt!

Ech wëll awer gläichzäitig ënnersträchen, datt eng ganz Rei vun Efforten an deene leschte Méint um Niveau vun deenen zwou Verwaltungen gemaach gi sinn, fir dës Problem besser an de Griff ze kréien, a mäi Wunsch wier, datt mer och resolut op deem ageschloene Wee géife weiderfuere.

Nach ginn, Här President, dës Efforten net duer, well fir mech ass et absolut inakzeptabel, datt dës Réckstänn sech op eng Zomm belafen, déi dat Duebelt vum Budgetdefizit ausmécht.

Dëst gesot, Här President, wëll ech mech dann elo méi intensiv mat der Methodologie vun eise Budget beschäftegen, engem Methodologie, iwwert déi scho villes vum Rapporteur awer och vun eenzelen vu menge Virriedner gesot ginn ass.

Mir sinn eis, mengen ech, an dësem Haus alleguerten eens, datt d'Analys vun den öffentleche Finanzen ëmmer méi komplex gëtt. Dëst haaptsächlech aus zwee Grënn: Éischtens, well mer niewent där traditioneller Budgetpresentatioun elo eng nom Modell SEC 95 hunn; mä zweetens awer och, well mer d'Recetten no där sougenannter Réalité économique musse verbuchen.

Fir sech an deenen ëmmer méi komplexen Zuelen erëmzufannen, ass et fir mech absolut noutwendeg, datt mer eng méiglechst grouss Transparenz hei erakréien. Ech begrëissen duerfir och nach eng Kéier, datt d'Regierung fir d'éischt dëst Joer d'Eckwäerter vum Budget nom Modell SEC 95 presentéiert huet.

Ech wëll och vun dëser Plaz aus ënnersträchen, datt mer dëst Joer wesentlech méi detailléiert Zuele kritt hu vun deene verschiddene Verwaltungen, déi et der Kommissioun erméiglecht hu sech e bessert globaalt Bild, notament iwwert de Volet Recetten, ze maachen.

Dëst sinn alles Schrëtt an déi richteg Direction. Mä si eleng ginn allerdéngs net duer a mir musse konsequent an deenen nächste Joren a Richtung SEC-95-Presentatioun marschéieren.

Ech mengen nämlech, datt keen hei an deem Haus bestreit, datt d'Maastricht-Presentatioun eis méi eng global Visioun vun den öffentleche Finanzen erméiglecht wéi déi traditionell Presentatioun, an eis et och erlaabt nozevollzéien, ob déi jeeweileg a sukzessiv Budgeten am Aklang si mat de

Maastricht-Kritären an deene budgetäre Situatiounen, déi sech dorauser erginn.

Op där anerer Säit erlaben awer och déi Donnéeën, déi sech aus der Presentatioun vun dësem Joer erginn, eis net, fir eng detailléiert Analys vum Budget ze maachen.

Firwat ass dat esou? Ech erënneren drun, datt net nëmme déi wichtegst Recetten, mä ganz besonnesch och déi haaptsächlech Dépensen weder fir dat ugehend Joer nach fir déi zwee viereg Joren opgelécht sinn. Et kënn derbäi, datt déi Zuelen eigentlech pro Secteur, also pro Zentraladministratioun, Sécurité sociale a Gemengen, missten ënnerdeelt ginn, wat elo net de Fall ass.

Mir sinn eis eigentlech an der Kommissioun doriwuer eens gewiescht, datt dës Zuelenzalot an déi relativ oniwwersichtlech Presentatioun net am Interesse vun enger méiglechst grouss gewollteter Transparenz ass, an de Rapporteur huet dat jo och schonn zur Genüge, souwuel a sengem schrëftleche wéi a sengem mëndleche Rapport, ënnerstrach.

Ech sinn dovunner iwwerzeegt, datt kee Wee derlaanscht féiert, fir mëttelfristeg nëmme nach eng Budgetpresentatioun laut Maastricht, der sougenannter SEC 95, ze maachen. Dëst setzt souwuel um Niveau vum Zentralstat wéi awer ganz besonnesch op deem vun de Gemengen eng substanzuell Ëmstellung viraus. Ech si mer och bewosst, datt sécherlech net all Gemengen an dësem Land outilléiert sinn, fir esou eng Ëmstellung virzehuelen. Hei ass sécherlech den Innenministère gefuerdert deene Gemengen ënner d'Äerm ze gräifen.

Ech mengen allerdéngs, datt et wéineg Sënn mécht all déi Schwierigkeeten opzeléichten, déi esou eng Ëmstellung mat sech bréngt, mä et ass wesentlech méi sennvoll an effizient, elo schonn zesumme mat de Gemengen ze kucken, wéi een esou eng Ëmstellung praktesch kann ëmsetzen. Wa mer hei an haut domadder ufänken, mengen ech, kënnen mer dat och spëtstens an dräi Joer gepackt hunn. Ech weess och, datt dat um Niveau vun den Investitionsfongen eng Ëmstellung bedeit, well mir si jo als Lëtzebuerg nun emol an der privilegiéierter Situatioun, Reserven ze hunn, an dofir si mer jo och dat eenzeg Land um Niveau vun der Europäescher Unioun, wat esou Investitionsfongen huet.

Nach woen ech awer ze behaupten, dass et och um Niveau comptable Méiglechkeete gëtt, dës Investitionsfongen esou ze buchen, datt se och an d'Maastricht-Logik erafalen. Mir sinn eis op jidde Fall eens gewiescht an der zoustänneger Kommissioun, datt spëtstens an dräi Joer et just nach dierft eng Presentatioun nom Modell SEC 95 ginn.

Bis et esou wäit ass an all déi noutwendeg Ëmstellungen virgeholl gi sinn, souwuel um Niveau vum Zentralstat wéi bei der Sécurité sociale an de Gemengen, hu mir als Kommissioun d'Proposition vun der Zentralbank opgegraff, datt vum nächste Joer un et niewent där traditioneller Budgetpresentatioun an dem Budget pluriannuel en drëtten Band soll ginn, deen eng Presentatioun vum Budget no de Maastricht-Kritären virgesäit. Ech begrëissen och ausdrécklech, datt de Budgetminister heizou scho seng Zoustëmmung ginn huet.

Ech erlaben mer dann am Numm vun allen hei am Parlament vertruene Fraktiounen a Parteien eng Motioun an deem Sënn beim Här President ze deponéieren.

#### Motion 1

*La Chambre des Députés,*

- *considérant que la transparence des finances publiques doit requérir une attention particulière;*

- *considérant que l'analyse des finances publiques au Luxembourg devient de plus en plus complexe du fait notamment de l'existence de plusieurs modes d'appréhension comptable du budget et de la nécessaire transcription de concepts tels que l'enregistrement des recettes selon la «réalité économique»;*

- *considérant que la méthodologie du Système Européen des Comptes (SEC 95) offre une vision des finances publiques bien plus large que la comptabilité de l'État actuelle et permet de s'assurer de la compatibilité des projets de budget successifs avec le cadre de surveillance multilatérale des situations budgétaires au niveau européen;*

- *considérant que si la présentation budgétaire dualiste retenue pour le projet de budget pour l'exercice 2007 marque un progrès par rapport aux années précédentes, elle ne saurait être maintenue à l'infini, une présentation unique conforme aux exigences*

*européennes étant requise dans les meilleurs délais;*

- *considérant que les données figurant au projet de budget 2007 sont en effet trop lacunaires pour servir d'arrimage à un examen pleinement informé du budget, ne comportant pas les détails requis de la situation financière des communes et de la sécurité sociale, et n'étant pas suffisamment précis en matière d'ordre de priorités des investissements publics;*

*invite le Gouvernement*

- *à procéder à une refonte de la présentation budgétaire en la mettant en conformité avec la norme SEC 95 endéans les trois ans;*

- *à prévoir dès lors une désagrégation par sous-secteurs (administration centrale, sécurité sociale et communes) des chiffres budgétaires;*

- *à concevoir aux fins de cette refonte pour l'exercice budgétaire 2008 un nouveau volume III du projet de budget, renfermant la «traduction» SEC 95 du projet de budget et comprenant une description de la façon dont le budget s'inscrit dans les engagements européens du Luxembourg (notamment le Pacte de Stabilité réformé et les programmes nationaux de stabilité) ainsi que diverses notices méthodologiques reprises en annexe, qui porteraient notamment sur les éventuelles corrections «réalité économique».*

(s.) Laurent Mosar, François Bausch, Ben Fayot, Gast Gibéryen, Charles Goerens.

Ofschlëssend, Här President, erlaabt mer eng lescht Bemierkung zu dësem Punkt. Ech si mer bewosst, datt eng Ëmstellung op SEC 95 innerhalb vun dräi Joer mat enger Rei technesche Schwierigkeete wäert verbonne sinn. Schwierigkeeten, op déi d'Kollaborateure vun deene concernéierte Ministären, Verwaltungen, Gemengen net wäerte midd ginn hinweisen.

Meng Fraktioun an ech sinn awer der Iwwerzeugung, datt keng vun dëse Schwierigkeeten oniwuerbréckbar ass. A mir sinn och dofir iwwerzeegt, datt esou eng Ëmstellung an där gesetzter Zäitdauer vun dräi Joer méiglech ass. Mir sinn awer och nach aus engem anere Grund vun der Richtegkeet vun esou enger Ëmstellung iwwerzeegt, nämlech datt et mëttel- a laangfristeg an der Europäescher Unioun just nach eng Budgetpresentatioun wäert ginn, nämlech déi laut Maastricht-Kritären.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen dann zu mengem zweete Punkt, nämlech der Erausforderung vun der Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie, mat där de Rapporteur sech jo och a sengem Rapport ausgiebig beschäftegt huet.

Ech wëll och elo net alles dat widderhuelen wat hien eigentlech op eng äusserst komplett Manéier beschriwwen huet; ech versichen also zousätzlech zu sengen Ausféierungen nach e puer weider Iwwerleeunge mat an d'Diskussioun ze bréngen.

Am Laf vun dësem Joer sinn eng ganz Rei vu Rapporten iwwert d'Kompetitivitéit an eise Land ofgelievert ginn. Ech wëll se elo net alleguerten an Erënnerung ruffen. Insistiere wëllt ech awer op de Kompetitivitéitsbilan, esou wéi en den 13. September vum Wirtschaftsminister a vum Observatoire de la Compétitivité presentéiert ginn ass.

All dës Etüden, Avisen a Rapporten, och wa se deelweis e kontrastéierte Bilan vun eiser Kompetitivitéit zéien, kommen awer alleguerten zu der Konkusioun, datt säit dem Joer 2000 Lëtzebuerg an der Moyenne manner kompetitiv ginn ass wéi déi meesch vun deenen aneren europäesche Länner.

Dir äntwert mer natierlech elo, datt dës Constat eigentlech am Widdersproch ass mat der substanzier Verbetterung vun der Konjunktur, besonnesch am éischte Semester vun lafende Joer. Mä och hei gëtt et eng Explikatioun, an dat ass déi äusserst gutt Performance vun eise Finanzsecteur, déi virun allem, awer net eleng, vun deenen exzellente Performancé vun den internationale Finanzmäert profitéiert.

Wann een awer elo e bësselche méi hannert d'Zuele kraze geet, stellt ee fest, datt mer um Niveau vun der Steiergestaltung amgaange si par rapport zu eisen Nopeschlänner u Buedem ze verléieren. De Rapporteur huet zu Recht ënnerstrach, datt eng Rei vun europäeschen Nopeschlänner méi stierlech virdeeler bidden, wéi dat hei zu Lëtzebuerg de Fall ass.

Och aus den Ausféierungen vun Avis vun der Zentralbank ass ervirgaangen, datt déi relativ gutt Gesondheet vun de Steierrecetten zu engem groussen Deel dem Finanz- a Bankesektor ze verdanken ass, dass awer dës Bankesektor a senger

eegener Progressioun enger Rei vu Banke-sectoren aus anere Länner hannendru-leeft, wéi notament deem irländeschen an deem holländeschen. Mir kommen also net derlaanscht eis ze hannerfroen, ob d'steier-lecht Ëmfeld kuerz- a mëttelfristeg d'Kom-petitivitéit vum Wirtschaftsstanduert Lëtze-buerg am allgemengen a vun der Finanz-plaz am Besonnesche wäert verbesseren.

Här President, erlaabt mer dofir ze hanner-froen, ob dësen aktuelle steierlechen Enca-drement duergeet, fir den Eerausfueringe-n um Niveau vun der Kompetitivitéit vun e-ise-m Wirtschaftsstanduert gewuess ze sinn.

Ech wëll fir d'éischt nach eng Kéier viraus-schécken, datt et och um Niveau vun der Finanzplaz ëmmer méi schwierig gëtt, fir sougenannten Nischen ze fannen an dës auszufüllen, ouni direkt dem Kräizfeier vun der Kritik vun der Bréisseler Kommissioun ausgesat ze sinn. A mir hu jo och an de leschte Wochen e puer rezent Beispiller ge-sinn, wéi d'Holdingsgesetzgebung, d'Titri-satioun an d'SICARen.

Ech hu perséinlech, Dir Dammen an Dir Hären, d'Impressioun, datt et ëmmer méi schwéier gëtt fir esou Steiernischen ze dé-tectéieren an ze besetzen, ouni iergendwéi ëmmer erëm a Widderstand mat der euro-päescher Législatioun ze geroden.

Mir müssen eis dofir iwwerleeën, ob et net méi sennvoll ass op allgemeng gültig an attraktiv Steiersystemer iwwerzegoen, déi fir all Betriber a Gesellschaften gültig sinn, an dat e bëssen nom Modell vun Holland vun deene skandinavesche Länner, déi mat vill Erfolge an de leschte Joren dës Wee be-schratt hunn.

Ee konkret Beispill: Wéi Dir alleguete wësst ginn d'Plus-valuen, déi bei Cessioun vu Participatiounen, wa se an enger Holding sinn, net besteiert. Dës selwecht Plus-valü sinn awer voll besteierbar, wann et sech ëm eng traditionell kommerziell Gesellschaft handelt, ausser et handelt sech ëm eng SOPARFI.

Och Privatpersone ginn net op de Plus-valü vun esou Participatiounen besteiert, wa se se méi laang wéi sechs Méint an hirem Portefeuille titren halen. Wär et hei net méi einfach, et géif een décidéieren, datt ënner gewëssene Konditiounen Plus-valuen, déi bei der Cessioun vu Participatiounen reali-séiert ginn, steierfräi wäeren, egal ob et sech hei ëm physisch Persone oder Gesell-schaften handelt?

An der Belsch ginn zum Beispill d'Plus-valü steierlech ongeféier esou behandelt wéi ech elo beschriwwen hunn. Op deem Punkt ass dofir déi belsch Steiergesetzgebung wesentlech méi attraktiv wéi eis.

Et gi sécherlech nach eng Rei vun anere Beispiller, déi esou eng Iwwerleeung doku-mentéiere kéinten.

Här President, ech sinn a bleiwe weiderhi um Potenzial vun eiser Banken- a Finanz-plaz iwwerzeegt, allerdéngs ënnert der Vir-aussetzung, datt mer ëmmer erëm d'Wett-bewerbsfäegkeet hannerfroen an eis Steier-gesetzgebung permanent upassen.

Wou leien elo fir mech déi wesentlech Eerausfueringe um steierlechen Niveau?

Fir d'alléiericht, an do deelen ech d'Mee-nung vum Rapporteur, komme mer net der-laanscht fir den Droit d'apport ofzeschaffen. Ech begrëssen och heizou d'Aussoe vum Budgets- a vum Finanzminister, déi esou eng Ofschafung an Aussicht gestallt hunn. Dëst ëmsou méi, well mer jo entre-temps wëssen, datt d'EU-Kommissioun e bis spëttstens 2010 an alle Memberländer wëllt ofgeschaf gesinn.

Dësen Droit d'apport, an ech wëll et ëmmer erëm widderhuelen, ass eigentlech eng Steier, déi net wirtschaftlech sennvoll ass an déi d'Fonctionnementskäschten, ganz be-sonnesch vu Kapitalgesellschaften, onnéid-eg verdeiert. Lëtzebuerg ass entre-temps eent vun deenen eenzege Länner, dat iwwerhaupt nach esou en Droit d'apport kennt. Mir sinn dofir och an enger steierlech äusserst ongénschteger Situatioun par rap-port zu deene meeschte vun eisen No-peschländer, ganz besonnesch hei par rap-port zu der Belsch.

Betoune wëllt ech nach eng Kéier, datt mer virun e puer Wochen d'Gesetz iwwer d'So-ciétés européennes an deem Haus ofge-seent hunn. D'Grënnung vu sougenannte Sociétés européennes ass awer zu Lëtze-buerg nëmmen interessant, wann et keen Droit d'apport méi gëtt, deen esou eng Struktur onnéidig verdeiert.

De Virschlag, datt, wann een a Richtung vun der Ofschafung vun esou engem Droit d'ap-port géif goen, een dëst kéint iwwer eng Iwwergangsperiod maachen, ass virstellbar, och wann an der Praxis net onbedéngt ein-fach ëmsetzbar. Allerdéngs wëllt ech hei

nach eng Kéier op déi absolut Noutwendeg-keet pochen, fir esou schnell wéi méiglech e staarkt Signal an dës Directioun un d'Acteure vun der Finanzplaz ze senden, a fir mech kann dat Signal nëmme sinn, datt spëttstens fir 2008 dësen Droit d'apport ofgeschaf géhéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, en zweete Chantier schéngt mer deen ze sinn - an ech hunn et virdu schon ugeschwat - vun der Taxatioun vu Plus-valuen, déi bei der Cessioun vu Participatiounen realiséiert ginn. Och hei ass Lëtzebuerg - ech hunn et virdu gesot - wesentlech manner attraktiv wéi d'Belsch an Holland. Ech géif et begrëssen, wann d'Regierung och Iwwer-leeungen an déi Richtung géif ustrengen.

Den drëtte Chantier ass dee vun der Ver-méigenssteuer, déi, nodeems se fir Privat-persone ofgeschaf ass, weider fir Gesell-schafte bestoe bleift. Ech mengen och, datt mer hei mëttelfristeg net derlaanscht kom-men iwwer eng parallell Ofschafung vun der Verméigenssteuer bei Kapitalgesellschaften nozedenken. Wann een aus verständleche Grënn net direkt wëllt op de Wee goen, ginn et Zwëschemodeller iwwer d'Matberechnung an dës Steier duerch d'Afféiere vun en-ger partieller Deduktioun vum Kapital vun dëser Gesellschaft. Ech wëll haut an hei net am Detail op esou Modeller agoen, nach schéngt et mer awer wichteg ze sinn, sech och heiriwwer Gedanken ze maachen. Ech géif och heizou wëllen op deen exzel-lenten Avis vun der Chambre de Commerce hiweisen.

Schlussendlech, Dir Dammen an Dir Hären, komme mer net derlaanscht iwwer den Taux vun der Kierperschaftssteuer ze disku-téieren. Och do rutsche mer ëmmer méi no hannen an der Hitparad vun den europäe-sche Länner. An d'Gefor ass grouss, datt, wann Däitschland elo mat sengem Taux vun 38 op 30% zrëckgeet, mer als Land an deemem Klassement no hannen duerch-gereecht ginn.

Duerch d'Erofsätze vum Hiewesaz vun der Gewerbesteuer 2004 um Niveau vun der Stad Lëtzebuerg vun 250 op 225% ass fir déi Entreprene, déi um Territoire vun der Hauptstad etabléiert sinn, de globalen Taux vun 30,38 op 29,63% erfogaangen. Dëst ass, Dir Dammen an Dir Hären, eng psycho-logesch wichteg Limite an et wär och gutt, wa mer hei mëttelfristeg géifen a Richtung vun enger Gesamtbelaaschtung vu 25% histeieren.

Ofschléissend nach e Satz zur Ofschafung vun der Holdingslégiatioun. Mir wäerten dës Woch - wahrscheinlech schon de Mëtten - een éischte Gesetzestext iwwer dës Ofschafung hei an deemem Haus disku-téieren. An der Zwëschenzäit huet jo och d'Regierung e Projet deponéiert iwwer d'SFPen, deen zumindest deelweis soll déi Klientell zerwéieren, déi bis elo an den Hol-dingsgesellschaften waren. Allerdéngs - an dat wëll ech hei nach eng Kéier betounen - geet dës Projet net wäit genuch a mir mus-sen eis iwwerleeën wéi mer an deemem Projet, oder an engem aneren, déi Froen, déi nach opstoe bleiwen an déi ech virdu heizou opge-léicht hunn, nach esou kënne beäntweren, datt eis Finanz- a Bankeplaz och weider at-traktiv bleift fir auslännesch Investisseuren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si mer bewosst, datt déi aktuell bud-getär Situatioun der Regierung net vill Spill-raum léisst wat d'Steiererlichterungen - an dorëmmer geet et jo hei - fir Entreprene ugeet. Ech begrëssen dofir och d'Aussoe souwuel vum Budgetminister wéi vum Premier, déi d'Ofschafung vum Droit d'apport an Aussicht gestallt hunn an donieft och eng Iwwerleeung iwwer eng eventuell Ver-besserung vun der Kompetitivitéit vun e-ise-r Finanzplaz par rapport zu eisen direk-ten Nopeschlänner an Aussicht gestallt hunn.

Erlaabt mer heizou ofschléissend zwou Bemierkungen: Éischtens, mir sinn eis alle-guete bewosst, wat den Impakt vun der Finanzplaz op eis öffentlech Finanzen duer-stellt a wat en Abroch, dee mer an de Joren 2001 respektiv 2002 op den internationale Finanzmärkt kann hunn, fir eis öffentlech Finanzen bedeit; de Premier huet dat jo och d'lescht Woch nach eng Kéier méi wéi dät-lech hei ënnerstrach.

Dir Dammen an Dir Hären, trotz deem sub-stanzielle Wuesstem, dee jo am beschten dokumentéiert gëtt duerch d'Progressioun vun der Taxe d'abonnement, esou muss een dach feststellen, datt d'Kierperschaftssteuer - an ech hunn et virdu scho gesot - säit enger Rei vu Jore stagnéiert; an dat trotz deem considérable Wuesstem. Dat heescht, datt ëmmer méi Entreprene aus dem Finanz- a Bankesektor och hei zu Lëtzebuerg verschidde Departementer a Servicer délocaliséieren an iwwer all méig-lech Strukturen en Deal vun hire Benefisser

hei am Land net méi versteieren.

Dëst, Dir Dammen an Dir Hären, ass e seriöse Problem, dee mer nëmmen an de Grëff kréien, wa mer ëmmer erëm d'Kom-petitivitéit vun eiser Steierlandschaft op de Leescht huelen a konstant déi noutwendeg Adaptatiounen virhuelen. Verschidde vun eisen Nopeschlänner - an de Rapporteur huet et jo och scho gesot -, ganz beson-nesch d'Hollänner, mä och d'Belsch, hunn eis gewise wéi een duerch eng attraktiv ver-einfacht Steiergesetzgebung Entreprene erëm an d'Land zitt. Mir dierfen eis och hei zu Lëtzebuerg net ze schued sinn, fir ëm-mer erëm déi Produiten, déi eis Finanzplaz ubitt, ze hannerfroen a se ganz besonnesch um Niveau vun hirer Attraktivitéit mam Aus-land ze vergläichen.

Zu enger performanter Finanz- a Bankeplaz gehéiert awer och hir Vermaartung, déi an de leschte Joren net esou effizient a vläicht - an ech benotzen dat Wuert hei wës-sentlech - net aggressiv genuch war par rapport zu der auslännescher Konkurrenz. Duerch d'Schafung vun der Agence de promotion gëtt e wichteg Schrëtt an eng besser Ver-maartung gemaach.

Zweet Observatioun, Här President: Ech ginn d'Gefill net lass, datt um Niveau vun der Europäescher Kommissioun säit enger gewässer Zäit mat zwee Gewiichter ope-riert gëtt, wann et drëm geet d'Konformitéit vu verschidde nationale Steierlégiatioune par rapport zum EU-Recht ze iwwer-préieren. Dat bescht a rezente Beispill ass déi Décisioun vun der EU-Kommissioun iwwer eis Holdingslégiatioun, déi, nodeem se 60 Joer ouni Problem funktionéiert huet, ouni datt d'Kommissioun dat geréngstent Hoer an der Zopp fonnt huet um Niveau vun der Aide fiscale, vun engem Moment op deen aneren als net méi zouläseg par rap-port zum EU-Recht duergestallt ginn ass.

Wann een awer elo déi lëtzebuergesch Hol-dingslégiatioun, déi mer de Mëtten hei wäerten ofschafen, mat ähnlech gelagerte Législatiounen vu verschidde vun eise Konkurrenten um europäeschen Niveau ver-gläicht, esou gëtt een d'Gefill net lass, datt déi Législatioun sech eigentlech am We-sentlechen net vun anere Législatiounen, wéi d'ä Holländescher, ënnerscheet. Ech wär fro, wann d'Regierung hei net nëmme géif beim Small Talk mat der Kommissioun iwwer dës Problematik diskutéieren, mä och emol eng Kéier mat der Fauscht op den Dësch géif schloen, ganz besonnesch par rapport zu der Madame Kroes, där hiren holländesche Pass net déi gréissten Objek-tivitéit an deemem Dossier garantéiert.

#### (Interruption)

Duerfir wëll ech en Appel un eis Regierung maache mat enger ganz besonnescher Opmierksamkeet den Aktivismus a steier-leche Froe par rapport zu eisem Land ze suivéieren. Dëst ganz besonnesch an engem Moment, wou jo vill iwwer eng Harmoni-séierung vun der Assiette fiscale geschwat gëtt.

Ofschléissend, Här President, wëllt ech nach eng Kéier ënnersträchen, datt mer mëttel-fristeg net derlaanscht kommen eis Steier-gesetzgebung un d'Exigencé vun eiser Eko-nomie unzepassen, wa mer net wëllen den Schloss un déi aner europäesch Länner verpassen. D'Joer 2007 géit dofir och an deem Kontext dat wichtigst Joer vun dëser Legislaturperiod, well et dorëm goe wäert, fir um Niveau vun der Kompetitivitéit vun der Ekonomie déi richteg Weichen ze stellen, fir datt och weider d'Zich vun den internati-onalen Investisseuren op der Stater Gare wäerten unhalen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

» **Plusieurs voix** - Très bien!

» **M. le Président** - Merci, Här Mosar. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Goerens. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Charles Goerens (DP)** - Här Pre-sident, Dir Dammen an Dir Hären, de Bud-getsprojet fir d'Joer 2007 ass keen einfa-chen. Ech weess och iwwerhaupt net, ob en an der Presentatioun richteg bei de Leit, beim Mann vun der Strooss, eriwierkomm ass. Déi eng mengen, et wieren nëmmen 0,9% Defizit, se wëssen awer net, dass dat sech net op de Statsbudget bezitt. Mir schwätzen heibanne vun 2,9 vun 0,9. Mat deem Chiffer, datt mer 1.000 Milliounen Euro - eng Milliard Euro - méi ausginn d'nächst Joer wéi mer der erakreien, kann ee wahr-scheinlech nach am meeschten ufänken. An och dat ass nach net esou sécher.

Wa mer der Steierverwaltung an deene ver-schidde Administratiounen, déi bei de Schätzungen ee Wuert matzeschwätzen hunn an déi d'Finanzkommissioun d'Éier hat ze gesinn, Glawe kënne schenken, da sinn d'Recettë prudent ageschat. Mir hoffen och,

datt d'Recettë prudent ageschat sinn, an datt vläicht méi erakent wéi geplangt ass. Fir 2006 ass dat jo Gott sei Dank emol de Fall gewiescht.

Ech soen dat hei, well et ass net evident, fir den Ist-Zoustand wierklech ze ervaassen. Wéi sinn - an dat ass emol eng eescht Fro, déi ech un de Budgets- an Tresorsminister wollt stellen - déi allerleschten Estimatioune vun de Recetten? Ech mengen et wier gutt, wa mer dat wëissten, fir datt mer och ge-stäipt op déi Zuele méi kloer an d'nächst Joer eragesinn. Well eng vun den Ursaa-chen, fir de Budget méi spët ze déposéieren, war jo déi, datt een opgrond vun deenen allerzentesten Erfahrungs méi wäit konnt an dat Joer drop erakucken. Eng Pro-zedur, déi mer elo fir d'Zweet duerchzéien an déi esou gesinn och Sënn mécht.

Do ass awer nach munches ze verbes-teren. Et brauch een nëmme just de Rap-port vun der Banque Centrale vu Lëtze-buerg ze beméien, fir dat feststellen, deen och bemängelt, datt Lëtzebuerg eent vun de ganz weinege Länner ass an deem eng Exécution trimestrielle budgétaire net systematesch ma publizéiert ginn, esou wéi dat an anere Länner de Fall ass. Ech wier fro, wann de Minister sech duerno géif dozou äusseren.

Meng Interventioun haut beschränkt sech am Fong op zwee Voleten. Deen ee Volet huet Bezuch op de Budget 2007. Do huelen ech haaptsächlech déi grouss Recetten- an Dépensébléck e bëssen ënnert d'Lupp. An deem zweete Volet huet Bezuch op déi Period, déi no 2009 kënn. No 2009, well déi aktuell Diskussioun, déi mer féieren, be-faasst sech jo mat engem Budget, deen den éischten ass vun enger Ausféierungs-period, déi dëst Joer ugeet an 2009 ophält, an déi gestäipt ass op d'Beschlëss vum Tripartitesaccord vum leschte Summer. Well no 2009 hält d'Welt net op. An no 2009 lafen déi Accorden aus, an dann hu mer keen Ersatz dofir.

2007, hunn ech gesot, wier keen einfache Budget. Mir maachen eis Suergen iwwer déi grouss Dépensen- an och Recettébléck. Ech wëll der nëmme just zwee eraushuelen, ee vun all Kategorie. Bei de Recetten hu mer eis méi genee och schon an öffent-leche Stellungnahmen als demokratesch Fraktioun mat der Fiabilitéit vun eenzelne Bléck befaasst. Bei de Banken ass et esou, datt et natierlech ganz vill dovun ofhänkt wéi een déi Risike streeë kann.

An ech si mam Rapporteur eens, deem ech iwwerregens och wollt Merci soe fir seng Aar-becht - ech war selwer eng Kéier Budgets-rapporteur, ech weess, wat dat bedeit. Ech war deemools an engem schwierigen Exer-cice Rapporteur. Dat war 1982 - ce qui ne nous rajeunit pas. Den Här Thiel huet deen deemools als Journalist kommentéiert, an haut ass hie Rapporteur vun engem Bud-get, deen och net ganz einfach ass. Mir er-kennen deen Effort un, och wa mer net mat alle Konkursiounen d'accord sinn. Mä do, wou e Recht huet, huet e Recht, datt een net kann d'Risikooffierung an der Lëtze-buerger Ekonomie maachen, andeems datt een elo aus der Servicegesellschaft erëm ganz op eng Industrie-gesellschaft zrëck-geet. Dat ass net realistesch an ech meng-en do hu mer eng gemeinsam Vue.

Dat wat awer doudsécher noutwendeg ass, dat ass, datt duerch den innovative Charak-ter, duerch déi Démarchen, een natierlech muss de Risiko kënne streeën an och de Courage hunn, fir an de Steierfroen onpopu-lär Moosnamen ze diskutéieren. D'Fro ass net déi: Gi mer mat de Steieren erop oder gi mer mat de Steieren erof? D'Fro ass déi: Wéi kënne mer kuerz-, mëttel- a laangfristeg méi Recetten erakreien? Wann ee mat deem Prinzip d'accord ass, da muss een och akzeptéieren, datt een do mat där néideger Suergfalt un d'Analys vun der Opportunitéit vun den Op- an Ofbewegungen erugeet.

Eng Recette awer, déi apparemment extrem sécher schéngt - déi ass dat awer eiser Meenung no guer net -, dat eis déi vun den Accisen, déi enorm vill Geld an d'Stats-keess eraspullt. Se schéngt sécher, well se praktesch all Joer weider bréngt, mä si ass awer an deem Sënn net ofgeséichert, well mer et awer do mat e puer Onsécherheets-faktoren ze dinn hunn.

Deen éischten ass e politeschen. Mir hu jo bis elo net vill gemaach, fir datt deen Différentiel, deen et mat sech bréngt, datt nach vill hei zu Lëtzebuerg un Accisen erakéint, soll esou si wéi en haut ass. Au contraire, mir hunn en éischter reduzéiert wéi augmentéiert. Déi zoustänneg Verwaltung seet eis, datt déi dote Recette éischter prudent ageschat wier.

Et gött awer och nach en zweete Risiko, e politesche Risiko. Wann ech eise Budget kucken, mir hunn 2,9% Defizit am Zentralstat. 2,9%, dat ass vill. Dat ass méi wéi deen, deen eis Noperen hunn; allen dräi. An den Différentiel, deen mer an den Accisé praktikéieren, ass jo een, fir eis attraktiv ze loosse vis-à-vis vun eisen Noperen. Theoretisch gesinn hätten eis Noperen also éischter Margen, fir den Différentiel zu hire Gonschten ze reduzéieren, wéi datt mir der nach hätten, fir en zu eise Gonschten ze reduzéieren.

Och do mussen mer eis guidéiere loosse vun der Fro: Wéi kënnen mer et maachen, soulaang wéi mer keen Ersatz hunn, fir datt déi doten Einnahmen nach eng Zäit laang sprudelt? An duerfir hunn ech dat schrecklech Wuert gebraucht an enger öffentlecher Stellungnahme vum virtuelle Ausstieg aus där doter Steuer, aus dem Lëtzebuurger sougenannten Tanktourismus.

E virtuelle Ausstieg ass natierlech keen Ausstieg. Wat ass et dann? Mä et mécht ee grad, wéi wann et eng Kéier eriwuer wier, mä et hält een all Suen eran, déi ee kritt, énnert dem Motto: Ce qui est pris est pris. An et wier gutt, wa mer awer géifen iergendwann ufänken deen dote Risiko ze provisionéieren. Wann et esou ass, datt déi Einnahme do prudent ageschat ass, da kann ee jo och net vu vira Mehreinnahmen op deem Posté fir d'nächst Joer ausschléissen. Mir géife konkret virschloen, datt de Stat déi Mehreinnahme par rapport zu den estiméierte Recetté vun 2007 net einfach an d'Fong verséiert, mä mer géife proposéieren, datt e Spezialkrisefong agesat gött, fir deen dote Risiko ze provisionéieren.

An enger éischter Phas soll een dat drama maachen, wat een iwwert déi geplangte Recetten erakritt. An enger zweeter soll ee mat klenge Prozentsätz ufänken ëmmer méi e groussen Undeel vun där doter Recette an esou e Fong ze setzen, deen een dann eréischt kéint unzäpen, wann de Super-GAU sech op där doter Front géif bemierkbar maachen. Dat ass ee Beispill wéi mer wëllen an d'Ofsicherung vun den Einnahmen erugeen.

Wat d'Dépensen ubelaangt, wëll ech och nëmme just een Dépenséblock eraushuelen. Et ass net dee gréissten, mä et ass och net dee klengsten. Et ass deen, dee mat der Klimaschutzproblematik ze dinn huet. Nun ass et méi einfach hei am Land e Pusding an d'Wand ze mole wéi dräi zesummenhängend Sätz iwwert de Klimaschutz ze soen, unni datt een aus sechs verschidde Kanäl beschoss gött. Ech wëll et nawell maachen, an ech mengen, datt een an e responsablen Discours all déi Nuancé muss erafléisse loosse, déi an e responsablen Discours gehéieren.

Fakt ass, datt mer eng moralesch Verpflichtung agaange sinn, andeems datt mer de Protokoll ratifizéiert hunn. Fakt ass och, datt mer an enger internationaler Démarche dra sinn. Fakt ass och, datt eng Partie Länner de Luusspänneren spillen, wéi d'Veereenegte Staten a Kanada, déi och ufänken sech lues aus hire Verantwortungen erauszéien. Fakt ass och, datt et eng europäesch Démarche gött, déi sech orientéiert un den Engagementer, déi 1998 zu Bréissel fixéiert goufen opgrond vum 97er arrétéierte Kyoto-Protokoll. A Fakt ass och, datt et zu engem „burden sharing“ innerhalb vun der Europäescher Unioun komm ass, deen eis mat 72% Belaaschtung par rapport zum Niveau 1990 forcéiert auszekommen.

Fakt ass och, datt d'Lëtzebuurger Ekonomie an enger atypescher Situatioun ass. Duerfir besti mer och nach wie vor op eise Standpunkt, dee mer zum Allocatiounsplang ageholl hunn. D'Kommissioun huet Onrecht, wa se déi atypesch Situatioun vu Lëtzebuerg iwwersäit. Et kann een net 2005 als Ausgangsbasis huelen, wat en atypesch Joer war, an deem och eng Partie Betriber, déi énnert déi 15 falen, déi mat deem Allocatiounsplang befaasst sinn, nëmmechen

engem gewässene Prozentsatz vun hire Capacitéite geschafft hunn, also och nëmmechen e gewässene Prozentsatz vun deenen Emissiounsrechter beansprucht hunn, déi se haten.

Dat wat dozou nach ze soen ass, dat ass, datt et net ongeféierlech ass, fir deen Allocatiounsplang ze vill opzeblosen. Ech fannen et bedenklech, datt mer 500.000 Tonnen an deem Allocatiounsplang stoen hunn, fir en net TGV-Wierk ze bauen. Ech wëll nach eng Kéier hei soen, datt dat TGV-Wierk, wat zu Esch-Belval steet,...

**(Interruption)**

... opgrond vun eiser Kommodo-Inkommodo-Prozedur, an opgrond vun enger strenger Kommodo-Inkommodo-Prozedur, net kann an net konnt ofgelehnt ginn. Och do ass de Fait deen, datt mer et mat engem vun deene modernste Wierker aus Europa ze dinn hunn.

Fakt ass och, datt aus der Siicht vum Klimaschutz dat do eng Anlag ass, déi absolut Sënn mécht. Just kréie mir déi Efforten, déi do gemaach ginn, op eise Kont bilanzéiert mat iwwer enger Milliounen Tonnen oder mat iwwer 10% Emissiounsrechter, déi mer dréngend bräichten, fir aner Secteuren ofzedecken. Dat huet och eng direkt Incidence op de Budget.

Wirtschaftlech bréngt d'TGV-Wierk Twinerg eppes an. Haushaltspolitesch gött dat do awer fir Lëtzebuerg trotzdeem méttel- a laangfristeg eng enorm Belaaschtung. Dat do wier exzellent, wann et hannerter eise Grenze stéing. Duerfir, mengen ech, wier et och net gutt, datt mer an deem Allocatiounsplang nach eng Kéier 500.000 Tonne stoen hunn, fir en net TGV-Wierk ze maachen. Dat géif eis am Fong erëm eng Kéier an eng Situatioun bréngen, wou mer ähnlech Experienze géinge maache wéi mat deem éischten.

Wat kënnen mer do maachen? Les choses étant telles qu'elles sont, mussen mer och kucken, datt mer do déi Risiken offiederer an an engem Mix vu Réckgrëff op Mécanismes de développement flexibles dat do ofdecken. Dozou gehéiert och net nëmmechen, datt een an d'Ausland dat kafe geet, wat ee brauch, fir hei am Land ze kompenséieren, mä ech wëll och nach eng Kéier an deem Zusammenhang eis Prioritéite rappelléieren.

Éischtens, all Effort, dee mer hei maache kënnen, muss gemaach ginn. D'Industrie huet der enorm vill gemaach. Déi huet praktesch hir Marge ganz uséiert, déi se zur Verfügung gestallt kruten.

Zweetens, an anere Secteuren ass nach e groussen Nachholbedarf. Dat ass eng laborieuse Geschicht. Dat dauert enorm laang a wäert och ganz vill kaschten. Kuerzfristeg komme mer net ouni „joint implementation“ aus. Dat heescht, datt mer am noen oder am fernen Ausland, jiddefalls a sougenannten Annex-I-Staten, en Transfert vun Technologie mussen maachen, déi et eis dann erlaben opgrond vun deem Investissement, dee mer do maachen, e Crédit d'émission op Lëtzebuerg ze kréien, deen eis dann hëllef déi iwwerschësseg Emissiounen ze kompenséieren.

Duerfir, mengen ech, muss een do och - a mir kréien nach zweemol d'Geleeënheet elo am Laf vun där annerhallwer Woch, déi bleift - driwwer schwätzen, engersäits mar bei der Energiedebatt an och nach d'nächst Woch eng Kéier bei der Tripartitesgesetzgebung, wann déi hei Objet vun den Diskussiounen ass. Et wier also gutt, wa mer eis och do géifen dee Mix ginn, deen et eis erlaabt dat do op deem effizienteste méigleche Wee hinzekréien.

Elo wëll ech awer op en zweete Volet vu menger Interventioun kommen. Deen huet Bezuch op dat, wat no 2009 geschitt. Eis mécht et Suergen, datt mer 2009 am Fong riskéieren eng Année perdue ze kréien. 2009 ass e Wahljoer. Vum Mee bis den Oktober leeft net schrecklech vill, well dann ass entweder d'Regierung um Auslafen oder, wann een no der Vakanz kuckt, dann ass se an der Bildung, esou datt et am Fong dräi Méint sinn, déi net ze vergläiche si mat engem normale Joer. No 2009 muss awer nach virun Haushaltspolitik gemaach ginn. Wann näischt geschitt, da riskéieren d'Defiziter erëm ze galoppéieren.

Duerfir, mengen ech, wier et och gutt, wa mer eis haut am Kader vun dëser Debatt géife mat der Method ofginn. Dat gött net einfach. An ech wëll och soen, datt, als ee vun enger Partei, déi, mat dem John Castegnaro - loosse mer et carrément soen -, de Lëtzebuurger Modell an de 70er Joren aus der Daf gehuewen huet: Ouni de Lëtzebuurger Modell geet et net! Mir wëssen awer och, datt dee Lëtzebuurger Modell méi oder wéineger staark ënner Beschoss geroden ass; wat kee Grond ass an eisen Aen,

fir dee Modell wéi d'Kand mam Bued auszeschëdden.

Mä, ech mengen, dee Modell muss een an enger anerer Method opgoe loosse. Mir wollten e puer Virschléi maachen, déi och a Motioune kleeden, an d'Chamber opfuere sech och domadder ze befaassen. Mir mengen mat Arithmetik eleng kritt een d'Zuelen no 2009 net an d'Rei. D'Arithmetik ass wichteg, mä si kann nëmmechen en Deel sinn, an zwar dee kontabelméissegen Deel vun de Budgetsajustementer, déi mussen gemaach ginn.

Dat, wat jo bemängelt gött bei der Method, déi och zu dësem Budget gefouert huet, ass, datt een Deel vun der Société civile net vertrueden ass. D'Regierung, d'Patronat, d'Gewerkschaften sinn do, an déi, déi net do sinn, déi kritiséieren dat natierlech. D'Chamber mell sech och ëmmer zu Wuert. Ech gehéieren net zu deenen, déi dat am stärkste stigmatiséiert hunn, mä d'Chamber beklot ëmmer, datt se eréischt zum Schluss vun der Operatioun gefrot gött, wann een emol ofgesäit vun deene Kollegen, déi es Syndicaliste selwer an der Tripartite derbäi sinn. Déi aner kréien dovun nëmme just mat, wa se eppes aus der Schoul gezielt kréien. Si ginn offiziell eréischt domat befaasst, wann déi doten Operatiounen ofgelaf sinn.

Elo ass et schwéier fir et anescht ze maachen, awer net onméiglech. Dat, wat misst anescht gemaach ginn, dat wier eng Procédure en plusieurs temps. Premier temps: Mir hu viru kuerzem vum Minister gefuerdert, datt d'Regierung de Membere vun neien Nohaltegkeetsrot hir Nominatioun gött, deen elo presidéiert gött vum Raymond Weber. Do si Leit dra wéi Tom Conzemius, Emile Eischer, Viviane Goergen, André Hoffmann, Erny Lamborelle, Mike Matthias, Pol Reckinger, Jean-Claude Reding, Gaston Reinesch, Jean Stoll, Blanche Weber, Joëlle Welfring, René Winkin, Laura Zuccoli. Ech mengen, et ass eng exzellent Besetzung. De Gros vun der Société civile ass hei vertrueden an ech mengen et kënnent een deem d'Aufgab uvertrauen, fir sech emol an enger éischter Phas Gedanken ze maachen iwwert dat, wat no 2009 komme soll.

De Minister Frieden weess dat. Ech war an der Regierung virdu mam Eugène Berger zoustänneg fir den Departement vum Environnement, a mir hunn deen Nohaltegkeetsrot do per Gesetz an d'Liewe gesat. Elo sinn d'Nominatiounen do an et soll een deem Nohaltegkeetsrot och eng Aufgab ginn, an zwar déi: Si sollen éischten d'Critères de développement durable, déi mer an der Regierung virdu fixéiert hunn an déi och oft d'Resultat si vu politesche Kompromësse, emol eng Kéier en toute indépendance analyséieren an da soen, wat an hiren Ae missten d'Kritäre sinn, no deenen den Développement durable hei am Land gemooss gött.

Wa se dat gemaach hunn, mengen ech, kënnent et eng zweet Aufgab ginn, nämlech déi, fir ze soe wéi dann aus hirer Siicht den Développement social, économique an environnemental no de Joren 2009 ausgesi kënnent. Opgrond vun deene Kritäre kënnen se also och d'Situatioun vun deenen Departementen kucken an analyséieren, déi Objet si vun eise presenten Diskussiounen. Wa mer deen Avis hätten, an dee misst een am Joer 2008 kréien, da kënnent een eng éischt Debatt an der Chamber hunn, wou dann Orientatiounen géifen definéiert ginn, Invitatiounen un d'Regierung a Form vu Motiounen. Wann d'Regierung dann opgefuerdert wier dat do mat an d'Tripartite ze huelen, da kënnent déiselwech sech zesummefannen an da kéimen erëm déi classesch Playeren an d'Spill: d'Gewerkschaften, d'Patronat an d'Regierung selwer.

**(M. Henri Grethen prend la Présidence)**

Deen doten Exercice misst am éischten Trimester oder am éischten Semester 2009 ofgeschloss sinn, da géif 2009 eng Année utile ginn an net eng Année perdue. Well ech mengen net, datt dëst Land sech de Luxus leeschte kann déi ganz ekonomesch a sozial Situatioun ouni iergendee Gardefou an der nächster Wahlcampagne zerrieden ze loosse.

Well wa mer eis déi do Précautiounen ginn a mir hu ganz zolidd Indicateuren, déi audessus de tout soupçon sinn, wann déi ouni iergendee politeschen Hannergedanken definéiert goufen en période non suspecte, dann hu mer eng aner Ausgangspositioun, fir déi Diskussiounen ze féieren, wéi wa mer dat doten net hunn.

Et kënnent also ganz villes op d'Method un. An et ass fir déi Method, wou mer plädéieren. Mir hunn och an där Hisicht eng Motioun an eng Resolutioun hei verfaasst. Déi Motioun invitéiert, an ech ginn lech de Wording vum Dispositif erëm: «invite le Gouvernement à demander au Conseil supérieur pour le développement durable d'élaborer un avis

sur les agrégats des finances publiques pour la période postérieure à 2009 dans l'optique des critères du développement durable».

**Motion 2**

*La Chambre des Députés,*

- *considérant que la loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale de développement durable définit le développement durable comme étant «axé sur la satisfaction des besoins des générations présentes, sans compromettre la possibilité pour les générations futures de satisfaire leurs propres besoins, et basé sur trois piliers d'égale valeur, à savoir le développement économique, le développement social et la protection de l'environnement»;*

- *relevant l'interdépendance des trois axes du développement durable à savoir du développement économique, du développement social et de la protection de l'environnement;*

- *soulignant que de ce fait des finances publiques saines jouent un rôle indispensable dans la conciliation des objectifs poursuivis par le développement durable;*

- *considérant que les accords tripartite sur la situation économique, financière et sociale du pays ne couvrent que la période de 2007 à 2009;*

*invite le Gouvernement*

- *à demander au Conseil supérieur pour le Développement durable d'élaborer un avis sur les agrégats des finances publiques pour la période postérieure à 2009 dans l'optique des critères du développement durable;*

- *à transmettre cet avis à la Chambre des Députés avant la fin de l'année 2008.*

(s.) Charles Goerens, Ben Fayot, Gast Gibéryen, Aly Jaerling, Laurent Mosar.

An der Resolutioun froe mer natierlech d'Chamber, datt si selwer decidéiert: «de discuter l'avis du Conseil supérieur pour le Développement durable sur les finances publiques dans le cadre d'un débat d'orientation», an zweetes «d'inviter le Gouvernement à saisir le Comité de Coordination Tripartite des conclusions dudit débat d'orientation au début de l'année 2009 afin d'être en mesure de présenter des conclusions avant la fin de la présente législature».

**Résolution 1**

*La Chambre des Députés,*

- *considérant la loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale du développement durable;*

- *réitérant son adhésion au principe du développement durable conciliant le développement économique, le développement social et le développement de l'environnement;*

- *notant que les objectifs poursuivis par le développement durable ne peuvent qu'être atteints si les acteurs politiques, économiques et ceux de la société civile se retrouvent dans une démarche cohérente en vue d'ouvrir la voie à des réformes susceptibles d'assurer la prospérité de notre pays;*

- *persuadée qu'à moyen terme l'équilibre budgétaire et la pérennité de nos systèmes sociaux doivent être rétablis respectivement garantis;*

- *considérant que la compétitivité de notre économie doit être améliorée;*

*décide*

- *de discuter l'avis du Conseil supérieur pour le Développement durable sur les finances publiques dans le cadre d'un débat d'orientation;*

- *d'inviter le Gouvernement à saisir le Comité de Coordination Tripartite des conclusions dudit débat d'orientation au début de l'année 2009 afin d'être en mesure de présenter des conclusions avant la fin de la présente législature.*

(s.) Charles Goerens, Ben Fayot, Gast Gibéryen, Aly Jaerling, Laurent Mosar.

Mir mengen, datt déi Démarche eis kënnent virunhëllefen, an et ass esou wéi mer am Fong eng konstruktiv kritesch Approche vun enger Oppositionspartei zu der Budgetpolitik vun der Regierung gesinn. Mir hunn, wat elo d'SEC-95-Method ubelaangt, eis Ennerschrëft énnert déi Motioun gesat, déi den Här Mosar eis als President vun der Finanzkommissioun ënnerbreet huet. Mir mengen, et ass wichteg, datt een do an eng kohärent Presentatioun kënnent vun de Chiffreren. Et ass wichteg, mä et ass net alles.

Ech mengen och, datt mer an deemselwechte Geescht sollen en déi Motioun erugeen, déi ech der Chamber elo grad ënnerbreet hunn an déi ech dem President dann och elo direkt wäert iwwerreechen.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix.** - Très bien.

**M. le Président.** - Merci, Hâr Goerens. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madame Mutsch. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Lydia Mutsch (LSAP).** - Merci, Hâr President. Kolleeginnen a Kolleegen, och ech wéilt als alleréischte dem Rapporteur félicitéiere fir déi émaassend analytesch Aarbecht a sengem schrëftleche Rapport, awer och fir säin erfrëschenden, klaren a riedegewandte mëndleche Rapport. Si droen alle béid déi daitlech Trace vum Finanzmënsch a vum Journalist.

Bei mengen Ausféierungen zum Budget wäert ech haut dräi Themen erausgräifen, déi a mengen Aen d'zentral Erausfuereung fir d'zukünftig Entwécklung vun eisem Land duerstellen: d'Gemegefianzen, d'Gesondheets- an d'Pensionswiesen an d'Universitéit.

1. d'Gemegefianzen

Och hei géllt wéi fir all aner Dealberäicher, déi een op hir Recetten an Dépensen hei belichte wéllt, d'Remarque, dass déi lwwerganksphas, an där mer sinn an nach dräi Joer wäerten drableiwen, dat ënnerschiddlecht Zuelematerial, dat mer ze analyséieren hunn, jee nodeem, ob mer eis am klasse-sche Statsbudget oder no de Maastricht-Kritäre bewegen, d'Saach net méi einfach mécht.

Ech wéilt direkt elo schonn drop verweisen, dass den Hâr Negri méi am Detail op d'Fuerderungen no méi Budgetstransparenz a sengem Rapport wäert agoen.

Bei de Gemegefianzen kënnt nach de Problem dobäi, dass wesentlech Zuelematerial entweder guer net an enger komprimierter Form virläit oder net ëmmer iwwereneestëmmt, jee nodeem, ob et vum Ministère, vum Statec oder vum der Cour des Comptes ausgewäert gétt. Vlächicht war dat jo och ee vun de Grënn, firwat de Rapporteur sech eigentlech net iwwermëssig mat deem Sujet befasst huet, och wann hie sech der Bedeutung vun deem Secteur duerchaus bewusst ass.

Obwuel d'Lëtzebuurger Gemeinde méttlerweil méi wéi 38% vun der öffentlecher Gesamtverschuldung ausmaachen, 2003 waren et der souguer 43%, mengt de Rapporteur op Sait 64 vum sengem Rapport, dass eleng déi erfrierech Tatsaach, dass fir de Budget 2007 53 Milliounen Recetté méi fir d'Gemengen iwwer den Dotationsfong virgesi sinn, zur Feststellung féiert, an ech zitieren hien: «Globalement, les recettes communales connaîtront donc une situation assez confortable au cours du prochain exercice budgétaire (...) et (...) leurs recettes croissantes devraient leur permettre de présenter des budgets largement équilibrés.»

Schéi wier et! Dobäi passt dann och d'Ausso vum Statsminister, deen angesichts der Tatsaach vun där vermeintlech generéiser Budgetpolitik zugonschte vun de Gemengen en Opruff mécht, dach endlech mat deene landeswäit a regiounsiwwergräifenden Taxenerhéijungen opzehalen.

Hâr President, esou Zorte vun Aussoe féiere bei mir dozou, dass ech geméischte Gefiller hunn, wann et drëm geet d'Gemegepolitik an der Zukunft ganz aus der Parla-mentsaarbecht erauszehalen, well dann huet jo kee méi d'Méiglechkeet, fir hei ze soen, dass d'Wierklechkeet dach ganz aneschtters ausgesäit.

Jo, et ass richtig, dass och d'Gemengen eng professionell Finanzgestioun brauche mat enger analytescher Kontabilitéit, fir en connaissance de cause ze agéieren a fir e permanenten lwwerbléck ze hunn iwwer hir Dépensen a Recetten. Mä mengt net, dat wier de Gemengen net bewusst. Ech wéilt gären eng Kéier wësse wéi vill Sue scho vun Ernst & Young an anere private Beroderfirmae verdéngt goufen, obwuel dës Hëllefstellung och ganz gutt vu staatlecher Säit, wou exzellenten Know-how an deenen eenzelne Ministère besteet, méiglech wier.

Mä wann de Stat op d'mannst dräi Joer brauch, fir en eenheetlech Dokument no Maastrichter Kritären ze presentéieren, da soll een och fir d'Gemege weder d'Komplexitéit dovunner ënnerschätzen nach den zousätzlechen aarbechtstechneschen a personellen Opwand, deen domadder verbonnen ass.

Jo, et ass richtig, dass de Fonds communal de Dotation financière an den Impôt commercial 2007 Plus-valuë vu 60 Milliounen par rapport zu 2006 fir d'Gemege bedeiten. An deem Zesammenhang dierfe mer awer net vergiessen, dass d'Gemengen am Budgetsjoer 2005 obligéiert ware 46 Mil-

liounen Euro Mindereinnahmen an hir Recetten am Rectifié anzuschreiwen. Fir de Fonds communal de Dotation financière ware 513 Milliounen am Budget voté 2005 virgesinn a 467 Milliounen Euro stinn am Compte provisoire; wat dat éischter bescheiden Uwuesse vun de Gemege-recetté fir 2006 an 2007 vu Säite vum Stat enorm relativéiert.

De Syvicol huet net fir näischt déi ganz Jore rappeléiert, dass net nëmmen d'Ofschafte vun der Gewerbekapitalsteuer ni richtig kompenséiert ginn ass, mä Fakt ass och, dass mat Ausnahm vun deenen zwee exceptionnellë Joren 2002 an 2003, wou d'Steieren aus de Boomjoren '99 an 2000 erakoumen, d'Gewerbesteier zënter Jore bei ronn 460 Milliounen Euro stagnéiert. D'Progressioun vum FCDF, déi nëmme marginal méi héich ass wéi de Wuesstem vun de Statsrecetten, gläicht dee Manque à gagner fir d'Gemengen net aus.

Ech verweisen op de Kolleeg Jemmy Klein, deen och Syvicol-President ass an dee sech wäert mam Thema vun de Gemegefianzen weider ausenanesetzen am Allgemengen, awer och mam Impôt foncier am ganz Besonneschen.

Jo, et ass och richtig, dass vill Gemengen duerch d'ganz Land Taxen erhéijen. Mä mengt Dir, dat géif de Gemege Spaass maachen? All Gemege wiere frou, wa generéis Reservefongen hinnen d'Méiglechkeet géife ginn, fir hirer Awunnerschaft Cadeauen ze maachen. Leider hunn déi meescht Gemengen, bis op e puer Ausnahmen, iwwerhaupt keng oder nëmme minimal Reservefongen.

Dat erkläert och firwat de Stat trotzdem zënter 2002 méi Suen ausgëtt wéi en der erakritt, keng iwwermëssig öffentlech Verschuldung kennt, wéi de Stat contrairement zu de Gemege beachtlech Reserven huet.

Déi meescht Gemege kënnen sech et duerfir guer net erlaben, net nom Käschten-deckungsprinzip hir Taxen unzepassen, esou wéi et am lwwrege vun allen europäeschen an nationalen Instanzen, déi sech un d'Gemege riichten, verlaangt gétt.

Fazit: Wann d'Dette publique vum Secteur local sech innerhalb vun nëmmen zéng Joer vu ronn 370 Milliounen Euro am Joer 1995 op 684 Milliounen Euro am Joer 2005 bal verduebelt huet, an am Moment nach keng verlässlech Chiffere fir 2006 an 2007 virleien, da muss een déi Situatioun am A behalen. An da sinn déi strukturell Reformen, ënner anerem déi vum Landesplanungsministère a vun der Spezialkommissioun fir d'Réforme territoriale an d'Neiverdeelung vun den Aufgaben a Finanzierungsmechanisme tëschent Stat a Gemengen, onerlässlech.

2. d'Gesondheets- an d'Pensionswiesen

Fir d'éischt zu den Aussoe vum Rapporteur iwwert d'Sécurité sociale am Allgemengen an d'Zukunft vun eise Pensionen am Besonneschen. Hei huet de Rapporteur e perséinleche Choix gemaach, deen een a mengen Ae respektéiere kann, awer ergänzen dierf.

Alleréischte Remarque: Strukturell Verbesserungen a Reforme sinn noutwendeg, och am Sozialwiesen. Dat seet d'Sécurité sociale, dat seet d'EU-Kommissioun, dat seet d'OCDE, dat seet de Gesondheitsminister. D'Aschätzung vun der Situatioun a 50 Joer ass haut schwierig. Sécher ass, dass mir eise Pensionssystem, an dat ass scho vu ville Virriedner gesot ginn, en vue vun der demographescher Entwécklung, mëttel- a laangfristeg ofsécher mussen. Rhythmuskontroll, Reservefonge kontinuierlech opstocken, vlächicht eng Kéier de System adaptéieren. Op kee Fall awer dierf een „worst case“-Zeenarien - woubäi ech dem Rapporteur awer net ënnerstellen, dass hien dat mécht - dozou mëssbrauchen, fir radikal Ännerungen zum aktuelle Pensionssystem ze maachen, deen am internationale Verglach seng Preuvë gemaach huet an em deen eis all déi aner Länner beneiden.

Tatsaach ass, dass d'Reserve vun eise Pensionssystemen all Joer weider staark uwuesen: 504 Milliounen 2005, 612 Milliounen 2006, 675 Milliounen 2007. Vun de 24% Cotisations, déi zu jee engem Drëttel vum Salarié, vum Patron a vum Stat an d'Keess abezuelt ginn, ginn nëmme ronn 21% gebraucht, fir déi aktuell Pensionslaaschten ze bezuelen. Déi aner 3% ginn de facto kapitaliséiert, dat heescht déi, déi haut méi Cotisations an d'Pensionssystem erabezuele wéi de System eigentlech bräicht, fir am Équilibre ze sinn, leeën och haut scho Reserven u fir hiren eegenen Alter.

Dat ass näischt aneschtters wéi Kapitaliséierung, just dass se net privat an individuell nëmme vun deene gemaach gétt, déi sech et leeschte kënnen, mä iwwert de

gesetzleche Pensionssystem, also kollektiv a solidaresch.

Dat soll awer net driwwer ewechtäuschen, dass et an Zukunft ëmmer méi schwéier wäert sinn deen héijen Niveau u Fiskalisierung, dee mer an eiser Sécurité sociale hunn, och oprechtzuerhalen. Haut iwwerweist de Stat ronn 1,8 Milliarden an d'Zukunft. Dat entsprécht ongeféier 22% vu senger Gesamtdépensen. Dat ass ganz vill.

Ech sinn iwwerens och der Meenung, dass een den aktuelle Pensionssystem emol fir d'éischt systemkonform soll weiderentwéckelen an aner Pisten exploréieren, ier een un e ganz anere System denkt.

An der Sitzung vun der Finanzkommissioun vum 17. November huet de Minister vun der Sécurité sociale ënner anerem betount, dass d'Reserve vun de Pensionssystemen vum 2007 u besser placéiert ginn, dass den entsprechenden OPC schon operationell ass an dass déi éischt Appels d'offres elo ugelaft sinn. Do besteet also nach en enorme Potenzial, deen nach net ganz épuiséiert ass.

**Une voix.** - Très bien!

**Mme Lydia Mutsch (LSAP).** - E puer Remarques zum Spidolswesen. Et fält am Statsbudget 2007 op, dass d'Dépensé vum Fonds des Investissements hospitaliers vun 2006 op 2007 erfoginn. D'Tendenz war schon 2006 ze erkennen, wou d'Dépensé vun 120,9 op 107,2 zrëckgaange waren. 2007 sinn et just nach 60,8 Milliounen Euro. A wann een dese Fong am Pluriannuel kuckt, da sollen d'Dépensé bis 2010 op 44 Milliounen reduzéiert ginn.

Eleng wann een déi aktuell Beméiungen am Süde kuckt, fir geméiss de Richtlinien a Recommendationen vum nationale Spidolsplang mat Hëllef vu Fusiounen eng optimal Gesondheetsversuergung fir déi gréisste Region vum Land ze garantéieren, an eng éischt gemeinsam Struktur net nëmme méi Kompetenze schafft an en enorme Qualitätssprung bedeit, mä dobäi och nach Käschte spuert, da wier et schued an net akzeptabel, wann déi gutt Partnerschaft, déi tëschent deenen eenzelnen Haiser an der Regierung besteet, doru géng scheitern, dass net méi genuch Suen do wieren.

Duerfir muss mer alleguer zesammen dofir suergen an eis mat Nodrock dofir setzen, dass grad dee Fong weider zolidd gespeist gétt, fir dës Projeten, fir déi et nach kee Finanzierungsgesetz gétt an déi awer onerlässlech sinn, ofzesécheren.

Ähnlech lwwerleeunge gëlle fir den Norde vum Land. Ouni eng Region géint déi aner wëllen auszespille muss et dach awer allgemeng akzeptéiert sinn, dass, nodeem an de Joren 2004 bis 2006 ronn 235 Milliounen a Spidolséquipement an der Zentrumsregion géigeniwwer knapps 30 Milliounen am Süden a 55 Milliounen am Norde vum Land investéiert goufen, elo schwéierpunkt-mëssig an d'Gesondheetsversuergung an deenen anere Regione vum Land muss investéiert ginn - ëmsou méi garantéiert ass, dass dëst iwwert den obligatoresche Wee vu Partnerschaften a Synergie geschitt, an net a Konkurrenz an a Rivalitéit.

3. d'Universitéit

Och wann ech dank senger klaren Ausféierungen elo endlech verstanen hunn, wat de Rapporteur ënner Wald- und Wiesenuniversitéit versteet, an dass dat net säi Modell fir d'Land ass, huet et mech dach awer e bësse gewonnert wéi wéineg hie sech eigentlech awer mam Thema Universitéit auserneegeest huet; zumools et ausser Zweifel ass, dass och hie grad deem Secteur zesumme mat der Recherche eng besonnesch Bedeutung fir de Wuesstem an d'Zukunft vum Land bäimoosst.

Wuel weist hien op d'Usteige vun den Unisa Recherchekreditter hin an op d'Tatsaach, dass den Undeel vun der Recherche publique um PIB vun 0,13% am Joer 2000 - Firwat eigentlech 2000? - op 0,44% am Joer 2007 an d'Luucht geet. Och wa mer nach e gutt Stéck vun der Lissabon-Strategie ewech sinn, déi nieft dem Privatsektor 1% vum Secteur public verlaangt, hu mer awer scho gutt geschafft.

A Saachen Universitéit drängt sech e verstärkte Bléck an de Programme plurianuel op, een Dokument, dat ëmmerhi Partie intégrante vun der budgetärer Gesamtpresentation ass. Hei gesi mer, dass fir de Projet vun der Universitéit ëmmerhi 564,9 Milliounen Euro veranschlaagt ginn, dovunner ronn 234,3 Milliounen Euro an de véier kommende Budgetsjoren. Wat dat am Kontext vun den uviséierte Synergie mat Recherche an Economie fir eist Land bedeit, brauch ech heibannen net méi ze ënnersträchen.

Et wonnert mech generell, dass weder bei der Budgets-presentatioun nach beim Budgetsrapport, nach bei den Interventiounen vum Budgetsminister a vum Stats- a Finanzminister vun där eemoleger Erausfuereung vun der Universitéit, vun der Cité des Sciences, vum Incubateur d'entreprises a vum aktuelle Konstruktionsplang ronderëm d'Universitéit geschwat ginn ass, wou leschteren, wéi et an den Dépenses générales vun den Travaux publics preziséiert ass, en estiméierte Coût total vun ëmmerhin 957,2 Milliounen - also ronn enger Milliard - huet.

Wat d'Finanzéierung vum Bau vun den Unisgebäier ugeet, esou gesäit de plurianuell Budget vir, dass de Fonds Belval en Emprunt ophëlt, dee vum Stat garantéiert gétt, fir den Invest vu ronn 565 Milliounen Euro ze finanzéieren. De Remboursement an d'Finanzéierungskäschte ginn dann duerch eng järelech Dotation aus dem Budget vum Bauteministère assuréiert.

Et ass iwwerens déi éischte Kéier - an dat ass ausdrécklech ze begréissen -, dass d'Établissements publics am Pluriannuel opgefouert ginn, zum Beispill de Fonds Belval, deen iwwer Fonds publics alimentéiert gétt.

Op jidde Fall féint ee bis op Weideres méi iwwert déi enorm gesamtwirtschaftlech Envergnere vum Projet Universitéit fir eist Land erëm am Exposé des motifs vum Gesetz iwwert den Incubateur d'entreprises op Belval - ee Gesetz, dat mer jo virun dräi Wochen hei votéiert hunn -, wéi am déckste Rapport vum Joer.

Dobäi geet et ëm net méi an net manner wéi em d'Bestriewe ronderëm d'Wissenschafts-universitéit, d'Recherche an d'Innovation, fir en neie Wirtschaftspilier fir d'Land opzebauen, dee Lëtzebuerg haut méi brauch wéi jee.

Trotzdem weess ech, datt dës éischter erstanlech Zréckhalung net gläichbedeitend ass mat engem Ënnerschätze vun den aus-gewisenen Zukunftssectoren fir déi d'Universitéit an d'Fuerschung genauso wichteg si wéi d'Education, d'Formation, d'Moderniséierung vun eisem Tissu économique, d'Spezialiséierung an d'Diversifizéierung an - wat oft vergiess gétt - d'Veereinbarung vu Beruff a Famill mat allen Engagementer, déi dofir noutwendeg sinn.

Hâr President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och wa jidderee vun eis d'Akzenter op där enger oder anerer Plaz anescht géng setzen, esou bitt dach awer dese Budgetsrapport, dee mer haut an och gëschter hei hunn diskutéiere kënnen, eng exzellent Grondlag, fir eis mam Budgetgesetz aussernezesetzen an iwwert d'Zukunft vum Land konstruktiv nozedenken.

Ech soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix.** - Très bien!

**M. le Président.** - Merci, Madame Mutsch. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Hâr Hauptert. Hâr Hauptert, Dir hutt d'Wuert.

**M. Norbert Hauptert (CSV).** - Merci, Hâr President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Kolleeg Lucien Thiel huet fir säin, a mengen Aen ausgezechneten, schrëftlechen an och mëndleche Rapport zum Budget 2007 vill Luef kritt. Hien huet awer och misse munch Kritik astiechen. Kritiken, déi vlächicht berechtigt ze si schéngen, wann een déi zwee Rapporten net als ee Ganz betruecht, mä nëmme versicht säi mëndleche Rapport ausenaneerzehuelen. Da ka beim rengen Sozialpolitiker d'Meenung entstoen, datt de Rapporteur ze vill Wirtschaft an net genuch Soziales agepaakt hätt.

An och an deem Rapport muss een all Ausso vum Rapporteur ofweien, wann een dee Rapport an dat richtig Licht setze wéllt. Besonnesch ee vu senger Schlusssatz vu senger Ried - a Schlusssatz setzt ee jo gemengerhand zum Schluss, fir se extra ervirzesträchen - hätt och deene Kritiker déi néideg Berouegung verpasse missen, wat déi sozial Komponent vum dësjärege Budgetsrapport ubelaangt.

De Lucien Thiel huet nämlech mat Nodrock ënnerstrach, an ech zitieren: „Ech weess, Dir héiert ëmmer nëmme Wirtschaft a frot

lech: Wou bleift do de Mënsch? Abee, et ass em hien an nëmmen em hien, wou et déi ganzen Zäit hei geet. Et ass evident, an ech geséich gär den heibannen, den eppes anescht géif soen, datt d'Wirtschaft kee Selbstzweck ass a ka sinn, datt si fir de Mënsch do ass an net emgekéiert. Et ass awer fir mech genauesou evident, datt d'Selbstverwierklechung vum Einzelne wéi och seng sozial Ofsecherung ouni gutt fonctionnéierend Economie net denkbar sinn."

Et ass net fir näischt, datt d'Studenten an enger vun den éischte Stonne vun hirem Economiescours dee Saz ageprägt kréien: Fir d'éischt muss verdéngt ginn, dann eréischt ka verdeelt ginn. Jo, ouni eppes erschafft ze hunn, kann een näischt verzieren a schonns guer näischt verdeelen. Dat geet bei jidderengem dohem esou, an dat geet och an eiser Gesellschaft a beim Stat net anescht.

Här President, wa mir eis an eise Kanner hir Zukunft net verbaue wëllen, da musse mer kucken, datt eis Wirtschaft weider gutt funktionéiert. Duerfir muss se an engem globaliséierten Ëmfeld extrem kompetitiv bleiwen. Dat ass dem Lucien Thiel säi Message, dee wéi ee roude Fuedem duerch seng zwee Rapporté geet. Och de Budgetsminister Luc Frieden huet a senger Interventioun de leschte Mëttwoch en ähnleche Message an d'Diskussioun bruecht, wéi hie vum Reformbudget geschwat huet, dee sozial erträglech a wirtschaftsfreundlech ass an den d'Grondaufgabe vum Stat rasonnabel zerwéiert.

Wirtschaftsfreundlech, fir d'Kreatioun vun Entrepreneuren ze encouragéieren, fir datt eis Economie weider kompetitiv bleift a weider wuesse kann, fir datt de Stat och weider senge Grondaufgabe ka gerecht ginn an och an Zukunft d'Ofsecherung vun eisem soziale Netz assuréieren kann.

Här President, de Budgetsrapporteur zeechent a sengem schrëffleche Rapport dann och eng Rei vu Pisten op, op déi eis Economie versiche misst, sech an Zukunft ze focaliséieren. Eng vun deene Pisten ass d'Opportunitéit, déi eist Handwierk an eise Commerce an der Groussregion misste gesinn an ergräifen. De Bannemaart ass eng Realitéit an d'Groussregion zielt eelef Milliounen Consommateuren. Dat sinn der 25 Mol méi wéi eleng hei zu Lëtzebuerg. D'Groussregion erschafft e jährelche PIB vun 275 Milliarden Euro, wouvunner an eisem Land eng 30 Milliarde realiséiert ginn.

Déi potenziell Kafkraaft an der Groussregion ass also em ee viles méi grouss wéi déi reng Lëtzebuerg. Dovu missten eist Handwierk an och eise Commerce profitéieren kënnen, emsou méi wéi d'Ausgangspositioun fir eng gutt Kompetitivitéit vun eise Betriber am Verglach mam Ausland gënschteg ass. Esou ass d'TVA bei eis am Land wesentlech méi niddreg wéi an den Nopeschlänner. An trotz dem héijen Nettoloun sinn eis Gesamtlounkäschte fir d'Betriber wéinst deene méi niddrege Lounwékschten och net méi héich wéi déi vun hiren auslännesche Konkurrenten an der Groussregion.

An de Lucien Thiel schreift ganz richtig a sengem schrëffleche Rapport: «Même si le marché local avec son pouvoir d'achat élevé offre pas mal de débouchés au commerce et à l'artisanat, ceux-ci ne devraient pas laisser s'échapper les opportunités du marché de la Grande Région. Le fait qu'une telle extension les obligerait à se réorganiser et à investir dans les structures de leurs entreprises ne devrait pas être ressenti comme handicap, mais comme défi. D'aucuns l'ont d'ailleurs déjà relevé, sachant bien qu'il n'y a pas d'expansion sans prix.»

Et stëmmt, datt verschidde Betriber besonnesch aus dem Handwierk d'Opportunitéit vum erweiderte Bannemaart ergraff hunn, fir hir Strukturen engersäits dem erweiderte Marché unzepassen an anerersäits doduerch besser der méi intensiver Konkurrenz bei eis am Land begéinen ze kënnen. Hei huet och den zoustänneg Minister fir de Mëttelstand iwwer d'Kreditter vun der Loi-cadre des Classes moyennes fir déi néideg Ennerstëtzung vun deenen Investissementsefforté gesuergt.

Awer och déi auslännesch Konkurrenz an der Groussregion huet net geschlof. Och fir déi auslännesch Betriber stellt de Lëtze-

buerg Marché mat senger héijer Kafkraaft eng interessant Opportunitéit duer. Am Bausecteur fällt dat am meeschten op. Säit dem Bestoe vum Bannemaart huet den Taux de pénétration, dat heescht den Undeel vun den auslänneschen Entrepreneuren un der Gesamtaktivitéit vum Bausecteur, dee sech laang em 40% stabiliséiert hat, sech säit deene leschten dräi Joer bis op no bái 50% eropgemaussert.

An anere Wierder, eng vun zwou Entrepreneuren, déi am Bausecteur hei am Land aktiv sinn, huet hire Sätz am Ausland a bezilt och do hir Steieren. Datt den Undeel vun den auslänneschen Baubetriber um Chiffre d'affaires vun deem Secteur bei eis am Land vu 7% op 12% an d'Luucht gaang ass kann een also net verwonneren. Et ass dofir och net verwonnerlech, datt d'Importation bei eis am Land aus der Groussregion méi wéi duebel esou héich si wéi d'Exportatione vu Lëtzebuerg an déiselwecht Region: 2,7 Milliarden Euro géigeniwwer 1,22 Milliarden.

Här President, Erklärungen dofir gëtt et genuch.

Engersäits ass de Lëtzebuerg Marché och fir eis eegen Entrepreneuren héich interessant a si hu bis haut och do nach genuch Aarbecht fonnt, fir d'Betriber ze rentabiliséieren. Et wär schonns e bëssen onverständlech, wann eis Betriber sech op engem manner interessante Marché am noen Ausland géinge ploegoen, wa bei eis am Land nach genuch Aarbecht do ass a se déi deenen auslännesche Konkurrenten iwwerloosse géingen.

Op där anerer Säit hunn déi aner Länner aus der Groussregion eis Betriber awer och net ëmmer mat der néideger Generositéit empfaang, esou wéi et de Geescht vum europäesche Bannemaart virgesäit. Vill administrativ Schikane goufen hinnen an de Wee gestallt, esou datt besonnesch déi kleng Betriber, déi nëmmen am Ausland en eenzelne Chantier ze erliedegen haten, no engem éischte Versuch d'Knëppele bei d'Tromm gehäit hunn, fir sech ausschliesselech op deem méi interessante Lëtzebuerg Marché no Clienten ëmzekucken.

Obschonns de Mëttelstandsminister zesumme mat der Handwierkskummer d'Efforten net gescheit huet, fir géint déi Entravé virzegoen an der och eng sellegen aus der Welt geschaf huet, bleiwen der ëmmer nach haut bestoen: Esou virun allem déi obligatoresch Cotisatione vun eise Betriber an d'Urlaubskeess an Däitschland, obschonns hiren Aarbechter hire bezuelte Congé iwwer Gesetz a Kollektivvertrag bei eis am Land ofgeséichert ass.

De Lëtzebuerg Handwerker bezilt also zweemol fir den Urlaub vu sengen Aarbechter, déi hien zäitweilig an Däitschland op e Chantier ofsetzt: Eng éischte Kéier bei eis am Land, wann hie sengen Aarbechter de gesetzlechen Urlaub bezilt, an eng zweete Kéier an Däitschland iwwer d'Cotisatione an d'Urlaubskeess, ouni datt den Aarbechter eppes méi dovun huet.

Par conter ginn dem Entrepreneur seng finanziell wéi och administrativ Chargen doduerch an d'Luucht an hie verléiert esou u Kompetitivitéit géigeniwwer sengen däitsche Konkurrenten um däitsche Maart.

Trotz all deene Schwierigkeete sinn ëmmerhin eng 500 vun deenen 2.000 Betriber aus dem Bausecteur am Ausland aktiv. Den Ëmsaz, deen se am Ausland erwirtschaften, gëtt op 7% vun hirem Gesamtëmsaz geschat.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat de Commerce ubelaangt, esou stellt de Problem sech e bëssen anescht. Hei ass et net fir iwwer d'Grenzen ze goen, fir seng Wueren unzabidden, mä et geet vill méi drëm de Client duerch déi néideg Kommunikatioun an attraktiv Ugebueder bei sech an d'Geschäft ze lackelen, fir him esou seng Wuere verkafen ze kënnen.

Och am Commerce schéngt d'Ausgangspositioun fir eis Betriber déi bescht ze sinn. Éischtens ass Lëtzebuerg als Haaptstad a Sätz vun europäeschen Institutiounen méi attraktiv wéi Provënzstied aus dem noe Grenzgebitt. Grouss bekannt Marken, déi en interessante Magnéit fir de Gesamtcommerce vun enger Stad duerstellen, etabléiere sech nämlech am Zentrum vun enger Haaptstad an net an der Foussgängerzon vun enger Provënzstad oder enger Grande surface.

Zweetens missten eis Geschäfte vun där verglichbar méi niddreger TVA wéi där vun eisen direkten Nopeschlänner profitéieren kënnen, fir sech e Kompetitivitéitsvirsprung um Marché erauszeschaffen. Awer, mir sinn op munchen Artikele méi deier wéi d'Ausland.

Oft gëtt versicht deen Ennerscheid duerch déi méi deier Akafspräisser ze erklären, déi eis Commerçanté bezuele missten, well se hir Wueren duerch e Grossist aus dem Ausland bezéie mussen an net direkt vum Produzent. Dat mag fir eis eegestänneg Geschäftsleit wouer sinn, awer net fir d'Filialé vun deene groussen auslännesche Chaïnen, an och bei hinne sinn d'Präisser hei zu Lëtzebuerg oft méi deier wéi zu Paräis oder Bréissel.

Wouru kann dat da leien? Lait dee Problem vläicht un deenen héije Loyerer, déi de Commerçant bezuele muss, oder sinn eis Präisser einfach ze héich, well d'Gewënnmargen ze héich ugesat sinn? Wären déi zwou Erklärunge richtig oder och nëmmen eng vun deenen, kéint ee sech déi berechtigt Fro stellen, ob mer net amgaange sinn d'Hong mat deene gëllenen Eeër selwer ze schluechten.

Här President, d'Attraktivitéit vun enger Geschäftsstrooss, vun enger Grande surface oder enger Geschäftsstad hinkt awer net eleng vun de Präisser of, si hinkt vu villem méi of. D'Präisser spille sécherlech eng Roll, awer och d'Qualitéit vum Ugebuet an d'Bild, dat de Gesamtcommerce no baussen ofgëtt.

Wat d'Qualitéit vum Ugebuet ubelaangt, mengen ech, datt eis Geschäfte hirer Konkurrenz am noen Ausland net hannendrunhippen. Wat awer d'Gesamtëmfeld ubelaangt an deem eis Geschäftswelt sech beweegt, schéngt mir Nohuelbedarf ze hunn. Dat sinn net nëmmen d'Öffnungszäiten, op déi ech spéider nach zrëckkomme wëll, mä dat ass virun allem d'Gesamtëmfeld, dat eise Commerce no baussen ofgëtt. Déi grouss Akafszentren hunn dat deelweis verstane fir besser no baussen ze kommunizéieren. Dofir fanne mer jo och gradesou vill auslännesch Keefer an eisen Akafszentren wéi Lëtzebuerg Clienten an de Grande-surfacen déisäit de Grenzen.

Fir d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg als Pôle de commerce vum der Groussregion ze promouvéieren huet de Mëttelstandsminister en neie Kredit vun 2,5 Milliounen Euro an de Budget gesat; dat sinn ëmmerhin 100 Milliounen eiser aler Frang. Dese Kredit ass geduecht, fir Aktiounen vun der Confédération du Commerce an de Beräicher: Formation vum Personal, méi ee frëndlechen Accueil vun de Clienten, Fidélisatione vun der Klientell hei am Land an de Racolage vun auslännesche Clienten an der Groussregion, ze ennerstëtzten.

Och de Kredit, fir d'Kompetitivitéit vum Commerce am Stadzentrum ze verbesseren, ass am Budget bäibehale ginn. Hei ass d'Geschäftswelt also gefuerdert, fir déi Perche, déi d'Regierung hir gerecht huet, richtig ze ergräifen an d'Zukunft vum Lëtzebuerg Commerce selwer an d'Hand ze huelen.

Här President, kuerz nach wat d'Öffnungszäiten an eise Geschäfte ubelaangt. De Geescht vum Gesetz vun 1995 huet op enger méi grousser Flexibilitéit vun den Öffnungszäiten, awer och op méi sozialen a familjefreundlechen Aarbechtsbedingunge fir d'Personal an d'Commerçant selwer berout. Duerfir huet de Mëttelstandsminister d'Öffnungszäiten an der Woch vu sechs Auer moies bis acht Auer owes fixéiert, mat enger Verlängerung op engem Owend bis 21 Auer. Samschdes an de Viowend vun engem Feiertag huet de Législateur gemengt, d'Geschäfte no 18 Auer zouzemaachen, fir och deene Leit, déi an deem Secteur hiert Geld verdéngen, d'Méiglechkeet ze bidden hire Sonndeg respektiv Feiertag uerdentlech an der Familj virbereeden ze kënnen.

D'Flexibilitéit an déi sozial Komponent bilden an deem Gesetz e Ganzt, an déi muss een och als e Ganzt betruechten, wann een doru fréckele goe wëll. Wann eis Nopeschlänner elo higin, fir d'Geschäfte owes méi laang opzeloossen, dann hu se sécherlech eppes domadder bezweckt. Awer ze behaupten, dowéinst géifen déi Lëtzebuerg Cliente méi wéi bis elo owes op Metz oder op Tréier akafe goen, amplatz bei eis am Land, ass menger Meinung no mat den Hoer erbäigezunn. Dee ganzen Dag iwwer fannt Der Lëtzebuerg Clienten an de Geschäftsstroosse vun Tréier, Metz an Thionville.

Eis Geschäfte kéinten dem Gesetz no owes bis acht Auer opbleiwen. A wien huet da bis elo e Geschäft an der Groussaass no sechs Auer nach op fonnt? Also ass hei kee Bedarf, fir méi laang opzeloossen. An déi Revendicatione fir méi laang Öffnungszäiten owes, bezitt sech eleng op déi grouss Geschäftszentren. Awer och fir déi gëtt de Portmonni vun de Leit net méi déck doduerch, datt mer einfach d'Öffnungszäiten em déi eng oder aner Stonn verlängeren.

» **Une voix.** - Gitt Dir net akafen, Här Haupt?

» **M. Norbert Haupt (CSV).** - Firwat?

» **Une voix.** - Soss wéisst Der et vläicht besser.

» **M. Norbert Haupt (CSV).** - Mä de Portmonni gëtt awer dofir net méi déck.

» **Une voix.** - Neen.

» **M. Norbert Haupt (CSV).** - Voilà! Ech mengen, dat wollt ech jo soen.

Vu datt déi meeschte Leit bei eis am Land spéitstens um sechs Auer ophale mat schaffen, hätten se jo bis acht Auer völeg Zäit, fir hir Akeef ze besuergen a brächten dann net no 20 Auer iwwer d'Grenzen ze fueren, fir do nach anzekafen. Hei gëtt e falsche Problem eesätteg héichgespillt, mat der Gefor, datt d'Gefäll vum Commerce an de Stied vis-à-vis vun de Grande-surfacen nach méi ausgeprägt gëtt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif menger Fonctioun als Éierepresident vum olympesche Comité net gerecht ginn, wann ech net e puer Wierder iwwer de Sportsbudget verléiere géif, net well den Avis vum Comité olympique zimlech kritesch ausgefall ass, mä well de Bréif vum President...

(**Interruption**)

Gelif?

» **Mme Anne Brasseur (DP).** - Dat ass gelënd ausgedréckt.

» **M. Norbert Haupt (CSV).** - Ben, et ass awer net dofir, firwat datt ech hei...

(**Interruption**)

Oh, ech mengen, Dir hutt e jo kritt.

(**Interruption**)

Dir hutt en awer kritt an e stoung an der Zeitung, esou datt d'Öffentlechkeet et ka liesen.

Also, net well den Avis vum COSL zimlech kritesch ausgefall ass, mä well de Bréif vum President an d'Regierungsmemberen an d'Deputéierten, déi en also alleguer gutt gelies hunn, a verschide vun sengen Aussoen op Verbandsgeneralversammlungen als Tackling un de Sportsminister bezeechent gi sinn. D'Kritik vum COSL ass berechtigt, wann een de Sportsbudget vum Joer 2007 a senger Gesamtheit kuckt, statesch eleng op d'Budgetsjoer 2007 bezunn an ouni d' Beméiung vun der Regierung ze berücksichtigten, no de Sacrificer, déi an der Tripartite vun alle Sozialpartner zougestane goufen, och an hiren eegenen Departementer Spuermoossnamen anzeleeën.

A Wierlechkeet ginn d'Kreditter fir déi allgemeng Ausgabe vum Sport fir d'Joer 2007 par rapport zu 2006 em 7,5% zrëck a par rapport zum Budget 2005 klammen se nëmmen em 2%. Ech hunn hei nëmmen déi normal Ausgabe vum Sport berücksichtig; also ech hunn d'Coque an och, mengen ech, de Budget pluriannuel net heimat berücksichtig. Dat ass fir dat iewescht Organ vum Lëtzebuerg Sport, wann een d'Evolution vum Gesamtbudget betruecht, schrecklech enttäuschend. Esou wäit kann een dem COSL seng Reaktioun verstoen a muss een se och mat ennerstëtzten.

Wann een awer déi eenzel Kreditter am Detail betruecht, da muss ee seng Kritik eppes nuancéieren. Et stellt een nämlech fest, datt déi Kreditter, déi de Mouvement sportif direkt betreffen - dat heescht de Congé sportif, d'Fonctionnementskäschte vun de Federatiounen, d'Indemnitéit fir d'Traineren an de Kredit fir de Service médico-sportif - em 6,4% respektiv 1,6%, 7,9% an 11,7% par rapport zum Budget 2006 klammen. De Kredit fir déi administrativ Kadere vun de Verbänn klëmmt souguer par rapport zu 2005 em 24%.

Donieft steet zënter 2005 fir d'éischte Kéier e Kredit fir Spezialmoossname fir den Héichleeschtungsport vun 362.000 Euro am Budget, dee fir 2007 op 375.000 Euro erhéicht gëtt. D'Evolution vun deene Kreditter hält also de Verglach mat der Evolution vum Gesamtbudget vum Stat.

Wann een déi eenzel Kreditter dann och nach op der Zäitschinn vun deenen éischte Jore vun neie Jorhonnert analyséiert, da stellt ee fest, datt zënter dem Budget vum Joer 2001 de Kredit fir d'Frais de fonctionnement vun de Federatiounen - ech mengen, do huet och déi al Regierung matgeholf -, also...

(**Interruption**)

...déi fréier. Pardon!

Jo, Dir sidd nach ëmmer jonk, Madame Brasseur.

► **Mme Anne Brasseur** (DP).- Ech si jo awer net al.

► **M. Norbert Haupert** (CSV).- Voilà! Dir waart an der fréierer Regierung.

Déi Kreditter sinn also, wat d'Frais de fonctionnement vum de Federatiounen ubelaangt, ëm 27% geklommen; d'Subsiden un d'Verbänn ëm 33,3%; d'Kreditter fir d'Participation u groussen internationale Manifestatiounen ëm 37,6% an de Kredit fir déi administrativ Kadere vum Mouvement sportif souguer ëm 234%. D'Gesamtaugmentatioun vum de Kreditter säit 2001 beleeft sech op 63,5%, wat enger Duerchschnëttsaugmentatioun vum iwwer 10,5% d'Joer gläichkënn.

De COSL huet mat Sécherheet Recht, wann en op de Stellwäert vum Sport an eiser Gesellschaft opmierksam mécht an derop hält, datt déi Feststellung net nëmmen als eidele Constat am Raum ka stoebliwen, mä datt dee Message mat Inhalter muss gefëllt ginn, wann engem d'Wuelbefanne vum eise Kanner um Häerz läit.

Déi rezent Etüd iwwert de Gesondheitszoustand, déi motoresch Fäegkeeten an déi physesch Aktivitéit vum eise Kanner vum den Altersklassen 9, 14 an 18 Joer, déi vum Educatiounsministère bestallt gouf, léisst déif blécke wat eise Kanner hir physesch Fäegkeeten ubelaangt. Hei muss schnellstens d'Bewosstsi vum eiser Gesellschaft, a besonnesch vum eise responsabele Politiker, iwwert d'Wichtigkeet vum der physescher Aktivitéit bei eise Kanner verschäerft ginn.

Och de Gesondheitszoustand vum eise schaffende Leit kann als wichtige Kompetitivitéitsfacteur fir d'Zukunft vum eiser Wirtschaft ugesi ginn. An zu dësem Gesondheitszoustand kann de Sport e wesentleche Bäitrag leeschten.

**(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)**

Här President, well déi méi erfreenlech Progressioun vum de Kreditter fir de Sport iwwert d'Zäitspan vum deene leschte fënnf Joer, déi ech elo grad beschriwwen hunn, an enger Zäit geschitt ass, wou et eis wirtschaftlech besser giong a wou an deenen aneren Departementer vum Stat och nach net esou drastesch gespuert gouf, mengen ech och, datt de COSL dat néidegt Versteedsdemech dofir opbréngt wäert, datt, wann elo allgemeng méi lues getréppelt muss ginn, och de Sport an engem Élan de solidarité akzeptéiert, datt seng Kreditter manner schnell klammen.

Mat där sportlecher Astellung an optimistescher Nout wëll ech mäi Bäitrag zum Budget schlëissen an lech Merci soe fir d'No-lauschteren.

► **Plusieurs voix**.- Très bien.

► **M. le Président**.- Merci, Här Haupert. Déi nächst Riednerin ass déi honorabel Madame Anne Brasseur. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Anne Brasseur** (DP).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Budget ass méi, wann ee vun der Arithmetik ofgesäit, wéi d'Zomm vum deenen eenzelnen Departementer. D'Budgetsdiskussioun kann een also nëmmen ugoen, andeems een eng allgemeng Budgets-analys mécht, an dat huet am Numm vum der Demokratescher Partei de Partipresident, de Claude Meisch, gëschter gemaach, an haut de Moien de Fraktiounschef, de Charles Goerens, esou dass ech déi Analys net méi wäert maachen an ech wäert just op zwee Departementer agoen an ech wäert uknäppen un dat, wou de Virriedner opgehale huet, nämlech un de Sport, fir duerno nach e Wuert iwwert d'Educatioun ze soen.

Wat de Sport ubelaangt, sinn ech vläicht net esou optimistesche wéi den Här Haupert a senge Konklusiounen. Eppes wou mer ons all heibannen eens sinn, an d'Regierung huet dat jo och ugekënnegt, andeems se d'Wichtigkeet vum Sport ënnerstrach huet, an ech mengen do kritt een d'Zoustëmmung op alle Bänken. Wann een dat awer seet, da muss ee sech och d'Moyene ginn, fir sengen Ambitiounen gerecht ze ginn. A leider spigelt d'budgetär Realitéit dat net erëm.

D'Dépensé fir de Sport ginn an dësem Budget par rapport zum leschte Joer ëm 12,4% zréck. Dat ass gewaltig. Dat ass ëmsou méi bedauerlech an engem Joer, wat elo op ons duerkënn, wou d'Spiller vum de klenge Länner sinn, wou also enorm Dépensen op d'Sportsmouvementer duerkommen, an et ass bedauerlech an engem Joer vum der Préparation olympique op 2008 fir Peking.

D'Regierung hat, wéi se ugetrueden ass, gesot, dass den Développement physique des enfants et des jeunes eng Préoccupation constante vum der Regierung wier.

Dat ass och gutt esou. Mä och do muss een sech dann d'Moyene ginn.

De Sportsminister hat ugekënnegt - ech mengen et war op der Assemblée générale vum Comité olympique -, dass an der Schoul géif eng drëtt Sportsstonn agefouert ginn. Doropshin hunn ech eng Question parlementaire gestallt an dunn huet de Sportsminister gemengt, dat géng mat der Educatioun gekuckt ginn. Doropshin hunn ech d'Educatiounsmistesch gefrot, an déi huet mer awer geäntwert: „All dat, dat wier net esou einfach.“

Dass dat net esou einfach ass, dat weess ech ganz genee, mä ech muss lech soen, dass, wann de Sportsminister esou eppes ukënnegt, deen ass awer Member an enger Regierung, souguer vum darselwechter Partei wéi d'Educatiounsmistesch, da sollen se dat am Virfeld klären, net awer higoen, grouss Ukënnegunge maachen an duerno an der Realitéit soen: „Mir bréngen dat do awer net fäerdeg.“

Ech hätt, wat de Sport an d'Educatioun ubelaangen, och eng Fro zu der Struktur vum Budget. An der viregter Regierung huet de Sport zu der Educatioun nationale gehéiert, dat war ee Ministère. Déi Departementer sinn elo erëm getrennt ginn. Am Budget fanne mer dat awer ënner enger Section budgétaire erëm. Ech wollt just froe firwat dat esou wier a firwat et do net zu enger Trennung komm ass. Dat ass awer eng reng technesch Explikatioun, déi ech gären hätt.

► **M. Luc Frieden**, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Här President, ech gi se vläicht direkt, well soss passt déi herno net méi.

► **M. le Président**.- Jo.

► **M. Luc Frieden**, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Et ass, well et kee Ministère ass.

Et ass den Département ministériel des Sports, dat ass keen onofhängege Ministère, mä et ass ee Minister, deen duerfir zoustänneg ass, mä dee kee separate Ministère kritt huet.

Dat gouf aus administrative Grënn esou gemaach, fir déi Beamten net dauernd op aner Plazen ze setzen. Duerfir gehéiert et zum Educatiounsmistère, mä huet als Minister e Sportsminister, deen net deen nämlechten ass wéi den Educatiounsminister.

► **Mme Anne Brasseur** (DP).- Dat ass awer schwéier nozevollzéie fir een, deen dat dobausse soll verstoen. Ech hätt et dann awer zum Beispill besser gesinn, vu dass de Sportsminister jo och Ekonomiesminister ass, dass et vläicht do ugehaange gi wier, oder un d'Energie; well dat hei kënn jo awer da méi der Energie gläich, wa mer iwwert de Sport schwätzen.

Mir stellen also fest, dass leider am Sport d'Moyenen net zur Verfügung gestallt ginn, déi mer géife brauchen; obwuel et eleng mat budgetäre Moyenen och net duergeet.

D'Attitud vis-à-vis vum Sport, déi mécht een net nëmme mat Geld, mä mir sinn an enger Gesellschaft, wou mer all sesshaft sinn a wou jiddferree sech méi bewege misst. Dofir ginn et Gott sei Dank eng ganz Partie Aktivitéiten an de Gemengen, notamment an der Stad Lëtzebuerg mat „Sports pour tous“, wou méi wéi 6.000 Leit all Joer ageschriwwen sinn.

Mä wat positiv ass un dësem Budget, dat ass, dass d'Kreditter eropgesat gi si fir d'Agence contre le Dopage. Do muss mer alles ënnerstëtzen, wat d'Lutte géint den Dopage ugeet. Den Dopage ass e Fléau am Sport, dee mat alle Mëttele bekämpft gi muss an do muss Tolérance zéro wierklech virherrschen. Net nëmme well mer e Punkt muss setze beim Gefuddels oder net nème well et hei ëm d'Gesondheet geet, mä och, fir all déi Sportler an d'gutt Licht ze réckelen, déi dat verdéngen, well dat ass nämlech d'Majoritéit vum de Sportler, déi e proppere Sport maachen an déi et net néideg hunn, dass d'Sportswelt dauernd mat Dreck beworf gëtt, well der eng Partie fuddelen. An duerfir muss och d'Lutte géint den Doping weider ënnerstëtzt ginn a mir wëllen d'Regierung bei deem Effort begleeden.

Beim Sport geet et méi wéi ëm eng gesondheetsfördernd Moossnam. De Sport huet ganz aner Atouten, a mir all heibanne wëssen et, an duerfir muss mer ons d'Moyene wierklech vum onsen Ambitiounen ginn. A mir hätt ganz gäre gehat, wann hei méi Effort gemaach gi wiere vu Säite vum der Regierung an dass et net zu Deklaratiounen kënn op Assemblées générales, wou Hoffnungen suscitéiert ginn, déi awer duerno an der Realitéit net ëmgasat gi kënnen.

Et geet nämlech beim Sport - an do muss ee fréi usetze bei de Kanner - ëm den Développement vum de Kanner, ëm dee moto-

reschen, mä och ëm dee psychesch équilibréierten Développement vum de Kanner, esou dass mer ons dofir déi néideg Moyene gi mussen.

Deen zweete Volet vu menger Interventioun bezitt sech op d'Educatioun. Leider sinn och do d'politesch Deklaratiounen ganz anerer wéi d'Budgetsrealitéit et opweist.

D'lescht Woch huet de Budgetsminister hei a senger Stellungnahm gesot, datt de Budget vum der Educatioun nationale ëm 3,67% par rapport zu 2006 géng klammen. Dat ass och ze begrëissen, wann een d'Augmentatioun kuckt. Mä déi Augmentatioun läit awer ënnert der Gesamtprogressioun vum Budget, déi bei 5,01% läit.

Kann een net dann zur Konklusioun kommen, dass awer hei d'Educatioun net als prioritär ugesi gëtt?

Mir kréien nämlech ëmmer méi Schüler, dat heescht: Mat kaum méi Sue wëlle mer eng Educatiounspolitik fir ëmmer méi Schüler maachen. A mengen Ae geet déi Rechnung net op.

Gëschter huet den Här Fayot a senger Interventioun gesot, hie géif déi Motioun, déi ech am Numm vum der DP abruecht hunn an déi muer zur Ofstëmmung komme soll, onméiglech fannen, well mir froe fir eng ganz Partie Projeten op Äis ze leeën.

Mä mir froen dat, well mer mengen, dass eng ganz Partie Projeten ugeduecht sinn, déi een awer nach eng Kéier iwwerdenke muss. Et gi ganz vill Projets pilotes, do sinn nach keng Konklusiounen, et sinn nach keng Evaluatiounen gezunn, an dat hätt mer gär fir d'éischt, éier dann definitiv Projeten duerchgeze ginn.

Den Här Fayot huet gemengt hie misst d'DP attackéieren, mä mir sinn net eleng déi, déi dann attackéiert ginn, well mir sinn net déi Eenzeg, déi froen, dass déi Projeten emol sollen op Äis geluecht ginn. Mir sinn do zum Beispill a gudder Gesellschaft mat Gewerkschaften, wou eng Gewerkschaft dat-selwecht fuerdert, déi jo awer der LSAP noosteet.

Ech wëll nach e Problem uschneiden, wat d'Émgoe mat den öffentleche Gelder ubelaangt. Et ass jo esou - jiddferreen, dee mam Budget ze dinn hat oder huet, dee weess et -, dass, wann um Enn vum Joer nach Sue Rescht waren, Kreditter Rescht waren, da ganz vill Administratiounen waren, déi gekuckt hunn nach eng ganz Partie Dépensé kënnen ze tätegen, fir hire Kredit kënnen ze erschöpfen. Dat ass jo Unfug. Dat ass onsënneg. Si hunn dat gemaach, well se gefaart hunn, d'Joer drop kriterien se dann d'Kreditter gestrach.

Fir aus deem Cercle erauszekommen a fir d'Acteure méi ze responsabiliséieren ass beim Autonomiesgesetz iwwert d'Lycéeën, wat 2004 gestëmmt ginn ass, niewent der Autonomie administrative a pédagogique, och d'Autonomie financière agefouert ginn. Domat kritt all Lycée eng Dotatioun a mat där Dotatioun muss e selwer fir seng Fraisen opkommen: fir d'Hëtzen, fir d'Botzen, mä och fir d'Projets pédagogiques.

Dat heescht, si mussen dann en bon père oder Mère de famille hir Schoul verwalten. Wa se e bësse manner hëtzen, dann hu se méi Suen, oder wa se d'Schoul manner knaschteg maachen, brauche se manner Suen auszeginn, fir ze botzen, a kënnen méi a Projets pédagogiques investéieren. Ech hunn dat fir e gudde System gehalen an d'Schoule sinn och domat ganz gutt eens ginn.

Wat ass awer dëst Joer am Budget geschitt fir 2007? D'Schoule kruten un Dotatiounen Suen ewechgeholl, an zwar am Schnëtt eppes iwwer 8%. Dat geet bei verschidde Lycéeën bis zu 20%. Et sinn der och e puer, déi krute ganz liicht bäi, mä d'Dotatiounen sinn insgesamt erofgaangen. An der Chamberskommissioun hunn ech d'Madame Minister gefrot, firwat déi Dotatiounen erofgaange sinn, an ech mengen, et war och e Vertrieder vum der CSV, deen dat gefrot huet, dat war den Här Maroldt, do ass gesot ginn: Mä déi Schoulen haten ze vill Suen, dat ass jo schliesslech kee Spuerveräin.

Dat heescht, mir penaliséieren elo d'Schoulen, well se ekonomesch a sënnvoll mat deene Suen ëmgaange sinn, fir vläicht dann ee Joer gréisser Projeten ze realiséieren, andeem mer soen: Ma Dir hat Suen ze vill, elo kritt Der manner Dotatioun.

Ech fannen dat als System net déi richtig Approche, well ech der Meinung sinn, dass déi Approche, déi mer bis elo haten, fir d'Acteuren eenzel ze responsabiliséieren, fir e sënnvollen Émgang mat de Statsgelder ze maachen, dass mer dee System domat briechen. Mir fannen, dass dat e falscht Signal ass a mir fannen och, dass an der Erzieungspolitik souwuel inhaltlech wéi

budgetär déi falsch Signaler vum dëser Regierung ausginn.

Zum Schluss, Här President, erlaabt mer eng ganz perséinlech Remarque: Den 2. Dezember huet op RTL an der Emissioun „Background“ de Statsminister d'Bildungs-offensiv vum der DP kritiséiert, andeem hie gesot huet, hien hätt dat ni fir seriö geholl. Duerno, d'lescht Woch am Pressebriefing huet hien dat ofgeschwächt an hien huet gemengt, hie wier falsch verstane ginn.

Ech verstinn net, wéisou de Statsminister, dee jo en exzellente Rhetoriker ass, et ëmmer fäerdeg bréngt falsch verstanen ze ginn oder falsch interpretéiert ze ginn. Ech hunn de Verbatim hei, an et ass jo awer kaum ze méssverstoen. Ech muss lech soen, dass esou Aussoe politesch a mengenen Ae verwerflech sinn a fir mech perséinlech inakzeptabel sinn.

Et ass politesch verwerflech, well, wann dat stëmmt, wéi hien et elo dréint, dass seng Argumentatioun sech nëmmen op de Wahlkampf vum der DP bezunn hätt, da froen ech mech, firwat 1999 de Formateur Jean-Claude Juncker der Madame Hennicot d'Educatiounspolitik ewechgeholl huet!

D'Madame Hennicot war virdrun Educatiounsminister, si war och déi Zäit nach Partipresident vum der CSV, mengen ech, an hien huet hir dee Ressort ewechgeholl, fir en der DP ze ginn. D'DP huet dat selbstverständlech ugeholl, an ech muss soen, ech perséinlech sinn deen Défi mat ganz vill Determinatioun ugaangen a war mer menger Verantwortung bewosst.

Ech hunn déi Aarbecht esou gemaach, wéi ech dat gespiert hunn, an ech hunn un déi Politik gegleefft, déi ech do verdeedegt hunn, an ech gleewen haut nach drun. De Premierminister huet gemengt, hie misst dat diskreditéieren, an ech muss soen, dat ass a mengenen Aen e Mangel vu politischem Anstand.

An da wëll ech nach e Wuert soen, well dat perséinlech fir mech inakzeptabel ass: Mat där Deklaratioun huet den Här Jean-Claude Juncker mech perséinlech immens enttäuscht.

Mä, Här President, et geet hei weder ëm mech nach ëm den Här Juncker, et geet an der Educatiounspolitik ëm d'Zukunft vum de Kanner, et geet ëm d'Zukunft vum de Jugendelegen. An do sinn ech wierklech iwwerzeegt, dass déi Politik, déi am Moment geféiert gëtt, net an déi richtig Richtung geet, an dass mer duerfir méi wéi inquiets mussen sinn. Budgetsmittel stinn och net zur Verfügung, fir d'Politik an déi richtig Richtung ze lenken.

Ech soen lech villmoos Merci.

► **M. le Président**.- Merci, Madame Brasseur. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roger Negri** (LSAP).- Merci, Här President. Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'éischt dem Rapporteur Lucien Thiel Merci ze soe fir säi gudde schrëftlechen a mündleche Rapport an him domadder och nach eng Kéier ze félicitéieren.

Ech wëll am Kader vum der Budgetsdiskussioun iwwer e ganz spezifische Volet schwätzen, dee mer besonnesch um Häerz läit: Ech hat et schon am November a menger Ried zu de Budgetskonte vum 2004 gesot, dass mer e Problem hu mat der Budgetstransparenz.

Wann ech Transparenz soen, da mengen ech domat zweeërlee: Éischtens d'Transparenz vum Contenant, oder wann Dir esou wëllt, d'Transparenz am formelle Sënn vum der Duerstellung vum Budget; zweetens d'Transparenz vum Niveau vum politesche Contenu, dat heescht um Niveau vum de politesche Choixen, den agesate Moyenen an de Resultater vum der Politik.

Zum éischte Punkt: Mat formell mengen ech d'Méthodologie comptable an d'Présentatioun vum Budget. Op deem Plang ass d'Tâche vum allen implizéierten Acteuren net méi einfach ginn duerch déi duebel Presentatioun vum Budget,...

**(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)**

... déi am Moment noutwendeg ass.

Op där enger Sait hu mer eist nationaalt Kontabilitéitsgesetz vum 1999, wat eis virschreift, wat an de Statsbudget stoe kénnt an enner wéi enger Form. Op där anerer Sait hu mer no Maastricht de Système Européen des Comptes nationaux et régionaux vum 1995 kuerz SEC 95, an deem mer eis Zuelen all Joer am Kader vum Stabilitéits- a Wuesstempakt op Bréissel notifiéiere mussen.

Dass déi zwou Manéieren, fir de Budget opzestellen, fir vill Konfusioun suergen, brauch ech net extra ze erwähnen: Dat steet bal an all Avis, sief et vun de Berufskummeren, vum Statsrot, vun der Zentralbank oder vun der Cour des Comptes. Och d'Regierung ass sech där Saach bewosst, a mir hunn an der Finanz- a Budgetkommissioun mat verschiddene Ministere hire Beamte méi wéi eng Keier doriwwer geschwat. De Budgetsrapporteur huet dëst a sengem Rapport an och hei op der Tribün erëmginnt.

De SEC 95 huet ganz vill Virdeeler, mä en huet awer och eng ganz Rei Nodeeler. D'Virdeeler sinn enner anerem des zwee: Éischtens, dass mir e kompletten Iwwerbléck iwwert d'Finanzsituatioun vum öffentleche Secteur, der sougenannter Administration publique, kréien, wou alles mat dran ass - de kllasseschen Zentralstat, d'Spezialfongen, d'Établissements publics, d'Sécurité sociale an net zulescht och d'Gemengen -; zweetens, dass mir um nationale Plang mat deeneselwechten Zuele schaffe kënnen wéi um europäesche Plang an dass eis Zuelen international vergläichbar sinn.

Et gëtt och zwéi Nodeeler:

Éischtens, dass mer eis allegueren ëmstelle mussen, och hei an der Chamber. Bon, dat packe mer. Dont acte.

Zweetens awer, dass mer bei den Investissementsfongen an eng ganz cocasse Situation komme respektiv scho komm sinn. An der Logik nämlech vum SEC 95 sinn d'Reserve vum haut den Defizit vu muer, an d'antizyklisch Investitiounspolitik, déi net nëmme mir ausdrécklech bedreiwe wëllen, mä déi och vum Ecofin a vun der Bréisseler Kommissioun am Stabilitéitspakt verankert ginn ass, gëtt eis dee Moment, wou mer se praktikéieren, als Manktum u Rigueur ugerechent. Mir ännere vläicht den SEC 95 net, esou datt et ka sinn, dass mer zu Bréissel vernannt ginn, well mer a manner gudden Zäite Suen ausginn, déi mer a gudden Zäiten op d'Sait geluecht hunn. Do sinn net mir am Feeler, do ass e Feeler am System.

Här President, ech hunn opmierksam nogelauschert, wéi den Här Budgetminister eis d'lescht Woch erkläert huet, firwat d'Chamber sech géif wäit aus der Fënster leeën, wa se verlaangt, dass de Budget innerhalb vun dräi Joer ganz op d'europäesch Kontabilitéitsnorm ëmgestallt gëtt. Den Här Minister huet eis och erkläert, firwat dass hien do méi retizent ass.

Mir mengen awer trotzdeem, dass et kee Sënn mécht an och en enormen Opwand bedeit op Dauer zwéi verschidde Budgeten nienteneen opzestellen. An et ass och gutt, dass d'Chamber en Zäitplang vu maximal dräi Joer fir d'Transitioun op den SEC 95 freet, fir den Iwwergank méiglechst kuerz ze halen.

Dat gesot ass och kloer, dass meng Fraktioun hiren Accord zur Motioun wäert ginn, déi den Här Mosar elo grad deponéiert huet, well dat eis deen eenzege gangbare Wee ze si schéngt, fir dee Problem à moyen terme och geléist ze kréien.

Här President, esou vill zum Punkt 1, zum Contenant als formellen Aspekt vun der Transparenz vum Budget. Elo zum Punkt 2, zum Contenu, zum Inhalt vum Budget.

Transparenz heescht jo net nëmme novollzéien ze kënnen wéi vill Euroen an enger Budgetzeil ageschriwwen gi sinn an herno kontrolléieren ze kënnen, ob sech d'Exekutiv dru gehalen huet oder net. Transparenz heescht och net nëmme lëtzebuergesch mat europäesche Chiffere vergläichen ze kënnen oder e Gesamtiwwerbléck iwwert d'Finanzsituatioun vun der Administration publique ze kréien. Transparenz heescht och ze gesinn, wat den Objektiv vun enger Politik XY ass a wat d'Exekutiv mat de Moyenen, déi se zur Verfügung huet, tatsächlech um Terrain erreecht huet.

Ech hunn d'lescht Joer hei op dëser Tribün a menger Qualitéit als Budgetsrapporteur iwwert déi franséisch „Loi Organique relative aux Lois de Finances“, kuerz LOLF, geschwat. Ech widderhuelen elo net alles, wat ech deemools schonn zur Genèse an zu den Ziler vun der LOLF gesot hunn. Just esou vill: Et ass eng Method, fir de Statsbudget opzestellen, déi iwwert d'Approche comptable eraus och an haaptsächlech nom Sënn an Zweck vun der Action politique kuckt; déi net nëmme d'Legalitéit oder d'Regularitéit vun enger Dépense kuckt, mä och hir Effektivitéit; déi d'Logique des moyens duerch eng Logique des résultats ersetz; déi um Niveau vun der Administration méi Flexibilitéit mat méi Responsabilitéit am Ëmgang mat de Steiergelder verbënnt, an déi en fin de compte och als Catalyseur fir d'Moderniséierung vum Statsapparat ugesi gi kann.

Mä fir dat Ganz net ze vill theoretisch ze halen, erlaabt mer, wann ech gelift, d'Virdeeler vun esou enger Reform un engem ganz konkrete Beispill duerststellen.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech froen Iech, ouni dass Der mer awer sollt eng Äntwert ginn:...

**(Hilarité)**

... Wou steet an esoum Budget wéi vill eise Stat fir d'Héichschoulen, d'Fuerschung an d'Innovatioun ausgëtt?

**(Interruption)**

E wichtegen Zukunftsdomän vun eiser Politik, wou mir eis och am Kader vun der Lissabon-Strategie engagéiert hu bestëmmt Ziler ze errechen, déi sougenannten Objectifs de Barcelone.

Dir sot mer, dat steet am Budget vum Fuerschungsministère, an zwar an de Sektouren 03.0 an 03.5. Richteg! An d'Uni steet bei 03.6. Awer dat ass net alles. Och aner Ministère hu Kreditter an hirem Budget, fir d'Fuerschung an d'Innovatioun ze ënnerstëtzen: d'Ekonomie, d'Classes moyennes, d'Santé an esou weider.

Wann ech also e kompletten Iwwerbléck wëll kréien iwwer eis Dépense fir d'Fuerschung, da muss ech direkt an e puer Ministère sichen, fir déi entspreichend Budgetposten ze fannen. An nach, deemno wéi déi eenzel Budgetzeilen intituléiert sinn, muss een dräimol noliesen, ob dat elo relevant ass oder net.

E weidere Problem ass dee vun der Zouerdnung vun den Dépenses. Wann ech Personalkäschten oder soss Frais de fonctionnement hunn: Sinn dat da Fuerschungsausgaben oder sinn et keng? A wann zu deene Fuerschungsausgaben och d'Paie vun de Fuerscher zielen, dat awer net déi eenzeg Paie sinn, déi am Personalbudget vun engem Ministère oder Departement opgefouert sinn: Wou weess een dann, wéi vill ee vun deem Personalbudget als Fuerschungsausgab matziele soll?

Ech féieren dat elo net weider aus. Ech mengen, jiddereen heibanne weess, wou de Problem fir eng Legislativ läit, déi hir Missioun, déi se am Kader vun hirem Budgetrecht huet, gewëssenhaft erfëlle wëllt.

Elo, Här President, leeën ech dee franséische Projet de budget 2007 fir den Domän Recherche et Enseignement supérieur niewendrun. Wat gesi mer do?

Am Descriptif vun der Mission interministérielle „Recherche et Enseignement supérieur“, enger vu 34 Missiounen am Ganzen, déi de franséische Stat definéiert huet, gëtt op e puer Säite beschriwwen, wat fir Politikberäicher dës Missioun ëmfasst. Et ginn d'Objektiver vun der Fuerschung- an Héichschoulpolitik kuerz ëmraass, déi concernéiert Ministèren opgeléicht an de Personalkader festgeluecht.

Am Projet de budget selwer geet et da weider an den Detail. All Missioun ass an eng Rei Programmer opgedeelt. An der Recherche sinn dat zum Beispill de Programm 150 „Formations supérieures et recherche universitaire“ oder de Programm 231 „Vie étudiante“.

Dir fannt do och Programmer, déi sech der Recherche spatiale, der Recherche industrielle, der Energie, der Défense oder der Landwirtschaft unuelen. Déi eenzel Programmer ginn da weider prezisiéiert. Si sinn an Aktiounen ënnerdeelt. D'Objektiver ginn definéiert, d'Indicateurs de performance fir d'Evaluatioun ginn opgefouert an erkläert, an et ginn op déi eenzel Programmer an Aktiounen Budgete gesat, déi och nach eng Keier no fonctionnell Kategorien opgeschlüsselt sinn.

Och gëtt fir all Demande de crédit eng Justification au premier euro verlaangt. Dat heescht, dass de Responsable vum Programm net nëmme soe muss firwat eenzel Aktiounen elo méi oder manner Sue

brauchen, mä firwat se iwwerhaapt gebraucht ginn. De Budget gëtt also net einfach vu Joer zu Joer fortgeschriwwen, mä all Joer op en Neits a Fro gestallt. „zero-based budgeting“ heescht dat op Englesch.

Doriwwer eraus hunn d'Fransousen och aacht Politiques transversales definéiert. Ech zielen se emol ganz kuerz op:

1. Action extérieure de l'État;
2. Politique française en faveur du développement;
3. Sécurité routière;
4. Sécurité civile;
5. Enseignement supérieur;
6. Inclusion sociale;
7. Outre-mer;
8. Ville.

Den Enseignement supérieur - hutt Dir elo héieren - ass also eng dovun. An den Dokumenter zu dëse Politikberäicher gëtt op déiselwecht detailléiert Manéier duergestallt wat fir Programmer aus deene verschiddene Missiounen a Ministèren zu dëse transversale Politike bäidroen.

Wat bréngt dat? Ech menge ganz vill. Éischtens Transparenz, dat geet aus dësen Dokumenter ganz däitlech ervir, an zweetens méi Effektivitéit oder op d'mannst d'Méiglechkeet d'Politik besser ze evaluéieren.

Mir sinn ze vill an enger Logik vu Moyenen. Mir mussen awer an eng Logik vu Resultater erakommen. Net den Input zielt fir den Erfolg vun enger Politik, mä den Outcome.

Fir am Fallbeispill vun der Recherche ze bleiwen: Et mag zwar a priori eng gutt Saach sinn, d'Ausgabe fir d'Fuerschung an d'Innovatioun bis 2010 op 3% vum PIB eropzeschrauwen - 2% privat, 1% public -, mä d'Erreeche vun deem Seuil seet nach näischt iwwert d'Qualitéit vun den Dépenses aus, déi eben d'Funktioon vun de Resultater ass. An deem Sënn misst och bei der Presentatioun vun de Statskonten d'Regierung d'Resultater vun hirer Politik virleeën an erkläre firwat si hir Objektiv, déi se am Budgetsprojert annoncéiert huet, erreecht huet oder net. D'Rapports annuels vun de Ministère wärend do eng ganz gutt Ausgangsbasis.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'lescht Woch huet eng Zeitung titréiert, ech zitieren: „Sie sagen ‚strukturelle Reformen‘ und meinen Sozialabbau.“ Dat ass eng Ausso géint déi ech mech schonn d'lescht Joer a menger Budgetried gewiert hunn. Wann ee keng Alternativen ze bidden huet, dann ass dat vläicht esou. Mä wann een d'Méiglechkeeten, fir mat den disponible Moyenen e Maximum u Resultater ze errechen, nach net ausgeschöpft huet, da muss „manner“ net automatesch „méi schlecht“ bedeuten. A wann de Stat dann awer vu senge Bierger Aschränkung verlaange muss, dann ass et e Minimum, dass de Stat selwer mam gudden Beispill virgeet an all seng Méiglechkeeten ausnotzt, fir méi effektiv ze schaffen. Eng nei Budgetsarchitektur ass eng Manéier, fir dat ze errechen.

Firwat net einfach mat engem Pilotprojert ufänken? Mir fällt do e Ministère an, dee sech vläicht am beschten ubitt, fir esou e Pilotprojert se lancéieren, nämlech d'Kooperatioun. Firwat grad d'Kooperatioun? Net well, wann een esou wëllt, do de Besoin am Gréisste wär, mä well d'Kooperatioun haut scho gréisstendeels am „project management“ tätég ass. A wat ass eng LOLF soss anescht wéi eng Form vu modernem „project management“ um Niveau vum Stat a sengen Administratiounen?

D'Kooperatioun hätt och de Virdeel, dass op där enger Sait d'Objektiver vun der Politik grosso modo scho formuléiert sinn, zum Beispill am Fall vun den „Millennium goals“, oder dass eng systematesch Evaluatioun vun de Programmer a Projeten haut schonn Usus ass an de Ministère vläicht scho méi wéi aner Ministère Erfahrung op dësem Gebitt huet. Ech fannen dat eng Iddi, déi een emol virundreiwe sollt, fir am Klengen auszuprobéieren, wat herno am grouse Stil - och bei eis hei zu Lëtzebuerg - funktionéiere kéint.

Ech kéint elo och gradesou gutt eisen nationale Lissabon-Plang eraushuelen. Fir eis Kompetitivitéit ze verbessern a Vollbeschäftegung ze errechen hu mir eis eng ganz Rei vun Objektiv ginn, wou mer neierdängs mat Hëllef vu 86 Indicateuren am Tableau de bord „Compétitivité“ eis Fortschrétt moossen. Wat ech domat wëll soen: Dass mir, fir op de Wee vun enger LOLF ze goen, d'Rad net musse ganz nei erfannen. Mir hunn haut scho punktuell Instrumenter zur Verfügung, déi een am Kader vun enger Budgetreform weiderentwéckele kéint.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zu menger Konklusioun. Mir brauchen onbedéngt e Quantesprung an eiser Budgetpolitik. Dat gëtt ëmmer méi offensichtlech. D'Ëmstellung op de SEC 95 ass nëmme e klengen Deel dovunner, an eng nei Budgetsarchitektur nom Virbild vun der franséischer LOLF, deen anere méi wichtige. Awéiwäit dat eent mat deem anere kompatibel ass, dat bleift am Detail ze kucken an ze klären.

**(M. Laurent Mosar prend la Présidence)**

Ech soen och net, dass mir d'franséisch LOLF eent zu eent sollen iwwerhuelen. Dat soll eis awer net dervun ofhalen, dee Chantier emol ze entaméieren, fir dass mer eis Statsfinanzen net nëmme erëm an den Équilibrium bréngen, mä an e gesonden an transparenten Équilibrium, an domat am Endeffekt méi demokratesch Prozeduren an eis Statsfinanze bréngen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**))) Plusieurs voix - Très bien.**

**))) M. le Président.** - Ech soen dem Här Negri Merci. Als leschte Riedner ass den honorablen Här Jean-Pierre Klein agedroen. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

**))) M. Jean-Pierre Klein (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een de Finanzminister de leschte Mëttwoch gelauschert huet, wéi en am Kader vum Statsbudget iwwert d'Gemengefinanze geschwat huet, hätt ee kënnen mengen, d'Gemengen hätten elo neierdängs keng finanziell Problemer méi. Sécher bekloen d'Gemenge sech net iwwert déi zousätzlech 43,5 Milliounen Euro, déi hinnen an deenen nächsten dräi Joer iwwert d'Autossteuer zoukomme wäerten, mä dobäi därer een awer net vergiessen, dass se eleng am Joer 2005 46 Millioune manner iwwert de Fonds communal de Dotation financière erakritt haten, wéi dat, wat am Budget virgesi war. Déi zousätzlech Recetté vun der Autossteuer an de Joren 2007 bis 2009 kompenséieren dat also net emol.

D'Initiativ déi Gemenge finanziell ze ënnerstëtzen, déi Efforté maachen, fir zousätzlech Awunner bei sech opzehuelen, ass prinzipiell ze begréissen. Et brauch awer keen ze mengen, dass doduerch d'Gemenge finanziell aus dem Schneider wären. Engersäits hunn d'Gemenge sech virgeholl dës Plusvalue an d'Nohaltgeket ze investéieren, esou wéi och de Stat dat mécht. Dat mécht net dee Supplément, deen iwwert d'Autossteuer erakéint.

Anerersäits wëll ech drun erënneren, dass de Premierminister a senger Ried am Mee zur Lag vun der Natioun annoncéiert huet d'Plazen an de Structures d'accueil solle vun 8.000 haut op 30.000 am Joer 2013 eropgoen. Déi reell Käschen, fir ee Kand plein temps an enger Maison relais während engem Joer ze versueren, leien ëm déi 15.000 Euro, wouvunner d'Gemenge ongeféier een Dréttel bezilt. Et kann ee sech also ausrechnen, dass dëst d'Gemenge am Joer 2013 150 Milliounen Euro kaschte wäert. Wann ee weess, dass hir gesamt net zweckgebundene Recetten haut ongeféier eng Milliard Euro ausmaachen, kann ee sech e Bild dervu maache wat hei op se duerkéint.

An esou engem Kontext ass et schwéier nozevollzéie firwat dann och nach gefuerdert gëtt d'Gemenge solle sech zréckhale mat der Erhéijung vun hiren Taxen, an dat nodeem se zënter Jore vum Innenministère un d'Häerz geluecht kréie si sollen d'Gemengenservice dach wann ech gelift käschtedeckend ubidden. Jiddefalls ginn déi punktuell an isoléiert Moossnamen, déi d'Regierung elo agefouert huet, net duer, fir de Gemenge laangfristeg stabil a previsibel Recetten ze garantéieren.

Eng strukturell Reform vun de Gemengefinanzen ass duerfir noutwendeg, an zwar mat folgenden Objektiv: eng Reduktioun vum Gewicht vun der Gewerbesteier an de Gemengerecetten, fir hir Ofhänggeket vun dëser Steuer anzeschränken; eng méi enk Ubannung vun de Gemengerecetten un d'Statsrecetten, fir dass se parallel evoluéieren; eng systematesch Uwendung vum Konnexitéitsprinzip: Keng nei Missioun fir d'Gemenge ouni zousätzlech Moyenen, fir se duerschféieren; méi Transparenz an der Attributioun vu staatleche Subsiden un d'Gemenge an schlussendlech d'Méiglechkeet erëm hierzestellen d'Grondsteuer als Instrument vun der kommunaler Politik esou anzesetze wéi et urspringlech geduecht war.

Thema Grondsteuer: Iwwert dat Thema hu mer schonn oft op dëser Plaz geschwat, wou mer souger an enger Motioun ganz prezis Forderungen gestallt hunn, déi awer bis elo bei der Regierung nach ëmmer keng

Suite kritt huet, et ass d'ëst d'Reform vun der Grondsteuer, eng Gemengesteier. Ech fannen et zimlech erstaunlech, dass eng Motioun, déi 2003 ouni Géigestëmm vun d'ëser Chamber ugeholl ginn ass, einfach ignoréiert gëtt a gemaach gëtt wéi wann näischt gewiescht wär.

#### (Interruption)

Fir nach eng Kéier kuerz ze résuméieren ëm wat et hei gaangen ass: Nodeems d'Chamber festgehale hat, dass et wichteg wär zousätzlech Méiglechkeeten ze schafen, déi et de Gemenge sollen erlaben hir Recetten, an doduerch hir Finanzlag, ze verbesseren, huet se d'Regierung invitéiert, an ech zitieren: «à procéder à une réforme de l'impôt foncier; à abolir dans l'immédiat l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté grand-ducal du 27 juin 1967 du code fiscal qui stipule que les taux A et B sont liés».

D'ëst war e mëttelfristeg an e kuerzfristeg Zil. Dee leschte Punkt war geduecht, fir de Gemengen am Kader vun deem aktuelle System méi Flexibilitéit ze ginn, fir vun hirer fiskaler Autonomie Gebrauch ze maachen an d'Terrainen an d'Immobilien, déi der Grondsteuer B erleben, méi ze besteieren, ouni awer d'Landwirtschaft mat ze be- laaschten. D'ëst ass jo am Moment net méiglech, well déi zwee Tauxen uneneege- koppelt sinn.

Déi éischt Fuerderung war en Opruff, fir eng Reform vun der Grondsteuer am Allge- mengem ze lancéieren. Firwat ass d'ëse Revendicatioun bis elo keng Rechnung gedroe ginn?

Wat déi kuerzfristeg Mesuren ubelaangt gëtt eis vu Säite vun der Regierung gesot, dass esou eng punktuell Adaptatioun net méiglech ass, well dann de Risiko besteet, dass, wann d'Gemengen hir Tauxen héijen, d'Ongerechtheete vun der aktuelle System just géife verstärkt ginn. Folglech misst een da schon eng komplett Reform vun der Grondsteuer maachen.

Op där anerer Säit wëllt een awer anscheinend net un esou eng Reform eruegen, well se eng nei Bewäertung vun den Immeublen an den Terrainen am ganze Land mat sech bréngt géif, a fir esou eng Aufgab duerch- zeféieren ass eis Steierverwaltung an- scheinend net équipéiert, wat d'Disponibi- litéit vun de Leit ubelaangt.

Hei bässt dach awer d'Kaz sech an de Schwanz. Mat esou Raisonement komme mer net virun.

Wann de politesche Wëllen do ass muss och eng Reform méiglech sinn. Et brauch een nëmme bei eis däitsch Noperen eriwwezekucken, déi jo bekanntlech no deemselwechte Grondsteiersystem fuere wéi mir, wou am Moment en neit Gesetz ausgeschafft gëtt.

Erlaabt mer fir d'ëischt nach eng Kéier kuerz op d'Argumenter anzegoen, firwat d'Grondsteuer an där heiteger Form ofge- ännert soll ginn. Duerno géif ech dann e puer Pisten opzeichnen a wéi eng Richtung esou eng Reform goe kënt.

1. D'Berechnung vun der Base d'assiette vun der Grondsteuer féiert zu Ongerechthe- keeten an ass net transparent fir de Steuer- zueler.

Den Haaptproblem bei der heiteger Berech- nung vun der Grondsteuer sinn déi souge- nannten „valeurs unitaires“, déi de Wäert vun den Terrainen an den Immeuble be- stëmmen. Hautdësdags ginn dës „valeurs unitaires“ nach ëmmer no der Präissitua- tioun vun 1941 gerechent.

Or, et kann ee sech jo gutt virstellen, dass en Terrain zu Bartreng oder Stroossen, fir elo nëmme déi Beispiller ze huelen, Gemengen, déi 1941 nach zum ländleche Raum gezielt hunn, ee ganz anere Wäert hate wéi haut, wou se zur Peripherie vun der Stad Lëtzebuerg zielen.

Et besteet also éischtens emol e kompletten Décalage tëschent der Bewäertung, déi vun der Steierverwaltung gemaach gëtt, an dem tatsächlechen heitege Wäert vun den Terrainen a Gebailechkeeten.

Doriwwer erass ass et och net d'Fläch vun Terrain oder vum Haus, déi eleng ausschlag- gebend sinn, fir de Wäert ze berechnen. Hei gëtt et eng Rei Regelen a Kritären, déi iwwerengs och nach aus de 40er Jore stamen, déi d'ëse Bewäertungsmodus mat beaflossen. Wéi eng Kritären dës genee sinn a wéi se ugewannt ginn ass eng Infor- matioun, déi dem Bierger eigentlech guer net zougänglech ass, well se net telle quelle an engem Gesetz erëmzefannen ass.

2. De bürokrateschen Opwand, deen et kascht, fir d'Grondsteuer anzendreiwen, ass disproportioniéiert zu deem, wat se u Recet- ten erabrëngt.

Et sief drun erënnert, dass d'Grondsteuer 1980 - den A an de B - nach 2,8% vun den

ordinäre Recettë vun de Gemengen ausge- maach huet; 2005 waren et nach just 1,5%. Dës Evolutioun ass besonnesch markant bei der Grondsteuer A, déi haut manner wéi 1,4 Milliounen Euro erabrëngt, wat nach just 0,09% vun de Gemengerecetten ausmécht.

3. D'Gemengen hunn a Wierklechkeet kee reelle Spillraum méi, fir hir fiskal Autonomie um Niveau vun der Grondsteuer spillen ze loossen.

An deene leschte Joren hunn ëmmer manner Gemenge vun der Méiglechkeet Gebrauch gemaach hire kommunalen Hiewesaz vun der Grondsteuer substanzuell eropzesetzen. D'Urssaache si bekannt:

Engersäits hu mer, wéi scho gesot, de Pro- blem vun der Uneneekoppelung vun den Tauxen A a B. Anerersäits huet de System, deen op d'Wärter vun 1941 baséiert, zu grouss Verzerrunge gefouert. Eng Ge- meng, déi hiren Taux hieft, verstärkt dës Verzerrungen a mécht aus klengen Onge- rechtheete grouss Ongerechtheeten.

An anere Wieder: Och wann d'Grondsteuer theoretisch e Mëttel ass, dat de Gemengen et erlabt soll hir fiskal Autonomie spillen ze loossen, esou ass d'ëse Autonomie a Wier- klechkeet staark ageschränkt!

Wéi kéint dann elo eng Reform vun der Grondsteuer ausgesinn?

Ech fannen et interessant sech vun den Iddien inspiréieren ze loossen, déi an Däitschland am Moment um Dësch leien. Do gëtt Folgendes proposéiert:

- 1) d'Grondsteuer A soll ofgeschaf ginn;
- 2) d'Grondsteuer B soll eng nei Base d'as- siette kréien.

D'Propositioun fir d'Grondsteuer A ofze- schafe kënt engem op den éischte Bléck revolutionär vir, ass awer eigentlech ganz logesch, wann een d'Saach aus enger histoirescher Perspektiv analyséiert.

Fir den Ertrag fir säi Liewensënnerhalt an d'Moyene fir d'Steiere kënnen ze erwirt- schafte war de Bauer ursprüngelech gehal- sän Terrain esou intensiv wéi méiglech ze notzen. An deene leschte 40 Jore huet dës Situatioun sech awer fundamental geännert an Europa.

Ee vun den Haaptproblemer ass haut net méi, dass net genuch produzéiert gëtt, mä dass ze vill produzéiert gëtt. An hei läit de Paradox: Während d'Bauere Primä be- zuelt kréien, fir hir Lännereie broochleien ze loossen, hu mir genee wéi déi Däitsch eng Steuer, déi op de Prinzip vun enger inten- siver Nutzung vun landwirtschaftleche Buedem berout.

Dës Steuer ass duerfir weder gerechtfertegt nach ass se fir d'Gemenge finanziell interes- sant. An anere Wieder, si ass einfach net méi zäitgeméiss.

Den zweete Prinzip vun der zukünftiger Reform an Däitschland ass d'Festleeë vun enger neier Base d'assiette fir d'Grondsteuer B.

Et gëtt proposéiert de System vun den „valeurs unitaires“ ze ersetzen duerch e vereinfachte System, deen engersäits op der Fläch vun de Gebaier respektiv den Terrain baséiert, anerersäits op der Zort vu Gebai, dat drop steet: Wunnhaus, Büros- gebai, Industriegebai, Hotel oder Bauere- betrib.

Andeems een d'Bewäertung op just e Mini- mum vu Kritären: d'Fläch an d'Notzung vun Gebai, reduzéiert, vereinfacht een net nëm- men déi administrativ Prozeduren a spuert domat Zäit a Suen, mä et mécht een de Sys- tem och méi transparent fir de Bierger.

Ech fannen, dass d'ëst eng interessant Aus- gangsbasis ass fir eng Diskussioun zu Lët- zebuerg, och wann een natierlech verschid- dene spezifeschen nationalen Ëmstänn Rechnung droe misst.

Wéi ee gesäit ass et technesch gesinn also keng Saach vun der Onméiglechkeet, esou eng Reform duerchzeféieren. Et muss allerdéngs de politesche Wëllen do sinn, fir dat ze maachen.

Sécher, esou eng Reform huet als Konse- quenz, dass eng Rei Leit déi Grondsteuer wäerte bezeue wéi bis elo. Mä donieft brëngt eng adequat an effikass Grondsteuer awer eng Rei Virdeeler mat sech, déi ech hei nach eng Kéier résuméiere wëllt:

- 1) En zäitgeméissen an transparente Sys- tem, dee fir de Steuerzueler novollzëbar ass an als gerecht emfonnt gëtt.
- 2) Méi fiskal Autonomie fir d'Gemengen. Aus finanzwëssenschaftlecher Siicht ass d'Grondsteuer eng gutt Gemengesteier. Si stellt eng Relatioun hier tëschent dem Bierger a senger Gemeng an ass eng Zort Kompensatioun fir d'Gemengeservicer, déi him zur Verfügung stinn.

3) Potenziell zousätzlech Recettë fir d'Ge- mengem.

4) E positiven Effekt am Beräich vum Loge- ment, andeems se d'Praxis découragéiert, d'Terrainen zu Spekulationszwecker net op de Maart ze bréngen.

Ënner anerer aus gemengepolitescher Siicht kann eng Reform vun der Grondsteuer also eng ganz Rei positiv Auswierkungen hunn. Ech hoffen, dass dës Iwwerleeungen zur Diskussioun stinn, wa mer deemnächst wäerte weider iwwert d'Gemengefinanzen am Kader vun den Aarbechten iwwert d'Re- forme territoriale schwätzen.

Nodeems mer d'Regierung schon 2003 opgeruff haten eng Reform vun der Grond- steier an d'Weeër ze leeden, géif ech mer zumindest och wënschen, dass se d'Bereitschaft géif manifestéiere mat an dës Richtung ze goen.

Ech soen Iech Merci.

» Plusieus voix.- Très bien.

» M. le Président.- Ech soen dem Här Jempy Klein Merci. Elo kritt nach d'Re- gierung d'Wuert, den Här Budgetsminister Luc Frieden.

» M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif gären als Budgetsminis- ter zum Schluss vun dësen Debatte Merci soe fir déi interessant Ausféierungen, déi gemaach gi sinn. A wann ech vun der Inter- ventioun vum Vertrieber vun der ADR ofge- sinn, da muss ech soen, dat se och alle- guerten am Toun an am Inhalt sachlech waren, och wann ee selbstverständlech mat där enger oder anerer Analys net onbedéngt d'accord ass.

Déi Debatten hei hu bewisen, dass déi Analys, déi d'Regierung gemaach huet, op grouss Strecke gedeelt gëtt. Nämlech, dass mer hei e Wee gewisen hunn, wéi een zolidd Statsfinanzen erhale kann. Deenen enge geet et net schnell genuch, deenen aneren ze schnell, mä am Fong ass an der Budgetpolitik eng Kontinuitéit, wann ech iwwert déi lescht acht bis zéng Jore kucken; a se war ëmmer charakteriséiert duerch grouss Virsiichtegkeet.

Dat dierft och net erstaunen, well déi, déi fir d'Finanz- an d'Budgetpolitik an deene leschte Joren zoustänneg waren, och bei ënnerschiddleche Koalitiounen net ge- ännert hunn. An et wär komesch wann d'ë- selwecht Leit géifen, jee no Koalitioun, eng total aner Budgetpolitik maachen.

Souwiso mengen ech, dass d'Budgetspol- itik sech a villen Iwwerleeunge muss lass- léise vun der Parteipolitik. D'Budgetspol- itik, d'Finanzpolitik ass d'Grundlag vun engem Stat. Si ass selbstverständlech an deem Sënn héich politesch, dat jee no Ausgabechoixen a jee no Fixatioun vun de Steieren ee wesentlech politesch Akzenter ka setzen. Bei der Ausrichtung misst ee sech ëmmer eens sinn, dat e Land all In- térêt drun huet, gesond Statsfinanzen ze halen.

Ech weess, dass dat net jiddferengem seng Opfaassung an all de Länner ass, well et heiandsdo méi einfach ass Schold ze maachen a méi einfach ass d'Steieren eropze- setzen, well een da verschidden Aufgaben tätege kann. Mir mussen eis ëmmer be- wusst sinn, dass e klengt Land keen Inté- rêt drun huet héich Steieren ze hunn, well da ginn d'Beriber op aner Plazen, an ee klengt Land och keen Inté- rêt drun huet héich Schold ze maachen, well d'Zuel vun de- nen, déi déi Schold mussen zrëckbezuelen, bleift ëmmer kleng respektiv huet dat och eppes mat der Liewensqualitéit an der Attraktivitéit vum Site ze dinn.

An da muss een d'Budgetpolitik och ëmmer gesinn an der Perspektiv vun deene Joren duerno. Ech maache kee Budget an hunn an deene leschte Jore keen eenzege Budget gemaach, wou ech mech net gefrot hunn: Wat bedeit dat do da fir an zwee, dräi Jore?

Et ass an deem Sënn, wou ech och d'Pro- positiounen oder d'Reflexioun begréissen, déi hei de Fraktiounsresident vun der DP gemaach huet, fir ze soen: Mir mussen och kucken, wat sinn dann déi grouss Défi- en, déi sech no 2009 stellen. Dat ass eng Re- flexioun, déi ech mer als Budgetsminister ëmmer maachen an déi och aner Kolleegen an der Regierung sech maachen. An dat een doriwwer diskutéiert, och ausserhalb vum parlamentaresche Raum, quitte dat d'Décisioun ëmmer am Parlament bleiwe muss, ass eng Iddi, déi ech novollzéie kann an och begréissen.

Den Här Deputéierte Goerens proposéiert, fir do och déi Reflexioun an dee Comité iwwer den Développement durable ze ginn. Ech mengen, dat ass eng Plaz wou iwwer

esou Saache soll diskutéiert ginn, duerfir och déi ënnerschiddlech Kompositioun an deem Comité, mä et geet net duer, dass se do diskutéiert gëtt. Si muss selbstverständ- lech och heibannen an och an de Kommis- sione vun Parlament vernetzt gefouert ginn. Oft hunn ech d'Impressioun, dass mer iwwer en Deel vun der Politik diskutéieren an da vergiessen, dass dat jo och eng Inzi- denz op aner Beräicher huet.

Duerfir muss ech soen, dass ech mat där Motioun, déi den Här Goerens do dépo- séiert huet, an déi, mengen ech, och vun anere Fraktiounen ënnerschriwwé gëtt, liewe kann. Mä, wéi gesot, mä Wonsch wär et, dass mer dat net nëmme ofschieben op esou ee Comité, mä dass mer eis och als responsabel Politiker hei am Land mat där Fro auserneesetzen.

Ech sot, d'ëse Budget ass eng „road map“ fir zolidd Statsfinanzen. Et ass e Reform- budget, an ech géif dat nach eng Kéier gären un zwee Elementer festhalen.

Mir hunn net eleng ze kucke wéi an engem Joer d'Ausgabe par rapport zu de Recettë sinn. Mir muss kucke wéi ass d'Evolutioun vun den Dépense par rapport zum Brutto- inlandsprodukt a wéi ass d'Evolutioun vun de Recettë par rapport zum Bruttoinlands- produkt.

A wa mer dat kucken, da gesi mer, dass mer e Schrëtt an déi richteg Richtung gemaach hunn.

Well wa mer 2000 Recettes/Dépenses hate par rapport zum PIB vu 37% als Ratio, da si mer 2005 op 42% eropgaangen a mer sinn elo erëm op 40% erofgaangen. Well wat hu mer festgestalt?

De Ratio dépenses par rapport zum PIB ass permanent eropgaangen an de Ratio recettes par rapport zum PIB ass quasi stabil bliwwen. An et ass dee Problem, dee mer an de Gréif kréie mussen, an et ass un deem Problem, wou mer geschafft hunn an dee seng éischt Akzenter och an deem Budget fénn, an déi Effortë muss konse- quent och an den nächste Budgete viruge- fouert ginn.

Zweet Remarque: Spueren heescht net Ofbau. D'ëse Budget ass kee Budget vum sozialen Ofbau, well d'Leit hu genau dat Nämlech wéi virun.

Wann ee seet: „Mir mussen spueren.“, dann huet d'Regierung e Wee proposéiert, net fir de Leit eppes ewechzehuelen; et huet keen a sengem Virement bei senger Pai oder bei sengen Zoulagen, déi e vum Stat kritt, manner kritt. Mir hu just gesot, mir loossen déi Dépense manner schnell uwuessen, fir se och kënnen laangfristeg ze finanzéieren.

Et ass ee méi populär, wann ee seet: „Ma jiddferer kritt d'nächst Joer 5% bai, an da kucke mir déi dat a fënnef Joer geet.“ Dat wär keng responsabel Politik. Et gëtt een zwar da vläicht héich gewielt, mä op d'mannst no fënnef Joer huet een en décke Problem. An dofir hu mir gesot, mir kucken, dass mer dat, wat mer hunn, kënnen laang- fristeg assuréieren, an duerfir wuessen d'Dépense manner schnell.

An da stellen ech an deenen Debatten hei eng gewësse Kontradiktioun fest, op d'mannst bei verschiddenen; an ech gi gären zou, dass een déi Kontradiktioun oft bei sech selwer erëmfënn.

Jiddferen hätt gären, dass d'Steiere géifen erofgoen oder duerch d'internationaalt Ëm- feld adaptéiert ginn un d'Inflatioun, zugläich wëlle mer awer bei den Dépense net déi noutwendeg Bremsen aleeeën, well mer hei oder do fuerderen. Zesumme geet dat natierlech net an duerfir hu mer am Budget 2007 gekuckt, dass d'Dépense manner schnell wuesse wéi d'Recetten.

Wa mer awer elo d'Steieren nach erof- setzen, wéi dat hei vun enger Rei Riedner gefuerdert ginn ass, da muss een natierlech och soen, wou een dann déi zousätzlech Dépense sträiche geet. An do ass et mir an d'ëser Debatt net ganz kloer gi wat déi da géife proposéieren nach weider un Dé- pense ze sträichen, wann een d'Steieren erofsetzt, well kuerzfristeg huet eng Steuer- reduktioun natierlech zum Effet, dass ee manner Recettë kritt. Mëttelfristeg - an dat ass jo och dat wat mer 2000, 2001 gemaach hunn - muss een hoffen, dass doduerch méi Activité économique kënt.

Dofir huet jo och de Stats- a Finanzminister gesot, datt d'Regierung d'nächst Joer iwwert de Gesamtpak vun de Steiere kuckt, souwuel fir d'Betriber wéi fir d'Privatleit, ëmmer och am Bléck vum Budgetséquilibrium. An duerfir kann ech och am Numm vun der Regierung net d'accord si mat Motioune wéi där, déi vun der ADR hei abruucht gi sinn, wou gesot gëtt: Just bei de Privatpersoune mussen mir déi doten an déi dote Moosnamen d'nächst Joer maachen.

D'Steierpolitik muss een ëmmer am Ganze kucken. Bei der Steierpolitik kann ee sech net eppes erauspicken - et kann een dat maachen, mä dat ass net eis Approche. An duerfir, mengen ech, solle mer d'Gesamtsteierpolitik d'nächst Joer kucken, esou wéi mer dat all Joers kucken, mä zugläich awer och kucken, wat fir een Effet huet dat op de Budget a wat kënnen mer dann am Budget bei den Dépensen net maachen.

Mir müssen, an dat ass heibanne gesot ginn, ëmmer méi attraktiv si wéi d'Ausland.

An dann ass d'Situatioun vun Holland bei der Betriebsbesteuerung zum Beispill hei beschriwwen ginn. Ech wëll just hei drop hiweisen, datt, wa verschidde Moosnamen an der hollännescher Betriebsbesteuerung attraktiv sinn an erofgesat gi sinn, dann ass dat awer zum Deel op Käschte vun der Besteuerung vun de Privatpersoune gaangen. De Maximumstaux, deen d'Privatpersoune an Holland bezuelen, läit bei 50%; zu Lëtzebuerg bei 38%.

An Däitschland proposéiert elo déi nei Regierung fir d'Kierperschaftssteuer erofzesetzen; si hunn awer zugläich d'TVA ëm 3% eropgesat.

An duerfir soen ech, et kann ee sech net iergendwou eppes erauspicken a soen: Macht et wéi déi doten. Da muss een dat Ganz kucken!

Ech soen nach eng Kéier: D'Regierung ass determinéiert fir souwuel d'Betriebsbesteuerung wéi d'Besteuerung vun de Privatpersoune attraktiv ze halen, och am internationalen Ëmfeld, fir Ajustementer ze maachen, déi eis méi konkurrenzfähig maachen, à condition datt mer eis vun Zil, de Budgetséquilibrium ze erreechen, net oflenke loosse.

Déi Finanzplaz wäert - an ech soen dat och hei, well e puer Riedner op d'Wichtigkeet vun der Finanzplaz higewisen hunn - eis voll Ënnerstützung weiderhi fannen. Déi Finanzplaz ass eng ganz dynamesch. Déi ass eng, wou d'Acteure mer soen, datt d'Ëmfeld klappt, datt d'Ëmfeld Vertraue schafft.

Net méi spéit wéi de Moien, just ier ech an d'Chamber komm sinn, hunn ech enger neier Bank den Agrément ginn, déi sech zu Lëtzebuerg etabléiert, eng Bank mat lëtzebuergeschem Kapital; wou also Leit och beweisen, datt se groust Vertrauen an d'Finanzplaz hunn, well se vill Suen an esou ee Projet erastiechen. Well se der Meinung sinn, datt zu Lëtzebuerg an deenen nächste Joren nach ganz vill ka gemaach ginn.

An duerfir mengen ech, datt dat Schrëtt sinn, déi beweisen, datt Lëtzebuerg eppes ze bidden huet. An och déi auslännesch Finanzleit, deenen ech an deene leschte Woche begéint sinn, hu mer ëmmer erëm gesot, datt si och wëlles hunn d'nächst Joer nei Leit anzustellen; esou datt do also net un Ofbau geduecht gëtt, mä datt se mat de Rahmbedingungen, déi d'Politik geschaffen huet, vu Lëtzebuerg aus wëllen europäesch Geschäftert tätegen.

Zu deene Budgetsdebatten géif ech wëllen derbaifügen, datt e puer Riedner iwwert déi sougenannte Plus-valuë vun 2006 geschwat hunn.

Ech wëll hei nach eng Kéier drop hiweisen, datt de Gros vun deene Plus-valuë der vun enger ganz exceptioneller Natur sinn an eemoleg sinn. Ech weess net, wou déi Ziffer vu 700 Milliounen hierkënn, déi do ëmmer erëm an de Raum gestallt gëtt.

Et kënnen der méi sinn, mä da muss een am Fong ëmmer direkt bedenken, datt 600 Milliounen an deene Joer eleng duerch d'Operatiounen ronderëm Arcelor-Mittal bedéngt sinn: 400 Milliounen duerch d'Vente oder den Échange vun eiser Participatioun vum Stat, eng 40 Milliounen duerch d'Dividendë vun der Arcelor, an eng 100 bis 150 Milliounen, wat déi Besteuerung op den Dividenden ass, déi un anerer bezuelt gi sinn, déi de Stat duerch déi Operatioun kritt huet.

Et muss ee sech also bewusst sinn, dat si Suen, déi kommen net automatesch d'nächst Joer erëm; also kann een domadder keng Zukunftspolitik maachen. Mir si frou, datt se komm sinn, mä duerfir hu mir och gesot: Déi lafe guer net an de Budget. Duerfir kann een elo och net mat deenen dauerhaft Politike maachen. Do muss een Zukunftsgestaltung maachen, an ech hunn a menger Budgetsried gesot, wat mer notament mat deene Suen envisagéieren ze maachen.

Eng Rei Kolleegen hunn an deem Kontext gesot: Déi Reserve mussen weider opgebaut ginn, och duerch déi Plus-valuen, déi dann eventuell kommen, Abstraction faite vun deene Suen Arcelor-Mittal; da bleiwe vläicht nach - loosse mer soen - 200 Milliounen.

Do läit, léif Kolleegen, eng Kontradiktioun vun deem, wat der vill vun lech gesot hunn, wa se gären eng aner Presentatioun vum Budget hätten. D'Regierung ass d'accord lech d'nächst Joer en drëtten Volume zum Budget ze schreiwen, nach muss ech Beamte fannen, déi och nach Zäit hunn en drëtten Volume zum Budget ze schreiwen. Ech weess och net, ob d'Leit dann den éischten an den zweeten liesen, well vill Leit ware schonn erstaunt, datt et iwwerhaupt en zweeten Deel vum Budget gëtt; ech hunn dat dobaussen e bësse getest.

Mir schreiwen d'nächst Joer och nach en drëtten Volume. Dat ass schrecklech vill Aarbecht, wëll ech lech just soen, och am Numm vun deene Beamten, déi dat mussen schreiwen. Mir wäerten also d'nächst Joer och en drëtt Buch an d'Chamber bréngen. Mä hei ass jo d'Grondfuerderung, fir eng ganz aner Presentatioun vum Budget ze maachen.

Mir huelen déi Motioune, déi hei eestëmmege vun der Chamber wäert verabschied ginn, well all Fraktiounen ënnerschriwwen hunn, un. Ech soen lech just nach eng Kéier, datt, wa mer an Zukunft Avoiren an de Fongen hunn, wa mer Reserven op d'Säit setzen, déi fannt Dir dann a kenge Chiffere méi erëm. Ech hätt gären, datt Der lech och mat där Fro auseruesetzt, an ech hu wëlles am Laf vun nächste Joer vläicht och emol eng Kéier e Gespréich an der Finanzkommissioun iwwert déi dote Problematiken ze kréien, well ech weess, datt et Leit gëtt, déi sech vill mat deene Saachen ofginn - an der Finanzkommissioun sinn eng ganz Rei Kolleegen, déi déi Problemer och mat gesinn -, fir datt mer och doriwwer diskutieren.

Da soen ech och, dofir sinn ech e bëssen driwwer erstaunt, datt och trotzdem wéineg hei iwwert d'Reserve vum Stat an deeser Debatt geschwat ginn ass, well all Kéiers wa mer an engem Joer méi ausgi wéi dat, wat mer an deem Joer erakréien, dann hu mer en Defizit, ob mer dee mat Reserv bezuelen oder mat Emprunt. An all Kéiers wa mer eppes Groussen bauen, dann hu mer automatesch an der Zukunft och en Defizit.

Zum Beispill ass hei wéineg geschwat ginn iwwert d'Dépense vum Fonds Belval. Ech mengen d'Madame Mutsch hat kuerz dovunner geschwat, mä net an der Perspektiv

vun der Gesamtpresentatioun vum Budget. Déi stinn net am Budget. Déi sinn an eise Chiffere Maastricht dran. Also müssen déi dann och hei mat gestëmmt ginn. Mä wann een do zum Beispill eng Universitéit baut oder eng gréisser Strooss op engem gewëssene Joer, op engem gewëssenen Exercice, dann ass dat eng enorm Dépense. Déi kann net mat deene Sue vun deem Joer bezuelt ginn. Also huet ee logescherweis do en Defizit.

An der Analys vum Defizit wär ech frou, wa mer och géife méi iwwert den Niveau vun der Schold schwätzen, deen eemoleg niddereg an Europa ass - an dat géif ech och gären esou behalen -, an iwwer Reserven, déi ëmmerhin nach do sinn. Well ech ka mech un all déi erënneren, déi virun de Wahle gesot hunn: Dir wäert gesinn, am Joer 2004 si keng Reserve méi do. Mir sinn elo 2007 an e puer Deeg an déi sinn nach ëmmer do a mir wäerten och duerfir suergen, datt déi net séier ausgi ginn. Zum Beispill, wann ech de Fonds du rail huelen, dann hu mer do schonn e Finanzement fir déi nächst Jore virgesinn. An duerfir, an enger nuancierterer Analys vun deenen, déi dat net parteipolitesch kucken, mengen ech, muss een dat och unerkennen.

Just, et bleift, datt mir d'accord sinn eng aner Presentatioun vum Budget ze maachen, mä da mussen mer Äntwerte fannen. Wat maache mer da mat de Reserven, insofern mer der hunn? Wat maache mer zum Beispill mam Amortissement vun der Dette, wat Maastricht no iwwerhaupt net ausgewise gëtt? Dat ass keng einfach Fro. Duerfir si mer bereet an där Fro ze schaffen. Mä e Budget, deen een einfach versteet - ech hu mer och d'Budgete vun den Nopeschlänner ugekuckt -, dat ass net esou einfach, à moins datt een eng Broschür mécht, déi einfach nëmmen d'Schlüsselerementen duerstellt, da kann een dat liicht anescht presentéieren.

Ech muss och soen, ech selwer sinn net ganz zefridde mat där Presentatioun wéi se zënter 50 Joer zu Lëtzebuerg gemaach ginn ass. Déi ass gutt fir Techniker. Déi ass gutt fir Leit, déi sech mat de Statsfinanzen ofginn. Déi ass net gutt fir d'Communication grand public. Mä do soen ech nach eng Kéier, och do si mer spuersam Leit. An der Finanzinspektioun schaffen net esou vill Leit, datt mer och nach kënnen grouss Broschüren erausginn.

Ech hu gekuckt, an den Nopeschlänner, do hu se an de Finanzministère gréisser Departementer, déi sech just mat der Öffentlechekeetsaarbecht beschäftegen. Déi maachen dann natierlech faarweg Broschüren. Mir hunn net wëlles dat ze maachen, well och mir si spuersam, och mir reduzieren d'Fonctionnementskäschten. Ech wäert awer selwer kucke wéi een dat vläicht e bësse méi verständlech duerstelle kann. Ech soen awer nach eng Kéier: Déi, déi et wëlle verstoen an déi sech wëllen am Detail mam Budget ofginn, déi verstinn et och elo.

An deem Kontext mussen mer dann och eng Diskussioun kréien iwwert déi Suen, déi bis elo net am klassische Budget esou zur Diskussioun komm sinn; ech hunn lech d'Beispill gi vum Fonds Belval. Da mussen mer natierlech och méi iwwert d'Sécurité sociale schwätzen. Et bleift ee Fakt, datt, wa mer en héijen Defizit bei der Administration centrale hunn, deen zu engem ganz groussen Deel dohier kënn, datt mer honnerte vu Milliounen aus dem Statsbudget an d'Sécurité sociale transféréieren.

Den Iwwerschoss vun der Sécurité sociale kënn duerch déi enorm Zoufuer vu Geld, déi se aus dem Statsbudget kritt. Net nëmmen, mä wa mer zum Beispill en anere System vum Finanzement vun der Sécurité sociale hätten, da geséich eisen Administration-centrales-Budget ganz anescht aus. An duerfir kucke mer jo d'Administration publique...

### (Interruption)

Wann ech duerfir soen, datt mer déi 0,9% Defizit müssen an der Diskussioun kucken, dann ass dat, well mer och deen an deenen anere Länner kucken. Dir wësst zum Beispill guer net: Weess een heibanne wat den Defizit vun Däitschland oder Frankräich um Niveau vun der Administration centrale ass? Dat weess heibanne keen, well dat publizéieren déi iwwerhaupt net an hiren Dokumenter. Déi 2,5% Defizit, déi d'Nopere fir de Moment publizéieren, déi sinn ze vergläiche mat eisen 0,9%. Déi schwätze just iwwert dee Chiffer.

Duerfir ass et och net déi Milliard vun där Dir hei geschwat hutt, déi an der Diskussioun muss sinn, mä déi 300 Milliounen Defizit. Et ass en Defizit, dee mer nach gären erf hätten. Dat ass en Defizit, dee mer mat de Reserve finanzéieren kënnen. An ech hätt gären, datt mer eng nuanciert Diskussioun iwwert d'Statsfinanzen hätten. D'Situatioun ass schwierig. Mir mussen virsiichteg bleiwen. Mir dierfen d'Suen net einfach ausginn.

Mir müssen zu alle Forderungen fir méi Dépensen Nee soen, well ech hätt gären, datt mer responsabel mat de Statssue bleiwen, esou wéi mer dat an de leschten zéng Joer waren. Mir packen et, wa mer eis weider op deem responsablen, séchere Wee vun de Statsfinanzen bewegen. Dee séchere Wee vun de Statsfinanzen, dat heescht fir eis: Eng sozial Responsabilitéit iwwert de Wee vum Stat assuréieren; dat heescht, e wirtschaftsfrëndlecht Ëmfeld halen, wat erméiglecht, datt Betriber op Lëtzebuerg kommen, zu Lëtzebuerg bleiwen, Aarbechtsplaze schaffen, an dat heescht och, datt de Stat senge Grondaufgaben, wéi Sécherheet, wéi Educatioun, wéi Gesondheet, och an Zukunft wäert voll a ganz gerecht ginn.

Alles zesumme geet, mä et kann een net zu allem Jo soen, well et muss een e Plaffong fir verschidde Saachen setzen. An dee Plaffong hu mer d'Joer méi wéi an de Jore virun, souwuel bei den Investitiouns-ausgaben wéi bei de Sozialausgaben, gesat. Plaffong heescht net, datt d'Dépensen net dierfen uwuessen. Plaffong heescht, datt mer mussen kucken, datt se net méi schnell wuessen wéi d'Einnahmen an net méi schnell wuessen wéi de Ratio tëscht den Dépensen an dem Bruttoinlandsprodukt.

Ech mengen, datt d'ëst wierklech e seriöse Budget ass, deen op eng responsabel Aart a Weis opgestallt ginn ass. Duerfir wënscht d'Regierung sech och nach eng Kéier eng Zoustëmmung vum Parlament. Et ass sécherlech an der Demokratie oft esou, datt beim Budget d'Majoritéit an d'Opposition dat Ganz ënnerschiddlech bewäerten, mä an der Analys, déi heibannen an de Riede gemaach ginn ass, onofhängeg vum Vote, muss ech soen, datt mer eis op wäite Strecken bei villen Elementer eens waren.

An et ass déi Diskussioun, déi mer iwwert déi nächst Joren - 2008, 2009, 2010 - mussen féieren, an et ass déi, déi wesentlech ass. D'ëst ass den éischte Schrëck an déi Richtung, an d'Regierung wäert och an deene Joren duerno un där festhalen.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Budgetsminister Merci. Mir sinn domadder um Enn vun eiser Budgetdiskussioun. De Vote iwwert de Budget, d'Motiounen an d'Resolutiounen ass d'nächst Woch.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn elo um Schluss vun eiser Sitzung ukomm. De Mëtteg kënn d'Chamber erëm um hallwer dräi zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.40 heures)



Chambre  
des Députés

L U X E M B O U R G

d'Chamber online op  
**www.chd.lu**

Présidence: M. Lucien Weiler, Président  
M. Jos Scheuer, Vice-Président

## Ordre du jour

1. 5161 - Projet de loi portant modification
  1. de la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales;
  2. de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales;
  3. de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel;
  4. du Code du Travail;
  5. de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;
  6. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

(Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
2. 5624 - Projet de loi abrogeant:
  - la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding companies),
  - l'arrêté grand-ducal modifié du 17 décembre 1938 concernant les sociétés holding, pris en exécution de l'art. 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup> alinéas 1 et 2 de la loi du 27 décembre 1937,
  - l'arrêté grand-ducal modifié du 17 décembre 1938 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding Companies) qui reçoivent des apports comprenant l'avoir d'une société étrangère s'élevant à 24.000.000 euros au moins,
  - la loi modifiée du 12 juillet 1977 modifiant et complétant a) la loi du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (holding companies) modifiée par l'article 21 de la loi du 29 décembre 1971 et b) l'arrêté grand-ducal du 17 décembre 1938, sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (holding companies) qui reçoivent des apports comprenant l'avoir d'une société étrangère s'élevant à un milliard au moins, modifié par l'article 22 de la loi du 29 décembre 1971,
  - le règlement grand-ducal du 29 juillet 1977 fixant le minimum du capital social libéré dont doit disposer une société holding pour être admise au bénéfice des dispositions fiscales de l'article premier de la loi du 31 juillet 1929,
  - la loi du 21 juin 2005 portant modification de l'article 1<sup>er</sup> de la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding companies) et fixant une période transitoire jusqu'au 31 décembre 2010 pour le maintien temporaire de ces régimes

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
3. 5610 - Projet de loi relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg
  - à l'initiative d'allègement de la dette multilatérale de l'Association Internationale de Développement et
  - à la septième reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
4. 5626 - Projet de loi portant rectification du Code du travail
 

(Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden et François Biltgen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

» M. le Président.- D'Sitzung ass op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

» Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.- Neen, Här President.

» M. le Président.- Da komme mer direkt zur Diskussioun vum Projet de loi 5161 iwwert de Congé parental. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Calmes, d'Madame Spautz, den Här Adam, den Här Gibéryen an den Här Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den

honorabelen Här Jean-Paul Schaaf. Här Schaaf!

## 1. 5161 - Projet de loi portant modification

**1. de la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales;**

**2. de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales;**

**3. de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel;**

**4. du Code du Travail;**

**5. de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;**

**6. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux**

Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

» M. Jean-Paul Schaaf (CSV), rapporteur.- Här President, Madame Ministesch, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn haut e Projet de loi zur Debatt, deen e laange Wee hanner sech huet. Den 19. Mee 2003 huet d'Familljeministes e Projet zur Ofännerung vum aktuelle Gesetz iwwert de Congé parental abruucht an haut, dräi an en halleft Joer duerno, komme mer zur Ofstëmmung am Plenum. Dat schéngt mer Grond genuch, fir awer e kuerzen Historique zum Werdegang vum virleiende Projet ze maachen, ier ech dann d'Neierunge vum Text wëll virstellen.

De Projet de loi ass nom Dépôt am Mee 2003 vun de Beruffschamberen a vum Comité du travail féminin aviséiert ginn. Den éischten Avis vum Statsrot datéiert op den 30. Mäerz 2004. De Projet de loi ass dunn an d'Chamberkommissioun „Plan d'action national en faveur de l'emploi“ verwise ginn. Eng Spezialkommissioun, déi awer no de Chamberwahlen 2004 net méi zréckbehalde ginn ass. Doropshin huet de Projet de loi missen an eng aner Kommissioun iwwerwise ginn, an ass an d'Familljekommissioun weidergereicht ginn. Den éischt genannte Rapporteur Marcel Glesener aus der Spezialkommissioun ass am Oktober 2005 duerch meng Persoun ersat ginn.

Dése Projet huet fënnf Serië vun Amendementer zënter sengem Dépôt am Mee 2003 kann: vun der Regierung am Juli 2005 an am Juni 2006, a vun der Chamberkommissioun selwer am Oktober 2005, am Dezember 2005 an am Juli 2006.

Wat ass awer de Grond gewiescht, fir d'Gesetz vum 12. Februar '99 iwwert de Congé parental ofzeänneren? De Gesetzesprojet zur Ofännerung vum Congé parental hat an huet nach ëmmer zum Zil eng Rei Dispositiounen aus dem aktuelle Gesetz ze preziséieren, fir den aktuellen Interpretatiounsspillraum ze verklengeren, aus der Praxis vun den zoustännege Beamten erliefte Schwierigkeeten aus dem Wee ze raumen an domadder déi praktesch Uwendung vun den Dispositiounen ëm de Congé parental ze verbessern.

Ech wëll drun erënneren, dass de Congé parental hei am Land agefouert ginn ass opgrond vun enger EU-Direktiv vum 3. Juni '96, déi en individuellt Recht vu minimum dräi Méint Congé parental fir all Elterendeel, dee schafft, garantéiert. E Recht, dat entsteet duerch d'Gebuert oder d'Adoptioun vun engem Kand. D'Gesetz vum '99, dat déi Direktiv vum '96 transposéiert an am November '92 évaluéiert ginn ass. D'Gesetz vum '99 hat déi Evaluatioun am Gesetz selwer virgesinn, wéi se och virgesinn huet, dass d'Durée vum Congé parental automatesch géif reduzéiert ginn, falls keen neit Gesetz virum 31. Juli 2003 géif a Kraaft trieden, dat deen ale Regime géif verlängeren.

D'Etüd iwwert de Congé parental vum 2002 huet besonnesch déi familljepolitesch Aspekter wéi och déi vun der Chancëgläichheet als ganz positiv ervirgestrach. Déi aarbechtsmaartpolitesch Konsequenz war an ass och haut nach sécher schwéier ze moossen, mä si ass mat Sécherheet reell. An och den Impakt vum Congé parental op de Chômage ass do, wann en och

vläicht méi kleng ass wéi e sech zu verschiddene Momenter erhofft ginn ass.

En vue vun de Konklusiounen vun dëser Etüd a vun de positive Reaktiounen vun alle Bedeelegten - vun de Sozialpartner, vun der Regierung, vun den Elteren - gouf décidéiert de Congé parental an de Congé pour raisons familiales ze verlängeren, ouni awer Ännerungen zu deem Zäitpunkt um Niveau vun der Dauer oder vun aneren Dispositiounen virzehuelen. D'Gesetz vum 18. Juli 2003 verlängert de Congé parental op onbegrenzten Dauer. D'Regierung mat de Sozialpartner ware sech awer gläichzäiteg eens, dass ee misst de Kader vum Congé parental preziséieren, virum allem fir de Betriber entgéintzekommen, déi oft organisatoresch Problemer mat der Gestiou vun deem Congé hunn. Dat ass eigentlech den Objet gewiescht vum virleiende Gesetzesentwurf.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll da probéieren an där kuerzer Zäit, déi ech hunn, op déi wesentlech Ännerungen an Innovatiounen vum Text anzegoen.

Éischtens emol ass et esou, dass d'Dispositiounen iwwert de Congé parental am Kader vum neie Code du Travail integréiert ginn. Vu dass awer de Code du Travail sech weder un d'Statsbeamten nach un d'Gemegebeamten adresséiert, ginn déi Dispositiounen och an deene Gesetze iwwert de Statut vun de Statsfunktionnairen an de Gemegefunktionnairen ageschriwwen. Den Titel vum Projet de loi dréit dëser legislativer an transparenter Ëmsetzung Rechnung. De modifizéierten Text vum 99er Gesetz regelt dann nach just déi finanziell Konditiounen an déi speziell Situatioun vun den Indépendanten.

Am Gesetz gëtt och de Basiskritär, deen iwwerhaupt d'Recht op de Congé parental begrënn, preziséiert. De Projet iwwerhëlt op deemem Punkt genee de Kritär vun der Direktiv vum '96. Den Text preziséiert vun elo un, dass d'Elteren e Recht op de Congé parental hu wéinst der Gebuert oder der Adoptioun vun engem Kand. Bis elo stoungen am Gesetz d'Konditiounen, an deenen ee Congé parental kann hunn, ouni de Basiskritär ze ernimmen.

Drëttens ass et esou, dass d'Bedingung, dat Recht op de Congé parental besteet, wann en Aarbechtsvertrag oder en Ausbildungsvertrag während der ganzer Zäit vum Congé parental virläit. Déi Bedingung kënn elo kloer aus dem Text ervir.

Eng véiert Ännerung ass déi, dass d'Condition d'occupation et d'affiliation continue - wéi se heescht - mam virleienden Text ofgeschwächt, atënuéiert gëtt. Bis haut ass et esou, dass d'Eltere mussen zwielf Méint schaffen a sozial verséichert sinn, fir kënne vum Congé parental ze profitéieren; déi zwielf Méint virum Ufank vum Congé parental. Dat féiert awer an der Praxis dozou, dass deen een oder deen aneren een Dag Ënnerbriechung huet innerhalb vun deenen zwielf Méint, an dann d'Recht op de Congé parental net méi ka wouerhuelen. Mat dem virleiende Projet ännert sech dëst. Den Text erlaabt elo eng oder méi Ënnerbriechungen an dësen zwielf Méint virum Untrëtt vum Congé parental, wann déi Ënnerbriechungen am Total manner wéi siwen Deeg ausmaachen.

Fënneftens, den neien Text dréit der Situatioun vun deene Leit, déi hire Patron wieselen, entweder am Laf vun deenen zwielf Méint virum Congé parental oder während dem Congé parental, Rechnung. Si behalen elo d'Recht op de Congé parental, wann deen neie Patron domadder d'accord ass.

Eng sechst Ännerung ass - et ass och eng, déi fir e bëssen Diskussioun an der Kommissioun gefouert huet - eng, déi agefouert ginn ass och op d'Demande hi vum Patronat a mam Accord vun der Tripartite, an déi als Zil huet, fir de Betriber eng besser Planung vun de Remplacementen ze erméiglechen. Et geet Rieds vun den Notifikationsdélaie fir d'Demande vun engem Congé parental nom Congé de maternité.

De Projet gesäit vir, dass den Demandeur vum Congé parental schonns zwee Méint virum Ufank vum Congé de maternité sengem Patron muss matdeelen, ob en de Congé parental ufreet oder net. Bei der

Adoptioun muss deen Elterendeel, dee gären de Congé parental direkt nom Congé d'accueil an Usproch wëllt huelen, sengem Employeur Bescheid soen, ouni awer selbstverständlech déi Délaie vun zwee Méint ze respektéieren, wat materiell net ëmmer méiglech ass. Domadder gëtt och der Situatioun vun den Adoptanten, déi jo speziell ass, Rechnung gedroen.

Dann ass et esou, datt d'Aarbechtsdauer am Kader vum virleiende Projet och anescht definéiert gëtt, well de Congé parental jo och eréischt a Kraaft trëtt wann een eng gewëssen Zuel vu Stonne bei sengem Patron schafft. Dat gëtt prezisiéiert, an et gëtt dobäigefouert, datt Ännerungen, déi nom Datum vun der Demande fir de Congé parental duerchgefouert ginn, net méi zur Considéeratioun geholl ginn, wat d'Feststellung vum Recht op de Congé parental betrëfft. Op des Manéier kënnen also no-dréiglech Ännerungen vun den Aarbechtsstonden no uewen oder no ënnen d'Recht op de Congé parental net méi beaflossen.

Aachtens ass et esou, datt et Prezisioune gëtt fir de Fall, wou e Saliarié seng Aarbechtsplaz wëllt opginn nom Congé parental. Den aktuellen Text regelt dat net. Nom neien Text muss de Saliarié sengem Employeur duerch en ageschriwwene Bréif an den Délaie vun enger normaler Kënnegung Bescheid soen a seng Entscheedung matdeelen. Wann en dëst net mécht, besteet e Kënnegungsgrond op de Säite vum Patron.

Da ginn d'Hypothesen, an deenen de Congé parental ka refuséiert ginn, limitéiert a prezisiéiert. Nom virleienden Text kann e Patron den éischte Congé parental, also deen, deen direkt um Schloss un de Congé de maternité geholl gëtt, nëmmen da refuséieren, wann en net an den Délaie an an de Formen ugefrot ginn ass, déi gesetzlech festgeluecht ginn. Den zweete Congé parental kann net refuséiert ginn. De Patron kann, tout au plus, a verschiddene Fäll dëse Congé op e spéideren Datum verleeën, ënner Konditiounen, wat de Betrib oder d'Wichtigkeet vun der Persoun am Betrib ubelaangt. Et bleift awer och nach ze bemierken, datt en de Congé parental vu sechs Méint temps plein net ka refuséieren, datt awer de Congé parental à mi-temps op en Accord tëschent Saliarié an Ugestellte baséiert.

Eng vun deene wichtigsten Innovatiounen zum virleienden Text ass et awer och, datt d'Saliarié formell d'Recht kréien, fir hir Relatioun mam Betrib oprechtzueerhalen. Si kréien dat unerkannt, sief dat an der Form vun enger fräiwëlleger Participatioun u Weidbildungsmaassnahmen oder och un Informatiounsréunione, déi während dem Congé parental an hirem Betrib ofgehale ginn. Op déi Manéier gëtt et hinnen erméiglecht de Kontakt mam Betrib ze halen, ouni awer an d'Situatioun vun enger Aarbechtsleeschtung ze kommen.

Et ass esou eng fräiwëlleg Moosnam, déi hinnen et erlaabt, de Kontakt mam Betrib ze halen, un den Informatiounen deelzuehuelen an nom Congé de maternité respektiv Congé parental dann eigentlech méi einfach erëm kënnen an de Betrib eranzekommen.

Eeleftens ass et esou, dass eng nei Schwangerschaft oder en neien Accueil während dem Congé parental bis elo zur Ännerung, also zur Ennerbriechung vum Congé parental, ergo zum Enn och vum Ausbezuere vum Congé parental gefouert huet. Op déi Manéier kruten also déi Betreffend net déi ganz Méint Congé parental ausbezuelte.

Mat dësem Projet de loi ginn elo awer déi verbleiwend Méint an esou engem Fall, wou während dem Congé parental also ee Congé d'accueil oder een nächste Congé de maternité antrëfft, einfach hannert de Congé de maternité oder de Congé d'accueil hannendru gehaangen. Op déi Manéier kritt all Kand och d'Recht zu senger ganzer Regelung.

Schliesslech ginn nach Dispositiounen iwwert d'Berechnung vum RMG agefouert an nach eng Rëtsch kleng Neiegkeeten. Klenggekeeten, déi ech eigentlech hei aus Zäitgrënn net méi kann ernimmen.

Et gëtt nach zwou Saachen, déi ech awer wëll oder, mengen ech, och muss ervirsträchen. Dat ass dee Punkt vun der Desindexéierung. D'Familljekommissioun huet

den Text esou adaptéiert, dass en déi nei Indexdispositiounen, déi am Gesetz vum Juni 2006 zrëckbehale gi sinn, zrëckspigelt. Dat Gesetz also, wat den Indexsystem vu sämtleche Leeschtungen ëmgeännert huet, ënner anerem och vun den Indemnitéite vum Congé parental. Déi Montanté stinn elo fest am Gesetz, sinn 1.778,31 Euro pro Mount à plein temps an 889,15 Euro fir de Mi-temps.

Eng Diskussioun gouf et an der Kommissioun iwwert d'Opportunitéit, ob een net misst an dësem Projet en Datum asetzen, zu deem een dann erëm kéint op en indexgebundene Montant zrëckkommen. Déi Diskussioun ass awer esou ausgegangen, dass de Gesamtkader vum Gesetz vum Juni iwwert den Index och als Gesamtgesetz erëm soll zur Dispositioun kommen an net elo schonns a sengen Einzeldeeler soll diskutéiert ginn.

Dee leschte Punkt, Här President - meng Zäit ass zwar schonn ofgelaf -, deen ech awer nach wëll ernimmen, dat ass eng Innovatioun, déi de virleienden Text mat sech bréngt. E schafft nämlech e Congé non indemniséiert. Dat ass nei, an et gëtt zwou Zorte vu Leit, déi kënnen dovunner profitéieren. Déi éischt Zort ass déi, déi Kanner erzuenn hunn an och haut dann erzéien, déi den 1. Januar 1999 nach keng fënnf Joer haten.

#### (Coups de cloche de la Présidence)

» M. le Président.- Här Rapporteur, sidd Der schonn...?

» M. Jean-Paul Schaaf (CSV), rapporteur.- Esou vill!

#### (Hilarité)

» M. le Président.- Jo, mä Dir sidd scho bal zwou Minutten iwwert d'Zäit.

» Une voix.- Schrecklech!

» Une autre voix.- Här President, dat doten ass awer wichtig.

» M. le Président.- Et ass wichtig, jo.

#### (Interruptions diverses)

» M. Jean-Paul Schaaf (CSV), rapporteur.- Et ass wichtig. Merci fir d'Chance. Ech maachen elo ganz séier.

An där aler Textfaassung, et geet also ëm déi Kanner, déi den 1. Januar 1999 nach keng fënnf Joer haten, déi eigentlech jo dann net konnte vun deem zweete Congé parental profitéieren. De virleienden Text gëtt hinnen elo déi Méiglechkeet, dat nozehuelen. Dat heescht, déi Eltere kënnen ee Congé awer vu Minimum dräi Méint a Maximum sechs Méint, deen och net bezuelte gëtt, also eng flexibel Dauer huet, mä awer net rémunéiert gëtt, kréien.

Dës Erneuerung dréit engem Arrêt vun der Cour de Justice européenne Rechnung vum Abrëll 2005, wou virgeworf ginn ass, dass d'Eltere vu Kanner, déi ebe virum 31. Dezember 1998 op d'Welt komm sinn oder adoptéiert goufen an déi keng fënnf Joer haten, wéi dat éischt Gesetz eben zum Congé parental a Kraaft getrueden ass, benodelegt wieren.

An da kënnen vun där Méiglechkeet och weiderhin elo déi Eltere profitéieren, déi de Choix maachen, fir den éischte Congé parental net uschlëssend un de Congé de maternité ze huelen. Hinne gouf bis elo keng aner Congéméiglechkeet zougestanen. Si kënnen awer an Zukunft dräi Méint onbezuelte Congé ufroen, fir en Zäitpunkt, deen ebe besser an hire Liewensprojet passt.

Souwäit, Här President, zu de wichtigen Neierunge vun dësem Gesetz. Et war en Dossier, dee schwierig war, immens technesch, dee ganz vill Aarbecht hat, mengen ech, bei all deenen, déi domadder betraff waren. Duerfir wëll ech vun dëser Plaz aus all deenen, déi un dësem Dossier ganz vill Stonne verbruecht hunn, e ganz grouse Merci soen. An domadder géif ech mä Rapport als Rapporteur schlëssen, awer ech wëllt nach ee Moment heibleiwen, wann et geet.

» M. le Président.- Jo, voilà, elo hutt Der déi beschten Zäit, Här Schaaf. Dir hutt elo 34 Minutten Zäit fir ze schwätzen.

#### (Interruptions et hilarité)

» M. Jean-Paul Schaaf (CSV), rapporteur.- Ech hätt dat sollen ëmdrëinen.

» M. le Président.- 34 minus déi 4, déi Der schonn iwwerzunn hutt, ...

#### (Hilarité)

... bleiwen der awer nach 30 iwwreg.

#### Discussion générale

» M. Jean-Paul Schaaf (CSV).- Merci, Här President.

Ech wëll awer nach e puer Wuert am Numm vu menger Fraktioun hei zu dësem Projet soen. Also all Projet de loi identifizéiert sech jo iwwer eng Nummer. Dëse Projet de loi dréit déiselwecht Zuelen, wéi dee vill zitéierte 5611, just an enger anerer Reiefolleg. Dat hei ass den 5161. Et sinn déiselwecht Zifferen dran, mä en huet awer manner Brisanz an der Öffentlechkeet gehat. E fënnf manner Opmierksamkeet, obwuel awer dëst Gesetz ville Leit eng Méiglechkeet garantéiert an hirem Liewen, e Stéck geliefte Familljepolitik am positivisté Sënn vum Wuert ze realiséieren.

#### (Interruption)

De Congé parental ass zu Lëtzebuerg eng Institution. Jiddferee kennt en, an e fënnf bei all deenen, déi an hirem Liewe Mamm a Papp ginn duerch d'Gebuert vun engem Kand oder duerch d'Adoptioun, eng grouss Bedeitung. Doduerjer, dass een e Recht op e bezuelte Congé kritt, stellt sech fir all déi, déi kënnen dovunner profitéieren, nämlech eng wichteg Fro: D'Fro, ob se wëllen, wa se an de Konditiounen sinn an et hinne méiglech ass, doheim bleiwen, fir sech intensiv ëm hiert Kand ze këmmen.

Wann ee Mamm oder Papp gëtt, schafft an e Recht op Congé parental kritt, da schafft dat Recht eben och eng familiendynamesch Iwwerleeung. Béid Elterendeeler mussen sech Gedanken ëm hiren Erziungsoftrag an ëm hir Organisatioun an der Famill maachen. D'Recht op Congé parental ass implizit och den Hiweis op eng Eegeverantwortung fir d'Erziung vun de Kanner. Besonnesch fir d'Männer, déi manner dacks Congé parental huewe wéi d'Fraen, ass et eng wichteg Erfahrung, sech virun der Fro nom Jo oder Neen zum Congé parental ermëzefannen a sech festzeleeën.

Zwee aktiv Elterendeeler leeschten an der Regel méi wéi een. Dat ass wouer, wann et ëm déi wirtschaftlech Leeschtung an Ofsécherung vun der Famill geet. Et ass grad esou wouer, wann et ëm d'Erzierungsaufgabe geet. Eng rezent amerikanesch Etüd ënnersträicht d'Wichtigkeet vum Papp an der Erziung. Et kënnst zu enger anerer Beziehung zum Kand. D'Partnerschaftsbeziehung intensivéiert sech a gëtt noweislech och méi dauerhaft. Et kënnst zu engem anere Verständnis ënnereneen. Et kënnst, statistesch gesinn, zu manner Gewalt am Stot, a souguer am Fall vun enger Trennung oder vun enger Scheedung kënnst et zu manner problemateschen Trennungssituatiounen.

Am Ablack gi pro Mount 3.260 Congéparentalen ausbezuelte. 59% oder ronn 60% si plein temps a ronn 40% si mi-temps. All Mount kommen an der Verwaltung iwwer 500 nei Demanden eran. Dräi Véirel si Fraen an ee Véirel sinn entre-temps Männer. Viru véier Joer war et nach manner wéi e Fënnf-tel Männer, déi de Congé parental gefrot hunn. Also och do ass eng Entwécklung feststellbar. Si geet lues, mä si geet, an a Richtung vun enger gewësser Chancëgläichheet.

» Une voix.- Wonnerbar!

» M. Jean-Paul Schaaf (CSV).- Den éischte Congé parental gëtt virun allem vu Frae gefrot un Schloss un de Congé de maternité. An deem Fall sinn et 22-mol méi Frae wéi Männer beim éischte Congé parental. Beim zweeten ass et ëmgedréint, do sinn et véier Mol méi Männer wéi Fraen, déi e froen.

Déi ënnerschiddlech Demanden, déi leien op villen Ursachen a solle virun allem och net Ulass ginn zu vereinfachten Interpretatiounen. De Congé parental stellt net nëmmen e Recht duer fir all Elterendeel, e stellt och eng Erausforderung duer fir all Patron vun enger Entreprise. Et ass ni einfach fir e Patron, e gudd Mataarbechter während e puer Méint ze ersetzen.

Ech wëll duerfir am Numm vun der CSV-Fraktioun vun dëser Plaz an an dësem Kontext de Respekt ausdrécke virun all deene Patronen an Entreprises, déi hiren Deal dozou bäidroen, fir dass de Congé parental ka mat Erfolleg duerchgefouert ginn. Vum Patronat erwaarde mer jo net nëmmen, dass et d'Gesetz respektéiert. Mir zielen och op hiert Verständnis vis-à-vis vun hirem Personal, op hir moralesch Ennerstëtzung vum Wunsch fir d'Kand opzebréngen. Mir zielen op hir Bereitschaft, sech betriebléch ze organiséieren, a mir zielen op hir Bereitschaft, nei Mataarbechter an engem Zäitvertrag am Betrib unzeléieren an domadder eng aktiv Roll och an der Chômage-Bekämpfung ze spillen.

Well de Congé parental net fonctionnéiert als e Recht vum Saliarié géint säi Patron,

duerfir sinn e puer Ännerungen am Gesetz, déi dem Patronat méi gerecht ginn, och aus eiser Siicht ze begrëssen. D'Demande muss eben zwee Méint virum Congé de maternité gemaach ginn; wann een nom Congé parental seng Aarbecht net méi wëllt erëm ophuelen, dann zielen eben d'Kënnegungsdeläie fir dat matzedeelen. Wa während dem Congé parental een dat wënscht, kann de Kontakt mam Betrib a mat de Formatiouns- an Informatiounsméiglechkeeten erhale bleiwen. Déi Ännerunge sollen dozou bäidroen, d'Organisatioun vum Betrib ze vereinfachen a sinn och op en Accord mat de Sozialpartner zrëckzeféieren.

Dëse Projet verbessert déi bestehend Gesetzgebung, mécht se méi prezis an domadder och besser géréierbar fir d'Administratioun vun der Kannergeldskeess, déi an dësem Dossier eigentlech eng enorm Aarbecht mat all dësen Demandé vun de Résidenté wéi vun de Frontaliéré mécht.

Déi zäitlech begrenzt Aféierung vun der Indexatioun gëtt vun enger Rei vu Säite kritiséiert. Et ass och sécher keng Moosnam, déi am Interessé ass vun akommeschwaache Familljen. Duerfir ass et och heibanne kengem liichtgefall, dëst ze maachen, wat awer muss gemaach ginn.

Wann ee Politik als e Gesamtwierk gesäit an net eenzel Aspekter eleng an de Vierdergrond stelle wëllt a se esou géint anerer ausspilt, dann ass et net anescht méiglech wéi et elo geschitt ass. D'CSV-Fraktioun dréit duerfir am Hibleck op déi Gesamtnoutwendegkeet vun den Erausforderunge vun eisem Land och déi Tatsaach, dass de Congé parental op sengem, am Vergläich zum Ausland, ganz héijen Niveau bleift, déi nächst Joren. Mir droen domadder och den Tripartite-Beschléss Rechnung.

De Projet de loi schafft ee weideren Typ vu Congé, déi dräi respektiv dräi bis sechs Méint onbezuelte Congé. Dat ass e weidert Puzzlestéck an der Panoplie vun de Méiglechkeeten, Beruff a Familljeninteressen ënner een Hutte ze kréien. Et handelt sech hei net ëm eng zweet Kategorie vu Congé parental, well jidder Elterendeel jo säin eegent Recht op ee bezuelte volle Congé huet. Et ass de libre choix vum Einzelnen, sech net fir dëse bezuelte volle Congé, mä fir en onbezuelte während dräi Méint ze entschueden. Duerfir kënnen mir och des Moosnam matdroen, déi sech aus juristesche Grënn opdrängt an déi kengem eppes ewechhëlt.

Dëse Projet bëinhalt eng Hällewull vu klengen a groussen Upassungen, déi sech an der Praxis erginn an déi ech hei net méi wëll am Einzelne belichten. Rechtlech Onsécherheete verschwannen, den Interpretatiounsspillraum gëtt méi kleng, Verbesserung fir den Demandeur a fir de Patron ginn agefouert an et gëtt keng Leeschtung gekierzt.

Ech mengen, dass dës Adaptatioun vum Congé-parentals-Gesetz no laangen Diskussiounen an der Chamberskommissioun, am Ministère, an der Kannergeldskeess, am Statsrot, an de Beruffschamberen, an de Fraktiounen ee gelongene Kompromëss un allen Interessenten an Interessen duerstellt. Duerfir sinn ech frou hei kënnen den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi ze ginn.

Merci.

» Une voix.- Merci.

» Plusieurs voix.- Très bien!

» M. le Président.- Dir hutt nach 20 Minutten Zäit, Här Schaaf.

#### (Hilarité)

» Une voix.- Villmools Merci!

#### (Hilarité)

» M. le Président.- Merci, Här Schaaf. D'Wuert huet elo den éischten ageschriwwene Riedner. Dat ass den honorabelen Här Emile Calmes.

#### (Interruption)

Här Bettel, et ass elo um Här Calmes. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

» M. Emile Calmes (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, datt ech dem Rapporteur hei wëll félicitéiere fir säin exzellente schrëftleche a mëndleche Rapport.

Ech mengen, souwuel säi schrëftleche Rapport wéi och säi mëndleche bëinhalt an d'Elementer, déi mat dësem Gesetz hei ze dinn hunn. E Gesetz, wat jo net eréischt récemment déposéiert ginn ass, mä wat schonn dräi Joer al ass, esou wéi a sech dat éischt Gesetz vun 1999 dat virgesinn huet, wat zrëckgeet op d'PAN-Gesetz vun deemools, wat sengerzäit d'Bestëmmung vun

enger Direktiv iwwerholl huet, déi a sech nëmmen den Accord-cadre tëschent den europäesche Patronen an den europäesche Gewerkschaften iwwerholl huet, wou deemools e Konsens fonnt ginn ass, fir minimalistesch Bestëmmungen am Kader vum Congé parental ze huelen, wou et a sech de Länner awer iwwerlooss ass, iwwer hir Gesetzgebung respektiv iwwer Kollektivverträge dat hei an hire Länner ëmzesetzen.

Ech mengen, dat Gesetz hei ass gespéckelt ginn an der Zwëschenzäit mat enger Partie Amendementen, nodeem déi eng an déi aner sech zu Wuert gemellt haten, mä wou een dann awer um Schluss ka festhalen, datt deene verschiddene Bedenke Rechnung gedroe ginn ass an datt a sech e Kompromëss fonnt ginn ass tëschent op där enger Säit der Patronatsäit an op där anerer Säit den Intérète vun de Salariéen, esou datt et dee gréisstméigleche Kompromëss duerstellt op där enger Säit, op där anerer Säit awer och eng Partie Korrekture konnte gemaach ginn opgrond vun den Erfahrungen, déi opgrond vum éischte Gesetz gemaach gi sinn.

Dat erlaabt mer dann natierlech och, net méi brauchen am Detail op déi verschidde Bestëmmungen anzegoen. Ech mengen, de Rapporteur huet déi hei wierklech gutt ervirbruecht. An domat kann ech och d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun direkt zu deem Gesetz hei bréngen.

Ech wëll vläicht eng Partie Remarquë méi maachen am Kontext vun dësem Gesetz. Am Virfeld, opgrond vum Artikel 19, hate mer eis engagéiert, fir eng Etüd ze maachen no zwee Joer, wat dat Gesetz hei da géif bréngen. Ech mengen, d'Resultater kënn Der all an där Etüd hei virbréngen.

Zwee Drëttel vun de Fraen hu Gebrauch gemaach vun deem wat se konnten. Wann een dat dann emol esou liest, sinn dann ee Véirel dovun Lëtzebuurger Fraen, dann en anere Véirel sinn da praktesch Residenten hei, déi awer eng aner Nationalitéit hunn, an déi aner Halschent vun deenen, déi profitiert hunn, si gréisstendeels da Frontalieren.

Et muss een awer wëssen, datt déi Direktiv och aus der Sicht gekuckt ginn ass aus natalisteschen Zwecker oder a Relatioun mat der Naissance, wat jo a sech och e Problem war mam Statsrot, deen dat liicht anescht gesinn huet. Wann een elo reng natalistesche Zwecker hei an deem Gesetz gesäit, an et weess een, datt nëmme 50% vu Residenten dovun Gebrauch maachen, da stellt ee sech d'Fro natierlech, wéi bei all de Lëtzebuurger Familljemoosnamen, ob et hei net zu engem Émdenke muss kommen an deem Sënn, datt een déi Allocatiounen fir d'Familljen net anescht versicht ze verdeelen, fir wierklech fir eis déi Zwecker do dermat ze verbannen, datt se fir Lëtzebuerg dann eben een Intérêt hunn. Mä dat si philosophesch Iwwerleeungen, déi relativ wäit géife féieren, mä eng Fro, déi mer eis awer ëmmer erëm hei stellen an dësem Kontext.

Dann ass et awer och esou, datt déi Direktiv, déi mer hei hunn, op d'mannst dräi Méint virgesäit, déi ee Leit - Mann oder Fra - kann zougustoen am Kader vun enger Gebuert, fir e Congé parental ze huelen. An d'Direktiv prezisieret, datt dat Ganzt a temps plein oder a temps partiel gemaach gëtt, wat mir jo a sech an deem Sënn respektéieren, datt mer entweder zwielef oder sechs Méint huelen, wou mer iwwer dat erausginn, wat d'Direktiv, déi a sech opgrond vun deem Accord do geholl ginn ass, virschreift.

Mä déi Direktiv gesäit awer och vir, datt dat ka fragmentéiert sinn an iwwer Crédit-temps a sech ka goen. A wann een op där anerer Säit gesäit, wéi vill Männer a sech vun deem Gesetz hei Gebrauch maachen, wat der relativ weineg sinn - ech mengen, dat muss ee soen -, da kann ee sech d'Fro stellen an deem Kontext hei, ob ee sech net Gedanken soll maachen, ob een net aner Weeër kann exploréieren, déi ee kéint goen, fir d'Männer och méi Gebrauch maachen ze loosse vun deem Gesetz hei. Et sinn aner Länner, déi sinn op eemol op de Congé de paternité iwwergaangen.

Oder et kéint ee sech awer och vläicht Gedanken maachen, ob een d'Männer net méi hei an d'Boot kann eranhuelen iwwer ee Congé, deen ee kann iwwer e puer Joer zum Beispill octroyéieren. Well d'Gesetz erlaabt et jo a sech, datt een op d'mannst muss dräi Méint de Leit zeguttgestoen, deem engen oder deem aneren, jee no wéi een dat ausleet, mä datt een dat awer ka maache bis d'Kand aacht Joer huet. Et huet een a sech Zäit.

A wann ee seet, datt een dat a sech ka fragmentéieren oder iwwer Crédit-temps ka fueren, da kéint ee sech zum Beispill Iwwerleeunge maachen, ob een déi dräi Méint, déi een zegutt huet fir engem ze ginn, net kéint iwwer eng Partie Jore verdeelen. Ob

dat net iwwer méi wéi dräi, véier, fënnf Joer oder vläicht sechs Joer ka goen, wou och Länner op dee Wee gaange sinn, vläicht iwwer aacht Joer ka goen.

Et ass vläicht einfach komesch, wann een hei esou Iwwerleeunge féiert, mä et kéint een zum Beispill dräi Méint huelen, an et géif ee soen, ma dat sinn esou vill Deeg, dividéiert duerch aacht Joer, déi mer zegutt hunn, an et kéint een da soen: Hei, Dir hutt d'Joer - wat weess ech - zéng oder 15 Deeg Congé méi; payant oder net payant, doriwwer kann ee jo dann diskutéieren, mä wou u sech dann och d'Männer méi kéinte Gebrauch dovun maachen an iwwer méi Congé, déi se d'Joer dann hätten, versichen, méi bei hire Kanner ze sinn.

Wéi gesot, et kann een elo net hei ufänken an d'Detailer dovun ze goen, mä ech mengen, dat wär awer ee Wee, an deen och vläicht de Patronen géif erlaben, dat méi liicht ze akzeptéieren - wat awer net sécher ass, wa se dat eent net wëllen, och vläicht dat anert net wëllen -, mä wou een awer vläicht eng Diskussionsbasis hätt, fir dat ze maachen.

Also summa summarum wollt ech soen, datt mir mat deem Gesetz hei selbstverständlech d'accord sinn, wat eng Partie Korrekturen hei mécht, déi och gréisstendeels am Konsens gemaach ginn. Mä ech froe mech, ob een iwwer dat Gesetz hei ewech net soll driwwer nodenken, op där enger Säit wat de natalisteschen Zweck ugeet, op där anerer Säit wat och d'Dispositiounen ugeet, fir et op méi eng laang Zäit mat manner Deeg am Joer kënnen ze verbannen, fir datt eng gréisstméigleche Zuel vu Leit dovun Gebrauch maache kéinten.

An deem Sënn géif ech lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

» Plusieure voix.- Très bien!

» M. le Président.- Merci, Här Calmes. D'Madame Vera Spautz ass déi drëtt Riednerin bei dësem Projet. D'Madame Spautz huet d'Wuert.

» Mme Vera Spautz (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dem Députéierte Jean-Paul Schaaf, fir säi schrëftlechen an haut och mëndleche Rapport.

De Congé parental huet hei zu Lëtzebuerg e laangen a komplizéierte Wee hanner sech. Erlaabt och mir e kuerzen Historique ze maachen, mä vläicht awer ënner e bësselechen engem anerer Bléckwénkel, wéi den Här Députéierte Schaaf et gemaach huet.

Ugefaangen huet et mat enger europäescher Direktiv vum 3. Juni 1996 an engem Accord-cadre tëschent der Union des industries de la Communauté européenne, dem Centre européen des entreprises à participation publique et de service d'intérêt économique général - fir et vläicht emol eng kéier ganz auszeféieren - an der Confédération européenne des syndicats. Dës Direktiv gesäit d'Afféiere vun engem individuelle Recht op Elternurlaub fir Aarbechterinnen an Aarbechter vir, bei der Gebuert oder bei der Adoptioun vun engem Kand.

D'Direktiv ass duerch d'Gesetz vum 12. Februar 1999 hei zu Lëtzebuerg transposéiert ginn, nodeems eigentlech virgesi war, dass d'Sozialpartner de Congé parental iwwer Kollektivverträge verhandele sollten, an dëst net funktionéiert huet. Laang Zäit ass d'Instrument vun Congé parental vun der deemoleger Politik als en neit an zousätzlech Instrument zur Bekämpfung vum Chômage ugesi ginn. De Congé parental sollt dozou déngen Chômeuren, oder Leit ouni Aarbecht, als Remplaçanté fir den Zäitraum ze rekrutéieren, wou eng Aarbechtsplatz duerch en Elternurlaub net besat war.

Dëst huet awer selbstverständlech net funktionéiert. D'Resultat vun der Evaluatioun vum Gesetz vun 1999 huet dann och bewisen, dass de Congé parental dat ass, als wat en am Ursprung definéiert war a wat déi europäesche Direktiv vun 1996 eigentlech wollt, nämlech de Congé parental als e familljepolitesch Instrument anezeféieren, dat dozou dénge soll Beruff a Famill besser mateneen ze vereinbaren oder, wéi et hei ëmmer gesot gëtt, besser ënner en Hutt ze kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nodeems dat kloer mat där Etüd bewise war, wat d'Sozialpartner a virum allem d'Gewerkschaften ëmmer virdu betount haten - de Congé parental wier keen aarbechts- oder aarbechtsmaartpolitesch Instrument, mä eng familljepolitesch Initiativ -, huet déi deemoleg Regierung beschloss de Congé parental bäizebehalen, mä eng Rei Ännerunge virzegesinn. De Gesetzesprojet war dann eng Zäit laang nach der Spezialkommission vum PAN-Gesetz zougeuerdnet, bis en dann no de Chamberwale vum 2004

dem Familljeministère, an domadder dann och der Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse zougeuerdnet ginn ass.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dësen Exkurs iwwer d'Geschicht vum Congé parental hei zu Lëtzebuerg nach eng kéier ganz kloer ervirhiewen, fir lech ze verdäitliche wien, wéini, wéi eng Interesse mat der Aféierung vum Congé parental vertrueden oder verbonnen huet. Wéi Der gesitt, waren net ëmmer ganz lauter Argumenter respektiv zilorientéiert Ursachen am Spill gewiescht. Also nach eng kéier, de Congé parental ass a sengem Ursprungsgehalte geschafe ginn, fir dass d'Elteren - Papp a Mamm - Beruff a Famill besser mateneen koordinéieren kënnen, a virum allem d'Fraen no der Gebuert vun engem Kand erëm méi einfach an hire Beruff zrëckgoe kënnen.

Dëse Projet de loi ass den 20. Mee 2003 vun der Familljeministesch an der Chamber déposéiert ginn. No de Chamberwale vum 2004 huet d'Familljeministesch dann am Oktober 2005 der zoustänneger Kommission de Gesetzesprojet virgestallt, an dëst mat enger Rei Amendementen, déi déi nei Regierungskoalitioun der zoustänneger Kommission ënnerbreit huet.

De Projet de loi iwwer de Congé parental, deen lech haut hei virläit, ass e Kompromëss, deen zum ursprünglechen Text vum 2005 ausgehandelt ginn ass. E bréngt op verschiddene Punkten eng ganz Rei Verbesserunge mat sech. Leider - an dat betounen ech hei awer och ganz kloer - hätten nach weider Verännerungen oder Verbesserungen un deem virleiende Gesetzesprojet misse gemaach ginn. Dofir huet sech awer leider keng Majoritéit fonnt.

Verbesserungen, déi awer wichteg si fir ervirgestrach ze ginn, si ganz kloer zum Beispill déi, dass wann ee Salarié an deenen zwielef Méint viru sengem Congé parental säi Patron wiesselt, dann huet en awer d'Recht op säi Congé parental; wat virdu net méiglech war. Virdu huet ee scho bei der Ënnerbriechung vun engem Dag de Congé parental net méi kritt. Dëst geet och elo, wann een de Patron während sengem Congé parental wiesselt, natierlech nëmmen am Rahme vun de gesetzleche Bestëmmungen. D'Recht op de Congé parental bleift da bestoen.

Eng weider wichteg Ännerung ass déi, dass de Salarié, deen am Congé parental ass, d'Recht huet enger Formation professionnelle continue vu sengem Betrib deelzehuelen. Dëst huet als Zil d'Réinsertioun vum Salarié respektiv seng Employabilitéit zrëck an de Betrib ze erliichteren oder ze ënnerstëtzen. An esou kann de Salarié och während sengem Congé parental un interne Sitzungen deelhuele.

D'Amendementen vun der Regierung, déi d'Madame Ministesch der zoustänneger Familljekommission am Oktober 2005 virgeluecht huet, hunn awer och eng Rei Mesuren an Ännerunge virgesinn, déi fir zimlech hefteg Diskussiounen gesuergt hunn. Esou war ënner anerem d'Definitioun betreffend d'Vollzäit; oder éischer d'Deelzäit aarbecht staark ëmstritten. Den Temps partiel war schonns bei just ënnert 30 Aarbechtsstonnen - dat heescht, dräi Véierele - definéiert, an hätt domadder och just d'Ausbezuale vun der Halschent vun den Indemnitéite bedeit.

A sengem Avis zu dësem Projet de loi huet d'Chambre des Employés privés dësen Artikel vun dem Gesetzesprojet schaarf kritiséiert; an net nëmme si. Dëst wier eng, ech zitieren: «atteinte manifeste aux acquis de salariés employés sous le régime du travail à temps partiel, que le projet de loi initial excluait expressément du bénéfice de l'option du congé parental à temps partiel s'il ne remplissait pas le critère de la durée de travail des trois quarts». Dës Diskriminéierung respektiv deen Artikel ass dann och ëmgeännert ginn.

Den Text vum Projet de loi gesäit eng weider positiv Ännerung vir. De Salarié muss säi Patron zwee Méint virum Ufank vun Congé de maternité iwwer seng Demande de congé parental schrëftlech per Recommandé informéieren oder ufroen. Dëst huet bei Elteren, déi an enger Procédure d'adoption sinn, Problemer mat sech bruecht, well d'Eltere ganz oft net wësse wéini dann elo endlech deen Uruff kënn a si hiert Kand kënnen siche goen.

Mir hunn et hei zu Lëtzebuerg am Duerchschnitt mat tëschent 50 bis 70 Adoptiounen am Joer ze dinn an ech denken, dass awer domadder och elo deen Deal Satisfaktioun fonnt huet. Vu dass de Congé d'accueil fir Adoptivelteren aacht Woche bedreit, huet d'Kommission gemengt, dass den Employeur domadder genuch Zäit hätt, fir sech

ze organiséieren. Déi Klausel vun der Demande vun Congé parental vun zwee Méint un de Patron ass domadder fir Adoptivelteren opgehewen.

Ech hunn am Ufank gesot, dass d'Gesetz iwwer de Congé parental e laange Wee hei zu Lëtzebuerg hanner sech huet; esou ass Lëtzebuerg jo duerch den europäesche Geriichtshaff an zwee Punkten dozou veruerteelt ginn, d'Gesetz nozebesseren.

Am éischte Fall ass et: D'Fraen a Männer, déi de Congé parental hunn, an en ënnerbriecher weinst enger weiderer Gebuert respektiv Adoptioun, mussen net méi, wéi an der Vergaangenheet vun dem Gesetz virgeschriwwen war, hire Rescht Elternurlaub verfare loosse, mä e gëtt elo un deen anere mat drugehaangen.

En zweete Punkt, zu deem Lëtzebuerg veruerteelt ginn ass, ass deen, dass an Zukunft och déi Elteren, deenen hir Kanner virum Stéchdag vum ale Gesetz iwwer de Congé parental vum 31. Dezember 1998 gebuer gi sinn a manner wéi fënnf Joer al waren, och Recht an Usproch op de Congé parental hunn oder elo kréie sollen. Hei geet et laut Schätzungen ëm ongeféier 35.000 Kanner respektiv hir Elteren, déi dann elo d'Recht hätten op de Congé parental.

De virleiende Gesetzesprojet gesäit elo awer vir, dass déi Elteren, deenen hir Kanner virum dem 31. Dezember '98 gebuer sinn, zwar elo e Recht hunn dësen nodréiglech ze huelen, mä et ass en onbezuelt Congé parental, an domat a mengen Ae ganz kloer e Congé sans solde. Dat heescht, hei gëtt mat zweeërlee Moossen an zweeërlee Gewiichter gemoozt. Dëst ass sozial ongerecht, diskriminéierend an net familljefrëndlech.

» Une voix.- Très bien.

» Mme Vera Spautz (LSAP).- Spannend dierft et ginn, wéi d'EU-Kommission op déi nei Diskriminéierung reagiert.

Datselwech gëllt fir en aneren Artikel am Gesetz, dee virgesäit, dass d'Regierung e weideren neien oder eng aner Form vu Congé parental aféiert, dee virgesäit, dass e Salarié d'Recht huet op e Congé parental vun dräi Méint, mä onbezuelt. Dëst an deem Fall wou, an ech zitieren: «le parent qui a perdu son droit au premier congé parental du fait qu'il ne l'ait pas pris consécutivement au congé de maternité ou au congé d'accueil et que l'autre parent ait déjà pris le deuxième congé parental». Also, och hei muss een eigentlech vun engem Congé sans solde schwätzen, an net vun engem Congé parental. Heizou muss ech och dees selwechte Kommentar maache wéi virdu: eigentlech sozial ongerecht an diskriminéierend.

D'Chambre des Employés privés, déi iwwergens haut de Méiten nach eng kéier hir Avisë verdeele gelooss huet, huet och do an hirem Avis geschriwwen, dass dëst géif kloer eng Verletzung vun Artikel 10bis vun eiser Constitutioun bedeiten, dee seet: «Les Luxembourgeois sont égaux devant la loi.» A si féiert weider aus: «Ce principe constitutionnel exige une égalité de traitement sous peine de discrimination par la loi de toutes les personnes se trouvant dans la même situation.»

An der Kommission huet d'Ministesch op d'Fro vun der Compatibilitéit vun deenen neie Congé-parentalen non indemnités mat dem Principe constitutionnel vun der Gläichbehandlung vun alle Lëtzebuurger virum dem Gesetz drop higewisen, dass déi absolut juristesche Sécherheet net bestoe géif. Si huet och gesot, dass de virleiende Projet de loi eng grouss Urgence hätt, well d'Lëtzebuurger Regierung en zweeten offizielle Courier vun der Europäescher Kommission kritt huet, déi d'Regierung opfuert sech konform zu der Direktiv ze setzen, an dat an engem Délai vun zwee Méint. Lëtzebuerg géif soss riskéieren eng Mise en demeure ze kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech schonns am Ufank gesot hunn, ass de virleiende Projet de loi e Kompromëss tëschent ënnerschiddleche Positionen an Iwwerleeungen. De Projet de loi bréngt eng Rei net négligeabel Verbesserungen a positiv Changementen mat sech. Trotzdeem woen ech elo hei ze behaupten - oder, ech si mer bal sécher -, dass mir, wat d'Gesetz vum Congé parental hei ugeet, nach laang net duerch de Bësch sinn.

Et bleibt ofzewarden, wat déi zoustänneg EU-Kommissioun dann elo vun dësen neie Virschléi an Artikele vum Gesetz vun dem Congé parental hält an ob si dann elo fannen, dass d'Direktiv korrekt a propper ëmgéset ginn ass. An et bleibt ofzewarden, ob dann elo net awer dach verschidde Leit dës Diskriminéierungen ufechten, besonnesch déi am Sënn vun dem Artikel 10bis vun eiser Constitioun: «Les Luxembourgeois sont égaux devant la loi.» Ech géif mengen, hei kéinte mir elo scho bal soen: Affaire à suivre.

**» M. le Président.** - Merci, Madame Spautz. Den nächste Riedner ass den Här Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

**» M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären,...

#### (Coups de cloche de la Présidence)

... d'Reform vum Congé parental huet laang op sech waarde gelooss. De Projet de loi ass viru gitt dräi Joer déposéiert ginn. En ass zweemol vun der Regierung an zweemol vun der Chamberkommissioun amendéiert ginn. Den Dossier ass och nach duerch verschidde Jurisprudenzen an Interventione vun der Commission européenne zousätzlech komplizéiert gemaach ginn.

Dësen Dossier ass am Laf vun der Zäit ee ganz voluminöse ginn. Ech wëll och nach eng Kéier dem Jean-Paul Schaaf, dem Rapporteur, Merci soen, deen déi schwierig Aufgab hat de mëndlechen a schrëftleche Rapport hei ze presentéieren. Merci och mengem Virriedner, déi op alleguer déi technesch Detailler an Neierungen agange si par rapport zum Gesetz vun 1999.

De Projet de loi 5161 ass a sengem Exposé des motifs relativ bescheiden, fir net ze soen, kuerz an dënn. Aus enger Evaluatiounsetüd vun 2002 geet ervir, dass déi dräi Objektiv, déi mam Congé parental viséiert gi sinn, plus ou moins positiv Resultat opweisen hunn. Et sinn dës: d'Auswierkungen op d'Chancégläichheet vu Mann a Fra, d'Auswierkungen op den Aarbechtsmaart, d'Auswierkungen op d'Interesse vum Kand.

Zum éischte Punkt. Bréngt de Congé parental méi Chancégläichheet? De Congé parental gëtt zwar verschidde Pappen eng Chance, sech méi fir hir Kanner ze interesséieren a sech ëm si ze këmmere; mir mussen awer leider feststellen, dass relativ wéineg Papp bis elo vum Congé parental profitéiert hunn. Mir enregistreiere mat Satisfaktioun, dass d'Zuel vun de Pappen, déi vun deem Congé parental profitéieren, an der Lescht awer kontinuierlech eropgeet. Et ass awer genausou däitlech, dass et d'Mamme sinn, déi deen éischte Congé parental huelen, an dass d'Pappen haaptsächlech fir deen zweete Congé a Fro kommen.

Dat huet natierlech zum Deel och eng ganz einfach biologesch Ursach, mä awer net nëmmen. Mir stelle fest, dass de Congé parental déi traditionell Rolleverdeelung iwwerhëlt, déi dra besteet, dass eben de Papp fir d'Besoins financiers vum Haushalt zoustänneg ass an d'Mamm nach ëmmer fir d'Kannererzëiung. Et ass jo esou, dass et ganz oft d'Männer sinn, déi déi gréisste Perte de revenu hunn, wa si ophale mat schaffen, well si am Duerchschnëtt déi besser bezuelte Plazen hunn.

Esou eng zäitweilg finanziell Verloschter si vill Leit bereet a Kaf ze huelen. Eng gutt an intensiv Relatioun zu engem eegene Kand ass jo schliesslech och ee Wäert, och wann en net ze chiffréieren ass. Méi gravéierend sinn awer oft d'Konsequenze fir d'berufflech Carrière vun deene Leit, déi de Congé parental huelen. Nach ëmmer si vill Entrepreneuren negativ zu dësem Congé agestallt. An nach ëmmer heescht eng Décisioun fir de Congé parental am Intérêt vun hirem Kand ze huele fir vill Männer a Fraen, dass se hir berufflech Carrière zumindest op Äis geluecht hunn, wann net definitiv an de Wand geschriwwen hunn.

De Congé parental kann zu enger meilleure conciliation de la vie privée et de la vie professionnelle bäidroen. Dat stëmmt fir déi dach awer relativ kuerz Zäit vu sechs Méint, am Idealfall och souguer vun eefel Méint. Dat ass scho vill Wäert. Ingesamt awer kann och de Congé parental déi Problemer, déi sech ronderëm d'Organisatioun vum Privatlieden an dem Beruff stellen, relativ wéineg änneren. Dat ass: d'Garde vun de

Kanner; Aarbechtszäiten, déi net kompatibel si mat den Zäiten, wou d'Garde vun de Kanner assuréiert ass; de Mangel u Structures d'accueil fir Schoulkanner; e ganz ënnerschiddlecht Angebot vun esou Strukturen, jee no der Gemeng, wou ee wunnt; Waardelësichte bei konventionéierte Crèches; Duebelbelaaschtung vun Haushalt a Beruff.

Déi Gréng erkennen déi rezent Efforten an déi Richtung un. Dat ännert awer näischt un der Tatsaach, dass déi historiesch begrënnete Begënschtung vun enger Fraepolitik a Richtung Kierch, Kanner a Kichen nach ëmmer hire laange Schiet op eis Familljepolitik werft a mir e groussen Nohuelbedarf hunn. Ech kann dat mat Beispiller aus der Géigend, wou ech wunnen, illustréieren. An der konventionéierter Crèche géng ech gären déi 1.143 Euro bezuelen, fir mäi fiktive Puppelche gutt versuergt ze kréien. Leider sinn ech ganz wäit hannen op der Waardelësicht, an ech krut och keng Hoffnung gemaach, ech kréich mäin - ech betounen et - fiktiv Kand do jee ënnerdaach.

Wann ech elo de Pech hätt vill manner ze verdéngen, misst ech just de Mindestpräis vu 85 Euro bezuelen. Hätt awer nach ëmmer keng Plaz. Dat ass zwar sozial gerecht, mä keng Plaz ass keng Plaz. An der privater Crèche kéim ech mat mengem Revenu e bësse besser wech. Et géng mech nach 850 Euro kaschten. Mam soziale Mindestloun misst ech allerdéngs och 850 Euro bezuelen, grad wéi en Deputéierten. Dat ass net sozial, mä wie sech et leeschte kann, hätt eng Plaz.

Bei enger Organisatioun, déi Dagesmamm weidervermëttelt, krut ech gesot, si géingen déiselwech sozial Kritären applizéieren wéi an de konventionéierte Crèches. Si hätten awer leider keng Plaz a menger Géigend, an ech kéint op eng Waardelësicht komme mat allerdéngs ganz wéineg Aussicht op eng Plaz. Interessant ass hei och nach, dass ech misst bal duebel esou vill un d'Vermittlerorganisatioun bezuele wéi d'Dagesmamm erauskritt. D'Dagesmamm kréich 26,5 Euro pro Dag.

Och duerfir gëtt et eng Rei gutt a richteg Ur-saachen. Wat awer net verhënnert, dass ee sech a mengem Fall géif ermontert spieren, sech laanscht d'Sécherheet vum Vermittler ze schmuggelen. An deem Raum, wou ech wunnen, hunn ech mat enger gudder Pei e beschränkte Choix. Mat enger klenger Pei wier ech allerdéngs op de „Groe Maart“ ugewise fir meng Kanner ze versuergen, oder ech wier gezwongen op eng Erwerbsaarbecht ze verzichten.

Duerfir ass eis Fuerderung, och wa se schonn zimlech al ass, nach ëmmer richteg an nach ëmmer urgent: Dir Dammen an Dir Hären, mir mussen eist Netz vu qualitativ héichwäertege Betreuungsstrukture fir Kanner an ganze Land ausbauen. A selbstverständlech mussen d'Öffnungszäiten de reelle Bedürfnissen vun den Elteren entsprechen. Dat alles mécht, dass de Congé parental sécherlech keen Instrument ass, dass d'Égalité des chances um Aarbechtsmaart garantéiert. Dat beweist schonn d'Beschäftigungsquot vum de Fraen um Lëtzebuerg Aarbechtsmaart, dee jo nach ëmmer zu de Schlusslichter um europäesche Plang gehéiert.

Dat alles heescht awer och net, dass de Congé parental enger Politik zu méi Chancégläichheet tëschent Mann a Fra am Wee steet. Mir sinn iwwerzeegt, dass de Congé parental et enger ganzer Rei Fraen erméiglecht am Beruff ze bleiwen, wa se de Congé à temps partiel huelen, respektiv de Kontakt zur Aarbechtswelt net ofzëbréchen, wa se no hirem Congé erëm schaffen ginn. Ouni de Congé parental géife wahrscheinlech eng ganz Rei Fraen, déi sech et leeschte kéinten, de Choix huelen dem Aarbechtsmaart eng Zäit de Réck ze dréinen, mat allen negativen Konsequenzen, déi esou eng Décisioun eventuell spéider fir si selwer kéint hunn.

Elo zu den Auswierkungen op den Aarbechtsmaart. Hei steet am Exposé des motifs just: «Les effets sur le marché de l'emploi se laissent plus difficilement appréhender, mais que somme toute, les effets ne sont pas non plus à rejeter.» Dat ass eng Ausso, mat där kënnen mer net vill ufänken. Et ass mat Sécherheet esou, dass de Congé parental a ville Secteure guer net kann duerch Chômeuren ersat ginn, well mir net déi Leit mat deenen néidege Kompetenzen um Aarbechtsmaart fannen. Et ass och esou, dass eng Rei Congés parentals iwwerhaupt net ersat ginn a just eng Ëmverdeelung op déi aner Mataarbechter geschitt, wat d'Situatioun vun deem, deen de Congé freet, bestëmmt net méi einfach mécht.

Op där anerer Säit ass et duerchaus denkbar, dass duerch d'Tatsaach, dass deen éischte Congé parental direkt nom Congé

de maternité soll oder muss geholl ginn, an dass eng grouss Majoritéit vu Fraen dësen éischte Congé hält, effektiv eng Rei Aarbechtsplaz fir zéng oder eefel Méint fräi ginn; a verschidde Beruffer - ech denken un d'Kliniken an un d'Crèches - fir nach méi eng laang Zäit. Dass dat och Auswierkung misst op den Emploi hunn, schéngt eis logesch. Dat ass och een Argument, wann och kee ganz proppert, well et net am Aklang vun de Bestriewunge vu Chancégläichheet ass, dass derfir schwätzt, dass deen éischte Congé direkt nom Congé de maternité soll geholl ginn. Dass mir domat de Chômage bekämpft kréien, ass awer méi wéi zweifelhaft. Mir kréien dat jo och duerch d'Chifferen um Aarbechtsmaart permanent beluecht.

Interessant ass awer och eng Ausso am Rapport d'activités vun 2005 vum Familljeministère. Beim zweete Congé parental, dee jo logescherweis méi vu Männer geholl gëtt wéi vu Fraen, stellt ee fest, dass d'Zuel vun de Pappen, déi dëse Congé huelen, däitlech eropgeet. Am Rapport gëtt de Verdacht geäussert, dass dat an Zäite vun enger lichtschiwerer Konjunktur eng Mesure kéint sinn, wou am Accord oder souguer op Recommendation vum Patron, de Congé parental ugefrot gëtt, fir en eventuelle Chômage ze évitéieren. Wann dat dann esou ass, dann ass dat jo och zum Notze vun all Interesséierten, an hoffentlech och dem Kand.

Déi gréng Fraktioun ass der Meenung, dass de Congé parental virun allem eng familljepolitesch Mesure ass. Mir wëssen alleguer, dass et fir e Kand ganz wicteg ass en Netz vu Bezugspersonen ze hunn, an dass d'Qualitéit vun der Relatioun zu enger oder méi Bezugspersonen fir all Kand vu grousser Bedeitung ass. Déi Gréng sinn iwwerzeegt, dass d'Qualitéit vun der Relatioun Elter-Kand net just vun der Dauer ofhänkt, déi déi zwou Partië matenee verbréngen. De Congé parental erméiglecht et awer deenen Elteren, déi dat wëllen, sech Zäit ze huelen, fir déi éischt Méint vun hirem Kand vill Presenz ze weisen; an dat ass gutt esou. Mir stelle fest, dass d'Demanden, fir d'Indemnité du congé parental ze kréien, eropginn, an dass se zënter 2005 de Cap vun 3.000 iwwerschritt hunn.

Mir mengen et wier awer och emol interessant ze kucken, wéi eng Leit dann elo net vum Congé parental profitéieren wëllen oder profitéieren kënnen. Eisen Informatiounen no sinn dat virun allem Leit, déi ëm hir Aarbechtsplaz fäerten. Mammen a Pappen a prekären Aarbechtsverhältnissen verzichten oft léiwer op hiren Droit vum Congé parental, wéi dass si sech dem Risiko aussetzen den lenger vun hirem Patron op sech ze zéien, an hir Carrière oder eventuell souguer hir Aarbechtsplaz mëttelfristeg ze verléieren. Dat ass traureg, mä Realitéit. Et wier bestëmmt interessant, hei och emol Zuelen ze kréien, wéi eng Leit a wéi vill Leit hei betrëff sinn.

D'Dauer vu sechs Méint vum Congé parental ass aus der Sicht vum Kand problematesch. De Congé ass just dann eriwuer, wann de Bébee aacht oder néng Méint al ass. An dat ass awer grad just deen Alter, wou de Puppelchen an enger Entwécklungsphas ass, wou eng Trennung vu senger Bezugsperson guer net esou einfach ass. De Bébee fremdelt. Aus dem Kand senger Sicht wier et besser, wann de Congé parental dräi Méint oder néng Méint géif daueren.

Wa mir och net probéiert hätten aus dem Congé parental eng Beschäftigungsmesure ze maachen - mat zweifelhaftem Erfolg - , da wier et och méiglech gewiescht, dëse Congé méi flexibel ze gestalten. Eng Rei Fraen - déi Minoritéit, déi et fäerdege bruecht huet eng zolld berufflech Carrière nient hirem Familljeliiden ze maachen - géifen eventuell nach e puer Méint ee Congé parental huelen. Sechs Méint kënnen si sech eventuell aus beruffleche Grënn net leeschten a se verzichten duerfir, oft mat Bedauern, ganz op de Congé parental.

De Choix, fir eng grousszügig Regelung zu Lëtzebuerg anzeféieren, wat de Congé parental ueget, kascht eis Gesellschaft selbstverständlech och eng Staang Geld. Erstaunlech wéineg ass am Virfeld vun dëser Debatt, an och an der Debatt selwer, iwwert d'Finanze geschwat ginn. Graff gerechent kascht eis de Congé parental all Joer 55 Milliounen Euro.

An deem Kontext sief och d'Fro erlaabt, ob et net och eng Rei Ongereimtheeten tëschent dem Congé parental an der Allocation d'éducation gëtt. Sou steet zum Beispill op der Säit 15 vum Rapport d'activités 2005 vum Familljeministère: «Avec l'introduction de l'indemnité du congé parental l'on peut affirmer que le fait d'accorder l'allocation d'éducation sous condition de revenu, non

seulement va à l'encontre de la finalité de l'allocation, aucun des parents n'ayant besoin de s'occuper de l'enfant, mais représentative à proprement dire une concurrence déloyale au congé parental.»

Och iwwert de Montant vun der Indemnité ass wéineg geschwat ginn. Dëse Montant läit ëmmerhin tëschent dem Mindestloun fir qualifizéiert Aarbechter an deem vun onqualifizéierten Aarbechter.

Am Rapport vun der Familljekommissioun vum 11. Februar 2003, déi sech mat der Etüd vum Ceps/INSTEAD iwwert d'Effets redistributifs vun eiser Familljepolitik befaasst hat, steet: «Madame (...)» - den Numm ass bestëmmt net wicteg; d'Madame déi de Ceps/INSTEAD representéiert huet - «constate que la politique familiale de l'État consiste en la distribution d'argent.» Och wann déi Ausso an dëser strenger Form net méi ganz richteg ass, ganz falsch ass déi Feststellung och haut nach net.

Mat der Familljepolitik, wéi mer se zu Lëtzebuerg zënter Jorzéngte féieren, mat Geldtransfertleeschungen, déi d'Doheembleiwe vun engem Elterendeel - der Mamm - fördern, ass den Ausbau an de Fonctionnement vun de Structures d'accueil nëmmen iwwer eng sozial gestaffelt Participatioun vun den Elteren ze finanzéieren. An de skandinavesche Länner gëtt et eng aner Familljepolitik. Hei investéiert de Stat méi an d'Betreiungsinfrastrukturen. Mir mussen eis d'Fro stellen, wéi eng Familljepolitik mir an Zukunft wëllen.

Wa mir feststellen, dass Kanner an eis Schoule kommen, déi praktesch sprachlos sinn, oder déi verhaltenopfälleg sinn, ënner anerem well se kaum gefördert gi sinn, a wa mir wëssen, dass déi éischt Joren am Liewe vun engem Kand extrem wicteg si fir seng Bildungsbiographie, da muss d'Gesellschaft an d'Politik reagéieren. Mir hunn och schonns reagiert; zum Beispill andeems mir de Précoce geschaf hunn. De Précoce ass eng schoulesch Infrastruktur an ass grad wéi all aner Schoulbesuch gratis. Dat steet am Schoulgesetz vun 1912 an an eiser Constitioun; an dat steet och net hei zur Diskussioun.

Ech sinn iwwerzeegt, dass d'Schaffung vun engem Précoce u sech eng gutt Saach ass. D'Iddi fir de Kanner vun dräi Joer u Raum an Zäit ze bidden, fir hir sproochlech a sozial Integratioun ze förderen, ass bestëmmt richteg. Hei ass och net d'Plaz, fir iwwert de Précoce am Detail ze diskutéieren - do géif mer nach munches derzou afalen -, mä ech wëll drun erënneren, dass déi Gréng ëmmer gesot hunn, dass et méi effizient gewiescht wier d'Précoce-Strukturen a Crèches ze integréieren, anstatt eng eegen nei schoulesch Infrastruktur ze schafen, déi jo awer vill Zäit eidel steet. Wann déi 116 Gemengen, wou elo déi lescht amgaange sinn hir Précoce-Infrastrukture fäerdege ze bauen, déiselwech Gelder a Crèché gestach hätten, dann hätte mer elo eng besser Situatioun.

Mir fuerderen eng Käschten-Notzen-Analyse vum Précoce als eegestänneg Infrastruktur.

Ech mengen, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn eis eens, dass et vill gutt Grënn gëtt, fir Kanner an d'Welt ze setzen, an dass Leit, déi decidéieren Kanner ze kréien, aner Motivatiounen hu wéi déi finanzieller Natur. D'Kanner kaschten awer nun och emol Geld. An duerfir ass et wicteg a richteg dofir ze suergen, dass de Fait, Kanner ze hunn, keng Fra a keng Famill a Gefor bréngt, hiren eegene sozialen Ënnergang anzuladen. Duerfir ass et richteg, wa mir eng ganz Rei vu Familljeleeschungen zu Lëtzebuerg hunn, an et ass och richteg, wann d'Structures d'accueil ausgebaut ginn.

Mir mussen awer eis Transfertleeschunge kritesch ënnersichen, ob se wierklech ee wirksam Instrument sinn, fir Ongläichheiten an Ongerechtekten an eiser Gesellschaft ze bekämpfen.

Déi gréng Fraktioun bedauert, dass den Délai, mat deem de Congé parental vun deene betraffenen Eltere muss am Virus ugefrot ginn, zwee Méint no vir geréckelt ginn ass. Hei deele mir dem Statsrot seng Meenung, dass et besser wier, wann déi betraffenen Eltere aus medezineschen awer och aus familiären oder ganz einfach mënschlechen Ursachen esou eng wicteg Décisioun net esou fréi missten huelen.

Bei aller Kritik bréngen ech den Accord vun der grénger Fraktioun zum familljepolitesche Projet de loi 5161, esou wéi en eis an där leschter Versioun hei haut zum Vote virgeluecht ginn ass.

Ech soen lech Merci.

**» Plusieurs voix.** - Très bien!

**» M. le Président.** - Merci, Här Adam. Den nächste Riedner ass den Här Aly Jaerling. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

►►► **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*).- Här President, Madame Minister, sidd Dir waarm ugedoen?

(*Hilarité et interruption*)

Här President, den Accord-cadre an d'Direktiv, op deenen dës Gesetzesinitiative berout, gesäit Folgendes vir: Déi Mammen a Pappen, deenen hir Kanner virum Akraaftriede vum initiale Gesetz iwwert de Congé parental gebuer an nach keng fënnf Joer al waren, sollen och de Congé parental zougestane kréien, ebe well se deemools vum deem Avantage ausgeschloss waren. Wann dat net esou gewiescht wier, dann hätte se elo all deeselwechte Congé parental, an da krite mer och haut kee Sträit doriwwer. Den Accord-cadre schreift vir, datt dat bestehend Gesetz misst dann also deementsprechend geännert ginn, dass déi Leit dann och de Congé parental kréien.

Mä den Accord-cadre insistéiert awer drop, datt op kee Fall déi Ännerung vum Gesetz duerf mëssbraucht ginn, fir bestehend Rechter am Kader vum Congé parental ze verschlechteren. An dat bestehend Gesetz gesäit ebe vir, datt Mann a Fra innerhalb vu fënnf Joer no der Gebuert vum engem Kand d'Recht op sechs Méint voll respektiv zwoelf Méint Deel-Congé-parental zougestane kréien. Dese Congé parental ass rémunéiert an indexgebundene gewiescht. Bis elo!

An eiser Verfassung ass ageschriwwen, datt all d'Bierger gläich sinn. Et steet souguer dran, datt Mann a Fra elo gläich sinn. Besonnesch wat d'Rémunéieroung ubelaangt, gëtt iwwerall ëmmer méi staark Gläichheet tëscht Mann a Fra gefuert. An dat kann een och nëmmen ënnerstëtzen.

Här President, dat heite Gesetz geheit awer all déi virzitéiert Prinzipien a Rechter op d'Kopp. Deene Mammen a Pappen, déi deemools net an de Benefiss vum Congé parental komm sinn, soll dann elo dat Recht zwar och zougestane ginn, mä net dat bestehend Recht, esou wéi et den Accord-cadre virgesäit, sechs Méint Congé parental a rémunéiert, mä nëmmen dräi Méint an net rémunéiert; also eppes wéi e Congé sans solde, just dass de Stat d'Soziallaaschten dréit.

Dat bedeit eng kloer Diskriminéierung vum deene betraffene Fraen a Männer. Dat heescht eng kloer Violatioun vum de Rekommandatiounen aus dem Accord-cadre, dee seet, datt keng bestehend Rechter mat deem Gesetz duerfe verschlechtert ginn. Dat heescht eng kloer Violatioun vum eiser Verfassung, déi d'Chancëgläichheet jo awer soll garantéieren. Déi eng Mammen a Pappe kréie sechs Méint bezuelte Congé parental, fir sech ëm hir Kanner ze këmmen, wat nëmmen de Kanner zegutt kënnt a wat och richtig ass. Déi aner, déi kréie kee Recht op Congé parental; well dräi Méint net bezuelt, dat ass kee Recht.

Oder mengt heibannen een, datt eng eleng erziend Mamm mat zwee Kanner, déi de Mindestloun verdéngt, et sech ka leeschten, och nëmmen ee Mount oder och nëmmen eng Woch doheim sëtzen ze bleiwen, oui e Su?!!

Deen zweete Skandal ass dann natierlech deen, dass de Congé parental net méi indexgebunden ass. Déi Indexéierung vum Congé parental war och e bestehend Recht an deem initiale Gesetz iwwert de Congé parental a misst deemno laut dem Accord-cadre och bestoe bleiwen. Déi Désindexéierung duerf och net toleréiert ginn.

Här President, mä wat soen eis Fraerechtler dann dozou? Stëmme se dann elo dese fir déi vill Fraen do ongerechte Projet? Also, ech soenlech just, wa jo, da solle se awer net méi hei Knäll doe komme géint d'Diskriminéierung vum de Rechter vum de Fraen,...

(*Interruption*)

... wa se elo hei mathëllefe ville Fraen hir Rechter ze violéieren a ville Kanner hiert Recht ze huelen, datt hir Mamm respektiv hire Papp sech kënne während sechs Méint full-time ëm se këmmen.

Se sollen dann och net elo, wann dat Gesetz hei gestëmmt ass, erausgoen a maachen, wéi dat esou üblech ass, dass hei an der Chamber esou vill béis Männer sëtzen, deenen hir Schold et wier, dass dat Gesetz hei elo esou komm ass. Well, wa se elo hei géifen higoen a si géifen et net stëmmen, da géif ech soen, all Respekt. Mä wa se et matstëmmen, all déi vill Fraerechtler heibannen, da solle se sech schomme virum de Fraen an da solle se sech net méi Fraerechtler nennen.

►►► **M. le Président**.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo d'Madame Marie-Josée Jacobs, Ministerin zoustänneg fir d'Famill.

►►► **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*).- Si ass fir méi zoustänneg wéi fir d'Famill.

►►► **M. le Président**.- An deem Moment ass se zoustänneg fir d'Famill.

(*Interruption*)

►►► **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif fir d'éischt wëllen dem honorabelen Här Jean-Paul Schaaf e grouse Merci soe fir seng Gedold, déi hien hat iwwert déi laang Zäit, an och virauser dem Marcel Glesener, deen an där anerer Konstellatioun de Rapporteur vum deemem Projet war, fir de Congé parental ëmzesetzen, an och der Kommissioun, déi et méiglech mécht, datt, wann ech dat richtig verstanen hunn, d'DP, d'CSV an déi Gréng dee Projet hei wäerte stëmmen an datt mer dee Projet also den Öwend hei wäerten ugeholl kréien, an domadder hoffen ze verhënnere, datt d'Lëtzebuurger Land condemnéiert gëtt, fir ganz héich Strofen ze bezuelen.

Et war net d'Schold vum der Regierung an et war och net d'Schold vun der Chamber, datt et esou laang gedauert huet. Mä et ware laang Pausen ënnerwee gewiescht, déi onofhängeg vun lech a vu mir waren.

Dat gesot, huet Lëtzebuerg e Congé parental, deen déi Kaderdirektiv ëmsetzt, dee méi généréis ass wéi deen an engem anere Land. An de Conseil d'État hat a sengem Rapport geschriwwen, et soll dee verstoen, deen dat kënnt verstoen, datt dann d'Kommissioun géif soen, mir hätten dat net richtig ëmgesat, datt mer Uerteeler géinge kréie vum Europäesche Gerichtshaff, well mer dat net richtig gemaach hätten.

Ech wëll elo net méi op all déi eenzel Punkten agoen, déi hei an deem Gesetz dra sinn. De Jean-Paul Schaaf huet dat an esou enger exzellenter Form gemaach. Ech wëll mech befaasse mat deenen Iddiën a mat deene Saachen, déi hei gesot goufen, well déi eng jo awer vläicht nach méi erstaunlech si wéi déi aner - fir et emol esou auszedrücken -, a well ech och gäreren awer wéisst, wéi mer dann elo heimadder géife virufueren.

Den Här Calmes huet gesot, datt déi Etüd no zwee Joer gewisen hätt, datt haaptsächlech d'Fraen dovunnen géife Gebrauch maachen an datt et als eng aarbechtsmaartpolitesch Moosnam net onbedéngt déi richtig wier.

Mir hu keng richtig Zuelen doriwwer, awer fir eis jiddferfalls als Kannergeldskeess, wann ech dat esou ka soen, ass et schwéier, fir dat erauszefannen. Ech denken awer, datt ee jo iwwer esou vill Saache kann Etüde maachen, datt een och eng doriwwer kéint maachen, wat et bruecht huet a wat et net bruecht huet.

Ech wëll nach eng Kéier soen, datt Lëtzebuerg sechs Méint agefuert huet, wougéint an der Directive-cadre dräi Méint virgesi waren. Et wier vläicht elo gutt, wann all déi sech emol géife mellen, déi da géife soen, si wieren dann nëmme fir dräi Méint.

An da wier et och flott ze héieren, wat dann elo déi konkret Virschléi wiere vun där Familljepolitik, vun där den Här Calmes geschwat huet, andeem hie gesot huet, de Congé de paternité misst iwwer méi Jore verdeelt ginn. Wann ech mech u verschidde relativ intensiv Diskussiounen och mat de Patronatsvertrieder weess ze erënnere, da soen déi, si krite hir Betriber net organiséiert, wann dat op vill Zäit an op laang Zäit an op ëmmer erëm do verdeelt wier, wou een net wéisst, wéini datt da seng Arbeitnehmer do wieren an net do wieren, esou datt ech mengen, datt dat net gradesou evident ass, wéi ee sech dat kéint virstellen. Et wier also gutt, wa mer géifen och do gesot kréien, wat dann déi konkret Propositione wieren.

Dir verstitt, datt ech relativ iwwerrascht war iwwert d'Aussoe vum der Madame Spautz. An ech géif och gare vum der Madame Spautz wëssen, ob se dann elo derfir wier, datt mer op dräi Méint géife goen, oder ob mer sollen op sechs Méint bleiwen.

Well dat ass jo d'Fro, déi se da jo gestallt hutt, wéi se gesot huet, do wieren net lauter „lautere Gedanken“ derhannert gewiescht. Fir mech sinn et nach keng unlautere Gedanken, wann een aus enger Moosnam och eng aarbechtspolitesch Moosnam wëllt maachen a probéiert ze maachen, fir domat ze hëllef, fir eng Partie Leit eng Aarbecht ze kréien. Dat sinn och nach keng unlautere Gedanken - och net vis-à-vis vun enger Familljepolitik.

Bei Familljen, wou deen een oder deen anere keng Aarbecht dran huet, ob dat grad am Sënn ass vun deenen an ob dat am Sënn vun de Familljen ass, dat woen ech scho staark ze bezweifelen. Mir hunn ëmmer gesot, och op anere Pläng: Et ass méi wichteg, d'Leit fannen Aarbecht a si kënnen op enger Aarbechtsplaz Erfahrung

sammelen. An et ass ëmmer gesot ginn: Et ass kloer, datt deen, deen an engem Congé parental dran ass, net onbedéngt deen ersetzt, deen elo fortgeet, mä datt ennen ee kann nokommen, an dat denken ech ass awer sécher eppes wat net unlauter wier.

Datt eng Rei vu Saachen an deem Gesetz hei verbessert goufen, do ass jo guer keen Zweifel drun, soss hätte mer et net brauchen ze maachen. Well mir hunn et jo net nëmme gemaach, well d'Kommissioun respektiv de Gerichtshaff gesot huet, dat, wat mer géife maachen, wier net richtig gewiescht. Ech sinn och gäreren domat d'accord an ech gehéieren net zu deenen, déi uneinsichteg sinn, datt, wa Verbesserungen ze maache wäeren - an dat war mam Temps partiel esou an och mat den Adoptiounen -, hunn ech kee Problem haut ze soen, datt dat Verbesserung sinn, déi komm sinn opgrond vun deem, wat an der Chamberskommissioun diskutéiert ginn ass.

Ech kenne kee Congé sans solde op där anerer Säit, wou de Stat engem seng Cotisatione bezilt, souwuel fir d'Krankekeess wéi fir d'Pensionskeess. Esou datt ech mengen, datt et och kee Congé sans solde wier.

Dat, wat mer awer äusserst fragwürdeg virkënt, ass - an do weess ech elo net wat d'sozialistesche Fraktioun mécht, well d'Madame Spautz huet jo net gesot, ob hir Partei géif derfir stëmmen oder net - wa se seet, dat wier ee Gesetz wat géint d'Verfassung wier. Ech stelle mer awer ganz seriö Froen. Wann et géint d'Verfassung ass, dann, denken ech, därerf keen dat Gesetz stëmmen!

►►► **M. Xavier Bettel** (*DP*).- Et ass net fir d'éischt wou mer e Gesetz stëmmen, wat géint d'Verfassung ass, Madame Minister.

►►► **Plusieurs voix**.- Ooohhhh!!

(*Coups de cloche de la Présidence*)

►►► **M. le Président**.- Jo, Här Bettel, dat steet elo hei net zur Debat!

►►► **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Här Bettel, da musst Der dat bewiesen, an da mussen...

►►► **M. Xavier Bettel** (*DP*).- Da bräichte mer keng Cour constitutionnelle!

►►► **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Déi hu mer awer net gëschter kritt!

►►► **Une voix**.- Wéi hat de Grethen gesot? Les gaffeurs!

►►► **Une autre voix**.- Mä wann een awer weess, dass een dergéint ass, da kann een och net derfir sinn.

►►► **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Also ech si jo dovun iwwerzeegt, datt et net géint d'Verfassung ass. Dofir denken ech och, datt déi aner Parteien an déi aner Fraktiounen, déi sech hei geäussert hunn a gesot hunn, si géifen et stëmmen, oder dovun iwwerzeegt sinn, datt et net géint d'Verfassung ass, well soss géife se et jo sécher net maachen. Mir loossen eis also dann iwwerraschen, wéi dat doten ze interpretéieren ass.

(*Interruption*)

Da géif ech gären...

►►► **M. le Président**.- Madame Jacobs, erlaabt Der eng Zwëschefro vum der Madame Spautz?

►►► **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Oder eng Explicatioun vläicht och?

(*Hilarité*)

Selbstverständlech.

►►► **Mme Vera Spautz** (*LSAP*).- Fir vläicht direkt zwou Saache kloerzestellen: Am ganzen Eifer vum Gefecht hunn ech vergiess gehat ze soen, datt d'sozialistesche Fraktioun dese Projet stëmme wäert.

►►► **Plusieurs voix**.- Aaahhhh!

►►► **Mme Vera Spautz** (*LSAP*).- Zu deem zweete Punkt, wat d'Saach ugeet vun dem Artikel 10, sinn ech absolut sécher, datt mer wäerte Kloe kréien, a souwäit ech mech kann erënnere, hutt Der an der leschter Kommissioun och gesot gehat, Dir wéisst, datt et eng Onsécherheet géif ginn,...

(*Interruptions*)

►►► **Une voix**.- Aha!

►►► **Mme Vera Spautz** (*LSAP*).- ...juristes, an da misste mer elo ofwaarden, wat géif geschéien, well mer soss den Délai vun

deenen zwee Méint net kéinten anhalen. Am Rapport ass dat nozeliessen.

►►► **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Dat ass richtig.

►►► **Une voix**.- Sou hunn ech dat och verstan gehat.

►►► **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Dat ass richtig am Kader vun der europäescher...

(*Interruption*)

►►► **M. le Président**.- Da lauschtert elo emol no, wann ech gliift!

►►► **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Dat ass richtig am Kader vun deem, wou een net weess, ob d'Europäesch Kommissioun... Dat huet näischt mat Lëtzebuurger Rechtsmëssegkeet ze dinn. Et huet eppes mat europäescher ze dinn, an deen, deen heibanne seet, hie géif wëssen, wéi ëmgesat géif ginn an domadder kee Problem géif kréie mat enger Direktiv, dee géif ech wierklech froen opzestoen an ze soen: Wa mer dat elo esou an esou maachen, da kréie mer kee Problem.

An dofir hunn ech virauser ewell gesot, de Conseil d'État, dee jo awer gutt Juristen huet, huet gesot, datt et natierlech äusserst bedauerlech ass, wa Leit hire Congé parental net huelen, well se sech net traue, fir en ze huelen. Well a sech ass et jo e Recht, an et steet och am Gesetz dran, datt ee muss déi Plaz erëmkreien, op där ee virauser war, respektiv eng, déi equivalent ass.

Iwwert déi Froen an iwwert déi Bemierkungen, déi den Här Adam gemaach huet, géif ech gare soen, datt et natierlech äusserst bedauerlech ass, wa Leit hire Congé parental net huelen, well se sech net traue, fir en ze huelen. Well a sech ass et jo e Recht, an et steet och am Gesetz dran, datt ee muss déi Plaz erëmkreien, op där ee virauser war, respektiv eng, déi equivalent ass.

Vun dohier misst et klappen - an et ass déi éischte Kéier, datt mer dat an enger Gesetzgebung stoen hunn. Zum Beispill bei der Allocation d'éducation hu mer stoen, datt een eng Prioritéit huet, mä et huet ee keng Garantie, datt ee kann zrëckkommen.

Dofir géif ech et wierklech bedauern, wa Patronen do wieren, déi géifen herno d'Leit esou ënner Drock setzen oder virauser esou ënner Drock setzen, fir ze soen: Wann s de däi Congé parental hëls, da gëss de bei der éischtschtescher Geleeënheet, déi ech fannen, entlooss!

►►► **Une voix**.- Dat seet keen, Madame Minister, datt mécht een éischter am Hannergrond. Dat gëtt et awer.

►►► **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Jo, et ass dofir awer net méi richtig.

►►► **M. Claude Adam** (*DÉI GRÉNG*).- Ech fannen dat och net. Mir sinn eis eens.

►►► **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Da géif ech wëlle soen, wou Dir Recht domadder hutt, ass selbstverständlech och, datt et eng Fro ass vun den Aarbechtszäiten, déi besser musse kompatibel si mat de Berufszäiten a mat der Erziéung vun de Kanner, d'selwecht wéi och wat d'Garde d'enfants ubelaangt.

Ech géif awer wëllen drun erënnere, datt an deenen zwou leschte Regierungen immens vill Effort gemaach si ginn, wat sougutt d'Crëchen ubelaangt wéi och wat d'Betreiung vu Kanner ubelaangt, déi am Schoulalter sinn, an ech wëll och do soen, datt mir an de Maisons relais jo elo an där neier Konventioun, déi mir och mam Sycol zesammen ofgeschloss hunn, wäerten op e Präis kommen, deen tëscht engem a siwen Euro kascht, wat jo dann och ëm gestaffelt ass jee nom Akommes vun den Elteren, a wou dann déi Feelbedarfsfinanzéierung, déi iwwreg bleift, op där enger Säit zu 50% gedroe gëtt vum Stat an op där anerer Säit zu 50% vun de Gemengen.

Dat wat déi flexibel Öffnungszäiten ubelaangt, ass do genau datselwecht wou mer gären hätten, datt d'Kanner net mussen entweder hallef ageschriwwen oder ganz Deeg ageschriwwen sinn a mussen do sinn, mä datt een och wierklech déi Stonne kann an Usproch huelen, déi och wierklech gebraucht ginn, a wou net dann d'Eltere soen: Ma mir loosse d'Kand do, mir hu bezuelt, also gi mer et och erëischt sichen, wa bis déi Zäit eriwwer ass. Mer hu gemengt, datt dat awer wichteg wier.

Ech mengen et ass och interessant, datt Der déi Ziffere genannt hutt, datt dat hei 55 Milliounen Euro kascht, well et hat ee bal dat Gefill, wann ee verschidde Saachen hei nogelasschert huet, wéi wann dat do esou eng Nullrunde wier, déi mer hei géife maachen. Wann eppes esou deier kascht, dann denken ech awer, datt et och gutt ass, datt jiddferen sech dat emol eng Kéier duerch de Kapp goe léisst, fir och ze weisen, datt dat jo net grad esou ass.

Dir hat eng Fro gestallt vun där et interessant wier, wa mer eis eng Kéier méi géifen doriwwer ënnerhalen an dann och kucken, zu wat fir eng Resultater datt mer kéimen, an dat ass déi, wat fir eng Familljepolitik datt mer wëllen. Wëlle mer Geld oder wëlle mer Infrastrukturen? An da wonnere ech mech jo feststellen, datt dann awer, soubal wéi gesot gëtt, elo désindexéiere mer d'Kannergeld, den Zodi lassgeet fir ze soen, wéi ongerecht datt dat ass a wéi onsozial datt dat ass a wéi schrecklech onfamilljefrëndlech datt dat ass fir...

**(Interruption)**

Neen, neen, neen, ech hu jo net gesot, datt Dir dat sot. Mir konnte jo net nëmme mat lech eleng eng Diskussioun doriwwer féieren an och Konklussiounen zéien.

**(Interruption)**

Et wier vläicht méi einfach. Mä awer, doriwwer eng ofschrëssend Meinung eng Kéier ze kréien an ze mierken, datt dat... Jiddferen fënt jo, datt ee kee Kannergeld oder datt dee kee Kannergeld bräicht, deen en hallwen Euro méi verdéngt wéi hien, mä wann s de drënner ufänks, da geet awer den Zodi lass fir ze soen: Ah, dat doten ass awer falsch! Elo hutt Der awer erëm déi falsch Leit domadder erreicht. Dofir mengen ech, datt dat wierklech der Méi wäert wier, fir ze kucken, wou mer do an deenen nächste Jore virufieren.

Ech mengen, datt et wichteg ass, datt een och an deenen nächste Joren op zwee, dat heescht och op dräi Niveaue bleift. Dir wësst, datt mer amgang sinn, oder datt am Finanzministère amgang ass gepréift ze ginn, wéi et mam Crédit d'impôt ass, wéi een dee kann aféieren a wéi een domadder och méi sozialgerecht Politik ka maachen, besonnesch och fir d'Familljen.

Op där anerer Säit mengen ech awer, datt een net definitiv kann op Kannergeld verzichten, am Ganze kann drop verzichten, oder och nëmme net soll soen, datt ass eppes wat nëmme Leit kréien, déi vun engem bestëmmt Niveau sinn, well ëmmer Leit, déi Kanner hunn, méi Ausgaben hu wéi déi, déi keng Kanner hunn.

Ech sinn awer absolut domat d'accord, datt d'Kanner e ganz anere Wäert hunn a sech, an ech fannen et ëmmer schued, datt eigentlech datt ëmmer nëmme esou duergestallt gëtt, wéi wann et eppes wier mat deem ee just Aarbecht hätt a wat ee just géif Sue kaschten. De Wäert a sech vu Kanner ass jo esou eppes vun onbeschreiflech, datt en net ka mat Geld aus- an opgemooss ginn.

Da wollt ech och dozou soen, datt d'lescht Joer am Kader vun de Budgetdiskussiounen d'Demokratesch Partei gefrot hat fir d'Transfertleeschungen nozekucken. Ech wëll och do soen, datt mer där Demande - also där Motioun, déi mer ugeholl hunn - selbstverständlech och nokommen an datt mer de Moment amgang sinn, och mam Conseil économique et social ze kucken, fir gemeinsam och do e Wee ze fannen, wou ech awer net iwwermuer hei eng Äntwert ka ginn, well et eppes ass, wou ech wierklech och gären hätt, datt et méi laangfristeg géif gekuckt ginn.

Mir hunn hei ëmmer Problemer. Et ass esou wéi bei där Etüd iwwert de Congé parental. Da muss mer no zwee Joer kucken, wat dobäi erauskomm ass. Zwee Joer sinn dann

awer esou eng kuerz Zäit, datt ee beim beschte Wëllen net ka soen, dat ass elo dat wat zielt, mä datt ee wierklech vläicht souguer iwwert de Period erauskënn fir ze soen, dat dote sinn déi richteg Resultater, déi mer brauchen, wann ee wëllt de Logement mat dran huelen, wann ee wëllt d'Studië mat dran huelen, wann ee wëllt eng ganz Partie vun anere Saache mat dran huelen, déi net onbedéngt elo direkt vu sozialen Transferten ofhänken, déi elo mat mir eppes ze dinn hunn oder déi mam Familljeministère eppes ze dinn hunn, fir datt een dann awer wierklech eng Kéier dat richteg géif erkennen.

Ech géif just wëllen, ouni op déi aner Froen a Punkte vum Här Jaerling anzegoen, dem Här Jaerling soen, datt eng elengerzéiend Mamm hire Congé parental kann huelen, wéini datt se e wëllt huelen. An dat stoung ewell an deem vieregte Gesetz. Et ass also näischt Neies, näischt Schlechtes an näischt Aneschtens wat mer aféiere wéi dat, wat doranner war. Een elengerzéienden Elterendeel muss net uschrëssend un de Congé de maternité sai Congé parental huelen. E kann en huele bis d'Kand fënnel Joer al ass.

Dat wëll ech eng Kéier hei gesot hunn, well ech net weess, wou déi Hérésie do hierkënn. Den Här Jaerling hat sécher e Fall, wou en dat erlieft huet an hien erzielt eis deen dann elo.

Här President, wann Dir dermat d'accord sidd, datt en d'Wuert huet?

» M. le Président.- Jo, selbstverständlich, wann Dir d'accord sidd.

» M. Aly Jaerling (*Indépendant*).- Madame Buergermeeschter, mir schwätzen hei vun deene Mammen, deenen hir Kanner deemools nach keng...

**(Brouhaha général)**

Madame Minister!

**(Hilarité)**

Meng Buergermeeschtesch geet mir einfach net aus dem Kapp!

Mir schwätzen hei bei deem Congé parental, deen nei ass, vun deene Mammen, deenen hir Kanner deemools nach keng fënnel Joer haten. Déi sollen dann elo de Congé parental huele mat dräi Méint an net bezuelt.

Dir wäert dach net mengen, dass do iergendeng Mamm higeet an et sech ka leeschten, emol nëmme eng Woch doheem ze bleiwen ouni ee Su.

» Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministère de la Famille et de l'Intégration*.- Also ech si souwisou jo gespaant, vu datt mer jo sou laang Zäit gebraucht hunn, bis mer dat hei ëmgesat hunn, da sinn där doter Fra hir Kanner mëttlerweil wahrscheinlech aacht bis néng oder zéng Joer al.

Ech weess net, ob et do nach ganz sënnevoll ass fir dann nach vun engem Congé parental ze schwätzen. Mä iwwer alles kann ee jo awer schwätzen.

**(Hilarité)**

An domadder wollt ech lech Merci soen. Ech si wierklech frou, datt dee Congé parental generell esou e grouse Succès huet, datt och esou vill Pappendovunner profitéieren an datt mer wierklech och alles maache fir der och nach méi ze begeeschteren, fir dovunner ze profitéieren.

Et ass eng wichteg Erfahrung fir d'Mammen. Et ass eng wichteg Erfahrung fir d'Pappendovunner. Et ass wichteg fir d'Kanner. A mer soe jo ëmmer, dat Kostbaarst, wat mer hätten, dat wären eis Kanner. Also solle mer och deene Pappendovunner d'Geleeënheet ginn, an ech hoffen, datt mer all déi Patronë vun eppes Besserem iwwerzeegt kréien, déi op där anerer Säit sinn, well et geet jo schliesslech do och ëm d'Zukunft vum Land.

Mir hu keng Consommateure méi, mir hunn näischt méi a mir bräichten och keng Industrie méi, wa mer op eemol keng Kanner méi hätten, déi do wären an déi also och hei am Land géife wëlle consomméieren, respektiv vun anere Servicer Gebrauch maachen. Dofir villmools Merci fir dee positive Vote vun deemem Gesetz.

» Plusieurs voix.- Très bien.

» M. le Président.- Merci, Madame Minister. Jo, Här Jaerling.

» M. Aly Jaerling (*Indépendant*).- Ech kann dat net stoe loosse, wat d'Madame Minister elo hei gesot huet.

Och wann där Fra hir Kanner elo aacht Joer hunn, dann huet se e Recht op dee Congé parental. A wann deemools dee Congé parental esou agefouert gi wär, wéi en

eigentlech virgesat huet, dass jiddferen dee Congé parental kritt hätt, deem seng Kanner keng fënnel Joer hätten, dann hätt déi Fra jo de Congé parental och kritt, rémunéiert, sechs Méint. Menger Meinung no huet se en dann elo och zegutt.

Déi zweet Saach ass einfach och nach déi, dass mer net nëmme eng Verfassungsklo riskéieren, mä mer riskéieren och nach virum Europäesche Gerichtshaff ugeklot ze ginn, well ganz kloer am Accord-cadre steet, dass d'Emännung vun deemem Gesetz net duerf benotzt gi fir bestehend Rechter ze verschlechteren. An dat gëtt hei mat deem Gesetz gemaach, esou dass ech lech elo scho ka versprechen: Also déi Klo, déi kritt Der!

» M. le Président.- D'Madame Minister nach eng Kéier.

» Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministère de la Famille et de l'Intégration*.- Et ass awer eng lieweg Debatt. Dat ass awer dat mannst, wat ee muss soen.

Här President, ech wëll soen, datt heibäi näischt verschlechtert ginn ass bei deem, wat e viraus bestehend Gesetz war. An dofir gesinn ech net an, firwat datt den Här Jaerling esou vehement de Mëtteg hei ass fir ze soen, all déi, déi hei dat Gesetz elo géife stëmmen, wäere fir eng Verschlechterung. Dat ass iwwerhaapt net wouer. Et ass eng zousätzlech Méiglechkeet derbäikomm, mä et ass kengem eppes ewechgeholl ginn.

**(Brouhaha général et hilarité)**

» M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, d'Debatt ass elo eriwwer a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

De Projet de loi 5161 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, bei enger Nee-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Fred Sunnen (par M. Marc Spautz), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Marc Angel), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;*

*M. Xavier Bettel, Mme Anne Basseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Henri Grethen), Claude Meisch et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.*

*A voté non: M. Aly Jaerling.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Dann ass et esou décidéiert.

**(Interruption)**

Här Jaerling, d'Debatt ass ofgeschloss!

**(Hilarité)**

Mir kommen elo zum Projet de loi 5624, deen d'Holdingsgesetz emännert. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Thiel, den Här Meisch, den Här Fayot an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun deemem Projet de loi, den honorablen Här Laurent Mosar.

## 2. 5624 - Projet de loi abrogé:

**- la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding companies),**

**- l'arrêté grand-ducal modifié du 17 décembre 1938 concernant les sociétés holding, pris en exécution de l'art. 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup> alinéas 1 et 2 de la loi du 27 décembre 1937,**

**- l'arrêté grand-ducal modifié du 17 décembre 1938 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding Companies) qui reçoivent des apports comprenant l'avoir d'une société étrangère s'élevant à 24.000.000 euros au moins,**

**- la loi modifiée du 12 juillet 1977 modifiant et complétant a) la loi du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (holding companies) modifiée par l'article 21 de la loi du 29 décembre 1971 et b) l'arrêté grand-ducal du 17 décembre 1938, sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (holding companies) qui reçoivent des apports comprenant l'avoir d'une société étrangère s'élevant à un milliard au moins, modifié par l'article 22 de la loi du 29 décembre 1971,**

**- le règlement grand-ducal du 29 juillet 1977 fixant le minimum du capital social libéré dont doit disposer une société holding pour être admise au bénéfice des dispositions fiscales de l'article premier de la loi du 31 juillet 1929,**

**- la loi du 21 juin 2005 portant modification de l'article 1<sup>er</sup> de la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding companies)**

**et fixant une période transitoire jusqu'au 31 décembre 2010 pour le maintien temporaire de ces régimes**

**Rapport de la Commission des Finances et du Budget**

» M. Laurent Mosar (*CSV*), *rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen datt dese Projet manner spektakulär ass wéi dee virdrun, och fir manner Welle wäert hei an deem Haus suergen.

Et geet also hei ëm d'Ofschaffung vum Holdingstatut an de Projet, dee mer de Mëtten hei sollen diskutéieren, ass a sech deen éischte Schratt, dee sech aus der Décisioun vum 19. Juli 2006 vun der Europäescher Kommissioun ergëtt.

Deen zweete Schratt ass entre-temps och scho vun der Regierung ëmgesat ginn, andeems den zoustänneg Minister de Projet de loi iwwert d'Créatioun vun enger sou genannter Société de gestion de patrimoine familial op den Instanzewee bruecht huet, mat deem mer eis sécherlech an deenen nächste Wochen a Méint wäerten och an deem Haus méi intensiv befaassen.

ler ech op déi verschidden Dispositione vun deemem Projet aginn, erlaabt mer e ganz kuerzen historieschen Exkurs.

Den Holdingsregime, deen duerch e Gesetz vun 1929 an d'Liewe geruff ginn ass, wäert also vum 1. Januar 2007 un net méi existéieren, mat Ausnahm fir déi Holdinggesellschaften, déi bis zum 20. Juli 2006 gegrënt gi sinn an déi nach vun lwwerganksbestëmmunge kënnen profitéieren bis zum 31. Dezember 2010.

Wéi ass et zu där Décisioun vun der Europäescher Kommissioun komm?

Et muss een hei nach eng Kéier an Erënnung ruffen, datt a sech den Holdingsregime scho säit ongeféier aacht Joer am Kräizfeier vun der Kritik vun der Europäescher Unioun steet. D'Kritiken, déi ëmmer erëm virbruecht gi sinn, sinn eigentlech vun enger duebeler Natur.

Éischtens ass ëmmer erëm dësen Holdingsregime opgefouert ginn an deem sou genanntene Groupe «Code de conduite», deem duerch de Conseil ECOFIN vun 1999 an d'Liewe geruff ginn ass an deem eng Rei vu sou genanntene Mesures fiscales dommageables an deene verschiddenen EU-Memberstaaten definéiert huet. Fir dësse Groupe «Code de conduite» war et ëmmer kloer, datt d'Holdingen esou eng Mesure fiscale dommageable géifen duerstellen.

D'Chamber huet dann och net méi spéit wéi den 21. Juni vum leschte Joer e Gesetz ugeholl, wou d'Dividenden, déi un Holdinggesellschaften ausbezuelt ginn, enger gläichwärtiger Steuer ënnerluecht gi wéi déi Steuer, déi vun deenen eenzelnen EU-Memberlänner op den Dividenden opgehuewe ginn.

Dës Ännerunge sinn dann och ugeholl gi vun deem sou genanntene Groupe «Code de conduite», respektiv vum Conseil ECOFIN.

Domadder ass et awer leider net gedoe gewiescht, well d'Kommissioun ass virugefuert an hirem Kräzzuch géint d'lëtzebuergesch Holdinggesellschaften an huet dunn op eemol erausfonnt, datt den Holdingsregime zwar elo keng Mesure fiscale dommageable méi wär, awer géif eng sou genannten Aide d'État duerstellen an domadder géint d'Regele vum Marché unique verstoussen.

Betoune muss een nach eng kéier, datt d'Argumentatioun vun der Europäescher Kommissioun juristesche net onëmstridden ass an d'Regierung huet jo och da während ville Verhandlungen ëmmer erëm versicht, op d'Konformitéit vun der Holdingslegislatioun par rapport zum EU-Recht hinze weisen.

Leider Gottes huet d'Regierung et awer net fäerdeg bruecht, déi zoustänneg Kommissarin, d'Madame Kroes, vun der Richtegkeet vun hiren Argumenter ze iwwerzeegen an ass da schlussendlech zu där virgenannener Décisioun vum 19. Juli 2006 komm.

Elo kéint ee sécherlech nach laang driwwer diskutéieren a spékuléieren, ob an engem eventuelle Prozess virum Europäesche Geriichtshaff d'Kommissioun sech mat hirem Standpunkt duerchgesat hätt oder d'Regierung. Dat hätt allerdéngs bedei, datt fir déi wéi 14.000 bestehend Holdingen eng juristesche total onduerchsichteg Situatioun sech ausgebreit hätt.

D'Décisioun, déi d'Regierung also geholl huet, fir den Holdingsregime ofzeschaffen an dofir eng méiglechst laang Iwwergangszeit erauszuschloen, ass also sécherlech richteg gewiescht an ass, esou wéi d'Diskussiounen an der zoustänneger Kommissioun gelaft sinn, och am Konsensus net nëmme vun de Majoritéits-, mä och den Oppositionsfraktiounen geholl ginn.

D'Gesetz, wat mer also haut an hei diskutéieren, schafft elo definitiv den Holdingstatut of a prezisiéiert op där anerer Säit am Detail déi Dispositiounen, ënnert déi d' Holdinggesellschaften während der Iwwergangsperiod falen.

Wat sinn elo déi Hauptdispositiounen vun deemem Gesetzesprojet? Éischtens gëtt d'Gesetz vum 31. Juli 1929 vum 1. Januar 2007 un ofgeschafft. Dëst bedei dann och, datt all Dispositiounen vum aktuellen Holdinggesetz bis zu deem Datum a Kraaft bliewen. Dëst heescht, datt all Participatiounen an Holdinggesellschaften fräi an ouni Limitatiounen bis zu deem Datum kënnen veräussert ginn.

Ech wëll dann am Kontext vun deem Artikel kuerz op e Problem agoen, dee vum Statsrot soulevéiert ginn ass, an dee sech a sech mat der Abrogatioun vun deene Reglementer an Arrêté-grand-ducauxen, déi op deem Gesetz baséieren, ofgëtt. Do huet de Statsrot gemengt, datt, laut dem Prinzip vum Parallelismus vun de Formen, déi Reglementer an Arrêté-grand-ducauxen och nëmme kéinten duerch Reglementer an Arrêté-grand-ducauxen ofgeschafft ginn.

Mir sinn allerdéngs an der zoustänneger Kommissioun zu enger anerer Konklusioun komm. Mir sinn och net eleng do mat eiser Positioun, well mir beruffen eis ënner anerem op den Avis vun eminenter Juristen wéi dem Här Pierre Pescatore, déi d'selwecht argumentéiert hu wéi et d'Finanzkommissioun gemaach huet, an deem Sënn, datt Reglementer oder Arrêté-grand-ducauxen ëmmer kënnen duerch eng Norme hiérarchique plus élevée ofgeschafft ginn. D'Kommissioun huet dann och aus deem Grond de Bedenke vum Statsrot keng Rechnung gedroen an ass beim ursprünglechen Text bliwwen.

D'Gesetz gesäit dann och vir, datt all déi Holdingen, déi nom 20. Juli 2006 gegrënnt gi sinn, net méi kënnen vum Holdingstatut profitéieren. Och iwwert dee Punkt hate mer

eng länger Diskussioun an der Kommissioun, well den Informatiounen vun der Steerverwaltung no nach 16 Holdinge gegrënnt gi sinn zwëschent dem 20. an dem 31. Juli vun deemem Joer. D'Fro, déi sech hei gestallt huet, an déi sech och nach an Zukunft riskéiert ze stelle bei Décisiounen vun der EU-Kommissioun, ass nämlech déi fir ze wëssen, vu wat fir engem Datum an eng Décisioun, déi vun der EU-Kommissioun geholl gëtt, dem Bierger an deem eenzelnen EU-Memberland opposabel ass.

Wa mir eis an déi Logik beginn, wéi se fir déi national Gesetzestexter zielt, esou hätt dat missen den Dag vun der Publikatioun am Mémorial sinn. Bei europäeschen Décisiounen ass allerdéngs d'Rechtslag eng aner, nämlech do zielt deem Dag, vun deem un d'Europäesch Kommissioun hir Décisioun un déi national Regierung notifiéiert.

D'Fro, déi sech also hei net nëmme am Kontext vun deemem Projet de loi stellt, ass déi fir ze wëssen, wéi een dem EU-Bierger kann eng Décisioun, déi den Dag a Kraaft trëtt, wou d'Regierung doriwwer au courant gesat gëtt, och deeselewechten Dag kann iwwermittelen, fir datt déi Décisioun him och vun deemem Dag un opposabel ass. Och wa mer eis hei an der Kommissioun der Meenung vun der Regierung an dem Statsrot ralliéiert hunn, esou wär dach de Wunsch un d'Regierung, fir hei eng Prozedur festzeleeën, an där ofgeséichert gëtt, datt de Bierger och esou schnell wéi méiglech a Kenntnis gesat gëtt vun enger Décisioun, déi vun der EU-Kommissioun an Zukunft wäert geholl ginn.

Wat elo déi Holdingen ubelaangt, déi virum 20. Juli vun deemem Joer gegrënnt gi sinn, esou profitéieren si weider vum Holdingstatut fir déi Frist vum 1. Januar 2007 bis den 31. Dezember 2010, ënnert de Konditiounen, wéi se an den Iwwergangsbestimmungen definéiert ginn.

Wat sinn elo déi Konditiounen, déi déi bestehend Holdinggesellschaften musse respektéieren, fir bis Enn 2010 vun den Iwwergangsbestimmungen kënnen ze profitéieren? Déi wesentlech Bedingung ass hei, datt keng Bedeelegungen an Holdinge méi kënnen un Drëttpersounen während der Iwwergangsperiod veräussert ginn. Sollt et trotzdem zu enger Veräusserung vu Bedeelegungen kommen, wär automatesch den Holdingstatut hifälleg.

Dräi Ausnahme sinn allerdéngs am Text virgesinn. Net ënnert de Verbueten vun enger Veräusserung falen: éischtens, all déi Holdingen, déi op enger Bourse quotéiert sinn; zweetens, all Äusserunge vu Bedeelegungen zwëschent den Aktionäre vun enger Holdinggesellschaft, an drëttens, all déi Cessiounen, déi virgeholl ginn am Kontext vun enger Successioun, enger Liberalitéit oder engem Régime matrimonial.

Betoune wëll ech, datt mer bei der Analyse vun deemem Projet iwwer e praktesche Problem gefall sinn, nämlech deen, datt duerch déi nei Regulunge géif e Risque bestoen, datt duerch de Verloscht vum Holdingstatut duerch eng Cessioun vun enger Bedeelegung un eng Drëttpersoun, et kënnt zu all méigleche Chantage an gelungene Manövern zwëschen Aktionäre kommen. Fir esou Manövere virzebauen, huet dann och d'Finanzkommissioun en Amendement zrëckbehalen, dee beset, datt wann et zu enger Cessioun vu Participatiounen zwëschen Aktionäre kënnt, dëst muss duerch eng Majoritéit vun zwee Drëttel vum Kapital an enger ausseruerdentlecher Generalversammlung guttgeheescht ginn.

Op deemem Punkt si mer allerdéngs als Kommissioun vum Statsrot mëssverstane ginn. Deen ass nämlech zu der Meenung komm, datt d'Kommissioun hei méi eng grouss Derogatioun par rapport zu den allgemenge Prinzipien aféiere wëllt. Dëst ass awer manifest net esou gewiescht, well et jo kloer ass - an ech wëll dat hei nach eng kéier betounen -, datt et sollt zu enger Cessioun ënnert deene virgenannte Bedingung kommen - also, Majoritéit vun zwee Drëttel vum Kapital an enger ausseruerdentlecher Generalversammlung -, an natierlech domadder duerch dës Cessioun automatesch den Holdingstatut vun där Gesellschaft hifälleg wär.

D'Chambre de Commerce huet dann och an hirem Avis déiselwecht Richtegstellung wéi d'Kommissioun gemaach. An ech hoffen, datt duerch dës Prezisioun, déi ech och a mengem Schrëfleche Rapport erëmgeholl hunn, d'Virbehalter vum Statsrot par rapport zum Amendement vun der Finanzkommissioun hifälleg sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nach ganz schnell zu engem leschte Punkt, an zwar deem, datt an Zukunft mussen d'Domiciliatairé vun den Holdinggesellschaften zertifizéieren, datt et um Niveau vum Actionariat zu kengen onautorisiéierte

Cessiounen komm ass. Wéi soll dës Zertificatioun an der Praxis accordéiert ginn?

» **M. le Président.** - Här Rapporteur, Dir misst zum Schluss kommen.

» **M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur.** - Jo. Ech sinn direkt fäerdeg, Här President.

Och do huet d'Kommissioun en Amendement ugeholl, laut deem et duergeet, datt den Domiciliataire oder de Réviseur d'entreprise e sou genannte «Certificat de non-objection» ausstellt, wat dann heescht, datt déi Duerstellung esou wéi se aus dem Aktiebuch erausgeet, zu kenger Objection féiert duerch den Domiciliataire oder Réviseur d'entreprise. Mir wäerten och dëse Certificat de non-objection erfännen am Gesetzesprojet iwwert d'SPFen, esou datt déi zwee Gesetzestexter op deemem Plang wäerten déiselwecht Prozedur virgesinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen domadder zum Schluss vu mengem Ausféierungen. Dëse Projet de loi bedei d'Enn vun den Holdinggesellschaften op den 31. Dezember 2010; dat heescht, ee Joer nodeem d'Gesetz, wat dës Holdingstrukture geschaaft huet, säin 80. Gebuertsdag wäert feieren. Wa mer also haut dat Enn duerch de Vote vun deemem Projet beschléissen, esou solle mer dach net vergiessen, datt dës Holdingen zu engem groussen Deel am Ufank vun de 60er an de 70er Joren zum Succès vun dëser Finanzplaz bäigedroen hunn.

Et ass sécherlech richteg, datt säit enger Rei vu Joren dës Holdingstrukturen ëmmer méi duerch SOPARFIen ersat gi sinn, nach soll an dierf een awer net vergiessen, datt et nach ronn 14.000 esou Strukture ginn, wourunner och eng ganz Rei Aarbechtsplazen hänken. Et ass also wichteg, datt mer iwwert de Vote vun deemem Gesetz vun haut an deenen nächste Wochen a Méint déi richteg Instrumenter a Produité schafen, fir datt mer all déi Investisseuren, déi musse spéitstens no 2010 aus den Holdingen erausgoen, net riskéieren definitiv fir d'Finanzplaz ze verléieren. Nëmme wa mer dat fäerdeg bréngen, wäert den Dag vun haut net d'Enn, mä den Ufank vun enger neier „success-story“ fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg sinn.

Ech soen Iech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Mosar. Den Éischtens ageschriwwene Riedner ass den Här Lucien Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

**Discussion générale**

» **M. Lucien Thiel (CSV).** - Merci, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Kolleeg Laurent Mosar huet lech jo elo schonn des Laangen an des Breeden d'Geschicht erzielt. Ech ka mech dann e bësse méi kuerz faassen, wéi ech dat virgesinn hat.

Dir hutt eraushéieren, datt deem Ganzen eng zimlech mouvementéiert Geschicht virausgangen ass, datt mer fir d'Éischt gemengt hätte mir wäeren aus dem Schneider, nodeem d'Generaldirektioun zu Bréissel, déi fir d'Steieren zoustänneg ass, eis quasi eng Imprimatur ginn hat opgrond vun deem neie Gesetz, wat mer virum engem Joer gemaach hunn. An du koum dann d'Kolleegein vun dem Bannemaart, an déi huet da ganz sec fonnt, dat wär guer net an der Rei, wat mir do géife maachen, an huet dann en Instrument, wat 80 Joer al ass - wéi de Laurent Mosar elo grad nach eng kéier ënnerstrach huet -, klak verbuet.

Nodeem datt deen Ukas am Summer vu Bréissel komm ass, hat d'Regierung am Fong nëmme zwee Choixen: entweder huet se sech missen deem Ukas vu Bréissel béien oder awer se hätt kënnen op de Gerichtshaff goen. Ech mengen, d'Chancen hätten net schlecht gestane virum Gerichtshaff Recht ze kréien, well d'Argumentatioun vu Bréissel ass a stoung op séier wackelege Féiss, an een Deel dovunner war souguer total niewent dem Dill.

Op där anerer Säit muss ee wëssen, an d'Regierung weess et natierlech ganz genau, datt, wann ee géint esou eng Décisioun virgeet, da waart een zwee, dräi Joer, bis datt een eng Décisioun um Kirchbiereg kritt, an op där anerer Säit muss een awer exekutéieren, well et ass direkt ze exekutéieren, also et ass keen Effet suspensif. Do huet d'Regierung dofir - géif ech soen - klorerweis gesot, majo neen, amplatz dann elo ze streiden an eventuell guer näischt ze hunn, kommt mer probéiere fir en Deal ze maache mat Bréissel, fir datt mer weinstens eng Iwwergangszeit erausgeschloen kréien.

A genau dat ass jo och du geschitt. Et ass dem zoustänneger Minister Luc Frieden gelonge bei der Madame Kroes en Délai auszuhandelen, en Délai bis 2010, an en plus och nach, nodeem datt d'Experté sech mat der Regierung zesummesat haten, e Splitting vun der Problematik ze maachen zwëschent engersäits deenen Holdingen, déi elo 2010 dann definitiv auslafen, an anersäits deenen Holdingen, déi nach kënnen weider bestoen.

Mir hu ronn 14.000 Holdingen, dovunner sinn 20% ongeféier betraff vun där Décisioun, déi mer elo mussen exekutéieren. Mä déi 20%, dat sinn allerdéngs déi mat de meeschte Suen dran. Dat sinn déi Holdingen, déi vu groussen Entreprises, vu Konzernern hei installéiert gi sinn, fir deenen hiert Kapital ze verwalten, hir Participatiounen ze verwalten, an et sinn der jo dodrënner, déi heeschen och net fir näischt Holdingmilliardär. Ëm déi 20% geet et.

Wat deene virgeworf gëtt, ass, datt se am Fong keng passiv, mä eng aktiv Gestiou maachen. An dorobber ass gespillt ginn, op deenen zwee Begrëffer passiv an aktiv Gestiou. An dat ass dat, wat d'Regierung do opgegraff huet, dee Ball huet d'Regierung do opgefaangen. A si huet gesot, majo da kommt mer splitten déi Holdinge mat enger passiver an déi Holdinge mat enger aktiver Gestiou, an da kréie mer op d'mannst déi, déi méi eng passiv Gestiou maachen, aus dem Collimateur eraus.

Dat ass dunn och geschitt. Dat ass dee Projet de loi, deen Dir deemnächst wäert misse bewäerten, deen och scho virläit, an deen en neien Numm kritt huet, fir en dann ze distinguéieren vun den traditionellen Holdingen. Dat Déier, dat heescht Société de gestion de patrimoine familial, ofgekierzt SPF, an et ass wéi gesot eng Form, déi sech applizéiert op déi net aktiv Gestiou, dat heescht op eng Gestiou, déi net agräit zum Beispill an d'Finanzmärt an dofir méi adaptéiert ass un déi sou genannt Familjenholding.

Elo kann een déi ganz Geschicht do positiv gesinn a soen, mir wieren eigentlech dach nach mat engem bloen A dervukomm, well souwisou hätte mir gespiert, datt no bal 80 Joer et esou lues zu Enn géif goe mat eisen Holdingen, an datt si och lues a lues an deem Mooss géifen iwwerflësseg ginn, wou d'Duebelbesteuerungsofkommessen, vun deenen Der jo d'Nummere 50 an 51 virum zwou Wochen hei ofgeseent hutt, also déi Duebelbesteuerungsofkommessen, déi géife lues a lues d'Missioun vun den Holdingen iwwerhuelen.

An da schliesslech, dat därfeen een och net vergiessen, huet de Législateur in weiser Voraussicht virum enger Zäit schonn, virum enger Rëtsch vu Jore mat neie Finanzinstrumenter wéi de SOPARFIen oder och verschiddene Fonge längst fir en Ersatz fir d' Holdinge gesuert.

Mä da freet ee sech, wann deem esou wär, ob et am Fong guer net derwärt wär, fir sech opzereegen, firwat esou e Gedäisch op der Finanzplaz gemaach gëtt, wou et heescht, datt téschent 10 an 20% vum Geschäft riskéieren elo duerch d'Päif ze goen an entsprechend natierlech och Aarbechtsplaze riskéieren ze verschwannen.

Et kann ee kaum unhuelen, datt eis Banke sech grouss Surge maachen ëm den Ausfall vun deenen 43 Milliounen Taxes d'abonnement an den néng Milliounen Droits d'apport, déi d' Holdingen all Joer bezuelen. Déi 52 Milliounen, vun deenen op d'mannst elo een Deel riskéiert eise Enregistrement laansch d'Nues ze goen, déi leie grad an dësen Zäiten héchstens dem Finanzminister an dem Budgetminister um Mo.

Neen, et geet eigentlech ëm eppes ganz aneschtens, ëm eppes, wat sech net an Zuele faasse léisst a wat sech och net richteg moosse léisst. Et geet éischtens ëm eis Konkurrenzfähigkeit an där ëmmer méi schaarerer Steuerkompetitioun téschent de Länner, an et geet zweetens ëm de Ruff vun eiser Finanzplaz, där hir Soliditéit an Zouverléisssegkeet hei um Spill steet.

Wéi et schonn an deenen eenzelnen Interventiounen zum Budget uegklongen ass, souwuel vun den Intervenanten hei aus eise Reien, notament mengem Kolleeg Laurent Mosar, mä och aus der Regierungsbänk - de Premier souwuel wéi de Budgetminister hunn dovun geschwat -, komme mir mat eiser

Besteuerung ëmmer méi an d'Quëtsch. Mir si bannen e puer Joer am Ranking vun der Entreprisëbesteuerung un den ënneschte Wupp ofgerutscht, a sinn domadder a puncto Attraktivitéit fir nei Wirtschaftsaktivitéite seriö an d'Hannertrefte geroden.

Och an eiser traditioneller Spezialitéit, der Nischepolitik, déi mir haaptsächlech iwwert d'Steiere fueren, gëtt et ëmmer méi enk. Derbannst d'Bannemaarktkommissäarin, d'Madame Kroes, eisen Holdingen den Hals ëmdréint, féieren hir hollännesch Landsleit en neie Steierregime fir déi Holdingen - si nenne se net Holdingen, mä et sinn Holdingen - an, déi bei hinnen domiciliéiert sinn an déi hiren Duechteren uechtert d'Welt Sue léinen. Op deene Revenuen, deenen Zënsen, déi se akasséieren, déi d'Mamme kasséiere bei hiren Duechteren, also op deene konzerninterne Kreditter, brauchen d'Mammen dann nëmme 5% Steieren ze bezuelen.

#### (M. Lucien Weiler reprend la Présidence.)

Dat erënnert dach awer iergendwéi verdächtig un dat, wat mir mat eisen Holdingen hei gemaach hunn a firwat mir se haten, an déi et elo geschwënn net méi wäert ginn.

An eis aner Beneluxpartner, déi Belsch, deenen et mat hire Centres de coordination, wéi Dir lech vläicht kënnt erënneren, genaousou gaangen ass, awer ganz genaousou gaangen ass, wéi et eis elo mat den Holdingen ergoung, hu längst fir Ersatz gesuergt an hunn hire Regime vun den Intérêts notionnels op d'Beë gesat, deen offensichtlech schonn ufängt ze gräifen.

Och eis géif esou e Regime - et geet ëm d'steierlech Urechnung vun der Kapitalisierung vun de Betriber mat eege Mëttelen - net schlecht zu Gesiicht stoen, well hie géif gutt an eise Steiertableau passen.

Elo leeën eis belsch Noperen nach eng Schëpp no. Si bastelen am Moment un engem eegene Steierkader fir international Pensionsfongen. Dat erënnert mech un eppes...

» **Une voix.** - Ce n'est pas bête.

» **M. Lucien Thiel (CSV).** - Ce n'est pas bête!

Mä si imitéieren am Fong domat - neen, net nëmme imitéiere se, mä se attackéieren domat frontal de Lëtzeburger Modell fir grenziwerschreidend Pensionsfongen, déi mir scho viru sechs Joer mat engem entspreichende Gesetz hei lancéiert hunn.

Et sinn nëmme e puer Beispiller aus eiser direkter Noperschaft. Si eleng weisen eis schonn, a wéi eng Direktioun den Zuch fortgefuert ass, a wéi néideg et ginn ass, dat mir eis eeschtlech Gedanken iwwer eis steierlech Kompetitivitéit maachen. Besonnesch elo, wou mat den Holdingen den eelste Piliere vun eiser Finanzplaz ewechbrécht.

An deem Kontext sief et mer erlaabt, op dëser Plaz eng Lanz fir en Observatoire fiscal ze brierchen, en Observatoire, dee ganz opmierksam d'Evolution vun steierlechen Ëmfeld dobausse suivéiere géif, fir datt mer an de Stand gesat ginn, esou séier wéi méiglech op Entwécklungen ze reagéieren, op Entwécklungen, déi fir eis geféierlech kéinte ginn. Ech kéint mir esou en Observatoire zum Beispill an der Ém-géigend vun dem Comité pour le développement de la place financière virstellen.

An da geet et zweetens ëm de gudder Ruff vun eiser Finanzplaz, déi wéinst hirer Konsistenz an hirer Zouverléissegkeet bei de Clienten uechtert d'Welt bekannt ass. Hir gesetzlech Continuitéit an hir rechtlich Sécherheet sinn nämlech Atouten, déi bis elo eng wichteg, vläicht souguer déi wichtegst Roll bei eiser internationaler Renommée als Finanzplaz gespilt hunn.

Dee gudder Ruff ass elo, net duerch eis Schuld, mä duerch dat, wat Bréissel eisen Holdingen ugedoen huet, am héchste Mooss gefährdet, an deemno wéi et geet risquéiere mer an der Course mat eiser Konkurrenz, déi ëmmer méi haart gëtt, d'Schlappen ze verléieren.

Et war duerfir scho wichteg, datt d'Regierung séier reagéiert huet an eise Banken an deenen anere Finanzopérateuren, déi am „asset management“ oder an der

Gestion patrimoniale aktiv sinn, domat déi néideg Argumenter geliwwert huet, fir hir Clienten ze berouegen a se bei der Staang ze halen. Mä dat geet net duer!

Déi Clienten, déi betraff sinn, wëllen och wëssen, wéi et no 2010 fir si weidergeet. A si wëllen et elo gläich wëssen, net eréischt an engem oder an zwee Joer. Duerfir géif ech soen, datt dat, wat elo mat deenen zwee Gesetzer gemaach gëtt, eréischt den Ufank ass, an datt mir eis esou séier wéi méiglech Léisungen afale musse loosse, déi d'Clienten rassuréieren an de Finanzmäert weisen, datt mir net hei schlofen an net bereet sinn, der Konkurrenz den Terrain ze iwwerloossen.

Duerfir kënnt et elo drop un, nach eng Kéier d'Käpp zesummenzestrecken an esou séier wéi méiglech entweder nei Instrumenter ze schafen oder awer déi existéierend esou ze adaptéieren, datt se sech als vollen Ersatz fir d'Holdinge prêtéieren a vläicht souguer domat dozou bäidroen, nei Créneue fir eis Plaz opzemaachen.

Mä, wéi gesot, et prësséiert, well wa mir net ganz séier reagéieren, da kéinten net nëmme eis Clienten kal Féiss kréien, mä eis Konkurrenz kéinten dat als en Zeeche vu Schwächt ausleeën a sech dann doduerch animéiert fillen, nach en Tour un der Konkurrenzschrauf ze dréien.

Ech mengen, Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, esou licht sollte mer hinnen et net maachen! An ech mengen ech sinn och befugt, fir den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet ze ginn.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Thiel. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Meisch agedroen.

» **M. Claude Meisch (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Rapporteur Laurent Mosar villmools Merci soe fir déi ganz detailléiert Explikationen. Dat erspuert den Noriedner, nach emol op den Detail an och den Historique vun dem Projet de loi anzegoen.

Ech wëll mer awer erlaben, nach eng Rei vun aneren Iwwerleeungen an dësem Kontext unzeféieren.

Et ass e gutt Joer hier, datt mer hei iwwert d'Ofsécherung vun dem Statut vun der Holding 29 geschwat hunn, a mir haten alleguere gemengt, datt mer mat deem Gesetz vum 21. Juni 2005, wou eng Rei vu Präzisionen gemaach si ginn, déi jo och net nëmme hei am Land op Zoustëmmung gestouss sinn, mä och um europäeschen Niveau vun ECOFIN-Conseil ofgeseent gi sinn, de Statut vun der Holding, deen elo 80 Joer kritt, och fir eng Rei vu méi Joren ofgeséichert hätten. Datt et eigentlech nëmme herno schlussendlech bis 2010 war, hätt dee Moment kee geduecht.

An et ass och eigentlech dat wat schued ass an dësem Dossier, datt, nodeems jiddereen hei am Land op der Bankeplaz de Clienten gesot huet: Deen dote Statut, deen ass mat deem Gesetz ofgeséichert fir d'Zukunft, d'Leit dann awer iergendwa ganz kuerz duerno hu missen an der Zeitung liesen an um Radio héieren an op der Tëlee gwuer ginn, datt dat net esou ass an datt Lëtzebuerg sech ganz schnell eppes anescht huet missen iwwerleeën.

Dat huet, mengen ech, awer och iergendwou Schued hannerlooss fir d'Confiance, déi d'Leit an d'Bankeplaz hei zu Lëtzebuerg kënnen hunn. Wann de Banquier hei seet, esou ass et, de Législateur huet eppes gemaach, Europa huet dat doten ofgeséichert, an op eemol ass et net méi esou, da wësse mer net, ob herno de Client, wann de Banquier dat doten nach eng Kéier seet, dann nach eng Kéier esou schnell wäert gleewen. An duerfir muss mer eis och Ustrengeungen higinn, fir ze kucken, datt d'Clienten erëm Confiance an dës Plaz kënnen kréien, datt déi Instrumenter, déi mer ubidden, a wou mer hei zu Lëtzebuerg soen, si sinn ofgeséichert, datt mer wierklech dat kënnen mat Confiance soen.

Vläicht - an ech wëll do eng Klamer opmaachen - ware mer alleguerten ze vill optimistes, och virun engem gudder Joer, wou mer hei d'Modifikatioun vun dem Statut vun der Holding 29 gestëmmt hunn, a vläicht hu mer och alleguerte gemengt, datt mer, mat där dach ganz larger Interpretatioun, déi mer do eragesat hunn, iwwerall géifen duerchkommen. Vläicht war et och dat, wat schlussendlech bei der EU-Kommissioun et laude gedoen huet, sou datt nach emol den Dossier op den Dësch komm ass a schlussendlech do déi zoustänneg Kommissäarin agéiert huet a gesot huet: Elo geet et duer, elo muss mer eppes anescht maachen.

Nun, déi Décisioun vum Juli 2006 ass iwwerraschend komm fir eis alleguerten. Mir mengen awer och als Demokratesch Partei, datt et richtig war, dëse Wee ze goen, fir ze kucken, deen Délaï do auszuhandelen a fir sech net op de Risiko anzeloossen, virun den Europäesche Geriichtshaff ze zéien, wat éischens eng grouss Incertitude wat d'Resultat vun esou enger Aktioun géif ubelaange mat sech bruecht hätt, an zweetens wou d'Clienten, déi elo vun den Holdinge profitéieren, an där Iwwergangszäit, wou een net gewosst hätt, ob et herno en Uerteel an déi eng Richtung oder an déi aner Richtung géif ginn, sech souwisou hir Iwwerleeung gemaach hätten a sech mat Sécherheet net dräi Joer dohinner gesiegt hätten, bis dann d'Cour iergendwann eng Kéier en Uerteel an där doter Matière geholl hätt, esou datt mer déi Ustrengeungen, déi mer elo mussen huelen, fir eigentlech en anere Statut amplaz ze setzen oder aner Instrumenter amplaz ze setzen, souwisou hätte misse maachen.

Et gesäit een awer och, wéi schnell eigentlech dat Fundament, oder e Stéck vun deem Fundament, op deem eis Bankeplaz steet, kann ewechbriechen. An dat soll eis alleguerten oplauschtere loosse, well wa mer wierklech mengen, datt d'Finanzplaz ofgeséichert wär fir déi ganz laangfristeg Zukunft, da gesäit een hei, datt mer all Dag mussen Efforté maache fir d'Finanzplaz ze stäerken; datt mer all Dag musse kucken, wat geschitt ronderëm eis; datt mer och all Dag musse kucken: Wat kënnen mer selwer maachen, fir den Akteuren op der Finanzplaz an hirer grousser, globaler Konkurrenz eigentlech besser Startchancen ze ginn? Well déi Avantage, déi mer an der Zäit haten als Finanzplaz hei zu Lëtzebuerg, lues a lues awer et net méi wäerte sinn, déi d'Geschäft hei wäerten droen.

Duerfir mussen et aner Avantage ginn. Ënner anerem selbstverständlech den Know-how, dee mer accumuléiert hunn, ënner anerem déi grouss Konzentratioun vun deem Know-how a vun den Akteuren hei op der Plaz, ënner anerem déi Instrumenter, déi mer méttlerweile en place gesat hunn, an déi, déi mer nach sollen derbäi schafen.

Ech wëll nach eng Bemierkung maachen zu där Phase transitoire bis 2010. Et gëtt hei esou duergestallt, wéi wann dat de grouse Mérite wär vun der Regierung, datt d'EU-Kommissioun eis déi accordéiert huet. Nun, mir sinn der Meenung, datt dat eigentlech eng selbstverständlech Saach ass, well bei anere Länner, déi e ganz ähnlech Statut haten, d'EU-Kommissioun ähnlech tranchéiert huet; déi hunn och eigentlech selbstverständlech deen doten Délaï transitoire kritt. An esou si mer der Meenung, datt, wann ee Land wéi dat anert awer par rapport zur Kommissioun soll traitéiert ginn, et hei och nëmme selbstverständlech war, datt mer den Délaï bis 2010 kritt hunn a mer dat manner als e grouse Mérite vun der Regierung gesinn.

Mir kréie jo an e puer Wochen oder an engem Mount d'Geleeënheet, fir nach emol op den neie Modell vun der Holding, wann een esou ka soen, déi Société de gestion de patrimoine familial kënnen anzegoen, wuelwësend awer, datt dat keng Léisung wäert fir d'Integralitéit vun deene 14.000 Holdinge sinn, esou datt mer eis mussen d'Méi maache fir ze kucken, datt mer och fir déi aner Clienten eppes hei op der Plaz kënnen ubidden.

Instrumenter gëtt et. Instrumenter muss mer awer och eventuell nach derbäi schafen, an den Här Thiel huet et richtig gesot: Et beweegt sech eppes, net nëmme hei op der Plaz, mä och ronderëm eis, an net wäit ronderëm eis, an duerfir muss mer d'Aen ophalen, wat ronderëm eis geschitt, a kucken do gegebenenfalls ganz, ganz schnell och kënnen ze agéieren.

Well oft muss ee jo schonn agéieren, eier deen aneren niwendrun agéiert huet, eier deen d'Clienten vun hei ofgezunn huet, well et ass méi einfach, een heizehalen, wéi herno erëm een anzuousch anescht hie sichen ze goen. Duerfir därefer eis Efforté fir d'Finanzplaz, duerfir därefer eis Efforté fir dat legaalt Encadrement vun der Finanzplaz an och fir déi Instrumenter ëmmer erëm a jour ze halen an ze iwwerdenken, déi eis Finanzplaz um Liewen erhalen, net noloossen. Dëse Schrëtt hei, dee mat dësem Gesetz gemaach gëtt, trëfft op jidde Fall op d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Meisch. Elo huet den honorabelen Här Ben Fayot d'Wuert.

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, dat Gesetz, wat mer de Mëtteg behandelen,

huet zu vill Frustratioun zu Lëtzebuerg gefouert, och zu haarde Wieder, hei an dësem Haus wéi och dobaussen op der Bankeplaz.

Et ass sech gewonnert ginn, dass net géint déi Décisioun vun der Kommissioun geklot ginn ass vun der Lëtzeburger Regierung. De Moien nach huet onse Rapporteur, deem ech fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport selbstverständlech wëll félicitéieren, hei an der Budgetsdebatt gemengt, et wär endlech un der Zäit fir mat der Fauscht op den Dësch ze schloen, besonnesch wat d'Personen vun der Madame Kroes, der hollännescher Kommissäarin vun dem Marché intérieur betrëfft.

Et ass och éinescht an der Debatt oft vun der Kommissioun a vu Bréissel geschwat ginn, wou dann déi schlëmm Décisiounen geholl ginn, fir Lëtzebuerg an d'Knéi ze zwängen. Dat weist alles, wéi gesot, op déi Frustratioun hin an och op déi Iwwerraschung, déi eigentlech ons war, wéi mer virum Summer vun där sech undroender Décisioun vun der Kommissioun Kenntnis geholl hunn.

Ech wëll awer vläicht e bësse méi wäit aushuelen. Ech erënneren hei drun, dass jo den Dezember 1997 ënner Lëtzeburger Présidence - ënner Lëtzeburger Présidence! - den Dossier vun der Besteuerung vun de Kapitalerträg an de Code de conduite fir d'Besteuerung vun Betriber deblockéiert ginn ass. Ënner Lëtzeburger Présidence! Do ass jo och dee Groupe de travail «Code de conduite» agesat ginn, deen, wéi et och schonn hei gesot ginn ass, och d'Holdingen am Viséier hat, an opgrond vun deenen Aarbechten am Code de conduite, wat jo Aarbechte waren, déi sollten d'Länner zu fräiwëllege Réckzich vu Steieravantage bewegen, ass en neit Gesetz iwwert d'Holdingsgesetzgebung gemaach ginn, wat mer 2005 ofgestëmmt hunn.

Wéi am Dezember '97 dee Pak ofgeschloss ginn ass, hat dat eng laang Virgeschicht. Zu där Zäit war jo eigentlech all europäesche Stat e Paradis fiscal fir Ressortissants communautaires aus anere Länner. Dat heescht also, d'Sue vu Ressortissants communautaires aus aneren EU-Länner goufe méi gënscht behandelt wéi déi vun den Awunner vun deem Land, wou d'Banke waren.

Mir hunn also z'joert dat Gesetz gestëmmt a mir hu geduecht, domat wäere mer mat den Holdingen aus dem Schneider. An ech verstinn och déi Opregung vun der Bankeplaz gradesou gutt wéi vun der Politik zu Lëtzebuerg, well jo déi Dispositionen am Gesetz vun 2005 vun dem Conseil ECOFIN ofgeseent gi waren an och vun der Kommissioun. Dat heescht also, dass och d'Kommissioun deemools hir Verantwortlech geholl huet. Ëmsou méi onverständlech war et dunn am Fréijoer 2006, dass op eemol eng Kommissäarin, d'Madame Kroes, am Numm vun den Dispositionen iwwert de Marché intérieur en Hoer an der Zopp fonnt huet.

Nu stellt just dee Fait do fir mech e grouse Problem duer - an och fir d'zukünftig Lëtzeburger Politik, wëll ech ënnersträichen. De Problem ass deen: Vu dass et jo all fënnf Joer eng nei Kommissioun gëtt, a meeschtens och nei Kommissären, an dass déi Kommissären och meeschtens verschide si vun deenen aneren - den Här Monti, dee virun ebe Kommissär vun dem Marché intérieur war, hat net déi Problemer wéi d'Madame Kroes, a virduer war et nach den Här Van Miert, wann ech mech gutt erënneren, deen hat och net déi Problemer.

Dat heescht, dass de Problem also vu Kommissioun zu Kommissioun sech kann nei stelle fir déi Instrumenter, déi mer probéiere fir ons Bankeplaz, fir déi Nischen, déi mer probéieren opzemaachen, dass dat eben ëmmer erëm nei Problemer ka ginn. An dat ass natierlech schlecht fir d'Sécurité juridique op enger Bankeplaz.

Duerfir wär ech frou wann d'Regierung ons géif soen, wéi se sech vis-à-vis vun deem Problem géif behuelen. Also wéi mer d'Sécurité juridique vun deenen Instrumenter, déi mer maachen, kënnen hierstellen.

Mir hunn elo an e puer Wochen dat Gesetz iwwert d'Société de participation financière, also fir déi Gestion passive, déi den Här Thiel hei schonn duergestallt huet. Vun deem Projet ass hien och de Rapporteur. Hie kennt dat also scho ganz gutt. Bei dësem Gesetz ass d'Kommissioun mat ageschalt ginn, fir ze kucken, ob alles an der Rei ass. Do ass also dans l'immédiat eng Sécurité juridique. Mä nach eng Kéier: D'Madame Kroes ass elo do bis 2010, an duerno kënnt en anere Kommissär, an duerno stelle sech dann erneit Froen.

Duerfir mengen ech schonn, dass eng vun de wesentlechen Aufgaben vun der Regierung vis-à-vis vun der Bankeplaz déi ass, fir

eng juristesche Sécherheet fir déi Instrumenter ze kréien, déi mer eben am Steierberäich fir d'Finanzplaz schafen.

D'Fro stellt sech och - elo natierlech in abstracto, well dat alles kale Kaffi ass, dat ass eriwuer -, mä d'Fro stellt sech trotzdem, weini dass mer vis-à-vis vun Décisiounen vun der Kommissioun bei d'Cour de justice ginn oder net. An deem Fall huet d'Regierung gemengt, si hätt laang genuch verhandelt a si hätt agesinn, dass do näischt ze maache wär. Mir huelen dat och gär un. Mir kennen elo net de präzisen Detail vun deem, wat verhandelt ginn ass. Mä mir huelen dat gären un, dass d'Regierung och net wollt eng Insécurité juridique während zwee, dräi Joer dauere loosse, an dass se dann eben déi Iwwergangsphas akzeptiert huet, déi d'Kommissioun proposéiert huet, bis den 31. Dezember 2010.

Mä nach stellt d'Fro sech, weini dass eng Lëtzebuerger Regierung géint eng Décisioun vun der Kommissioun, déi sech jo exklusiv géint ee Land rüch an net elo géint d'Länner alleguerten, kloer geet. Well et si vill Leit op der Finanzplaz, déi der Meenung waren, et hätt een och an deem Fall kënnen kloeren. Wéi gesot, eng weider Fro fir d'Regierung, fir sech intensiv domat ze befaassen.

Mir si mat deem Gesetz d'accord. Et ass en Ofschloss vun enger Period, mä fir ons stelle sech zwou Froen, an do wär ech frou wann den Här Minister, Här President, ons kéint eng Äntwert ginn oder eng Iwwerleeung driwwer signaléieren:

Éischtens, wéi mer fir déi zukünftige Instrumenter, déi mer schafen, Sécurité juridique schafen, déi iwwer eng Kommissioun, iwwer e Mandat vun enger Kommissioun ewechgeet; an zweetens, wann an Zukunft esou Instrumenter geschaf ginn an duerch Décisiounen vun der Kommissioun ugefecht ginn, wat fir Instrumenter mer ons do ginn. Ob mer ons iwwerleeën, fir bei d'Cour de Justice kloer ze goen, oder ob mer déi Décisiounen ëmmer akzeptéieren, tout en sachant, dass mer virdu seriö verhandelt hu mat der Kommissioun.

Ech hunn hei e bëssen - dat wëll ech nach zum Ofschloss soen - e gewëssent Mësstraue vis-à-vis vun der Madame Kroes erausgespiert aus deem wat meng Virriedner gesot hunn, déi jo eng Hollännerin ass, wou jo dann och hei annonciéiert oder évoquéiert ginn ass, dass Holland elo ganz favorabel Instrumenter dévolpéiert huet, déi net am Collimateur vun der Kommissioun sinn.

Dat misst een natierlech ganz prezis kucken. Ech sinn net Fachmann genuch, fir dat hei kënnen matzedoen. Wann dat natierlech esou wär, wär dat grave. Ech wëll awer och soen, dass ech eigentlech genuch Vertrauen, nach einstweilen, an d'Kommissioun als Gardienne des traités hunn an d'Kommissioun net als e Feind vun engem Land ugesinn, mä éischer, besonnesch wat keng a méttel Länner ugeet, als en Alliierten, als Gardienne des traités vis-à-vis vu grouse Länner.

Ech kann also elo net novollzéien, ob déi Reprochen, déi hei implizit oder explizit vis-à-vis vun der Madame Kroes gemaach ginn, stëmmen, mä ech géif vu virera soen, dass ech d'Vertrauen an d'Kommissioun hunn, fir équitabel ze handeln. A soulaang ech net de géigendelege Beweis dofir hunn, kann ech och déi Reprochen, déi vis-à-vis vun der Madame Kroes gemaach ginn, net genee novollzéien.

Mä, wéi gesot, nach eng Kéier: De Problem ass elo net bei deem Gesetz, wat mer selbstverständlech stëmmen. De Problem ass an der Zukunft, wéi mer an Zukunft Sécurité juridique kréien a wéi mer ons behuelen an Zukunft, wa mer mat esou Décisiounen vun der Kommissioun konfrontéiert sinn.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Fayot. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Henckes.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, ech wëll fir d'éischt dem Rapporteur félicitéieren, well e mat grousser Sachkenntnis an Engagement hei dëse Projet de loi hei virgestallt huet. Mir wäerten en och stëmmen.

Dat gesot, erlaabt mir awer e puer Remarquë méi kritescht Natur un d'Regierung ze adresséieren an och e puer Suggestiounen ze maachen.

Ech mengen, d'Regierung huet d'Tendenz, fir an esou Froe wéi där vum Holding 29 de Kapp an de Sand ze stiechen an ofzewearden. Ofzewearden bis eppes geschitt

ass an dann ze reagéieren, anstatt proaktiv scho verschidde Mesurë virzugesinn.

Well et gesäit ee jo, wat op ons duerkënt. D'Situatioun, wéi mir elo dostinn hic et nunc, ass am Ablack déi heiten, dat mir vis-à-vis vun aneren Zentren, déi och versichen, déiselwecht Clientèle unzeseien, net méi kompetitiv sinn. Dat muss een einfach esou festhalen.

An duerfir wëll ech just nëmmen op dat Beispill agoen, wat hei schon zitéiert ginn ass: An der Belsch ass och eng nei Form vu Gesellschaft gegrennt ginn, wou den Intérêt notionnel agefouert ginn ass, wou d'Kapital verzéinst gëtt, mä net besteiert gëtt. An Holland hu se den Droit d'apport ofgeschaf, an d'Europäesch Kommissioun huet all d'europäesch Länner opgefuerdert, fir den Droit d'apport bis 2010 ofzeschaffen.

Ech wëll also elo direkt d'Regierung froen: Wëllt Dir net annonciéieren, weini d'Regierung den Droit d'apport hei zu Lëtzebuerg wëllt ofschafen, oder waarde mir nees bis 2010, fir dat mir den Abléck onse Leit näischt méi offréiere kënnen an net méi nei Décisiounen huele kënnen?

Wat ech gesinn, wat wichteg ass, ass, dass een natierlech ofwaart, bis dat d'Kommissioun eng Décisioun geholl huet, mä dat, wann ee weess, dass eppes kënn, een da besser huet, et hëlt ee verschidde Messuren an et annonciéiert een, weini déi sollen a Kraaft tueden.

Dann ass et och evident, dass et an Holland eng nei Form vun Holding ass, déi elo geschaf ginn ass. Déi fueren no engem System vun - wéi soll ech dat elo explizéieren? - vu Këschten, wou an déi eng Këscht Zënse gesat ginn an an déi aner Këscht Royalties gesat ginn a wou an deene verschidde Këschte keng Besteuerung erfollegt.

Et muss ee permanent déi ganz Evolutions international gesinn, well soss verléiere mer u Kompetitivitéit. A wann ech d'Regierung opfuerderen, méi proaktiv ze sinn, da géif ech soen, dass se sech och d'Moyenë muss gi fir déi Prévisiounen ze maachen, fir am Virfeld scho kënnen nei Initiativen unzeseien.

Ech brauch do nëmmen dorop hinzewiesen, wat an Amerika am Stat Delaware geschitt. Do gëtt et eng Kommissioun Delaware, déi aus Banquieren - bien entendu -, aus Fiscalisten, Experts-comptables an aus Leit vun der Industrie besteet, déi kucken, wat ronderëm an deenen aneren amerikanesche State geschitt, a si kucken den Ablack fir dorobber ze reagéieren am Virfeld, ier eng Décisioun kënn, a fir esou den Ablack permanent d'Kompetitivitéit vun hirem Stat virzugesinn.

Dann ass et ze begrëssen natierlech, dass mir elo eng Société de gestion de patrimoine familial virgesinn. Déi wäert och eng 80% vun de Fäll opfänke kënnen, mä nach stelle sech Problemer fir eng etlech Holdingen, déi elo bestinn. Och do wollt ech e puer Suggestiounen un d'Regierung maachen.

Niewent der Schafung vun enger spezieller Kommissioun, déi intensiv de Suivi mécht vun deem, wat ronderëm ons passéiert, géif ech och proposéieren, dass mer missten eng Form vu Gesellschaft, vun Holding fanne fir alleguer déi Betriber, déi an deenen anere Länner wëllen investéieren, mat deene mir keen Duebelbesteuerungs-ofkommes hunn. Mir missten och eng Méiglechkeet fanne fir déi Gesellschaften, vunn deenen de Bénéficiaire économique keen EU-Bierger ass.

An deenen zwee Fäll do, Här Minister, huet d'Europäesch Kommissioun keng Kompetenz. Mir sinn also do fräi ze handeln.

Desgläiche muss ee sech d'Fro stellen, ob een net soll eng Société de gestion vu Valeurs mobilières virgesinn, wou d'Kommissiounen assimiléiert ginn zu den Dividenden. Och dat fënnt een hei an Europa erëm. An et muss ee sech och iwwerleeën, ob een net esou eng Société de gestion ka virgesinn, déi steierlech exonériert wiar an déi eng eenzeg Participatioun hätt an enger Sicav oder engem Fonds commun de placement. Och dat ass wichteg, dass mir op dee Wee ginn. Dat hu mir nämlech an England iwwert de Wee vum Trust.

Ech wollt hei an deene siwe Minutten, déi mir zu Verfügung stinn, nëmmen e puer Suggestiounen opwerfen. Ech weess, dass d'Regierung vill annonciéiert, dass se wëllt eppes fir d'Bankeplaz maachen. Ech mengen, et geet elo dorëm fir och elo aktiv ze ginn, séier aktiv ze ginn, an eng Kommissioun anzesetzen, déi dat dote fir d'Zukunft mat virplangt. A mir wäerte jiddfalls vun onser Säit aus net feelen, fir der Regierung déi néideg Suggestiounen ze maachen, wat ech elo an deene siwe Minutten hei net konnt maachen.

Dat gesot, wëll ech awer nach eng Kéier den Accord vu menger Fraktioun zu dëser Gesetzgebung ginn.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Henckes. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Also, Här President, ech kann nëmmen begrëssen, dass mir hei emol endlech e Gesetz hunn, wou keen diskriminéiert gëtt, och wann et nëmmen d'Holdinge sinn.

» **M. le Président.** - Gutt, Merci, Här Jaerling. Dann huet d'Regierung d'Wuert. Den zoustännige Minister, den Här Luc Frieden.

» **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Här President, ech géif gäre Merci soe fir déi breet Zoustëmmung, déi dëse Projet schéngt hei an der Chamber ze fannen. An och géif ech gären dem Rapporteur, dem honorabelen Här Mosar, Merci soen, souwéi de Kollegen aus der Kommissioun, déi hei op eng extrem schnell Aart a Weis eng gutt Aarbecht gemaach hunn. Et gëtt oft eng gutt Aarbecht gemaach, mä hei war d'Zäit ee wichtige Facteur, well d'Zil vun enger gudder Politik fir d'Finanzplaz ass, dofir ze suergen, dass de juristesche Kader adequat ass fir d'Entwécklung vun de Geschäfte, mä virun allem och, dass mer Rechtssécherheet hunn.

An déi Rechtssécherheet, déi hu mer doduerch, dass mer dëst Gesetz stëmmen, wat alle bestehenden Holdinggesellschaften bis 2010 seet, wéi se kënnen fonctionnéieren, an dass se kënnen fonctionnéieren. Duerfir ass d'Rightssécherheet fir mech d'Haupthelement gewiescht an deene Gespréicher, déi mer mat der Europäescher Kommissioun haten.

Et war keng Iwwerraschung fir eis, wat um Niveau vun der Europäescher Kommissioun komm ass. Vlächicht war den Zeitpunkt oder déi Woch d'Iwwerraschung, mä et muss ee wëssen, dass zënter Joren d'Europäesch Kommissioun géint déi Holdinge war, fir d'éischt am Dossier Steieren - heirun ass ernannt ginn -, mä och am Kontext vun den Aides d'État.

Mä wat hei guer net de Mëtteg an der Debatt ervirkomm ass, dat ass, dass wéinst den Holdinge respektiv wéinst der Fassong, wéi mir d'Bankgeheimnis ausdehnen och op d' Holdinggesellschaften, d'OCDE eis considéiert an der Kategorie vun de Steierparadieser. An dat ass also eng Problematik, déi d' Holdingen an d'Rampellicht vun net nëmmen der Europäescher Unioun, mä och der OCDE gestallt huet an och nach weider stellt. Well eleng de Fait, dass d' Holdinge weider existéieren, voire dass aner Produkter kommen, déi sech un deem inspiréieren, bleift e Problem an der OCDE.

An ech mengen, et wär gutt, wann d'Chamber sech deem ëmmer bewosst wär. De Statsminister huet mam Generalsekretär vun der OCDE bei senger rezenter Visite zu Lëtzebuerg ofgemaach, dass ech soll eng Delegation bei d'OCDE uganks des Jores uféieren, fir nach eng Kéier déi ganz Problematik ze diskutéieren an ze duerchliichten. Mä dat heescht, déi Diskussiounen hei ginn ëmmer virun an anescht belicht, mä déi Problematik muss mer am A behalen. Ech wäert och d'Chamber, wann déi Gespréicher weidergaange sinn, doriwwer informéieren, op d'mannst d'Finanz- a Budgetskommissioun, déi sech jo mat deene Froen hei intensiv beschäftegt.

Déi Décisioun vun der Europäescher Kommissioun, mat där kann een d'accord sinn oder net d'accord. Ech wëll hei nach eng Kéier soen, dass d'Rechtssécherheet enorm grouss gi wär, wa mir déi Décisioun beim Geriicht ugefecht hätten. Well déi ass net suspensiv, déi Prozedur. Mir hätten also dräi Joer net dee Steierregime kënnen viruféieren. A mir hätten net gewosst, wéi de Prozess ausgaange wär.

Zweetens ass et esou, dass mer déi Iwwergangsperiod, déi mer kritt hunn, net kritt hätten, wa mer op den Europäesche Geriichtshaff gaange wäeren.

Et gëtt sécher Jurisprudenz iwwert de Prinzip vun der Confiance légitime. Mä d'Kommissioun war der Meenung, dass bei engem Steierregime d'Confiance légitime maximal ëmmer nëmme kéint ee Joer betreffen. Duerfir war d'Proposition vun der Kommissioun, eng maximal op d'Joer begrenzten Iwwergangsperiod ze ginn, vlächicht nach ee Joer méi. A mir hunn ëmmer gesot, mir brauche méi Zäit, fir den Entreprisen d'Méiglechkeet ze ginn, sech ëmstrukturéieren, an et ass duerfir wou mer fonnt hunn, wa mer alles op eng Wo leeën, dass mer méi Rechtssécherheet hunn a méi

eng laang Iwwergangsperiod fir déi bestehend Holdingen, wa mer géife mat der Kommissioun verhandelen.

Et ass duerfir, wou mer mat der Kommissioun verhandelt hunn. Et ass duerfir, wou mer d'Décisioun akzeptéiert hunn, ob schonn dass mer heiheem sécherlech méi einfach géifen dostoen, wa mer géife soen: Mir si mat näischt d'accord vun der Kommissioun a mir maachen elo emol en décke Prozess! Mä dat hätt, an der Endanalys, eiser Finanzplaz geschuet, an duerfir hu mer dat net gemaach, wat fir eis den einfache Wee gewiescht wär, nämlich op d'Gericht goen. Mir hunn dee schwéiere Wee gewielt, mä mir mengen, dee wier am Intérêt vun der Finanzplaz.

Déi Décisioun ass geholl ginn den 19. Juli. Ech hunn den 19. Juli eng Pressekonferenz ofgehalen fir der Öffentlichkeet matzedoen, wat an där Décisioun géif stoen. Ech hunn den 19. Juli och de President vun der Chambre des Notaires - dat ass also dee Berufsstand, dee Gesellschaften grënnt - schriftlech informéiert iwwert déi Décisioun vun der Europäescher Kommissioun.

Déi Décisioun vun der Europäescher Kommissioun nennt sech net un d'Öffentlichkeet, mä ass eng Décisioun, déi sech un d'Lëtzebuerger Regierung nennt, andeem se der Lëtzebuerger Regierung seet: Dir dierft dee Steierregime net méi u Gesellschaften applizéieren. Déi Gesellschaften kënnen weider fonctionnéieren, mä da musst Der hinnen den Droit commun applizéieren.

Duerfir ass d'Fro: Wéini trëtt déi Décisioun a Kraaft? Eng Décisioun, déi selbstverständlech zu Irritatione féiert, dat kann ech verstoen, mä d'Rechtslag ass awer esou, dass vis-à-vis vun der Lëtzebuerger Regierung déi Décisioun dee Moment a Kraaft trëtt, wou se zu Bréssel eisem Vertreter, dass heescht dem Lëtzebuerger Représentant permanent bei der Europäescher Unioun, zougestallt gëtt. An déi Rechtslag, déi kënnen mir net änneren.

Ob ee se e puer Deeg éischer hätt am Mémorial vlächicht solle publizéieren, wat iwwerengs eng Prozedur ass, déi néierens virgesinn ass, doriwwer kann een diskutéieren. Si stoung op jidde Fall och vum 19. Juli un um Internetsite vun der Regierung, an all déi Leit, déi mat Holdingen eppes ze dinn hunn, déi hunn och duerch souwuel déi national wéi déi international Press vun där Décisioun Kenntnis gehat. Ob een nach aner Methode fënnt, fir dat besser ze communicéieren, doriwwer mengen ech, sollen d'Chamber an d'Regierung gemeinsam nodenken. Mir sinn op, fir do aner Suggestiounen entgéintzuehelen.

Dëst schafft Rechtssécherheet. Ech mengen, et ass e gudden Text, deen hei d'Regierung der Chamber virgeluecht huet. Et muss een e selbstverständlech och am Licht vun deem gesinn, wat d'Regierung nach proposéiert huet, nämlich eng nei Zort vu Famillje-Patrimoine-Gestioun, vu Familljevehikel fir d'Gestion de patrimoine ze proposéieren, déi sou genannte Société de gestion de patrimoine familial - d'Chamber wäert déi am nächste Joer kucken. Ech mengen och, dass et do gutt wär, wa mer dat esou schnell wéi méiglech kéinten duerch d'parlamentaresch Prozedur kréien.

Derniewent bleift et esou, wéi ech dat och de Moien a menger Budgetsried gesot hunn, dass d'Finanzplaz voll d'Ennertstëtzung vun der Regierung huet, dass mir net eréischt elo kucken, wat mer an Zukunft maachen - wéi de leschte Riedner gemengt huet -, dass mer systematesch an deene leschte Joren eng ganz Rei vu Projeten hei haten, déi d'Infrastruktur vun der Finanzplaz verbessert hunn. An dass d'Steierpolitik ëmmer eng ass, déi ee muss am Gesamtkontext gesinn - net eng Steier eraushuelen an da soen: Déi do muss mer elo ofschafen! -; et muss een ëmmer d'Gesamtsteierlandschaft vun de Betriber a vun de Privatleit kucken. An et muss een ëmmer d'Budgeteffeten dobäi och kucken.

Dat huet de Statsminister d'lescht Woch hei annonciéiert. Dat hunn ech de Moien zum Schluss vun de Budgetdebatten och nach eng Kéier gesot. Dat maache mer permanent, besonnesch och mat engem Bléck op d'Finanzplaz, wat een, wann net den Haaptplazier vun der Lëtzebuerger Economie ass.

An et ass och an deem Kontext, wou sech d'Agence fir d'Promotioun vun der Économie mat engem besonnesche Bléck och op d'Finanzplaz wäert entwéckelen. Ech weisen do zréck op dat, wat ech de Moie gesot hunn. Doriwwer wäerte mer och selbstverständlech an der Chamber an deenen nächste Méint nach interessant an intensiv Diskussiounen kréien.

De Moment, wéi gesot, sinn ech frou, datt mer dëse Projet konnten zäitgerecht stëmmen. E schafft eis Rou op der Finanzplaz, well elo hu mer bis 2010 Kloerheet fir dëst wichtegt Instrument.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

De Projet de loi 5624 ass mat 60 Jo-Stëmmen uegoll.

*Ont voté oui:* Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Fred Sunnen (par M. Marc Spautz), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

*MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Marc Angel), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;*

*M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Alexandre Krieps (par M. Henri Grethen), Claude Meisch et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Camille Gira), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Claude Adam), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;*

*M. Aly Jaerling.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Dann ass et esou decidéiert.

Mir kommen elo zum Projet de loi 5610 iwwert d'Lëtzebuergesch Bedeelegung an der Association Internationale de Développement an dem Fonds International de Développement Agricole. Den Här Hauptert ass Rapporteur. Här Hauptert!

### **3. 5610 - Projet de loi relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg**

#### **- à l'initiative d'allègement de la dette multilatérale de l'Association Internationale de Développement et**

#### **- à la septième reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole**

#### **Rapport de la Commission des Finances et du Budget**

» **M. Norbert Hauptert** (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet 5610 behandelt engersäits d'Bedeelegung vun eisem Land an der Annullatioun vun de Scholde vun deenen aarmen a staark verschëllte Länner an déi

International Entwécklungsassociatioun, an anerersäits d'Bedeelegung vu Lëtzebuerg un der siwenter Rekonstitioun vum Kapital vum Internationalen Agrarentwécklungsfong.

Wat d'Annullatioun vun de Créancë vun deenen aarmen a staark verschëllte Länner un international Entwécklungsassociatiounen ubelaangt, sou berout dës op enger Initiativ, déi um G8 zu Gleneagles d'lescht Joer geholl gouf. Initiativ, déi sech «Initiative d'allègement de la dette multilatérale» nennt an déi dora besteet, fir deene ganz aarmen a staark verschëllte Länner hir Scholdlaascht géintwärtig den internationalen a multinationalen Institutionen, dat heescht dem Internationale Währungsfong, dem FMI, der Weltbank an dem afrikaneschen Entwécklungsfong ze annulléieren an hinnen doduerch méi Mëttelen ze ginn, fir hir Entwécklung méi schnell weiderzeféieren an doduerch d'Objektiver vum Millénaire fir d'Entwécklung, dat heescht bis 2015 d'Aarmut an der Welt ëm d'Halschent erfzesetzen, ze errechen.

Dës Initiativ kascht ëm déi 50 Milliarden Dollar. Well den FMI awer seng Annullatioun vun de Créancen iwwer eege Mëttel finanzéiert a Lëtzebuerg net Member vun dem afrikaneschen Entwécklungsfong ass, limitéiert d'Lëtzebuurger Participatioun sech op d'Annullatioun vun de Créancë vun dem Internationalen Entwécklungsfong.

Well déi international Instanzen hir Hëllef gréisstendeels iwwert de Fonds de roulement vun dem Remboursement vun de Créancen, dat heescht iwwer Annuitéiten, déi zréckbezuelen ginn, finanzéieren, brauche se déi fir nei Prêteen deenen aarme Länner ze accordéieren. Duerch déi Annullatioun vun de Créancë géif kee Remboursement geschéien, an domadder hätten déi international Instanzen also keng Mëttelen, fir nei Prêteen ze accordéieren, sou datt d'Entwécklungshëllef domadder net kéint weidergefouert ginn. Duerfir huet déi International Entwécklungsassociatioun och e Finanzéierungsplang missen opstellen, fir d'Refinanzéierungsmëttelen vum dem Fong fir déi nächst Joren ze garantéieren. Deen Entwécklungs- oder dee Refinanzéierungsplang, deen erstreckt sech bis d'Joer 2043. D'Participatioun vu Lëtzebuerg an deem Plang beleeft sech op ongeféier 30 Milliounen Euro, Participatioun, déi iwwert dëse Projet autoriséiert soll ginn.

Wat eis Bedeelegung un der siwenter Rekonstitioun vum Kapital vum Internationalen Agrarentwécklungsfong ubelaangt, esou gëtt déi mat 650.000 Euro festgehalen. Wéinst den Donen an de bëllege Prêteen, déi de Fong fir seng Programmer accordéiert, mussen d'Engagementen vun de Memberstate vun deem Fong regelméisseg aktualiséiert ginn. Dëse Projet autoriséiert d'Regierung, sech un där siwenter Rekonstitioun vum Kapital vum deem Fong ze participéieren. De Statsrot huet e favorablen Avis zum Projet ofginn. D'Kommissioun huet mäi Rapport unanime an hirer Sitzung vum 7. Dezember uegoll a schléit der Chamber vir, de Projet, esou wéi en hei virläit, ze stëmmen, an ech bréngen och domat den Accord vun eiser Fraktioun.

» **M. le Président.** - Ech gesinn, dass d'Fraktiounen alleguerent an och d'Regierung mat den Ausféierunge vum...

**(Interruption)**

Ah, den Här Goerens huet nach d'Wuert.

**Discussion générale**

» **M. Charles Goerens** (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei deemem Projet muss ee sech Méi gi fir Argumenter ze fannen, fir derfir ze stëmmen. Ech soen dat, obschonn dat elo ganz brutal bei engem Projet kléngt, deen à première vue schéngt konsensfäeg ze sinn, well wien ass scho géint d'Annullatioun vun der Dette vun deenen Äermste vun deenen Aarmen?!

Ech soen och direkt, datt mir zwar zoustëmmen, mä ech mellen awer e puer ganz zolidd Reservan un, an ech ginn ee Grond, deen eis am Fong dozou beweegt, fir deemem Projet eis Zoustëmmung ze ginn.

Ech fänken emol u mat de Reservan. Hei geet et am Fong drëm, fir ronn 50 Milliarden Dollar deenen äermste Länner nozeloossen. Déi Schold, déi do entstanen ass an déi net konnt zréckbezuelen ginn, déi wier wahrscheinlech och zum gréissten Deel ni méi zréckbezuelen ginn, esou datt et am Fong e fiktive Soulagement ass vun deene sou genannte Pays les moins avancés.

Zweetens, dee Problem hei ass och e bësse Famill mat der Kris an Irak. Et muss ee wëssen, dass de President vun der Weltbank momentan den Här Wolfowitz ass, dee fréier zu Washington am Pentagon zu den Hardliner gehéiert huet, an dee sech och ganz staark gemaach huet, fir dem Irak d'Scholden nozeloossen.

Et kann ee sech also net virstellen, datt deen eng Politik hätt kënnen maachen, wou nëmme just den Irak seng Dette annulléiert kritt hätt an net déi Äermst vun deenen Aarmen, well den Irak huet ëmmerhi jo awer eng Partie Ressources naturelles, déi e missten habilitéieren, progressiv kënnen säin eegene Wuelfstand, seng eege Subsistance ze finanzéieren.

Drëtens, déi Scholden, déi net konnt zréckbezuelen ginn, sinn och en Echec vum Consensus de Washington, deen am Fong virgesinn huet, datt d'Länner sech misste finanziell gesond schrumpfen, wat ugaangen ass bei der Gesondschämpfung vun de Statsfinanzen, wat a sech kee répréhensibel Zil ass, mä wat awer, wann een et isoléiert gesäit a wann et vu soss kenger Moosnam begleet gëtt, awer de Länner hir Problemer éischter vergréissert wéi se verklengert.

Eng ganz Partie Länner hunn opgrond vun deem Scholdendrock uegfaangen, en Deel zréckbezuelen, an déi Suen, déi se natierlech op d'Dette hu misse bezuelen am Ufank, déi awer net duergaange sinn, fir se ganz ze rembourséieren, déi hunn natierlech gefeelt fir d'Secteurs sociaux de base ze développéieren: den Accès un d'Soins de santé de base zum Beispill, zweetens d'Educatioun, alles Rubriken, déi mer haut an den Objectifs du Millénaire pour le développement fannen, déi wahrscheinlech och bis 2015 - wat d'Deadline ass fir d'Erfüllung vun deeneselwechten - net kënnen erreecht ginn. Et geet am Fong do, wéi de Rapporteur et gesot huet, ëm d'Reduktioun vun der Aarmut ëm d'Halschent.

Dat Véiert: E Land wéi Lëtzebuerg ass net mat responsabel fir dee Problem. Mir mussen eis awer un der Refinanzéierung vun der Weltbank hire Prêteen, déi se net konnt rembourséieren, mat bedeelegen.

Dat ass a sech ongerecht, well déi, déi am Fong eng richteg Entwécklungspolitik gemaach hunn, déi op Donë baséiert war an net op Prêteen, déi mussen also mat elo d'Fraisé bezuelen vun deenen, déi responsabel si fir den Echec. Op déi Manéier steet d'Lëtzebuurger Entwécklungshëllef am Fong irrëprochabel do.

Elo gëtt et een eenzege Grond, deen eis dozou beweegt, fir eis Zoustëmmung zu deemem Projet ze ginn. Dat ass deen, datt déi Länner, déi vun deem Allègement, vun där Annullatioun vun där Dette hei betraff sinn, datt deenen hir Bevëlkerung ni an der Lag war, jee ee Su vum Gros vun deene Prêteen, déi gemaach goufen, fir hir eegen Entwécklung ermézegesinn. Ganz viles ass an donkele Kanäl verschwonne a ganz vill Gelder sinn duerch korrupt Regimer déviéiert ginn.

Duerfir mengen ech, an esou enger Phas ass et méi richteg, et hëlt ee Précautiounen an et sécuriséiert een d'Programmer an d'Projets de développement, wéi datt een einfach ouni Précautioun d'Geld iwwer eng sou genannten Aide budétaire deene Länner zur Verfügung stellt.

A wa mer also eis Zoustëmmung ginn, dann ass et, well mer net wëllen nokucken, datt viru Leit, déi ni eppes haten dovun, déi ni e Su gesinn hu vun deene Gelder, datt déi elo och nach misste fir déi nächst 20 oder 30 Joer déi Prêté rembourséieren.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. Charles Goerens** (DP).- An dat Lescht, wat ech wëll soen, dat hänkt mat der Problematik Cap-Vert zesummen. De Cap-Vert huet eng speziell Situatioun. De Cap-Vert ass eent vun deene ganz wéinege Länner, déi nach bis viru kuerzem zu de Pays les moins avancés gezielt hunn, an déi hir Scholden zu engem Deel ëmmerhin zréckbezuelen hunn. Déi profitéieren heivunner net.

Et qui plus est...

» **M. le Président.** - Här Goerens, därfer ech lech soen, dass Dir elo Är Zäit ëm dat Duebelt iwwerschritt hutt?

» **M. Charles Goerens** (DP).- Här President, gutt, wann Dir insistéiert, ech kann och direkt ophalen, soss maachen ech nach mäi Saz fäerdig.

Ech wollt nëmme just soen, et ass ongerecht vis-à-vis vun engem Land wéi dem Cap-Vert, wat enorm Efforté gemaach huet, net nëmme fir seng Scholden zréckzubezuelen, mä fir och nach seng Situatioun ze verbesseren.

Do geet ee Bailleure de fonds nom anere fort, an ech fannen, datt mir als Lëtzebuurger do eng Responsabilitéit hunn an dem Cap-Vert sollen hëlfe, den an net vun der internationaler Communautéit, vun de multilateralen Agencen an och vun deenen eenzelne

Bailleure de fonds abandonnéiert gëtt. Dat wier net gerecht, dat wier e ganz trauregen Nieweneffekt vun dëser Démarche.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Goerens. Wa soss näischt méi bäizeflecken ass, da kënnen mer zur Ofstëmmung vun deemem Projet de loi kommen.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

De Projet de loi 5610 ass eestëmmeg uegoll mat 60 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui:* Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen (par M. Marc Spautz), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

*MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;*

*M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Henri Kox);*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;*

*M. Aly Jaerling.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen elo zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut. Dat ass de Projet de loi 5626. Rapporteur ass den honorabelen Här Marc Spautz.

### **4. 5626 - Projet de loi portant rectification du Code du travail**

#### **Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi**

» **M. Marc Spautz** (CSV), rapporteur.- Här President, léif Kolleeginnen a Kollegen, dee Projet, deen elo virläit, ass am Fong eng Rectificatioun vum Code du travail. Dir kënt lech nach erënneren, mir hu viru véier Méint de Code du travail gestëmmt a mir hate gesot, dass et méiglech wier, dass eis eng oder aner Erreur matérielle do mat duerchgaange wier.

Hei wieren elo dräi Artikelen, déi mer géifen änneren. D'Regierung huet de 26. Oktober de Projet déposéiert. De 14. November ass den Avis komm vum Conseil d'État, an de 5. Dezember huet d'Kommissioun mech zum Rapporteur bestëmmt. Mir hunn och dono direkt den Avis vum Conseil d'État analyséiert. Do ass et awer och esou, dass de Conseil d'État nach eng Kéier drun erënnert, dass just eng Rectificatioun géif gemaach ginn an net méi.

Ech weess och, dass elo verschidde Beruffschamberen nach schreie vum Amélioratiounen, mä dat ass net de Sënn, well dee Projet hei soll wierklech just eng Rectificatioun sinn, well eis do e Feeler ënnerlaf war, wou mer zwee Numéroë matenee verwiesselt haten, dat ass richteg gebéit ginn: Eng Kéier hu mer eis op d'Gesetz vun 1972 beruff amplaz vun 2004. Dat beweist awer, wéi wichtig et war, e Code du travail ze kréien, well dat soss duerch verschidde Gesetze verstoppert ass. Ech mengen, méi ass net dozou ze soen.

Ech wollt och soen, ech ginn och gläichzäitig am Numm vun der CSV-Fraktioun d'Zoustëmmung.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech sinn iwwerzeegt, dass alleguerten d'Fraktiounen zoustëmmen an och d'Regierung. Duerfir komme mer direkt zum Vote vun dësem Projet de loi.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

De Projet de loi 5626 ass eestëmmeg uegholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme

Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Fred Sunnen (par M. Marc Spautz), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roland Schreiner), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Alexandre Krieps (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

Voilà, domat si mer um Enn vun der Sitzung. D'nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 17.12 heures)**

# SÉANCE 14

## Jeudi, 14 décembre 2006

Présidence: **M. Lucien Weiler, Président**  
**M. Jos Scheuer, Vice-Président • M. Henri Grethen, Vice-Président**

### Ordre du jour

1. Motion de Mme Anne Brasseur relative aux réformes du cycle inférieur de l'enseignement postprimaire  
(Discussion générale - Vote)
2. Résolution de M. Charles Goerens relative à la condamnation de la contestation de la Shoah  
(Vote)
3. Débat d'orientation demandé par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la politique énergétique du Luxembourg  
(Débat - Motions - Votes)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres et M. Jeannot Krecké, Ministres.

**(Début de la séance publique à 14.32 heures)**

» **M. le Président.** - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

» **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Mir hu keng Kommunikatioun, Här President.

» **M. le Président.** - Keng Kommunikatioun.

Als éischte Punkt haut de Mëtteg op eisem Ordre du jour befaasse mer eis mat der Motioun, déi d'Madame Anne Brasseur den 21. November déposéiert huet, iwwert d'Reformen am Schoulsecteur. D'Fraktiounen hu fénnef Minutten Zäit, d'ADR zwouanenghallef Minutt an den Här Jaerling och zwouanenghallef Minutt. D'Madame Brasseur, als Auteur vun der Motioun, huet elo d'Wuert.

### 1. Motion de Mme Anne Brasseur relative aux réformes du cycle inférieur de l'enseignement postprimaire

» **Mme Anne Brasseur (DP), auteur.** - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hat déi Motioun hei am Numm vun der DP-Fraktioun eraginn an do huet d'Majoritéit an dëser Chamber decidéiert, e Renvoi an d'Commission de l'Éducation nationale ze maachen. An enger Sëtzung hu mer och déi Motioun diskutéiert an et ass do ganz kloer zum Virschäi komm, dass déi aner Fraktiounen dës Motioun net géife matdroen, an dass d'Madame Minister och gesot huet, d'Motioun wär fir si inakzeptabel.

Ech wëll awer hei op dëser Plaz nach eng Käier soen, dass ons de Contenu vun dëser Motioun immens um Häerz läit. Mir hunn an onsem Schoulwiesens zuzäit eng Partie Reformen, déi awer zu Onsécherheete féieren am concernéierte Milieu, déi zu Oprouer féieren, an dat ass net gutt fir onse Schoulsystem. D'Schoul brauch nämlech Serenitéit, fir ze funktionnéieren.

Mir hate Projete wéi dee vun de Critères de promotion, déi geännert gi sinn. Du si se erëm geännert ginn a mir sinn einfach der Meenung, dass ze vill Changementer, dat Hin an Hier, fir d'Schoul net gutt ass.

Esou war annonciéiert ginn, dass op Septième d'Coursé vum Englesche sollen age-

féiert ginn. Dofir kann ee sech froen opgrond vu wat, op Käschte vu wellechem anere Fach dat géif goen. Ob et net déi Kanner, déi Schwieeregkeeten hunn, défavoriséiert, well de Passage vum 6. Schouljoer op Septième jo extra schwéier ass.

Da stelle mer ons och Froen iwwert de Cycle d'apprentissage am Secondaire technique, dass déi zwee éischt Jore sollen zesummegeschloe ginn an dass een an deem Cycle net soll kënne duerchfalen, ob dat wierklech de richtege Wee ass.

D'Sprooche sollen och anescht evaluéiert ginn. Dee ganze System soll op d'Compétences linguistiques opgebaut ginn. Och do froe mer ons wéi dat fonctionnéiere soll.

Mir stellen ons d'Fro: Wat geschitt mat deene Schüler, déi dann déi Socles de compétences net errechen?

Et ginn zuzäit an enger ganzer Partie Schoulen eng ganz Rei vu Projets pilotes iwwer ähnlech Thematiken, an dofir hätte mir gären, dass déi Projets pilotes evaluéiert ginn; dass no der Evaluatioun Konklusioone gezu ginn; dass déi Konklusioone diskutéiert ginn a wann dat da positiv ass, dass dat mat de Concernéierten dann emgesat gëtt, fir dass mer esou onse Schoulsystem reforméiere kënnen.

D'Schoul brauch Reformen. D'Schoul brauch Adaptatiounen. Do ass jidderee sech eens. Mä déi Adaptatiounen muss een zesumme mat de Leit maachen, soss wierkt dat sech nämlech géint de Schoulsystem aus an et wierkt sech virun allem géint d'Kanner aus.

Dofir hu mer gefrot, dass all déi Projeten, déi elo ugeduecht sinn, emol op Äis geluecht ginn, fir dann an aller Serenitéit driwwer diskutéieren ze kënnen, fir Neel mat Käpp ze maachen, an dat am Intérêt vun onsem Schoulsystem.

D'Madame Minister huet gemengt, si géif ons Motioun iwwerhaapt net kënnen verstoen a si ass op eng Rei Punkten agaangen an der Kommissioun, wéi zum Beispill, dass d'Englesch elo net op Septième ageféiert gëtt. Dann huelen ech Akt dovun. Dann ass dat jo schonn e Projet, deen op Äis geluecht ass.

Ähnlech ass et mat anere Projeten, mä vu dass d'Majoritéit net bereet ass dës Motioun ze akzeptéieren, mengen ech, huet et och keen Zweck, dass ech deen een oder anere Punkt vun der Motioun géif ofänneren.

An zum Schluss nach ee Wuert: Wann d'DP dat hei fuerdert, gesinn ech, dass mer net eleng sti mat onse Fuerderungen, mä dass et eng ganz Partie Leit gëtt, déi ons Meenung deelen. Mä dat Wichtigst ass, dass ech iwwerzeegt si vun deem, wat ech hei virdroen.

Ech soen lech villmools Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Brasseur. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Maroldt.

**Discussion générale**

» **M. François Maroldt (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op eis Propos hin ass der Madame Brasseur hir Motioun an d'Éducatiounskommissioun verweise ginn. Mir wollten der fréierer Educatiounsministesch einfach d'Geleeënheet ginn, hir Iwwerleeungen am Detail ze développieren. Si huet dës Geleeënheet allerdéngs verpasst an eis net iwwerzeegt.

Positiv ass, dass d'Madame Minister Delvaux d'Geleeënheet hat zu dëser Motioun Ried an Äntwert ze stoen. Leider awer huet d'Madame Brasseur weiderhin un hirer Motioun festgehalten a mir hu gesinn an héieren, dat et sech bei dëser Initiativ net em en neien Input an d'Diskussioun géif handelen, mä et am Fong just géif dréms goen déi aktuell Bildungsreform vun der Madame Delvaux ze stoppen.

Dat, wat mer an der Kommissioun héieren hunn, war, dass Saachen net sollte gemaach ginn. Wéi eng Saache sollte gemaach ginn a wéi eng Saachen aneschters sollten ugepak ginn, dat huet d'Madame Brasseur net gesot.

Datt iwwert der Schoul hir Ausrichtung, hir Inhalter an hir Reform kann a soll, souguer muss an engem permanente Prozess diskutéiert ginn, dat ass kloer. Datt awer esou e Prozess op eemol einfach esou soll gestoppt ginn, ass keng Optioun.

Kee Mënsch contestéiert der Madame Brasseur hir Recht stänneg an der éducatiounspolitescher Debatt present ze bleiwen, virun allem mat Alternativen, Ureegungen, Propositionen a Prioritéiten, wéi si se gesäit.

Wa mer also eppes presentéiert kréien, dann diskutéiere mer zesummen driwwer. Dës Motioun, déi just eppes verhënnere wëllt ouni eppes aneschters ze proposéieren, lehne mir allerdéngs of.

» **M. le Président.** - Merci, Här Maroldt. Als Verrieder vun der LSAP-Fraktioun huet den Här Jos Scheuer d'Wuert.

» **M. Jos Scheuer (LSAP).** - Dir verstitt, dass den Här Maroldt mir aus dem Häerz geschwat huet, als President vun der Kommissioun.

**(Hilarité)**

Mir hunn an där Kommissioun der Madame Brasseur hir Motioun diskutéiert. Mir hunn alles diskutéiert, wat an de Considérenten opgezielt war. Mir hunn alleguerter fonnt, mat Ausnahm vun der Madame Brasseur, dass den Dispositiv awer net tragbar wär.

Een, dee fir de Stëllstand um Niveau vun der Reforme plädéiert, dee plädéiert fir eng Stagnatioun matzen am Schoulsecteur, mat deem awer kee Mënsch méi zu Lëtzebuerg esou d'accord ass.

An d'Madame Minister huet virun allem zwou Saache kloergemaach.

Fir d'éischt: Et gëtt keng Reform, déi net duerchdiskutéiert ass mat de concernéierte

Milieuen, ob dat d'Professere sinn oder d'Schoulmeeschteren oder alleguerten déi Kräften, déi sech mat der Schoul befaassen. Dat ass dat Éischt, well et gëtt kee Cavalier seul vum Ministère.

Dat Zweet: Wann déi theoretesch Projeten an d'Praxis emgesat ginn, da mussen se a kënnen se nëmmen aus der Praxis eraus evaluéiert ginn. Et geet keng Evaluatioun, déi um theoreteschen Niveau stoe bleiwe kann. Och do ass hir Bereetschaft do fir déi Evaluatioun vun der Praxis aus ze maachen.

Dofir war ech och frou, wéi all d'Verrieder vun den eenzelne Fraktiounen gesot hunn, dass se opgrond vum Dispositiv vun dëser Motioun se géifen oflehnen.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Scheuer. Fir d'Fraktioun vun deene Gréngen huet d'Wuert den Här Claude Adam.

» **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech stelle mat Freed a Satisfaktioun fest, dass déi Gréng méi séier gemierkt hunn a wéi eng Richtung, dass d'Motioun vun der DP géif goen,...

**(Hilarité)**

... a mir ware jo och direkt bereet fir se ofzelehnen.

» **M. Jos Scheuer (LSAP).** - Här Adam, Dir iwwerschätzt lech awer!

**(Hilarité et interruption)**

» **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Dat musst Der eis dann nach beweisen!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Jo, mir wëllen alleguerten eise Schoulssystem verbesseren. An dann ass et awer schonns eriwuer mat de Gemeinsamkeiten!

Déi Gréng sinn der Meenung, dass een net d'Schoul reforméieren an awer alles beim Ale loosse kann. Mir sinn iwwerzeegt dervun, dass eist Bildungswiese reforméiert gi muss, fir dass eis Kanner an Zukunft net den zweete Präis kréien.

Wann een awer reforméiere wëllt, da muss ee sech kloer Ziler setzen, seng Ziler mat deene Betraffenen diskutéieren, e Fahrplang opstellen, deen och novollzéibar ass, zum Beispill andeems een an deenen enneschte Klasse mat de Reformen ufänkt, an net emgedréint; sech verséichert, dass säi Koalitionspartner matspillt, an da schéi systematesch reforméiert. Dat geschitt awer leider net esou. D'Messages aus dem Ministère sinn oft widderspréichlech. D'Konsequenze si bekannt: D'Schüler an d'Eltere gi veronséichert, d'Enseignanté sinn net zefridden; dat ass jo och net esou einfach. D'Reforme ginn ugeschwat, awer net am Fong diskutéiert.

Duerfir ass déi Motioun vun der Demokratescher Partei fir eis och schwéier verständlech. D'Reforme sollen op Äis geluecht ginn. D'Äis gesi mer a spiere mer och, mä wou sinn d'Reformen, déi mer sollen op Äis leeën? Elo, wou mer esou lues endlech eng Schouldebatt kréien, op déi mer schonns esou laang waarden, solle mer ophalen ze debattéieren, well méi wéi debattéieren ass jo bis elo nach net geschitt.

Wann allerdéngs bei deem Bëssen, wat bis elo geschitt ass, schon esou vill Opposition entsteet - d'Opposition vun der DP ass zwar nach verständlech, mä och der Ministesch hir Hausgewerkschaft übt Widerstand; de Koalitionspartner bréngt et emol net fäerdeg déi éischter harmlos Motioun direkt ofzelenen -, da muss ee sech natierlech och froen, ob de Kommunikationsstil am Ministère net vläicht awer misst iwwerduecht ginn. Wann een op eemol muss feststellen, datt just de Premier nach hannert der Schoulpolitik steet, da gëtt et kritesch, well dee wisselt jo bekanntlech vun Zäit zu Zäit seng Meenung.

Ech ginn inhaltlech net op d'Motioun an, just ee Punkt, an dat sinn d'Socles de compétences. D'Schoul huet an deene leschte Joren a Jorzéngten aus all gesellschaftlechem Problem e schoulesche gemaach. D'Socles de compétences sinn am Fong geholl dat, wat mer géifen eng Réckbeënnung op d'Basics nennen, wat mer jo kennen ass „back to basics“. Mir hu léiwer „forward to basics“. Duerfir fanne mir, datt eng Diskussioun, fir d'Socles de compétences festzeleeën, eigentlech guer net ka gefouert ginn; ëm d'Emsetze kann een natierlech diskutieren, dat ass kloer.

Mir stëmme géint d'Motioun vun der Demokratescher Partei, well mir keng Diskussioun wellen op Äis leeën. Am Géigendeel, all Schoulpartner - d'Enseignanten, d'Schüler an d'Elteren - solle seriö geholl ginn an an d'Diskussioun agebonne ginn. An da lass mat der grousser Schoulreform!

Ech soen lech Merci.

►►► **Une voix.** - Très bien!

►►► **M. le Président.** - Merci, Hâr Adam. Den Hâr Henckes fir d'ADR.

►►► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Hâr President, d'Schoulreform ass absolut noutwendig an deem Land. Ech mengen, déi Resultater vun de successiven Études PISA hu gewise wéi wichteg et ass, datt eng Reform muss stattfannen; eng grondleeënd Reform. Als ADR hu mer e Schoulprogramm virgestallt, an déi Reformen, mat deenen d'Madame Ministerin amgaangen ass, gi grondsätzlech an déi Richtung, déi mir och gesinn a gefuerdert hunn; dat ass déi vum Aféiere vu Cyclen a vum Festleeë vu Kompetenzen. Bien entendu wëllt dat net heeschen, och wa mir mat där Politik grondsätzlech d'accord sinn, datt dat e Fräifahrschäi soll si fir all Detailreform.

Dofir hu mir et och gutt fonnt, datt d'Initiativ vun der Madame Brasseur wéinstens dozou gefouert huet, datt mer an der zoustänneger Kommissioun konnten Oplklärung kréien iwwert dat, wat amgaangen ass, an dat, wat net amgaangen ass, a wéi d'Madame Ministerin wëllt an Zukunft deen Dialog, souwuel mat den Enseignanté wéi och mat der Chamber, viruféieren.

Wat wichteg ass, Madame Ministerin, ech mengen, wat misst verbessert ginn, dat ass d'Kommunikatioun mat der zoustänneger Chamberskommissioun, datt dat e bëschelech méi regelméisseg soll geschéien. Mä fir iwwert de Fong vun där Motioun elo alles auszusetzen, fir ee Stëllstand ze maachen, dat ass op jidde Fall de schlechte Wee. Dat ass de falsche Wee. An dofir wäert d'ADR och géint déi Motioun stëmmen.

►►► **M. le Président.** - Den Hâr Jaerling.

►►► **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Bon, ech géif mengen, deem bleift nach just derbäizéi: Wa mer schon eng Kéier eng Ministerin hunn, déi wëllt schaffen, da kommt mer loossen se schaffen!

(Hilarité)

►►► **M. le Président.** - Voilà! Dann huet d'Madame Mady Delvaux-Stehres, Minister zoustänneg fir d'Education, d'Wuert.

►►► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Merci, Hâr President. Ech wëll allen Intervenanté Merci soen - och der Madame Brasseur -, well dat gëtt mer jo dann d'Geleeënheet déi Punkten ze verbessern op deenen ech ëmmer attackéiert ginn, ech géif net gutt kommunizieren. Ech wëllt awer soen, dass ech ëmmer zur Verfügung sti fir d'Chambers-

kommissioun, dass ech nach keng verpasst hunn, an ech selbstverständlech do Ried an Äntwert stinn.

D'Aarbecht am Ministère vun der Éducation nationale soll jo dora bestoen eis Schoul esou gutt wéi méiglech ze maachen. A wat ass déi beschtméiglech Schoul? Dat ass déi, wou mer et fäerdeg bréngen d'Kanner, déi jonk Leit, déi zu Lëtzebuerg an d'Schoul ginn, alleguer esou héich wéi méiglech ze qualifizieren. Dat ass d'Objektiv. Iwwert dat Zil do si mer eis eigentlech allegueren eens; iwwert d'Mëttele streide mer.

Déi Aarbecht, déi mer amgaange sinn, déi besteet emol fir d'éischt doran d'Inhalter vun der Schoul ze definieren. Wat muss all Kand op deene verschiddene Etappe vu senger Schoulcarrière kënnen? Net: Wat muss et geléiert hunn an der Schoul, wat muss et gesinn hunn? Mä: Wat muss hänke bliwwen sinn, wann et duerch déi verschiddene Etappe gaangen ass, fir dass mer op zolidd Basé kënnen opbauen?

Dat ass d'Diskussioun ëm d'Socles de compétences, déi gefouert gëtt. Déi Viraarbechte si gelaf. A mir hunn och do, wéi dat sech passt oder wéi ech mer dat virstellen, an der Spillschoul ugefaangen, fir bis erop ze goen. Mir sinn elo an sechste Schouljoer ukomm. Mir sinn elo an där Phas, wou mer diskutieren: Wéi geet et am Cycle inférieure am Technique, am Classique? Dofir déi Remouen dann och a verschiddene Milieuen. Well wann dat esou einfach wär, dann hätt jo schon ee viru mir dat gemaach. Dat erkläert, dass et also vill Diskussiounen ëm d'Inhalter vun der Schoul gëtt.

Fir mech bleiwen d'Inhalter dat Wichtigst. Derniewent muss een natierlech Strukturen hunn, déi et engem och erlaben ze funktionieren. Dat gëtt mer d'Geleeënheet de Punkt ze maachen. Ech hunn ee Gesetz an der Chamber déposéiert, wat d'Strukturen ugeet, dat ass d'Gesetz iwwert d'Reform vun der Formation professionnelle. Dat Gesetz ass hei déposéiert. Dat leeft säi Wee. Do kommen Avisën eran. Dat wäert och an dëser Enceinte an an der Kommissioun nach vill diskutiert ginn.

Dat ass also e Pak vu Gesetzer, déi als Avant-projets de loi an der Consultatioun mat de Partner vun Ministère sinn. Dat ass dee ganze Pak wat d'Primärschoul ugeet, d'Reform vum Gesetz vum 1912. Déi Consultatiounen lafen elo fir d'Zweet, säit ech do sinn. An ech hoffen, dass ech elo ufanks Januar domadder fäerdeg sinn, an dass dee Pak Strukturreforme vun der Primärschoul dann am Februar kann déposéiert ginn.

An da kënt deen drëtze Vole. Do wëll ech soen, hunn ech keen Optrag vun der Regierung. Ech hu gesot kritt, mir sollen d'Formation professionnelle maachen, dat steet am Regierungsprogramm, an d'Gesetz vum 1912 nei maachen, och dat steet am Regierungsprogramm. Da stellt een natierlech d'Fro: Wa mer déi Strukturreforme maachen, solle mer och duerno am Postprimär - Cycles inférieurs, Cycles supérieurs - eppes un de Strukturen änneren oder net?

Do hu mir am Ministère en Document de réflexion ausgeschafft, hunn et an d'Schoule verschéckt, wou dropstoung, et wär en Document de réflexion. Dat ass keen Avant-projet de loi, et ass kee Projet de loi, et ass en Document de réflexion. An ech hunn an de Schoulen a véier Regionalkonferenze mat den Enseignanten doriwwer diskutiert, an ech zéien elo d'Konklusiounen dorauer. Ech wëll soen, dat war weder en Optrag, deen ech vum Regierungsprogramm krut, mä et war eng Reflexioun. Ech wäert dorauer déi Konklusiounen zéien, déi sech imposieren. Et ass also net, fir sech iwwer Reformen opzereegen, wann en Document de réflexion erausgeet. Ech kréie gesot, ech misst dialogieren mat den Enseignanten. Ech probieren dat esou gutt wéi ech kann ze maachen.

Dann een inhaltliche Punkt. Och dat war e Saz, deen am Regierungsprogramm stoung iwwert d'Englescht; et wär envisagéiert d'Englesch méi fréi anzeféieren. Et steet net dran, et géif agefouert ginn. Et steet dran, et géif envisagéiert ginn. Ech hunn dofir et mat den Enseignanten, den Engleschproffen, a mat aneren doriwwer diskutiert. Dat huet Ursaach ginn zu Rumeuren, dass elo de Franséischproffe géife Stonnen ewechgehall ginn.

Bon, ech kann awer net diskutieren, ouni dass ech e puer Informatiounen weiderginn. Ech hunn déi Échoen zrëckgehall, vu dass d'Engleschproffe mer gesot hunn, wann net am Ufank vum Apprentissage ganz vill Stonnen beienee wären, da géif et fir si kee Sënn maachen, fir Englesch méi fréi anzeféieren. Mat nëmmen enger oder zwou Stonnen an der Woch géife si den Intérêt net gesinn.

Du sinn ech mat där Informatioun zrëckgaangen an d'Regierung an hunn dat do gemellt. Do hu mer dann decidéiert, mir géifen an absehbarer Zäit d'Englesch op Septième net generell aféieren. Domadder hat ech déi Aufgab, déi Missioun do erfüllt. Dofir muss ech soen - dat hunn ech och an der Kommissioun gesot -, dass déi Motioun, esou wéi se hei virläit, fir mech inakzeptabel ass, well do einfach drasteet: «suspendre la réalisation des réformes envisagées».

Dat géif op dat erauskommen, dass ech iwwerhaupt näischt méi soll maachen. An esou gesinn ech meng Aufgab an deem Ministère net, well et läit mer drun, d'Schoul ze verbessern an esou vill wéi méiglech deene Kanner, déi zu Lëtzebuerg an d'Schoul ginn, eng Chance ze ginn eppes an der Schoul ze léieren, esou vill wéi méiglech ze léieren a mat där gréisstméiglecher Qualifikatioun erauszekommen, well dat ass wichteg fir all Kand eenzel a seng Famill. Et ass wichteg fir eis sozial Cohésion am Land an et ass wichteg fir d'Économie vum Lëtzeburger Land, well mir kënnen eis et net erlaben Leit net auszubilde fir déi komplizéiert Welt, déi op se zoukënn.

Merci, Hâr President.

►►► **M. le Président.** - Merci, Madame Minister. Da komme mer zum Vote vun der Motioun. Ech denken, dass de Vote électronique verlaangt ass?

(Assentiment)

Très bien. Da maache mer dat.

**Vote**

D'Motioun ass ofgelehnt, Madame Brasseur, mat 50 Nee-Stëmmen, bei 10 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch (par M. Carlo Wagner), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Alexandre Krieps) et Carlo Wagner.*

*Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. François Maroldt), Marco Schank (par M. Marc Spautz), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Paul-Henri Meyers), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par Mme Sylvie Andrich-Duval);*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Marc Angel), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Ben Fayot) et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen);*

*M. Aly Jaerling.*

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass déi Resoluitioun, déi den honorabelen Hâr Goerens gëschter déposéiert huet, iwwert d'Veurerteelung vum Revisionismus. D'Presidente-konferenz huet déi haut de Moien op den Ordre du jour gesat. Hâr Goerens, Dir hutt d'Wuert.

## 2. Résolution de M. Charles Goerens relative à la condamnation de la Shoah

►►► **M. Charles Goerens (DP), auteur.** - Hâr President, ganz kuerz nach eng Kéier de Rappel vun der Argumentatioun. Et ass net déi éischte Kéier, datt d'Chamber sech mat esou enger ähnlecher Resoluitioun befaasst, déi de Regime vum Iran, vun der République islamique d'Iran condemnéiert, notamment wéinst hire Propos antisémites.

Wann d'Chamber dës Resoluitioun stëmmt - an ech zweiwelen net drun, well d'Fraktiounen se jo allegueren duerch hir Vertrieeder

ënnerschriften hunn an domat hire Wonsch ausgedréckt hunn, fir se kënnen matzedroen -, da condemnéiere mer éischters d'Ideologie antisémit. Et ass näischt Banales, well et geet iwwert de Rassismus, deen a sech scho condemnéierenwäert ass, eraus.

Wa Rassismus am Fong eng Hierarchisatioun vu sougenannte Rasse virgesäit, da geet den Antisemitismus nach méi wäit. E Rassist gesäit am Fong vir, datt et eng Hierarchie vun de sougenannte Rasse gëtt. Ech soen „sougenannten“, well et ass wëssenschaftlech bewisen, datt dat Quatsch ass, fir iwwerhaupt vu Rassen ze schwätzen. A wann den Antisémité méi wäit geet, dann ass dat, well deen am Fong vun enger Welt dreemt ouni Judden.

E Mann, eng Fra, e Kand ze vill, e Grupp ze vill, e Vollek ze vill, e Stat ze vill - dat hate mer jo schon alles eng Kéier. An et ass précisément op dee Wee, wou erëm eng Kéier de Mahmud Ahmadinedschad, de President vun der République islamique d'Iran, gaangen ass, andeem datt e fir den 11. an den 12. Dezember vun dësem Joer eng Konferenz zu Teheran ageruff huet, wou hien erëm eng Kéier Zweiwelen opkomme gelooss huet iwwert d'Véridicité vun deem, wat awer schliesslech um Tribunal vun Nürnberg révéliert a condemnéiert ginn ass.

Mir fannen, datt et inakzeptabel ass. An „inakzeptabel“ ass ze schwaach, fir dat auszudrécken, wat een emfënnt, wann een erëm esou e plumpe Versuch gesäit wéi deen, deen den Ahmadinedschad ënnerholl huet.

Elo gëtt et e puer Haltungen dozou: Déi eng, bon, déi ass scho condemnéiert ginn. Déi aner: Et därff een dat do net banalisieren; a weider, et soll een déi Leit, déi esou Proposé féieren, mam Wuert huelen an och net versichen, hir Proposé ze diluieren, andeems datt ee seet: Jo, mä ronderëmmer sinn awer Leit, déi e bësse méi verstänneg sinn. Il faut les prendre au mot! Wann dat viru 70 Joer geschitt wier, hunn ech scho gëschter beim Dépôt vun der Resoluitioun gesot, dann hätte mer eis vläicht munches kënnen erspueren.

Ech wollt awer ophale mat enger e bësse méi optimistescher Note, andeems datt mer och erfuer hunn an de leschten Deeg, datt et an deene verschiddenste Communautéite Leit goufen, déi dat do condemnéiert hunn. Ënner anerem ee Palästinenser, deen 18 Joer laang an engem Prision souz an Israel, dee seet: Och wann ech gelidden hunn ënner Israel, haut kann ech dat, wat zu Teheran de Moment passéiert, net akzeptieren, net nëmmen, well et historesch falsch ass, mä och nach well et d'Cause vun de Palästinenser desservéiert.

An deem Zesammenhang wollt ech och erwähnen, datt scho virun e puer Joer eng Konferenz geplangt war zu Beirut, och eng negationistesche Konferenz, déi deemools vun der Ligue arabe condemnéiert ginn ass. Mir sinn also hei an enger breeder Gesellschaft, déi dem Humanismus wëllt Virrang ginn op déi ruckelzeg Äusserunge vun der République islamique d'Iran.

Ech wollt och lech froen, Hâr President, wann déi Resoluitioun hei votéiert ass, fir déi un d'Ambassade vun deemselwechte Land zu Bréssel ze transmettieren.

Ech soen lech Merci.

►►► **Plusieurs voix.** - Très bien!

►►► **M. le Président.** - Merci, Hâr Goerens.

(Interruption)

Pardon?

►►► **Une voix.** - Goebbels.

►►► **M. le Président.** - Oh, lauschtert emol, ech krut scho gëschter hei ënnerstallt, ech géif den Hâr Goerens als Hâr Goebbels urieden. Ech denken, dass ech den Numm vun Hâr Goerens jo anstänneg hei prononciieren.

Wa kee méi eppes bäizéi huet, da komme mer zur Ofstëmmung. Kënnen mer déi Resoluitioun hei par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

**Vote**

Wie fir d'Resoluitioun ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Ech gesinn, dass d'Resoluitioun eestëmmeg ugehall ginn ass, an opgrond vum Wonsch vun honorabelen Hâr Goerens wäerte mer déi Resoluitioun hei op d'Ambassade op Bréssel weiderleeden.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Orientéierungsdebatt iwwert d'Energiepolitik, déi vun der Fraktioun vun deene Gréngen ugefrot ginn ass. Laut eisem Reglement huet déi Grupp, déi d'Debatt ugefrot huet, 40 Minutte Riedezäit a fänkt mat der Debatt un. D'Regierung ergräift als Leschten d'Wuert.

Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Spautz, d'Madame Brasseur, den Här Bodry, den Här Henckes oder den Här Gibéryen an dann den Här Goerens. Voilà, dann huet de Vertrieeder vun der Fraktioun vun deene Gréngen d'Wuert, den honorabelen Här Kox. Här Kox!

### 3. Débat d'orientation demandé par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la politique énergétique du Luxembourg

► M. Henri Kox (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Gletscher schmëlze méi séier wéi erwaart. Dréchant, Iwwerschwemmungen, Hëtzwelle gëtt et ëmmer méi heefeg. D'Wëssenschaft geet haut vun engem séchere Klimawissel aus. E puer Milliounen Mënsche sinn haut schonns wéinst Ëmweltproblemer op der Flucht. Wéini huelen d'Regierungen endlech déi richteg Mesuren?

Dës oder ähnlech Titele sinn ëmmer méi heefeg an der internationaler Press an och an der Lëtzebuurger Press nozeliesen. Nach haut de Moien ass am „Wort“ nozeliesen, dat d'OECD viru gréngen Hiwwelen am Wanter an den europäeschen Alpe warnt. D'Mënscheheet steet am Ufank vum 21. Jorhonnert virun der gréisster Erausforderung vun hirer Geschicht: dem Klimawandel! E Klimawandel, deem net nëmmen Europa trëfft, mä sämtlech Länner an der Welt. Et ass duerfir och eng global Erausforderung.

Dëse Klimawandel ass zum gréissten Deel op eisen héijen Energieverbrauch zrëckzeféieren. En Energieverbrauch, deem haaptsächlich op den Asaz vu fossilen Energieträger zrëckzeféieren ass. Fossil Energieträger wéi Kuel, Gas an Uelech, déi verantwortlech si fir den héijen CO<sub>2</sub>-Uendeel an der Atmosphär. Eng aktiv Klimaschutzpolitik ass deemno gläichbedeitend mat engem Paradigmawissel an der Energiepolitik. Esou wéi zum Beispill Schweden et mécht: ewech vun de fossilen Energieträger, hin zu méi Energieeffizienz an erneierbar Energien, an dëst net nëmmen um Pabeier, mä mat ganz konkreten Ziler a mat ganz konkrete Schrëtter.

Derbäi kënn, dat nieft der Klimafro den Energiehonger, wéi déi vu Brasilien a China mat Wirtschaftswuesstem vu bis zu 10%, d'Endlechkeet vun de fossilen Energieträger nach beschleunegen wäert an d'Präisser vun de fossilen Energieträger nach weider an d'Luucht dreie wäert. Mat Konsequenzen net nëmme fir d'Ëmwelt, mä och fir d'Wirtschaft. Mä och mat soziale Konsequenzen. Dann nämlech, wann d'Präisser net méi vu jiddferengem kënne bezuelt ginn.

Wien nämlech mengt, d'Energiepräisser wäerten an der Zukunft bëlle bleiwen, deem iert sech gewaltig a liest keng Press oder lieft op enger anerer Welt. Eng Wirtschaft, eng Gesellschaft, déi nach ëmmer nëmmen op fossile Energieträger setzt, rennt fréier oder spéider an eng Mauer; dës kéier an eng Klimamauer. Et ass dofir net nëmmen eng Fro vu Klimaschutz, mä eng Fro vun nohalteger Wirtschaftspolitik.

Dofir hunn déi Gréng virun engem Joer - fir genau ze sinn, de 17. September 2005 - en Débat d'orientation iwwert d'Politique énergétique ugefrot. Folgend Sujeten hu mir dobäi proposéiert: den ekonomeschen an ekologeschen Aspekt vun der Energiepolitik; déi rationell Nutzung vun der Energie, wéi Effizienz, Hëllefstellung a Berodung, Albusanéierung a Wärmeschutzverordnung; d'Transportpolitik, well d'Transportpolitik ass och Energiepolitik; d'Roll vun den erneierbaren Energien; d'Ofhängegkeet vum Pétrol; d'Biokraaftstoff an d'Promotioun vun erneierbaren Energien; d'Organisatioun vun Energiemarché an d'Roll vun de Gemengen, oder och nach déi sozial a fiskalesch Méiglechkeeten.

No gutt engem Joer sinn ech frou, dat mer haut elo endlech dësen Débat hei an der Chamber féiere kënnen. Sait dëser Ufro ass jo manches geschitt. D'Ekonomieskommissioun huet sech laang schwéiergedoen, fir zu dësem Débat Stellung ze huele respektiv sech ze organisieren. Vläch huet et och einfach nëmmen esou laang gedauert, well d'Kolleege vun de Majoritéits-

parteien op d'Regierung gewaart hunn, fir endlech Gesetzesprojeten an Etüde virzeweisen.

Ech wëll dem laange Waarden awer och positiv Elementer zugestoen. Ech mengen, dat mer eng ganz Rei vun interessanten Diskussiounen innerhalb vun der Kommissioun gefouert hunn. Diskussiounen, déi op enger ganz sachlecher a fairer Basis gefouert goufen. Dofir wëll ech meng Kolleege och vun dëser Plaz aus Merci soen. Dëse Merci sollt eis awer net dervun ofhalen eis Divergenzen an der Energiefro hei dättelech ze artikuléieren.

D'Kommissioun huet bal all Punkte vun der grénger Ufro zrëckbehalen, ausser engem wichtige Beräich: Net zrëckbehalte gouf nämlech d'Transportpolitik. Hei war d'Meenung, dat dës eis ze wäit géif féieren. Aus grénger Siicht mengen mir awer, dat grad d'Transportpolitik, besonnesch aus Siicht vun der Energiepolitik, misst beliicht ginn. Dëst grad hei zu Lëtzebuerg, an net nëmme wéinst dem Tanktourismus.

Den Transport ass haut, niewent der elektrescher Energieproduktioun hei an Europa, deem zweetgréisste Beräich, deem am meeschte verantwortlech ass fir den héijen Energieverbrauch respektiv CO<sub>2</sub>-Ausstouss. D'Energiepolitik muss deemno d'ëmmer am Transport berücksichtig ginn. Mir kënnen d'Energiefro nëmmen dann an de Grëff kréien, wa mer endlech konsequent op eng aner Mobilitéitspolitik setzen, mat kloerer Strategie fir eng Minderung vun Individualverkäier respektiv kloren Ausrichtungen a Richtung vun Alternativen, spréch öffentliche Transport.

Ausgehend vun deenen an der Energiekommissioun festgehalene Punkte gouf en Hearing mat enger ganzer Rei vun Acteuren respektiv ONGen, déi am Beräich vun der Energie doheem sinn, ofgehalen. Haaptfroe waren dobäi d'Strukture vum Energie-secteur respektiv d'Sécurité, d'Qualitéit an d'Kompositioun vun der Energie hei zu Lëtzebuerg.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, firwat iwwerhaupt déi Fro ëm eng aner Energiepolitik? Energiepolitik ass Klimapolitik. A Klimapolitik ass net nëmme Ëmweltolitik, mä haut méi wéi jee Wirtschaftspolitik. Dat wat haut alles iwwert de Klimawissel geschriwwen respektiv gewise gëtt, brauch ech a sech hei net ze belichten. Sait Jore kréie mer dës Unzeechen op eng méi oder manner dramatesch Manéier vun der Natur demonstrieren. Eng Natur, déi ëmmer méi an d'Extremen fält. Eppes huet déi Wiederextremen all gemeinsam, nämlech eng Konstanz, d'Konstanz vun der Zounam.

Dëst Experiment ka fir d'Welt och nach vlächtopgoen; fir de Mënsch, deem awer an dësem Experiment leeft, net onbedéngt. D'Veereenten Natiounen ginn dervun aus, dat bis 2010 de Statut vum Ëmweltflüchtling iwwer 50 Milliounen wäert drohen. D'Warnung kommen haut net nëmme méi vu Wëssenschaftler respektiv Ëmweltschützer, neen, et sinn haut den Al Gore, Exvizepräsident vun den USA, oder de Sir Nicholas Stern, briteschen Ekonomist.

Wa mir haut net richteg a wäitsiichteg an eng aner Wirtschaftspolitik investieren, sinn d'Méikäsche vum Nethandelen an der Zukunft bäi Wäitem méi grouss, esou de Sir Stern. De Bericht vun Stern iwwert d'wirtschaftlech Aspekter vum Klimawandel am Optrag vun der britescher Regierung weist op erdréckend Manéier d'Auswirkungen vun engem Nethandelen op. Esou beziffert de Sir Stern d'Käsche vum Nethandelen op iwwer 5,5 Milliounen Euro pro Joer, wann d'Mënscheheet weiderhin esou gewaltig Mengen u Klimagasen an d'Atmosphär ausstéisst. Dat sinn 20% vun der gesamter Wirtschaftskraaft vun der Welt vun engem Joer.

Am Géigesaz dozou sinn d'Käsche vum Handelen, spréch d'Reduzierung vun den Treibhausgasen, fir déi schlëmmsten Auswirkung vum Klimawandel ze vermeiden, op ongeféier 1% vum globale Bruttoinlandsprodukt pro Joer begrenzt. Eng radikal Ännerung vun der physikalescher Geographie vun der Welt duerch den Temperaturstieg, als Folleg vum Klimawandel, muss noutgedrongen zu enger bedeitender Ännerung vun der humaner Geographie féieren. D'Fro stellt sech, wou d'Mënsche wäerte liewen a wéi d'Mënsche wäerte liewen.

De Klimawandel, deem an den nächsten zwee bis dräi Jorzénge wäert stattfannen, léisst sech net méi ofhalen, mä et ass ëmmer nach méiglech eis Gesellschaft als Volkswirtschaft op d'mannst e bësse virun dësem Afloss ze schützen. D'Käsche fir d'Stabiliséierung vum Klima si grouss, awer drobar. D'Nethandelen oder d'Verzögerung wäert geféierlech a vill méi deier. Eng nohalteger Klimaschutzpolitik ass deemno echt Wirtschaftspolitik. Wirtschaftspolitik, déi net

onnëtz Geld vernicht, mä déi vill Chancen opweist fir eng wirtschaftlech Entwécklung am Aklang mat der Ëmwelt.

Si ass awer net nëmme eleng Wirtschaftspolitik, si ass och Landwirtschaftspolitik, well ouni dee wichtige Bäitrag vun der Landwirtschaft ass de Stopp vum Klimawandel net ze maachen, mat Méiwäertschafung an der Regioun. Si ass awer och Mëttelstandspolitik, well grad déi kleng- a mëttelstänneg Betriber de Garant si vun enger nohalteger Klimaschutzpolitik mat ville positiven Auswirkungen op d'Aarbechtsmaartpolitik.

Wéi schonns gesot, ass de Klimawandel haaptsächlich op de massive Verbrauch vu fossilen Energieträger zrëckzeféieren. Dës fossile Energieträger wéi Kuel, Uelech oder och nach Gas, mussen deemno duerch méi klimafreundlech Energieträger substituéiert ginn. Dëst sinn all Energieträger, déi direkt oder indirekt vun der Sonn ofzeleede sinn. Och d'Atomenergie ass a bleift fir déi Gréng keng Alternativ; och net am Zesummenhang mat dem Klimaschutz.

Frou si mir iwwert déi schnell Äntwert vum Wirtschaftsminister fir eppes kloerzestellen. An der „Süddeutsche Zeitung“ war virgëschter ze liesen, dat Lëtzebuerg sech zu Bréssel staarkgemaach hält fir d'Atomenergie. Wann ech op d'Äntwert zrëckkucke vum Här Wirtschaftsminister, sinn ech frou ze héieren, dat Lëtzebuerg dëst net esou wëllt ënnerstëtzen a wär och frou, wann den Här Wirtschaftsminister sech aktiv zu Bréssel géif asetzen, fir keng Renaissance vun der Atomenergie kënnen ze bedreiwen. Och géif ech den Här Wirtschaftsminister dann opfuere, déi Zeitung opzefuere, dëst richtegzestellen.

De Klimawandel begräift een déifgräifende Wandel vun eisem Handelen, besonnesch am Energieberäich. Mir mussen deemno eng Strategie entwéckelen, fir Lëtzebuerg aus dëser Ofhängegkeet erauszekréien. D'Strategiepabeiere vun der Regierung am Kader vum zweeten Allocatiounsplang zur Reduzierung vun de Klimagasen sinn een éischte Schrëtt. Ee Schrëtt, deem aus grénger Siicht awer nach ganz bescheiden ausgefall ass. Längerfristeg Reduktionsziler iwwert de Stéchdatum 2012 eraus feelen total.

Aus dem Presidentschaftsprogramm vun der däitscher Regierung fir d'EU-Présidence vun nächste Joer ass Folgendes iwwert d'Energiepolitik nozeliesen: Am Zildräieck vu Versuerungssécherheet, Wirtschaftlechkeet an Ëmweltverträglichkeet muss den Energieimport duerch d'Steigerung vun der Energieeffizienz, d'Aspuerung, den Ausbau vun erneierbaren Energien, wéi déi verstärkter Nutzung vu Biomasspotenzialer begrenzt ginn.

Ech wëll hei fir d'éischt op zwee Punkte vun dëser Strategie hiweisen, nämlech déi vun der Energieeffizienz an der Aspuerung. D'Energieeffizienz an d'Aspuerung goufen och um Hearing als ganz wichteg Aktiounsberäicher ugesinn. Egal wéi mir eis uleeën, eppes ass sécher: Wa mir et net fäerdeg bréngen eisen héijen Energiekonsum iergendwéi an de Grëff ze kréien, spréch ze senken, kréie mir a puncto Klimaschutz kaum nach d'kéier.

De Moment hu mir hei an Europa a besonnesch hei zu Lëtzebuerg en Energieverbrauch erreicht, deem einfach net méi ze verantworten ass. An dat queesch duerch all Secteuren: sief dat am Transportsektor, bei de Privathaushalter, am Déngschtleeschungssektor, an der Landwirtschaft oder och nach an der Industrie.

D'Verdeelung vum Energieverbrauch nom Muster vun de westleche Länner kéint net opgoen, wa sämtlech Leit op der Welt deeselwechte Konsum opweise géife wéi mir hei zu Lëtzebuerg. Da kéinte mer scho mar d'Luuchten opmaachen. Dofir si besonnesch mir opgefuerdert eisen héije Konsum schnellstméiglech ze reduzieren. Dës Reduzierung däreft mir awer net als Strof, mä solle mir als Chance ugesinn. Nach hu mir Zäit ze reagieren, mä net méi allze laang.

Dofir ass d'Heftgkeet oder déi hefteg Opreegung aus Siicht vun de Gréngen iwwert d'Oflehnung vum zweeten Allocatiounsplang fir eis Industrie vun der EU net ganz nozevollzéien. Et kann ee sécherlech iwwert d'Héicht vun der Iwwerallocatioun fir d'Betriber streiden, ob et elo 50%, 30% oder just nëmme 10% sinn, déi si während der Period 2008 bis 2012 zegutt hunn; Fakt ass - an dat ka keen eis falsch maachen -, dat eng Iwwerallocatioun virläit.

Et stëmmt och net, dat déi Gréng doriwwer näischt gesot hätten. An enger gemeinsamer Kommissiounssitzung vun der Ëmwelt an der Wirtschaft - fir méi genau ze sinn, den 19. Juni - hunn ech am Numm vun

deene Gréngen dorop higewisen, dat d'Allocatioun fir d'Betriber net richteg wier a keen Ureiz méi besténg, fir CO<sub>2</sub> ze reduzieren. Nozeliesen, wéi gesot, an dem Rapport.

Fakt ass - ee Beispill - d'Arcelor-Mittal Déifferdeng: 2005 haten si en Ausstouss vun 200.000 Tonnen CO<sub>2</sub>. D'Regierung gestee hinnen e Prognosefaktor vun 1,18% zou. Dat heescht, si entwéckele sech an den nächste Jore ëm de Faktor 1,18. Déi 200.000 Tonnen CO<sub>2</sub> ginn also mat dem Faktor 1,18 multiplizéiert. Fir d'Joer 2008 huet Déifferdeng deemno 245.000 Tonnen zegutt. 2009 nach eng kéier 245.000 Tonnen, an esou weider bis 2012; also e konstante Wäert fir déi ganz Period. Während fënnef Joer ass et deemno net méi méiglech en technologesche Fortschritt a puncto CO<sub>2</sub>-Reduktioun op Déifferdeng ze maachen.

Okay, dat mag vläch fir d'Arcelor-Mittal-Wierk zu Déifferdeng nach de Fall sinn, well et nach an der opsteigender, entwéckelender Stuf ass, mä ass dat och de Fall fir déi aner Betriber? Sämtlech 15 Betriber, déi am Allocatiounsplang dra sinn, sinn awer no deemselwechte Schema behandelt ginn. Dat heescht, all Betrib huet e konstante Wäert iwwer fënnef Joer zougestane kritt. Laut der Regierung huet Lëtzebuerg deemno en technologeschen Innovatiounstillstand während der Period 2008 bis 2012 oder mir hunn eise Betriber - an et ass dat, wat Bréssel kritiséiert - ze vill CO<sub>2</sub> zougestaan. De System vun engem CO<sub>2</sub>-Reduktionswettbewerb téschent de Betriber kann awer nëmme da fonctionnéieren, wa sämtlech Spillregelen agehale ginn.

Eng Iwwerallocatioun féiert zum Kollaps vun dësem System. Et besteet keen Ureiz méi an d'technologeschen Innovatioun ze investieren, contrairement also zu sämtlechen Etüden, déi haut an deem Beräich veröffentlicht ginn; ech erënnere just un de Sir Stern. Kommt, mir vergiessen also d'Strategie vu Lissabon. Kommt, mir vergiessen d'Effizienzsteigerung. Kommt, mir vergiessen d'Kompetitivitéit. Kommt, mir vergiessen alles. Lëtzebuerg geet vun 2008 bis 2012 an den technologeschen Innovatiounswanterschlof.

Dobäi liesen ech praktesch all Dag - nach gëschter am Leitartikel vum „Écho de l'Industrie“ - wéi vill a wéi gutt eis Industrie zur Reduktioun vum CO<sub>2</sub> an de leschte Jore bäigesteiert huet, wéi stark si zur Effizienzsteigerung bäigedroen huet. Mir kënnen dozou nëmme gratuléieren.

**(Interruption)**

Ass domat also 2008 Schluss?

**(Interruption)**

Wou bleift eise politesche Courage? Wou bleiwen eis Ingenieursleeschtungen?

Just nach d'Beispill vun der Luxlait. Och si ass ee vun deene 15 Betriber, déi am Allocatiounsplang dra sinn. Si hunn 8.000 Tonnen CO<sub>2</sub> pro Joer iwwert d'Period 2008 bis 2012 zougestane kritt. Dobäi soe si selwer beim Neibau, dee jo bekanntlech 2009 soll fäerdeg sinn, eng Reduktioun am Energieberäich vun iwwer 20% virus. Also ass dat näischt? Jo, d'Industrie huet schonn e Bäitrag zur Reduktioun vum CO<sub>2</sub> bäigesteiert. Schonn eleng aus ekonomesche Virdeeler ass et awer wichteg, den Energiekäschtepunkt och innerhalb vum Betrib weiderhin ze reduzieren respektiv duerch méi klimafreundlech Produktionsmethoden ze ersetzen.

Nach gëschter gouf op enger Konferenz an der Abtei Neumünster iwwert den „Wachstum auch für die nächste Generation“ eng Etüd iwwert dësen Zesummenhang vun der Madame Candice Stevens virgestallt, Beroederin vun der OECD. Aus dëser Etüd geet ervir, dat e ganz positiven Zesummenhang zwësche staatleche Regele fir Nohaltegkeet a Wettbewerbsfäegkeet vun der Wirtschaft besteet. Vereinfacht ausgedréckt: Wat d'Betriber méi streng op eng nohalteger Wirtschaft oppassen, wat de Virdeel vis-à-vis vun der Konkurrenz méi grouss gëtt. Anstatt d'Chancé vun enger nohalteger Wirtschaftspolitik ze gesinn, gi mir mat Réckeward nom Schema aus dem 20. Jorhonnert vir.

Iwwregens sti mir awer esou lues eleng do. Och Frankräich huet mëttlerweil säi Plang vun der Industrie vun 150 Milliounen Tonnen

op ongeféier 132 Milliounen Tonnen erofgefuert. Och déi Däitsch reduzieren hire Plang fir d'Industrie vu 482 op 465 Milliounen Tonnen CO<sub>2</sub>. Ech wënschen der Regierung jiddefalls méi Fangerspëtzegefill bei der Noverhandlung zu Bréissel. Et ass schwéier Kaarten ze spillen, wann ee keng Trompe méi am Grapp huet.

Hei geet et net fir oder géint eng wirtschaftlech Aktivitéit hei zu Lëtzebuerg. Mir hätten eis jiddefalls méi eng offensiv a proaktiv Klimaschutzpolitik virgestallt. Eng Klimaschutzpolitik, déi Hëllefstellungen ubitt, déi Weeër opweist, déi Visiounen dévelopéiert. Wie seet dann, datt mir eis Industrie do eleng gelooss hätten? Och si brauch Hëllefstellung. Och si brauch Berodung. Och si brauch Impulser. Mä déi Hëllefstellung brauch net nëmme d'Industrie, sämtlech Secteure brauchen déi Énnerstëtzung, Berodung, Informatioun a viles méi. Eng Klimaschutzdëngschtleeschung fir déi ganz Gesellschaft, deklinéiert bis zum leschte Wénkel an eisem Ländchen.

Datt Lëtzebuerg an deem Beräich e groussen Nohuelbedarf huet, goung ganz däitlech aus de Gespréicher beim Hearing er. Eis momentan Strukturen an deem Beräich ginn net duer. Heifir geet eng Agence de l'Énergie net duer, weder vun der Struktur, der Zesummstellung, nach vun der Unzuel vun hire Mataarbechter. Fir den Energieverbrauch eenegermoossen an de Grëff ze kréie brauche mir dofir eng Klimaschutzagentur. Eng Klimaschutzagentur, déi no öffentlech-rechtliche Kritären, also engem Établissement public, schafft.

Déi Agentur huet net nëmme Kompetenzen an technesch, wëssenschaftlechen oder juristesche Beräicher, neen, si muss grad esou wichtig Kompetenze wéi d'Kommunikatioun respektiv de Marketing opweisen. Wat hëlleft eis déi beschte wëssenschaftlech Erkenntnis iwwert d'Aspueermoossname respektiv d'Notzungsméiglechkeete vun erneierbaren Energien, wa mir et net fäerdeg brénge si un de Mann oder d'Fra ze kréien? D'Aufgabe vun der Agentur sinn dobäi villsäiteg: d'Koordinatioun, d'Ausarbechtung vu Programmer, d'Aus-schaffung vu Klimaschutzaktiounen, d'Aus-schreiwung vun Energiedëngschtleeschungen an esou weider an esou fort.

Des Weideren iwwerhëlt esou eng Agentur och d'Koordinatioun vun engem flächen-deckenden dezentrale Berodungsnetz. E Berodungsnetz, dat zesumme mat de Gemengen a Syndikater a sämtleche Regione vum Land aktiv ass. Beispiller vun esou Agenturen ginn et der genuch. Besonnesch Eisträich huet do scho vill a gutt Virarbecht geleescht.

E wichteg Instrument vun dëser Agentur ass de Klimaschutzfong. E Klimaschutzfong, deen och haut schon existéiert an deen duerch énnerschildlech Émwelttaxen, sief dat um Stroum, Gas oder Uelech, gespeit gëtt. D'Verwaltung vun dësem Fong soll deemno vun dëser Agentur, zesumme mat dem bestoenden interministerielle Grupp, iwwerholl ginn. Och hei ginn et ganz interessant Beispiller am Ausland; England zum Beispill mat hirem „energy saving trust“.

Niewent dësem Fong brauche mer awer och nach e weidert, ganz wichteg Instrument: d'Instrument vum Monitoring. Mir brauchen nämlech, fir d'Effikassitéit vun Aspueerprogrammen an Effizienzprogrammen ze iwwerpräiwen, verlässlech Indikatoren, déi eis den Erfolleg oder de Mësserfolleg op transparent Aart a Weis opdecken, esou datt mer déi eng oder aner Korrektur kënnen aleeden.

Den Accord volontaire vun der Industrie mam Wirtschaftsministère war sécherlech e gutt Instrument an den 90er Joren, fir d'Industrie mat op de Wee vun der Effizienzsteigerung ze huelen. Haut muss mer awer eng neutral Instanz ageschalt hunn, fir dës Zuelen ze iwwerpräiwen respektiv nei Moossname virzeschloen. Duerfir muss de Suivi vun der Effizienzsteigerung respektiv der Energieaspueerung souwuel vun der Industrie wéi fir all aner Beräicher an d'Hänn vun dëser Agence kommen.

Duerfir, Här President, wëll ech am Numm vum grénge Groupe parlementaire eng Motioun déposéieren, déi d'Schafe vun esou enger Agence virgesäit.

### Motion 1

La Chambre des Députés,

- *considérant que le réchauffement planétaire est devenu une réalité incontestable et se renforcera encore au cours des années à venir;*

- *considérant qu'un renforcement continu du changement climatique causera des dégâts énormes, aussi bien au niveau environnemental qu'aux niveaux économique et social;*

- *considérant qu'il ne s'agit pas d'une fatalité. Des remèdes existent, mais doivent être mis en oeuvre dans les dix à quinze prochaines années;*

- *considérant qu'un effort particulier incombe aux pays industrialisés qui sont à l'origine de la grande majorité des émissions de gaz à effet de serre causées par l'homme depuis 1850;*

- *considérant qu'un tel effort particulier incombe également au Luxembourg, pays dont la consommation énergétique, respectivement les émissions de CO<sub>2</sub>, ont augmenté de plus de 30% depuis la signature du protocole de Kyoto en 1997;*

- *considérant qu'un tel niveau d'émissions de CO<sub>2</sub> par habitant n'est absolument pas soutenable et ne peut aucunement servir de référence au reste de la planète et particulièrement aux pays en voie de développement;*

- *considérant qu'il faut un véritable sursaut et des efforts communs de toutes les composantes de la société luxembourgeoise pour mettre en oeuvre les projets, réformes et mesures nécessaires à la réduction de notre consommation énergétique et de notre dépendance envers le pétrole;*

- *considérant que les mesures évoquées par le «1<sup>er</sup> Plan d'action en vue de la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>» du Gouvernement ne constituent qu'une première étape;*

- *considérant que les acteurs de la société luxembourgeoise ne peuvent relever ce défi sans la mise en place par l'État d'un réseau d'experts et de conseillers couvrant tous les aspects techniques, toutes les régions et tous les secteurs de la société;*

- *considérant qu'à l'heure actuelle les structures de décision, de coordination, de conseil et de soutien publiques restent largement inefficaces;*

- *considérant que l'Agence de l'Énergie ne possède ni l'indépendance, ni les ressources humaines ou les compétences professionnelles nécessaires pour relever le défi;*

- *considérant que la répartition des compétences et responsabilités sur quatre ministères et encore davantage d'administrations est inadaptée à une action coordonnée, rapide et efficace;*

invite le Gouvernement

- *à créer un nouvel établissement public appelé «Agence pour la Protection du Climat» qui aura pour mission l'élaboration, la mise en oeuvre, le suivi et la coordination générale des programmes de réduction de la consommation énergétique, de renforcement de l'efficacité énergétique et de la promotion des énergies renouvelables;*

- *à attribuer également à l'établissement public précité la gestion du fonds de financement «Kyoto» en veillant à une coopération structurée avec le groupe de travail interministériel qui en assure la gestion à l'heure actuelle;*

- *à mettre en place - sur base des programmes et des objectifs définis par «l'Agence de Protection du Climat» - un réseau décentralisé de conseillers professionnels, destiné à aider dans leurs efforts aussi bien les citoyens individuels que les entreprises, les communes ou les associations;*

- *à élaborer un éventail d'indicateurs d'efficacité énergétique fiables qui permettent une évaluation objective et régulière des mesures et programmes mis en oeuvre.*

(s.) Henri Kox, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Viviane Loschetter.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Aspueeren an Energieeffizienzsteigerung sinn also déi wichtegst Aufgaben um Wee zu enger neier, méi nohalteger Klimaschutzpolitik. Energie, déi net verbraucht gëtt, brauch och net hiegestallt ze ginn. Dat gëllt fir sämtlech Energieformen a sämtleche Gesellschaftsberäicher.

Mir wëssen awer, datt mer ëmmer nach Energie brauchen. Nom Strategiepabeier vun der däitscher EU-Présidence sinn d'erneierbar Energien a besonnesch och d'Biomass deen Energiesektor, dee verstärkt Énnerstëtzung brauch.

Och mir hei zu Lëtzebuerg kënnen e wichtige Bäitrag zum Klimaschutz leeschten a mat den erneierbaren Energien och eng méi grouss Onofhängegkeet vum Ausland errechen. Gläichzäitig schafe mer e Mehrwärt, deen am Land respektiv an der Region bleift. All investéierten Euro hei am Land ass e Mehrwärt fir eis Wirtschaft.

Hei läit jo säit kuerzem eng Etüd iwwert d'Potenzialer vun den erneierbaren Energie vir. Ouni wëllen a kënnen hei an den Detail ze goen, fanne mir, datt hei eng ganz konservativ Approche gewielt gouf.

Et gëtt nämlech eng grouss Diskrepanz tëschent dem méiglechen technesche Potenzial an deene vun der Etüd proposéierten Ziler bis 2020. Hei feelen nach eng ganz Rei vu wichtige Informatiounen, déi zu dësem Resultat gefuert hunn. Besonnesch déi politesch Interpretatioun vun der Regierung géif eis interesséieren. Mir hoffen duerfir, datt déi ausféierlech Etüd och endlech virgeluecht gëtt.

Esou weist d'Etüd zum Beispill fir de Stroum e Bäitrag vun nëmme 6% fir erneierbar Energie bis 2020 op, gesamtenergetesch souguer nëmme 4,6%, ouni den Tanktourismus. Esou kann ech mer gutt virstellen, datt am Beräich vun der Wandenergie de proposéierte Potenzial méi héich kënt si wéi deen, deen an der Etüd virgestallt ass.

Wann een d'Netzkäschten esou verdeelt, dass d'ganz Gesellschaft dru bedeelegt ass, sinn och aner Potenzialer am Wandenergieberäich nach méiglech. All Anlagen, déi ze wäit vun engem Versuerungsnetz entfernt sinn, falen nämlech bei der Privatisierung ewech. Mir mussen all méiglech Form vun Energie am alternative Beräich dofir énnerstëtzen.

De prozentualen Ausbau vun den erneierbaren Energie geet awer och just am Aklang mat enger massiver Reduktioun vum Energieverbrauch. Jee méi Energie agespuert gëtt, desto méi grouss gëtt den Undeel vun den erneierbaren Energien.

Duerfir ass eng Klimaschutzagentur esou wichtig. Ouni esou eng Struktur, déi jo och de Volet vun der Promotioun fir d'erneierbar Energien iwwerhëlt, packe mir et net. Duerfir brauch dës Agentur och besonnesch Leit, déi am Beräich vun der Kommunikatioun doheim sinn.

Mir mussen awer erëm eng Opbrochsstimmung fir d'erneierbar Energien ausléisen, Hemmnisse ofbauen, Chancen opweisen, Ziler definéieren. Ech wëll hei net méi op d'Polemik vun der Photovoltaik zrëckkommen. Eppes bleift awer festzhalen: nämlech d'Vertrauen. D'Vertraue vis-à-vis vun den erneierbaren Energien, wat mir do zerstiéiert hunn, huet eng ganz Wirtschaftsbranche ëm e puer wichteg Joer zrëckgeworf.

Vläicht just nach eng Remarque zu där neier Wärmeschutzverordnung. Ouni wëllen och hei an den Detail ze goen, menge mir, wär et wichteg d'Kennzeechnung vun den Haiser nom selwechte Prinzip wéi déi bei den Elektrogeräteer virzehuelen, a besonnesch - an dat feelt komplett an dësem Propos - d'Produktioun vun erneierbaren Energie mat eranzehuelen.

De Message vun engem Plusenergiehaus, also engem Haus, dat méi Energie produzéiert wéi et selwer verbraucht, huet e ganz wichtige psychologeschen Effekt, deen een net énnerschatze soll.

Niewent der Notzung vun der aktiver Solarenergie, an hei besonnesch där thermescher Solarenergie, bleift e weidere ganz wichteg Beräich, dee mir esou schnell wéi méiglech solle beackeren: d'Biomass, wat jo soss näischt ass wéi gespächert Sonnenenergie.

D'Presentatioun vun enger Biomassetüd iwwert d'Potenzialer eleng vun der Biomass hei zu Lëtzebuerg weist en enorme Reduktionspotenzial fir CO<sub>2</sub> op. Déi Etüd, déi vu sämtlechen Associatiounen aus dem Baueremilieu gedroe gëtt, muss mir eescht huelen. Mir mussen e Kader schafen, fir zesumme mat hinnen - all den Acteuren - méiglechst schnell eng Suite dëser Propos ze ginn.

An där leschter Zäit gouf et eng ganz Rei vu Seminären iwwert d'Biomassnotzung hei zu Lëtzebuerg an och speziell iwwert d'Bio-kraaftstoff. Nach de Moien an der Agrarkommissioun huet den Här Stoll, als Représentant vun den eelef Associatiounen, eis méiglech Pistes opgewise. E Reduktionspotenzial...

### (Interruptions)

... vu bis zu enger Millioun Tonnen CO<sub>2</sub> ass do opgewise.

Ech entschëllege mech och do, dass ech éischer aus där Kommissiounssitzung hu misse fortgoen...

### (Interruptions)

... mä an där leschter Zäit - dat hunn ech jo virdu gesot - ginn eng ganz Rei vun Initiativen an deem Beräich scho geholl, an net méi spët wéi leschte Méindeg war e ganz interessante Seminar zu Stengefort, wou nach eng Kéier op déi Potenzialer higewise gouf. Iwwregens sinn ech dem Här Goerens och op deem Seminar begéint.

Duerfir wëllt ech eng Motioun déposéieren...

» M. Charles Goerens (DP).- Mir hunn also allen zwee eng gutt Referenz!

» M. Henri Kox (DÉI GRÉNG).- Ex-zellent!

Duerfir wëllt ech eng weider Motioun déposéieren, déi d'Schaffung vun esou engem Kader als Hëllefstellung fir dës Associatiounen freet.

### Motion 2

La Chambre des Députés,

- *félicitant les onze organisations du monde agricole qui viennent d'élaborer et de présenter un projet d'envergure visant l'utilisation systématique de la biomasse domestique pour la production d'énergie;*

- *considérant que ce projet prévoit, sous certaines conditions, la réduction de nos émissions de gaz à effet de serre d'environ 1 million de tonnes CO<sub>2</sub> par an;*

- *rappelant que la production d'énergie à partir de la biomasse permet aux agriculteurs de développer une nouvelle source de revenus importants;*

- *jugeant que ce projet ne pourra se réaliser sans l'accord et le soutien actif des ministères et administrations concernés;*

- *estimant que ce projet paraît tout à fait réalisable et mérite donc l'attention du Gouvernement;*

invite le Gouvernement

- *à mettre en place un groupe de travail ayant pour mission d'étudier en détail le projet des onze associations du monde agricole et de préparer des pistes pour la mise en oeuvre d'un tel programme;*

- *à rassembler au sein de ce groupe de travail les ministères de l'Agriculture, de l'Environnement, de l'Économie et de l'Intérieur, les associations agricoles, ainsi que l'Université et les centres de recherche publics.*

(s.) Henri Kox, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Viviane Loschetter.

Ofschléissend zum Beräich vun den erneierbaren Energie wëllt ech den Här Mario Ragwitz vum Fraunhofer-Institut für System- und Innovationsforschung, deen d'Etüd vun den erneierbaren Energiepotenzialer mat ausgeschafft huet, zitieren: „All erneierbar Energie muss gefördert ginn. Mat énnerschildleche produktorientéierten Énnerstëtzen. Mat zuverlässige Kritäre fir d'Produzenten a fir d'Handwerker.“

An nach eng Kéier, d'erneierbar Energie brauchen d'Vertraue vun der Politik, soss kréie mer de Klima net an de Grëff. De Stop-and-go muss endlech am Beräich vun den erneierbaren Energien opheieren

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, well et haut nach net ouni fossil Energieträger fonctionnéiert, a mir duerfir jo och déi néideg Infrastrukturen a Strukturen brauchen, huet d'Energiekommissioun sech laang iwwert déi Strukturen respektiv Infrastrukture vum Lëtzebuurger Energiesektor énnerehalen. Dëst gouf och speziell mat den Energie-Acteuren um Terrain beim Hearing diskutéiert.

Sécherlech wäerte mer nach bei de Gesetzger iwwert d'Stroum- an d'Gasliberalisierunge dorop ze schwätze kommen, oder och nach beim Gesetz iwwert d'Auskopplung vun der Wärmet beim Gas- an Dampkraaftwierk zu Esch.

Wat d'Infrastrukture vun der Versuerungs-sécherheet ubelaangt, huet den Expertebereich iwwert d'Öffnung vum Stroum- a Gasmaart zu Lëtzebuerg vum Claude Turmes, deen am Optrag vum Wirtschaftsminister Jeannot Krecké duerchgefouert gouf, d'Wichtigkeet vun der öffentlecher Tutelle iwwert d'Transportnetzer opgewise, dëst souwuel wat de Stroum wéi och de Gas ubelaangt. Dëst heescht net, datt mir elo alles verstaatlechen. Dëst heescht just, datt d'öffentlech Hand eng demokratesch Kontroll iwwert déi wichteg Infrastrukture behale respektiv neier kréie muss.

Netzer dierfen net Spillball vu gewënnorientierter Privatwirtschaft si respektiv ginn. Negativ Beispiller gëtt et do genuch. Hei si sech d'Parteien och praktesch all eens, datt d'Regierung all Ustrengunge soll énnerehalen, fir dëst esou schnell wéi méiglech unzegoen, ouni awer de Rôle vun de Gemengen an dësem Kontext ze vernoléisegen.

Duerfir wëll ech e puer Wuert iwwert d'Gemengen am Allgemenge verléieren. Si hunn haut schon e wichtege Rôle an der Versuergungssecherheet ze spillen. Si wäerten an der Zukunft nach méi e grouse Rôle am Energieberäich iwwerhuelen. Dëst besonnesch am Zesummenhang mat der Berodungsstruktur, well si de Lien zu de Biergerinnen a Bierger am beschte kënnen herstellen. Och hei war sech d'Kommissioun relativ eens, dass d'Gemengen do méi Ennerstëtzung sollte kréien.

Dofir hunn déi Gréng eng drétt Motioun preparéiert, fir genau op dee Punkt anzugeen. Et ass jo net normal, dass engersäits den Ëmweltminister d'Wichtigkeet vun de Gemengen am Beräich vum Klimaschutz ënnersträicht, den Innenminister et awer kaum ausléisst de Gemengen ëmmer erëm Steng an de Wee ze leeën.

### Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant l'importance cruciale accordée aux collectivités locales pour la réalisation de l'Agenda 21, programme d'action retenu par les Nations Unies lors du Sommet de Rio de Janeiro en 1992, qui reconnaît que: «Les problèmes abordés dans l'Agenda 21 qui procèdent des activités locales sont si nombreux que la participation et la coopération des collectivités à ce niveau seront un facteur déterminant pour atteindre les objectifs du programme.»;

- se référant au rapport de la Commission des Affaires intérieures du 30 septembre 2003 sur la répartition des compétences entre l'État et les communes, qui conclut que les communes ont un rôle considérable à jouer dans la mise en place progressive de concepts énergétiques alternatifs conférant une place importante non seulement aux économies d'énergie, mais également à la production d'énergies alternatives et renouvelables;

- considérant que le «Fonds pour la Protection de l'Environnement», instauré par la loi modifiée du 31 mai 1999, prend en compte l'importance des communes en leur proposant des subventions conséquentes dans le domaine de l'utilisation rationnelle de l'énergie et de la promotion des énergies renouvelables;

- rappelant que le «1<sup>er</sup> Plan d'action en vue de la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>» du Gouvernement attribue également un rôle important aux communes. Le Plan les mentionne notamment en ce qui concerne la création d'un «véritable réseau avec les communes et les organisations œuvrant dans le domaine du conseil énergie», en ce qui concerne la fixation de standards ambitieux en matière de performance énergétique dans les PAP, ainsi que pour leur importance quant à l'utilisation accrue de la biomasse;

invite le Gouvernement

- à soutenir résolument les communes pour qu'elles puissent participer pleinement aux efforts communs pour relever un des principaux défis du XXI<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire la protection du climat et la réduction des émissions de gaz à effet de serre;

- à mettre en place une coordination efficace entre les différents ministères et administrations, afin d'éviter que des projets communaux correspondant aux objectifs visés et subventionnés par le Ministère de l'Environnement soient refusés ou bloqués au niveau du Ministère de l'Intérieur.

(s.) Henri Kox, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Viviane Loschetter.

Do wou et, mengen ech, net esou richtig an engem Konsens wäert kommen, ass am Beräich vun engem Uschloss un dat franséisch Netz, besonnesch tëschent de momentanen Netzgesellschaften, der Cegedel Net an der Sotel. Aus grénger Siicht ass d'Zesummeleegung vun den Netzer vu Cegedel a Sotel eng Optioun, déi net ausgeschloë soll ginn. Am Zesummespill mat dem Escher Gas- an Dampkraaftwierk respektiv dem Pompspäicherkraaftwierk vu Veianen, dat jo bekanntlech ausgebaut gëtt, ka Lëtzebuerg am Beräich vun der Stromregelung e wichtege Bäitrag iwwerhuelen, ouni dem Spill vun de groussen Energiekonzernen ausgesat mussen ze ginn. Bei engem Uschloss un déi dräi grouss Länner rëskiere mir zum Spillball degradéiert ze ginn.

Den Uschloss no Frankräich wäert deem engen oder aneren e kuerzfristige Virdeel verschafen, längerfristeg ass et awer fir d'Versuergungssecherheet vun de Lëtzebuerger net onbedéngt vu Virdeel. Dëst bedéngt awer, dass och am Stroumberäich endlech an onbedéngt eng Aspierung virgeholl muss ginn. Wa mir de Stroumverbrauch esou fortlafe loossen, mat jährleche Steigerunge vun em déi 3 bis 4%,

kréie mir och do an deem Beräich d'Kéier ni. Mir müssen och do d'Chancen erkennen, dass mir mat engem méi spuersame Stroumverbrauch e wichtege Bäitrag zu enger nohalterger Wirtschaftspolitik bäisteieren.

Datselwecht gëllt fir den Ausbau vun den Uelechreserven hei am Land. Wa mir weiderhin d'Steigerung vum Uelechverbrauch hei zu Lëtzebuerg als Gott gegeben ugesinn, an och do net wëllen d'Klimamauer gesinn, brauche mir eis iwwert de Klimawandel de Kapp net méi ze zerbréchen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss vu menger Ausféierung. Et bleift nach villes iwwert de Klimawandel an den Zesummenhang vun héijen Energiekonsum ze beschwätzen. An den nächste Méint wäerte mer nach e puer Mol d'Geleeënheet kréien zu diesem Thema hei am Haus Stellung ze huelen, esou insbesondere bei de Gesetzer iwwert d'Stroum- an d'Gasliberaliséierung. Och d'Wärmeschutzregelung respektiv d'Potentialanalys iwwert d'erneierbar Energie muss nach eng Kéier kritesch ënnert d'Lupp geholl ginn. Besonnesch de fairen a käschtenneutralen Zougang zu den Energiezinfrastrukture fir erneierbar Energien, besonnesch déi vum Biogas, muss mer an den Ae behalen.

De Klimaschutz ass aus grénger Siicht just mat engem Paradigmewissel an der Energiepolitik ze bewältegen. Dat wichtigst Standbee vun dëser Strategie ass den héijen Energiekonsum endlech ze thematiséieren. Mir müssen et fäerdeg bréngen d'Chancé vun dësem Wiessel opzeweisen.

Eng Gesellschaft, eng Wirtschaft, déi sech haut drop virbereeden, hu mar d'Nues vir: D'Industrie duerch eng konsequent Effizienzsteigerung an technologesch Innovation; d'Finanzwelt duerch Finanzinstrumenter, fir dëse Wandel ze begleeden; d'Landwirtschaft duerch de Wandel vum Landwirt zum Energiewirt; de Mëtzelstand duerch d'Mobiliséierung vun Energiequellen an der ganzer Regioun; d'Fuerschung an d'Uni duerch Grondlagefuerschung an d'Ausschaffung vu Begleetprogrammen. All dës Aktivitéite mat engem Zil: konkrete Klimaschutz heiheim duerch d'Schaffung vu Mehrwäert an der Regioun.

Ech soen lech Merci.

» Plusieure voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Här Kox. Éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

### Débat

» M. Marc Spautz (CSV). - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, rasant steigend Energiepräisser, zrëckzeféieren ënner anerem op weltwäit Konflikter; Naturkatastrophen; Stromausfall a ganzen Deeler vun Europa; Versuergungsengpäss a verschiddene Länner souwéi de russesch-ukraineschen Erdgasstrait hunn an deene leschte Wochen a Méint d'Energiepolitik ëmmer méi an den Zentrum vun den Diskussione geréckelt. An dat zu Recht, well eng sécher, wirtschaftlech, präisstabil an ëmweltverträglech Energieversuergung d'Häerzstéck vun nohalterger Wirtschaftspolitik ass, déi och hir Auswierkungen op d'Sozialpolitik huet; an dat an all Land.

Wéi gesot, de globale Energiezeenario huet sech an deene leschte Joren däitlech zougespéit. D'Energieofro klëmmt weltwäit, net nëmmen eleng an den Industriestaten, mä et sinn och nei Demanduren derbäikomm, wéi zum Beispill China an Indien, déi an hirem wirtschaftlechen Opschwung enorm Capacitéite vun Energie brauchen. Och aus dëse Grënn muss méi intensiv iwwert d'Sécherung vun der globaler Energieversuergung nogeduecht ginn.

An dësem Kontext muss een och iwwert déi Energieressourcen, déi et gëtt, nodenken. Déi domat verbonnen net méi virausbar Präisentwécklung op dem Energiemaart mat all hire Konsequenze fir d'Ekonomie an awer och fir jiddfer Einzelne sinn d'Problemer, mat deene mir eis an Zukunft méi intensiv müssen auserneesen. Et gëtt deemno héich Zäit, dass mir iwwert d'Problemer an d'Erausfuereunge vun enger sécherer, laangfristeger an nohalterger Energieversuergung och hei bei eis am Land nodenken, diskutéieren an dann och handle respektiv eis Verbrauchergewunnechten upassen.

Ier ech awer elo op déi spezifesch Problemer hei zu Lëtzebuerg wëll agoen, belichten ech kuerz nach den internationalen an duerno den europäesche Kontext, an deem mer eis bewegen.

Här President, de weltwäiten Energieverbrauch läit haut bal duebel esou héich wéi ufanks de 70er Joren a soll bis d'Joer

2030 nach eng Kéier em knapp d'Halschent klammen. Dat wieren am Schnëtt 1,6% pro Joer. Iwwer 70% vun deem zousätzlechen Energieverbrauch wäert an den Entwécklungslänner gebraucht ginn, dovunner eleng 30% a China. Déi wichtegst Energieträger sinn haut den Uelech, d'Kuel an de Gas. Déi erneierbar Energie wéi d'Atomenergie maachen nëmme 14 respektiv 7% vum globalen Energieverbrauch aus.

No Schätzung vum der internationaler Energieagentur wäerte bis d'Joer 2030 och weiderhin déi fossil Brennstoffe déi wichtegst Energiequell bliwen. An dat dës Energiequellen net onendlech sinn, ass gewosst. Esou gëtt geschat, dass mir haut nach fir gutt 40 Joer Äerduechreserven, fir 70 Joer Äerdgas a fir iwwer 100 Joer Kuel hunn. Dëst schéngt deem enge laang, fir déi aner, déi awer e bësse méi wäit kucke wéi hir Nuesespéitz, ass dat scho mar.

Hei muss een dann awer och fairerweis präziséieren, dass et sech bei dësen Zuellen em bekannten an haut schon erschlossen Energiequellen handelt, also em weltwäit Reserven. Et geet een awer dovun aus, dass et nach weider Ressourcë ginn, déi awer haut aus wirtschaftlechen an technesche Grënn nach net erschlossen an exploitéiert sinn. Dofir erwaart déi international Energieagentur bis 2030 och keng grondleeënd Engpäss. Allerdéngs hëlt weltwäit d'Ofhängegkeet an der Uelech- a Gasversuergung vu politeschen a wirtschaftlechen onstabile Förderregiounen zou. Am Moment ginn an den OECD-Länner 56% vum Uelechverbrauch duerch Importer gedeckt. 2030 sollen déi Importer schonns zwee Drëttel ausmaachen.

Ee groussen Deel vun dësen Importer soll an Zukunft aus Regione kommen, déi net grad als stabil unzegesi sinn, den Noen Oste souwéi Nordafrika. Ech denken u Länner wéi den Iran, deen no Saudi-Arabien déi gréissten Äerduechreserve besézt a bei de Gasreserven op Nummer zwee steet, direkt hanner Russland.

Well dës Importer - souwuel vum Uelech wéi och vum Gas - aus enger ëmmer méi klenger Unzuel vu Länner wäerte kommen, muss een an Zukunft mat méi héijen Energiepräisser rechnen. Héich Energiepräisser si Géft fir d'Kompetitivitéit vun enger Wirtschaft. Mir ginn dovun aus, dass de wirtschaftleche Wuesstem a verschiddene Länner méi grouss gewiescht wier, wann d'Energiepräisser net explodéiert wieren. An Däitschland huet ee beispillsweis nogerechent, dass falls den Uelechpräis em een Dollar pro Barrel klëmmt, d'Rechnung fir Gas an Uelech sech parallel em eng Milliard verdeiert. Dës Proportioun gëlle sécher och fir Lëtzebuerg, wou eis grouss Industriebetrieb ëmmer méi ënnert deenen héijen Energiepräisser keimen.

Här President, als ee vun deene weltgréissten Importateure vun Äerduelech, Äerdgas a Kuel ass d'Europäesch Unioun e wichtegen Acteur um internationale Weltenergiemaart. Och wann déi eenzel Memberlänner eleng fir hir Energiepolitik responsabel sinn, esou kritt d'Energiepolitik, bedéngt duerch d'Evenementer vun de leschte Méint, an der EU-Politik een ëmmer méi grouse Stelltäwert. Dobäi kënn, dass d'Uelech- an d'Gasfelder an der Nord- an Ostsee no an eidel sinn, wouduerch sech déi europäesche Ofhängegkeet vun Drëttlänner vergréssert.

Datt d'Situatioun eescht ass, kann een och am Gréngbuch vun der Kommissioun iwwert d'Energieversuergung nolliesen. Wann näischt Konkretes ënnerholl gëtt, klëmmt d'europäesch Energieofhängegkeet op 70% am Joer 2030. Haut komme 45% vun eisen Uelechimporter aus dem Noen Osten. Am Joer 2030 sinn dës der schonns 90%. Beim Gas belafe sech d'Importeure am Moment op 40%. An Zukunft läit dësen Taux da bei 80%. Bei der Kuel müssen an Zukunft 66% vum Verbrauch duerch Importer gedeckt ginn.

Europa muss deemno a Saachen Energie eng gemeinsam Sprooch schwätzen. Et kann net méi sinn, dass mir an Zukunft nach ëmmer - 25 Länner, a vum 1. u 27 Länner - 27 ënnerschiddlech Usichten an der Energiepolitik hunn! Ech mengen, dass d'Problematik, déi sech stellt, mëttlerweil bekannt si misst. Schonns 2005 gouf ënner englescher EU-Présidence fir d'Éischte Kéier dat kloert Zil vun enger gemeinsamer Energiepolitik formuléiert. Geschitt ass awer leider séier wéineg.

Den 8. März vun dësem Joer huet dunn d'Kommissioun e weidert Gréngbuch publizéiert, wat zum Zil huet, eng nohalteg, kompetitiv a sécher Energieversuergung ënnerhalb der EU sécherzestellen. An dësem Dokument nennt d'Kommissioun sechs Schwéierpunkten:

Ënner anerem, éischstens, d'Vollendung vun europäesche Bannemaart fir Stroum a Gas - hei huet Lëtzebuerg jo och ganz schlecht Kaarten, well mir si bei der Ëmsetzung vun där Direktiv nach wäit hannendran -; d'Stärkung vun der Solidaritéit tëschent den eenzelne Memberstaaten am Fall vu Versuergungsënnerbréchungen; an drëttens - menger Meinung no dee wichtigste Punkt -, fir eng gemeinsam Energieaussepolitik an der EU ze kréien, d'Bezéiungen zu den internationalen Energieliwweranten, wéi beispillsweis Russland oder d'OPEC-Staten, ze koordinéieren, mam Zil, laangfristeg d'Energieversuergung ze sécheren an ze verbesseren.

D'CSV ënnerstëtzt voll a ganz dës gestachen Ziler vun der gemeinsamer EU-Energiepolitik. Dovun hängk jo och bekanntlech eis Ofsécherung zu uerdentleche Präisser of.

Här President, dëst ass den internationalen an europäesche Kontext an deem mir eis bewegen a bestoe müssen. Kolleeginnen a Kolleegen, elo zu eiser nationaler Situatioun a wéi Lëtzebuerg an dësem gemeinsamen Energiemaart bestoe kann.

Och hei zu Lëtzebuerg kritt d'Energiepolitik eng ëmmer méi grouss Bedeitung. Eng Tatsaach op déi ech schonns méi wéi eemol higewisen hunn. D'Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft ass ouni räsonnabel Energiepräisser a Fro gestallt. Mir brauche stabil a bezuelbar Energiepräisser aus wirtschaftleche Grënn. D'Energie muss méi intelligent a méi effizient genotzt ginn, fir doduerch de Verbrauch ze reduzéieren.

Ee Bléck iwwert d'Grenz an Däitschland weist eis wéi dat ka goen. Si lieien zënter Joren am Spëtzeloton vun deene Länner, déi mat engem relativ geréngen Energieopwand eng héich Wirtschaftsleeschtung fäerdeg bréngen. Zu Lëtzebuerg hu mir an dësem Punkt nach Nohuelbedarf. D'Strategie ewech vun der Ofhängegkeet vum Pétrol muss dozou féieren, dass déi erneierbar Energien an engem méi grouse Mooss zur Hierstellung vu Stroum, Wäermt a Mobilitéit kënnen genotzt ginn.

Drëttens, d'Fuerschung an dës nei Forme vun Energienotzung muss gefördert ginn, fir innovativ Produkter op de Maart ze bréngen. Wann ech an deem Zesummenhang vun Innovationen schwätzen, däreuf een do virun allem d'Automobilindustrie net vergiessen. Et ass schonns komesch, dass mir bal an allen Technikberäicher virukommen - wéi der Elektronik, der Kommunikatioun, der Medezin -, an engem grouse Beräich awer, deen och dozou bäidréit, vill Energie ze verbrauchen - ech denken do konkret also, wéi gesot, an d'Automobilindustrie -, do hu mir e quasi Stëllstand, an dat schonns zënter ronn 100 Joer.

Do fuere mir nach ëmmer mat quasi deemselwechte Prinzip vun Verbrennungsmotor, woubäi d'Verbrauchswäerter an de Joren zwar erofgaange sinn, awer um Prinzip huet sech näischt geännert an et sinn och keng grouss Fortschreiter ze gesinn. Et kann een do éischer schwätze vun engem technesche Stëllstand, woubäi all Alternativen, déi bis elo ausprobiert gi sinn, nach net zur néideger Ertragsfäegkeet komm sinn. Et kann ee sech do lues awer sécher froen, ob do net verschidde grouss Industrieller all Intérêt drun hunn, vill ze investéieren an de Verbrennungsmotor, awer wéineg an d'Alternativen.

Här President, Energiepolitik ass an éischter Linn Wirtschaftspolitik. D'Energiepolitik muss dem Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg entgéintkommen. Si soll eis Wirtschaft net belaauchten a paralyséieren. Energiepolitik ass awer och Aarbechtsmaartpolitik. Energiepolitik ass och Sozialpolitik an Energiepolitik ass och Ëmweltpolitik. Energiepolitesch Elenggang mat engem globale Maart si fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg onméiglech. Lëtzebuerg brauch den europäeschen Energiemaart, fir och an Zukunft en attraktiven a kompetitive Wirtschaftsstanduert ze bliwen.

Lëtzebuerg brauch och onbedéngt e weideren Uschloss betreffend d'Stroumversuergung. Wéi dat sech auswierkt, wann et net de Fall ass, dat hu mir jo elo viru kuerzem eng Kéier kënnen live erliewen, wéi während Stonnen d'Luuchten aus waren. Mir sinn un Däitschland an un d'Belsch ugeschloss, brauchen awer och e weideren

Uschloss un de franséische Réseau. Dëst ass iwwregens och eng Fuerderung vun de Chambre-professionellen, déi am Kader vun der Ofsécherung vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg zënter laangem op den drëtten Uschloss drängen. Mir begrëssen, dat sech an der Tripartite op esou en Uschloss géenegt ginn ass. Et géllt elo dësen Accord schnellstméiglech an d'Realitéit ëmzesetzen.

Wann ech da kucken, wat ech haut de Mëtteg erlieft hunn an enger anerer Kommissioun, wou sech och beruff ginn ass op en Accord aus der Tripartite an do elo d'Beruffschambere soen, si wëllten näischt méi dovun wëssen, a si schreive souguer dran, ganz kloer, dat den Avis vun der Tripartite dat zwar géif festhalen, mä si géife sech net doru gebonne fillen. Do hoffen ech just, dat dat an der Energiepolitik net och nach d'Ausso ass.

Här President, fir d'CSV-Fraktioun sinn d'energiepolitesch Ziler esou zesammengefaassen: Versuergungssecherheet, Wirtschaftlechkeet, Wettbewerbsfäegkeet an Ëmweltgerechtegkeet. Dës Ziler musse gläichrangeg verfolge ginn. Dat géllt am nationale wéi am europäesche Kontext. Mir brauchen e breeden Energiemix aus Uelech, Gas, Stroum an erneierbaren Energien. Mir musse erneierbar Energië weider ënnerstëtzen, dat awer och no wirtschaftleche Kritären. Mir musse awer gläichzäiteg d'Energieeffizienz an Evidenz setzen an Energieaspuerungen als eng reng rational Notzung vun der Energie weider propagéieren an ënnerstëtzen.

D'Aspuepotenzialer an dese Beräicher sinn enorm, wann ee bedenkt, dat haut bis zu engem Fënneftel vun der gebrauchter Energie einfach verbëtzt gétt. Einfach Gesten am Stot, wéi zum Beispill d'komplett Ausmaache vun de Luuchten, Computeren, Fernseher, also kee Standby vun den elektronischen Apparaten, oder kleng Investitiounen, wéi beispillsweis an Energiespueerluuchten, Isolierung oder Thermostater, wierke sech mat Sécherheet positiv op d'Energiefro aus. Ausserdeem erméiglechen Energiespueermoosname finanziell Aspueerung fir Privatleit an Entreprises. Si schafen Aarbechtsplazen an neien, energieeffizienten Technologie- an Déngschtleschtungssecteuren. An zu gudder Lescht hu se och nach e positiven Effekt op d'Ëmwelt duerch de Réckgang vun den CO<sub>2</sub>-Emissiounen.

Et ass wichteg, dat mir eise Kanner e Virbild sinn, andeems mir net fir all Meter den Auto huelen. Dëst ass souwuel kontraproduktiv fir eis Ëmwelt wéi och fir d'Gesondheet vun eise Kanner.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. Marc Spautz (CSV).** - Mir brauchen zousätzlech Moosname fir d'Stabilisierung vum Uelechverbrauch. Hei géllt et am Verkäiersberäich Alternativen ze sichen an anzusetzen, zum Beispill Biokraftstoff an Äerdgas.

Wéi wäit een do goe kann, demonstréieren d'Brasilianer. Nom éischte Pétrolsschrock am Joer 1975 huet dat südamerikanesch Land decidéiert op Bioethanol ëmzeklammen, fir seng energetesch Ofhängegkeet vum Pétrol ze reduzéieren. An dat dës Entscheedung hir Friichte gedroen huet, beweisen d'Zuelen.

2005 war Brasilien dee weltgréissten Ethanolproduzent mat 16,7 Milliounen Tonnen. Och eis Landwirtschaft kéint dovun profitéieren. Och eis Landwirtschaft kéint hiren Notzen dorauer zéien, an ech war dofir frou, wéi ech héieren hunn, dass d'Uni Lët-

zebuerg amgaange wär, un esou engem Projet ze schaffen.

Brasilien ass och weltwäit dat eenzegt Land, wou Biokraftstoff ouni steuerlech Virdeeler den Ärduelechprodukter Konkurrenz maachen. Datt et bal ouni Pétrol geet, beweist hiren nationale Fierpark. Bal 80% vun hiren Autoe si mat enger Flex-fuel-Technologie ausgerüst, wou d'Motore souwuel mat Ethanol wéi och mat Bensin bedriwwe kënnen ginn. Dat Ganzt zu engem geréngen Oppräs. Zu Lëtzebuerg kéint ee sech virstellen, den öffentleche Fierpark, dat heescht eis Bussen, ëmzerüsten. Allerdéngs muss dann awer och d'Versuergung mat Ethanol séchergestallt ginn.

Wat den Ärdgas ugeet, lafe schonns verschidde Busser vum TICE souwéi e puer Autoe mat deser ëmweltfrëndlecher Energie. Ärdgas bei Autoen ass zurzäit nach kee Renner, bedéngt ënner anerem do-duerch, dat en net flächendeckend iwwert d'Land ze bezéien ass. Am Moment hu mir zwou öffentlech Tankstellen, eng an der Stad an nach zwou fir d'Besoine vum TICE am Süden ze decken. Wann ee bedenkt, dat den Ärdgasauto am Schnëtt bis zu 300 km wäit kënn, een awer aus dem Norde bis an d'Stad oder an de Süden an erëm zréck bal 150 Kilometer oder méi brauch, da versteet ee firwat d'Zuel vun dësen ëmweltfrëndlechen Autoen am Land esou kleng ass.

Mir begrëssen awer och d'Beméiung vum der Regierung, déi sech an Zesammenaarbecht mat den Acteuren um Terrain dofir asetzt, dat an noer Zukunft landeswäit Ärdgastankstellen ze fanne sinn. Mir sinn iwwerzeegt, dat falls d'Offer an de Präis, souwuel vum Ärdgas wéi och vun den Autoen, stëmme, d'Demande no Ärdgasautoen och klamme wäert.

Här President, d'Energiesécherheet ass eng grouss Erausforderung fir eist Land, well mir jo selwer net vill eege Ressourcen hunn. Eis prioritär genotzten Energieträger sinn de Pétrol, den Ärdgas, de Stroum an d'alternativ Energien. Ech ginn dann och elo kuerz op déi eenzel Energien an.

De Pétrol. Hei hu mir betreffend d'Präispolitik an deemem Beräich iwwerhaapt keen Afloss. Dee Präis mécht sech do, wou e gefördert, gehandelt a kaaft gétt; an dat ass net hei zu Lëtzebuerg. Mir musse awer derfir suergen, dat eis national Reserven ausgebaut ginn. Mat all deenen Tankreservoir, déi et haut hei am Land gétt, geet et einfach net méi duer, fir eis Oplag vun der Réserve nationale ze erfëllen. Mir musse eis Pétrolreserven opstocken. Wéi d'Camionneure gestreikt hunn, stoung Lëtzebuerg just vum Schrëtt dréhegeluecht ze ginn. Wéi eng Konsequenzen dat fir eis Ekonomie bedeit hätt, brauch ech lech jo net hei ze soen.

Mir musse eis national Uelechreserven ausbauen. Och géllt et dësen Ausbau op verschidde Standuerter ze verdeelen. Et ass wichteg, dat déi Tanken iwwert dräi Transportweeër - Waasser, Strooss a Schinn - kënnen alimentéiert ginn. Doraus ergëtt sech och d'Noutwendegkeet, dat mir dräi verschidde Lageren hätten, déi duerch d'Land verdeelt wieren, a wou den Zougang gesécherert wier. Hei ass d'Regierung schnellstméiglech gefuerdert.

De Wirtschaftsminister muss Virschléi fir déi Potenzial Standuerter erschaffen. Des Weidereen dierf net vergiess ginn, fir mam noen Ausland déi néideg Kontakter hierzestellen an och mat hinnen ze kucken, fir dat gemeinsam kënnen ze maachen, well hei am Land wäert wuel kaum eng Gemeng „Hei!“ ruffen, wann et heescht Stockageplazen ze sichen.

Wat den Ärdgas ubelaangt: De Gaspräis ass un de Präis vum Barrel gekoppelt, zwar mat sechs Méint Verspéidung, mä Tatsach ass, dat een déiselwecht Präiserhéijunge beim Gas wéi beim Pétrol ze spiere krit. Dobäi kënn jo, dat vum 1. Januar 2007 un

och um Gaspräis Accisen erhuewe ginn, esou datt och de Gaspräis nach méi deier wäert ginn.

Ech erënnere un de Projet vun der Regierung, fir d'Gasliberalisierung an den nächste Stadium ze bréngen. Dese Projet steet Ufank 2007 hei an deemem Haus um Ordre du jour, esou datt ech elo net weider dorobber aginn. Kloer an evident ass et, datt mir eis Kräfte an der Gaspolitik bündele musse. Bis ewell dee sech verschidde Gemengen, e Gemengesyndikat an eng Réseaufirma d'Gasnetzer zesumme mat engem ganz Groussen hei am Land.

Wat de Stroummaart ubelaangt, esou ënnerstëtzt d'CSV den Ausbau vun der SEO zu Veianen, net nëmme, fir an d'Ausland ze liwweren, mä och, fir a Spätzestonnen op dese Stroum, national gesinn, kënnen zréckzegeifen. Och den Invest a Kogeneration mat Gas oder Holz bedriwwen a Biomass fénn voll a ganz d'Ënnerstëtzung vun der CSV. Vill Gemenge probéiere jo och mëttlerweil op dese Wee ze goen. Dat bréngt och op enger Säit eiser Ëmwelt eppes, awer op där anerer Säit - an doriwwer hu mer schonn oft hei diskutéiert - schuet et eiser nationaler Kyoto-Bilanz, wat och e klengen Nonsens ass.

Hei géllt et awer och - an ech hunn dat schonns eemol gesot -, datt eist Land schnellstméiglech un de franséische Réseau ugeschloss gétt. Déi lescht Joren ass ëmmer méi oft déi eng oder aner Leitung zesummegebrach, an déi eng oder aner Kéier hu mir dat och hei zu Lëtzebuerg ze spiere krit. Mir musse eis no alle Säiten ofsécheren. Et mécht kee Sënn, fir keen direkten Uschloss un dat franséisch Netz ze hunn, awer iwwer Ëmweeër duerch Däitschland respektiv d'Belsch Stroum aus Frankräich ze bezéien.

Ech wëll och drun erënnere, datt, wann ëmmer erëm geschwat gétt vum belschen a vum däitschen Netz, am belschen Netz ass de Mix 68% Atomstroum an am däitschen Netz 30% Atomstroum; net am Gesamtnetz, mä dee Bedriwer, deen hei zu Lëtzebuerg ass - en ass vun Essen, mä méi soen ech elo net -, deen huet 30% Atomstroum a senger Bedriewung.

Et ass wichteg, datt mir also och en Uschloss u Frankräich kréien. De Konsument huet jo dann och nach ëmmer d'Méiglechkeet op de grénge Stroum zréckzegeifen. Grad am Rahme vun der Liberalisierung ass et awer och méi wéi jee noutwendeg, datt mir zu alle Säiten en Uschloss hunn; wéi gesot, op déi dräi Grenzen.

Genee wéi beim Gas fanne mir och um Elektrizitéitsmaart e puer Gemengen, eng grouss an eng ganz grouss Firma, déi sech de Réseau an de Verkaf vum Elektreschen hei zu Lëtzebuerg deelen. Hei géllt deesewechte Prinzip wéi beim Gas: Mir musse eis Kräfte bündelen an eng Strategie entwéckelen. Et géllt elo schonns doriwwer nozedenken, ob mir wierklech esou vill Netzbedriwer hei am Land brauchen. Wier et net méi sënnavoll eng Bedriewerfirma am Land unzestriewen, déi fir d'Netz zustänneg wier, an déi an der öffentlecher Hand d'Soen hätt, dat souwuel fir de Gas wéi och fir den elektresche Réseau?

Wat de Kaf an de Verkaf ubelaangt, do ass eng gesond Konkurrenz, wa se grouss genuch ass, fir eng Mindestabgabemenge ze garantéieren, mat Sécherheet net vu Muttwëll. Vergiesse mer heibäi awer net, datt mer fir déi Haaptliwwerante souwuel beim Gas wéi beim Stroum wéi beim Pétrol hei zu Lëtzebuerg just kleng Männercher oder - Pardon - kleng Männercher a kleng Dämmercher sinn, an datt déi net grad ëmmer Rücksicht op Lëtzebuerg huelen. Wéi den Här Goerens gesot huet: kleng Männercher a grouss Dammen.

Kolleeginnen a Kollegen, wéi schonn ufanks ënnerstrach, ass et fir eist Land wichteg, fir nach méi an d'Alternativ-

energien ze investéieren. Mir musse eisen Undeel vun den erneierbaren Energien onbedéngt ausbauen. An dat ass richteg souwuel fir d'Biomass wéi fir de Biofuel, de Wand, d'Waasser, d'Sonn an d'Holz. Do hu mir nach vill Potenzial, dat et ze notze géllt. Mir musse eis en Zil fir déi nächst zéng Joer setzen, a firwat net 10% bis 2015?

Et ass wichteg doran ze investéieren, awer et ass och wichteg, datt eng Kosten-Nutzen-Rechnung besteet respektiv erstallt gétt, an zwar eng Kosten-Nutzen-Rechnung, déi souwuel wirtschaftlech wéi och ëmweltpolitesch ass, an déi och eng sozial Komponent huet. Bei all deem, wat mir wëlle maachen, dierfe mir déi international Ufuerderunge betreffend de Klima- an Ëmweltschutz net vergiessen an dese Rechnung droen. Mir musse grouss Wäert op eng méi spuersam Notzung vun der Energie leeën.

Spueren ass eppes, wat jidderee versteet. Eist Energiespueerpotenzial ass nach laang net erreecht an et gétt nach villes, dat gemach gi kann. Dëst géllt souwuel fir d'Privatstéit wéi och fir d'Betriber, de Stat an d'Gemengen. D'Energieeffizienz kann a muss gesteigert ginn, an zwar an alle Beräicher. Dat géllt fir déi eenzel Gebaier, dat géllt fir den Déngschtleschtungsberäich, dat géllt fir den Transportberäich a fir d'Industrie.

Wat d'Gebaier ugeet, esou ass d'Wärmeschutzverordnung e Schrott an déi richteg Richtung; energieoptiméiert bauen ass hei d'Stéchwuert. Bei der Albusanierung ginn et nach massiv Aspueermeiglechkeeten, déi et ze notze géllt. Uerdentlech Versuergungssecherheete mat räsonnablen Energiepräisser si wichteg fir de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg, si wichteg fir eng Aarbechtsmaartpolitik, si wichteg fir eng gutt Familljepolitik a si wichteg fir eis all.

Zum Schluss nach eng Kéier kuerz zesummegefaasst: Lëtzebuerg brauch e gesonden Energiemix a verschidde Ubidder aus all eisen Nopeschlänner. Lëtzebuerg brauch wettbewerbsfäeg Energiepräisser, fir de Standuert Lëtzebuerg attraktiv ze halen, a fir méi Wirtschaftswuesstem. Nëmme da géllt et eis d'Problemer um Aarbechtsmaart an de Grëff ze kréien. Erneierbar Energië musse ausgebaut ginn, awer net zu egal wat fir engem Präis. Véierens, d'Energieeffizienz muss gesteigert ginn. A fënneftens, mir musse d'Leit sensibiliséieren an och dozou brénge méi verantwortungsbewosst mat der Energie ëmzegeen. All agespuerten Energie mécht sech bei jiddfer Einzelnem am Portmonni bemerkbar an huet och positiv Auswierkungen op eis Ëmwelt an op d'Kyoto-Ziler.

Här President, Kollegeinnen a Kollegen, Wuelstand huet méi Dimensionen a beschränkt sech net eleng op de materielle Wuelstand. Et géllt déi eis zur Verfügung stoend Ressourcen an Energien esou anzusetzen, datt mir eis Liwensgrundlagen erhale kënnen a gläichzäiteg och eng intakt Ëmwelt ustriewen. All dat ass eng Grundvoraussetzung fir de Wuelstand an eisem Land.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Spautz. Als Vertrieederin vum Grupp vun der demokratescher Fraktioun ass d'Madame Brasseur elo um Tour.

» **Mme Anne Brasseur (DP).** - Här President, Dir Dammen, Dir Hären, d'Nouvelles, déi mer vum Energiesecteur kréien, si säit enger Zäit alles aneschtens wéi berouegend: Pétrolskriech am Noen Osten; Gaspipeline aus Länner, wou Onroue sinn, aus Regiounen, iwwert déi sech kee vun ons oder déi wéinegst vun ons bis elo Gedanke gemach hunn; de Kyoto-Protokoll; CO<sub>2</sub>-Zertifikater a Klimawandel; Blackout; „Oil peak“; Präissteeigerungen; Globalisierung a Liberalisierung um



Chambre  
des Députés

L U X E M B O U R G

d'Chamber online op  
**www.chd.lu**

Energiesecteur, oder och nach Fusioun vum Energiekonzerner.

Dat sinn eng ganz Rei vu Sujeten, déi pré-occupéiere mussen an déi net nëmmen déi concernéiert Milieue beschäftegen, mä virun allem och d'Consummateuren, déi eenzel Haushalter, mä awer och d'Betriben an d'Industrie.

An der Kommissioun hate mer eng ganz Rei vun Hearingen mat den Haaptacteuren um Energiesecteur hei zu Lëtzebuerg. Hearingen, déi ganz interessant waren a wou ee konnt verschidde Point-de-vue matgedeelt kréien. Bei dëser Debatt wäert de Charel Goerens am Numm vun der DP-Fraktioun duerno op d'Emissiounsproblematik agoen, an och op d'Struktur vun den Décisiounen, wéi déi solle geholl ginn. Ech wäert haapt-sächlich iwwert den Approvisionnement vun der Energie an iwwert d'Distributioun schwätzen.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, de Mënsch ass energieofhängeg an d'Energiefro ass zu engem zentralen Enjeu an der Welt ginn. Déi industriell a gesellschaftlech Entwécklung huet mat sech bruecht, datt mir mat der Zäit eigentlech ëmmer méi vun den Energiequellen ofhängeg gi sinn. Den Accès un Energie ass fundamental an eisem deegleche Liewen. Mir verbräuche méi a méi Energie, wat natierlech eng Rei vu Konsequenzen mat sech zitt. D'Reserve vun de fossile Brennstoffen ginn dramatesch méi kleng, de Präis geet deemno an d'Luucht an d'CO<sub>2</sub>-Emissiounen och. De Präis vu Pétrol a Gas huet sech an deene leschte Jore méi wéi verduebelt, wat eng Hausse vum Elektresche mat sech gezunn huet.

Den Haaptidéi besteet deemno doran, en Energieapprovisionnement ze garantéieren, dee gläichzäiteg flexibel ass, d'Ëmwelt respektéiert, an deen een awer och zu engem akzeptabele Präis ka kréien. Et besteet Urgence, wa mer bedenken, datt d'Energie-demande weltwäit stänneg klëmmt. Bis 2030 soll dat eng Progressioun duerstellen vu 50 bis 60%. Haut muss d'Europäesch Unioun ronn 50% vu sengen Besoinen, wat d'Energie betrëfft, importéieren, an et gëtt domat gerechent, datt an deenen nächsten 20 bis 30 Joer dës Part op 70% wäert ukammen. D'EU ass deemno an der Energiefro extrem vun Drëttlänner - Russland, Norwegen an Algerien -, mä och natierlech vun de Pétrolslänner ofhängeg.

Wann Europa an der Weltwirtschaft wëllt kompetitiv gi respektiv kompetitiv bleiwen, muss déi Ofhängegkeet selbstverständlech atténueiert ginn, well mir mussen onofhängeg ginn oder méi onofhängeg, wat d'Energieversuergung ubelaangt. Wat kann een do an d'Äe faassen? Et géllt un éischter Plaz gutt Relatiounen mat eisen Energie-fournisseuren oprechtzerhalen, fir Krise wéi déi viru kuerzem tëscht Russland an der Ukraine, wat de Gas betrëfft, ze vermeiden, fir do Afloss kënnen drop ze hunn, ouni datt mer ons awer dobäi sollen iwwerschätzen. Hei muss gesond Partnerschaften opgebaut ginn, fir Approvisionnementskrisen ze vermeiden. A wa méiglech misst d'EU an der Energiefro eng gemeinsam Aussepolitik féieren.

An do wollt ech den Energieminister froen, wéi dee Sujet debattéiert gëtt am Kader vun den Energieministerei, am Kader vun der Aussepolitik vun der EU, ob een do ka gemeinsam Strategie feststellen, ob do iwwerhaupt e Wëlle besteet, datt d'EU-Länner sech eng gemeinsam Strategie fir den Approvisionnement ausdenken. Europa ass deen zweetgréissten Energiemarché mat ronn 450 Milliounen Consummateuren. Dofir muss d'Diversitéit am A behale ginn; d'Diversitéit, wat d'Energiequellen ubelaangt, mä awer och d'Diversitéit iwwert déi Länner vun deene mer d'Energie bezéien, wéi och d'Diversitéit vun den Transitlänner.

Et ass awer gradesou kloer, datt d'EU muss verstärkt op eege Ressourcen zréckgräife kënnen, och wann et evident ass, datt mer op deem Terrain ni wäerten eng Autarcie kréien. Dat heescht, datt nieft Pétrol a Gas den energetesche Bouquet nach weider misst diversifizéiert ginn. D'Stockagecapacités innerhalb vun der EU, notamment wat de Gas betrëfft, missten onbedéngt ofgeséiert ginn, fir a Krisenzeite gewappnet ze sinn.

Europa ass awer net nëmmen ofhängeg vun Energieimporten, mä gräift natierlech och op eegen Energiequellen zréck, déi allerdéngs net onproblematesch sinn; esou gëtt op Kuel zréckgegraff, fir insgesamt en Drëttel vun onser Stromproduktioun an Europa. Et ass evident, datt d'Kuel keng ëmweltfrëndlech Energiequell ass, an och wann technologesch Effortë gemaach ginn, fir eng sougenannt „proppe Kuel“ ze entwéckelen, esou muss mer dach mat Sécherheet nach ganz laang waarde bis mer do d'Léisung fonnt hunn.

### (M. Henri Grethen prend la Présidence)

En aneren Drëttel vun eiser Stromproduktioun kënnt vun der Nuklearenergie. Do ass den Avantage, datt domat keng CO<sub>2</sub>-Emissiounen erfalen. Awer den Désavantage ass selbstverständlech dee vun Atommüll. D'Risiken, déi mat der Atomenergie verbundene sinn, kenne mer jo net eréischt säit Tschernobyl, mä et ginn awer de Moment eng Rei vun europäesche Länner, déi erëm verstärkt op den Atomstrom setzen, wéi beispillsweis Finnland, Schweden oder Groussbritannien. Och dat d'Äere mer net aus den Äe verléieren. Frankräich produzéiert zu 80% säin Elektresch mat Atomenergie.

Och par rapport zu deenen Energiequellen muss Europa säi Bouquet diversifizéieren. D'Zukunft gehéiert sécherlech den erneuerbaren Energien, deenen hiert Potenzial enorm ass. Mä et bleiwen awer op dësem Gebitt nach eng Rei vun Efforten ze maachen, oder ganz vill Efforten ze maachen. An do ass d'Fuerschung gefuerdert. Och dozou ka Lëtzebuerg säi Bäitrag leeschten. An den Här Goerens wäert sécherlech och nach déi eng oder aner Iwwerleeung zu deem Thema maachen.

Här President, d'Industrie, d'Privathaushalter, mir all brauchen Energie. Dat ass evident. D'Fro ass awer déi: Wéi vill Energie brauche mer an Zukunft? Dat hântk vun der demographescher an der wirtschaftlecher Entwécklung of engersäits, anerersäits hântk et dovun of wéi mer de Konsum an de Griff kréien; an anere Wieder, wéi eng Fortschreiter mer um Niveau vun der energetescher Effizienz opweise kënnen.

Mat steigender Energieeffizienz limitéieren mer eis Ofhängegkeet par rapport zu Energiequellen a mer verknaschten eis Ëmwelt manner. Wa mer vun Energieeffizienz schwätzen, denke mer un eng performant Technologie, grad wéi beispillsweis u Gebaier, déi méiglechst wéineg Energie brauchen, fir ze hëtzten oder fir ze killen.

An der EU muss dofir verstärkt dru geschafft ginn, datt mer en offenen a konkurrenzfähigen Energiebannemaart op d'Be setzen. Mir brauchen an der EU en Energie-réseau, dee vun engem europäesche Régulateur iwwerwaacht gëtt. Et muss weiderhi verstärkt Wäert op d'Interconnexiounen an op d'Sécherheet vun esou engem Réseau geluecht ginn. De Risiko vun engem quasi europaweite Blackout - an en ass vun de Virriedner ugeschwat ginn -, wéi mer en an der Lescht haten, muss op e Minimum reduzéiert ginn. Dat bréngt och e groussen Investissement an d'Infrastruktur mat sech.

Déi bevirstehend Liberaliséierung vun Energiemarché, wou mer elo eng weider Etapp wäerten duerchzéien, stellt mat Sécherheet en enormen Défi duer. Et kann eng Chance sinn, mä et leien awer och eng Rei Geforen dran. Hei bestinn nach eng ganz Rei vun Ennerscheeder tëscht deene verschiddene Memberstaten, notamment wat d'Ëmsetzung ubelaangt, besonnesch wat d'Trennung vun Transport- an Distributiounsaktivitéiten ubelaangt.

D'Energiefro ass eng zentral Fro, wa mer vun der Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft schwätzen, an deemno och wa mer vun der Lissabon-Strategie schwätzen. D'Kompetitivitéit ass extrem ofhängeg vun der Fiabilitéit an dem Coût vun der Energiezoufuere. Den Défi vun deenen nächste Jore besteet notamment dodran, fir d'Lissabon-Strategie an de Kyoto-Protokoll ënner een Hutt ze kréien.

Engersäits wëlle mer, datt déi europäesch Wirtschaft sech par rapport zu anere Regionen an der Welt weiterentwickelt, anerersäits hu mer eis Constraints operuecht, fir d'CO<sub>2</sub>-Emissiounen ze reduzéieren. Dat, béides ze maachen, wäert net einfach ginn. Dat ass e ganz schwierigen Exercice. Dobäi ass ze bemerken, datt ronn zwee Drëttel vum weltwäite Pétrolskonsument an den Transportsecteur fléissen.

D'Energieproblematik ass eng weltwäit, eng global Problematik. Ouni wëllen an den Detail ze goen, wëll ech just bemerken, datt déi sougenannt Pays émergents, wéi China an Indien, an deenen nächste Joren nach en enorme Besoin un Energie wäerte brauchen. Et muss ee bedenken, datt op der Welt haut nach ronn 2,4 Milliarde Leit keen Accès u Brennstoff hunn, an 1,6 Milliarde Leit keen Accès un d'Elektresch. Or, déi Leit hu Recht op Komfort, déi hu Recht op Entwécklung. Wa mer déi nach derbäiziele, da wësse mer wou eis Limité sinn.

Fir Léisungen am Energie-Froekomplex ze fannen sinn d'Innovatioun an d'Recherche vu kapitaler Wichtigkeet. D'Innovatioun ass indispensable! D'Energieeffizienz hunn ech schon ugeschwat, an hei besteet sécherlech Potenzial, niewent selbstverständlech dem sénnvollen Ëmgang mat der Energie.

Nei Energiequelle mussen fonnt oder verbessert ginn. Ech denken un erneuerbaren Energien, un Hydrogène, un Thermosolarenergie, oder wat d'Biomass ubelaangt ginn et jo villverspriechend Usätz, besonnesch hei zu Lëtzebuerg. An dat sinn Usätz, déi mer ënnerstëtze mussen. Ech sinn och frou, datt d'Stad Lëtzebuerg bei engem europäesche Projet matmécht, wat de Busbetrib ubelaangt, fir ze kucke wéi mir do kënnen nei Formen vun Energie kréien, och wann dat am Moment wierklech nach wäit ewech ass, datt et soll käschtedeckend sinn.

Wéi ass elo d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg? Mäi Virriedner ass am Detail drop agaangen, esou datt ech just e puer Bemierkunge wëll maachen. Déi Lëtzebuurger Situatioun charakteriséiert sech doduerch, datt mir als Land méi wéi en anert vun Ausland ofhängeg sinn, wat den Approvisionnement an der Energie ubelaangt. Dat ass näischt Neies. De gréissten Deel vum Strom bezéie mir aus dem Ausland, aus eisen Nopeschlänner. Een Deel vum Strom produzéieren mer selwer. Engersäits hu mer d'TGV-Zentral zu Esch - mä wat eis da bei Kyoto ugerechent gëtt -, a mir hunn d'Pompelspäicherwierk zu Veianen; wou mer och der Meenung sinn, datt een dat ausbaue muss.

Ervirzesträichen ass d'Positioun vun der Cegedel, déi eng dominant Plaz am Transportnetz an am Verdeeelernetz hei zu Lëtzebuerg huet. Donieft gëtt et nach d'Transportnetz vun der Sotel, wat d'Elektresch ubelaangt. D'Fro ass, ob ee soll en nationalen Energie-Elektreschréseau maachen oder net. D'Haaptfro, déi ee sech muss stellen: Gëtt d'Versuergungssécherheet doduerch méi grousst? Ech mengen, et ass déi Fro, déi ee muss stellen, ier een eng Äntwert ka fannen an ier ee Strategien entwéckelt.

D'Versuergungssécherheet ass effektiv eng Suerg, déi een zu Lëtzebuerg muss virrang am A behalen. Mir wëssen, datt, wa mer an Energieproduktioun investéieren, mer riskéieren, datt eis Kyoto-Bilanz sech nach weider verschlechtert. Do läit jo och eng vun den Ongereimtheeten, wat d'Allo-catiounen ubelaangt. Et mécht an eisen Aen dofir och kee Sënn nach weider an d'Turbine Gaz Vapeur ze investéieren.

Eng aner Méiglechkeet: d'nuklear Energie. Do huet d'Regierung elo jo nach kierzlech Stellung dozou bezunn. Dat war eng Debatt an de 70er Joren. Meng Partei war deemools dofir, fir an d'Atomenergie anzuklammen. D'Sozialistesche Partei als Koalitionspartner huet sech mat ganz knapper Majoritéit dogéint ausgeschwat a war fir e Moratoire op deem Gebitt. Dee Moratoire géllt jo am Fond nach bis haut, mä mam Resultat, wat mer kennen, datt wuel Rémerschen net gebaut ginn ass, datt mer weider vun der Energie ofhängeg sinn, mä datt mer awer Constraints a Problemer kruten doduerch, datt Cattenom déi aner Säit vun der Grenz gebaut ginn ass. Wa mir Rémerschen gebaut hätten, wier Cattenom mat Sécherheet net operéiert ginn.

### (Interruption)

Dat ka kee mer falsch maachen, mä dat ass de l'historie. Aus der Geschicht soll ee léieren, mä dat gëtt eis keng...

» M. le Président. - Madame Brasseur, d'Äeref ech ee Moment stéieren? Den Här Kox ass ganz opgereegt. Dee géif lech gären eng Fro stellen.

» Mme Anne Brasseur (DP). - Oh Mamm! Ech hat dat jo net gesinn. Jo, Här Kox?

» M. Henri Kox (DÉI GRÉNG). - Entschëllegt, ech wollt awer historesch eppes richtestellen. Cattenom war awer trotzdem an där Gréisst gebaut ginn, wa Rémerschen gebaut gi wier. A mir wäeren haut gradesou ofhängeg vun Energieimporten, well den Uran hu mer och bis elo net hei zu Lëtzebuerg opgedriwwen.

Merci.

» Mme Anne Brasseur (DP). - D'Matière première hu mer effektiv net hei zu Lëtzebuerg, dat ass ganz kloer. Mä wat d'Stromproduktioun ubelaangt: Et war jo och de But, deen deemools d'Demokratesche Partei verfollegt huet, fir ebe manner ofhängeg ze ginn, wat d'elektresch Energie ubelaangt. Mä deen Zuch ass effektiv elo fort.

Perséinlech wëll ech och nach eng Remarque zu Cattenom maachen. Mir hunn ëmmer d'Diskussioun, mir d'Äeref kee Strom vun do bezéien. Ech muss lech soen, datt ech déi Diskussioun wierklech terribel hypocrite fannen, well mer net wëssen, mat der Vernetzung vun de Réseauen, wou de Strom hierkënn. An do ass einfach no baussen eng Fassad operéiert, well wa mer wësse wou mer de Strom hierkréien, zum Beispill dee vun der

RWE, da wësse mer jo awer, datt do Atomstrom dran ass. A reng ze soen: „Mir wëlle kee Strom vu Cattenom!“, dat schéngt - a mengem perséinlechen Numm soen ech datt hei - wierklech eng hypocrite Attitud ze sinn.

### (Interruption)

Mä wat ech awer wollt soen, datt mir als Lëtzebuurger jo awer net mussen mengen, datt mer d'Autarcie eng Kéier géifen op deem Gebitt errechen, oder op iergendengem anere Gebitt. Dat ass illusoresch, well mir sinn an engem gemeinsamen europäesche Bannemaart. Mä mir mussen awer kucken, datt deen esou équilibréiert gëtt, datt mer eis do kënnen approvisionéieren. Et kann ee jo och net soen, datt mer mat dem Energieimport aus eisen Nopeschlänner bis elo schlecht gefuer wäeren. Lëtzebuerg kann awer sécherlech vun engem besser integrierten europäeschen Energie-Bannemaart profitéieren.

Wou mer awer nach kënne bei eis Effortë maachen, dat ass um Niveau vu méi engem gebremste Konsum; a mir brauche méi Energieeffizienz! Mir mussen eis Energie méi rationell gebrauchen a mir mussen méi rationell mat deem kostbare Gutt ëmgoen. Do soll jiddferee bei sech selwer ufänken. Et huet keen Zweck d'Déclaration d'intention ze maachen, wann een net selwer gewëllt ass e Schrëtt an déi richteg Richtung ze maachen.

Lëtzebuerg weist nämlech eng vun deene gréissten Augmentatiounen op, wat den Energiekonsum betrëfft. Dat huet natierlech mat eiser wirtschaftlecher Entwécklung ze dinn, an dat ass besonnesch apparent beim Strom. Firwat solle mer net och méi geziilt nei Technologie gebrauchen an an d'Fuerschung investéieren, fir ebe just deen Impakt do ze reduzéieren?

De Stockage vun Energie hei am Land ass e weidere Problem, Här President. Mir sinn zimmlech limitéiert, wat eis Stockagecapacités ubelaangt. Do denken ech virun allem un de Pétrol. Mir hate grous Diskussiounen viru méi engem Joer iwwert de Stockage vum Pétrol, an do huet den Energieminister gesot, hie géif kucken an der Groussregion Léisungen ze fannen. Mir misste jo normalerweis 90 Deeg Pétrolreserven hei zu Lëtzebuerg hunn, mir wëssen awer, datt mir déi nach laang net erreicht hunn. Mir hu ronn 20 Deeg Reserven. Dofir wollt ech de Minister froe wéi wäit hie mat senger Pourparleren ass, fir eng Léisung an der Groussregion erbäizeféieren, wat de Stockage vu Pétrolreserven ubelaangt.

Déi geplangte Liberaliséierung vun Energiesecteur bréngt natierlech fir Lëtzebuerg enorm Défie mat sech. Et gëtt sech viles vun der Liberaliséierung versprach, mä et kommen och Ängschten op. An déi sinn och ze verstoen. Mir mussen also elo kucken, datt mer vun den Avantage, déi esou en Energie-Bannemaart bitt, maximal profitéieren. D'Zil oder d'Hoffnung vun der Liberaliséierung ass, datt et méi eng grousst Zuel vun Acteuren soll um Energiemarché ginn, déi sech Konkurrenz bidden, an datt dann d'Präisser erfoginn. Allerdéngs, wa mer am Moment kucken, wat sech um Niveau vun de Fusiounen vu groussen Produzenten oder vu groussen Liwweranten mécht, da muss ee sech echt Suerge maachen.

Ech wollt och nach, Här President, en anert Thema uschneiden, wat kéint Répercussiounen hunn, nämlech op de Finanzsecteur. Am Energiesecteur a besonnesch an deem ganze Beräich, dee mer als Commodities bezeichnen, ginn et eng Hällewull vun neien Aktivitéiten, déi Répercussiounen op de Finanzsecteur kënnen hunn. Et kann een et gutt oder schlecht fannen, datt elo haut schon d'Strompräisser fir 2012 am Virus gehandelt ginn.

Et gëtt kauft, et gëtt gehedged, et gëtt mat Optiounen geouvert - fir de Jargon aus deem Métier ze gebrauchen - genesou wéi mat CO<sub>2</sub>-Zertifikater gehandelt gëtt, oder och mat Zertifikater vu gréngem Strom. Et gi Gasoptiounen geholl mat Katar an en Investment-Portfolio opgestallt. Et kéint een déi Lëscht nach viruféieren. Eppes ass sécher: Dat dote sinn nei Marchéen, déi mat der Liberaliséierung esou richteg lassgeluecht hunn a weider wäerte lassleeën.

Ech géif ureegen, datt d'Politik hei proaktiv gëtt, an datt mer kucken, datt dat do eng

Nisch ka ginn hei zu Lëtzebuerg fir onse Finanzsecteur, fir op deem Terrain aktiv ze ginn. Mir wäerten ni hei zu Lëtzebuerg Energieproduktioun am grouse Stil kréien. Mir wäerten och ni zu deene Grouse gehéieren, wat den Energietransport oder den Energiehandel ubelaangt; do kënnen mer mat Sécherheet net mathalen, mä et wier jo awer gutt, wa mer dann am Finanzsecteur hei kënnen aktiv ginn, wat déi nei Perspektiv vum Energiemarché ubelaangt.

Nach ee Wuert, Här President, iwwert de Rôle vum de Gemengen an deem Secteur. Mir hunn eng Partie Gemengen, déi am Gassecteur aktiv sinn, aner Gemenge sinn am Stromsecteur aktiv oder maache béides. Duerch de Gesetzesprojet iwwert d'Liberaliséierung stelle sech do eng Rei Froen.

#### (Coups de cloche de la Présidence)

» M. le Président.- Wann ech gelift, sidd e bësse roueg!

» Mme Anne Brasseur (DP).- Merci, Här President.

Ech wëll net op déi Debatt agoen an net der Debatt iwwert de Projet de loi virgräifen, déi mer iwwert d'Gesetz vun der Liberaliséierung vum Strom a vum Gas wäerten hunn, mä ech wëll awer elo scho soen, dat all déi Démarchen, déi d'Gemengen elo amgaange sinn ze maachen, ganz oft vum Innenministère contrecarréiert ginn, well gesot gëtt d'Gemengen dierfte sech net kommerziell op deem Terrain bewegen.

An do hu mer e Problem a mir kréien e Problem. Ech wier ganz frou, wann do den Innenminister sech och géif eng Rei vu Problemer zu Häerz huelen - hie schéngt dat jo ze maachen -, mä net nëmme zu Häerz ze huelen, mä datt hien och Léisunge géif bréngen, fir d'Gemengen à même ze setzen, fir och hei op deem Plang, wat d'Energiedistributioun ubelaangt, kënnen hire Rôle ze spillen, an datt se net gebremst ginn.

Dat waren, Här President, Dir Dammen, Dir Hären, déi lwwerleengen, déi ech an dëser Debatt wollt abréngen. Eng Debatt, déi mer awer da weider wäerte féieren, wa mer d'Geleeënheet hunn iwwert déi zwee Projets de loi vun der Ëmsetzung vun der Direktiv iwwert d'Liberaliséierung vum Gas a vum Elektreschen ze schwätzen.

Ech soen lech Merci.

» M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

» M. Alex Bodry (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Politik beschäftegt sech net nëmme hei zu Lëtzebuerg an deene leschte Méint intensivt mat Energiefroen. Dat huet se an der Vergaangenheet an eisen Aen net oft genuch a virun allem net systematesch genuch gemaach, well wann een op déi lescht 25, 30 Joer hei zu Lëtzebuerg zréckkuckt, da stellt ee fest, dass iwwer Energie méi allgemeng eigentlech nëmme diskutéiert ginn ass, wann d'Energie méi knapp oder méi deier ginn ass oder wa gréisser Projeten zur Debatt stoungen.

D'Energiepolitik ass oft als Unhängsel betruecht ginn, bal vun der Wirtschafts-, bal vun der Sozialpolitik. Dobäi ass verkannt ginn, dass no an no - an dat gëtt elo net nëmme zu Lëtzebuerg offensichtlech - d'Energiefro u sech ëmmer méi an den Zentrum vun deene grouse politesche Froen vun der Zukunft réckelt. Fir eis Sozialisten ass d'Energiefro déi dréngendst politesche Erausforderung vun eiser Zäit, besonnesch och international. Si gëtt momentan gepuscht duerch déi erdréckend Fro vum Klimawandel an der noutwendeger schneller Reaktioun vun der internationaler Gemeinschaft op déi doten Erausforderung, wéi awer och vum Risiko vu Stéierungen an der Energieversuergung weltwäit.

D'Energiepolitik ass an eisen Aen also eng zentralpolitisch Fro an all hiren Aspekter; dat soe mer awer och mat gläicher Däitlechkeet. Energie ass eng wichteg Ëmweltfro duerch de Klimaschutz, duerch aner Formen vu Pollutioun, déi vun der Energieproduktioun ausgoe kënnen, duerch d'Noutwendegkeet vun enger rationeller Nutzung

vun allen natierleche Ressourcen, och bei der Energiegewinnung.

Si ass awer och eng Sécherheitsfro: An der Versuergung vun Energie; Sécherheet vun den Installatiounen, déi Energie sollen hirstellen, an natierlech och Sécherheet am Sënn, dass an deenen nächste Jorzéngten de Kampf ëm d'Energieressourcen och riskéiert zu Krich ze féieren. Also ass et och eng Fro, déi zur internationaler Sécherheet gehéiert.

D'Energiepolitik huet och eng wirtschaftlech Dimensioon an der Industrie, awer och als zukunftssträchtege Wirtschaftssecteur eng Standuertfro an och eng Fro vu Kompetitivitéit, déi mer muss matberücksichtigen. A schliesslech huet d'Energiepolitik - an eisen Aen zumindest - och e sozialen Aspekt, eng sozial Dimensioon duerch déi Aarbechtsplazen, déi deen dote Secteur bréngt bei der Produktioun, mä och bei der Distributioun an duerch d'Interesse vun de Konsumenten, déi mir och wëllen an de Virdergrond stellen, wa mer iwwer Energiepolitik schwätzen. Eng Fro, déi haut eigentlech nach net immens vill hei an den Debate behandelt ginn ass.

Déi véier Aspekter sinn also fir eis als LSAP wichteg. D'Äntwerten op déi grouse Energiefroen kënnen an dierfen also och net eesäiteg sinn. Et dierf een net eppes vereinfachen, wat a Wierklechkeet vill méi komplex ass. Mir müssen also hei och de Courage hu vernetzt ze denken, vernetzt ze handelen, nohalteg, wéi dat haut gären ëmschriwwé gëtt.

D'Betoungung vun der sozialer Dimensioon an der Energiepolitik differenziéiert eis vläicht vun anere politesche Kräften: Déi eng, déi haaptsächlech op d'Kräfte vum Maart setzen, mengen, dass de Maart och am Energieberäich am Endeffekt alles zefriddestellend regele kann, dass d'Konkurrenz alles zum Gudden wäert regelen, déi aner politesche Kräften stellen ausschliesslech déi ökologesche Considération an de Virdergrond vun hiren lwwerleengen.

Mir dierfen op kengem A blann sinn. Mir stellen eis dierfir hannert eng offensiv integriéiert Energiepolitik zu Lëtzebuerg, an natierlech och an Europa. Mir müssen eis also och hei afügen an eng europäesch Politik. Mir müssen déi natierlech och an eise Sënn versichen ze beaflossen.

Mir sinn der fester lwwerzeegung, dass eng offensiv Energiepolitik nei Chancé bréngt fir d'Ëmwelt, fir d'wirtschaftlech Entwécklung an och fir d'Erhale vun engem héije sozialen Niveau an der Schaffung vun neien a qualitativ héichwäertegen Aarbechtsplazen och hei zu Lëtzebuerg. Als Sozialiste sti mir dierfir mat eisen europäesche Frënn fir en intelligente grénge Wuesstem, dee wuel déi operationell Mäert betruucht a wëllt hunn, dass mer hei an Europa operationell Mäert am Beräich vun der Energie fonctionnéieren hunn, mä deen awer e breede Raum léisst fir eng innovativ Interventioun vun der öffentlecher Hand, vum Stat a vun de Gemengen.

Mir stinn also ganz kloer als sozialistesche Fraktioun hannert de Klimaschutzziler, déi am Joer 1998 vereinbart gi sinn an déi fir Europa am Hibleck op 2008-2012 bei minus 8% leien, a fir Lëtzebuerg bei minus 28%. Dat kléngt nach ëmmer esou freeschelech, ech wëll awer nach eng Käier hei soen - ech hunn et schonn x-mol betount -, dass dat sengerzäit, wéi déi doten Ziler vereinbart gi sinn, se fir Lëtzebuerg Stabiliséierungsziler waren. Mir louchen 1998 bei minus 30% par rapport zu 1990.

Mir mengen och, dass mer mat den Efforten net dierfen ophalen, an dass ee sech iwwer 2012 eraus muss nei Ziler setzen, fir 2020, wou jo och op europäeschem Plang Ziler an der Diskussioun sinn, déi vu minus 15% bis minus 30% reechen. Och do muss Lëtzebuerg sech an deem Kader méi wäitreechend Ziler setze wéi déi, déi mer eis bis 2012 fixéiert hunn.

Mir sinn och der Meenung, dass Europa weider probéiere muss offensiv eng Virreidderoll an deem ganze Klimaschutz ze spillen, mat dem Zil, selbstverständlech, doriwwer och esou Länner wéi d'USA a China derzou ze bréngen matzemaache bei deem ganze Prozess hei. Nëmme wa weltwäit an déiselwecht Richtung gehandelt gëtt, kënnen och wierklech gräifbar Ziler am Klimaschutz erreecht ginn.

Lëtzebuerg dierf sech also och als klengt Land dëser Verantwortung net entzèien a muss also bereet si sech weider wäitreechend Aktionspläng vun CO<sub>2</sub>-Emissionsreduzierungen ze ginn, wéi dat des Regierung gemaach huet. E konkrete Plang ass am Abrëll 2006 virgestallt ginn, op deem eigentlech och den zweeten Allocationsplang opbaut, wat d'Emissionsquoten am Beräich CO<sub>2</sub> ugeet. Dësen Allo-

cationsplang fousst also op der nationaler Klimaschutzstrategie. Si ass wëssenschaftlech ofgeséichert, si ass am Virfeld mat den Acteuren diskutéiert ginn a si versicht och der spezifesch Lëtzebuerger Situatioun, besonnesch am Industrie-secteur, Rechnung ze droen, an déi ass eben net vergläichbar mat grouse Länner.

Wann een e Marché huet, wou nëmme 15 Installatiounen drënnerfalen, ass et evident, dass do kleng Variatioune scho kënnen relativ grouse Auswierkungen hunn, wéi wann een an engem Land ass, wou e puer honnert Installatiounen ënner esou Bestëmmunge falen. An dierfir si mir der Meenung - mir soen et och ganz kloer -, dass d'Bréisseler Kommissioun Onrecht huet pauschal eigentlech ze soe Lëtzebuerg muss 30% vu sengen Emissionsquoten erofféieren am Horizont vun 2012. Dat ass an eisen Aen net machbar, an dat ass an eisen Aen eppes, wat net ze akzeptéieren ass.

D'LSAP stüpt also dem Ëmweltminister an der Regierung de Réck an där dote Fro, wéi och aner Parteien et hei maachen: d'CSV, d'DP an d'ADR. An och souguer e Mouvement écologique huet an där dote Fro gewisen, dass en net direkt emol jäit an dann nodenkt, mä dass e fir d'éischt nogeduecht huet a gesinn huet wat fir eng Répercussioune et kann hunn, wann een einfach déi Décisiounen vun der Bréisseler Kommissioun ondifferenziéiert kommentéiert an nëmme versicht op d'Regierung ze schloen, wéi déi gréng Partei dat hei gemaach huet.

Si huet jo eigentlech nach éischer reagéiert wéi d'Regierung an där dote Fro. Hei ass jo eng Course, fir virun d'Fernsehkameraen a virun de Mikro ze kommen. Déi Gréng si ganz staark doran, mä leider, mengen ech, dass se an deem heite Fall e bësse schnell reagéiert hunn. Et wier besser gewiescht si hätten déi Nuancen, déi se elo probéieren im Nachhinein an hiren Discours eranzubringen, vu vireran eigentlech an hir éischt Reaktioun och scho mat erabruucht.

Wann e gréngen Europadeputéierten hei dem Ëmweltminister virwerft e géif en Industriediscours féiere wéi an de 70er Joren, da géif ech gären dat Kompliment do ëmdréinen. Ech hunn den Androck, dass eis gréng Kolleegen hei amgaang sinn erëm an en Discours vun de grénge Fundamentaliste vun de 70er an den 80er Joren zréckzefalen; déi Zäit wéi se mat Birkenstock-Sandalen a gestréckte Pulloveren an Ziehharmonika hei an d'Chamber komm sinn, a wou se gären op d'Wirtschaft an op d'Industrie gedrescht hunn.

Ech hat gemengt déi Zäite wäeren eriwwer. Ech hat gemengt, déi lescht Joren hätt déi Gréng Partei probéiert sech am Beräich vun der Wirtschaftspolitik och en anert Gesicht ze ginn. Abee, ech muss soen, dass déi Mask hei vun hinne selwer erofgerappt ginn ass, an dass eigentlech dach an deenen éischte Reaktiounen, wou et drëm gaangen ass, mengen ech och - an dat dierf jo awer kee Feeler sinn -, d'Interesse vun der Lëtzebuerger Wirtschaft géigeniwwer aneren Institutiounen ze verdeedegen, se aus dem nationale Konsens erausgetratt sinn a se eigentlech probéiert hu parteipolitesch Polemik ze maachen.

#### (Interruption)

Dat fanne mir net gutt. Mir hätten eis gewünscht, dass déi Gréng - Selbstkritik ass natierlech net hir Stärkt - an deem heite Fall vläicht agesinn hätten, dass se falsch louche bei hiren iwwerschnelle Reaktiounen no där Décisioun vu Bréissel, an dass een hei awer dierf a muss niewent Ëmweltgesichtspunkten och deen een oder anere wirtschaftlechen Intérêt vun eiser Industrie, besonnesch hei, mat a Considération huelen, zumools well jo déi Zuelen, déi vun der Regierung op Bréissel geschéckt gi sinn, net einfach vun der Regierung erfongt gi sinn.

Déi fousse jo op enger ganzer Rëtsch vun Etüden, déi am Virfeld gemaach gi sinn an déi souguer kontradiktöresch an enger Rei vu Seminären diskutéiert gi sinn. An et war e relativ breede Konsens do, fir ze soen, dass dat realistesch Zuele sinn, déi der spezifischer Situatioun vun deene 15 Installatiounen do Rechnung droen an och eng kleng Marge nach loossen, fir eventuell kënnen an deenen nächste Joren nach emol en neie Betrib hei op Lëtzebuerg opzehuelen - wat jo awer mat eisen Aarbechtslosenzuelen och kee Feeler dierf sinn -, deen à la rigueur och nach kann zousätzlech CO<sub>2</sub>-Emissionsquoten opweisen.

Dat ass eiser Meenung no dee Sputt, dee mer brauchen, fir déi sozial Entwécklung hei zu Lëtzebuerg och wirtschaftlech nach dierfe virunzibréngen. Ech mengen also, dass een hei, wéi gesot, net dierf eesäiteg un déi dote Froen erugeen, an dass ee muss eng Pondératioun maache vun deenen eenzelne Kritären, déi een ze berück-

sichtige huet, wann een zu energiepolitesche Froen Stellung hält.

D'Etüden hu jo och gewisen, dass den Industriesecteur net dee Secteur ass, deen eigentlech déi meeschte Schold dréit un deenen héijen CO<sub>2</sub>-Emissionen, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn. Déi maache knapp 20% aus vun eise ganzen Emissionen. Mir wëssen, dass iwwer 50%, iwwert d'Hal-schent also vun den CO<sub>2</sub>-Emissionen, op den Transportsecteur hei zu Lëtzebuerg zréckzeféiere sinn. Et ass also do, wou een haaptsächlech usetze muss an deenen nächste Joren, an net sech focaliséieren op den Industriesecteur; och wann ech selbstverständlech der Meenung sinn, dass do nach e gewësse Potenzial ass. D'Etüden hunn dat och gewisen.

Mä d'Etüden hunn awer och gewisen, dass kee risegen Aspuerpotenzial méi am Industriesecteur besteet, well mer awer duerch d'Bank hei Betriber hunn, déi modern sinn, déi relativ rezent sinn. Déi hunn och misse relativ streng Norme respektéieren, och am Ëmweltberäich. Doduerch hunn déi eigentlech op eng relativ rezent Technologie zréckgegraff, déi schonn op Energieeffizienz ausgebaut ass, esou dass also do relativ wéineg ze huelen ass; am Géigesaz, wéi gesot, zu anere Secteuren, wou mer eis effektiv méi staark drop konzentréieren müssen.

Ech mengen, wat een dëser Regierung och onbedéngt zegutt hale muss, dat ass, dass se eng Rei vu wëssenschaftlechen Etüden intensivéiert huet, déi onbedéngt noutwendeg sinn, fir vun där reng theoretischer Diskussioun erauszekommen. Ech si jo och der Meenung, dass ee sech muss politesch Ziler ginn. Et muss een awer zu engem gewëssene Moment soen: Majo, wéi kënnen mer déi politesch Ziler do ëmsetzen? Wat heescht dat do an der Praxis, wa mer déi Ziler wëllen ëmsetzen? Wat ass technesch machbar? Wat ass wirtschaftlech machbar? Wat ass wëschenswäert an deem Ganzen? An da muss ee probéieren déi Begreffer esou wäit wéi méiglech zesammenzestrécken. Dat schéngt mer och selbstverständlech ze sinn.

#### (M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dat ass gemaach ginn andeem op Know-how vu spezialiséierten Instituter zréckgegraff ginn ass an deene leschte Joren, fir ebe genau erausgeschaffte wat mer eigentlech vu Potenzial zu Lëtzebuerg hunn, fir kënnen déi vun eis alleguerten a bluttnoutwendeg Reduzéierung vun den CO<sub>2</sub>-Emissionen an deenen nächste Joren dierchzeféieren. Well och mir sinn der Meenung - och wann dat schrecklech schwéier gëtt -, dass dee gréisstméiglechen Effort muss hei am Land gemaach ginn, an dass een dann an zweeter Instanz muss op déi aner komplementar Instrumenter kënnen zréckgräifen, déi déi Klimaschutzprotokoller virgesinn: „clean development mechanisms“, „joint implementation“ an Emissionshandel.

D'Regierung huet een éischte Moosnamepak décidéiert, dee mer zum Deel am Budget fir d'nächst Joer erëmfannen. Déi Moosname fanne mer och an engem aneren Text erëm, dee mer d'nächst Woch hei wäerten, denken ech, an der Chamber stëmmen. Et sinn also eng ganz Rëtsch vu steierleche Moosname besonnesch och op den Transportsecteur an op den Energiesecteur ausgeriicht. Déi kënnen schonn eng positiv Trendwell mat erbäiféieren an natierlech eng massiv Investitiounspolitik am Beräich vun öffentlechen Transport.

Et ass do, wou et wichteg ass, dass mer an deenen nächste Jore konkret virukommen, fir dass mer och deenen eenzelne Leit Alternativen opweise kënnen. Dat ass jo och déi Suerg, déi mir als Partei hunn, wa mer déi sozial Komponent wëlle berücksichtigen. A wa mer och wëllen de Verursacherprinzip dierchzéien, muss dat nach esou gemaach ginn. Da muss mer eis op jidde Fall iwwerleeë wéi mer dat kënnen esou gestalten, dass déi Leit, déi wéineg am Portmonni hunn, net futtiginn un esou enger ausschliesslech op Präisser ausgeriichte Politik.

Fir dass se dat eben net ginn ass et noutwendeg, dass se entweder vun enger anerer Säit Bähëllef kréien oder awer, dass se alternativ Méiglechkeeten hunn op déi se kënnen zréckgräifen a wou se dann deen doten Effort, dee verlaangt gëtt, och kënnen verkraaften. Et ass also wichteg, dass och de Konsument, besonnesch de klenge Konsument, mat esou enger Energiepolitik eens gi kann an net doduerjer an e soziale Misär eragedréckt gëtt.

Wichtig si mir och déi Décisiounen, déi d'Regierung scho preparéiert huet am Beräich vum Bau. De Bau ass niewent dem Transport nach e wesentleche Secteur, wou munches dran ass a wou mer nach e Poten-

zial vun Erspuerner hunn, wat den Energieverbrauch ueget. Duerfir si mir ganz staark fir déi nei thermesch Isolatiounsnormen, déi d'Regierung proposéiert, déi wäit ginn an déi eis also sécherlech virubréngen beim Neibau. Mä et ass awer och wichteg, dass mer Assainissementsprogrammer duerchzéie beim Albau - beim öffentliche Albau fir d'éischt, awer och dann herno beim privaten Albau -, dass mer déi néideg Moosnamen do virgesinn, fir dat och kënnen ze begleeden.

D'staatlech Bähillefe mussen also an deenen dote Beräicher verbessert ginn, an d'öffentlech Hand muss selbstverständlech - de Stat an d'Gemengen - mam gudden Beispill virgoen. Et geet net duer ëmmer mam Fanger op déi aner ze weisen, a mir selwer, wa mer d'Décisionne kënnen huelen, dann hu mir d'Reflexer net, fir u sech nei Standarden am Energieberäich och beim Bauen durchzusetzen.

D'Fro vun erneierbaren Energien ass och ganz wichteg. Och do ass vun dëser Regierung elo viru kuerzem, ufanks November, en Diskussionspabeier virgestallt ginn - duerfir ass d'Diskussion och nach net ofgeschloss doriwwer, déi geet jo eréisch un - iwwert d'Bestimmung vu Potenzialen an der Ausaarbechtung vu Strategien zu der verstärkter Notzung vun erneierbaren Energien hei zu Lëtzebuerg am Horizont 2020.

Och do gesäit een, dass deemno wéi een déi wirtschaftlech Kritären do applizéiert eis Potenzialer hei zu Lëtzebuerg och net enorm sinn. Si sinn do, mä si bréngen eis awer net onbedéngt an eng aner Welt eran, et sief dann et fréckelt een un deem Kritär vun der Wirtschaftlechkeet, wou sécherlech nach e gewësse Spurt besteet. Et ass eben un der Politik dann ze décidéieren, awéiwäit sech esou eng Politik nach wëllt méi kaschte losse wéi dat haut de Fall ass. Et ass eben dat, wat mer gemeinsam a ganz transparent an offen ënnereneen nach mussen an deenen nächste Méint diskutéieren.

Wat mer och gefäit ass sécherlech, dass sech am Beräich vu Biogasen, vun der Notzung vun der Biomass, ganz nei a ganz vill Initiative maachen. Och entsti virun allem konkret Projeten, zum Beispill, fir d'Biogasinjektoun an d'Äerdgasnetz ze maachen. An ech mengen, mer brauchen net ze betounen, dass och de Biofuel eppes ganz Wichteges ass, wou nach Margé sinn, déi mer hei zu Lëtzebuerg netze kënnen a wou d'Regierung net sollt fäerten Tacheles mat deene Leit ze rieden, déi d'Energieversuergung an deem Beräich hei zu Lëtzebuerg steieren, an do och déi néideg Punkten durchzusetzen, wat de Biofuel ueget.

Da schliesslech kënnt dee ganze Volet, wou mer eis Hausaufgabe musse maachen, do kënnen mer eigentlech net op aner weisen, dat ass: d'Formatioun, d'Berodung an d'Sensibiliséierung.

D'Formatioun vun deene Leit, déi mat neien Energietechnologien a Kontakt kommen, déi oft den éischte Kontakt och si fir d'Bierger, fir d'Gemengen, fir Leit, déi Bauträger vun eenzelne Projete sinn, déi den Know-how vläicht net hunn an déi musse kënnen op déi richtig Fachleit zrëckgräifen, fir och am Energiesector innovativ kënnen virzegoen. Mir mussen also am Handwierk, bei den Architekten, den Urbanisten, awer och beim Grand public déi Berodungsarbecht maachen, déi Formationsarbecht durchsetzen, an och a puncto Sensibiliséierung konkret kënnen virgoen.

Ech wär och frou, wa mer eppes kéinte fäerdeg bréngen, dat ass, dass mer déi Zilsetzungen, déi mer eis ginn hunn a sëlliche Pabeieren, bal national, bal europäesch, bal international, och Definitiounen, déi ëmmer erëm llicht anescht sinn, dass mer déi emol kéinten uniformiséieren an eis kloer Zilsetzung gi fir déi nächst Joren, an déi Zilsetzungen och mat konkrete Pläng ënnermauern, wéi mer dann déi eenzel Objektiver vu Reduzéierungen an deenen nächste Joren erreche kënnen.

Ech fannen och eigentlech d'Iddi, déi déi Gréng ervirbruecht hunn, fir e Monitoring anzeféieren, ganz richtig, well et huet keen Zweck, dass mer vun Ziler schwätzen, wa mer eis net och parallèll dozou Instrumenter ginn, fir ze kucke wéi wäit, dass mer an der Ëmsetzung vun deenen Ziler mat den Tëschenetappe sinn. Dat musse mer och maachen.

Ech sinn allerdéngs e bësse méi am Zweifel, ob een dofir elo erëm muss eng nei Institutioun hei grënnen. Mir hunn där schon esou vill, déi a leschter Zäit gegrënnt gi sinn. Do soll ee fir d'éischt emol kucken, ob vläicht eng vun deene besteende Institutiounen, déi mer hunn, déi natierlech och eng gewëssen Neutralitéit

huet, net schon esou outilléiert ass, dass se zousätzlech kënnt déi Aufgab vum Monitoring maachen, wat de Klimaschutz an d'Energiepolitik hei zu Lëtzebuerg ueget.

Wichtig ass - ech betounen et nach eng Kéier -, dass mer vun deenen theoretischen, abstrakten a politeschen Zilsetzungen och eng praktesch Ëmsetzung kréien, also, wéi et op gutt Lëtzebuergesch heescht, Neel mat Käpp an deenen nächste Jore maachen.

Ech wollt nach e puer Schwéierpunkten ervirsträchen aus der Siicht, déi d'sozialistesche Fraktioun vun där doter Problematik huet, dat heescht eng Bestriewung, déi mer mussen hu fir Lëtzebuerg an europawäit: d'Reduzéierung vun eiser Ofhängegkeet vun de fossilen Energieträger, an natierlech elo ganz kloer d'konsequent Forderung op alle Plaze vun Energieeffizienz, Energiespueren an erneierbaren an och eventuell neien Energieformen.

Bei deenen alen traditionellen Energien, wat jo meeschtens fossil Energie sinn, déi nach do sinn, géllt et awer derfir ze suergen, dass mer do Produktiounsinstrumenten hunn, déi dem leschte Standard entsprechen, an net mat alen, verknaschten Instrumenten op deem dote Punkt an Europa weiderfuere. Do muss een also och probéieren esou wäit wéi méiglech modern a propper Installatiounen an der Iwwergangsphas ze kréien, bis d'Ofhängegkeet da kloer reduzéiert ginn ass.

Fir d'LSAP ass d'Atomenergie keng adequat Äntwert op d'Klimaerwärmung. Dat wëll ech och an aller Däitlechkeet soen. Esou wéi mer eis Vergaangenheet och am Dossier Cattenom net reniieren, vu Rémerschen, Pardon. Et war eng knapp Ofstëmmung. Ech hu se als Bouf verfollegt. Et war den éischte Parteikongress un deem ech deelgeholl hunn. Ech hunn dat sécherlech och verhalten.

Mä ech mengen, dass déi Haltung, déi mer zu Rémerschen haten a spéiderhin och zu Cattenom - et ass jo dee Match, dee verluer gaangen ass, den awer gefouert ginn ass -, richtig war. Eis Partei ass eigentlech houfreg op déi do Episod an hirer Geschicht. Ech mengen, dass et nach wie vor déi richtig Décisioun war, fir deemools Neen ze soen an net mat op deen dote Wee ze goen, och wann d'Fransousen eis herno net vill Respekt gezollt hu fir déi couragéiert Haltung, déi Lëtzebuerg sengerzäit un den Dag geluecht huet.

Mir sinn der Meenung, dass een den Däiwel net ka mam Beelzebub ausdriewen, a wann de Problem Klimaschutz besteet, dass d'Äntwert net kann dora bestoen, dass mer elo iwwerall an der Welt soen: Elo baue mer dann erëm iwwerall Atomreakteren op. Dat kann d'Äntwert net sinn, well a puncto Sécherheet, a puncto Sanéierung an och a puncto Entsuerung vun den Offäll herno vun Installatiounen, ass nach keng richtig Léisung fonnt ginn.

Duerfir ass d'Positioun vun eiser Partei an där dote Fro ganz kloer. Mir setzen eis an, besonnesch och op europäischem Plang - an d'europäesch Sozialisten hunn dat op hirem leschte Kongress zu Porto virun e puer Deeg gemaach - fir eng nei industriell Revolutioun an Europa, déi opgebaut ass op Energieeffizienz, op intelligent Notzung vun de Ressourcen, déi den Ökoindustrien, den Ëmwelttechnologien vill Plaz mécht; deenen Technologien, déi eben de Betreiber hëllef Energie ze spueren, och erneierbar Energien. Alles dat ass schrecklech wichteg. Alles dat ass haut Spätzentechnik, och Spätzewirtschaft. Dat kann awer nëmme bestoen, wa mer ronderëm deen dote Beräich eng Forschung opbauen, wa mer eis och hei zu Lëtzebuerg probéieren en eegenen Know-how ze ginn an deenen doten neie Wirtschaftssektoren, a wa mer och allgemeng gutt Kaderbedingungen hei zu Lëtzebuerg behalen, wat d'Uplanzung vun neie Betreiber an eise Land ueget.

Dat kléngt alles gutt. Verschidde Riedner sinn och gëschter an der Debatt ronderëm de Budget drop agaange wéi wichteg et wär dat doten ze maachen. De Problem ass just bei deem Ganzen, dass mer eis d'Saach e bëssen ze einfach maachen, well méi an déi dote Secteuren investéiert misst ginn. Et misst een där Zorte vu Betreiber kréien. Déi huet wierklech all Mënsch an Europa. Et ass e bëssen de Pech, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn, dass mer mengen, mir hätten elo wierklech d'Wourecht do entdeckt a mir wären déi Eenzeg, déi do runner schaffe géifen, fir déi dote Betreiber hei bei eis an d'Land ze kréien.

Abee, deen doten Effort gétt vu praktesch alle Länner hei an Europa gemaach, well si natierlech och déiselwecht Analys gemaach hu wéi mir hei zu Lëtzebuerg. Et ass erkannt ginn, dass dat dote Secteure sinn, déi sech

nach staark wäerten an deenen nächste Joren entwéckelen, wou nach en immense Potenzial vun Entwécklung drastécht. Mir mussen also nach kucken, dass mer awer och konkret Argumenter hunn, fir déi Betreiber hei op Lëtzebuerg ze bréngen. Do runner muss sécherlech nach an deenen nächste Jore geféilt ginn.

Mir sinn och der Meenung, dass déi Lëtzebuerger Energiepolitik sech an en europäesche Kader muss erantegréieren. Mir si fir en integréierten Energiemaart an Europa, deen op de Prinzipien vun der Solidaritéit a vun der Kooperatioun tëschent de Länner opgebaut ass. Dofir si mer och fir Netzer, déi eigentlech interconnectéiert sinn hei an Europa.

Mir mussen oppasse wéi mer un d'Ëmsetzung vun deene leschten Direktive ginn, wat d'Liberaliséierung vun de Mäert beim Stroum an der Energie an Europa ueget. Dat si jo zwee Punkte bei deene mer nach am Detail wäerten d'Freed kréie se an der Kommissioun an dann och am Plenum ze diskutéieren. An ech si schon der Meenung, dass mer do sollten dee Spillraum netzen, dee mer als Lëtzebuerg hunn, fir eng Rei vun Akzenten bei där doten Ëmsetzung ze setzen, am Interess vum Konsument, am Interess vum der Ëmwelt, am Interess och vum Standuert Lëtzebuerg.

Wichtig schéngt et mer ze sinn, dass mer effektiv Suerg droen, an dat och konkret ëmsetzen, dass d'öffentlech Hand d'Kontroll kritt oder d'Kontroll behält iwwert d'Netzer beim Transport a bei der Distributioun. Dat schéngt eis immens wichteg ze sinn, well mer och an Zukunft wëlle landeswäit Netzer hunn. Mir wëllen net hunn, dass déi fest Strukturen u sech engem kuerzfristige Profit géifen ausgelievert sinn. Et ass scho wichteg, dass also do d'öffentlech Hand d'Soe behält, an dann och mat dem néidege Sënn fir den öffentliche Intérêt d'Wartung an den Opbau vun deenen doten Netzer och an Zukunft ka maachen. Eis Suerg muss et sinn, dass mer déi néideg Transparenz an dee ganze Beräich era-kréien.

#### **(M. Jos Scheuer prend la Présidence)**

Eng Iddi, déi eis Ënnerstëtzung fénn, ass och déi, dass mer et an Zukunft musse fäerdeg bréngen, d'Energie ze kennzeichnen, dass mer also den Ursprung vun der Energie kënnen zrëckverfollegen. Och dat gehéiert an eisen Aen zur Transparenz. An dat ass eppes, wat sécherlech net einfach gétt.

Wa vun „unbundling“ geschwat gétt, misste mer och probéieren an eisen nationalen Energiestrukturen e bëssen en „unbundling“ fäerdegzibréngen, well mer do awer zimlech Querverbindungen lénska riets an eiselem Organigramm vun den Energiebetreiber hei zu Lëtzebuerg erëmfannen. Och wann et net einfach ass, misst ee probéieren do op jidde Fall Interessenkonflikter an deem Ganzen ze eliminéieren an och do op propper Strukturen hei zu Lëtzebuerg opzebauen.

An déi lescht Suerg, déi mer hunn, dat ass effektiv déi vun der Roll vun de Gemengen, wou mer déi Meenung hunn, dass d'Gemenge schon eng Roll am Energieberäich ze spillen hunn; net nëmme am Beräich vun der Energieberodung, wat scho wichteg ass, mä och an der Planung an hirer Gemeng. Do kënnen d'Gemenge ganz vill maachen.

An et war sécherlech, mengen ech, net klug, dass mer bei där leschter Iwwerarbechtung vum Gesetz iwwert d'Entwécklung vun eise Gemengen, hinnen eigentlech och déi Kompetenz an der Planung fir Energiefroen net mat erageschriwwen hunn. Et schéngt mer allerdéngs wichteg ze sinn, dass mer och kënnen esou Bestëmmungen an eis Baupläng eranhuelen an esou Bestëmmungen och vun Energieversuergung op lokalem Plang imposéiere kënnen, wa mer och wierklech wëlle regional a lokal konkret um Terrain an Energiefroen virkommen.

Ech wëll net méi am Detail hei op aner Froen agoen. Mir kréien nach Geleeënheet dat ze maachen.

Den Här Kox huet virdu kritiséiert, dass an der Kommissioun gesot gi wär, mer géifen den Transportsector hei aus der Diskussion ausklameren. Ech wëll dat e bësse richtegstellen an an dat richtegt Licht réckelen. Selbstverständlech ass gesot ginn, et kann och jiddereen hei am Plenum zu deene Froe Stellung bezéien.

Et ass eis drëm gaangen, dass mer an eise Virbereedungsarbechten an der Kommissioun, wou mer schon en Hearing haten, wou mer eng Dose Leit an den Institutiounen héieren hunn, eis net ëmmer erëm an nei Aspekter vun den Energiefroen verzettelen, mä dass mer eis an eise Virberee-

ungsarbechten op déi Froe vun de Strukturen konzentréieren, op déi Froe vun der Energieéscherheet, vun der Qualitéit vun der Energiezesummesetzung. Mir hunn och als Wirtschaftskommissioun gemengt, dass dat eigentlech eis Grondkompetenz wär a mir eis wa méiglech, wéi gesot, an eise Virbereedungsarbechte sollten dorobber beschränken. Mä selbstverständlech si mer eis allegueren eens, dass den Transportsector e wesentleche Facteur - ech hunn et jo selwer virdrun ervirgehuewen - bei enger ganzer Energiestrategie duerstelle muss.

Zum Schluss wëll ech kuerz op den Text vun enger Motioun zrëckkommen, déi ech preparéiert hunn opgrond vun deenen Diskussiounen, déi mer an der zoustänneger Wirtschaftskommissioun vun der Chamber haten, respektiv opgrond vun där enger oder aner Ausso, déi d'Parteien a leschter Zäit zu Energiefroen gemaach hunn a wou ech eigentlech probéiert hunn hei net d'Differenzen tëschent deenen eenzelne Parteien erauszeschielen, mä probéiert hunn d'Gemeinsamkeiten tëschent deenen eenzelne Parteien an engem Text zesummenzibréngen, wat déi zukünfteg Ausrichtung vun der Energiepolitik hei zu Lëtzebuerg ueget.

Dir fannt eng Rei vun deene Punkten erëm, déi ech schon am Numm vu menger Fraktioun hei duergeluecht hunn. Ech mengen, dass mer hei sécherlech kee revolutionären Text virleien hunn, mä et weist awer, dass mat allen Divergenzen, déi een op deem engen oder anere Punkt huet, et awer och ganz vill Gemeinsamkeiten an der Energiefro gétt, wat déi Ausrichtung ueget. Dat eleng scho feststellen, mengen ech, war et d'Méi wäert, dass ee probéiert huet hei en Text ze maachen, deen an déi dote Richtung geet.

Vun alle Fraktiounen a vun alle Sensibilités politiques ass mer gesot ginn, dass se deen heiten Text kënnen deelen, mat Ausnahm vun der grénger Fraktioun. Haut de Moien, et ass allerdéngs relativ spéit gewiescht, muss ech soen, den Text louch schon zënter dem Freideg de Fraktioun vir...

» **Une voix.** - Deen huet schon erëm geännert.

» **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo. Den éischten Text louch de Freideg vir. Den Ëmwelttext hu mer gëschter ëmgeännert opgrond vun den Amendementen, déi mer vu sämtleche Fraktiounen kritt hu, just net vun der grénger Fraktioun. Déi huet mer de Moien ee virgeluecht.

Ech mengen, wat si stéiert - fir dat just ze soen - ass déi Fro, déi mer och elo schon hei diskutéiert hunn an deenen eenzelnen Interventiounen, wat den Allocationsplang vun der Lëtzebuerger Regierung ueget, deen op Bréissel geschéck ginn ass. Hei an der Motioun steet dran, an dat war d'Propositioun vun deene meeschte Parteien, mat Ausnahm vun deene Gréngen, dass eigentlech des Parteien, déi hei an der Chamber vertrat sinn, d'Regierung ënnerstëtze bei hire Verhandlungen, déi se mat Bréissel féiert, fir dass den Allocationsplang, dee se eragereecht huet, och sollt vu Bréissel akzeptéiert ginn.

Bon, déi Gréng hunn eng aner Meenung an deem dote Punkt, dont acte, mä ech hoffen trotzdem, dass déi Motioun op eng breet Zoustëmmung hei am Parlament stéisst.

#### **Motion 4**

- *Considérant que la politique énergétique constitue un élément important pour le développement économique du Luxembourg;*

- *considérant que notre pays doit dès lors se doter d'une stratégie intégrée poursuivant trois objectifs principaux: la sécurité d'approvisionnement, la prise en compte de l'impact environnemental, local et global, et la compétitivité;*

- *considérant que cette stratégie doit incorporer les questions liées à la production, à la commercialisation, au transport et à la distribution de l'énergie;*

- *considérant qu'elle doit s'inscrire dans une optique de long terme et contribuer à la réalisation d'un marché européen commun de l'énergie au sein de l'Union européenne;*

- *considérant qu'une telle politique énergétique soutenable doit réserver une large*

part au renforcement de l'efficacité énergétique et à la promotion des énergies nouvelles et renouvelables;

- considérant que le Luxembourg doit continuer à définir des objectifs ambitieux en matière d'efficacité énergétique et d'utilisation des énergies nouvelles et renouvelables;

- considérant qu'il y a lieu d'adapter les structures existantes dans le domaine énergétique pour faire face aux nouveaux défis découlant de la libéralisation des marchés de l'énergie en Europe;

- considérant qu'il importe de créer un environnement favorable au développement de nouvelles technologies dans la production et l'utilisation rationnelle de l'énergie, de réduire notre dépendance énergétique par rapport à l'étranger, et de favoriser un changement de mentalité auprès des consommateurs, et de garantir que l'énergie produite, importée ou consommée reste pour chacun disponible et économiquement accessible;

la Chambre des Députés

- encourage le Gouvernement à élaborer sur la base des études existantes et des conclusions politiques qui en découlent, une stratégie énergétique à long terme intégrant l'ensemble des considérations d'ordre énergétique, économique, écologique et social, comportant des objectifs à atteindre, ainsi qu'un plan de réalisation;

- demande au Gouvernement de soutenir tous les efforts en vue de réduire la dépendance énergétique de notre pays, tout en tenant compte des engagements pris dans le cadre des accords de Kyoto;

- souhaite que les pouvoirs publics prennent les dispositions utiles afin de mettre en place les structures nécessaires pour avoir un contrôle sur les réseaux de transport et de distribution de l'énergie pour garantir une fourniture nationale adéquate, à des prix compétitifs, et de bonne qualité;

- invite le Gouvernement à assurer la sécurité de l'approvisionnement du pays en énergie en misant entre autres sur le renforcement des capacités de stockage de produits pétroliers;

- demande au Gouvernement à apporter son soutien à la création d'un marché européen intégré de l'énergie comportant une interconnexion des réseaux et garantissant un accès juste au réseau;

- considère que le recours croissant à l'énergie nucléaire ne constitue pas une réponse valable aux défis environnementaux globaux dans la mesure où les questions liées à la sécurité et au traitement des déchets radioactifs ne sont pas résolues de façon satisfaisante;

- invite le Gouvernement à garantir un accès équitable aux réseaux de gaz naturel et d'électricité à tous les producteurs d'énergie et notamment les producteurs d'énergies renouvelables;

- invite le Gouvernement à soutenir les investissements en énergies nouvelles et renouvelables et l'utilisation rationnelle de l'énergie au-delà de l'année 2007, en fournissant un cadre défini et durable aux investisseurs dans le domaine énergétique;

- encourage le Gouvernement à promouvoir l'étude et le développement de technologies de l'énergie modernes, notamment en vue de faciliter l'implantation d'entreprises du secteur des ecotechnologies au Luxembourg;

- demande que l'ensemble des mesures envisagées par le Gouvernement dans le cadre de son plan d'action de lutte contre le changement climatique soient réalisées en vue d'utiliser pleinement le potentiel de réduction d'émissions de CO<sub>2</sub>;

- soutient le Gouvernement dans sa détermination à défendre son plan national d'allocation de quotas d'émission de gaz à effet de serre 2008-2012 en tenant compte de la situation spécifique de l'industrie luxembourgeoise;

- demande au Gouvernement de renforcer les activités de formation et de conseil en matière énergétique destinées aux entreprises, aux communes et aux particuliers en accentuant leur dimension régionale et locale.

(s.) Alex Bodry, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Marcel Sauber, Jos Scheuer.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Hâr Bodry. Den nächste Riedner ass den Hâr Goerens. Hâr Goerens, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Charles Goerens (DP).** - Merci, Hâr President. Dir Dammen an Dir Hâren, bei der Energiedebatt hei froe mer eis natierlech: Vu wat fir enger Zäitachs schwätze mer? Ass et d'Zäitachs 2006-2008? Ass et d'Zäitachs 2006-2012? Ass et déi bis 2020 oder bis 2050?

Wa mer iwwert d'Renten diskutieren, da kucke mer dat natierlech à l'horizon 2050, well mer wellen natierlech alleguer der nächster Generatioun hir Existenz ofsécheren, déi dann an de Pensiounsalter kënn.

Wa mer och wellen där Generatioun, déi nach net an der Pensioun ass, hir Existenz no 2050 ofsécheren, da musse mer och aus der Energiedebatt eng Reflexioun maachen, déi sech op der Zäitachs vun elo bis 2050 beweegt. Dat huet mat Sécherheet mat Approvisionnementemter ze dinn, et huet awer och virun allem mat der Maitrise vun den Nofolgen ze dinn; mat der Maitrise vun den CO<sub>2</sub>-Emissiounen ënner anerem.

Ech wollt och direkt op dem Hâr Bodry seng lescht Remarque agoen, wou hie begréisst huet, datt déi meescht Fraktiounen hei an der Chamber d'Regierung bei dem Allocationsplang ënnerstëtzen, esou wéi se en op Bréssel eragereecht huet. Ech wëll do just eng Nuance eraflécken.

Mir ënnerstëtzen déi Démarche, well eng Partie Beriber net kënnen mat der Décisioun vu Bréssel liewen, aus där ganz einfacher Ursach, well 2005 als Basisjoer geholl gëtt, fir d'Emissiounen ze rechnen. Wëssend, datt et do Beriber goufen, déi mat enger ganz limitierter Capacitéit geschafft hunn, mat 30 respektiv 50%, kann dat d'Basis net sinn. Dat huet eppes mat Nohaltegkeet ze dinn oder mat Verstouss géint d'Nohaltegkeet, well wann een déi Existenz menacéiert, wann een deene Leit, déi an deene Beriber schaffen, mam Broutkuerf wénkt - an dat kënn d'Resultat si vun der Décisioun vu Bréssel, sollt se definitiv ginn -, da kann dat vun eis net akzeptéiert ginn.

Ech hat gëschter schon d'Geleeënheet, fir ze soe wat ech vun der Aschreibung vun enger eventueller TGV-Zentral mat engem Emissiounsvolume vun CO<sub>2</sub> vu 500.000 Tonnen halen. Ech mengen, dat ass geféierlech, well mer, sollte mer nach esou eng TGV-Zentral op Lëtzebuerg kréien, nach eng Kéier 5% vun eisem Emissiounsvolume beusprochen, dee mer bluttnoutwendeg brauche fir aner Secteuren. Ech mengen, dorop kënnen mer wierklech verzichten.

Ech soen och nach eng Kéier firwat. Wa mer dat do am Allocationsplang als Reserve bestoe loossen, dann ass et ganz gutt méiglech, datt esou eng Zentral dovunner profitéiert. An da gesinn ech wierklech keen Argument an der Kommodo-Gesetzgebung mat deem een e gudder Projet kënn ofblocken, au motif datt eis Allocationsplang, déi mer kritt hunn, net duerginn. Well och déi, déi zu Esch-Belval steet, ech soen et nach eng Kéier, déi huet d'Kommodosprozedur duerchlaf, an zu Recht. Et gouf keen Argument, fir se ofzelehnen, well hire wëssenschaftleche Stand, deen huet absolut de gréisste Performancen entsprach an och déi gréissten Erwaardunge voll a ganz erfüllt. Ech wollt déi Nuance awer erabréngen, wa mer iwwert d'Ennerstëtzung vun der Regierung an deene Verhandlungen schwätzen.

Ech hat par conter eng aner Ennerstëtzung eng Kéier hei ugemellt, dat war déi, fir de Minister Lux mat mengem Virgänger Bodry zesammen ze ënnerstëtzen, datt mer zu Bréssel en Emissiounsvolume kréie vun 72% vu 14 Milliounen Tonnen, an net vun 12,8 Milliounen Tonnen, well déi Décisioun, déi 1998 zu Bréssel geholl ginn ass a wou Lëtzebuerg do och säin „share“ kritt huet am Kader vun der Gesamtdémarche vun der Europäescher Unioun, déi deemools nach aus 15 Mitgliedsstater bestan huet, dat war präzisément déi politesch Ausso, déi eis 72% Emissiounsvolume vun eppes iwwer 14 Milliounen Tonnen garantéiere sollt.

Ech maachen déi Parenthesen zou. Ech hunn et just nach eng Kéier rappéléiert, well oft an enger Debatt, déi esou vill mat Detailler gespéckt ass, ass et net ëmmer evident, fir do nach dat Wesentlech vun deem Onwesentlechen ze trennen.

Ech hu gesot, Energiepolitik huet mat Sécherheet an och mat Maitrise vun Emissiounen ze dinn. D'Sécherheet vun Approvisionnementemter ass mëttlerweil den Haaptmobil vun der chinesescher Aussepolitik.

D'ganz chinesesch Afrika-Politik ass just fokusséiert op d'Ofsécherung vun den Energie-Importer. Dat gesi mer am Sudan. Dat gesi mer am Kongo. Dat gesi mer am Nigeria. An alles wat sech deem Zil net ënneruerdnet, fënnt och am Fong keng Plaz an der chinesescher Aussepolitik.

Deem entgéintzehalen ass awer déi europäesch, jiddefalls um Niveau Afrika, well déi awer nach eng intelligent Conditionnalitéit an hir Kooperatioun mat Afrika abaut, wou et och nach ëm eppes geet wéi Mënnscherechter, wat anerer manner ze interesséiere schéngt.

D'Sécherheet vun eisen Netzer muss virun ausgebaut ginn. D'Risiko mussen ofgefiedert ginn. Sécherheet kann een awer och errechen duerch méi Spueren. Wann ee wëllt muer méi sécher Approvisionnementemter hunn, da muss een an där Hisiicht datt gréisste Potenzial mobiliséiere wat et gëtt, nämlech dat vun den Energiespuermoossnamen.

Ech wollt déi Interventioun hei ganz kuerz halen, Hâr President, fir nach eng Kéier drun ze erënneren, datt Energieversuergung, Energiesécherheet, Energieproduktioun also mussen op enger ganz laanger Zäitachs gesi ginn, an et muss ee wëssen: Wat kann d'Politik maachen? Wat muss d'Politik maachen? Wat geschitt, wat geschitt net?

Dat wat net geschitt de Moment ass dat wat net direkt vun Maart als Léisung sech quasi imposéiert. Mir kënnen awer de Maart an där Debatt eleng net ausschalten. Mir kënnen en awer och net eleng gewärde loossen, well ech gleewen och, wéi den Henri Kox dat gesot huet a senger Introduktioun, datt dat hei och eppes mat Voluntarismus ze dinn huet. Nei Weeër goen an der Energieproduktioun, an der Energieversuergung, huet näischt mat Fatalitéit ze dinn, mä au contraire mat enger ganz zolitter Portioun Voluntarismus. Mir waarden och op déi Etüd, déi soll erauskommen an déi d'Energiepotenzialer soll inventéieren, déi et gëtt, notamment an deenen alternativen Energien.

An ech wollt och elo, ier ech zum Schluss kommen, mech nach eng Kéier referéieren op eng ganz interessant Sitzung, déi mer de Moien an der Agrarkommissioun haten, wou och de Vertrieeder vu Convis war, dee fir eefle Organisatiounen e Projet ausgeschafft huet iwwert d'Méiglechkeeten, déi et am Beräich vun der Biomass gëtt, fir ze soen: Dat do ass wierklech e Beispill, datt een dat do och kann ouni Fatalitéit ugoen. Hei musse mer effektiv voluntaristesches virgoen, an et kënn virun allem...

**(Interruption)**

Wat gelift, Hâr Gira?

... an et kënn virun allem op d'Method un, wéi mer dat do wellen duerchkréien.

Ech si ganz frou - an ech hunn dat de Moien och an där Kommissioun nach eng Kéier rappéléiert -, datt mer gëschter praktesch en Accord hei fonnt hunn iwwer e Wee wéi mer wëlle virgoen no 2009 an der Haushaltskonsolidéierung. An zwar deen, datt mer den nationalen Nohaltegkeetsrot chargéiere mat engem Plang, mat engem Avis iwwert d'Evolutioun vun de finanziellen Aggregater. A wa mer deen hunn, esou wéi et an där Motioun steet, 2008, da kënnen mer och 2009, nodeem déi klassesch Playere sech domat ofginn hunn, eis eens gi wat mer maachen.

An ech géif och d'Plaz, déi déi Gréng hei virgesinn hu fir eng Energie-Agentur, an deem Kader placéieren. Duerfir ënnerstëtze mer déi Motioun haut net, well et menger Meenung no nach verfréit ass. Et soll ee kucken, wéi mer, opgrond vun deenen Avisen an deenen Diskussiounen, déi mer dann hei kréien, eis kënnen op deem dote Wee institutionell organiséieren.

Dat heescht net, datt een elo näischt Verstänneges maachen a bestehend Modellen ausbaue kann. Et si jo och schon Usätz do. An d'Gemenge konnte jo och scho bis elo ënnerstëtzt ginn. De Beweis ass jo och do, datt zum Beispill d'Gemengen, déi eng beispillhaft Roll ze spillen hunn an deem dote Secteur, eng Leaderroll an deem dote Secteur ze spillen hunn, absolut dat kënnen maachen.

Just - an et ass schued am Fong, datt den Innenminister net hei ass - kommen oft vun enger Sait Bremsen, déi op där Plaz awer wierklech näischt méi verluer hunn. Wann ee wëllt hunn, datt d'Gemengen hir Roll do spillen, da muss een och d'Gemengen, déi verstänneg Virschléi hunn, encouragéieren, amplat datt se do ofgebremst ginn.

**(Interruption)**

Et wier gutt, wou mer alleguer de Mëtteg praktesch, ouni d'Wuert ze nennen, awer vu

Paradigmewiessel geschwat hunn, wa mer am Fong och ufänke géifen ëmzedenken an net mat Mëttelen aus dem 19. Jorhonnert Politik maache vum 21. Jorhonnert.

D'Froen, déi bleiwen, si souwisou komplizéiert genuch. An ech mengen, déi puer konkret Initiativen, déi elo um Dësch leien an déi an den nächste Jore sech wäerte konkretiséieren, déi weisen, datt et enorm vill Méiglechkeete gëtt hei am Land, fir an där doter Hisiicht virunzekommen, fir effektiv Neel mat Käpp ze maachen.

D'Potential vun der Biomass ass reell an et geet a Beräicher, wa mer do eng Kéier d'kritesch Mass erreicht hunn, da komme mer do an de Benefits vun der Economie d'échelle. Mir mussen dat hei zu Lëtzebuerg maachen. Anerer mussen dat och bei sech maachen, fir datt mer och kënnen an där Hisiicht e Maximum vun alternativen Energië verwierklecht kréien. Dat ass eng Erausforderung fir déi nächst Zukunft: Net nëmmen eleng sech op de Maart baséieren, ofgesinn dovunner, datt de Maart verfälscht ass, well d'Nofolgekäscht bei deene meeschten Energien net gerechent ginn.

Ech wollt och e Wuert zur Atomenergie soen. Do si mer direkt an enger ideologescher Diskussioun. Toujours est-il, datt et wouer ass, datt d'Atomenergie awer trotzdem eng Partie CO<sub>2</sub>-Emissiounen prevenéiert. Op där anerer Sait, an duerfir ass se jo och zu Rio net zréckbehale ginn als nohaltig Energie, well keng Maitrise do ass vun den Déchetten, vun der ganzer Problematik vun den Déchetten. An och d'Befürworter vun där selwechter soen, datt et nëmmen eng Energie de transition ass an datt dat och à l'horizon 2050 jiddefalls souguer fir déi, déi nach haut op d'Atomenergie setzen, se keng Alternativ méi ass, jiddefalls keng gangbar Méiglechkeet fir déi ganz wäit Zukunft.

Wann ech soen, datt et en enormt Potential gëtt an der Biomass, da soen ech, wie Potential seet, seet och Limiten. Mir kënnen net alles maachen. An deem ganze Mix vu Prioritéiten, déi heeschen: spueren, d'Produktioun vun alternativen Energien, d'Promotioun vum Faktor 4, zweemol méi maache mat zweemol manner Inputer, dat ass alles richteg, mä do muss een och direkt hannendrop soen, datt, wann et Limité gëtt - zum Beispill an dem Ausbau vun den alternativen Energien, bedéngt duerch de Gebrauch vu Biomass -, da muss een och op déi aner Méiglechkeeten nach higoen.

Ech bedauern e bëssen, datt déi ganz Energie solaire ënnergeet. Ech mengen, datt déi och en enormt Potential huet. Datt se ënnergeet, datt se net méi konnt esou virulafen, wéi ech se selwer ugefaangen hunn, ginn och gären zou, well si war net ze finanzéieren, an duerfir hunn ech selwer e Reglement geännert. Mä datt se awer elo praktesch ënnergegang ass, dat ass awer ze bedauern.

An ech schwätzen emol net eleng vun der Fotovoltaik. Ech mengen et gëtt eng aner thermesch Solarenergie, déi enormt Potential huet, datt hei zu Lëtzebuerg zimlech broochläit, obschonn et Méiglechkeete gëtt fir se ze förderen. Do hu mer et effektiv entweder mat enger Absence de volonté ze di bei de Privatleit, déi doranner sollen investéieren, oder et ass e Mangel un Informatioun oder et ass béides mateneen.

Duerfir mengen ech, mat engem Ausbau vun de Réseaux de vulgarisation, dee mer ugefaangen hunn, misst ee scho kënnen an enger éischer Phas de Gros vun de Schied ofwieren. An ech mengen am Réidener Kanton ass ugefaange ginn domat; dat ass e Modell, deen een absolut och ausdehne kann op aner Géigenden, ouni schrecklech grouse Personalopwand. Et kann een do systematesch virgoen an d'Leit emol opmierksam maachen op déi Méiglechkeeten, déi et gëtt.

Mä, ech mengen, den Haaptdefi nieft der eigentlecher Promotioun vum Spueren a vun alternativen Energien ass d'Method, déi mer eis ginn. Duerfir nach eng Kéier: Wa mir et hirkéien an eng gutt kohärent organiséiert Debatt iwwert den Développement durable maachen, mengen ech, da kënnen mer weinstens een Deel vun deenen Erausforderungen opgräifen a vun deenen Engagementemter erfüllen, déi mer zu Bréssel geholl hunn a puncto Produktioun vun alternativen Energien an och a puncto Maitrise vun den CO<sub>2</sub>-Emissiounen.

Dat ass net vun haut op muer ze bewältigen. Do kann een nëmmen etappeweis virgoen. Ech mengen, datt déi Wett ka gewonne ginn, wann och déi Mécanismes de flexibilitéit, wéi se am Kyoto-Protokoll ageschriwwen sinn, beusprocht ginn. Virun e puer Joer huet ee sech missen entschëllegen, wann een dat Wuert an de Mond geholl huet; haut gesäit awer jiddefereen an, datt et ouni dat net geet. Et geet net ouni

datt, an et ass och gutt, datt et net oui dat geet, well soss hätte mir keng Méiglechkeet, fir eise Commitments nozekommen.

Duerfir ass, a mäi Virriedner huet dat och nach eng Kéier gesot, de Recours op d'„joint implementation“ menger Meinung no ee Moyen, dee mat dat gréisste Potenzial huet. Et mécht Sënn, well een direkt, konkret duerch Moosnamen, déi een engagiert, op d'Reduktioun vun CO<sub>2</sub>-Emissionen kann awierken.

Dat gesot, Här President, wollt ech den Accord vu menger Fraktioun gi fir déi Motioun, déi d'Kommissioun zesummen ausgeschafft huet. Déi éischt Motioun vun deene Grénge kënnen mer net matdroen, par conter déi zweet an déi drëtt Motioun, déi den Här Kox hei am Numm vu senger Fraktioun age-recht huet, fannen eis Ennerstëtzung.

**» M. le Président.**- Merci, Här Goerens. Den nächste Riedner ass den Här Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

**» M. Robert Mehlen (ADR).**- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer iwwer Energie an Energiepolitik schwätzen, da wësse mer, datt d'Vefügbarkeet vun der Energie d'industriell Entwécklung vun eiser Gesellschaft iwwerhaapt eréischt méiglech gemaach huet. A mir wëssen och, datt d'Vefügbarkeet vun der Energie determinant wäert bleiwe fir d'Weiterentwicklung vun der Mënschheet an domadder selbstverständlech jo och vun eise Land.

Mir wëssen, datt Lëtzebuerg extrem ofhängeg ass vum Energieimport, well eise eegge Potenzialiteiten extrem begrenzt sinn, an déi, déi mer hunn, och nach nëmme deelweis déelopéiert sinn. Generell kann ee soen, datt d'intelligent Léisung vun der Energieproblematik iwwert d'Schicksal vum Globus a vun der Mënschheet entscheet. An ech wëll, obscho meng Zäit limitéiert ass, probéieren am Schnellgang d'Energiefro enner siwen Aspekter ze kucken:

1. genügend Verfügbarkeet, dat ass fir eis gréisstendeels den Import, awer och den Développement vun eegener Produktioun;
2. d'Sécherheet vun der Versuergung, och a Krisenzäiten;
3. d'Wirtschaftlechkeet, de Präis an eis Konkurrenzfähigkeit sinn do am Spill;
4. de Klimaschutz, Stéchwuert Kyoto an no Kyoto;
5. - dat leet sech doraus of - d'Energie-spueren, d'Energieeffizienz;
6. Eegepotenzial an d'maximal Entwéckelen an Notzen, an
7. zum Schluss nach vläicht ee Wuert iwwert d'Nuklearenergie.

Genügend Verfügbarkeet: Mir sinn a mir bleiwen op länger Siicht ofhängeg vum Import. Mir wäerten eis wahrscheinlech ni ganz kënnen dovunner lassmaachen. Duerfir brauche mir eng europäesch Strategie. Mir brauchen eng gesamteuropäesch Energiepolitik. Et ass ënnert deem Aspekt, wou mäi Grupp déi Attitud och voll a ganz ennerstëtzt, mä mir brauchen als Land eng laangfristeg Strategie, fir esou wäit wéi méiglech vun Importer onofhängeg ze ginn.

Sécherheet vun der Versuergung, och a Krisenzäiten: Et ass kloer, datt angesichts där aktueller europäescher Rechtslag eng Trennung muss si vu Produktioun, vu Liwwerung an Transport respektiv Verdeelung. Et muss séchergestallt sinn, datt d'Netzer vu Stroum a Gas ausgebaut, moderniséiert an un d'Bedierfnisser vun haut ugepasst ginn, fir wäitgehend Versuergungsenkpass a Katastrophen ze évitéieren.

Mir sinn och der Meinung, datt dat ënnert der Kontroll vum Stat soll bleiwen, woubäi dat net ausschléisst, datt Aarbechten, déi ënnert der Kontroll vum Stat duerchgefouert ginn, d'Exekutioun dovun net awer gréisstendeels duerch de Privatsektor soll kënnen gemaach ginn.

An deem Kontext stellt sech och d'Fro vun der Tanklagerkapazität fir de Fuel, fir flëssig Brenn- an Treibstoff hei zu Lëtzebuerg, wou mer eis extrem schwéier doen, fir eisen Obligatiounen nozekommen, oder fir wéinstens ze soen: Mir wëllen dat integral hei op eise Territoire hunn, fir och e sécheren Zougrëff drop ze hunn, wann et eng Kéier enk gëtt.

Ech muss soen, mir verstinn net, wéisou datt mir eis esou extrem schwéier mat där Fro do doen. Et misst dach awer méiglech sinn iergendwou relativ wäit ewech vun Agglomeratiounen, dat heescht vun do, wou et d'Leit stéiert oder fir d'Leit geféierlech ass, eng Platz ze fannen, wou mir esou en zousätzlech Lager kéinten opbauen, verkéiersméisseg selbstverständlech gutt situéiert. Wa mir dat net fäerdege bréngen,

da si mir der Meinung, datt dat enger Of-dankung vun der Statsgewalt gläichkënn.

D'Wirtschaftlechkeet, dat ass den drëtten Punkt, dat heescht Präis- a Konkurrenzfähigkeit. Natierlech kënnen mir keng Energiepolitik bedreiwen, wann déi lassgekoppelt ass vun deem, wat ronderëm eis virgeet. Dat heescht, mir müsse schon dofir suergen, datt d'Energie präiswäert bleift, souwuel fir den eenzelne Konsument wéi och besonnesch fir d'wirtschaftlech Acteuren.

Duerfir muss, och wann d'Netz eenheetlech ass, bei de Fournisseuren de Prinzip vun der Konkurrenz spillen an dat däerf net, wéi dat anscheinend an Däitschland trotz der Applicatioun vun deem Prinzip geschitt ass, dru scheitern, datt Ofsproche stattfannen. Do muss d'öffentlech Hand Dispositiounen schafen, fir datt dat fräit Spill vun der Konkurrenz bei der Furniture spille kann.

Et ass och néideg Kontroll iwwert d'Distributoren auszuüben, datt, wann dann och eng Monopolstellung do soll sinn, déi op kee Fall dozou féieren däerf, datt d'Distributoren hir staark Positioun ausnutzen, fir Tariffer ze verrechnen, déi iwwert deem leien, wat tatsächlech d'Fraisé sinn. Mä et bleift, an dat wäert och bleiwen, dass generell de Präis duerch d'Offer an d'Demande bestëmmt gëtt. An ech mengen, wa mer d'Entwécklung um Energiemaart kucken an deene leschte Joren a mer gesinn d'weltwäit Entwécklung vun der Ekonomie, da kënnen mir dovun ausgoen, datt de Präis vun der Energie och an Zukunft nach weider klamme wäert.

Här President, ech kommen zum véierte Punkt, datt ass den Aspekt vum Klimaschutz virum Hannergrond vu Kyoto an no Kyoto. Ech mengen, dat wär aktuell dee wichtigste Faktor an allen Iwwerleeungen, déi mer an eis energiepolitesch Strategie müsse mat eranhuelen.

Kyoto hin oder hier, wëll ech kuerz drun erënneren, datt aktuell d'Wëssenschaftler eis soen, datt d'Moyenne vun der Temperatur um Globus ëm 0,2 Grad Celsius geklommen ass, a mir gesinn, datt d'Auswirkung scho gravéierend sinn, fir net ze soe plazeweis verheerend. Déiselwecht Wëssenschaftler soen eis, datt et net méi ze évitéieren ass angesichts der jëtzegeger Situatioun, datt d'Temperatur ëm zwee Grad klamme wäert - dat kënnen mir schon net méi verhënnen -, an datt et ganz sécher ass, datt dat gewaltig Verännerungen am Klima wäert no sech zéien, vun deene mir d'Auswirkungen iwwerhaapt nach net ofschätze kënnen.

Allerdéngs kann een, wann een dee Stern-Rapport hält, wann ee gesäit, datt déi Schied, déi doraus resultéieren, datt dat 5 bis am Extremfall 20% vum globale BIP kann ausmaachen, da kann een, mengen ech, souguer wann een de klimapoliteschen Aspekt wëllt vernoléisegen, awer gesi wat fir ee wirtschaftlechen Impakt dat wäert hunn, wa mir deem Aspekt do géngen an eiser Klimapolitik ignoréieren.

D'Chance fir den Temperaturanstieg op zwee Grad ze begrenzen hu mer och nëmme, wann elo tatsächlech séier an entschlosse gehandelt gëtt. Wann d'Temperatur sollt, wat d'Katastrophenzenarie virausgesinn, ëm véier bis fënnf Grad klammen, dat heescht, wann et eis net geléngt elo d'Kéier ze huelen, da wäert d'Situatioun esou sinn, datt se bal net méi ze beschreiben ass. Et gëtt Wëssenschaftler, déi soe wann d'Äis iwwer Grönland géif schmelzen, datt dann d'Mier insgesamt ëm siwe Meter géif uklammen. A wat dat bedei, dat ka jidd-fere sech selwer ausmolen.

Dat heescht, mir kommen net derlaanscht an eiser ganzer Klimapolitik den ëmwelt-politeschen Aspekt viropzestellen, den CO<sub>2</sub>-Ausstouss drastesch ze senken an en, iwwer Kyoto eraus - erëm eng Kéier de Wëssenschaftler no - ëm 80% zréckzeféiere par rapport zu deem, wat mer haut austoussen. Duerfir ass et, ofgesi vun allen anere Considératiounen, absolut noutwendeg fir e weltwäite Quantesprung an der Energiepolitik ze bewältegen.

Et ass och evident, datt déi westlech Industriestaten, déi zum gréissten Deel fir déi Entwécklung verantwortlech sinn, och als Éischt gefuerdert sinn, fir do dergéintze-steieren a Soluatiounen ze fannen; och Lëtzebuerg, esou kleng wéi et och ass an esou kleng wéi eisen Impakt och ass. Et kann een deene Leit jo net Onrecht ginn, déi soen: Wat solle mir dann do dergéint halen? Mir sinn awer do net aus eiser Verantwortung entlooss, a mir müssen och eisen Deel derzou bäidroen, wa mer wëlle glaubwürdeg bleiwen.

Domadder kéim ech op d'Strategie Energiespueren, Energieeffizienz. Et ass ganz kloer, datt den Akzent muss drop geluecht ginn, fir Energie anzespueren. Hei läit dat

gréisste Potenzial, zum Beispill duerch manner Verkéier, doduerch, datt mer Wunnen, Aarbecht a Schoul méi no beienee bréngen. Do muss een awer soen, datt an deene vergaangene Joren a Jorzéngte just de Contraire gemaach ginn ass.

Ech erënnere mech drun, datt mir eis vehement dergéint gewiert hunn, datt nach e Lycée sollt op de Geesseknäppche kommen. En ass awer dohi gebaut ginn. Elo baue mer eng Europaschoul op Mamer, wou d'Eltere soen: Wou kommt Dir iwwerhaapt dodrun, mir wunne bal alleguer um Kierchbiereg? Ma da baut eis dach ëm Gottes Wëllen déi Schoul op de Kierchbiereg, datt mer net och nach alleguer muss bis op Mamer dorower rennen. Ech mengen, wa mer déi Iwwerleeungen ustellen, da muss mer se och konsequent probéieren ëmzesetzen.

D'Akzeptanz vum öffentliche Transport ass jo och en Deel, fir de Verkéier ze reduzéieren. Wann en net akzeptéiert gëtt, dann huet alles kee Wäert, da kënnen mer maache wat mer wëllen. An ech wëll an deem Zesammenhang nach eng Kéier drun erënnere, datt et eiser Meinung no nëmme eng Soluatioun gëtt, an dat ass, fir wierklech déi Zich, déi d'Leit vun alle Géigende vum Land an d'Stad bréngen, ënnert der Stad erduerchlaufen ze loossen, an d'Leit schon um Territoire vun der Stad erauszeloossen, do, wou se schaffen oder wou se an d'Schoul ginn.

En anert Stéchwuert: Standby Televisiouns-apparat. Mir stinn d'Hoer zu Biereg, wann ech héieren, datt Däitschland kéint zwee Kraaftwierker ofschalten, wann dee Phänomeen net méi spille géif. Ech hunn des-lescht eng Diskussioun héieren op der däitscher Televisioun, wou ganz kloer de Standpunkt vertruede ginn ass: Ma, da soll een dat reglementéieren. Da soll ee soe per Ordonnance vun uewen erof - et kéint eng europäesch Direktiv sinn -: Et däerf iwwerhaapt keen Apparat méi an den Ëmlaf kommen, dee sech net automatesch ewechselt, wann en eng gewëssen Zäit net a Betrib war.

Wuerfir muss mir dann iwwer eng extrem Verdeierung vun der Energie fueren, fir d'Leit dozou ze bréngen dorun ze denken? An dat ass och eise grundsätzleche Standpunkt: Et soll ee gréisstendeels iwwer Norme fueren, déi een imposéiert, well mir kréien déi immens Erausforderung, déi sech an eis stellt, nëmme bewältegt, wa mer konsequent virginn.

D'Verdeierung vun der Energie ass och sozial ongerecht, well et ëmmer eng Partie Leit gëtt, déi et net stéiert, déi dann awer riicht viruconsoméieren - mir gesinn et jo un eise Automobilspark. Da soll ee per Verordnung fueren. Ech stéiere mech net drun, wann een en décken Auto fiert, mä mir muss kucken, wat den Auto verbraucht. Do geet et jo am Prinzip drëm.

D'Fransousen hu viru kuerzem gesot, datt se hiren Automobilfirmen wëllten imposéieren e Familjenauto ze bauen, deen net méi wéi dräi Liter brauch; einfach per Verordnung. Wann ech gelift, rapt lech elo um Rimm! Mir gesinn de Moment, datt d'Incitatioun fir an déi Richtung ze goen iwwerhaapt net grouss genuch ass.

Ech wollt e Wuert iwwert d'Isolatioun vun de Gebaier soen. Do ass immens vill ze maachen. Mir sollen och do d'Standarden héich genuch setzen. A wa Leit sech dat net kënnen leeschten - leschten Enns gewanne se jo Geld derbäi -, da muss mer kucken, datt mer en d'Geld ginn, datt se deen Invest kënnen maachen, an datt se dann herno dat, wat se do erëmgewannen, erëm eng Kéier kënnen iergendwéi zréckginn. Mä et kann net sinn, datt een aus der Onméiglechkeet, fir sech e Passivhaus ze leeschten, et dann net baut. Soss komme mer ganz sécher net dohinner, wou mer müssen hikommen.

#### (M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech wëll och nach eppes iwwert de Verbrauch vum Stat soen. Ech hat eng Question parlementaire gestallt. De Stat brauch 17,65 Milliounen Liter - dat war virun zwee Joer - a senger eegene Gebaier. Wann en nëmme 20% spuert, huet de Minister mer geäntwert, an hie seet, dat wär realistesch, da géife mer 3,52 Milliounen Liter beim Stat aspueren. Dat sinn 3.520 Fudder Mazout. Ech sinn awer der Meinung, wann een dat richtig konsequent géif maachen, da kéint ee 50% aspueren an nach méi. Dat wäeren dann néng Milliounen Liter.

Här President, et gëtt vill Weeër wéi ee kann do hikommen. Nach eng Kéier, mir sinn der Meinung, datt ee soll d'Obligatioun iwwert d'Normen zum Haaptinstrument maachen, fir d'Leit dozou ze bréngen Energie anzespueren.

Dann als leschte Punkt - well ech gesi meng Zäit leeft schon esou lues of -: Eis eege

Potenzialer maximal entwéckelen anetzen, fir ëmweltfrëndlech Energie ze produzéieren. Mir wëssen, datt, wann d'Waasser limitéiert ass, d'Solar- a Geothermie sécher villversprechend ass. Dat hântk vum Invest of a vun der Incitatioun, déi ee mécht, fir déi Politik ze maachen, wou eist gréisste Potenzial läit. Dat hu mer och an eng jéngster Etüd gesinn: Ronn 70% vun eise Gesamt-potenzial läit bei der Biomass. Do muss mer ganz massiv drugoen. Do däerf effektiv net gespuert ginn, fir dat risegt Potenzial, wat mer do hunn, intelligent ze déelopéieren, do, wou et effektiv netto am meeschte bréngt.

An dann zum Schluss - ech gesi meng Zäit ass ofgelaf -: D'Nuklearenergie ass keng Zukunftsenergie. Si ass geféierlech; mer gesinn, wat den Terrorismus alles an der Welt fäerdegebréngt. D'Entsuergungsproblematik ass net geléist. Den Uran, soen d'Wëssenschaftler, wär souwisou net méi laang verfügbar, wéi den Uelech de Moment. Firwat baut een nach deier Zentralen, wann op eng Kéier kee Brennstoff méi do ass? D'Kernfusioun kënn vill ze spéit, wa mer se dann eng Kéier realiséiert kréien, fir de Problem ze léisen.

Duerfir als Konklusioon, Här President, d'Zukunft, an nach méi déi vun eise Kanner, hântk dervun of, ob mer dese Quantesprung a kuerzer Zäit packen.

**» M. le Président.**- Kommt zum Schluss, Här Mehlen.

**» M. Robert Mehlen (ADR).**- Jo. Ech wëll soen, datt mir déi Motioun jo mat ënnerschriwwen hunn, an datt mir déi selbstverständlech och matdroen, an d'Regierung an all hiren Efforten an déi Richtung ennerstëtzen.

Ech soen lech Merci.

**» Une voix.**- Très bien!

**» M. le Président.**- D'Wuert huet nach den Här Jaerling gefrot.

**» M. Aly Jaerling (Indépendant).**- Här President, ech wëll mech elo net hei als Ëmweltspezialist opspillen, mä ech hu mer awer eng Rei Froe gestallt, wéisou dass mer elo haut deen Débat hei hunn, wéisou dass mer elo an der Lescht ëmmer méi Débat hunn iwwert d'Ëmwelt; wat jo och richtig ass.

Ech sinn awer do zur Konklusioon komm, dass d'Feeler, déi geschitt sinn, déi si jo net haut geschitt, déi sinn net gëscher geschitt. D'Feeler huet d'Politik säit 40 Joer gemaach. 40 Joer laang, wou se jo am Fong d'Wirtschaft schalten a walte gelooss huet op Käschte vun der Ëmwelt a vum Mënsch. An dass mer awer müssen oppassen an der Situatioun, wou mer elo sinn, dass mer net vun engem Extrem an deen anere falen.

Dat heescht also: Wa mer elo déi Ufuerderungen, déi vun der EU kommen, missten erfëllen, da géife mer op där enger Säit vläicht ee Problem kuerzfristeg léisen, mä awer op där anerer Säit wär dee Schued, dee mer do urichten, gradesou grouss. Dann hätte mer näischt geschafft. Bon, et seet een, d'Industrie huet 20% vum Verbrauch, da soe mer: Jo, wat maache mer dann? Maache mer d'Industrie zou? Dat kënnen mer net. Kënnen mer nei Betriber an d'Land huelen? Jo, muss mer. Da muss mer just kucke wat fir eng Betriber, dass et sinn. Dat geet nëmme laangfristeg.

D'Autoe maachen de Gros vun den Emissionen aus. Wat maache mer dann? Huele mer d'Autoen all vun der Strooss? Dat ass kuerzfristeg och net méiglech. Dat heescht also, dat hei ass elo eng Situatioun, wou ëmgeduecht gëtt, wou mer amgaange sinn ëmzedenken, wou och richtig ëmgeduecht ginn ass. Mä et ass awer e laangwierige Prozess, wou mer elo net kënnen einfach mam Briechen derduerchgoen an dann elo versichen eppes richtzebeien innerhalb vu kuerzer Zäit, wat 40 Joer laang versäumt ginn ass.

Dofer ass déi Motioun, déi hei virläit, fir ze soen, dass mer d'Regierung sollen an all hire Beméierungen ennerstëtzen, fir dee richtige Wee do ze goen an da laangfristeg ze kucken, fir eben déi Problemer do ze léisen, dat schéngt mer dee richtige Wee. An dofir wäert ech déi Motioun och ennerstëtzen.

» **M. le Président.** - Dann huet nach eng Kéier den Här Kox kuerz d'Wuert gefrot.

» **M. Henri Kox (DÉI GRÉNG).** - Bon, Här President, ech wëll nach eng Kéier ganz kuerz op d'Stellungen a goen. Mir hu jo de Mëtten hei ganz interessant Stellungnahmen, och ganz sachlech Bäitrag, vu praktesch bal alle Fraktiounen héieren.

Et ass schued, dass ëmmer den Här Body do bei deem Spill net esou richtig wëllt matmaachen...

**(Interruption)**

... an en Dialog hei féiert wéi an de 70er, 80er Joren. Ech wëll dat einfach hei am Raum stoe loosse. Ech si frou, dass d'Sozialistesch Partei jo esou stolz drop ass op déi Körnerfresser a vläicht Birkenstockdroer vun de 70er an 80er Joren, déi awer dozou bäigedroen hunn, dass dat Atomkraaftwierk vu Rémerschen net gebaut ginn ass, wou och dann d'Sozialistesch Partei jo anscheinend e grouse Mérite drun huet. Ech wëll dat jiddefalls hei erwähnen. Wann...

**(Interruption)**

» **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - An Ärem Intérêt maache mer dee Vergläich léiwer net, soss ginn ech den Här Huss sichen, dee kann lech dat besser erklären.

**(Interruption)**

» **M. le Président.** - Kommt, elo streide mer net nach um Enn vun der Debatt hei!

**(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)**

Här Body!

Ech géif déi gréng Fraktioun bidden, hirem Spriecher hei nozelauschteren.

**(Brouhaha général)**

» **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Den Här Body provozéiert eis.

**(Interruptions)**

» **M. le Président.** - Neen, den Här Body huet net provozéiert an den Här Kox och net, an elo loosst den Här Kox schwätzen!

» **M. Charles Goerens (DP).** - Elo kënnst déi Zäit vun der Besënnung, Här President.

» **M. Henri Kox (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Ech probéieren dat da fortzeféieren.

Nach eng Kéier vläicht awer zu Zuelen. Et gëtt hei esou duergestallt wéi wa mer eng total antiindustriell Politik géife féieren. Ech mengen, dann hat Der den Dialog, deen ech virdrun awer wollt féieren, net esou richtig nogelauschtert, dass mer ganz kloer, och hei zu Lëtzebuerg, fir eng industriell Weiderentwécklung sinn. Mä do, wou mer falsch leien, an do, wou mengen ech, och d'Regierung falsch läit, an dat hate mer an där enger Kommissioun nach eng Kéier gesot, dat sinn déi Zuelen, déi op Bréissel geschéckt gi sinn.

Ech zitieren hei aus dem Rapport vum 19. Juni: «Monsieur Henri Kox exprime ses doutes vis-à-vis du mode de calcul appliqué en vue de déterminer les quotas à allouer aux différentes entreprises. L'orateur estime que ce mode de calcul ne reflète

pas vraiment la réalité étant donné que les chiffres obtenus ne reproduisent guère les réalités économiques, mais tiennent compte du facteur pronostique et conduisent dès lors à des surévaluations pour les différentes périodes.»

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Henri Kox (DÉI GRÉNG).** - Et ass einfach dat, wou mir wollten drop hiweisen. Mir hätten eis virgestallt, dass d'Regierung méi eng differenziert Approche gemaach hätt fir déi eenzel Betriber, déi sécherlech de Potenzial nach opzeweisen hunn, fir do och entsprechend an hirem Allocationsplang dat esou duerzestellen, an och zu Bréissel dat entsprechend esou virzestellen.

Et ass jo och virdrun nach gesot ginn, dass net eleng d'Industrie hei d'Efforté muss maachen, mä dass sämtlech Secteuren hei zu Lëtzebuerg deen Effort musse maachen. An nach eng Kéier d'Betounung: De Verkéier ass deen, dee mer am meeschten an der nächster Zäit mussen ugoen.

Zur Motioun: Och do hätte mer gäre gehat, dass dat méi eng nuancéiert Approche gewiescht wär, insbesondere deen Tiret, deen iwwert déi Determinatioun geet mat där eise Quoteplang zu Bréissel soll verteidegt ginn, dass deen ofgeschwächt gi wär, an dass een der Realitéit vläicht an d'Ae kuckt an net a sech blann Saache verteidegt, déi eis an e puer Joer wäerten nach vill méi schrecklech wéidoe wéi dat elo schonn de Fall ass.

Bon, souwäit zu der Ausféierung. Merci.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Kox. Den Här Body.

» **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, wann Der erlaabt, misst ech kuerz awer wéinst Fait personnel hei intervenéieren.

» **Plusieurs voix.** - Och!

» **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, et ass jo net üblech, dass e Riedner nach eng Kéier zum Schluss op d'Riederpult geet.

**(Interruptions diverses)**

Majo d'LSAP-Fraktioun huet och Riedezäit! Da wäert Der jo, Madame, Dir Häre vun der grénger Fraktioun, engem Sozialist awer datselwecht zougestoen, wat Der lech elo grad selwer zougestane hutt. Duerfir verstinn ech Är Opreegung also net, wann ech hei d'Wuert ergräifen.

Ech wëll dat gäre maachen. Ech wëll mech awer gären op de Fait personnel beruffen, well effektiv hei mäin Numm gefall ass, an den Här Kox gemengt huet, wat jo heiansdo Gréngen-Deputéierte virkënnt, aner Leit missen ze bewäerten an ze beuerteelen. Si selwer hunn awer ëmmer Problemer, wann een hir Politik beuerteelt, dat verdri se manifestement vill manner.

**(Interruptions diverses)**

Si sinn ëmmer gutt am Kritiséieren an am Beléieren.

**(Coups de cloche de la Présidence)**

Si hunn awer méi Problemer, och emol eng Kéier eng kleng Kritik anzestiechen. Eng Kritik, mengen ech, mussen se sech hei gefale loosse, Här President, well wann hei anere Leit, déi et woen déi gréng Positionen ze kritiséieren, direkt gesot gëtt, si géife béis Polemik bedriewen, wëll ech soen, dass dat eigentlech dann awer nëmme eng Äntwert ass op déi Reaktioun, déi déi Gréng haten, wat genee deen



# Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

## Chamber TV

weist all  
öffentlech Sëtzung  
live an integral

An der Stad  
um Kanal S29 (Coditel) oder  
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)

Zu Esch  
um Kanal S24 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Déifferdang  
um Kanal S29

An der Gemeng Diddeleng  
um Kanal S32

An der Gemeng Nidderaanwen  
Kanal S29

An der Gemeng Bartreng  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer  
um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biwer an zu Wecker  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech  
um Kanal S19 / 287.25 MHZ

Zu Iermsdref  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschhaff),  
Keespelt, Meespelt,  
Ollem a Nouspelt  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Dossier vun dem Allocatiounsplang ugeet, wou, wann ech hei d'Pressekommentaren nolieser, an ech hu se hei viru mer leien, déi Gréng ganz kloer dozou iwwergaange sinn an emol fir d'éischt vun der Regierung gesot hu si géif Onwouerechte soen. Dat schéngt hei zu Lëtzebuerg zum gudden Toun ze gehieren, enger Regierung ze soen, si géif praktesch léien.

**(Interruption)**

An ech muss ganz éierlech soen,...

**(Coups de cloche de la Présidence)**

**» M. le Président.** - Jo, da loosst elo den Här Bodry hei seng Ausféierungen an aller Rou maachen. Et huet jo kee Wäert, dass mer eis elo géigesäiteg hei opschaukelen.

**» M. Alex Bodry (LSAP).** - ...dass ech déi doten Aart a Weis fir Politik ze maachen net ka gutheeschen. Ech bleiwe bei menger Meenung an ech soen et dann nach eng Kéier ganz dättelech, dass et wünschenswäert gewiescht wär an där heite Fro, wou eng national Regierung sech elo a schwierig Verhandlung mat der Europäescher Kommissioun begëtt, fir iwwer eng net onwesentlech wirtschaftlech Fro ze verhandelen, dass dann d'Chamber iwwer all Fraktiounen der Regierung géif de Réck stäipen, anstatt dass eng Fraktioun manifestement der Regierung de Réck net stäipt.

**» Plusieurs voix.** - Très bien.

**» M. le Président.** - Merci, Här Bodry. Dann huet d'Wuert den zoustännege Minister, den Här Jeannot Krecké.

**» M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Här President, Dir kommen an Dir Hären, erlaabt mer wierklech, dass ech der Kommissioun an hirem President Bodry Merci soen, net onbedéngt fir dat, wat mer haut gemaach hunn, mä fir déi vill Viraarbecht, déi am Virfeld geschitt ass. Déi geet am Fong geholl haut hei énnere.

Et sinn eng ganz Kuelebootsch voll Réunioune gewiescht, wou se déi verschidden Akteuren ugehéiert huet a wou probéiert ginn ass, emol breet iwwer sämtlech Akteuren ewech Verständnis hierzestelle fir d'Démarché vun deenen Einzelnen. Ech mengen, dat ass dee wesentliche Facteur gewiescht, deen een dann och haut erëmfënn an der Diskussioun, wou een am Fong geholl sech seet: Mir sinn net esou wäit ausenaner.

Hei ass wierklech ee Punkt, wou mer wäit ausenaner sinn, deen den Här Bodry elo just énnestrach huet, nämlech dee vu Kyoto. An nach nème géif ech mengen op deem Punkt vun der Industrie. Ech mengen, dat wat den Här Goerens gesot huet, selbstverständlech wat den Här Spautz dozou gesot huet, kann ech absolut énnerschiwen. Dir wésst, dass ech ee Moment gesot hunn, Kyoto ass e ganz wichtege Problem, deen eis allegueren ugeet. Just hunn ech gesot, dass ech meng Zweifel hunn an der Approche vu Berechnungen. Dat war méi ganze Problem.

An ech gesinn, dass dat erëm eng Kéier hei optaucht, nämlech dass ech fannen, dass einfach Nonsens-Berechnunge gemaach gi si vun der Kommissioun. An duerfir énnestëtz och déi gesamt Regierung den Émweltminister, well hei einfach Saache gemaach gi sinn, ça ne tient pas la route! Et kann een net einfach fir Lëtzebuerg d'Joer 2005 huelen, wou ee weess, dass mer gedrosselt gefuer sinn, a wéi aner Länner hält een eng Moyenne. Et kann een net higoen an déiselwecht Industrie, déi zu Lëtzebuerg ass an déi och an England ass, ganz anescht behandelen. Dat geet einfach net!

Et kann een net higoen, menger Meenung no, wéi dat geschitt ass, an net akzeptéieren, dass eng Industrie, déi beispillsweis hei zu Lëtzebuerg am Moment e Fénefftel bis e Véirel vun hirem Energieversuergung iwwer Biomass mécht, iwwer Holz. Mä de Problem ass deen, dass et émmer méi schwéier gëtt, Holz ze kréien. An dass se iergendwa wahrscheinlech muss émschalten an dann net méi Holz huet. Och dat Holz kritt se am Moment jo net ugerechent. Wann déi Industrie also emol net méi d'Méiglechkeet huet, an dat ass natierlech e ganze Batz Tonnen, déi derbäi kommen, da gëtt direkt gesot: Jo, mä Dir verknascht elo erëm méi!

Jo, mä si huet sech d'Méi gi virdrun, wat anerer manner gemaach hunn, nämlech ze probéieren, hiren Energieverbrauch mat anere Mëttele ze decken. Da fannen ech einfach, dass déi Berechnung net normal ass. Ech hat de Moien déi Industrie bei mir sétzen; déi verstinn d'Welt net, dass dat esou eng Berechnung op der Säit vun der Kommissioun ass.

An duerfir soen ech, dass ech frou gewiescht wier, wa mer e Konsens fonnt hätten. Ech respektéieren d'Meenung vun eise grénge Kolleegen,...

**(Interruption)**

**» Une voix.** - Merci.

**» M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - ...mä ech wier frou gewiescht, wa mer e Konsens fonnt hätten, fir hinzugehen an ze probéieren, mat engem Mond ze schwätzen.

Ech soen och, déi Ofso, déi ech ginn hunn un d'Atomenergie, zu där stinn ech, mä et ass ganz geféierlech. Wa Berechnunge wéi déi, déi am Moment gemaach ginn, wann déi Berechnunge wierklech als d'Relioung geholl gi vun deem Kyoto-Protokoll an der Emsetzung, ass dat ganz geféierlech, well da läit et op der Hand, dass deen een oder anere kënt a seet: Jo, wann Dir mat esou Berechnunge kommt, wann Dir eis esou behandelt, ma dann hu mir jo nach just d'Atomenergie, fir eis erauszuschaffen. An do läit déi grouss Gefor.

Ech mengen, et sinn e ganze Koup Länner méttlerweil der Meenung, dass d'Atomenergie net d'Solutioun ass, fir do erauszekommen, mä dass se op eemol gezwonge quasi ginn duerch aner Obligatiounen a sech soen: Ma wann den Noper esou erauskënnt iwwer déi do Aart a Weis, majo da maache mer et och op eemol. Well soss bezils de dech jo domm an dämelech op eemol, well s de net nokënns, well déi Berechnungsmethoden net normal sinn.

Éierlech gesot, mir schwätze jo net hei driwwer, mä et ass dach net normal, dass ech, wann ech d'Kyoto-Bilanz wéll verbessern hei zu Lëtzebuerg, am Fong geholl nème bräicht jiddferengem ze roden: Schaaft d'Mazoutsheizung an d'Gasheizung of an hëtz mat Elektresch. Dat ass déi schlechtesten Energieform, fir ze hëzen, déi et gëtt! Déi oneffikassten. Géinge mer dat maachen, krite mer et net ugerechent.

Dat ass dach iergendwou, wat lues a lues an de Käpp vun de Leit dämmert, an op eemol kommen esou Iddiën erëm op, fir ze soen: Majo, dann ass dat jo eng Solutioun, fir dass mer aus deem Problem erauskommen. Ech weess, dass dat eng ganz kuerzfristeg Siicht ass, déi ech och iwwerhaupt net deelen. Déi ech och net deelen! Ech wéll just op déi Gefor opmierksam maachen, wann d'Mechanismen an hirem Logik net d'Strooss halen; an ech mengen, dass déi vun der Kommissioun d'Strooss net halen. Duerfir sinn ech der Meenung, dass ee soll higoen a ferm dergéint virgoen.

Dir braucht och nème op der Säit 142 vum Rapport d'activité vum Ministère vun der Economie eng Kéier kucken ze goen, do ass d'Entwécklung vun der Industrie an d'Entwécklung vun anere Secteure schéin an deene leschten 20 Joer opgewisen.

Entweder hu mer de Courage fir ze soen, wou de Problem wierklech läit, net nème bei eis, mä a ganz Europa. Nämlech läit e beim Transport! E läit also ganz vill zum Deel beim professionellen, mä ganz vill och beim private Verbrauch am Transport, am Verkéier. Da muss mer de Courage hunn och doriwwer ze schwätzen, well wa mer iwwer Développement durable wéll schwätzen, dann ass dat menger Meenung no deen Hiewel, wou am éischten unzesetzen ass. Dat ass a bleibt meng Iwwerzeugung.

Mir kréie jo d'Geleeënheet heiriwwer ze schwätzen am Laf vun där nächster Woch bei deem Gesetzesprojet, wou jo Rieds geet iwwer déi Mesuren, déi geholl gi sinn, fir dass mer eise Kyoto-Ziler méi nokommen. Ech hu jo vun Ufank u gesot: Mir packen dat do net, mä dass mer hinnen dann zumindest méi nokommen. Do kréie mer d'Geleeënheet, fir doriwwer ze schwätzen; do kritt Dir och d'Geleeënheet da mam zoustännege Minister vläicht nach eng Kéier ze schwätzen, deen haut, wann ech mech net iren, bei der Kommissioun ass, fir eventuell ze kucken, ob déi Berechnungsmethod, déi ugewannt ginn ass, dann net awer nach eng Kéier misst iwwerkuckt ginn. Loosse mer emol d'Resultat vun där Démarche do ofwaarden.

Ech wéll och drop hiweisen, dass mer probéiert hunn - an ech wier frou gewiescht, wa mer e Konsens fonnt hätten -, fir den Tissu industriell hei zu Lëtzebuerg trotzdem nach esou ze énnestëtz, fir dass mer eis net nème baséieren op eng Aktivitéit, déi am Moment gutt geet, dat ass de Finanzsecteur oder vläicht den E-Commerce, mä dass mer ebe just dat Wuert Diversifikatioun mat eppes féllen. A wa mer et mat eppes féllen wéllen, da gehiert och Industriepolitik derzou, an an der Industrie hätt ech mer gewénscht, wéi gesot, dass mer e gréissere

Support gehat hätten, fir dass mer eis an eise wirtschaftlechen Aktivitéite kënnen diversifiéieren, fir dass mer an den Tailles vun den Entreprises eis kënnen diversifiéieren, fir dass mer am Export, geographesch gekuckt, eis kënnen diversifiéieren.

An et gëtt Betriber, déi vill Energie brauchen; et gëtt Betriber, déi net vill Energie brauchen. Et si Betriber, déi kapitalintensiv sinn, an déi aner sinn aarbechtsintensiv. Dat ass d'Diversifizéierung am gesamten Tissu économique, déi mat sech bréngt, dass net eng eenzeg Aktivitéit de wichtege Facteur op eemol ass.

Sécherlech, ech deelen déi Bedenken, déi Einzelner hunn, wat d'Entwécklung ubelaangt, méttel- a langfristeg. An duerfir muss eng gemeinsam Démarche gemaach ginn.

Mir probéieren - a mir hunn dat probéiert énnert eiser Présidence - ze kucken, dass Europa emol mat engem Mond schwätzt. Et ass énnert eiser Présidence, wou fir d'éischt emol iwwerhaupt en Dialog mat den OPEC-Länner ugaange ginn ass, fir och e Verständnis ze kréie fir deenen hir Suergen. Well déi hunn och eng Rei Suergen, déi net nème um Geld eleng baséieren, a mir hu probéiert dofir Verständnis ze kréien.

Mir hu probéiert, dass Europa an der Agence internationale de l'Énergie esou wäit wéi méiglech emol mat engem Mond schwätzt, wat iwwerhaupt net de Fall ass, a wat och beweist, dass eng europäesch Politik wuel méiglech ass, mä eng communautär, nämlech eng, wou ech Souveränitéitsrechter opginn, esou bal a mengen Aen nach net méiglech ass. Duerfir ass de Mix vun der Produktioun an deenen eenzelne Länner einfach ze vill grouss.

Et ass am Moment net méiglech e gemeinsaamt Virgoen ze fannen, ganz einfach well déi eenzel Länner ganz énnerschiddlech Sources d'énergie hunn, an domat d'Interessen esou verschidde sinn, dass een nème um eenzelnen Démarché wuel Europa vis-à-vis vu Russland, vis-à-vis vun de grouse Gruppen eventuell irschwätze léisst, mä ech muss soen: Wa mir dat och énnestëtz, da fueren ech awer och zwou aner Schinnen.

Dat eent ass déi, dass mer probéiere Länner zesummezeféieren. Mir hunn duerfir e Forum gegrënnt och énnert eiser Présidence, de Forum Europe nord-ouest - dozou gehieren d'Hollänner, d'Fransousen, d'Belsch, déi Däitsch a mir -, fir ze kucken, dass mir an eiser Region - grad wéi aner Regione och, wéi déi baltesch Länner, wéi déi südöstlech Länner - eis zesummendinn, fir dass mer e gemeinsaamt Virgoen hunn, fir dass mer probéieren, duerch Interconnexiounen een deen aneren ofzesécheren, fir dass mer eis ofschwätzen. An dat geschitt méttlerweil; dat geschitt op regelméisseger Basis.

Dat huet vläicht nach net émmer dat Resultat, wat ech mer erwaarden, mä en absence vun deem Dialog do, soen ech, gi mer ganz ville Problemer entgéint. Mir hu gesinn, wat fir eng Auswierkungen ee Land op eemol op anerer kann hunn, wann do net propper Interconnexioun sinn, wann do net Ofsproochen doriwwer sinn, wat an deem dote Fall geschitt. Dat hu mir an d'Weeër geluecht énnert eiser Présidence, an dat fonctionnéiert och am Moment nach.

Ech probéieren och bilateral virzegoen. D'Madame Brasseur huet dat ugedéit. Mir hunn de Problem vun de Präisser, an do gëtt et nème zwou Démarchen:

Entweder kréien ech Accès op d'Primärenergie a Kollaboratioun, well do läit de Problem nämlech, d'Primärenergie décidéiert herno, wat de Präis ass. Duerfir gëtt jo och oft de Feeler gemaach, dass d'Liberalisatioun vun der Energie gläichgestallt gëtt mat der Liberalisatioun vun de Kommunikatiounen - ce qui n'est pas comparable. An de Kommunikatiounen ass keng Substanz à la base. An der Energie ass awer eng. An de Präis vun där Substanz, nämlech der Primärenergie, dee Präis décidéiert herno, wat erauskënnt, während et beim Service d'Effikassitéit ass, et d'Infrastruktur ass, déi herno den Ausschlag ginn.

Duerfir ass jo duerch d'Liberalisatioun vun den Telekommunikatiounen de Präis erofgerutscht, an duerfir solle mer eis bei der Liberalisatioun vum Energiemaart näischt virmaachen, do wäerten d'Präisser net an deem Mooss erofgoen. Ech wier frou, wann et esou wier, mä ech gleewen net drun, dass dat esou ass.

An deen éischte Punkt ass also deen, vu dass mir jo keng Ressourcen hunn, dass ech probéieren Accès op d'Primärenergie ze kréien; an deen zweeten Deel ass, dass mir nach wie vor Accès op d'Produktioun müssen hunn. Ech warnen all déi, déi soen Twienerg ass net noutwendeg. Ech soen lech, wa mer nach méi ofhängeg wéll ginn,

wa mer nach manner Marge de manoeuvre wéllen hunn, da solle mer op d'Produktioun verzichten.

Dat ass och de Grond, firwat dass ech eng Émännerung vun der Politik an der SEO - gefrot hunn. Genee ass de Grond, dass mer an der SEO ee vun deenen eenzege groussen Instrumenter am Fong geholl niewent der Twienerg hunn, wou mer d'Méiglechkeet hunn eng Eegeproduktioun fir Lëtzebuerg emol erauszuschloen; mir dat do jorelaang net gemaach hunn. Dat hätte mer kenne maachen! An dohier léisst sech mä Konflikt mam fréiere President liicht explizéieren aus deem, wat haut geschitt a wat virdu geschitt ass.

An duerfir soen ech lech, ass dat eng Démarche, déi eis herno vläicht 100 Megawatt abréngt, 100 deier Megawatt abréngt, déi vill wäert sinn an déi mer fir aner Saache verwende kënnen.

Ech probéiere mat deenen eenzelne Länner och speziell Relatiounen opzebauen. Ech war leschte Méindeg - Madame Brasseur, vu dass Dir dat ugeschwat hutt - an der Ukrain. Mir si kee grouse Partner fir d'Ukrain. Ech war aus engem anere Grond do. Mä ech hunn awer mam Energieminister geschwat an hu gefrot, wat dann hannert hirem Ofkommes am Moment mat Russland ass, fir awer emol e Bild ze kréien, wat op eis zoukënnt an deem Wanter oder am nächste Wanter. Well déi hu jo en Ofkommes getraff, wou een net richtig derhannert gesäit.

Dat sinn déi Genré Relatiounen, grad ewéi mat Katar, grad ewéi mat Russland - dat muss ech soen -, mat deene mir am Moment exzellente Relatiounen hunn, a mer sinn amgaangen, déi och nach auszebauen. Ech erhoffe mer ganz vill dorauer, an dat wäerte mer an deenen nächste Méint, mengen ech, och mierken.

Déi Ofhängegkeet, déi Lëtzebuerg nun eemol huet, ass en Défi an ass och - ech gi ville Leit an och de grénge Kolleegen do Recht - eng Opportunitéit. Et ass eng Opportunitéit, fir ze kucken, d'Effikassitéit am grouse Sënn wierklech ze verbesseren. An ech wäert och voll dorobber hischaffen.

An duerfir solle mer net soen: „Vergiesst Lissabon.“ Domadder sinn ech guer net d'accord. Just do kréien ech d'Moyenen, fir Saachen ze entwéckelen, déi d'Effikassitéit wäerte steigern. Wann ech am Moment déi Fro vun der Solarenergie och énnert dem Aspekt vun der Ekonomissitéit kucken - ech fannen, et ass och eng gewesse Responsabilitéit, fir ze kucken, zu wellechem Präis ech eng Energie entwéckelen -, da wéll ech op d'ärselwechter Säit awer probéieren, ze énnestëtz eng Verbesserung vun...

**(Nuisances sonores dues à des interférences techniques)**

Ech mengen, dat sinn ech awer net. Ech mengen, dat ass ee vun lech.

... eng Verbesserung erbäizebrénge vun der Effikassitéit vun där Solarenergie. Wéi mer de Problem mat TDK an der Produktioun haten, hunn ech gesot: Ma, kënt Dir dann net Forschungselementer hei hunn? Do hu se gesot: Bon, do wiere mer eventuell bereet, mä si hu sech d'Forschungselementer virgestallt am CD, DVD, Blue-ray an an all deenen neien Technologien. Lëtzebuerg huet d'TDK gefrot - mir hu gefrot -: Ma kënt Dir dann net eventuell an der Solarenergie probéieren eppes ze maachen? Duerfir kucke mir effektiv um Niveau vun der Universitéit eng Verbesserung vun der Effikassitéit vun där Technologie iwwer dee Wee do erbäizeféieren.

Et ass net esou, dass mir Lissabon sollen an där Saach vergiessen. Ech soen lech och, dass mir aner Firmen hei hunn, déi menger Meenung no ganz stark sinn. D'Delphi ass e gutt Beispill. Ech géif soen, d'Halschent vun der Aarbecht vun Delphi ass d'Recherche vu besseren Technologien am Automobil, vu besserer Ausnutzung vun där Energie, déi disponibel ass; sief dat d'Hëtz, déi am Auto ass, d'Hëtz, déi op dem Auto ass, fir d'Climateisatioun beispillsweis eroffmaachen, sief dat de Verbrauch vum Auto. Mir hu Firmen hei, déi gutt sinn.

Paul Wurth ass an der ganz grousser Industrie - wann een esou wéllt, an der Schwéierindustrie - en Ingenieursbetrieb, deen eppes Opweises huet. Ech probéieren

déi ze ënnerstëtzen, och doduerch, dass se an d'Ausland ginn, an anere Länner hëllef. Ech wëll mech elo net méi wäit avancéieren. Dat do ware just e puer Äntwerten zu Froen, déi gestalt gi sinn.

Mä vläicht awer dann e Wuert zum Lëtzebuerger Problem, well et ass e Problem an duerfir wäert ech eng nei Energiestrategie virleeën. Mir sinn amgaang déi ze preparéieren. Déi soll am Joer 2007 fäerdeg sinn. Déi deckt sech mat deem, wat Dir och an Är Motioun virgeschloen hutt. Den Här Bodry huet dat jo hei e bëssen explizéiert. An de Problem ass och haaptächlech dee vun der Diversifizierung vun eiser Energiezoufuere, vun eisem Energiemix.

Wann ech da kucken, am Pëtrol hu mer net ganz vill Méiglechkeeten. Mir sinn ofhängeg vun Antwerpen, vu Rotterdam. Dat Eenzege, wat mer do hunn, dat ass, dass mer kënnen kucken, dass mer manner verbrauchen.

Dat Zweet, wat mer kënnen hunn, dat ass, dass mer e seriöse Stockage hei zu Lëtzebuerg hunn. Ech soen lech, beim leschte Streik vun de fransésische Camionneure ware mer op e puer Stonne virum Kollaps! Dat muss een einfach wëssen. Ech soen lech dat haut nach eng Kéier. Duerfir wäerte mer eng Rei Saachen ënnerhuelen, fir dee Stockage och national ze organiséieren. Mir si wäit ewech mat 20 Deeg vun deenen 90 Deeg, déi mer hu missten.

Wat maache mer da mat dem Ticketing? Am Moment si mer vis-à-vis vun der Agence internationale de l'Énergie an der Rei, mä wat maache mer mat deenen Ticketen, déi do kaaft ginn? Mengt Der, herno géife mer mat den Tickete fueren? Oder mengt Der wierklech, wann e grouse Problem ass, dass gestreikt gëtt, dass dann op eemol d'Hollänner soen: Ah! D'Lëtzebuerger, dat sinn awer déi Éischt, déi mer elo beliwere. Ma, mat Sécherheet net!

Duerfir musse mer éischtens higoen an deen Unfug mat deem Ticketing ophalen. Ech probéieren eng Agence op d'Been ze setzen, wou mir eis Responsabilitéit selwer huelen a selwer d'Gestioun dovunner maachen. Dat gëtt net einfach.

Dat Zweet ass, mir probéieren national eise Stockage ze verbesseren. Mir wëllen dee Stockage net op enger Plaz hunn, fir all déi, déi mengen, dat wier esou. Mir wëllen en op e puer Plazen hunn, well et och kee Sënn gëtt, fir vun enger Plaz op déi aner Plaz ze fueren, déi wäit ewech ass. Duerfir muss en op e puer Plazen am Land sinn. Duerfir musse mer en op Plazen hunn, wou och garantéiert ass, dass verschidden Approvisionnementemier Méiglech sinn.

Mir musse Siten hunn, déi un d'Autobunn uegoune sinn. Mir musse Siten hunn, déi un d'Eisebunn uegoune sinn, a mir musse Siten hunn, déi un d'Waasser uegoune sinn. Dann hu mer nämlech déi Ofhängegkeet manner. Wa muer e Streik op der Strooss ass, hu mer d'Eisebunn an d'Waasser. Wa muer Héichwaasser ass, dann hu mer d'Strooss an d'Eisebunn.

Esou kënnen mer virgoen, mä da musse mer alleguerten eis Responsabilitäten huelen, an eis net hanner e puer egoisteschen Approchë verstopen; dat muss ech wierklech soen. Et ka jo net sinn, dass et op eemol ee Problem ass, wann ech eppes an een Tank maachen, an dass et kee Problem ass wann ech zéng Tankstellen an der Entrée vun der Uertschaft hunn. Do verstinn ech op eemol d'Welt net méi. Duerfir soen ech: Et si vill Diskussiounen, déi mer am Moment op ville Plaze féieren. Dat fannen ech net korrekt, an ech wäert awer probéieren national Léisungen erbäizeféieren.

Et kann dach net sinn, dass mir alleguerten Diesel a Bensin verbrauche wëllen an awer de Courage hätten „deenen aneren de Stockage dohinnerzetippen“. Ass dat wierklech d'Approche, déi mer hei zu Lëtzebuerg wëllen hunn, dass mer deenen aneren déi schwierig Elementer dohinnertippen a mir verbrauchen et? De deux choses l'one. Entweder huele mer eis Responsabilitéit oder mir sollen eise Verbrauch erofsetzen.

#### (Interruption)

Ma hunn ech dat dann net gesot? Ech hu gesot: Aus deene Grënn, déi ech elo just gesot hunn, musse mer op ville Plaze sinn. Mir musse beim Waasser, bei der Eisebunn a bei der Autobunn sinn. Duerfir huet et och

kee Wäert, dass mer muer op Klierf ginn an eise ganze Stockage op Klierf setzen, wa mer en am Süden, am Osten, am Zentrum brauchen. Duerfir musse mer dat verdeelen. An duerfir hätt ech och gär, datt heibanne jiddferen net nëmme mat de Prinzipien d'accord ass, mä och herno mat de konkrete Moosnamen. Well soss, soen ech lech, gesinn ech grouss Problemer op eis zoukommen. Dofir hu mir eng Responsabilitéit.

Ech probéieren derniewent och dee regionalen Deel selwer an d'Hand ze huelen. Et sinn niewendrun eis an de Regione Méiglechkeeten, mä mir sollen eis net hannert deene Méiglechkeete verstopen, fir näischt bei eis ze maachen. Ass dat elo d'Solutioun? Neen, dat ass just de complémentairen Deel. Mir mussen en Deel selwer gebrauchen an deen aneren Deel kënnen mer kucken net méi zu Antwerpen, mä vläicht nobäi ze hunn, fir dass, wann et eng Kéier schwierig gëtt, mer dann och druckommen.

Da wëll ech jiddferengem soen: Dee gréissten Deel vun deem, dee mer souwisou hei verbrauchen, nämlech deen op der Autobunn, deen de Problem duerstellt, dee gëtt guer net stockéiert! Dee gëtt direkt dohinner gefouert. Et ass den nationalen Deel - Dir alleguerten, deen Dir verbraucht -, deen hei stockéiert ass. Dir fuert jo net all Kéiers noutgedrungen op d'Autobunn tanken...

#### (Interruption)

Mengt Der ech géing mat Waasser fueren?

» **Une voix.** - Neen.

» **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Maja! Dat kënnt awer eng Kéier. Jo.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - D'Chamber seet, et ass un der Regierung, fir hir Verantwortung ze iwwerhuelen.

» **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Mä et ass dann och un der Chamber se ze huelen. Dat garantéieren ech lech awer och.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Wéini kënnt elo de Projet?

» **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Här Mehlen, ech wäert Äre Courage jugéieren.

» **Une voix.** - Mir hëllef lech dobäi.

#### (Interruption et coups de cloche de la Présidence)

» **M. le Président.** - Här Minister et ass un lech.

» **M. Charles Goerens (DP).** - ... maachen iwwert de kollektive Courage, dee sech an esou enger Situatioun breetmécht.

» **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Ech verstinn Äre Remarque absolut.

Ech komme bei d'Biocarburanten. Och dat ass net esou einfach. Mir hunn der mëttlerweil, déi dat wëllen zu Lëtzebuerg maachen. Wou läit de Problem? Mir mussen dat mixen. Dat op der Autobunn, hunn ech lech gesot, kënnt vun Antwerpen. Awer dee Courage, deen ech bis elo gemierkt hunn, fir Stockage zu Lëtzebuerg ze maachen, wäert jo net heeschen, dass mer elo esou vill Tanke maachen, dass alles, wat op d'Autobunne kënnt, fir d'Éischt do stockéiert gëtt an da gemixt gëtt. Och wann Der Biocarburantë mixe wëllt, musst Der dat op enger Plaz maachen.

Wat musse mer also maachen? Da musse mer et do maachen, wou et u sech erakëent a wou et raffinéiert gëtt: zu Antwerpen an zu Rotterdam. Also kann een net soen: Mir musse eng national Biocarburantsproduktioun opbauen. Well soss baue mer déi op, a wat maache mer dann domadder? Da fuere mer domadder op Antwerpen an op Rotterdam, fir et ze mëschen. Et muss eng Logik hannert där ganzer Démarche sinn, an duerfir sinn eenzel Schlagwierder menger Meinung no hei feel am Platz.

Mir hunn elo d'Pétrolieren obligéiert 2% Biocarburant ënnerzemëschen. Mir géifen och léiwer méi héich fueren, mä mir sinn ofhängeg vun deem, wat d'Belch an d'Hollänner maachen, well de Gros, dee bei eis kënnt, kënnt vun do, an dee mësche mir net. Mir géifen deen Deel mëschen, deen an deene klengen Tankstelle gebraucht gëtt. Dee kéinte mir mëschen. Duerfir misse mer Anlage souwuel zu Mäertert, zu Bartreg, an esou weider bauen, well soss geet dat do net. Duerfir, Biocarburantë wëlle mer, mir wëllen och, dass der hei uegebaut

ginn, mä ech soen lech: Esou einfach geet dat do net. Ech sinn der Meinung, dass mer et kënnen hikäieren, mä ech hoffen op all Är Ënnerstëtzung.

Här President, wat d'Elektresch ubelaangt, kréie mer d'Geleeënheet, mengen ech, nach driwwer ze schwätzen. Nach eng Kéier: Étiquetage, déi verschidde Reglementer, déi mer musse virleeën. Notamment den Étiquetage si mer amgaang ze maachen. Mir sinn amgaang alles wat mat Konzessiounen ze dinn huet ze preparéieren.

Mir hunn d'Gemengen elo virun enger Woch zesummegeholl, fir mat hinnen driwwer ze schwätze wéi déi Ëmsetzung vun där Direktiv sech wäert op d'Gemengen ausleeën. Mir hu jo nach siwe Gemengen, déi am Elektrizitéitsberäich tätég sinn. D'Gemenge solle selwer decidéieren, wat fir ee Wee, dass se ginn. Mä des Kéier decidéieren se et esou, dass se Bescheid wëssen. Si hu vun eis gesot kritt, wat fir e Wee, dass opsteet. Et ginn der e puer. Et ass un hinnen ze decidéieren, wéi se et maachen. D'Madame Brasseur war eng vun deenen, déi un där Réunioun deelgeholl hunn.

Mir probéieren datselwech am Gas ze maachen, a selbstverständlech dat, wat hei gefrot ginn ass. Ech kann lech soen, déi éischt Réuniounen hat ech am Oktober 2004. Dunn hu mer ugefaangen ze kucke wéi mer kéinten eis Participatiounen beim Stat esou zesummekréien, dass mer d'Réseauen an öffentlecher Hand hunn. Mir schaffen dorunner. Ech hat d'lescht Woch zwee voller Deeg Diskussiounen dozou. Ech hunn ufanks Januar erëm eng Kéier dozou Diskussiounen, an dann hoffen ech, dass mer zu Konklusiounen kommen. Op alle Fall Inaktivitéit ass et net.

Et ass eng laang Virbereedung, well et ass e komplizéierte Mechanismus, well et sinn d'Participatiounen. Ech mengen an der Kommissioun hat Der jo déi eenzel Participatiounen an do hutt Der jo gesi wéi d'Querverbindunge ginn a wéi schwierig et ass, dat do ze organiséieren.

Mir probéieren och - an d'Diskussiounen sinn um finanziellen an um techneschen Niveau amgaangen - d'Sotelsnetz mat deem vum Cegedelsnetz zesammenzebréngen. Och dat ass amgaangen ze geschéien.

Mir sinn amgaangen op den Tariffer, souwäit e Minister nach kann Afloss hunn, Afloss ze huelen. Mir hu probéiert, en neien Accord tarifaire mat der Cegedel auszuhandelen, deen op ganz aneren Elementer baséiert wéi op all deenen Tariffer, déi bis elo ausgehandelt gi sinn. Datselwech hu mer gemaach mat Cegedel Net, deenen hir Netzkäschte mer och probéiert hunn ze drécken.

Zum Gas brauch ech net vill ze soen. Mir kréien och do d'Geleeënheet, mengen ech, nach drop anzogoen. Do hu mer eng nei Tax agefouert. Ech sinn och der Meinung, dass de Gas muer muss zum Fonds de Compensation mat bäidroen, well dat ass eng aner Energiequell. Et gëtt kee Grund, firwat dass déi eng - d'Elektresch - zur Oder gelooss ginn an déi aner net. Mir mussen dat e bëssen anescht opdeelen. Duerfir ass eng Reform vum Fonds de Compensation virgesinn. Dat gëtt déi zweet Reform, déi mer envisagéiert hunn a wou doudsécher esou Elementer wäerte mat erakommen.

Mir ënnerstëtze selbstverständlech och d'Biomass, an duerfir kann ech dee Virstouss, dee mat där zweeter Motioun vu Säite vun deene Gréngen do komm ass, vun der Grénger Partei, an där Form net unhuelen. Ech hätt gären, dass mer e Joint maachen tëschent Economie, Energie an Agrikultur. Ech soen lech nämlech, dass mir eng Etüd elo maache gelooss hunn iwwer Biogas. Mir hunn eng ganz Rei Gespéicher gefouert, a mir hunn u sech e Groupe de travail. Ech wollt keen neie Groupe de travail schaffen. Mir hunn e Groupe de travail, deen ass bal d'selwech zesummegeesat, just dass déi Associatiounen net dra sinn, mä déi sinn als Observateur dohinner invitéiert. Ech menge mir ginn eis doriwwe eens.

Mir solle kucken, dass mer effektiv déi Biomass och esou organiséiert kréien, dass net eng elektresch Produktioun kënnt - dat ass meng Haaptsuerg -, mä dass mer eng Injekioun kréien. Duerfir si mer amgaangen déi Technik ze studéieren, fir d'Injekioun an den normale Réseau ze maachen. Zu Kielen ass esou eng Démarche amgaangen.

De Minett-Kompost ass en anert Beispill, wou mer mat amgaang sinn.

Wat d'Utilisation rationnelle de l'énergie an d'Économie d'énergie ugeet, ech mengen do ass jiddferen dofir. Just wëll ech soen, dass mer Jorzéngten elo verluer hunn. Dat do hätte mer an de 70er Jore misse weiderféieren. Dunn op eemol ass de Pëtrol erfogaangen. Duerfir solle mer och elo op-

passen, wann de Pëtrolspräis ee Moment erofgeet, wachsam bleiwen a weiderfuere mat Erspuerrisser maachen an net elo op eemol soen: Dann ass et jo net méi esou deier, dann ass de Problem net méi esou grouss.

An och um Niveau vun der Efficacité énergétique hoffen ech, dass ech eng Hëllestellung iwwert de Règlement grand-ducal, wat d'Wärmeschutzverordnung ubelaangt, hei an der Chamber kréien, fir dass mer kënnen virgoen.

Mir hunn e Logiciel ausgeschafft, fir dass et ganz einfach gëtt fir deen, deen dat muss maachen, op déi Valeur ze kommen, déi herno déi wichteg Valeur ass. Mir sinn amgaange Sensibilisatioun ze maachen. Mir sinn amgaange Formatioun elo schonn ze maache vum Secteur vun den Architekten, vun den Ingenieuren. Ech hoffen, dass ech do deen noutwendege Support kréien, well dat ass d'Basis dovun, fir dass mer och muer op déi aner Gebaier kënnen iwwergoen, déi funktionell Gebaier nämlech, déi Industriegebäier, déi öffentlech Gebäier, wou mer am Moment nach kee Konzept stoen hunn.

Iwwregens, et ass nach quasi keen, deen an Europa e Konzept stoen huet, an d'Kommissioun ass och do amgaangen eis esou ze nerven, fir eis erëm viru Geriicht ze huelen, mä et ass kee Land, wat richtig weess, wéi et dat soll ugoen. Mir sinn amgaangen ze kucken. Mir sinn net esou grouss, dass mer honnerte Leit op deenen Dossiere schaffen hunn. Da kucke mer alt heiansdo, wat déi ronderëm vu gudde Beispiller hunn, mä mir hunn nach näischt entdeckt. Déi meescht sichen elo och nach op hirer Sait.

Selbstverständlech wäerte mer fir d'Halbschent vun 2007 e Strategiepabeier dohinnerleeën iwwert de Plan d'action efficacité énergétique, esou wéi dat och gefrot ass um Niveau vun der Europäescher Unioun.

Schlussendlech, Här President, läit e Projet hei, dee mer um Häerz läit, dat ass de SUDCALs-Projet. Dat ass och eng Fro vun Efficacité énergétique. Ech hoffen, dass mer deen esou bal wéi méiglech kënnen duerchkréien, fir dass mir an déi Phas kënnen goen, wou mer dat do kënnen dann och richtig ëmsetzen.

Schlussendlech iwwert d'Énergie renouvelable. Et brauch kee mech ze iwwerzeegen iwwert d'Noutwendegkeet dovunner. Ech gleewen drun an ech weess och, dass dat à terme dat Eenzege ass, wat eppes bréngt, well de Pëtrol, deen ass nach eng Zäit do, mä de Pëtrol, dee gëtt ëmmer méi schwierig ze kréien. Doduerch gëtt e méi deier, well och wa se muer an d'Barentssee ginn an op all méiglech Plazen, doduerch gëtt en héchstens méi deier. En ass nach vläicht do, mä e gëtt méi deier, an duerfir musse mer un alternativ Energie goen.

D'Fro ass ebe just, wat zu Lëtzebuerg geet. An duerfir sinn esou pauschal Prozenter, déi queesch duerch sämtlech Länner festgesat ginn, wa se Lëtzebuerg obligéieren, e gewëssene Prozentsaz ze kréien, oder mir obligéieren eis, e gewëssene Prozentsaz ze kréien, dann ass dat jo awer eppes anescht, wéi wann Däitschland dat probéiert, wéi wann Eisträich dat probéiert, wéi wann anere Länner dat probéieren.

Ech ginn e Beispill. Mir hunn nëmme e puer Siten, déi sech eegne fir Wandenergie. Or, Wandenergie ass esou zimlech dat effikasste Mëttel, wat een am Moment huet fir alternativ Energien. Ech sti voll do hannendrun, mä mir musse kucken, mir hunn net vill Siten, an déi puer Siten, déi mir hei an deem klenge Land hunn, musse mer dann och fäerdeg bréngen bei de Leit duerchzesetzen.

Deen Zweetwichtigsten ass dee vum Waasser. Duerfir ass jo dee Projet SEO esou wichteg. Dat bréngt enorm vill an, mä mir hu leider net vill méi. 100 Megawatt sinn enorm vill. Här Grethen, et sinn der 200, an 100 Megawatt fir eis ass enorm vill.

» **M. Henri Grethen (DP).** - Däerf ech dem Minister eng Fro stellen?

» **M. le Président.** - Jo. Här Minister, erlaabt Der eng Zwëscherfro vum Här Grethen?

» **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Jo.

» **M. Henri Grethen (DP).** - Ech wollt den Här Minister froen: Brauch een net éiere méi Energie, fir d'Waasser eropzempelen zu Veianen, wéi et der erausgëtt beim Erolafen?

» **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Neen, et weist sech, dass dat eng ganz interessant Form vun Energiegewinnung ass, déi Lëtzebuerg kann hunn. D'Waasserkraaft

## Chambre des Députés

## Compte rendu officiel

## Supplément commun aux quotidiens:

d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal,  
Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

## Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

## Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

## Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

ass souwisou eng ganz interessant Form, just dass mir net vill Méiglechkeeten hunn. Énner Àrer Regie, Här Grethen, sinn déi kleng Barragen alleguerten astand gesat ginn. Eng géif mengen, mir hätten de Maximum do erausgeholl, deen erauszehuelen ass. Et ass net vill méi dran, ouni dass de Zodi mam Ëmweltminister kriss, dat wësst Der, well dann op eemol erëm Fëschbrécke musse gebaut ginn, déi erëm mat sech bréngen, dass dann d'Wierer net méi déi Effikasitéit hunn, déi se missten hunn.

## (Interruption)

Mir mussen déi Diskussioun och eng Kéier féieren, vu wellechem Moment aus un d'Ëmweltpolitik an d'Energiepolitik openanerkennen, och wann d'Energiepolitik esou ausgerichtet ass, dass se op alternativ Energien ausgerichtet ass. An dat ass eng Diskussioun, déi eenzel Leit scheien, mä déi mussen mer awer a mengen Ae féieren.

Mir probéieren, déi Potenzial-Etüd...

» M. Charles Goerens (DP).- Den Här Grethen huet sech net vu mir stéiere gelooss do.

## (Interruption)

» M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Ech probéieren, déi Potenzial-Etüd iwwert d'Énergie renouvelable elo, déi ass scho virgestallt ginn. Et war hei gefrot ginn, si misst public gemaach ginn. Si ass schonn eng Kéier virgestallt ginn.

## (Interruption)

Jo, jo, mä si ass awer scho virgestallt ginn, a mir probéieren och selbstverständlech do dat erauszehuelen, wat erauszehuelen ass. Mä, Här Kox, gestitt och an, et sinn eng Rei Saachen, déi bei eis net esou liicht méiglech si wéi an anere Länner. Mir hunn net déi Wandkraaft. Mir hunn net déi Méiglechkeeten, déi anerer hunn, duerfir mussen mer och oppassen, dass mer wierklech d'Potenzial ausloten, an duerfir kann een net soen, dat theoretesch Potenzial an dat praktescht Potenzial, dat wär datselwecht. Esou einfach ass dat do net.

An ech mengen, mir hu mat engem Ëmweltinstitut dat do probéiert ze kucken. Mir hu jo net just mat der Wirtschaft dat do gekuckt, mä mat engem Ëmweltinstitut, a mir hu gekuckt, wéi et am beschten ze maachen ass. Ech menge mir kéimen och do zu Resultater. Ech rechnen, dass mer am Laf vum nächste Joer déi Resultater an hirer Praxis kënnen analyséieren. Dorausser ergëtt sech jo dann och d'Reform vun der Subsidiatioun vun den alternativen Energien.

Dat gesot, Här President, hunn ech mat där Motioun, déi vum Här Bodry déposéiert ginn ass, u sech keen direkte Problem. Déi zweet, déi vun de grénge Kolleegen, do hunn ech gesot, mengen ech, solle mer aus deene Grënn, déi ech lech genannt hunn, vläicht an enger gemeinsamer Sitzung kucken. Déi lescht Motioun vun deene grénge Kolleegen ass eng, déi menger Meenung no misst a Richtung vun der Intérieurskommissioun goen. Ech wëll net hei am Numm vum Intérieursminister schwätzen, deen awer an deenen Diskussiounen elo mat de Gemengen dobäi ass, an ech wëll virausschécken, deen awer eng Ouverture d'esprit do gewisen huet, déi, hoffen ech, sech och an d'Wierklechkeet kann ëmsetzen.

Schlussendlech...

## (Interruption)

Dir sidd awer Zeien, dass hien et gemaach huet.

» Une voix.- Et brauch een awer vill Optimismus fir ze mengen, dass mer do...

» M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Oh, ech mengen awer, dass mer dat fäerdege bréngen, mä ech mengen, dat wär gutt, wann Der dat vläicht eng Kéier an der Gemengekommissioun géift analyséieren.

Schlussendlech, Här President, déi éischt, déi muss ech - net well mer eis net eens sinn iwwert den Inhalt - awer oflehen, well mir amgaange sinn iwwer eng Studie ze kucken, déi Agence de l'Énergie anescht dohinner ze stellen. Dat hei, ass dat eppes anescht? Ass dat eng Ëmwandlung? Ech hunn d'Tendenz, eppes wat besteet ze probéieren ze verbesseren. Mir hunn en Dissens, dat weess ech, op der Struktur vum Aktionariat. Ech weess dat.

Ech hunn ëmmer gesot, et bréngt näischt, Är Fuerderung. D'Cegeed an d'SEO, déi Aktionär mat do dra sinn, déi si glécklech, wa se kënnen erausgoen, da brauchen se näischt méi ze maachen, brauche keng Sue méi dran ze verwenden. Den Här Bodry hat dat deemools agefouert an ech wëll et bäibehalen. Ech hätt gären, dass se hir Responsabilitéit och weider huelen. Si stéiere mech net. Si stéieren d'Agence am Moment net.

Mä déi Agence muss eng aner Ausriichtung kréien. Do sinn ech mat lech d'accord. Mir probéieren déi Agence de l'Énergie unhand vun enger Etüd, déi mir och vun engem auslänneschen Institut maache loossen, ze verbesseren, fir dass se hirer Conseilenaufgab e bësse méi entgéintkënn, an dann, mengen ech, wär se och méi effikass herno a kéint déi Aarbecht op deem Niveau, deen Dir lech virstellt, menger Meenung no maachen.

Mä an där dote Form kann ech et net akzeptéieren, well ech och net wëlle hat en Établissement public ze maachen. Et ass am Moment eng S.A., et ass eng Agence, an ech gesinn net an, éierlech gesot, wat den Établissement public méi géng abréngen, wéi dat, wat eng S.A. am Moment ka maachen. Ech ginn net erëm eng S.A. ëmwandelen an en Établissement public. Ech géng mengen, mir kéinten dat am Kader vun der S.A. maachen, esou dass ech am Moment déi do Motioun net an där Form kann unhuelen.

Ech sinn awer bereet mat lech doriwier ze schwätzen, well ech vill vun Äre Fuerderungen, déi dra sinn, absolut kann deelen; just kann ech mam Instrument, esou wéi Dir lech et virstellt, net ganz d'accord sinn.

» Plusieurs voix.- Très bien!

» M. le Président.- Voilà. Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert déi eenzel Motiounen.

## Motion 1

D'Motioun 1 vum Här Kox, huet den Här Minister gesot, kann hien net unhuelen. Ech huelen un, dass e Vote électronique verlaangt gëtt.

## (Assentiment)

Da maache mir dat direkt.

## Vote

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 35 Nee-Stëmmen, bei 9 Abstentiounen a 7 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. François Bausch), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener,

Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Laurent Mosar), Marcel Sauber, Marco Schank, Marc Spautz, Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par M. Fernand Diederich), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Marc Angel), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roland Schreiner), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Roger Negri, Jos Scheuer, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: Mme Anne Brasseur, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

## Motion 2

D'Motioun 2. D'Proposition ass, fir déi an d'Kommissioun ze verweisen. Wat seet déi gréng Fraktioun dozou?

» Une voix.- Jo, dat huele mer un.

» M. le Président.- Dann ass déi an d'Kommissioun verweisen.

## Motion 3

Déi drëtt Motioun hat de Minister proposéiert oder geduecht an d'Commission des Affaires intérieures ze verweisen.

» Une voix.- Och dat huele mer un.

» M. le Président.- Da si mer och do kloer.

## Motion 4

An dann d'Motioun 4. Déi ass vun alle gedroen, da kënnen mer par main levée driwwer ofstëmmen.

» Une voix.- Neen, mir froen de Vote électronique.

» M. le Président.- Da maache mer e Vote électronique.

## Vote

D'Motioun 4 ass ugeholl mat 49 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a 7 Abstentiounen.

## Sommaire des séances publiques

5600 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007 (suite)

- Discussion générale (suite)

pages 130-142

5161 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales;

2. de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales;

3. de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel;

4. du Code du Travail;

5. de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

6. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

pages 143-148

5624 - Projet de loi abrogeant:

- la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding companies),

- l'arrêté grand-ducal modifié du 17 décembre 1938 concernant les sociétés holding, pris en exécution de l'art. 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup> alinéas 1 et 2 de la loi du 27 décembre 1937,

- l'arrêté grand-ducal modifié du 17 décembre 1938 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding Companies) qui reçoivent des apports comprenant l'avoir d'une société étrangère s'élevant à 24.000.000 euros au moins,

- la loi modifiée du 12 juillet 1977 modifiant et complétant a) la loi du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (holding companies) modifiée par l'article 21 de la loi du 29 décembre 1971 et b) l'arrêté grand-ducal du 17 décembre 1938, sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (holding companies) qui reçoivent des apports comprenant l'avoir d'une société étrangère s'élevant à un milliard au moins, modifié par l'article 22 de la loi du 29 décembre 1971,

- le règlement grand-ducal du 29 juillet 1977 fixant le minimum du capital social libéré dont doit disposer une société holding pour être admise au bénéfice des dispositions fiscales de l'article premier de la loi du 31 juillet 1929,

- la loi du 21 juin 2005 portant modification de l'article 1er de la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding companies)

et fixant une période transitoire jusqu'au 31 décembre 2010 pour le maintien temporaire de ces régimes

pages 148-152

5610 - Projet de loi relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg

- à l'initiative d'allègement de la dette multilatérale de l'Association Internationale de Développement

et

- à la septième reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole

page 152

5626 - Projet de loi portant rectification du Code du travail

pages 152-153

Motion de Mme Anne Brasseur relative aux réformes du cycle inférieur de l'enseignement postprimaire

pages 153-154

Résolution de M. Charles Goerens relative à la condamnation de la contestation de la Shoah

pages 154-155

Débat d'orientation demandé par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la politique énergétique du Luxembourg

pages 155-167

## Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet			
			1415	M. Aly Jaerling	Manifestations des élèves et étudiants
			1416	M. Claude Meisch	Subsides de l'État aux communes pour les investissements en infrastructures
1155 cf. 1224	M. Claude Meisch	Abrogation du régime fiscal des Holdings 1929 jusqu'en 2007	1420	M. Claude Adam	Éléments consignés dans les bulletins scolaires et information communiquée aux élèves et parents
1224 cf. 1155	M. Ben Fayot	Sociétés holding 1929	1422	MM. Roger Negri et Roland Schreiner	Sécurité dans les transports publics
1293	M. Ben Fayot	Transfert des données des passagers aériens entre l'UE et les États-Unis	1423	Mme Vera Spautz	Manifestations des élèves et étudiants
1312	M. Aly Jaerling	Campagne de sensibilisation de la Loterie nationale	1424	M. Ali Kaes et M. Marcel Oberweis	Création d'un «Sentier de la Minette»
1343	M. Ali Kaes	Mise en œuvre du Processus de Bologne	1426	M. Gast Gibéryen	Audit sur des associations d'insertion dans le marché du travail
1360	M. Aly Jaerling	Accusations de l'hebdomadaire «L'Investigateur»	1427	Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Marcel Oberweis	Maladie du botulisme bovin
1371	M. Marcel Oberweis	Construction de centrales éoliennes dans le parc éolien du canton de Redange	1429	M. Marcel Oberweis	Zone transfrontalière belgo-luxembourgeoise et le Plan de Base Ecologique - Plan Transfrontalier (PBEPT)
1387	Mme Claudia Dall'Agnol	Mesures en faveur de l'emploi des jeunes	1430	M. François Bausch	Équipement du réseau d'autobus TICE de solutions de navigation par guidage satellite
1388	M. Laurent Mosar	Réunion des pays les plus peuplés de l'UE regroupés au sein du G6	1431	M. Marcel Oberweis et M. Ali Kaes	Guichet de la gare de Diekirch et les travaux sur la voie ferrée à la gare de Mersch
1389	M. Jean-Pierre Koepp	Transposition de la directive européenne relative à l'établissement d'un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau	1438	M. Aly Jaerling	Taxe sur les véhicules automoteurs
1390	M. Marc Angel	«Bénévolat payant»	1439	M. Claude Adam	Chiens d'assistance
1391	M. Marcel Oberweis	Utilisation des «mégacamions»	1440	M. Jacques-Yves Henckes	Fermeture de deux sections offrant aux détenus la possibilité d'exercer un travail
1393	M. Carlo Wagner	Équipement des voitures de pneus d'hiver	1441	Mme Claudia Dall'Agnol	Phénomène du «stalking»
1394	M. Alexandre Kriepes	Mise sur le marché d'un vaccin anti-papillomavirus humain	1442	Mme Claudia Dall'Agnol	Inscription de la protection de l'enfant dans la Constitution luxembourgeoise
1395	M. Roger Negri	«PostShop»	1443	M. Aly Jaerling	Aide de la Commission européenne à la République démocratique du Congo
1396	M. Ali Kaes	Procédure administrative d'adoption d'un plan d'aménagement particulier (PAP)	1444	M. Aly Jaerling	Communication des articles de presse aux personnes qui y sont citées
1397	M. Aly Jaerling	Prix affichés	1445	M. Félix Braz	Camions en transit qui quittent l'autoroute A6 à hauteur du Windhof pour se diriger vers une station-service locale
1398	M. Aly Jaerling	Perquisition à domicile	1446	M. Félix Braz	Prise en charge par l'Union des Caisses de Maladie des frais de traitement à l'étranger
1400	M. Xavier Bettel	Vols de nuit	1447	Mme Sylvie Andrich-Duval et M. Marcel Oberweis	Transport transfrontalier par ambulance
1401	M. Claude Meisch	Statut de l'Administration de l'Aéroport	1449	M. Camille Gira	Organisation d'une chasse en battue dans la zone de protection Grünewald
1403	M. Claude Meisch	Emplacement du futur département informatique du groupe Arcelor-Mittal	1450	M. Aly Jaerling	Ponctualité des trains sur la ligne Luxembourg-Esch/Alzette
1404 cf. 1405, 1406, 1407, 1408, 1409, 1410	Mme Anne Brasseur	Enseignement par compétences	1456	M. Claude Meisch	«Super poids lourds»
1405 cf. 1404, 1406, 1407, 1408, 1409, 1410	Mme Anne Brasseur	Apprentissage de l'anglais dès la classe de 7 <sup>e</sup>	1457	M. Claude Meisch	Liaisons à partir de l'Aéroport de Luxembourg vers l'Europe centrale
1406 cf. 1404, 1405, 1407, 1408, 1409, 1410	Mme Anne Brasseur	Enseignement par compétences - critiques des milieux professionnels	1458	M. Aly Jaerling	Subvention pour frais de chauffage
1407 cf. 1404, 1405, 1406, 1408, 1409, 1410	Mme Anne Brasseur	Enseignement par compétences - triple notation	1459	M. Robert Mehlen	Sécurité des vols partant de l'Aéroport de Luxembourg
1408 cf. 1404, 1405, 1406, 1407, 1409, 1410	Mme Anne Brasseur	Enseignement par compétences - critères de promotion traditionnels	1463	M. Henri Kox	Énergie nucléaire
1409 cf. 1404, 1405, 1406, 1407, 1408, 1410	Mme Anne Brasseur	Programme «socle de compétences»	1466	M. Xavier Bettel	Évolution de l'Aéroport de Luxembourg
1410 cf. 1404, 1405, 1406, 1407, 1408, 1409	Mme Anne Brasseur	Abolition du régime préparatoire	1468	M. Ben Fayot	Examen approfondi de la situation des contribuables résidents après l'application de la loi du 23 décembre 2005 portant 1. introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière; 2. abrogation de l'impôt sur la fortune dans le chef des personnes physiques; 3. modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu
1411	M. Gast Gibéryen	Carte d'identité - Nom patronymique du conjoint			
1412	M. Xavier Bettel	Lutte contre le trafic de drogues au sein de l'établissement pénitentiaire de Schrassig			
1413	M. Xavier Bettel	Système de gestion électronique de la billetterie dans les transports publics			
1414	M. Aly Jaerling	Acompte sur le paiement des dividendes Arcelor-Mittal			

### Question 1155 (6.7.2006) de M. Claude Meisch (DP) concernant l'abrogation du régime fiscal des Holdings 1929 jusqu'en 2007:

Il me revient par voie de presse que la Commission européenne demande au Gouvernement luxembourgeois d'abroger le régime fiscal des Holdings 1929 jusqu'en 2007. Selon la Commission européenne ce régime fiscal enfreint les règles du marché commun. Suite à un communiqué de presse publié en date du 8 février 2006 par la Représentation permanente de la Commission européenne au Luxembourg, dont il

ressortait qu'une enquête officielle avait été lancée sur la loi luxembourgeoise de 1929 exonérant les sociétés de la participation financière de l'impôt sur le revenu des sociétés, j'ai posé une question parlementaire afférente à Messieurs les Ministres des Finances, du Trésor et du Budget en date du 9 février 2006 (cf. *compte rendu N°9/2005-2006*). Dans sa réponse, Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget a répondu en substance qu'il avait toujours estimé que la Commission européenne considérait à tort que le régime fiscal des sociétés holding 1929 constituait une aide de l'État et qu'il ne pouvait se déclarer d'accord avec une abolition pure et simple de ce régime. Par ailleurs, la Commission européenne n'aurait pas tenu dûment compte des amendements apportés au traitement fiscal

des sociétés holding par la loi du 21 juin 2005.

Sur la toile de fond des nouveaux développements concernant le régime fiscal des Holdings 1929, je souhaite poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres des Finances, du Trésor et du Budget:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer les informations relayées par la presse?

- Comment Messieurs les Ministres entendent-ils réagir face à la mise de la Commission européenne demandant l'abrogation du régime fiscal des Holdings 1929?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me donner des informations détaillées sur les contacts et leur contenu ayant eu lieu entre le Gouvernement luxembourgeois et la

Commission européenne depuis février 2006?

- Quelles répercussions une abolition du régime fiscal des Holdings 1929 risque-t-elle d'avoir sur la perception des recettes au niveau du budget de l'État notamment au niveau de la taxe d'abonnement et de la taxe sur la valeur ajoutée?

- Quelle est l'appréciation de Messieurs les Ministres quant aux conséquences pour la place financière dans l'hypothèse où le Luxembourg se voit contraint de suivre la décision de la Commission européenne? Quelles incidences ce cas de figure peut-il avoir pour le marché du travail et plus particulièrement pour les sociétés spécialisées dans la gestion des portefeuilles détenus par des holdings?

### Question 1224 (7.8.2006) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant les sociétés holding 1929:

Une décision de la Commission européenne en date du 19 juillet 2006 a arrêté que «le régime fiscal actuellement en vigueur au Luxembourg en faveur des sociétés holding exonérés sur la base de la loi du 31 juillet 1929 est un régime d'aide d'État incompatible avec le marché commun». L'article 2 de la décision permet cependant de proroger les effets du régime jusqu'au 31 décembre 2010.

Ce même article précise cependant que «les sociétés qui continueront à bénéficier du régime visé à l'article 1<sup>er</sup> jusqu'au 31 décembre 2010 ne pourront pas faire l'objet d'aucune cession totale ou partielle de leur capital pendant toute

la durée de ce régime transitoire d'exonération».

- Le Gouvernement a-t-il examiné les différents effets de cette dernière disposition pour la place financière? Quelles sont en particulier les conséquences pour les holdings cotées en bourse, par exemple en ce qui concerne la liquidité des titres, étant donné que les transferts de titres ainsi que tout négoce seront désormais impossibles? Quelles sont les dispositions transitoires pour la période d'ici le 31 décembre 2010 fixées par le Gouvernement pour éviter toute insécurité juridique?

**Réponse commune** (19.12.2006) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre des Finances* et de **M. Luc Frieden**, *Ministre du Trésor et du Budget*:

Pour répondre aux critiques de la Commission européenne, le Gouvernement a déposé deux projets de loi [doc. parl. 5624 - Projet de loi abrogeant la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding companies) et fixant une période transitoire jusqu'au 31 décembre 2010 pour le maintien temporaire de ces régimes et doc. parl. 5637 - Projet de loi relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»)] qui tiennent compte des observations de la Commission et des intérêts de la place financière quant aux principes de confiance légitime et de sécurité juridique. Avec ces deux projets de loi, élaborés en étroite collaboration avec les représentants du secteur financier, le Gouvernement estime avoir donné au secteur du private banking les instruments dont il a besoin pour se développer en conformité avec le droit européen.

**Question 1293** (20.9.2006) de **M. Ben Fayot** (*LSAP*) concernant le **transfert des données des passagers aériens entre l'UE et les États-Unis**:

Suite à l'annulation par la Cour de Justice européenne de l'accord de 2004 entre l'Union européenne et les États-Unis sur le transfert des données des passagers aériens (PNR, passenger name records), annulation qui prend effet le 30 septembre 2006, le Conseil et la Commission essaient de parvenir à un nouvel accord avec les États-Unis d'ici octobre 2006, accord intérimaire qui pourrait, selon la Commission, entrer en vigueur immédiatement sans ratification. Il est aussi prévu de négocier un nouvel accord définitif qui devrait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Pour rappel, il convient de signaler que la Cour a rejeté la base juridique de l'accord relative au marché intérieur, ce qui élimine la procédure de codécision et donc l'intervention du Parlement européen dans la procédure.

Il est bien connu que le domaine dont il s'agit et qui relève du troisième pilier (justice, affaires intérieures) est hautement sensible du point de vue des libertés publiques puisqu'il s'agit aussi bien de protéger la sécurité des passagers de vols aériens que d'assurer la protection et l'utilisation des données personnelles de ces mêmes passagers.

- J'aimerais donc demander à Monsieur le Ministre quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois dans cette négociation. Ne devra-t-il pas faire intervenir le Parlement luxembourgeois en l'informant dès maintenant des négociations en cours et en faisant ratifier tout accord aussi bien intérimaire que définitif par la Chambre, étant donné la nature intergouvernementale du troisième pilier?

**Réponse** (19.12.2006) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

L'accord provisoire précité a reçu l'accord unanime des États membres de l'Union européenne et est déjà en vigueur. À l'instar de ce qui fut fait dans la plupart des autres États membres, le Gouvernement a informé la Chambre des Députés (Commission juridique) du contenu de l'accord, qui visait surtout à constituer un cadre visant à éviter que les États-Unis d'Amérique ne concluent un accord séparé avec chaque compagnie aérienne qui souhaite atterrir aux États-Unis. L'accord ne concerne pas directement le Luxembourg dans la mesure où il n'y a pas de vol direct pour passagers entre le Luxembourg et les États-Unis.

**Question 1312** (29.9.2006) de **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*) concernant la **campagne de sensibilisation de la Loterie nationale**:

D'Nationallotterie huet eng Sensibilisierungscampagne gestart, fir d'Leit iwwer hir Spillgewunneschten ze befreien.

D'Formularen zu der Campagne fénnt een an allen Zubido-Filialen.

D'Froen, déi gestallt ginn, sollen dem Spiller virun Ae féieren ob en nëmmen aus Pleséier spillt oder scho spillsüchteg ass.

Déi Informatiounen, déi do opgrond vun deene Froen erausgefiliert ginn, kënnen ganz nützelch si fir endlech emol analyséieren ze kënnen, wéi grouss de Problem vun der Spillsucht hei am Land schonns ëm sech gegraff huet.

Besonnenesch grad bei deenen Zubido-Automaten, déi ee geschwënn an all Bistrot fénnt an déi d'Leit regelrecht zum Spille verleeden.

Wann déi Froeformularen och elo sollen dozou dëngen, d'Leit iwwer sech selwer opzekläre wat hiert Spillverhalen ubelaangt, sou ass awer gewosst, datt e Spiller, dee spillsüchteg ass, dat garantéiert net wäert zouginn.

Et schéngt mer och hypokritesch wann engersäits de Stat an allen Ecken Geldspiller erlaabt an dichteg drop kasséiert, an dann do derniewent déi staatlech kontrolléiert Nationallotterie Formularen ausdeelt, déi d'Spiller iwwer hiert Spillverhale sollen opklären a vum Spillen ewechbréngen.

Engersäits sollen d'Leit iwwer déi Formularen iwwer d'Gefore vum Spillen opgekläert ginn an anersäits awer gétt d'Spille gläichzäiteg e bësse bagatelliséiert an de Leit d'Meenung vermëttelt, si kënnen hir Spillgewunneschten an de Grëff kréien, wat awer bei deene mannsten de Fall wäert sinn.

Dofir wier et onbedéngt noutwendeg, endlech eng seriö Analyse vum Spillproblem hei am Land duerchzeféieren an opgrond vun deenen Erkenntnisser Mesuren ze ergräifen, déi hëllef vun der Sucht lasszkommen.

Sou eng Etüd misst och d'Folge vun der Sucht analyséieren, besonnesch fir d'Famillje vun den Affer an och wat d'Selbstmorden ubelaangt, déi duerch déi praktesch ausweglos Situatioun schonns entstané sinn an och nach weider wäerten entstoën.

Kann den zoustännege Minister mir d'Froen beäntweren:

- Gedenkt d'Regierung endlech eng déifgräifend Etüd an Optrag ze gi fir d'Ausmoosse vun der Spillsucht, souwuel op déi legal erlaabten an illegale Geldspiller, hei am Land ze ergrënnen?
- Gedenkt d'Regierung niewent dem ugebuedene Suchttelefon eng effizient Hëllef unzëbieden, déi

de Spillsüchtegen hëllef sech aus hirer Sucht ze befreien?

3. Wivill Spillsüchteger konnten iwwer de Suchttelefon erausst ginn, wat fir eng Hëllef kréien se ugebueden a wat fir eng Konklusione kann een aus deenen Erkenntnisser zéien?

4. Wivill Gelder fléisse viraussichtlech 2006 iwwer d'Geldspill - de Casino zu Mondorf abegräff - an d'Statskeess an zu wat fir engen Zwecker ginn déi Soue verwendet?

5. Mat wat fir enge Recettë rechent d'Regierung am Joer 2007 iwwer d'Geldspiller ze encaisséieren?

6. Ass d'Regierung net och der Meenung, datt déi Campagne vun der Nationallotterie ka kontraproduktiv sinn duerch hir zweedteig Texter?

**Réponse** (19.12.2006) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

Och wann et der Regierung bewosst ass, datt verschidde Leit kënnen spillsüchtesch sinn an datt d'ëst - wéi all Sucht - e grouss Problem fir déi Betraffen ass, mengt d'Regierung, datt eng Etüd keng zousätzlech Erkenntnisser géng bréngen, well scho vill am Ausland iwwer dës Fro geschriwwen ginn ass. D'Regierung begréisst d'Sensibilisierungscampagne vun der Nationallotterie a weess, datt déi Organisations, déi sech ëm Suchtproblemer bekëmmern, sech och mat dëser Sucht ofginn. Wat d'Recette fir de Stat vu Casino-spiller ubelaangen, sou gesäit de Budget fir 2007 13 Milliounen Euro vir.

**Question 1343** (12.10.2006) de **M. Ali Kaes** (*CSV*) concernant la **mise en œuvre du Processus de Bologne**:

En signant la déclaration de Bologne en juin 1999, 29 pays de l'Europe ont pris la décision d'harmoniser leurs cursus de formation universitaire et d'adopter un système de diplômes commun. Le Processus de Bologne devrait permettre de procéder à des comparaisons et des équivalences des diplômes de fin d'études au niveau international ainsi que de favoriser la mobilité des étudiants et leur accès au monde du travail en Europe.

Concrètement il s'agit de placer jusqu'en 2010 les systèmes nationaux de l'enseignement supérieur dans un cadre commun reposant sur trois cycles à savoir le «bachelor» qui correspond au bac+3, le «master» qui correspond au bac+5 ainsi que le «doctorat» qui correspond au bac+8 ans.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Dans le cadre de la mise en œuvre du Processus de Bologne, quel cycle d'études les étudiants devront-ils dorénavant accomplir pour pouvoir devenir professeur de l'enseignement secondaire?

- L'exception faite actuellement au niveau du Ministère de l'Enseignement supérieur concernant les études accomplies en Angleterre se maintiendra-t-elle dans le cadre du Processus de Bologne?

**Réponse commune** (22.12.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*, de **M. Claude Wiseler**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative* et de **Mme Octavie Modert**, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*:

Il convient de relever qu'à l'heure actuelle la loi du 17 décembre 2003 modifiant la loi modifiée du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades étrangers d'enseignement supérieur ainsi que le règlement grand-ducal du 10 septembre 2004 fixant les critères d'homologations des titres et grades étrangers sont toujours en vigueur. L'article 10 du règlement grand-ducal susmentionné stipule que les «diplômes finals doivent sanctionner un cycle d'études, à temps plein d'une durée minimale de quatre années ou huit semestres ou douze trimestres, ou à temps partiel, prévu par les autorités compétentes, à condition que le volume total, le niveau et la qualité de cette formation ne soient inférieurs à ceux de formations à temps plein».

De même l'article 4 de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique stipule que les professeurs de lettres ou de sciences, les professeurs de sciences économiques et sociales, les professeurs d'éducation artistique, d'éducation physique ou d'éducation musicale, les professeurs-architectes, les professeurs de sciences de l'enseignement secondaire technique et les professeurs de doctrine chrétienne doivent tous avoir accompli un cycle complet d'au moins quatre années d'études universitaires ou de niveau universitaire.

La mise en œuvre du Processus de Bologne nécessitera donc une modification de l'ensemble de ce dispositif législatif et réglementaire. À cette fin un groupe de travail interministériel a été instauré, groupe de travail dont les travaux sont sur le point d'être clôturés. Conscient de l'importance et de l'urgence que revêt ce dossier, le Gouvernement prendra une décision quant aux diplômes requis pour l'accès à la fonction publique dans les mois à venir. Il est évident que cette décision prévoira une phase de transition assez importante pour éviter que des étudiants actuellement inscrits dans certains cycles ne doivent réorienter leurs études ou ne soient exclus de la possibilité d'accès à la fonction publique.

Dans l'attente de cette décision, l'exception faite actuellement pour les étudiants ayant accompli leurs études en Angleterre et ayant au préalable accompli avec succès une année d'études à l'Université du Luxembourg est maintenue.

**Question 1360** (21.10.2006) de **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*) concernant les **accusations de l'hebdomadaire «L'Investigateur»**:

An der Nummer 351 vum 19-25 am Wäimount 2006 vun der Zäitschrëft «L'Investigateur» ginn eng Rei grav Uschëllegunge géint d'Lëtzebuerger Polizei an d'Justiz ervirbruecht, wéi zum Beispill op der Titelsäit: Esclaves du sexe - Police et justice ferment les yeux, Sâit 10 - Policier protecteur du milieu, Sâit 12 - Policier informateur du monde de la nuit «Il y a, dans la police, des éléments qui sont favorables à ce milieu de la nuit».

An dem Ofsaz vum Artikel ginn och nach Undeutunge gemaach iwwer e bestëmmte Beamten aus der Police judiciaire a souguer iwwer e Magistrat, déi solle Kontakter zu Prostituéiertkreesser gehat hunn. Dat do si grav Uschëllegunge vun dem Responsabelen aus der Zäitschrëft, déi ech irresponsabel a geféierlech fannen.

Duerch déi Aussoen do an der Zäitschrëft ginn all eierlech Polizeibeamten, d'Police judiciaire an d'Justiz diskriminéiert an d'Vertraue vun de Bierger an d'Polizei an an d'Justiz gétt prekariséiert.

Kann den Här Justizminister mir d'Froen beäntweren:

1. Huet den Här Justizminister Kenntnis vun deenen Uschëllegungen, déi an der Zäitschrëft «L'Investigateur» géint d'Justiz an d'Polizei gericht ginn?

2. Gedenkt den Här Justizminister eng Enquête anzéleede fir d'Véaritéit vun deenen Aussoen do ze iwwerpréifen?

3. Wann déi Aussoen do net stëmmen, wat gedenkt den Här Justizminister dann ze ënnerhuele fir de Responsabele vun deenen Uschëllegungen zur Rechenschaft ze zéien?

**Réponse** (19.12.2006) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

Je n'ai pas connaissance des affirmations citées et j'estime inopportuniste et inefficace, à chaque fois que quelqu'un, dans un État libre comme le Luxembourg, exprime des vues personnelles ou sème des rumeurs, de faire mener une enquête policière et déposer plainte auprès des autorités judiciaires. Pour le surplus, j'estime que la police fait son travail correctement et conformément aux lois et règlements en vigueur. Dans les cas très exceptionnels où tel ne fut pas le cas, des sanctions disciplinaires ont été prises.

**Question 1371** (26.10.2006) de **M. Marcel Oberweis** (*CSV*) concernant la **construction de centrales éoliennes dans le parc éolien du canton de Redange**:

Les énergies renouvelables telles que l'énergie éolienne, l'énergie solaire et la biomasse représentent des atouts pour la production d'énergie électrique décentralisée. L'avantage principal des ces sources d'énergie est que leur utilisation permet de contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et ainsi de s'approcher des objectifs fixés dans le cadre du protocole de Kyoto.

Parmi ces sources, la production d'énergie à partir des centrales éoliennes devrait, à mes yeux, être encouragée davantage au Luxembourg surtout parce que nos campagnes livrent les conditions optimales pour leur construction voire leur exploitation. D'après mes informations pourtant parmi les quinze centrales éoliennes, dont la construction avait été planifiée au parc éolien du canton de Redange, seulement sept seront finalement construites. En effet, la construction des huit autres centrales éoliennes vient d'être refusée dans le cadre de la procédure commodoincommodo. Ce refus me semble d'autant plus incompréhensible que la commune d'Attert (Belgique) planifie quant à elle d'ériger de son côté son propre parc éolien.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quelles ont été les raisons de ce refus dans le cadre de la procédure commodoincommodo?

- Quelles sont les chances de voir un jour d'autres parcs éoliens au Luxembourg?

**Réponse commune** (28.12.2006) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*:

1) Demande d'autorisation «commodo-incommodo»

Dans un souci de transparence et de cohésion quant au projet global envisagé, la Société Électrique de

l'Our (SEO) a introduit en date du 17 octobre 2003 une demande d'autorisation pour la construction de 15 aérogénérateurs sur le territoire des communes de Redange, Ell, Rambrouch et de Wahl.

L'Administration de l'Environnement a considéré le dossier de demande comme «complet» le 29 juin 2004.

Le 14 avril 2006, le Ministre de l'Environnement a autorisé la construction de sept éoliennes sur le territoire des communes de Ell et de Redange.

Jusqu'à présent l'autorisation d'exploitation du Ministère du Travail et de l'Emploi n'a pas encore été déléguée.

2) Demande d'autorisation dans le cadre de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

La demande d'autorisation dite «environnement» a été déposée le 7 décembre 2004. Cette demande porte sur la seule mise en place des sept aérogénérateurs sur le territoire des communes de Ell et de Redange.

Le 7 avril 2006, le Ministre de l'Environnement a autorisé la construction de ces sept éoliennes.

3) La différence entre le projet global de 15 éoliennes (demande d'autorisation «commodo-incommodo») et le projet de sept éoliennes (demande d'autorisation «environnement») s'explique par le fait que la SEO a adressé une lettre d'information au Ministre de l'Environnement le 22 octobre 2004, précisant que le projet initial était divisible en deux parties, une partie sud sur le territoire des communes de Ell et Redange, d'une part, et une partie nord sur le territoire des communes de Rambrouch et Wahl, d'autre part.

La partie sud sur le territoire des communes de Ell et de Redange est réalisable dès la mise en service de la ligne aérienne de haute tension entre Roost et le poste 65 kV de Redange, prévue pour début de l'année 2007, tandis que la partie nord n'est techniquement réalisable qu'après la mise en place d'une ligne de bouclage de haute tension entre Redange et Koerich prévue actuellement au programme d'investissement de Cegedel pour être mise en service en 2011!

Pour faciliter la procédure d'autorisation, la SEO a demandé à l'Administration d'autoriser dans un premier temps uniquement la réalisation de la partie sud du projet global, considérant qu'à ce stade les raisons du report de la partie nord sont surtout d'ordre technique mais tout en étant conscient par ailleurs d'une certaine opposition dans la population ainsi qu'au niveau des communes de Rambrouch et de Wahl quant à la possible réalisation future de la partie nord du projet.

Voilà pourquoi aucune démarche particulière n'a été initiée à ce jour auprès des dites communes de Rambrouch et de Wahl afin que celles-ci puissent prévoir dans leur Plan d'Aménagement Général (PAG) l'implantation et l'exploitation d'éoliennes dans les zones actuellement retenues pour la réalisation de la partie nord du projet global, en conformité avec l'article 17 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Partant, dans son arrêté du 14 avril 2006 portant approbation de la partie sud du projet de parc éolien projeté par la SEO dans le canton de Redange, le Ministre de l'Environnement a refusé à ce stade la réalisation de la partie nord du projet dans la mesure où l'aménagement et l'exploitation de ces huit éoliennes ne sont actuellement pas prévues dans une zone prévue à cette fin en conformité avec la loi

du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

Ceci dit, l'autorisation établie par le Ministre de l'Environnement en date du 16 avril 2006 répond entièrement à la demande actuelle de la SEO. Toutefois, il y a lieu de relever dans le même ordre d'idées que cette même autorisation fait actuellement l'objet de deux recours en réformation introduits par huit requérants devant le Tribunal administratif!

Il m'est par conséquent difficile de prévoir à quel moment d'autres parcs éoliens seront effectivement réalisés au Luxembourg. Les trois projets concrets en cours à ma connaissance, à savoir à Redange/Ell, à Boursdorf et à Garnich sont tous les trois en cours de planification depuis plus de trois ans. Ce délai, extrêmement long, illustre à lui seul l'envergure tant financière que technique d'un tel projet ainsi que la complexité des procédures d'autorisation à respecter tout en faisant apparaître dans certains cas des contraintes environnementales des fois incompatibles les unes vis-à-vis des autres. Je garde néanmoins espoir que les trois projets dont question ci-dessus pourront être réalisés d'ici la fin de l'année 2007.

### Question 1387 (7.11.2006) de Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP) concernant les mesures en faveur de l'emploi des jeunes:

La publication «Population et Emploi» d'août 2006, réalisée par le CEPS/Instat, est consacrée aux mesures en faveur de l'emploi des jeunes de 1978 à nos jours. Il en ressort que le Luxembourg a beaucoup investi dans la mise en place de mesures en faveur de l'emploi des jeunes qui au cours des années ont connu plusieurs adaptations.

Dans ce contexte et en raison des discussions actuelles en relation avec une nouvelle modification des mesures j'aimerais recevoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre:

- Existe-t-il des statistiques, ventilées par âge, sexe et niveau de formation, concernant l'efficacité des mesures actives en faveur de l'emploi en matière d'insertion ou de réinsertion professionnelle?

- Quel est le nombre et le profil des jeunes sortant d'une mesure active qui n'ont pas été engagés par l'entreprise qui l'ont employés respectivement qui n'ont pas trouvé d'emploi? Quel est le nombre de jeunes ayant trouvé un emploi pendant ou suite à une mesure active en faveur de l'emploi? Quel est le nombre de jeunes ayant participé consécutivement à plusieurs mesures?

- Quel est le nombre d'entreprises ou d'administrations ayant régulièrement recours à des jeunes en contrat d'auxiliaire temporaire, que ce soit dans le secteur privé ou dans le secteur public?

- Afin d'éviter que les administrations et les entreprises aient recours à des jeunes en mesure active en faveur de l'emploi au lieu d'engager des salariés sous CDI ou CDD, ne serait-il pas opportun de prévoir une priorité d'embauche pour le jeune sortant d'un contrat appui emploi à l'instar de ce qui est prévu pour le jeune ayant effectué un stage d'insertion en entreprise?

- Existe-t-il des chiffres concernant le chômage des jeunes sortant de l'école ou venant de terminer leurs études?

- Combien de jeunes se trouvent actuellement dans cette situation et perçoivent une indemnité de chômage? Quelle est l'évolution des chiffres au cours des dernières années?

- Existe-t-il des données sur la durée du chômage, l'âge et le profil des jeunes sortant de l'école ou venant de terminer leurs études?

### Réponse (15.11.2006) de M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi:

Les questions pertinentes posées par Madame la Députée me donnent l'occasion de divulguer le résultat de diverses études et évaluations effectuées soit en interne par l'Administration de l'Emploi (ADEM), soit en externe par une étude du CEPS commanditée par le Ministère du Travail et de l'Emploi.

Étant donné que les questions sont extrêmement vastes, je dois procéder par de brèves réponses assorties de renvois aux études précitées que je me permets de joindre en annexe. Je commenterai, en cas de besoin, les réponses lors de la présentation de l'évaluation du CEPS que je ne manquerai pas de proposer à la commission parlementaire compétente.

Questions tirets 1 et 2:

Toutes les réponses se trouvent dans l'étude du CEPS «Évaluation des mesures en faveur de l'emploi» que je me permets de joindre en annexe de même qu'une présentation résumée en PowerPoint des principaux résultats. Je me propose de présenter cette étude, en présence du CEPS, à la Commission du Travail et de l'Emploi de la Chambre des Députés.

Question tiret 3:

2.301 personnes ont débuté dans une mesure CAT entre le 1<sup>er</sup> janvier 2005 et le 31 décembre 2005, dont 1.632 dans un CAT-Public. 626 entreprises et administrations ont recruté ces personnes.

1.802 personnes ont débuté dans une mesure CA entre le 1<sup>er</sup> janvier 2006 et le 1<sup>er</sup> novembre 2006, dont 1.132 dans un CAT-Public. 560 entreprises et administrations ont recruté ces personnes.

Question tiret 4:

La priorité à l'embauche est prévue dans le cadre du nouveau CIE (contrat insertion emploi) dans le secteur privé. En effet cette mesure vise l'insertion directe sur le marché de l'emploi, soit dans l'entreprise promotrice, soit dans une autre entreprise (efficacité respective du stage d'insertion actuel de 75% (embauche dans l'entreprise promotrice) et de 90% (effet d'insertion général). Elle ne figure pas dans les dispositions relatives au nouveau CAE (contrat appui emploi), remplaçant notamment l'ancienne mesure CAT, qui est plus destinée à compléter les connaissances et compétences professionnelles et sociales et n'est pas liée, en général, à une réelle perspective d'emploi comme pour le CIE.

Question tirets 5 et 7:

En ce qui concerne la question concernant le chômage des jeunes sortant de l'école ou venant de terminer leurs études, je me permets de donner le tableau suivant, les explications méthodologiques étant les suivantes:

Règle 1): 1<sup>re</sup> inscription à l' ADEM + une date d'inscription dans le mois analysé

Sont repris tous les demandeurs d'emploi qui se sont inscrits pour la première fois à l'ADEM au cours du mois considéré.

Règle 2): Règle 1) + âge < 31 ans

Même population que pour la règle 1) avec la condition supplémentaire: «âge inférieur à 31 ans».

Règle 3): Règle 2) + date fin d'études est égale à l'année d'inscription

On reprend la règle 2) et on applique le critère de sélection supplémentaire:

«date fin d'études se situe dans l'année d'inscription».

	07/2005	08/2005	09/2005	07/2006	08/2006	09/2006
Règle 1	542	629	829	516	574	769
Règle 2	299	354	548	305	321	475
Règle 3	174	217	321	181	201	274

Pour le mois de septembre 2006, parmi 248 jeunes sortant de l'école, 165 jeunes avaient une formation supérieure.

Je me permets par ailleurs d'ajouter certaines précisions sur le profil des jeunes chômeurs enregistrés à l'ADEM:

Fin septembre 2006 les demandeurs d'emploi âgés de moins de 26 ans représentaient 21,3% (2.026 personnes) de l'ensemble des demandeurs d'emploi enregistrés à l'ADEM (9.497 personnes, dont 49% sont des femmes).

Parmi les jeunes, le taux de présence des femmes (49%) est identique à celui constaté dans la population totale.

L'analyse des durées d'inscription auprès des bureaux de placement indique que l'insertion dans la vie active s'avère plus rapide et donc plus facile pour les chômeurs de moins de 26 ans comparativement à la situation des demandeurs d'emploi plus âgés.

En effet, plus de 57% des jeunes demandeurs d'emploi connaissent des durées d'inscription inférieures à trois mois. Ce taux n'est que de 28,4% pour les inscrits âgés de 26 ans et plus.

Par contre 20% des jeunes sont à considérer comme des chômeurs de longue durée alors que la part des demandeurs d'emploi plus âgés connaissant une durée d'inscription supérieure à douze mois est de presque 36%.

Pour ce qui concerne plus précisément le profil scolaire des jeunes inscrits à l'ADEM il est renvoyé à deux études réalisées par l'Administration reprises en annexe. Elles traitent notamment la question des niveaux de formation et de qualification scolaires des jeunes demandeurs d'emploi ainsi que des personnes bénéficiant d'une mesure pour l'emploi.

Question tiret 6:

En 2005 371 personnes ayant le statut «Jeune» bénéficiaient de l'indemnité de chômage, dont 10 jeunes sortant de l'école et remplissant la condition de stage.

Pour l'année en cours 380 personnes ayant le statut «Jeune» bénéficient de l'indemnité de chômage, dont 29 jeunes sortant de l'école et remplissant la condition de stage.

(Une documentation fournie par le Ministère du Travail et de l'Emploi est consultable au Greffe de la Chambre des Députés - Service des Séances plénières et Secrétariat général - Mme Maria Mathieu)

### Question 1388 (7.11.2006) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant la réunion des pays les plus peuplés de l'UE regroupés au sein du G6:

Un des nombreux thèmes abordés par les Ministres de l'Intérieur lors de cette réunion concernait l'immigration illégale ainsi que les façons de travailler avec les pays du Tiers-monde pour arriver à un contrôle des flux migratoires. Il semble dans ce contexte que le Ministre de l'Intérieur français, Nicolas Sarkozy, et son homologue allemand, Wolfgang Schäuble, ont présenté une initiative conjointe pour promouvoir une «politique d'immigration commune» à l'échelon européen.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:

- Monsieur le Ministre pourrait-il fournir davantage d'informations sur cette initiative conjointe des Ministres français et allemand, ainsi que sur les résultats de cette réunion concernant l'immigration illégale et plus précisément les manières selon lesquelles les pays du G6 entendent procéder contre cette dernière?

- Le fait que ce soient les Ministres des pays de l'UE les plus peuplés qui se sont réunis pour discuter de sujets tellement importants comme l'immigration illégale par exemple signifie-t-il un recours régulier de ces pays à une «coopération renforcée» au sein de l'UE pour les affaires concernant le volet «Justice et Affaires intérieures»?

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à cette initiative précitée?

### Réponse (8.12.2006) de M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:

- L'initiative à laquelle fait référence l'honorable Député repose sur un papier conjoint franco-allemand qui a nourri les débats des Ministres de l'Allemagne, de l'Espagne, de la France, de l'Italie, de la Pologne, et du Royaume-Uni lors de leur réunion à Stratford-upon-Avon. Les conclusions de la réunion reprennent en grande partie des propositions qui figurent déjà dans le programme de La Haye ou ont été discutés au Conseil des Ministres de la Justice et des Affaires intérieures. Ainsi, dans le domaine de l'immigration illégale, il est proposé, notamment, un renforcement de l'agence Frontex, une meilleure coopération dans la lutte contre le trafic d'êtres humains ainsi qu'un renforcement du dialogue avec les pays d'origine et de transit.

- Dans le cas auquel se réfère Monsieur le Député, il s'agit d'une simple concertation entre six pays de l'Union européenne et non pas d'un recours à la coopération renforcée. En effet, la procédure de recours à la coopération renforcée est clairement fixée par les traités. Dans le domaine de la coopération policière et judiciaire en matière pénale (troisième pilier), la coopération renforcée est régie par l'article 40 du Traité sur l'Union européenne. Celui-ci prévoit que l'initiative d'une coopération renforcée émane des États membres concernés. Le déclenchement de ladite coopération est soumis à une décision du Conseil statuant à la majorité qualifiée. L'avis de la Commission est sollicité et la demande des États membres est transmise au Parlement européen.

- Le Gouvernement estime que les États membres de l'Union européenne sont libres de se concerter entre eux sur les sujets qu'ils souhaitent. Il est évident que toute décision dans le domaine de la Justice et des Affaires intérieures, notamment dans le domaine de l'immigration, et qui aurait vocation à s'appliquer à l'ensemble des 25 États membres, voire aux pays Schengen, peut être prise uniquement dans le cadre des institutions de l'Union européenne et selon les procédures fixées par les traités. Dans ce contexte le Gouvernement luxembourgeois attache une grande importance à la clause passerelle prévue à l'article 42 TUE qui permet d'étendre le champ d'application du vote à la majorité qualifiée et de la procédure législative ordinaire en matière de coopération judiciaire et pénale. Cette «communautarisation» (c'est-à-dire le transfert dans le premier pilier communautaire, au titre IV du Traité instituant la Communauté eu-

ropéenne) de tout ou partie de la coopération policière et judiciaire en matière pénale permettant de continuer à progresser dans ce domaine.

**Question 1389** (8.11.2006) de **M. Jean-Pierre Koepp** (ADR) concernant la **transposition de la directive européenne relative à l'établissement d'un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau:**

D'europäesch „Wasserrahmenrichtlinie“ gesäit ënner anerem vir, datt bis zum Joer 2010 de Waasserpräis muss käschendeckend verrechent ginn. Dëst bréngt ënner anerem mat sech, datt d'Gemenge keng staatlech Bäheliefe fir Kläranlage méi kréien. Dëst bedeit, datt dës Käschten op de Bierger iwverde misse ginn.

Eng ganz Rei vu Gemengen hunn a Saache Kläranlagen awer nach e grouse Nohuelbedarf. Fir dës Gemengen dierft dëst Gesetz vu besonneschem Interessi sinn a se wéisste gäre wou et hei hi geet. Am Ausland si well grouss Ustrenge gemaach ginn, fir dës Richtlinn Rechnung ze droen.

Den Här Banneminister hat am Fréijoer 2005 an der Press uegëknegt, datt bis den Hierscht 2005 dëst Gesetz an der Chamber deponéiert géif ginn. Wann ech mech net ieren, hätt déi genannt Direktiv awer schonns Enn 2003 a nationaal Recht missen ëmgesat ginn.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Firwat genee ass bis elo nach keen entspreichende Gesetzesprojet deponéiert ginn a fir wéini ass mam Dépôt vun dësem Projet ze rechnen?

2) Kënn Dir schonns a groussen Zich matdeelen, op wat fir eng Changementer d'Gemengeresponsabel an de Bierger sech mussen astellen?

**Réponse** (10.1.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

1) De Gesetzesprojet, deen déi europäesch Richtlinn 2000/60/CE vum Europaparlament a vum Conseil vum 23 Oktober 2000, déi e Kader fir eng gemeinschaftlech Politik am Gebitt vum Waasser opstellt („Wasserrahmenrichtlinie“), an d'nationaal Recht soll ëmsetzen, gëtt an enger vun deenen éischte Sëtzunge vum 2007 vum Regierungsrat diskutéiert. De Projet kann dann an der Chamber deponéiert an an déi legislative Prozedur agefouert ginn.

2) Well et um Regierungsrat ass fir dem Projet gréngt Liicht ze ginn, wëll ech senger Décisioun net virgräifen.

Sou wéi den honorablen Députéierten et awer a senger parlamentarescher Ufro selwer schreift, verlaangt d'Ëmsetze vun der Richtlinn, dass de Waasserpräis am Joer 2010 käschendeckend verrechent gëtt. Des Weidere muss laut der „Wasserrahmenrichtlinie“ eist Grund- an eist Uewerflächewaasser bis am Joer 2015 an engem gudden Zoustand sinn. Dëst verlaangt, dass eis Gemengen - déi jo zoustänneg si fir d'Drénkwaasser- versuergung an d'Ofwaasserentsuergung - déi néideg Mossnamen huelen, fir dass dës Zoustand bis dohinner erreicht gëtt.

**Question 1390** (8.11.2006) de **M. Marc Angel** (LSAP) concernant le **«bénévolat payant»:**

Selon mes informations, il est courant que dans maintes maisons de

retraite et maisons de soins, des personnes sans aucune affiliation à un service spécialisé ou une Organisation Non Gouvernementale (ONG) exercent une sorte de «bénévolat payant», ceci avec la tolérance de la direction de l'institution. Ainsi, elles rendent des visites à des personnes âgées, pensionnaires d'un tel établissement, elles leur tiennent compagnie et effectuent pour elles certaines petites courses. Pour ces services, qui néanmoins font partie intégrante des services assurés par des ONG de bénévoles dans les mêmes établissements, ces personnes se font payer entre 200 et 350 euros par mois par la personne concernée et bien souvent même par la famille consentante.

- Est-ce que Madame la Ministre est au courant de ces pratiques et est-ce qu'elle les approuve?

- Sachant que certaines de ces personnes âgées sont tout à fait délaissées, seules et sans famille et qu'elles sont reconnaissantes pour toute visite ou petit service rendu, est-ce que Madame la Ministre n'estime pas qu'avec ces pratiques il existe un risque d'abus (recherche d'argent ou héritage facile)?

- Qui contrôle ce bénévolat très spécial, car rémunéré, et qui assume la responsabilité de ces personnes, surtout en cas d'abus?

- Étant donné que bon nombre de ces personnes sont placées sous tutelle, est-ce que le juge des tutelles ne devrait pas être au courant de ces paiements?

- Par ailleurs, est-ce que cet argent est déclaré comme revenu auprès des autorités compétentes?

**Réponse** (11.12.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

D'après les informations du Ministère de la Famille et de l'Intégration, la majorité des structures pour personnes âgées n'admet officiellement que des services/organisations spécialisés pour tenir compagnie à des personnes âgées.

Si le personnel des structures de long séjour observe avec une attention certaine les situations de visites de leurs résidents, surtout lorsqu'il s'agit de personnes isolées ou fragilisées par des dépendances physiques ou mentales, leur marge d'intervention reste limitée. Les structures de long séjour sont en principe des institutions ouvertes qui ne disposent pas de prérogatives particulières leur permettant de contrôler systématiquement tout visiteur.

Par ailleurs, toute personne, à moins qu'elle ne soit placée sous une forme de tutelle/curatelle, peut charger toute autre personne - avec ou sans rémunération - de l'exécution de services. Ceci est également vrai pour les familles des personnes vivant en institution.

Si ces initiatives concourent du libre choix des concernés, elles se situent en dehors de l'autorité du gestionnaire à moins que les personnes dont question ne se distinguent par un comportement général inapproprié dans l'institution.

Afin d'éviter des situations d'abus, je ne peux que conseiller à toute personne qui aurait connaissance de situations de visite peu transparentes dans le cadre d'institutions pour personnes âgées, d'en référer à la direction de l'établissement concerné voire même d'en informer le juge des tutelles au cas où il s'agissait de personnes placées sous tutelle/curatelle.

Dans la mesure où les situations de «bénévolat payant» relèvent de la sphère privée des concernés, la déclaration ou non des ressources y relatives, incombe à ces seules personnes.

**Question 1391** (8.11.2006) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant l'**utilisation des «mégacamions»:**

Un «mégacamion» constitue un ensemble plus long et plus lourd que le camion classique. D'après mes informations, plusieurs séries de tests avec de tels mégacamions se sont déroulées entre les mois d'août 2004 et de novembre 2006 dans les pays du Benelux. Ces tests ont été suivis aussi bien par le secteur privé que par les autorités de ces trois pays.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'indiquer à partir de quand les résultats de ces tests seront-ils disponibles?

- La mise en route de tels «mégacamions» ne porte-t-elle pas préjudice aux efforts des sociétés de chemins de fer européens en vue d'un accroissement du transport de fret?

- L'utilisation de tels «mégacamions» ne va-t-elle pas à l'encontre des appels à la réduction de la dépendance des hydrocarbures lancés aussi bien par notre Gouvernement que par la Commission européenne?

**Réponse** (27.11.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports:*

Le Ministère des Transports n'a pas connaissance que de tels essais auraient été effectués au Luxembourg. Il est cependant vrai que les Pays-Bas poursuivent actuellement un programme d'essai de mégacamions en relation notamment avec le port de Rotterdam.

Le Ministère des Transports n'est pas au courant quand les résultats de ces essais seront publiés par les autorités néerlandaises.

Comme je l'ai déjà indiqué dans ma réponse à la question parlementaire N°1303 de l'honorable Député Claude Meisch (cf. *compte rendu N°3/2006-2007*), le Luxembourg n'a pas un intérêt spécifique justifiant l'introduction de ce type de véhicule et préfère attendre une éventuelle initiative de la part des autorités communautaires.

La politique du Gouvernement est de promouvoir le trafic de fret par voie ferroviaire. Ainsi le Ministère des Transports participe dans la création de «Lorry-Rail», projet de transport combiné où les remorques et semi-remorques de poids lourds seront transportées par chemin de fer entre Bettembourg et Perpignan.

Le Ministère des Transports est donc engagé sur la voie à promouvoir les initiatives et projets ayant pour but la réduction de la dépendance des hydrocarbures.

**Question 1393** (10.11.2006) de **M. Carlo Wagner** (DP) concernant l'**équipement des voitures de pneus d'hiver:**

Dans une question parlementaire N°0758 datant du 23 novembre 2005 (cf. *compte rendu N°6/2005-2006*) je me suis enquis auprès de Monsieur le Ministre des Transports sur la position du Gouvernement relative à l'obligation d'équiper les voitures de pneus d'hiver pendant la mauvaise saison en me référant notamment à l'exemple allemand. Dans sa réponse Monsieur le Ministre m'a fait part de son intention de faire examiner la question de l'équipement obligatoire des véhicules avec des pneus d'hiver, respectivement de faire ériger en infraction le fait de provoquer un accident ou un bouchon en raison de pneus non adaptés aux circons-

tances, par la Commission de Circulation de l'État.

- Partant j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Transports si la Commission de la Circulation de l'État a pris une décision quant à l'introduction de l'obligation d'équiper les véhicules de pneus d'hiver? Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire quand les dispositions y afférentes entreront en vigueur?

**Réponse** (1.12.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports:*

Je me permets de vous informer qu'un groupe de travail ad hoc de la Commission de circulation de l'État est entrain d'élaborer un projet de règlement grand-ducal modifiant l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, communément appelé Code de la Route.

Le groupe de travail et, par conséquent, la Commission de Circulation de l'État ne se sont pas encore exprimés quant à l'obligation d'équiper les véhicules avec des pneus d'hiver. Je voudrais pourtant y rajouter que le projet de règlement grand-ducal sera finalisé au cours du premier semestre de l'année prochaine.

**Question 1394** (10.11.2006) de **M. Alexander Krieps** (DP) concernant la **mise sur le marché d'un vaccin anti-papillomavirus humain:**

Un vaccin anti-papillomavirus humain vient d'être mis sur le marché luxembourgeois sous la dénomination «Gardasil». Ce vaccin est utilisé pour la prévention des dysplasies de haut grade du col de l'utérus, des cancers du col de l'utérus, des dysplasies de haut grade de la vulve et de verrues génitales externes dus aux papillomavirus humains de types 6, 11, 16 et 18. Il s'agit en l'occurrence de la première mise sur le marché d'un vaccin efficace en matière de prévention d'un cancer.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Ne juge-t-il pas opportun de lancer une campagne de vaccination, prise en charge par l'UCM, auprès de la population féminine au Luxembourg dans un but de prévention de cette maladie grave?

**Réponse** (11.12.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Nous suivons avec grand intérêt les progrès en matière de vaccination contre le cancer.

Ainsi avons-nous introduit dès 1994 le premier vaccin efficace en matière de prévention d'un cancer, le vaccin contre l'hépatite B et sa complication la plus lourde, le cancer du foie en organisant deux programmes de vaccination, le programme de vaccination systématique des nourrissons et, jusqu'au moment où la cohorte des bébés vaccinés entrera dans l'adolescence, un programme de vaccination de tous les adolescents de 12 à 15 ans.

Récemment deux vaccins susceptibles de contribuer à prévenir le cancer du col de l'utérus ont été développés; ces vaccins semblent présenter un intérêt certain en matière de prévention du cancer du col, puisqu'ils protègent contre 70% des Human Papilloma Virus (HPV) ayant un lien causal avec la grande majorité des cancers du col de l'utérus.

Dans la plupart des pays européens, des programmes de dépistage et de traitement précoces du cancer du col ont réduit la mortalité par ce cancer de façon specta-

culaire: ainsi, depuis l'introduction du dépistage précoce par frottis cervical au Luxembourg, la mortalité a chuté de 10 pour 100.000 dans les années soixante à 1-2 pour 100.000 actuellement. D'après les données du Registre Morphologique des Tumeurs (RMT), l'incidence du cancer du col de l'utérus invasif a diminué de moitié environ depuis une vingtaine d'années.

En ce qui concerne la vaccination contre le HPV, un certain nombre de questions restent à clarifier. Le premier problème est de déterminer le meilleur moment pour une vaccination. Ce vaccin a pour but de fournir une protection au niveau vaginal par des anticorps contre HPV 16 et 18. Cela implique de vacciner les filles avant une infection par HPV, c'est-à-dire avant le début de leur activité sexuelle. Le choix du meilleur moment dépend aussi de la durée de la protection induite. Une protection a été observée sur un suivi de 3 à 4,5 ans. On ne peut pas vacciner trop tôt sans preuve de la persistance de cette protection à plus long terme, notamment au moment où le risque de s'infecter (maladie à transmission sexuelle) est le plus élevé. Se pose dans ce contexte aussi la question de la nécessité d'un rappel; et il est à espérer que les études en cours apporteront une réponse à cette question.

Le vaccin est ciblé contre les HPV 16 et 18, correspondant à environ 70% des types identifiés dans les cancers du col. Même avec une efficacité de 100%, il restera toujours 30% de cancers associés à d'autres types de HPV. Il faudra donc continuer le dépistage précoce par frottis du col et l'adapter en fonction de l'effet à long terme de la vaccination.

Des études sont en cours qui cherchent à démontrer une certaine protection croisée contre les types HPV non contenus dans ce vaccin. Mais il s'agit aussi de clarifier par des études scientifiques, s'il n'y a pas de danger d'émergence sélective de types contre lesquels le vaccin ne protège pas.

Malheureusement, le taux de couverture pour tous les vaccins s'adressant à des adolescents dans tous les pays est toujours bas; ainsi, si le taux de vaccination contre l'hépatite B chez les nourrissons est de l'ordre de 95% au Luxembourg, ce taux se situe en dessous des 60% dans notre programme pour les adolescents de 12 à 15 ans, malgré une invitation individuelle envoyée à chaque adolescent personnellement. Il faudrait trouver les moyens d'atteindre les personnes les plus à risque, celles-là précisément qui échappent aussi aux programmes de dépistage.

Une protection chez les hommes n'a pas encore été rapportée dans la littérature scientifique; des études en cours étudient spécifiquement cet aspect.

D'autre part il faudra éviter que cette vaccination ne procure une fausse sécurité; les médecins vaccinateurs devront veiller à bien expliquer la protection relative du vaccin et la nécessité de maintenir le dépistage par frottis du col et l'utilisation de moyens de protection adéquats contre les autres maladies à transmission sexuelle.

C'est pourquoi tous les pays européens sont actuellement en train de faire une analyse coût/bénéfice avant d'introduire ce vaccin dans leurs programmes de vaccination officiels remboursés par la sécurité sociale. Une concertation étroite avec les Ministres de la Santé et de la Sécurité sociale de nos pays voisins a été entamée.

Nous attendons donc avec impatience les «European Guidelines»

élaborées par un groupe d'experts de l'Union européenne et en validation auprès du Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC, Lyon) qui seront publiées au printemps prochain, pour pouvoir définir la meilleure approche de la prévention du cancer du col au Luxembourg.

Le prix pour une dose de vaccin s'élève à 135 euros et une vaccination complète nécessite trois doses (405 euros), raison de plus pour faire cette analyse dans le but d'optimiser globalement notre stratégie de lutte contre ce cancer, qui avec le cancer du poumon, est l'un des plus faciles à prévenir.

### Question 1395 (13.11.2006) de M. Roger Negri (LSAP) concernant le «PostShop»:

Selon mes informations et suivant un communiqué de presse du Syndicat FNCTTFEL, le conseil d'administration de l'Entreprise des P&T envisage la fermeture de quelque 65 bureaux de poste sur 105 ouverts actuellement pour les remplacer par des «PostShops».

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer cet état des choses et me communiquer les raisons qui expliquent les fermetures projetées? Quels sont les bureaux de poste visés?

- Qu'en est-il plus précisément des plans de fermeture de tous les bureaux de poste à Mamer et dans la commune de Rambrouch, prévus dans un délai très proche?

- Estimant que l'Entreprise des Postes et Télécommunications devra garantir aux citoyens et frontaliers habitant et séjournant sur le territoire du Grand-Duché un service postal intégré, de qualité et de proximité, qui prend en considération le fait qu'une grande partie d'une population âgée est peu mobile, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre si un tel service pourra être assuré à l'avenir.

- Dans quels délais ces fermetures sont-elles prévues?

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut m'informer sur d'autres projets de la direction des P&T concernant l'avenir des bureaux de poste sur tout le territoire du Grand-Duché de Luxembourg?

- D'une manière plus générale, est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner sur la stratégie et les projets de la Poste pour l'avenir?

### Réponse (8.1.2007) de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

L'Entreprise des Postes et Télécommunications (EPT) mène actuellement une réflexion stratégique sur son réseau de vente afin de l'adapter aux besoins réels des clients tout en tenant compte des critères de rentabilité et d'efficacité. À la lumière des changements des habitudes de la clientèle au cours des dernières années, le réseau des points de présence (106 points de vente) dans sa configuration actuelle, ne correspond en effet plus toujours aux besoins des clients en termes d'accessibilité, d'heures d'ouverture, de localisation géographique et d'aménagement des locaux.

Une première approche a permis de dégager, sur base du critère démographique, une liste de localités devant bénéficier prioritairement de bureaux de poste à service étendu. Cependant, afin de garantir la cohérence du réseau, la définition des sites idéaux des points de présence devrait se faire par l'application de critères géographiques, démographiques, sociaux et commerciaux.

Dans sa démarche l'EPT se fait accompagner par un consultant externe. Une proposition détaillée sur les projets régionaux sera ensuite soumise au conseil d'administration de l'EPT auquel il échet de prendre une décision suivant les dispositions statutaires en vigueur. Il est donc prématuré de se prononcer sur le maintien ou non de tel ou tel bureau de poste.

L'objectif principal de ce remaniement est l'amélioration de la qualité de service offerte et une meilleure maîtrise du coût des services postaux. Toujours est-il que des points de vente bénéficiant d'une situation géographique attrayante, d'un aménagement moderne et d'heures d'ouverture étendues devraient permettre, ensemble avec quelques 1.200 boîtes aux lettres, de fortifier le réseau dans son rôle d'interface privilégié entre l'EPT et ses clients que ce soit pour des services postaux, des services financiers ou de télécommunications.

### Question 1396 (13.11.2006) de M. Ali Kaes (CSV) concernant la procédure administrative d'adoption d'un plan d'aménagement particulier (PAP):

La procédure d'adoption d'un PAP est engagée par le collège des bourgmestre et échevins qui transmet le PAP avec le rapport justifiant l'initiative et les orientations fondamentales retenues au Ministre de l'Intérieur pour avis. Il semble que la procédure d'adoption d'un PAP soit souvent retardée ou bloquée, le Ministère de l'Intérieur retournant le dossier aux autorités communales compétentes sans l'aviser, et ce à cause de «pièces manquantes» au dossier. Les personnes privées concernées ont souvent du mal à comprendre ces aléas de procédure, alors qu'elles étaient persuadées que le dossier était complet, les autorités communales ayant transmis le dossier au Ministère. Il est, en effet, plus logique de retourner un dossier faute de pièces en début de procédure qu'en cours ou en fin de procédure.

Dans ce contexte j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- S'il est en mesure de confirmer cet état des choses? Dans l'affirmative quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre à court et moyen terme pour améliorer la procédure d'adoption d'un PAP afin d'éviter tout blocage et retard inutiles?

- Le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'il serait nécessaire que les architectes, mais aussi les techniciens communaux soient davantage informés quant à la procédure administrative d'adoption d'un PAP? Le Ministère ne pourrait-il pas envisager d'organiser des ateliers d'information pour les personnes concernées afin que celles-ci soient régulièrement informées sur la présentation d'un dossier PAP?

### Réponse (11.12.2006) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire:

En premier lieu je tiens à relever qu'au cours des derniers mois bon nombre de dossiers concernant des projets d'aménagement particulier (PAP) ont dû être retournés aux autorités communales dans la mesure où les pièces, prévues par le règlement grand-ducal du 25 octobre 2004 concernant le contenu d'un plan d'aménagement particulier respectivement le contenu du rapport justificatif, faisaient défaut. Conformément à l'article 30 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain la mission du Ministre de tutelle consiste à vérifier la conformité et la comptabilité des

projets aux lois et règlements en vigueur, de sorte que les dossiers ne remplissent pas les critères y définis ne sauraient être avisés par mes services en bonne et due forme.

Afin d'éviter des retards dans la procédure d'adoption des PAP, je ne peux que conseiller aux autorités communales de veiller à ce que les dossiers qui me sont soumis pour avis, soient conformes aux exigences du règlement grand-ducal prémentionné.

Il y a par ailleurs lieu de rappeler que, conformément à l'article 28 de la loi modifiée concernant l'aménagement communal et le développement urbain, le PAP est élaboré sous la responsabilité d'un homme de l'art, disposant en principe de toutes les connaissances nécessaires en vue d'éviter que des dossiers incomplets soient engagés dans la procédure.

Quant au deuxième point de votre question je tiens à souligner qu'un cours de formation destiné notamment au personnel technique des communes a eu lieu en date du 3 octobre 2006 à l'Institut National de l'Administration Publique (INAP). Ce cours de formation a précisément eu trait au contenu du dossier PAP. Malheureusement on a dû constater que seulement douze personnes s'étaient inscrites à ladite formation.

Toutefois, je tiens à vous informer que de nouveaux cours de formation sont prévus pour l'année 2007 au vu de permettre au personnel technique des communes d'approfondir d'avantage ses connaissances en la matière. Je tiens encore à souligner qu'à l'heure actuelle, ni l'Ordre des architectes et ingénieurs-conseils, ni l'Ordre des géomètres n'ont souhaité voir organiser un cours de formation à leur intention. Néanmoins, si les Ordres en question expriment leur souhait de suivre des cours de formation dans ce domaine, il est évident que des cours pour les hommes de l'art seront organisés.

### Question 1397 (14.11.2006) de M. Aly Jaerling (Indépendant) concernant les prix affichés:

Et gëtt Situatiounen wou an den Ausstellungsfënstere vu Geschäfte Präisser affichéiert ginn, déi am Geschäft selwer awer net respektéiert ginn.

Sou zum Beispill: E puer Schong gi mat dem Montant vun 69 Euro an der Fënster affichéiert, am Geschäft krut de Client awer 125 Euro gefrot. Dësen Ënnerscheed ass domadder erkläert ginn, dass den Dekorateur d'Präisschëlter verwiesselt hätt.

Menges Wëssens no sinn déi Präisser, déi affichéiert ginn, massgebend an d'Wuer muss och fir dee Präis zougestane ginn.

Kann den Här Mëtzelstandsminister mer duerfir dës Froe beäntweren:

1. Ass et sou, datt déi Präisser, déi affichéiert sinn, och musse respektéiert ginn?

2. Wann dat sou ass, wat sinn dem Client seng Rechter am Fall wou dat net respektéiert gëtt?

### Réponse commune (20.12.2006) de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur et de M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

Als Äntwert op d'parlamentaresch Ufro vum 14. am Wantermount 2006 vum éirewäerten Deputéierten Aly Jaerling deelen de Wirtschaftsminister an de Mëtzelstandsminister mat, dass de «règlement grand-ducal du 29 juillet 2004 relatif à l'indication des prix des produits et des services» virgesäit, dass dee Präis, deen affichéiert ass, massgebend ass an

d'Wuer fir dee Präis muss zougestane ginn. D'Geschäftsleit sinn deemno gebonnen déi Präisser ze respektéieren, déi si affichéiert hunn. Wann dat net de Fall ass, huet de Client d'Recht eng Plainte ze maachen. Eng Enquête gëtt dann an d'Weeër geleet.

### Question 1398 (14.11.2006) de M. Aly Jaerling (Indépendant) concernant la perquisition à domicile:

Verschiddentlech ginn Hausduerchsichunge vun den zoustännegen Instanzen autoriséiert a vun der Section de Recherche et d'Enquête criminelle duerchgefouert.

Dës Duerchsichunge gi meeschtens ganz professionnell duerchgefouert. Et kann awer och emol zu Ausschweifungen engersäits respektiv Kompetenzwiderschreitungen anerersäits kommen. Et gëtt och verschiddentlech Saache mat beschlagnahmt, déi näischt mat dem Délikt ze dinn hu fir deen d'Hausduerchsichung autoriséiert gouf, sou wéi et och verschiddentlech Problemer gëtt déi beschlagnahmt Saachen zrëckzekréien.

Kann den Här Justizminister mir duerfir dës Froe beäntweren:

1. Wéini ginn Hausduerchsichunge autoriséiert a vu wem?

2. Wat sinn d'Richtlinne bei sou Hausduerchsichunge, wat ka beschlagnahmt ginn a wat net?

3. Duerfe Saache beschlagnahmt ginn, déi net am direkten Zesammenhang mat dem Délikt sti fir déi d'Hausduerchsichung autoriséiert gouf?

4. Wéi hunn déi zoustänneg Beamte sech vis-à-vis vum Besëtzer vun den duerchsichte Raimlechkeeten ze verhalten?

5. Wat sinn d'Rechter vun der Persoun, bei där d'Hausduerchsichung duerchgefouert gëtt?

6. Wat sinn der Persoun hir Rechter fir déi beschlagnahmt Saachen zrëckzufuerderen, déi näischt mat der Enquête ze dinn hunn?

7. Wéini kann eng Persoun hir beschlagnahmt Saachen zrëckfuerderen, a wat geschitt mat deene Saachen, déi net zrëckgefuerdert oder net zrëckerstatt goun?

8. Wéi vill Hausduerchsichunge sinn an deene leschte fënnf Joer autoriséiert ginn?

## Chamber TV

weist all öffentlich Sitzung live an integral

- Zu Biber an zu Wecker um Kanal S40 / 455.25 Mhz
- An der Gemeng Bous um Kanal S40 / 455.25 Mhz
- An der Gemeng Bërmereng um Kanal S40 / 455.25 Mhz
- An der Gemeng Konter um Kanal S40 / 455.25 Mhz
- An der Gemeng Dippech um Kanal S40 / 455.25 Mhz
- An der Gemeng Dikrech um Kanal S19 / 287.25 Mhz
- Zu Iermsdref um Kanal S40 / 455.25 Mhz
- Zu Esch-Sauer um Kanal S40 / 455.25 Mhz
- Zu Nidder- an Uewerfeelen um Kanal S40 / 455.25 Mhz
- An der Gemeng Gréiwemaacher um Kanal S40 / 455.25 Mhz
- An der Gemeng Hieffenech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

### Réponse (27.11.2006) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

Je me permets d'orienter Monsieur le Député vers la lecture notamment des articles 30 à 44, 63 à 68 et 126 du Code d'instruction criminelle qui règlent en détail la matière des perquisitions et des saisies.

Il va de soi que les fonctionnaires de police chargés de l'exécution d'une perquisition doivent se comporter d'une façon correcte vis-à-vis des personnes chez qui la perquisition est effectuée.

Il n'y a pas de statistiques quant au nombre de perquisitions effectuées dans une année.

### Question 1400 (14.11.2006) de M. Xavier Bettel (DP) concernant les vols de nuit:

Dans ma question parlementaire N°1210 du 28 juillet dernier (cf. *compte rendu N°1/2006-2007*), j'avais interrogé Monsieur le Ministre des Transports sur l'évolution du nombre des vols de nuit à l'Aéroport de Findel et j'ai également voulu savoir si la limitation du nombre des vols imposée par la décision du Tribunal administratif du 19 mai 2004 a été respectée.

Dans sa réponse du 1<sup>er</sup> septembre Monsieur le Ministre m'a fait savoir que le nombre des vols effectués pendant la période de juillet 2005 à juin 2006 n'était pas encore disponible.

J'aimerais dès lors poser les questions complémentaires suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre trouve-t-il normal que deux mois après le terme de la période visée le Gouvernement n'est pas en mesure de fournir ces données reposant sur le simple comptage d'avions à l'arrivée ou au départ de l'Aéroport de Findel?

- N'aurait-il pas été normal que compte tenu de la sensibilité de la question - il ne s'agit en fait de rien de moins que du respect d'une décision judiciaire par le Gouvernement - les services compétents aient dû faire acte d'un zèle particulier pour rassembler ces données?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si à ce jour à plus de quatre mois du terme de la période visée les données que j'ai demandées sont disponibles? Si oui, que disent-elles? Est-ce que notamment les limitations prosrites par le Tribunal administratif ont été respectées?

### Réponse (15.12.2006) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports:

L'honorable Député n'est pas sans savoir que l'établissement de statistiques requiert une confection et une mise en relation de données brutes qui ne sont pas nécessairement exploitables en tant que telles.

En l'occurrence, les données concernant les mouvements de vols ne permettent pas le dépouillement immédiat de renseignements spécifiques tels que requis dans le cadre du jugement du Tribunal administratif du 19 mai 2004. En effet l'Administration de l'Aéroport ne dispose pas d'un département spécifique pour l'établissement de statistiques. La collecte, le contrôle ainsi que le traitement des données provenant de plusieurs services a comme conséquence que les statistiques peuvent seulement être publiées quelques mois après les événements.

Je suis en mesure de vous communiquer ci-joint les chiffres de la période de référence s'étendant du 1<sup>er</sup> juillet 2005 au 30 juin 2006, comparés à ceux des années précédentes:

Période	Avions à hélice d'un poids > 5,7 t et tous les avions à réaction	Hélicoptères	Total
01.07.2003 - 30.06.2004	54.328	5.714	60.042
01.07.2004 - 30.06.2005	57.488	2.544	60.032
01.07.2005 - 30.06.2006	58.896	4.208	63.104

Le dépassement du seuil indiqué dans le jugement prémentionné est donc dû au nombre exceptionnellement élevé de mouvements d'hélicoptères (Luxembourg Air Rescue et Police grand-ducale), qui se caractérisent par leur caractère imprévisible et ne pouvant faire l'objet d'une quelconque régulation étatique. En effet, ces mouvements correspondent à des missions de sécurité en ce qui concerne la Police grand-ducale, voire des missions humanitaires en ce qui concerne la Luxembourg Air Rescue, par exemple lors d'un rapatriement d'une personne blessée à l'étranger.

Outre l'accroissement exceptionnel de ces missions, il convient de noter que j'ai réussi à contenir le nombre des autres mouvements aériens à un niveau stable durant ces trois dernières années, malgré une limitation du nombre de mouvements annuels d'avions en période «creuse» et une croissance moyenne annuelle de 4% du trafic aérien général. À titre de comparaison lors de la période 2004 à 2005 le volume des mouvements aériens à l'Aéroport de Francfort-Hahn a augmenté de 18%. Par ailleurs, avec plus de trois millions de passagers transportés par l'Aéroport de Francfort-Hahn comparé à une moyenne de 1,5 millions de passagers pour l'Aéroport de Luxembourg, celui-ci s'est hissé d'ores et déjà à la première position dans la Grande Région.

Le nombre de mouvements d'avions a été communiqué au Ministère de l'Environnement conformément au jugement précité et afin de garantir une conformité avec le jugement précité dans les meilleurs délais mes services ont engagé toutes les démarches nécessaires en vue d'une délivrance rapide d'une décision en vertu de la législation sur les établissements classés, décision qui a pris du retard notamment en raison des études à réaliser par des organismes tiers.

**Question 1401** (15.11.2006) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant le **statut de l'Administration de l'Aéroport**:

Suite à ma question parlementaire N°1246 du 21 août 2006 concernant la transformation projetée de l'Administration de l'Aéroport en établissement public (cf. *compte rendu N°1/2006-2007*), Monsieur le Ministre des Transports m'a expliqué que les raisons à l'origine de sa décision tiennent notamment au paquet législatif communautaire «ciel unique» adopté avant son entrée en fonction.

Au vu des explications qui m'ont été fournies je voudrais connaître avec précision les raisons juridiques qui de l'avis de Monsieur le Ministre des Transports s'opposent à l'actuel statut de l'Administration de l'Aéroport.

- En quoi la reconnaissance mutuelle de la licence de contrôleur aérien rendrait-elle impossible l'engagement de ressortissants communautaires pouvant se prévaloir de cette qualification alors que le projet de loi budgétaire énumère, à l'instar de la pratique des années précédentes, une ribambelle de

postes ouverts à des ressortissants communautaires?

- En quoi les règles de comptabilisation des tarifications appliquées - qui à ma connaissance ne changent pas pour le moment - dicteraient-elles la constitution d'un établissement public? Y a-t-il éventuellement d'autres éléments juridiques qui justifieraient le projet de Monsieur le Ministre des Transports de faire de l'Administration de l'Aéroport un établissement public?

- Par ailleurs, Monsieur le Ministre suggère que la transformation de l'Administration de l'Aéroport en établissement public ait été décidée dans le dialogue social avec tous les partenaires concernés. Comment se fait-il dès lors qu'au moins deux organisations syndicales se soient entre-temps insurgées contre les projets ministériels?

**Réponse** (20.12.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Dans sa séance du 1<sup>er</sup> décembre 2006 le Conseil de Gouvernement a décidé dans le cadre de la mise en conformité de la législation nationale avec la réglementation du ciel unique européen d'entamer la procédure législative pour soumettre l'Administration de l'Aéroport au mécanisme de la gestion séparée prévue dans la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État. Il m'appartient partant de constater que les questions de l'honorable Député sont devenues sans objet.

**Question 1403** (16.11.2006) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant l'**emplacement du futur département informatique du groupe Arcelor-Mittal**:

Dans une interview publiée en date du 14 novembre 2006 dans le quotidien luxembourgeois «d'Wort» le nouveau CEO du groupe sidérurgique Arcelor-Mittal a relevé que ses services seraient en train de faire une analyse concernant le futur emplacement du département informatique du groupe. Selon Monsieur Mittal, la décision entre le Luxembourg et Dubaï dépendra essentiellement de facteurs tels que la largeur de bande et la technologie disponibles.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Communications:

- Quels sont, de l'avis de Messieurs les Ministres, les atouts du Luxembourg qui plaident en faveur du maintien du département informatique du groupe au Grand-Duché?

- Quelles sont les démarches concrètes du Gouvernement luxembourgeois en vue du maintien du département informatique du groupe Arcelor-Mittal au Luxembourg?

- Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que la connectivité aux réseaux internationaux à très haut débit du Luxembourg est suffisante en vue de cet objectif?

- Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que la connectivité aux réseaux internationaux à très haut

débit du Luxembourg est suffisante pour les autres grandes entreprises installées au Luxembourg ou intéressées par une implantation au Luxembourg?

- Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'une décision par Arcelor-Mittal contre le site luxembourgeois pourrait avoir des conséquences négatives pour l'image de marque du Grand-Duché en tant que centre de référence pour les technologies de l'information et de la communication?

- Combien d'emplois seraient concernés d'un départ éventuel du département informatique d'Arcelor-Mittal du Grand-Duché?

- Est-ce que la délocalisation éventuelle du service informatique faisait partie des discussions entre le Gouvernement et Mittal?

- Quels sont les services minima qui doivent rester au Luxembourg afin qu'il soit considéré que le «siège social» se trouve effectivement au Luxembourg?

**Réponse commune** (19.12.2006) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. Jean-Louis Schiltz**, *Ministre des Communications*:

La fusion de Mittal Steel et d'Arcelor implique de toute évidence l'intégration des infrastructures et fonctions informatiques et de communication - interne et externe - des deux groupes.

Plus d'une dizaine de groupes de travail sont actuellement à l'œuvre auprès d'Arcelor-Mittal pour dégager la meilleure solution d'intégration pour chaque domaine étudié. À l'évidence ces travaux ne sont pas finalisés.

Les fonctions informatiques et de communication du groupe Arcelor sont dispersées sur plusieurs sites en Europe de sorte que l'on ne peut parler de «délocalisation du service informatique» ou de «départ éventuel du département informatique d'Arcelor-Mittal».

Ainsi, par exemple, Arcelor dispose d'une infrastructure informatique importante à Dunkerque, en particulier pour le produit plat, alors que cette infrastructure pour le produit long et les fonctions «corporate» sont localisées au Luxembourg avec une centaine de personnes. D'autres fonctions informatiques sont localisées dans ou à proximité des usines.

Quant au Groupe Mittal Steel, sa plateforme informatique «corporate» comportant une quinzaine de personnes, se situe à Dubaï où le groupe dispose également d'une équipe de commercialisation et de vente pour l'Asie.

Entre-temps la structure organisationnelle est en train de s'affiner. La gestion des besoins se situera autour des CIO's (Chief Information Office) responsables des unités opérationnelles et des fonctions corporate, rapportant au CIO Groupe et à la direction de l'unité opérationnelle respective. Les réalisations informatiques s'organiseront autour d'unités de service partagées globales complétées par des organisations locales.

En attendant les propositions d'intégration des groupes de travail, on peut d'ores et déjà affirmer que le Grand-Duché et l'ancienne structure Arcelor disposent d'excellents atouts en termes de compétences - technologique et humaine - et de coûts opérationnels.

L'honorable Député n'est pas sans ignorer non plus les derniers développements ainsi que ceux en cours dans le domaine de la connectivité. Pour mémoire, il est rappelé que l'Entreprise des P&T est en train d'augmenter ses capacités et que le Gouvernement a par ailleurs pris une initiative à travers le projet de loi sur les autoroutes de l'information. À ceci s'ajoutent d'autres initiatives comme par exemple celle d'Artelis.

Ces atouts ont été portés à l'attention des responsables concernés d'Arcelor-Mittal.

Il n'y a donc guère de valeur à spéculer sur un «départ éventuel du département informatique d'Arcelor-Mittal du Grand-Duché» alors que les fonctions informatiques et de communication sont nombreuses et d'ores et déjà dispersées sur plusieurs sites.

**Question 1404** (16.11.2006) de **Mme Anne Brasseur** (DP) concernant l'**enseignement par compétences**:

Dans le cadre de la réforme du cycle inférieur de l'enseignement postprimaire il est prévu de faire démarrer l'enseignement et l'évaluation par compétences dès l'année scolaire 2007/2008.

L'instauration de l'enseignement par compétences s'accompagnera de la mise en place des cycles d'apprentissage de deux ans.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre est-elle d'avis qu'une promotion automatique entre la 7<sup>e</sup> et la 6<sup>e</sup> (8<sup>e</sup>) sera une mesure pédagogiquement efficace?

- L'année de 7<sup>e</sup>, pourtant cruciale dans le parcours scolaire de tout lycéen, ne risque-t-elle pas de se transformer en une simple période d'exploration pendant laquelle les élèves ne seront guère incités à fournir des efforts soutenus?

- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'une réorientation qui n'intervient qu'au terme de deux ans est trop tardive pour des élèves manifestement dépassés par les exigences de l'enseignement classique?

**Question 1405** (16.11.2006) de **Mme Anne Brasseur** (DP) concernant l'**apprentissage de l'anglais dès la classe de 7<sup>e</sup>**:

Dans le cadre de la réforme du cycle inférieur de l'enseignement postprimaire il est entre autres envisagé d'introduire l'apprentissage de l'anglais dès la classe de 7<sup>e</sup>.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que les élèves éprouvant des difficultés à gérer le passage de l'enseignement primaire à l'enseignement postprimaire risquent d'être dépassés par l'introduction d'une branche supplémentaire?

- Combien de leçons d'autres branches seront supprimées pour permettre l'enseignement de l'anglais? Quelles seront les branches concernées par cette suppression?

- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'une éventuelle diminution du nombre de leçons de français et d'allemand en classe de 7<sup>e</sup> ne permettrait plus aux enfants d'acquérir des bases solides dans ces deux branches indispensables?

**Question 1406** (16.11.2006) de **Mme Anne Brasseur** (DP) concernant l'**enseignement par compétences - critiques des milieux professionnels**:

Dans le cadre de la réforme du cycle inférieur de l'enseignement postprimaire il est prévu de faire démarrer l'enseignement et l'évaluation par compétences dès l'année scolaire 2007/2008. Il me revient pourtant que le projet en question a suscité certaines critiques dans les milieux professionnels concernés.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation

nationale et de la Formation professionnelle:

- Quelles suites Madame la Ministre entend-elle réserver aux critiques formulées par les associations et milieux professionnels concernés?

- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que toute réforme de l'enseignement devrait tenir compte des avis et des propositions des enseignants oeuvrant sur le terrain?

- Au vu de ces réactions, ne faudrait-il pas renoncer à faire démarrer l'évaluation par compétences dès la rentrée scolaire 2007?

**Question 1407** (16.11.2006) de **Mme Anne Brasseur** (DP) concernant l'**enseignement par compétences - triple notation**:

Dans le cadre de la réforme du cycle inférieur de l'enseignement postprimaire il est prévu de faire démarrer l'enseignement et l'évaluation par compétences dès l'année scolaire 2007/2008. Le projet prévoit une triple notation (compréhension orale et écrite / expression orale / expression écrite).

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle fournir des détails quant aux modalités pratiques des épreuves orales et des tests de «compréhension pure»?

- Comment Madame la Ministre entend-elle assurer que les pratiques d'évaluation ne différeront pas trop d'un établissement à l'autre?

- De quelle façon seront pondérées les trois notes?

- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que l'introduction d'un tel système d'évaluation risque de se faire au détriment des compétences écrites?

**Question 1408** (16.11.2006) de **Mme Anne Brasseur** (DP) concernant l'**enseignement par compétences - critères de promotion traditionnels**:

Dans une interview parue en date du 3 août 2006 dans le quotidien luxembourgeois «d'Wort», Madame la Ministre a affirmé que l'instauration de l'évaluation par compétences rendrait obsolètes les critères de promotion traditionnels.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Faudra-t-il s'attendre, à terme, à la disparition de l'évaluation chiffrée sur 60 points et à la mise en place d'une évaluation purement descriptive?

- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'une évaluation purement descriptive peut donner lieu à des appréciations trop subjectives?

**Question 1409** (16.11.2006) de **Mme Anne Brasseur** (DP) concernant le **programme «socle de compétences»**:

Dans un article de presse publié en date du 8 novembre 2006 dans un quotidien luxembourgeois il a été affirmé que dans le cadre du programme «socle de compétences» le Ministère de l'Éducation nationale avait chargé chaque établissement postprimaire de définir ses propres degrés de développement pour les élèves, d'élaborer ses propres programmes et méthodes pédagogiques.

Partant je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer cette démarche?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que l'introduction de programmes et de méthodes pédagogiques différant d'un lycée à un autre risque de mener à une progression de la disparité entre les différents établissements scolaires?

- Comment Madame la Ministre entend-elle réaliser sous ces conditions une comparaison entre les différents établissements scolaires?

- Comment Madame la Ministre entend-elle réaliser sous ces conditions une évaluation sur le plan national des performances scolaires des élèves?

**Question 1410** (16.11.2006) de **Mme Anne Brasseur** (DP) concernant **l'abolition du régime préparatoire**:

Dans le cadre de la réforme du cycle inférieur de l'enseignement postprimaire il est prévu de transformer les deux premières années scolaires en un cycle d'apprentissage de deux ans et d'abolir le régime préparatoire.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle m'informer sur les raisons de l'abolition du régime préparatoire?

- Madame la Ministre n'est-elle d'avis que cette mesure défavorisera les élèves plus faibles?

**Réponse** (21.12.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Le document auquel vous faites référence dans vos questions Nos 1404, 1405, 1406, 1407 et 1410 a été conçu comme document de réflexion. Il m'a paru nécessaire de soumettre un certain nombre de considérations d'ordre pédagogique à l'avis des enseignants, c'est à dire à l'avis de ceux qui par après doivent mettre en œuvre les décisions. C'est également suite à une motion de la Chambre des Députés invitant le Gouvernement à étudier la possibilité d'étendre l'organisation de l'enseignement par cycles à l'ensemble de l'enseignement primaire et aux premières années de l'enseignement postprimaire que la question a été évoquée avec les enseignants.

Dans la question N°1404 vous me demandez si dans le contexte d'une mise en place éventuelle de cycles d'apprentissage de deux ans, une promotion automatique entre la classe de 7<sup>e</sup> et la classe de VI<sup>e</sup> (8<sup>e</sup>) serait une mesure pédagogiquement efficace. L'objectif de l'enseignement est que chaque élève progresse dans son apprentissage et développe au mieux ses capacités et ses connaissances. Quant à l'efficacité pédagogique, il est établi qu le redoublement ne constitue pas une mesure de remédiation efficace, ni d'ailleurs la promotion appelée «automatique».

Voilà pourquoi il est demandé aux enseignants de proposer aux élèves qui n'ont pas atteint les compétences nécessaires des mesures de remédiation individualisées leur permettant d'atteindre les objectifs visés.

Je signale qu'en ce moment les seules classes dans lesquelles les élèves avancent «automatiquement», c'est-à-dire sans redoublement depuis la classe de 7<sup>e</sup> jusqu'en classe de 9<sup>e</sup>, sont celles du projet PROCI qui a démarré dans quatre lycées techniques du pays en 2003/2004.

Dans la question N°1405 vous me demandez si dans le contexte

d'une éventuelle introduction de l'anglais en classe de 7<sup>e</sup> les élèves ne risquent pas d'être dépassés par l'introduction d'une branche supplémentaire.

Il s'est avéré au cours des entretiens que j'ai eus avec les enseignants concernés qu'un enseignement de l'anglais en classe de 7<sup>e</sup> ne fait sens que si la branche dispose d'un nombre élevé de leçons pour démarrer avec un apprentissage plus intensif, ce qui reviendrait à changer fondamentalement la grille des horaires de la classe de 7<sup>e</sup>. Le Gouvernement a convenu de ne pas introduire l'anglais en 7<sup>e</sup>.

Dans la question N°1406 vous me demandez quelles suites j'entends réserver aux critiques formulées à l'encontre de l'introduction d'un enseignement et d'une évaluation par compétences dès l'année scolaire 2007/2008.

Les lycées qui sont prêts à commencer en classe de 7<sup>e</sup> avec un enseignement par compétences pourront le faire dès la rentrée 2007. Voilà pourquoi figureront sur les bulletins de la classe de 7<sup>e</sup> dès l'année prochaine des sous-rubrriques permettant d'attester le niveau de compétences atteint, sans qu'il ne soit obligatoire pour l'enseignant de remplir ces cases. En effet, seule la note figurant sur le bulletin sera prise en compte pour la promotion de l'élève. C'est également dans le contexte du projet PROCI qu'un enseignement par compétences et un bulletin correspondant ont déjà été expérimentés.

Dans la question N°1407 vous me demandez si des tests de compréhension orale n'indiqueraient pas des pratiques d'évaluation différant d'un établissement à l'autre.

À ce que je sache des interrogations orales ont lieu tous les jours en classe, des épreuves orales ont lieu aux examens de fin d'études sans que l'on se pose trop de questions sur les pratiques qui pourraient différer d'un établissement à l'autre. Cela est bien ainsi et je suis opposée à toute tentative de surréglementation car j'estime qu'il faut faire confiance à ceux qui connaissent leur métier.

Vous me demandez aussi si l'introduction d'une évaluation de la compréhension orale et écrite, de l'expression orale et écrite ne se ferait pas au détriment des compétences à l'écrit. Ce n'est pas du tout le cas si l'on évalue l'expression écrite par une note spécifique ce qui permet de donner une juste appréciation des capacités que l'élève a réellement dans ce domaine. C'est plutôt la démarche actuelle qui risque de donner une fausse impression puisque les différentes compétences de l'élève sont confondues pour former une seule note permettant ainsi de compenser des faiblesses en expression écrite par des performances élevées en expression orale sans que cette compensation ne soit documentée.

Dans la question N°1408 vous me demandez si avec l'introduction de l'évaluation par compétences il faudra s'attendre à la disparition de l'évaluation chiffrée sur 60 points.

La réponse est non, puisqu'il est prévu d'intégrer l'évaluation des compétences dans l'évaluation des autres devoirs et que toutes les évaluations convergeront vers une note. D'ailleurs ce genre d'évaluation se pratique déjà dans le contexte de plusieurs projets.

Dans la question N°1409 vous me demandez si l'introduction de programmes et de méthodes différant d'un lycée à un autre accentuera la disparité entre les établissements. C'est justement pour maintenir la cohésion nécessaire entre les classes et entre les lycées que les socles de compétences et les épreuves qui les évaluent à différents niveaux du parcours scolaire seront introduits.

Comme par le passé, les lycées pourront profiter d'un certain degré d'autonomie en ce qui concerne les programmes et aussi les manuels scolaires à condition de demander l'autorisation du Ministre. Les choix didactiques restent le fait de l'enseignant, légitimés par sa liberté et sa responsabilité pédagogiques. Cependant pour assurer leur mission de plus en plus difficile et complexe les enseignants doivent travailler davantage en équipes.

Dans la question N°1410 vous me demandez si j'entends abolir le régime préparatoire.

Ma réponse est clairement non. Le document sur le cycle inférieur a proposé de renommer ces classes dites modulaires en classes d'adaptation. J'ai l'intention d'intégrer ces classes au cycle inférieur et de les organiser sous le même toit que les classes actuelles du cycle inférieur, mais je ne prévois pas des classes comprenant simultanément les élèves orientés vers une 7<sup>e</sup> ST et les élèves orientés vers le régime préparatoire.

**Question 1411** (17.11.2006) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant **la carte d'identité - nom patronymique du conjoint**:

Le règlement ministériel du 12 juin 1989 déterminant le modèle de la carte d'identité obligatoire à délivrer par les autorités communales prévoit à son article 4 que «pour la femme mariée, le nom à indiquer est le nom de jeune fille et, si elle le désire, le nom patronymique du conjoint».

La disposition citée constitue une discrimination légale envers les maris qui aimeraient ajouter le nom de famille de leur épouse. De plus, cette disposition ne permet pas non plus aux veuves de continuer à porter le nom de leur mari défunt quant bien même beaucoup d'entre eux voudraient le maintenir.

Ainsi les questions suivantes s'imposent:

1. Est-ce que le Gouvernement est-il favorable à étendre la disposition précitée aux veuves - si non, pour quelles raisons veut-il continuer à refuser ce droit aux veuves?

2. Est-ce que le Gouvernement est-il disposé à étendre le droit précité également aux époux qui désiraient ajouter le nom de leur épouse à leur nom de famille - si non, pour quelles raisons le Gouvernement veut-il continuer à refuser ce droit aux hommes mariés?

**Réponse** (2.1.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire*:

L'article 4 du règlement grand-ducal auquel se réfère l'honorable Député ne mentionne effectivement que le cas de la femme mariée qui a la possibilité d'indiquer, si elle le désire, le nom patronymique du conjoint sur sa carte d'identité.

J'aimerais cependant attirer l'attention sur le fait que plusieurs circulaires ministérielles du département de l'Intérieur (entre autres n°1307 du 7 juin 1990, n°2155 du 14 mars 2000 et n°2370 du 13 mars 2003) ont fourni des explications et précisions concernant les données à indiquer sur le document de base respectivement sur le formulaire de demande servant à la production des cartes d'identité luxembourgeoises. Le document de base comprend, sur demande du titulaire, la mention époux(se) ou veuf(ve) suivie du nom patronymique du conjoint, mention qui est placée en deuxième ligne du nom sur la carte d'identité.

Contrairement à ce qu'affirme Monsieur le Député dans sa question parlementaire, le Gouvernement ne

refuse ni aux femmes respectivement hommes mariés ou aux veuves respectivement veufs le droit de faire mention du nom du conjoint sur leur carte d'identité.

**Question 1412** (17.11.2006) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant **la lutte contre le trafic de drogues au sein de l'établissement pénitentiaire de Schressig**:

Il me revient par voie de presse que des arrestations de personnes ont eu lieu dans l'enseignement du Centre pénitentiaire de Schressig. En effet les personnes arrêtées sont soupçonnées d'avoir essayé d'introduire en contrebande des stupéfiants dans la prison afin de les distribuer parmi les détenus. Il est certes à saluer que les responsables ont finalement découvert l'existence d'un large trafic de drogues au sein de l'établissement en question et que des mesures pour lutter contre ont été prises, mais de nombreuses questions restent toujours en suspens.

Dans ce contexte j'aimerais donc savoir de Monsieur le Ministre de la Justice:

- Quelle est la quantité de drogues qui a été saisie lors de ces arrestations?

- A-t-on des précisions d'où ces drogues proviennent; ont-elles toutes été introduites de l'extérieur ou peuvent-elles également provenir de l'intérieur de l'établissement?

- Pour réaliser les arrestations, est-ce que le détecteur de drogues a été utilisé? Combien de fois ce détecteur a-t-il été utilisé au cours des derniers mois?

- Quel est le nombre de personnes décédées de 1998 à 2006 d'une overdose au sein de l'établissement pénitentiaire? Quel est le nombre de personnes traitées médicalement au cours de cette même période pour éviter une éventuelle overdose?

**Réponse** (20.12.2006) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

Au mois de novembre 2006 17,2 g de cannabis et 5,6 g d'héroïne ont été saisis au service des visites du CPL de Schressig.

Les dossiers en question ont été transmis au parquet pour enquête, de sorte qu'on ne dispose pas de plus de précisions pour l'instant.

Chaque fois qu'une substance suspecte est trouvée, le détecteur de drogues est utilisé.

D'après les informations de l'Administration pénitentiaire, il y a eu un tel décès en 1998, un en 2004 et deux en 2005. Il reste encore à attendre le résultat définitif des enquêtes de deux décès en 2006.

**Question 1413** (17.11.2006) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant **le système de gestion électronique de la billetterie dans les transports publics**:

Au vu des retards manifestes intervenus dans l'introduction d'un nouveau système de gestion électronique de la billetterie dans les transports publics par rapport à l'échéancier projeté, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Quel est le taux d'autobus du RGTR, du TIGE, des CFL et de la Ville de Luxembourg qui se trouvent entre-temps équipés de lecteurs électroniques adaptés aux cartes «e-go»? Qu'en est-il des trains des CFL ainsi que des trains étrangers assurant en partie le service intérieur luxembourgeois?

- Quel est le nombre de cartes «e-go» actuellement en circulation?

- Quel taux représentent ces cartes par rapport à l'ensemble des titres de transport?

- Est-ce vrai que les bus équipés de lecteurs «e-go» ne comportent plus d'oblitérateurs pour les titres de transport (classiques) délivrés sur support papier?

- Dans l'affirmative, comment se fait en pratique l'oblitération des tickets utilisés?

- Dans l'hypothèse où il y aurait plus d'oblitérateurs dans les bus munis de lecteurs «e-go», comment se fait la vérification des titres de transport dans le but d'en éviter une utilisation multiple?

**Réponse** (8.1.2007) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

À la fin du premier trimestre 2007 tous les autobus affectés au transport public du Grand-Duché seront équipés d'oblitérateurs du système «e-go». Il en sera de même des gares CFL qui sont munies d'oblitérateurs fixes sur les quais. Un équipement des trains n'est pas nécessaire pour cette raison.

Actuellement une centaine de cartes électroniques restent encore en circulation, provenant de la période d'essai qui s'était déroulée en 2003/2004 sur la relation Mersch-Luxembourg.

Une diffusion de cartes «e-go» au-delà de cette période n'a pas eu lieu, en attendant la mise en vigueur du système sur tout le réseau national des transports publics.

Les anciens oblitérateurs en service depuis 1991 ne sont plus remplacés, notamment dans les nouveaux autobus équipés du système «e-go». Cet équipement comporte, outre l'oblitérateur, également une imprimante pour les billets réseau et courte distance sur papier.

Ces imprimantes sont déjà en fonction dans tous les autobus régionaux, de sorte qu'uniquement les abonnements mensuels et les carnets du système tarifaire actuel nécessitent une oblitération dans les bus.

Suivant les instructions en vigueur, les préditions titres sont validés, à défaut d'un oblitérateur, moyennant une poinçonneuse à main ou par inscription à la main de la date sur le titre de transport à valider.

L'hypothèse avancée par Monsieur le Député, qu'il n'y aurait pas d'oblitérateurs munis de lecteurs «e-go» dans les bus, ne peut se produire, puisque chaque véhicule, afin d'être admis à l'exploitation du transport public, doit correspondre aux conditions du cahier des charges y relatif. L'installation d'oblitérateurs «e-go» y constitue une condition élémentaire et indispensable également au fonctionnement de l'imprimante de billets.

**Question 1414** (17.11.2006) de **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*) concernant **l'acompte sur le paiement des dividendes Arcelor-Mittal**:

Mittal Steel huet annoncéiert, datt géif en Acompte op déi trimestriell Dividenden ausbezuelgt gi vun 0,125 Dollar pro Aktie, an dat de 15. am Chrëschtmount 2006.

Dësen Acompte géif souwuel déi ehemoleg Aktionäre Mittal wéi och déi vun Arcelor treffen, déi hir Aktien am Kader vun der OPA Arcelor-Mittal échangéiert hunn.

Kann den Här Finanzminister mir duerfir dës Froe beäntweren:

1. Wéi wäit ass de Lëtzebuurger Stat vun dëser Ausbezuelung be-traff?

2. Wat ass dem Lëtzebuurger Stat seng exakt Participatioun bei Mittal Steel an Aktien ausgedréckt?

3. Wéi vill zousätzlech Recettë géifen duerch dës Ausbezuellung an d'Statskeess fléissen?

4. Wat géif mat deenen zousätzleche Recettë geschéien?

5. Wat wieren déi viraussichtlech zousätzlech Steierrecette fir de Lëtzebuerger Stat duerch dës Dividendenaktioun vu Mittal Steel.

**Réponse** (28.11.2006) de **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget:**

Wéi bekannt, huet de Stat seng Arcelor Aktien am Kader vun der OPA géint 38.965.330 Aktien vu Mittal Steel getosch. Duerfir kritt de Stat elo net méi Dividendë vun der Arcelor, mä vu Mittal Steel an dat bis d'Fusioun tëscht Arcelor a Mittal Steel fäerdeg ass. Et handelt sech also net ëm eng zousätzlech Recette. Den Ënnerscheid ass, datt Mittal Steel d'Dividenden trimes-triell an net eemol d'Joer ausbezillt.

**Question 1415** (20.11.2006) de **M. Aly Jaerling (ADR)** concernant les **manifestations des élèves et étudiants:**

De 17. am Wantermount 2006 hunn eng Rei Jugendorganisationen d'Schüler an d'Studenten zum Streik respektiv zu enger Manifestation géint déi am Projet 5611 virgeschloen Beschäftigungsmesurë fir Jonker opgeruff.

Dësem Streik, dee während den Unterrechtsstonne stattfand huet, seng Legitimation ass net vun allen Unterrechtsstrukturen als solchen unerkannt ginn an et ass och verschiddelech mat Sanktiounen gedréit ginn. Menger Kenntnis no gëtt et hei am Land keng Legislation, déi d'Streikrecht vu Schüler respektiv Studente regelt, wat fir déi Jonk, déi sech un dëser Manifestation bedeelegt hunn, riskéiert Konsequenzen ze kréien.

Kann d'Madame Unterrechtsministeresch mer duerfir dës Fro beäntwerten:

1) Gëtt et am Unterrechtswiese Regelungen, déi d'Recht op e Streik vu Schüler respektiv Studente festschreiwen?

2) Riskéieren déi Schüler respektiv Studente, déi wéinst dem Streik net an der Schoul present waren, Sanktiounen - wa jo, wat fir eng?

3) Wier et net ubruecht, well déi Aktioun eng spontan war an ebe well et keng Regelunge gëtt, déi sou Situatiounen gesetleech encadréieren, ganz op Sanktiounen ze verzichten?

4) Wa mer wellen de Schüler a Studenten dat Verfassungsrecht Streik garantéieren, wier et dann net sënnavoll dëst per Gesetz kloer ze définéieren?

5) Gëtt den Dialog mat de Schüler a Studente vun der Regierung dann elo méi intensiv entaméiert, sou wéi dat schonns no der Ofstëmmung vum europäesche Verfassungsvertrag - nodeem datt 62% vun de Jonken nee gestëmmt haten - an elo erëm virum an nom Streik versprach gi war?

**Réponse** (21.12.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:**

1) Et gëtt am Unterrechtswiese keng Regelung, déi e Streikrecht fir Schüler respektiv Studenten virgesäit.

2) Fir de 17. November 2006 ass un all Direktioun d'Uweisung gaangen, dass deen Dag Schoul wier an d'Lycéeën an Lycée-techniquen sollten normal funktionéieren. Am Kader vun hirer Opsichtspflicht sinn d'Schoule gehalen all Absencé während der Unterrechtszäit ze notéieren. Den 22. November hunn ech an enger Réunion vun de collèges des directeurs vum Enseignement secondaire et secondaire technique, d'Direktore gebieden, de Streik als Motif d'absence gutt-

zehalen a jiddfer Schüler, deen eng schrëftlech Excuse virweist, eng «Absence excusée» opschreiwen ze loosse. Am Fall vu mannerjährege Schüler muss déi Excuse vun engem Elterendeel ënnerschriwwen sinn.

3) Wéi aus der Äntwert op d'Fro 2 ervirgeet, ginn déi Schüler, déi um Streik deelgeholl hunn an eng schrëftlech Excuse presentéieren, net sanktionéiert.

4) E Streik ass eng kollektiv Aktioun, déi an enger konzertéierter Aarbechnidderleung vu Salariaënen, sief et aus dem privaten oder öffentleche Secteur, besteet. D'Streikrecht als solcht ass an der Verfassung net festgeschriwwen. Et gëtt allgemeng als Corollaire vun der Liberté syndicale ugesinn, déi am Artikel 11 vun der Constitution garantéiert ass. D'Ausübung vum Streikrecht ass nëmme geregelt am Kader vun engem Aarbechtsverhältnis tësche Patron a Salarié. Well Schüler sech net an engem Aarbechtsverhältnis befannen, kann d'Notioun vu Streikrecht net sou op d'Schoul iwwerdroe ginn.

D'Regierung, awer och aner Institutione wéi d'Chambre des Députés, sinn ëm den Dialog mat de Schüler beméit an organiséieren regelméisseg Initiativen an deem Sënn. Vill Ministere sichen den direkte Kontakt mat de Jonken a ginn an d'Schoulen, wou si mat hinnen iwwer ënnerschiddlech politesch Themen, zum Beispill iwwer Europa oder aner fir hir Departementer spezifesch Sujeten debattéieren.

Weider Informatiouns- a Sensibiliséierungsaktiounen bestinn zum Beispill a Visité vun Institutionen, der Organisation vu Conférence-débat ou themespezifesch Concoursen, etc.

**Question 1416** (20.11.2006) de **M. Claude Meisch (DP)** concernant les **subsidés de l'État aux communes pour les investissements en infrastructures:**

L'État participe par le biais du budget de l'État aux investissements en infrastructures des communes avec des subsidés ou des aides.

- Pour l'exercice en cours, est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner sur les montants engagés par l'État et sur les montants payés?

- Pour quels projets finalisés l'État n'a pas encore procédé au versement des subsidés aux communes? Quel est le montant total des subsidés à verser?

- Combien de décomptes ont été faits et quel est le volume global des décomptes n'ayant pas encore été faits?

**Réponse** (2.1.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:**

En réponse à la question parlementaire N°1416 du 20 novembre 2006 de Monsieur le Député Claude Meisch, j'ai l'honneur de vous informer que le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire ne dispose ni de données concernant l'engagement et le paiement des différentes aides étatiques au profit des communes, ni d'une liste comportant les projets décomptés ou non des communes de sorte qu'il ne peut pas communiquer les détails demandés par Monsieur le Député Claude Meisch. Par ailleurs le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire tient à signaler qu'il n'a pas accès aux données financières des autres départements ministériels concernant leurs politiques d'aide au secteur communal.

**Question 1420** (22.11.2006) de **M. Claude Adam (DÉI GRENG)** concernant les **éléments consignés dans les bulletins scolaires et information communiquée aux élèves et parents:**

Le règlement grand-ducal du 14 juillet 2005 déterminant l'évaluation et la promotion des élèves de l'enseignement secondaire technique et de l'enseignement secondaire fixe dans ses articles 2 et 3 différentes dispositions relatives aux éléments consignés dans les bulletins scolaires et à l'information communiquée aux élèves et parents.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Dans les établissements dans lesquelles les places de classement sont inscrites dans les bulletins, est-ce que les décisions ont, de façon générale, bien été prises par le conseil d'éducation conformément à l'article 2 § 3 du règlement susmentionné?

- Est-ce que Madame la Ministre dispose de données relatives à de telles décisions?

- Est-ce que les dispositions de l'article 3 du règlement susmentionné trouvent une application généralisée et est-ce que les dispositions sont réellement portées à la connaissance des élèves en début de l'année scolaire comme le prévoit l'article 3 § 2?

**Réponse** (20.12.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:**

Je n'ai pas de raison d'admettre que les lycées ne font pas une application correcte des articles 2 § 3 et de l'article 3 du règlement grand-ducal modifié du 14 juillet 2005 déterminant l'évaluation et la promotion des élèves de l'enseignement secondaire technique et de l'enseignement secondaire et je ne dispose pas non plus d'informations, voire même d'indices qui pourraient laisser présumer une application inexacte des dispositions en question. Ce n'est que dans cette dernière hypothèse que je pourrais être amenée à intervenir. Je fais donc confiance aux directions et enseignants quant aux décisions qui sont à prendre dans ce contexte.

Pour ce qui est de l'inscription sur les bulletins des élèves des lycées et lycées techniques des places de classement et des moyennes de la classe pour les différentes branches, je dispose des informations suivantes:

- pour 86% des élèves, les bulletins comportent à la fois les places et les moyennes;

- pour 3,9%, les places sont inscrites, mais non pas les moyennes;

- pour 9,9%, la moyenne est inscrite, mais non la place;

- dans 0,2% des cas, il n'y a ni place ni moyenne.

**Question 1422** (22.11.2006) de **MM. Roger Negri et Roland Schreiner (LSAP)** concernant la **sécurité dans les transports publics:**

En l'espace d'une semaine seulement, deux agents d'entreprises de transports publics ont été victimes d'agressions. À en croire les affirmations des syndicats de ce secteur, les actes de violence récents ne constituent que la partie visible de l'iceberg. Il semble que les attaques verbales et même physiques contre le personnel des entreprises de transport deviennent de plus en plus fréquent.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que les statistiques du comité de pilotage «sécurité dans les transports publics» confirment une augmentation des agressions à l'encontre du personnel ou des utilisateurs des transports publics?

Conformément à l'article 22 paragraphe 4 de la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics, le Ministre peut interdire en tout ou en partie pour une durée ne dépassant pas un an aux personnes qui ont fait l'objet d'une injonction de quitter un moyen des transports publics, une gare, une halte ou un arrêt, l'accès et le séjour dans les moyens de transports publics, et dans les gares, dans les haltes et aux arrêts.

- Combien de personnes ont fait l'objet d'une telle interdiction au cours de cette année? Est-ce que Monsieur le Ministre est d'avis que cette mesure est efficace?

- Monsieur le Ministre prévoit-il d'autres mesures pour renforcer la sécurité dans les transports publics?

**Réponse** (13.12.2006) de **M. Lucien Lux, Ministre des Transports:**

Le comité de pilotage «sécurité dans les transports publics» a élaboré un formulaire standardisé appelé «constat incident sûreté» pour saisir les données concernant les incidents en relation avec la sûreté dans le domaine des transports publics, et ce en vue d'établir des statistiques reflétant notamment la nature des incidents, leur périodicité et leur localisation.

Ainsi depuis le 1<sup>er</sup> juin 2005 les incidents sont signalés par l'agent qui est lui-même victime d'un incident ou qui le constate au moyen d'un formulaire uniforme, à savoir le «constat incident sûreté».

Les données recueillies à l'aide de ces formulaires sont centralisées au moyen d'un logiciel dit «Wach-Office» permettant de saisir et de traiter les données ainsi que d'établir des statistiques fiables.

Il résulte desdits statistiques que la majorité des incidents sont recueillis par le personnel des CFL, alors que très peu de «constat incident sûreté» sont remplis par les chauffeurs des autobus RGTR, TICE et AVL.

Les statistiques du comité de pilotage ne permettent pas de conclure à une augmentation des agressions à l'encontre ni du personnel ni des clients des transports publics. Dans ce contexte il convient de noter qu'il résulte des statistiques de la Police grand-ducale que les infractions en relation avec les transports publics sont stables sinon en régression.

Conformément à l'article 22 paragraphe 4 de la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics, le Ministre des Transports a la possibilité d'interdire pour une durée ne dépassant pas un an l'accès aux personnes qui ont fait l'objet d'une injonction de quitter les transports publics. En date du 7 mars 2006, une telle interdiction a été notifiée à un individu qui a commis à plusieurs reprises des agressions à l'encontre d'agents des CFL.

Au vu des difficultés d'exécution de ladite interdiction, un groupe de travail «Interdiction d'accès aux transports publics» a été mis en place au sein du comité de pilotage qui a pour mission de discuter de la mise en œuvre pratique de l'interdiction d'accès aux transports publics et d'établir les critères de décision et la procédure à suivre.

Ce volet est également pris en compte lors de l'élaboration du projet de loi sur la sûreté dans les transports publics qui sera introduit sous peu dans la procédure législative.

En effet, en vue de permettre une application efficace des instruments juridiques prévus par la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics, il s'avère nécessaire d'apporter certaines modifications au Chapitre VI - Les règles d'exécution et de police de ladite loi.

Dans cet ordre d'idées un autre groupe de travail «Instruments juridiques» a été institué par le comité de pilotage, qui se compose de représentants du Ministère des Transports, de l'Administration des Douanes et Accises, de la Police grand-ducale et du Parquet général et qui a pour mission d'élaborer ledit projet de loi relatif à la police et la sûreté dans les transports publics.

Différentes mesures ont déjà été mises en place pour assurer la sûreté dans les transports publics, à savoir notamment la présence d'agents de sécurité, la surveillance par caméras ou encore l'équipement des agents avec des téléphones portables.

Par ailleurs, dans ses conclusions du 20 décembre 2005, la Tripartite ferroviaire a retenu que le personnel temporairement en surnombre auprès des CFL serait affecté à des missions de contrôle et de surveillance dans le cadre de projets de sécurisation des clients du transport public. À cette fin les crédits budgétaires requis sont prévus dans le budget pour l'exercice 2007 et le Ministre des Transports a demandé aux CFL d'entreprendre les démarches nécessaires en vue de la mise à disposition d'agents CFL à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007 pour renforcer le contrôle dans les autobus circulant sur le réseau RGTR.

Ensuite la surveillance du respect des règles de police s'effectue notamment par le contrôle des titres de transport qui consistera à requérir l'exhibition du titre de transport et à percevoir à charge des fraudeurs découverts les surtaxes prévues à cet effet par la réglementation afférente. Ce contrôle est assuré par des agents qui ont, à cet effet, été spécialement formés et qui sont assermentés par le Ministre des Transports. Il s'agit d'agents relevant des opérateurs, de la Communauté des Transports ou bien du Ministère des Transports.

Il convient d'ajouter que les agents autorisés à procéder au contrôle du respect des règles de police en matière de transports publics ont la possibilité d'enjoindre à des personnes qui, dans les moyens de transport ou dans l'enceinte des gares, haltes et arrêts, se sont comportées de manière à troubler l'ordre ou à mettre en cause la sécurité, de quitter le véhicule et de s'éloigner des lieux.

La loi modifiée du 29 juin 2004 précitée prévoit en son article 22 paragraphe 3 qu'un règlement grand-ducal portera approbation du programme de la formation spéciale que doivent avoir suivies les agents concernés en vue de leur agrément.

Le règlement grand-ducal du 21 juillet 2006 portant approbation du programme de la formation spéciale permet une dispense partielle ou intégrale de la formation spéciale pour l'agent qui a suivi avec succès une formation équivalente, de sorte que les agents CFL sont ainsi dispensés de suivre cette formation spéciale.

Le Ministère des Transports a été saisi d'une demande d'assermentation de la part des CFL et il est prévu de procéder le plus vite possible à l'assermentation des agents concernés.

Dans le cadre de la problématique de la sûreté dans les transports publics, le Ministère des Transports a demandé aux opérateurs des ré-

seaux voisins des informations sur leurs moyens de réagir face à des problèmes de sûreté. Un dossier des réponses obtenues a été distribué aux membres du comité de pilotage. La Communauté des Transports a fait un résumé des réactions reçues.

Dans ce cadre le comité de pilotage s'est notamment rendu compte que la sensibilisation dans les écoles sur le comportement et la sûreté dans les moyens de transport public reste à parfaire et qu'une telle campagne pourrait être assumée par la Communauté des Transports.

Dans cet ordre d'idées j'ai chargé la Communauté des Transports d'organiser une telle campagne de sensibilisation dans les établissements scolaires en collaboration avec les services du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

### Question 1423 (22.11.2006) de Mme Vera Spautz (LSAP) concernant les manifestations des élèves et étudiants:

Selon les chiffres publiés par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, quelque 8.000 jeunes se sont mobilisés pour participer aux manifestations de grève organisées le vendredi 17 novembre 2006.

À côté des taux d'absences retracés par le Ministère, des listes nominatives des élèves absents furent dressées.

- Est-ce que Madame la Ministre peut m'éclaircir sur la finalité de ces listes et quel sera le sort leur réservé?

La direction de l'Athénée à Luxembourg avait décidé de fermer les portes d'entrée ce qui a finalement engendré - selon les informations de la presse écrite - la dégradation d'une porte et d'une fenêtre.

- Est-ce que Madame la Ministre approuve la décision de la direction de l'établissement en question?

- Est-il exact que les sonneries d'alarme de l'Athénée étaient éteintes pendant cette phase et dans l'affirmative, est-ce que la sécurité des élèves à l'intérieur du bâtiment était assurée?

### Réponse (21.12.2006) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Les relevés des absences d'élèves établis le vendredi 17 novembre 2006 par les lycées et lycées techniques de l'enseignement public ont fait état d'un total de 7.933 absences. Ce chiffre représente le total des absences qui ont été enregistrées dans les différents établissements et qui m'ont été communiquées, à ma demande, l'après-midi même du jour de grève. Il ne permet ni d'apprécier les motifs des absences, ni de rendre compte du taux de participation aux manifestations de grève organisées.

J'ai donné l'instruction que le fonctionnement normal des lycées et lycées techniques devait être assuré le jour de grève en question. Conformément à l'article 3 du règlement grand-ducal du 1<sup>er</sup> juin 1994 fixant la tâche et les attributions des régents de classe dans les établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique, le régent est tenu de contrôler les absences des élèves et d'en informer, le cas échéant, les parents et le directeur. Dans le cadre de l'obligation de surveillance que l'école exerce à l'égard des élèves qui lui sont confiés il relève de la responsabilité des enseignants de

noter quotidiennement les absences des élèves dans les journaux de classe, absences qui sont par ailleurs également inscrites sur les bulletins.

Lors de la réunion des collèges des directeurs de l'enseignement secondaire et secondaire technique du 22 novembre 2006, j'ai demandé aux directions des établissements de ne pas prendre de sanction contre les élèves qui se sont absentes le jour de grève pour autant qu'ils présentent une excuse écrite. En d'autres termes, la participation à la grève du 17 novembre est considérée comme motif d'absence donnant lieu à l'inscription d'une «absence excusée» sous condition que l'élève produise un mot d'excuse, signé par un des parents ou le tuteur dans le cas de l'élève mineur.

Quant aux événements qui se sont produits le jour de grève à l'Athénée de Luxembourg, le directeur de l'établissement, Monsieur Emile Haag, a informé mon Ministère sur-le-champ du fait qu'un groupe d'environ 200 jeunes, dont certains visiblement mal intentionnés, essayait de pénétrer à l'intérieur du bâtiment et que la direction avait fait fermer les portes d'accès pour éviter tout dérapage de la situation. J'ai approuvé cette décision alors que le directeur insistait que la fermeture des portes n'empêche nullement les élèves de l'Athénée de quitter l'établissement s'ils le souhaitaient. La fermeture des portes a eu lieu vers 8h20. La majorité des élèves grévistes étaient déjà à l'extérieur de l'école à ce moment-là. Tous les autres élèves désirant participer à la grève ont pu quitter l'établissement sans entraves. Malgré les mesures préventives prises, des jeunes ayant réussi à s'introduire dans le bâtiment ont occasionné l'endommagement d'une douzaine d'avertisseurs d'incendie, de deux portes vitrées, d'une porte de secours, d'une porte de salle de classe ainsi que d'un soupirail.

Les sonneries d'alarme de l'Athénée n'étaient pas éteintes pendant cette phase. Le système d'alarme de l'établissement est conçu de manière que, lors d'une alerte, la conciergerie dispose d'un intervalle de temps avant le déclenchement du signal d'alarme pour désactiver le dispositif en cas de fausse alerte. Le matin en question, les responsables de la conciergerie, informés qu'il n'y avait pas lieu de faire retentir le signal d'alerte, ont donc pu arrêter le système avant le déclenchement de la sonnerie. Les fausses alertes ont d'ailleurs été enregistrées. À aucun moment, la sécurité des élèves à l'intérieur du bâtiment n'a été mise en jeu. Au contraire, des troubles supplémentaires ont pu être évités.

### Question 1424 (23.11.2006) de MM. Marcel Oberweis et Marc Spautz (CSV) concernant la création d'un «Sentier de la Minette»:

Le Grand-Duché dispose d'un réseau de sentiers pédestres couvrant l'ensemble du territoire. Actuellement on compte environ 171 circuits auto-pédestres, qui sont entretenus par le Ministère du Tourisme et dont la longueur varie entre 4 et 16 km. À ces circuits auto-pédestres s'ajoutent encore 24 sentiers nationaux qui sont plus longs à savoir entre 13 et 84 km. Ces derniers se prêtent à des randonnées par étapes réparties sur plusieurs jours et ils peuvent être combinés entre eux. À part le fait que de telles randonnées représentent un loisir, cette activité permet aux randonneurs d'accroître leurs connaissances du patrimoine local et régional.

Ainsi le sentier menant de «Prënzebiërg - Giele Botter» à Niedercorn situé au «Pays des Terres rouges»

par exemple passe par une ancienne minière exploitée à ciel ouvert. À travers des panneaux le randonneur obtient des informations sur les activités de l'extraction de la minette ainsi que sur la création de la réserve naturelle.

Dans ce contexte nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Tourisme:

- Comme une multitude de villes situées au «Pays des Terres rouges» possède un sentier pédestre, ne conviendrait-il pas de relier les différents sentiers de Dudelange, Rumelange, Kayl, Esch/Alzette, Schiffflange et Rodange afin de créer un «Sentier de la Minette», qui permettrait de souligner encore plus la valeur symbolique très forte que représente la «Minette» pour le pays?

### Réponse (19.12.2006) de M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

Le Grand-Duché de Luxembourg dispose d'un réseau de sentiers pédestres parmi les plus denses d'Europe avec quelque 5.000 km et avec plus de 500 sentiers et promenades balisés. On distingue différents types de sentiers dont notamment:

- 24 sentiers nationaux reliés entre eux et composant ainsi un réseau couvrant l'ensemble du territoire du Grand-Duché - ce réseau à lui seul compte quelque 850 km,

- 171 circuits auto-pédestres répartis sur l'ensemble du territoire du Grand-Duché et comptant quelque 1.500 km,

- 40 sentiers «CFL» reliant diverses gares ferroviaires,

- un réseau important de sentiers locaux et thématiques.

Sur ces différents réseaux se greffent des sentiers internationaux dont les plus importants sont:

- E2 qui va des Pays-Bas jusqu'à la Méditerranée,

- E3 qui relie l'Atlantique à la Forêt de Bohème,

- GR5 qui prend son départ à Ouren jusqu'aux Vosges,

- les sentiers «Ardennes-Eifel» et «Rhin-Meuse» qui traversent notre pays.

Cette multitude de sentiers correspond à différents types de randonnées et nécessite un balisage cohérent, uniforme et facilement repérable.

Il ne s'agit donc pas de créer de nouveaux sentiers, mais de revaloriser le réseau de sentiers existants. Ainsi d'ici la fin de l'année, le Ministère du Tourisme publiera, en étroite collaboration avec l'Entente du Sud, un dépliant d'appel sur le «Sentier des Mineurs» situé dans la région de Rodange, Pétange, Differdange et Lasauvage.

Un deuxième dépliant de ce type est prévu pour fin 2007 concernant le «Sentier du Sud» reliant les villes de Dudelange, Kayl, Rumelange, Schiffflange, Esch/Alzette, Belvaux, Differdange, Pétange et Rodange.

Les travaux de restructuration de notre réseau de sentiers, combiné à un renforcement de nos efforts publicitaires, contribueront à rehausser l'image de marque du Luxembourg en tant que destination d'un tourisme de qualité.

### Question 1426 (24.11.2006) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant l'audit sur des associations d'insertion dans le marché du travail:

Dei a verschiddene Presseorganer publizéiert Erkenntnisser aus engem vum Här Aarbechtsminister beoptraagten Audit iwwert d'Beschäftigungsgesellschaft «ProActif» a „Forum pour l'emploi” surge weiderhi fir vill Opreegung.

Dee genannten Audit vum Ernst & Young Business Advisory Services S.a r.l. schéngt néierens publizéiert ginn ze sinn, sou datt et schwiereg ass sech an dëser Saach en objektiviit Uerteel ze bilden.

Duerfir folgend Froen:

1. Ass et wouer, datt just 154 vun deene 644 an de genannte Beschäftigungsinitiativen ze forméierende Leit duerch d'ADEM vermëttelt goufen - sou wéi dat gesetzlech virgeschriwwen ass?

2. Stëmmt et, datt déi dem Aarbechtsminister nostoend Gewerkschaft sech hiert Personal deelweis via d'Beschäftigungsinitiativen, also dem Beschäftigungsfong, finanzéiere gëllt?

3. Stëmmt et, datt den LCGB sech seng Initiativen deelweis méifach finanzéiere gëllt?

4. Stëmmt et, datt Material ënner Wäert weiderverkat gouf?

5. Stëmmt et, datt duerch Comptabilitéitstricken d'Recetté vum de genannte Beschäftigungsinitiative bewosst méi kleng gehale goufen?

6. Stëmmt et, datt d'Zesummenaarbecht mat dësen Initiative vum engem Mangel un Transparenz charakteriséiert ass?

7. Wier et méiglech mat der Äntwert op déi virleënd Froen och de genannten Audit selwer ze kréien, fir sech kënnen en objektiviit Uerteel iwwert déi dach schwéier Accusatoune, déi am Raum stinn, ze bilden?

### Réponse (21.12.2006) de M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi:

De Ministère fir Aarbecht a Beschäftigung huet an Zesummenaarbecht mam Finanzministère op Décisioun vum Regierungsrat eng Kontroll iwwert d'Benotzung vun de staatleche Finanzmëttele bei de Beschäftigungsinitiativen „ProActif” an „Forum pour l'emploi” gemaach. Dës Kontroll, ass grad wéi déi vum der Initiativ „Objectif Plein Emploi” op Basis vum selwechte Laaschtenheft vum darselwechter Firma réaliséiert ginn, an zwar Ernst & Young Business Advisory Services S.à r.l.

D'Resultater vum der Kontroll si kontradiktöresch vun deenen zwou Gesellschaften kommentéiert ginn an de Kommentar vum de Gesellschaften ass als Annex un de Rapport vum der Kontroll selwer ugehange ginn.

De Regierungsrat huet den 10. November 2006 de Rapport mat der Annex diskutéiert an en Aarbechtsgrupp agesat fir eenzeg an alleng d'Fro ze kläre vun den „valeurs ajoutées” un de Gebailechkeeten, déi Privatleit gehéieren. Soubal deen Aarbechtsgrupp seng Aarbechten ofgeschloss huet an de Regierungsrat seng Konklusiounen an deem Kontext geholl huet, gëtt de ganzen Dossier vum der Kontroll mat der Annex an de Konklusioun vum Aarbechtsgrupp der „Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes” vum der Chamber an der „Cour des Comptes” zougestallt.

Vu datt den Dossier nach net definitiv constituéiert ass hëlt de Ministère fir Aarbecht a Beschäftigung keng weider Stellung zum Dossier. Seng éischt Reaktioun op den éischten Artikel an der Press leet hien awer dem honorabelen Deputéierten als Annex un dëse Bréif bäi.

(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)

### Question 1427 (24.11.2006) de Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Marcel Oberweis (CSV) concernant la maladie du botulisme bovin:

Le botulisme est une maladie rare causée par une toxine produite par la bactérie sporulée Clostridium

botulinum. La spore de Clostridium botulinum est présente à l'état naturel dans le sol, l'eau, les animaux, les aliments contaminés ou les produits agricoles. Il s'agit de la plus puissante toxine connue capable d'affecter les humains et les animaux. La forme la plus fréquente est le botulisme d'origine alimentaire.

Chez les bovins cette intoxication résulte la plupart du temps de la consommation de fourrage ou d'eau contaminés par la toxine botulinique. La maladie se manifeste au début par des difficultés progressives de mastication et de déglutition, causées par une paralysie de la langue ainsi que de la musculature des joues et du pharynx. Ces troubles conduisent à une prise de nourriture ralentie, à une mastication lente, à de la salivation et au reflux de l'eau. La paralysie musculaire amène après un à trois jours à une paralysie générale progressive aboutissant à la mort suite à une paralysie respiratoire.

Au cours des dernières années plusieurs centaines de cas de botulisme ont été détectés dans des exploitations agricoles européennes.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture de la Viticulture et du Développement rural:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de cette maladie?

- Est-ce que des cas de botulisme bovin ont déjà été détectés au Luxembourg?

- Existe-t-il des traitements efficaces pour lutter contre cette infection? Quelles mesures le Gouvernement entend-il prendre en cas d'apparition de la maladie du botulisme bovin?

### Réponse (13.12.2006) de Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural:

Le botulisme est une grave maladie toxico-infectieuse essentiellement d'origine tellurique et alimentaire commune à l'homme et à de nombreuses espèces animales. La maladie se caractérise cliniquement par un syndrome neuro-paralytique (paralysie flasque des muscles locomoteurs) évoluant en général rapidement vers la mort.

La spécificité à l'égard du germe du botulisme «Clostridium botulinum» est que son pouvoir pathogène réside dans la production d'une toxine exogène susceptible de provoquer une véritable intoxication de l'animal contaminé. Actuellement six types de toxine botulinique sont connus. La forme végétative du bacille est d'autre part à même, dans des conditions de survie contrariantes, de produire des spores dont la résistance aux facteurs externes explique la pérennité de ce germe dans certaines régions.

Dans les conditions naturelles, la maladie affecte de nombreuses espèces animales domestiques ou sauvages, notamment les herbivores et à un degré plus faible les oiseaux.

Dans certaines régions, tel le Sahel en Afrique et le Texas aux États-Unis, le botulisme apparaît comme une maladie enzootique due au pica, c'est-à-dire à l'ostéophagie et à la sarcophagie, le pica étant lui-même favorisé par l'aphosphorose. Dans nos régions le botulisme est une maladie plutôt rare se produisant par la contagion indirecte, c'est-à-dire l'ingestion de substances imprégnées de la toxine, comme l'eau de boisson, les aliments d'origine animale ou végétale, le fourrage ou les grains contaminés ou souillés par les cadavres de petits animaux, tels les rongeurs.

Exceptionnellement, la maladie peut être contractée lors d'une blessure souillée par le bacille du

botulisme sécrétant la toxine. Cette forme est connue notamment pour l'espèce équine.

La variante du botulisme connu chez l'homme sous la forme «viscérale», qui est rencontrée avant tout chez le nourrisson ayant ingéré des spores se développant en bacilles avec production de la toxine, n'est pas décrite pour les espèces animales bien que théoriquement elle ne peut pas être exclue.

Les cas de botulisme détectés au Luxembourg sur les animaux sont rares, voire exceptionnels, ceci d'autant plus que pour un cas isolé le diagnostic clinique n'est pas toujours évident. Un foyer spectaculaire a été décrit il y a plusieurs années sur une exploitation luxembourgeoise entraînant la mort de 24 bovins, suite à l'ingestion d'ensilage contaminé.

À noter que durant les dernières années, aucun cas de botulisme chez l'homme n'a été notifié dans notre pays.

Les thérapies préconisées contre le botulisme sont les traitements symptomatiques sous la forme de tonifiants généraux et le traitement spécifique reposant sur la sérothérapie antitoxique instituée précocement.

La protection préventive de l'animal réside essentiellement dans le fait:

- d'assurer une bonne préparation et une bonne conservation des ensilages et des fourrages,

- de protéger les réserves de grain, de fourrage et les points d'eau de la pollution contre les cadavres des rongeurs,

- d'éviter l'utilisation de fourrages souillés par les cadavres de petits animaux,

- d'éviter les pâturages marécageux,

- de lutter contre la carence en phosphore et le pica par une supplémentation des aliments avec un complément minéral vitaminé enrichi en phosphore.

En zone d'enzootie, tels le Sahel et le Texas, une immunisation active, c'est-à-dire une vaccination par l'utilisation de l'anatoxine botulique, dotée d'une durée d'activité d'un an, est propagée.

En cas d'apparition de la maladie du botulisme bovin le Gouvernement prendra recours aux mesures préventives énoncées ci-dessus et aux mesures thérapeutiques spécifiques conseillées par les experts vétérinaires.

**Question 1429** (28.11.2006) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la **zone transfrontalière belgo-luxembourgeoise et le Plan de Base Écologique - Plan Transfrontalier (PBEPT)**:

La nature est un enjeu de taille pour la zone transfrontalière belgo-luxembourgeoise. La concertation entre les deux pays porte sur une intensification de leur coopération en vue d'élaborer une meilleure cohérence spatiale de cette zone et une gestion adéquate de la nature. Les mesures envisagées devraient avoir pour but de restaurer l'épanouissement de la région et d'augmenter la qualité de vie des habitants.

Afin d'atteindre ces objectifs, un plan de base écologique paysager transfrontalier, né d'une initiative wallonne entre le Luxembourg et la région wallonne, a été mis en place. Il devrait consister entre autres à développer une cohérence d'intervention à l'échelle régionale en vue de préserver la biodiversité biologique et d'élaborer une stratégie visant des actions qualitatives.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement.

- Le Ministre peut-il me signaler quels sont les points-clés de cette stratégie écologique transfrontalière à moyen et long terme?

- Cette démarche représente-elle une partie d'un projet Interreg?

- Est-ce que les premiers résultats de cette stratégie sont disponibles et dans l'affirmative serait-il envisageable d'intégrer les mesures à entreprendre pour la renaturation de la Chiers dans ce plan de base écologique - paysager transfrontalier?

**Réponse** (20.12.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*:

Ad 1) Le PBEPT Wallonie-Luxembourg s'inscrit dans la démarche engagée par le Conseil de l'Europe et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUD), adoptée à Sofia en 1995 par plus de 50 pays, visant la constitution d'un réseau écologique paneuropéen, pour faire face à la dégradation constante des habitats naturels et préserver la biodiversité.

Il participe également à la mise en application des directives européennes «Habitats» et «Oiseaux» et à la mise en place du Réseau Natura 2000.

Le projet est né d'une initiative commune du Ministère de l'Environnement luxembourgeois et du Ministère wallon de l'Agriculture et de la Ruralité en vue du développement, sur leurs territoires, d'un projet de réseau transfrontalier susceptible d'être intégré dans le réseau européen. Il concerne l'ensemble des communes situées de la part et d'autre de la frontière belgo-luxembourgeoise du nord au sud.

Son concept développe une intégration des systèmes nationaux et régionaux des deux pays concernés. Après comparaison juridique des outils de gestion sur base de la compilation des données disponibles complétées d'études de terrain, le réseau écologique est défini en zones centrales, zones de développement et zones de liaison. Ce «plan de base écologique» est complété par un diagnostic du paysage et des contraintes.

Le plan, présenté à l'échelle de 1/25.000, a une fonction de cadre de référence pour tout projet concernant l'utilisation du territoire. Son avenir dépendra du suivi qui en sera fait et de son intégration dans les planifications nationales et régionales du réseau écologique.

Ad 2) Une étude pilote a été réalisée sur quatre communes transfrontalières pour tester la méthodologie de la démarche.

Sur cette base le projet a ensuite été proposé au Programme Interreg III Wallonie-Lorraine-Luxembourg 2000-2006 et retenu par ce dernier comme projet participant directement à la promotion du développement régional intégré et notamment à ses objectifs en matière d'environnement.

C'est donc un projet Interreg à part entière qui s'est déroulé en deux phases sur les 22 communes de la bande transfrontalière non concernées par la phase pilote.

Ad 3) Le document final est en cours d'achèvement. Les données de travail sont régulièrement transmises au Ministère de l'Environnement. Un site Internet est en cours d'installation et permettra aux autorités gestionnaires du territoire, dont les communes, d'avoir accès au plan du réseau écologique, aux cartographies du paysage et des contraintes, ainsi qu'aux bases de données qui accompagnent le réseau écologique.

**Question 1430** (28.11.2006) de **M. François Bausch** (DÉI GRÉNG) concernant l'**équipement du réseau d'autobus TICE de solutions de navigation par guidage satellite**:

Selon mes informations, le Ministre des Transports va lancer un projet afin d'équiper le réseau d'autobus TICE de solutions de navigation par guidage satellite avec comme option l'introduction d'un système d'exploitation informatique (Betriebsleitsystem).

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Où en est concrètement ce projet?

- Quel est le coût de ce projet et comment est-il financé?

- Est-il correct que le Ministre des Transports a chargé la firme Smart-Tec de s'occuper de ce projet alors que cette même société a démontré certaines déficiences sur le projet de billet électronique «e-go»?

- Est-ce qu'il est prévu d'étendre ce projet aux autres réseaux d'autobus du Grand-Duché du Luxembourg?

**Réponse** (8.1.2007) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Le Ministère des Transports a connaissance du projet du TICE d'équiper une partie de ses autobus d'un système de localisation.

Le Ministère encourage le TICE à faire ses expériences avec un tel système, en vue d'une application générale sur son réseau.

Les frais relatifs aux installations étant supportées par les TICE, il m'est impossible d'informer Monsieur le Député du coût de cette opération.

Les TICE ont confirmé avoir chargé Smart-Tec du premier équipement, étant donné la complémentarité de cet équipement avec les installations effectuées dans le cadre du projet «e-go», ces dernières ne donnant d'ailleurs lieu à aucune réclamation jusqu'ici.

Il est entendu que le Ministère des Transports s'intéresse aux conclusions des essais entamés par les TICE dans le domaine de la localisation des autobus, en vue notamment d'une extension aux autres réseaux de transport public.

**Question 1431** (29.11.2006) de **MM. Marcel Oberweis** et **Ali Kaes** (CSV) concernant le **guichet de la gare de Diekirch et les travaux sur la voie ferrée à la gare de Mersch**:

Selon nos informations, le guichet de la gare de Diekirch est depuis quelques semaines définitivement fermé aux voyageurs. Cette situation va sûrement à l'encontre du but visé par le Gouvernement d'améliorer la qualité du transport public et de le rendre plus attrayant aux yeux du grand public.

- Dans ce contexte nous voudrions savoir de Monsieur le Ministre des Transports pour quelles raisons le guichet de la gare de Diekirch n'est-il plus ouvert au public.

À la gare de Mersch des travaux substantiels ont été effectués sur les voies ferrées. Ainsi a-t-on entre autres supprimé les voies 403 et 404 qui étaient le seul endroit sur le tracé entre Dommeldange et Ettelbruck où un train pouvait en doubler un autre ou changer de voie en cas d'incident.

Dans ce contexte nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Quelles ont été les raisons qui ont amené les responsables des CFL à supprimer les voies 403 et 404 à la gare de Mersch?

- Cette décision ne risque-t-elle pas d'engendrer des retards accrus en cas d'incident et d'avoir des répercussions négatives sur la sécurité du réseau ferroviaire?

**Réponse** (28.12.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Pour ce qui est de la gare de Diekirch, le guichet de celle-ci n'est pas définitivement fermé, mais a dû temporairement être fermé à partir du lundi 27 novembre 2006 en raison d'un manque d'effectifs.

Dans ce contexte il reste à relever que ce manque d'effectifs s'explique par le fait que tout nouvel embauchage a été suspendu pour attendre, conformément à l'accord de la Tripartite ferroviaire, la mise à disposition éventuelle de ressources humaines devenant disponibles par la création de CFL-Cargo.

Il va sans dire que la réouverture du guichet de la gare de Diekirch aura lieu dès que les effectifs nécessaires pour garantir un fonctionnement normal du service auront été mis en place.

En ce qui concerne les voies 403 et 404 en gare de Mersch, la solution recherchée a été motivée par le fait qu'en vue de l'ouverture des nouvelles structures scolaires du Lycée des professions éducatives et sociales situé entre Mersch et Beringen, les CFL en concertation avec la commune de Mersch et le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ont pressenti un risque accru par les élèves clients du rail amenés à emprunter le passage à niveau n°23a sur leur itinéraire entre le quai 2 et le nouveau Lycée.

Pour éliminer ce risque, les CFL ont barré la partie nord des voies 403 et 404 (qui restent accessibles en cul-de-sac depuis Luxembourg) et aménagé un chemin direct entre le quai 2 et la route vers Beringen. Cette mesure est considérée comme provisoire et temporaire en attendant la suppression du passage à niveau, projet actuellement au stade d'étude.

**Question 1438** (1.12.2006) de **M. Aly Jaerling** (Indépendant) concernant la **taxe sur les véhicules automoteurs**:

No den Diskussiounen an der zoustänneger Parlamentskommission gesäit de Gesetzesprojet 5611 vir, datt d'Autossteiere sollen drastesch erhéicht ginn. Et ass virgesinn, datt déi Steier op Demande hi kann an zwou Kéiere bezuelt ginn, awer verbonnen mat enger Tax vun 10 Euro. Bei der aktueller Autossteier war et bis elo sou, datt konnt an zwou respektiv dräi Kéiere bezuelt ginn, wat fir d'Klengverdenger eng avantagéis Léisung war, déi vu ville physesche Persounen awer och vu Betriber mat Fuerparke genotzt gouf.

Et wier deemno sännvoll sou eng Facilitéit oprecht ze erhalten.

Fir awer kënnen d'Ausmooss vun der aktueller Mesure vum Akaséiere vun den Autossteieren ze iwwersinn, awer och well de Gesetzesprojet 5611 elo a senger Enddiskussioun ass a soll den 20. am Chrëschtmount 2006 an der Chamber diskutéiert an ofgestëmmt ginn, wollt ech den Här Finanzminister bieden mer duerfir dës Froen drénglech ze beäntweren:

1) Wivill physech Persounen hunn hir Autossteier an de leschten zwee Joer an zwou respektiv dräi Kéiere bezuelt?

2) Wivill Betriber mat Fuerparken hunn hir Autossteier an de leschten zwee Joer an zwou respektiv dräi Kéiere bezuelt?

3) Wat war de Supplément, deen ze bezuele war, wann een an zwou respektiv dräi Kéiere seng Autossteier bezuelt huet?

4) Wat sinn déi zousätzlech Recetten, déi duerch Supplémenter beim échelonnierte Bezuele vun den Autossteiere kasséiert gi sinn?

5) Wéi stinn dës Recetten a Relatioun mat der zousätzlecher administrativer Aarbecht, déi doduerch ugefall ass?

**Réponse** (2.1.2007) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre des Finances*:

D'Douane ka leider net prezis op d'Froen 1, 2 a 4 äntwerten, well d'Gestioun vum Autossteierprogramm vum Centre Informatique de l'État (CIE) assuréiert gëtt. Well sou eng Ufro, wéi den Deputéierte Jaerling se gestallt huet, ee Filter am Informatikprogramm verlaangt (fir un déi Donnéeën ze kommen), deen et awer de Moment net gëtt, misst de CIE een neie Programm schreien, wat awer op kee Fall a Relatioun mat deem benéidegten Zäitopwand steet an eng Beäntwertung vun der Fro an den Délaien onméiglech mécht. Mat deem neien Autossteierprogramm, deen vun 2007 u funktionéiert, ass et awer ganz liicht déi Donnéeën erauszefannen.

D'Zentralkeess vun der Douane huet 73 Codé fir d'Recetten, déi si generéieren, ze enregistriieren an dovunner ass eng fir d'Autossteier ob se an enger, an zwou oder dräi Kéieren bezuelt gëtt.

Dofir kann ech dem Deputéierte leider nëmmen ee bëssen onprezis äntwerten, meng Äntwert baséiert deemno op den Erfahrungswärter vun de Beamten, déi am Service Recette-Autos zënter Jore schaffen.

Allgemeng kann dervun ausgegang ginn, datt 80% vun der Tax an enger Kéier bezuelt ginn an datt déi aner 20% sech zu 5% fir dräi Méint an zu 15% fir sechs Méint opdeelen an dat sougutt bei de Persouneweien, wéi bei de Camionetten, etc.

Wann een an dräi Kéiere bezuelt huet, huet dat ee Supplément vu 6% kascht, bei 6 Méint war de Supplément 3% vun der jährelecher Steier.

2005 si ronn 31 Milliounen Euro erakomm an 2004 waren et der 30,3.

Ech hale fest, dass also och schon d'jéztzegt Gesetz e Supplément fir échelonnierte Bezuelen vun der Autossteier virgesinn hat an déi nei Autossteier an deem Sënn net inovéiert.

**Question 1439** (1.12.2006) de **M. Claude Adam** (DÉI GRÉNG) concernant les **chiens d'assistance**:

Au Luxembourg il n'existe à l'heure actuelle pas de disposition législative spécifique sur les chiens d'assistance qui accompagnent des personnes malvoyantes ou à mobilité réduite au quotidien.

L'arrêté grand-ducal du 4 juillet 1988 et modifié le 11 mars 1997 fixant les conditions d'hygiène dans le commerce des denrées alimentaires ainsi que dans l'alimentation collective permet aux chiens guide accompagnant des personnes malvoyantes l'accès dans les commerces de denrées alimentaires ainsi que dans les établissements de restauration. La transposition de la directive 2001/85/EG en droit national en 2002 garantit également l'accès de ces animaux dans les transports publics. Les autres types de chiens d'assistance, par exemple ceux qui assistent des personnes à mobilité réduite ou malentendantes ne tombent par contre pas sous cette réglementation.

En France la loi ne différencie pas entre chiens de guide ou chiens d'assistance et leur accès aux lieux ouverts au public est garanti. La région wallonne est en train de finaliser un décret allant dans la même direction.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Madame la Ministre n'estime-t-elle pas qu'il serait judicieux de regrouper les dispositions relatives aux chiens d'assistance dans un même texte et d'abolir la distinction entre chiens guide pour personnes malvoyantes et les autres types de chiens d'assistance?

- Madame la Ministre ne pense-t-elle pas qu'élargir l'accès des chiens d'assistance à tous les lieux ouverts au public constituerait un gain considérable pour la qualité de vie de ces personnes?

**Réponse** (2.1.2007) de **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:**

Il est dans mes intentions de proposer une base légale qui mettra à égalité tous les chiens d'assistance et qui définira un même principe d'accessibilité à ces animaux.

Dans les semaines qui viennent un avant-projet y relatif sera soumis par mes soins au Conseil de Gouvernement.

**Question 1440** (1.12.2006) de **M. Jacques-Yves Henckes (ADR)** concernant la **fermeture de deux sections offrant aux détenus la possibilité d'exercer un travail:**

Mengen Informatiounen no goufen am Prisong zu Schraasseg zwou Sektioniounen zougemaach an deenen Inhaftéierter enger Aarbecht nogoe konnten.

D'Beschäftegung vu Prisonéier am Bléck op hir Resozialiséierung an d'Gesellschaft ass awer vun eminenter Bedeutung an engem humane Strofvolzuch.

Dofir folgend Froen:

- Stëmmt déi genannten Informatioun, a wa jo,

1) wéi eng Sektione goufen zougemaach,

2) aus wéi engem Grond,

3) wéini ginn dës Sektione erëm opgemaach,

4) wéi vill Prisonéier si vun dëser Mesure betraff,

5) ginn deene Betreffenen alternativ Beschäftegungsméiglechkeeten ugebueden, a wa jo,

5a) wéi eng a

5b) si genuch Plaze fir all Betreffenen do?

**Réponse** (28.12.2006) de **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:**

Je partage l'opinion de Monsieur le Député que la possibilité de pouvoir travailler ou de suivre une formation en prison est importante pour la resocialisation des détenus. Voilà pourquoi je n'ai cessé d'œuvrer, avec mes collègues du Gouvernement, à multiplier les postes de travail ou les possibilités de formation. Un exemple en est l'ouverture de la buanderie centrale qui fonctionne maintenant depuis à peu près un an au CPL des Schrassig.

Quant aux différentes questions de Monsieur le Député, je peux donner les informations suivantes:

L'atelier de peinture est fermé depuis la mise à la retraite du contre-

maître instructeur le 1<sup>er</sup> octobre 2006 et le sera jusqu'à la prise de service de son successeur.

L'atelier électrique chôme provisoirement, le contremaître instructeur électricien ayant été appelé à reprendre la mission de coordinateur des ateliers, l'actuel coordinateur s'étant décidé à demander sa mise à la retraite plus tôt que prévu, à savoir à partir du 1<sup>er</sup> février 2007.

Une solution intermédiaire pour la reprise de l'atelier sera opérationnelle dès le début de 2007, en attendant une décision définitive sur la succession.

L'atelier de peinture occupait en moyenne deux détenus, l'atelier électrique en occupait trois au moment de sa fermeture, dont un a pu être réaffecté à l'atelier mécanique.

**Question 1441** (4.12.2006) de **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP)** concernant le **phénomène du «stalking»:**

À ma question parlementaire N°0849 du 17 janvier 2006 concernant le phénomène du «stalking» (cf. *compte rendu N°7/2005-2006*), Monsieur le Ministre a avancé que le Ministère de la Justice ne disposait pas d'informations chiffrées relatives au «stalking», ce phénomène en tant que tel n'étant pas réglementé ni sanctionné pénalement au Luxembourg.

Par ailleurs, Monsieur le Ministre avait l'intention de suivre de près l'évolution de la législation dans les autres pays membres de l'Union européenne pour juger de la nécessité pour le Luxembourg de légiférer à son tour en la matière.

De plus en plus de pays s'engagent dans des travaux législatifs relatifs à ce type d'harcèlement. Ainsi en Allemagne, par exemple, le législateur vient de voter une loi «anti-stalking» en date du 30 novembre 2006.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a pris une démarche pour rendre le Ministère de la Justice en mesure de chiffrer le phénomène susmentionné? Sinon, par quels moyens est-ce que le Ministère peut documenter l'ampleur du «stalking» au Luxembourg?

- Est-ce que le fait que l'Allemagne a légiféré récemment incitera l'élaboration d'un projet de loi en la matière pour le Luxembourg?

**Réponse** (20.12.2006) de **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:**

Ainsi que je l'avais souligné dans ma réponse à la question parlementaire N°0849 même si le «stalking» en tant que tel n'est pas réglementé au Luxembourg, il n'en reste pas moins que l'un ou l'autre aspect peut revêtir, le cas échéant, une qualification pénale. J'avais visé plus particulièrement la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la vie privée.

D'après nos informations, le phénomène du «stalking» est relativement peu fréquent au Luxembourg, mais il constitue évidemment une perturbation considérable pour la vie des victimes.

Soucieux de protéger davantage les victimes, j'envisage de prévoir, à l'instar de la nouvelle législation allemande, l'infraction de «stalking» dans le droit pénal luxembourgeois. Il me semble opportun de le faire dans le cadre des travaux sur la législation sur les droits des victimes, projet de loi que le Gouvernement a déposé à la Chambre déjà en 2003 et dont j'espère qu'il pourra être adopté bientôt par le Parlement.

**Question 1442** (4.12.2006) de **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP)** concernant l'**inscription de la protection de l'enfant dans la Constitution luxembourgeoise:**

Dans son rapport annuel de l'année 2006 l'«Ombudscmité fir d'Rechter vum Kand» (ORK) recommande à la Chambre des Députés d'inclure, à l'instar de la Belgique, la protection de l'enfant dans la Constitution luxembourgeoise.

Sachant, d'une part, que l'inscription du principe de l'égalité des chances (Loi du 13 juillet 2006 portant révision de l'article 11 paragraphe (2) de la Constitution) et l'inscription de la protection de l'environnement (vote à la Chambre des Députés en date du 22 novembre 2006) nécessitaient des procédures de révision constitutionnelle de longue haleine et, d'autre part, que l'ORK a signalé déjà en février 2006 sa revendication à Monsieur le Ministre, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre quel sort il entend réserver à cette proposition, respectivement quelle est l'opinion du Gouvernement quant à l'inscription de la protection de l'enfant dans la Constitution luxembourgeoise.

**Réponse** (15.12.2006) de **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:**

En tant que Ministre et père, je partage l'opinion de l'Ombudscmité visant à faire référence à la protection de l'enfant dans la Constitution.

Toutefois, conformément aux usages, il appartient à la Chambre des Députés et non au Gouvernement de déposer une proposition de révision de la Constitution.

**Question 1443** (5.12.2006) de **M. Aly Jaerling (Indépendant)** concernant l'**aide de la Commission européenne à la République démocratique du Congo:**

Nodeem datt d'Wahlen an der demokratescher Republik Kongo ofgeschloss sinn, bei därer Iwwerwaachung Lëtzebuerg mat bedeelegt war, an de 6. am Chrëschtmount den neie President seng Fonctioun iwwerhëlt, huet d'EU-Kommissioun beschloss d'Hëllef fir de Kongo ze verduebelen.

En éischte Pak vun 33 Milliounen Euro sollen zougestane gi fir d'Gouvernance an d'Institutiounen am Déngscht vun de Bierger ze verstärken. D'EU hat och schonns 397 Milliounen Euro fir d'Organisatioun vun de Wahlen am Kongo zur Verfügung gestallt.

Während de Joren 2002-2007 goufen dem Kongo 201 Milliounen Euro zougestanen, dës Enveloppe soll an der Periode 2008-2013 verduebelt ginn. Des Weideren huet d'Generaldirektioun vun der humanitärer Hëllef vun der EU-Kommissioun (ECHO) fir Affer aus de kongolesesche Konfliktsituatiounen am Kongo am Joer 2004 45 Milliounen Euro, am Joer 2004, 2005 an 2006 38 Milliounen Euro zougestanen, a fir d'Joer 2007 sinn 30 Milliounen Euro virgesinn.

Kann den Här Bausseminister mer duerfir dës Fro beäntweren:

1. Wa sou vill Gelder fir e Land vun der EU-Kommissioun zougestane ginn, zum Beispill fir d'Gouvernance an d'Institutiounen, wie kritt déi Gelder an dem respektive Land an iwwer wat fir en Wee?

2. Wie kontrolléiert, datt déi Gelder net kënnen zweckentfremd ginn?

3. A welch Regione vun Kongo sinn déi virzitéiert Gelder vun der Direktioun vun ECHO gefloss?

4. Wéi wäit a wéi laang ass d'EU, an domadder och Lëtzebuerg, nach un der weiderer Entwécklung vum Kongo bedeelegt?

5. Wéi laang bleift déi militäresch Iwwerwachung nach bestoen?

6. Gëtt et eng bilateral infrastrukturell respektiv humanitär Zesummenaarbecht tëschent dem Kongo a Lëtzebuerg - wa jo, wat fir eng?

**Réponse** (12.1.2007) de **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:**

1. Déi Gelder kréien d'Regierung vun der DRK souwéi verschidden ONG'en.

2. D'kongolesesch Regierung huet, wéi am Ofkommes vu Cotonou virgesinn, en «Ordonnateur national du FED» ernannt, deen déi Aktivitéiten, déi mat Gelder vum FED finanzéiert ginn, identifiziéiert, géréiert an auswärt. D'Servicer vun dem Ordonnateur national schaffen eng mat der Delegatioun vun der Europäescher Kommissioun zu Kinshasa zesumme fir sécherstellen, datt déi Gelder op eng effizient, transparent an zilgericht Aart a Weis ausgi ginn. Doriwwer eraus ginn a regelméisseg Ofstänn vu renommierten internationalen Auditsfirmen Stéchprouwen duerchgefouert. A leschter Instanz ginn d'Konten dann nach eng kéier duerch den Europäische Rechnungshaff iwwerpréift.

3. D'Aktioun vun der DG ECHO konzentréiert sech op d'Regiounen Ituri, Nord- a Südkivu an Nordkavango.

4. D'EU, an domadder och Lëtzebuerg, ass weiderhin ongeschränkt bereet, d'Konsolidéierung vun der Stabilitéit a vum Neesopbau an der DRK ze ënnerstëtzen. An deem Kontext ënnerstëtzt d'Missioun EUSEC-RDC den Opbau vun enger nationaler kongolesescher Armée. D'Missioun EUPOL-Kinshasa, där hiert Mandat vru kuerzem bis Juni 2007 verlängert ginn ass, këmmert sech ëm d'Formatioun vun der Police an der Hauptstadt Kinshasa.

5. D'Mandat vun der EUFOR-Missioun ass nom erfollegräichen Oflaf vun de Wahlen den 30. November 2006 ausgelaf.

6. Lëtzebuerg bedeelegt sech un humanitäre Projeten a Programmer an der DRK vun dem UNHCR, dem PAM an der CAR. Donieft ënnerstëtzt d'Lëtzebuerg Regierung regional Programmer vun IKRK, dem PAM an dem UNHCR.

**Question 1444** (5.12.2006) de **M. Aly Jaerling (Indépendant)** concernant la **communication des articles de presse aux personnes qui y sont citées:**

An zwou hei zu Lëtzebuerg publizéiert Wochenzäitschrëften, eng op däitsch an eng op franséisch, ginn ëmmer méi oft Persounen op déi minabelst Aart a Weis un de pranger gestallt an an Artikelen, déi vu kengem ënnerschriwwer sinn, beleidegt.

Ganz oft well déi meeschte Leit sou Schundblieder net kafen, ginn déi Betreffen déi Attacken géint hir Persoun eréischt gewuer duerch aner Persounen, déi hinne dat matdeelen.

Oft ass et och sou, datt déi Betreffen da schonns duerch Flüstercampagné geschleeft ginn, ier se sech kënnen duerch déi meeschens un den Hoer erbäigezunnen Uschëllegungen an Diffamatiounen wieren.

Fir sech dann awer wieren ze kënnen respektiv gerichtlech Schrëtter ze ënnerhuelen, mussen déi Betreffen dann awer piéce à l'appui hunn, ergo, se mussen sech dann och nach déi Schundblieder fir deiert Geld kafen.

Kann den Här Justizminister mir duerfir dës Fro beäntweren:

1. Misst et net sou sinn, datt, wann eng Persoun namentlech an engem Artikel zitéiert respektiv souguer beleidegt gëtt, där Persoun vum Auteur vum Artikel oder responsablen Editeur vun der Zäitschrëft, den Artikel respektiv déi Zäitschrëft zougestallt gëtt?

2. Wéi kann de Bierger sech géint sou Machenschaft schützen, ouni datt e muss deier Geriichtsaffären aleeeden?

**Réponse** (15.12.2006) de **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:**

J'attire l'attention de Monsieur le Député sur le Code pénal qui prévoit notamment dans le chapitre V du Titre VIII du Livre II toute une série d'infractions qualifiées «d'atteintes portées à l'honneur ou à la considération des personnes» (art. 443 et suivants).

Je me permets de renvoyer aussi à la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias et notamment à son chapitre V - Des devoirs découlant de la liberté d'expression (art. 10 et suivants).

À défaut d'arrangement amiable il ne reste qu'à la personne se sentant offensée par un article de presse à avoir recours aux tribunaux.

**Question 1445** (5.12.2006) de **M. Félix Braz (DEI GRÉNG)** concernant les **camions en transit qui quittent l'auto-oute A6 à hauteur du Windhof pour se diriger vers une station-service locale:**

Les habitants de la localité de Windhof se plaignent que nombre de camions en transit au Grand-Duché quitteraient l'autoroute A6 à hauteur de la sortie Windhof en dépit d'une interdiction réglementaire, afin de se diriger vers la station-service locale.

Ce trafic engendre des nuisances pour les habitants de Windhof, que ce soit au niveau du bruit, de la circulation ou de l'environnement. Contrôles et procès-verbaux de la Police grand-ducale ne semblent avoir aucun effet sur la situation.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir une explication pourquoi les mesures actuelles sont manifestement inefficaces?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faut évaluer les méthodes de contrôle actuelles et, le cas échéant, adopter des mesures de contrôle et/ou de sanction plus efficaces?

**Réponse** (19.12.2006) de **M. Lucien Lux, Ministre des Transports:**

Le nombre de poids lourds transitant à travers le Luxembourg a en effet connu une telle évolution que la législation en la matière a dû être adaptée à plusieurs reprises. Le règlement grand-ducal modifié du 5 mai 1994 limitant la circulation de transit sur une partie de la voie publique énonce, à côté du champ d'application, les itinéraires obligatoires des poids lourds qui transitent dans les deux sens entre l'Allemagne et la Belgique, entre la France et la Belgique ou entre l'Allemagne et la France à travers le Grand-Duché.

La réglementation en place exige par ailleurs d'un camionneur en transit, lorsqu'il entre au Grand-Duché par une route autre qu'une autoroute, à rejoindre le réseau autoroutier par le chemin le plus court.

Or, nos pays voisins ne connaissent pas une telle réglementation de sorte que le camionneur venant de Bruxelles et se rendant à Metz peut quitter l'autoroute à Ar-

lon sans commettre une infraction et entrer ensuite au Grand-Duché par une route nationale.

Tel est le cas de la N6, qui permet aux camionneurs d'entrer sur le territoire luxembourgeois via la Belgique et de rejoindre ainsi la station de service de Windhof sans enfreindre la législation concernant le transit.

À cela s'ajoute que la plupart des entreprises de transports ont conclu des contrats avec des compagnies pétrolières. Les camionneurs disposent, par conséquent, exclusivement des cartes à essence de leurs partenaires ce qui implique qu'ils sont contraints de rejoindre les aires de services respectives pour s'approvisionner en carburant.

Afin de remédier à cette situation malconvenue et dans l'objectif d'améliorer les conditions de sécurité de tous les usagers de la route ainsi que de garantir la qualité de vie des riverains, je m'empresse de procéder à une concertation avec les autorités belges territorialement concernées. Notamment, si les autorités belges procédaient à une réglementation identique à celle d'application au Luxembourg, accompagnée de contrôles fréquents, les répercussions négatives pourraient à l'avenir être évitées.

**Question 1446** (5.12.2006) de **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG)** concernant la **prise en charge par l'Union des Caisses de Maladie des frais de traitement à l'étranger**:

Cette semaine on a pu lire dans la presse nationale qu'au cours de cette année l'UCM a accordé à quelque 17.000 personnes la permission de se faire soigner à l'étranger.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Sous quelles conditions une autorisation pour des traitements à l'étranger est-elle accordée par l'UCM?

- Quels sont les traitements pour lesquels ce genre de demande est formulé?

- Le Ministère de la Sécurité sociale a-t-il fait une analyse des motivations qui conduisent les personnes concernées à vouloir se faire soigner à l'étranger?

**Réponse** (28.12.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**:

Le chiffre d'environ 17.000 formulaires E112 (17.490 cas en 2004) émis par l'UCM pour autoriser la prise en charge de traitements médicaux à l'étranger se rapporte à quelque 12.000 personnes.

Cette différence tient au fait que beaucoup de personnes se voient accorder pour un même traitement plusieurs accords successifs. Ceci est notamment le cas lorsqu'il s'agit de consultations postopératoires ou de suivi d'un traitement médical subi auparavant à l'étranger.

Le nombre d'environ 12.000 personnes autorisées annuellement pour recevoir un traitement médical à l'étranger n'est cependant pas surprenant dans la mesure où ce chiffre n'accuse pas de taux de progression spectaculaires par rapport à la population protégée. Il s'explique principalement par l'absence au Luxembourg de certaines infrastructures médicales de pointe ou universitaires notamment dans les domaines de la chirurgie lourde, de la chirurgie oncologique, ophtalmologique, d'autres interventions graves ou de thérapies spécialisées. Les dispositions du droit national et communautaire stipulent qu'un transfert à l'étran-

ger ne peut être refusé si les traitements ne sont pas possibles ou inadéquats dans le pays d'affiliation.

Dans tous les cas, les médecins traitants doivent justifier sur la demande de transfert de l'accomplissement de ces conditions, qui doivent être acceptées par le contrôle médical. Aussi la jurisprudence de la Cour de Justice européenne a confirmé que la prise en charge par l'assurance maladie des prestations à l'étranger dans une infrastructure hospitalière continue à être soumise à une autorisation préalable de transfert d'après la procédure du formulaire E112, contrairement aux prestations ambulatoires n'utilisant pas de telles infrastructures, dont la prise en charge peut être sollicitée par les assurés d'après la procédure dite Decker-Kohll. Les décomptes E125 au moyen desquels les prestations obtenues à l'étranger sont mises en compte au régime luxembourgeois ne fournissent pas des indications exploitables concernant la nature des traitements délivrés.

Les statistiques disponibles reposent sur des diagnostics posés avant le traitement et relevés par le Contrôle médical de la Sécurité sociale lors de la décision relative à l'autorisation de transfert. Le tableau du nombre des cas traités par pathologie est publié annuellement dans le rapport général de l'Inspection générale de la Sécurité sociale (Rapport 2004, p. 99). Comme il a été indiqué plus haut, les principales motivations pour un traitement à l'étranger sont à chercher dans l'impossibilité technique ou l'inadéquation des moyens dont disposent les hôpitaux luxembourgeois pour assurer les traitements adaptés à la gravité des pathologies susceptibles d'être traitées. En effet, le nombre de certaines pathologies n'atteint pas au Luxembourg la masse critique justifiant une mise à disposition d'infrastructures spécialisées.

**Question 1447** (5.12.2006) de **Mme Sylvie Andrich-Duval et M. Marcel Oberweis (CSV)** concernant le **transport transfrontalier par ambulance**:

Considérant que la recommandation 721/1 du 4 décembre 2004 du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux relative au transport transfrontalier par ambulance est restée sans suites jusqu'à ce jour.

Vu le courrier du 17 novembre 2006 adressé par le président du Conseil de Benelux au président du Comité des Ministres de l'Union économique Benelux lui demandant de faire en sorte qu'un tel accord soit signé.

Nous aimerions savoir, en notre qualité de membres du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux,

- si l'aide médicale urgente dans un pays voisin peut être apportée à l'heure actuelle sans écueils d'ordre juridique, financier ou administratif et

- si une convention relative à la coopération transfrontalière dans le domaine en question est en voie de préparation.

- Si tel n'est pas le cas, quelles sont les raisons pour lesquelles un tel accord n'a pas encore été signé?

**Réponse conjointe** (2.1.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire** et de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**:

Il y a lieu de distinguer dans le cadre de la coopération transfrontalière en matière d'aide médicale urgente entre une demande d'assistance bilatérale et une intervention urgente régionale ponctuelle.

Le premier cas de figure relève de l'accord conclu entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique sur l'assistance mutuelle en matière de protection civile du 13 mai 1993.

Dans le cadre d'une intervention urgente régionale ponctuelle il n'existe actuellement pas d'accord mutuel. Les interventions des ambulances et du SAMU luxembourgeois sur le territoire belge et les interventions belges sur le territoire luxembourgeois sont en effet extrêmement rares. Dans certaines régions limitrophes, à cause du recoupement des réseaux de GSM, il arrive que des appels d'urgence envoyés à partir du territoire belge aboutissent au Central des Secours d'Urgence 112 du Luxembourg, ou encore que des ressortissants luxembourgeois accidentés sur le territoire de la Belgique souhaitent être transportés directement vers un hôpital luxembourgeois et vice-versa.

Les aspects financiers de l'aide médicale urgente transfrontalière et les questions concernant les mutualités ne posent pas de problèmes entre la Belgique et le Luxembourg alors que ce point semble être une difficulté majeure entre la Belgique et les Pays-Bas.

**Question 1449** (6.12.2006) de **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG)** concernant **l'organisation d'une chasse en battue dans la zone de protection Grünewald**:

Mercredi le 29 novembre 2006 l'Administration des Eaux et Forêts avait organisé une chasse en battue avec chiens courants dans la réserve cynégétique du Grünewald (zone «Natura 2000» et «Habitats» du Grünewald, LU0001022). Un nombre important de chasseurs publics et privés y a participé.

Le fait que la zone de protection du Grünewald a été exclue des lots de chasse par arrêté ministériel du 4 janvier 1957 pris en conformité de l'article 2 de la loi du 20 juillet 1925 a comme conséquence qu'aucune chasse en battue ne peut être organisée sur ce terrain, à moins de disposer d'une autorisation ministérielle explicite.

Je me permets dès lors de vous poser les questions suivantes:

- Quel a été l'argument à base de l'autorisation ministérielle explicite pour organiser à nouveau cette chasse en battue avec chiens courants?

- Est-ce que le nourrissage est toujours pratiqué dans ce domaine?

- Monsieur le Ministre de l'Environnement avait déclaré dans sa réponse à la question parlementaire du 2 février 2006 (cf. *compte rendu N°8/2005-2006 - question parlementaire N°0893*) que les 59 miradors de battue installés spécialement pour l'organisation de la chasse du 30 novembre 2005 seront enlevés et «stockés après usage», et que partant n'avaient pas besoin d'autorisations afférentes. Est-ce que les 59 miradors installés en 2005 ont été enlevés?

- Est-ce que ces miradors disposent entre-temps des autorisations ministérielles requises?

- Est-ce que de nouveaux miradors ont été érigés à proximité immédiate des anciens miradors?

- Ces nouveaux miradors ont-ils été autorisés?

- Considérant que le Grünewald se trouve dans une zone «Habitats» et que les projets «Habitats» bénéficient des subsides de l'UE, est-ce que les rapports sur la gestion des zones «Habitats» transmis à la Direction générale XI (Environnement) mentionnent les nourrissages et les organisations annuelles de chasses en battue avec chiens courants?

- Est-ce que la gestion actuelle des zones «Habitats» est conforme avec les objectifs et visées des directives européennes?

**Réponse** (8.1.2007) de **M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement**:

1. La chasse constitue une mesure de gestion importante durable des populations d'herbivores, d'omnivores et de carnivores classées gibier qui peuvent fortement modifier les buts recherchés de la zone «Natura 2000» et «Habitats» du Grünewald. Le projet de gestion ad hoc prévoit expressément le prélèvement de chevreuils, sangliers et renards par les moyens d'une chasse durable, comme une des mesures de gestion et de monitoring les plus importantes.

Le rôle de la réserve cynégétique du Grünewald est celui de concilier les prélèvements nécessaires pour la gestion durable de la zone spéciale de conservation avec les intérêts des autres utilisateurs de ce complexe forestier périurbain (promeneurs, joggers, cavaliers, cyclistes, etc.). Le rôle de la réserve cynégétique est aussi celui d'une chasse pilote et expérimentale dans le cadre du réseau de chasses pilotes européennes en vue de l'utilisation durable des ressources naturelles.

Il est reconnu aujourd'hui par la grande majorité des biologistes spécialisés dans la conservation et la gestion du gibier et de la faune sauvage que la chasse en battue, pratiquée selon les règles de l'art, constitue une mesure de gestion efficace, qui permet de réaliser la quasi-totalité du tableau de chasse à réaliser en une année en une seule chasse pour une aire déterminée. De cette façon la perturbation et le stress pour la faune sauvage sont réduits à un strict minimum de même que le dérangement des autres utilisateurs de la forêt.

Enfin il y a lieu de remarquer que la zone LU0001022 ne comprend pas seulement la réserve cynégétique du Grünewald d'environ 1.000 ha, mais toute la superficie du massif du Grünewald d'environ 4.400 ha englobant beaucoup de lots de chasse privés.

2. Le nourrissage artificiel du gibier n'est pas pratiqué dans la réserve cynégétique du Grünewald, pourtant le Ministre de l'Environnement ne dispose actuellement d'aucun instrument lui permettant d'interdire ou de limiter le nourrissage du gibier sur les lots de chasse privés du Grünewald.

3. Dans sa réponse à la question parlementaire N°0893 en février, le Ministre de l'Environnement a précisé qu'il s'agit effectivement de dispositifs amovibles, qui jusqu'en 2005 ont été «enlevés et stockés après usage». Or, après la chasse du 30 novembre 2005, l'enlèvement et la remise en place des podiums ont été abandonnés pour des raisons d'organisation interne et financières. Je demanderai à l'Administration d'enlever tous les dispositifs encore en place et de pourvoir à leur stockage.

4. Vu qu'il s'agit de dispositifs amovibles, destinés à une mise en place temporaire et ayant pour unique but d'assurer une plus grande sécurité à tous les participants d'une chasse en battue, et aux autres utilisateurs de la forêt, les podiums n'ont jusqu'ici jamais été considérés comme construction au sens de l'article 5 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

5. Vu que les podiums sont construits en bois, matériel qui se détériore au cours du temps, un certain nombre de podiums ne garantissant plus la stabilité nécessaire, sont remplacés annuellement.

6. Voir réponse 4)

7. + 8. L'Administration des Eaux et Forêts est en train de faire élaborer les plans de gestion pour les zones

«Natura 2000». Ces plans détermineront pour chaque zone les objectifs de conservation ainsi que les mesures à prendre afin d'atteindre ces objectifs. Actuellement 17 de ces plans, dont le Grünewald, sont en élaboration, concernant environ 40% de la surface «Natura 2000» au Luxembourg.

**Question 1450** (6.12.2006) de **M. Aly Jaerling (Indépendant)** concernant la **punctualité des trains sur la ligne Luxembourg-Esch/Alzette**:

Èmmer méi heefeg lafen Zich mueres fir an d'Stad Lëtzebuerg zu Esch mat Verspéidung an - souguer alt 15 Minuten.

Dat bréngt mat sech, datt d'Zich och mat Verspéidung an der Stad alafen, wat zur Folleg huet, datt d'Konnexioun mat de Busse fir an d'Stad eran oft net méi stëmmt.

Et gëtt Persounen, déi doduerch ze spët op hir Aarbecht kommen. Et kann dach net sou sinn, datt ee geschwë muss den Zuch vu 7.18 Auer zu Esch huelen, fir um 9.00 Auer an der Stad op senger Aarbecht ze sinn.

Fir de Leit Vertrauen an den öffentlichen Transport ze ginn, musse se sech och kënnen op déi affichéiert Zäite vun den Départe vun den Zich verloossen.

Kann den Här Transportminister mer duerfir matdeelen:

1) Wat sinn d'Ursaache vun deenen heefegen Retarde bei den Zich vun Esch an d'Stad?

2) Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir datt déi Retarden a Grenze bleiwen?

3) Wier et net méiglech d'Koordinatioun tëschent dem Ukomme vum Zuch an d'Stad an dem Départe vun de Bussen ze iwwerdenke fir se besser ze koordinéieren?

**Réponse** (9.1.2007) de **M. Lucien Lux, Ministre des Transports**:

Par sa question parlementaire du 6 décembre 2006, l'honorable Député Aly Jaerling s'enquiert sur la situation de retards fréquents des trains en provenance d'Esch/Alzette et à destination de Luxembourg.

Depuis début novembre 2006, l'état de la voie sur le passage supérieur dit «viaduc d'Esch» à Esch/Alzette est tel que les CFL ont instauré un ralentissement temporaire de 40 km/h engendrant des retards pour les trains passant par la gare d'Esch/Alzette. Ce ralentissement sera prévisiblement maintenu pour une durée de 24 mois.

Suite à la circulation élevée sur la ligne Bettembourg-Luxembourg en heure de pointe (en moyenne une circulation toutes les cinq minutes) tout retard d'un train sur cette ligne se répercute irrévocablement aux trains suivants. Il s'en suit que tout incident (dérangement des installations fixes ou retards de trains au moment d'engager la ligne Bettembourg-Luxembourg) engendre des retards aux trains suivants.

Depuis le début du chantier de renouvellement du souterrain des ascenseurs en gare de Luxembourg, un deuxième chantier important (centre de remisage et de maintenance de Luxembourg-triage) entrave la circulation ferroviaire normale en gare de Luxembourg. Cette situation entraîne des périodes de pénurie de voies de réception ou de départ disponibles pour gérer l'entièreté du trafic journalier ce qui peut engendrer un encombrement de la gare et générer des retards. La fin des travaux en gare de Luxembourg est prévue pour 2008.

Les causes particulières pour les retards des derniers mois sont:

- le 21 novembre 2006, le patinage d'un train de marchandises entre Thionville et Bettembourg a provoqué des retards de l'ordre de 328 minutes au total,

- le 27 novembre 2006, un train happa un sanglier entre Thionville et Bettembourg ce qui a engendré 442 minutes de retards,

- de plus, en date du 29 novembre 2006, le service de l'infrastructure a condamné le passage supérieur dit «saut de mouton» entre Luxembourg-sud et Luxembourg-gare centrale. De ce fait il n'existait qu'une seule voie permettant l'entrée et sortie de la gare de Luxembourg vers Bettembourg (via Luxembourg-triage). Cependant cette voie sert également à la mise à quai ainsi qu'au dégagement de matériel ferroviaire de et vers le secteur de l'entretien. Ce barrage a provoqué un total de 1.084 minutes de retard pour les journées du 29 et 30 novembre 2006.

Le taux de ponctualité moyen (c'est-à-dire le nombre de trains n'ayant pas plus de cinq minutes de retard) qui atteignait en 2005 une valeur de 95,7% est retombé actuellement, pour l'exercice en cours, à 93,3%.

Il reste à préciser que ce sont les grands projets d'investissement pour l'amélioration de l'infrastructure qui sont susceptibles d'améliorer la régularité des circulations. Par ailleurs l'analyse des retards chroniques permet d'apporter des mesures correctives aux horaires.

En ce qui concerne la coordination de l'arrivée des trains et des autobus partants, il faut souligner que la cadence des différentes lignes des autobus de la ville de Luxembourg est telle, qu'une coordination allant au-delà de celle appliquée actuellement, n'est pas à envisager dans la mesure où on ne peut pas parler de correspondances dites normales entre les trains à l'arrivée et les 23 lignes du réseau AVL.

### Question 1456 (12.12.2006) de M. Claude Meisch (DP) concernant les «super poids lourds»:

Dans sa réponse du 7 novembre 2006 à ma question afférente N°1303 du 23 septembre 2006 (cf. compte rendu N°3/2006-2007), Monsieur le Ministre des Transports avait bien voulu me renseigner sur les perspectives éventuelles d'autoriser au Luxembourg la circulation de «super poids lourds». Au regard des informations reçues je voudrais avoir de la part de Monsieur le Ministre les renseignements complémentaires suivants:

- Combien d'autorisations exceptionnelles pour la mise en circulation de «super poids lourds» ont déjà été délivrées au Luxembourg?

- Qu'en est-il de l'autorisation pour des «super poids lourds» de circuler sur les routes luxembourgeoises?

- Est-ce leur circulation doit également être autorisée? Si oui, combien de permis ont été délivrés?

- Quant aux adaptations des infrastructures routières dont parle Monsieur le Ministre dans sa réponse précitée, de quelles modifications s'agit-il et quel est le coût estimé de ces adaptations?

### Réponse (8.1.2007) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports:

Dans sa question l'honorable Député souhaite obtenir des informations supplémentaires concernant les «super poids lourds». À ce jour, aucune autorisation d'immatricula-

tion ni autorisation de circuler sur les routes luxembourgeoises n'a été délivrée pour des «super poids lourds».

L'immatriculation respectivement la circulation peut être autorisée dans des cas exceptionnels par des autorisations individuelles en vertu des articles 7 et 12 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques.

Enfin, je tiens à faire savoir l'honorable Député que les infrastructures routières ne rentrent pas dans mes compétences.

### Question 1457 (8.12.2006) de M. Claude Meisch (DP) concernant les liaisons à partir de l'Aéroport de Luxembourg vers l'Europe centrale:

Dans son rapport relatif au budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2004 le rapporteur, qui a été nommé à la suite des élections législatives de 2004, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, avait consacré un chapitre entier à l'avenir de l'Aéroport de Luxembourg et constatait à l'époque: «...il est déraisonnable que le Luxembourg ne dispose que d'une seule connexion directe vers l'Europe centrale - et encore Budapest n'est desservi que depuis quelques semaines». Il faut dire que l'actuel Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire a à l'époque fait preuve d'une perspicacité certaine étant donné qu'il prédisait dans son rapport: «Si Luxair, pour des raisons logistiques ou autres, est dans l'incapacité d'assurer ces liaisons ou si pour notre compagnie nationale, ceci serait une opération de perte, il devient urgent d'attirer vers le site luxembourgeois des compagnies étrangères capables de le faire.» Il semblerait que justement le deuxième cas de figure mis en exergue par le rapporteur de l'époque soit devenu réalité étant donné que l'on peut lire dans le quotidien «d'Wort» du 7 décembre 2006 que pour des raisons de rentabilité les Aéroports de Budapest et de Prague ne sont plus desservis, l'Aéroport de Varsovie n'étant plus desservi depuis 2005.

Dès lors j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que Monsieur le Ministre des Transports partage l'analyse du rapporteur du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 2004 quand celui-ci estime que le Luxembourg doit disposer de connexions directes vers l'Europe centrale?

- Un groupe de travail vient d'être institué afin de se concerter notamment sur la question relative à l'établissement d'autres compagnies aériennes au Findel. Monsieur le Ministre des Transports est-il d'accord avec le rapporteur du budget de l'État pour l'exercice 2004 quand celui-ci estime qu'il est urgent d'attirer d'autres compagnies aériennes vers le site luxembourgeois pouvant desservir des destinations vers l'Europe centrale?

- Face à la prolifération d'aéroports dans la Grande Région où des compagnies à bas prix proposent des destinations vers l'Europe centrale et dans l'hypothèse où Monsieur le Ministre des Transports se prononce en faveur de l'option consistant à attirer d'autres compagnies aériennes sur le site luxembourgeois, comment estime-t-il qu'une masse critique de voyageurs à l'Aéroport de Findel peut être atteinte afin de permettre la rentabilité de ces destinations.

### Réponse (12.1.2007) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports:

L'honorable Député cite un article du «Wort» du 7 décembre 2006 qui se réfère au fait qu'avec la suppression de la liaison aérienne de Luxair vers Budapest pour la saison d'hiver 2006/2007 et la suspension des vols de Czech Airlines vers Prague, le Luxembourg ne dispose plus de connexion sans escale vers l'Europe centrale.

Il est clair qu'un aéroport national doit s'adapter aux réalités économiques et politiques. Avec l'agrandissement de l'Union européenne vers l'Est, des connexions directes vers ces pays pourraient être de nature à développer davantage les relations bilatérales. Cependant, il n'en est pas moins que les liaisons directes vers l'une ou l'autre destination de l'Europe centrale et orientale, mises en place avant même l'entrée de ces pays dans l'Union européenne, ont toutes été suspendues en raison d'une rentabilité insuffisante. Par ailleurs, il peut être constaté que le marché du transport aérien en relation avec ces pays ne représente que 15% du total du marché européen de l'aviation (source: Yearbook 06; Association of European Airlines).

Afin de déterminer une approche coordonnée pour les liaisons aériennes à desservir à partir de l'Aéroport de Luxembourg, un groupe de travail interministériel a été institué par décision du Conseil de Gouvernement du 13 septembre 2006, chargé d'analyser quelles lignes aériennes devraient être assurées en sus de celles offertes actuellement par les compagnies aériennes installées au Findel.

Il convient désormais d'attendre les conclusions dudit groupe de travail qui se penchera également sur la question des moyens se trouvant à disposition du Gouvernement pour assurer ces liaisons en tenant compte notamment de la concurrence des aéroports limitrophes.

### Question 1458 (8.12.2006) de M. Aly Jaerling (Indépendant) concernant la subvention pour frais de chauffage:

An enge vu senge Virträg hat den Här Statsminister verlaude gelooss, hie wéilt den Heizkäschtenschoss veduebelen. Wat och verständlech wier, nodeem datt d'Pétrols- an d'Gaspräisser massiv gestige sinn.

Nodem datt d'Escher Gemeng de Käschtedeckungsprinzip bei de Gemengentaxe voll spille gelooss huet - obwuel den Här Statsminister d'Gemengen opgefuerdert hat mat den Erhéijunge vun de Gemengentaxe lues ze maachen -, wat eng supplementar Recette vu sechs Milliounen ausmécht, war als sozialen Ausgleich fir Mannerbemëttelter eng Enveloppe vun enger Millioun agesat ginn.

Ausgeschlossen aus deser Hëllef war d'Augmentatioun vun Gas- a Pétrolspräis. Fir an de Genoss vun enger Hëllef an deem Sënn ze kommen, muss een den Heizkäschtenschoss kréien.

Kann den Här Statsminister mer duerfir dës Fro beäntworten:

1. Gedenkt d'Regierung den Heizkäschtenschoss ze veduebele respektiv ze erhéijen - wa jo, wéini?

2. Wann neen, wéi gedenkt d'Regierung deene Mannerbemëttelten, déi bei der Erhéijung vun de Pétrols- a Gaspräisser am meeschte leiden, ze hëllef, fir datt se net an eng nach méi prekär Situatioun kommen?

### Réponse (2.1.2007) de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État:

D'Regierung huet am Hierscht 2000 en Heizkäschtenschoss fir manner bemëttelt Stéit geschaf, nodeems d'Mazoutpräisser dat Joer staark geklomme woren. Wéi

d'Präisser 2005 op en Neits eropgaange sinn an nei Rekorder erreecht hunn, huet d'Regierung de 6. September 2005 decidéiert den Heizkäschtenschoss em 50% an d'Luucht ze setzen. De Mazoutpräis wor dee Moment bei 59,90 Cent de Liter. D'Nofro no der Allocation de Chauffage ass dunn och staark gewuess, sou datt am Joer 2005 d'Zuel vun de Bénéficiairen em 46% op 7.751 geklommen ass an d'Gesamtzomm vun den ausbezuellen Zouschëss sen op 5,7 Milliounen Euro veduebelt huet.

D'Präisser vun Mazout, déi als Referenz geholl gi sinn, si glécklecherweis duerno nees gefall. Och wann et vill Beweegung an deene Präisser gouf, gouf de Rekord vun September 2005 zënterhier net méi erreecht. Zënter dem 5. Dezember 2006 lait de Präis pro Liter Mazout bei 49,40 Cent, 17% énnert dem Präis wéi d'Regierung fir d'lescht den Heizkäschtenschoss erhéicht huet.

Och wann et weider géllt d'Situatioun am A ze behalen, gesäit d'Regierung de Moment keen zwéngende Grond fir d'Allocation de Chauffage op en Neits ze erhéijen.

### Question 1459 (9.12.2006) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant la sécurité des vols partant de l'Aéroport de Luxembourg:

Suite aux événements récents en matière de fiabilité des contrôles de sécurité à l'Aéroport de Luxembourg, je désire poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer les faits relatés par la presse en ce qui concerne les contrôles supplémentaires en Allemagne et fournir des explications supplémentaires à ce sujet?

2. Quelles sont les justifications invoquées du côté allemand?

3. Est-ce que cette attitude des autorités compétentes en Allemagne est justifiée en fait et en droit?

4. Comment et par qui le Gouvernement a-t-il été informé de la décision de ne plus faire confiance aux contrôles luxembourgeois?

5. Est-ce que Monsieur le Ministre dispose d'informations que d'autres pays vont suivre cet exemple?

6. Quelle est l'appréciation du Ministre de la situation actuelle en ce qui concerne la sécurité des vols partant de l'Aéroport de Luxembourg?

7. Quelles sont les conséquences que le Ministre respectivement le Gouvernement envisagent tirer de cette situation, afin de mettre fin à cette situation qui nuit gravement et à la réputation de notre pays et à la fiabilité de notre transport aérien?

8. Pour quelle date le passager aérien peut-il s'attendre à une normalisation de la situation?

### Réponse (19.12.2006) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports:

1. Les autorités allemandes ont décidé qu'à partir du vendredi 8 décembre 2006 des mesures compensatoires seront d'application sur les aéroports allemands pour les passagers en provenance du Luxembourg (transit ou transfert), comme d'ailleurs pour ceux en provenance de Copenhague et de Budapest. Ils seront, jusqu'à nouvel ordre, soumis en Allemagne à une inspection filtrage supplémentaire.

2. Les autorités allemandes justifient leur décision en se référant aux informations communiquées par la Commission européenne. En effet, suite aux deux inspections effectuées par la Commission euro-

péenne en juillet 2004 et mai 2005, celle-ci a adressé le 12 octobre 2006 un avis motivé au Luxembourg en relation avec certaines obligations dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile. Par ce même avis motivé du 12 octobre 2006, les autres États membres de l'Union européenne ont été invités à mettre en place des mesures compensatoires relatives à l'inspection filtrage des passagers et des bagages en provenance du Luxembourg.

3. La décision des autorités allemandes, même si elle peut se justifier sur base de l'avis motivé précité, a été prise sans information préalable des autorités luxembourgeoises et sans s'enquérir sur les remèdes mis en place par les autorités luxembourgeoises, voire sans attendre la réponse luxembourgeoise à l'avis motivé qui parviendra au cours de la semaine courante à la Commission européenne. Cette réponse fait état notamment du paquet de mesures de sûreté que le Conseil de Gouvernement vient d'arrêter afin de pouvoir satisfaire dans les meilleurs délais aux prescriptions internationales, européennes et nationales en matière de sûreté à l'Aéroport de Luxembourg.

Le Gouvernement a ainsi arrêté avec précision les rôles incombant aux différents acteurs en matière de sûreté sur le site aéroportuaire afin d'améliorer de manière transversale le dispositif en place. En tant que gestionnaire aéroportuaire indépendant, lux-Airport a été chargé d'effectuer à l'avenir les missions d'exécution de sûreté et dans le domaine du contrôle des personnes, sous la supervision de la Police grand-ducale, et dans le domaine du contrôle du fret, sous la supervision de l'Administration des Douanes et Accises, et ceci en conformité avec les missions lui attribuées par la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'Aéroport de Luxembourg, ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare et par le règlement grand-ducal du 14 avril 2003 portant approbation du contrat sur le développement, la mise en valeur et l'exploitation de l'Aéroport de Luxembourg.

En sus de l'affectation déjà opérée depuis le 20 septembre 2006 d'un effectif supplémentaire de onze personnes de la Police grand-ducale à l'Aéroport, le Gouvernement a arrêté une programmation pluriannuelle prévoyant notamment un renforcement important de l'effectif des autorités ayant des compétences en matière de sûreté. Ainsi pour 2007 un renforcement de cinq agents de la Direction de l'Aviation civile, de 14 agents de la Police grand-ducale, de douze agents de l'Administration des Douanes et Accises et de 36 agents de lux-Airport est programmé. Le budget de l'État pour l'exercice 2007 prévoit des crédits substantiels de quelque 17 millions d'euros, entre autres pour l'acquisition du matériel de sûreté requis afin de renforcer la sûreté aéroportuaire.

Le Gouvernement a par ailleurs adopté un programme national de contrôle de la qualité en matière de sûreté de l'aviation civile qui permettra aux administrations de vérifier par des méthodes harmonisées si les opérateurs agissant sur l'Aéroport de Luxembourg sont en conformité avec la réglementation en matière de sûreté.

4. Aucune notification officielle de la décision allemande n'est parvenue jusqu'à ce moment aux autorités luxembourgeoises.

5. Aucune information n'est disponible à ce moment que d'autres États s'engageraient dans la même voie que les autorités allemandes.

6. La sécurité et la sûreté des vols en partance de l'Aéroport de Luxembourg est garantie. Je tiens à réitérer que la grande majorité des déficiences constatées en juillet 2004 ont pu être redressées

depuis. Les mesures prises en la matière incluent entre autres l'interdiction de l'accès aux zones de sûreté aéroportuaires par des voitures privées, la mise en place d'une Commission spéciale d'autorisation d'accès, le rappel à l'ordre de l'ensemble des opérateurs et l'élaboration d'une procédure administrative applicable en cas de non-respect de la législation en matière de port visible du badge d'accès.

Lors d'une conférence de presse en date du 21 septembre 2005 à l'Aéroport, j'ai fait part de la volonté du Gouvernement de poursuivre une politique de «tolérance zéro» en matière de sécurité et de sûreté ce qui s'est concrétisée par une sensibilisation du parquet concernant les procès-verbaux dressés par les agents de la DAC et par l'assermentation depuis fin 2005 d'agents supplémentaires pouvant constater des infractions à la législation en matière de l'aviation civile. La mise en place d'un système de sanctions applicables à l'égard des opérateurs en cas d'observation défailante des exigences de sécurité et de sûreté aériennes est en voie d'être finalisée.

Des possibilités d'améliorations ponctuelles du dispositif du contrôle d'inspection filtrage dans l'intérêt de la sécurité et de la sûreté ont été identifiées lors d'une mise au point en matière de sûreté qui a été effectuée du 28 au 30 novembre 2006 au Findel par le Comité national de la Sûreté de l'Aviation civile. Ces agencements du dispositif en place sont en train d'être mis en place.

Concernant l'obligation du port visible du badge d'accès, l'obligation d'exiger de toute autre personne le port visible du badge d'accès, l'obligation de signaler ceux qui ne portent pas de badge d'accès ou ne sont pas accompagnés, en cas de port de laissez-passer journalier ainsi que l'obligation de se soumettre purement et simplement aux inspections et fouilles effectuées aux postes de contrôles, un dépliant a été élaboré par le Ministère des Transports en collaboration avec la Police grand-ducale et l'Administration des Douanes et Accises afin de maintenir à un niveau élevé la sensibilisation du personnel des opérateurs et des administrations agissant dans l'environnement aéroportuaire.

7. Le Gouvernement continue sa politique de «tolérance zéro» en ce qui concerne la sécurité et la sûreté aériennes notamment par des contrôles renforcés par les autorités compétentes des opérateurs sur le site aéroportuaire et par l'amélioration du dispositif réglementaire en place notamment par le biais des travaux au sein du Comité national de la Sûreté de l'Aviation civile. Afin de mettre un terme à la situation actuelle de double inspection filtrage des passagers provenant de Luxembourg en tran-

sit ou en transfert en Allemagne, le Gouvernement entreprendra les démarches requises auprès des autorités allemandes et invitera la Commission européenne à effectuer une visite des lieux lui permettant de constater la conformité du Luxembourg avec les exigences de la Commission européenne concernant le contrôle «sûreté» des passagers en partance de Luxembourg.

8. La mesure introduite par l'Allemagne cessera ses effets à partir du moment où la Commission européenne notifiera aux États membres que l'Aéroport de Luxembourg est en conformité avec les normes européennes en matière d'inspection filtrage des passagers et du contrôle des bagages. Le Gouvernement est confiant que les mesures compensatoires initiées par les autorités allemandes deviennent sans objet d'ici la fin de l'année 2006.

**Question 1463** (13.12.2006) de **M. Henri Kox** (DÉI GRÉNG) concernant l'énergie nucléaire:

Dans un article paru dans la «Süddeutsche Zeitung» du 12 décembre 2006, un journaliste cite un extrait d'un protocole interne d'une réunion récente du Conseil des Ministres de l'Économie de l'Union européenne:

„Luxemburg und Litauen verwiesen darauf, dass die ehrgeizigen CO<sub>2</sub>-Ziele der Kommission nicht ohne Kernkraft erreichbar wären.“

Cette affirmation, pour le moins irritante, positionne le Luxembourg dans le camp des pays pro-nucléaires. J'aimerais donc avoir des précisions de la part de Monsieur le Ministre en charge de l'Énergie:

- Est-ce que le Ministre peut confirmer cette affirmation?

- Quelle est l'attitude du Gouvernement vis-à-vis de l'énergie nucléaire?

**Réponse** (15.12.2006) de **M. Jeannot Krecké**, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- L'affirmation de la «Süddeutsche Zeitung» est totalement erronée. Il s'agit vraisemblablement d'une erreur matérielle.

- La position du Gouvernement n'a pas changé par rapport à ce qui est exprimé dans le programme gouvernemental.

**Question 1466** (15.12.2006) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant l'évolution de l'Aéroport de Luxembourg:

La presse vient tout récemment à faire état des succès enregistrés

par d'autres aéroports de la Grande Région en accueillant des compagnies à bas prix. Ce modèle qui est appliqué avec grand succès à l'Aéroport de Hahn, mais également par les plates-formes de Charleroi et de Liège, vient de faire maintenant aussi son introduction à l'Aéroport de Metz.

- En comparant la quasi-stagnation du nombre de passagers transitant par l'Aéroport de Findel aux investissements importants qui y sont consacrés dans le cadre de la réalisation de la nouvelle aérogare, Monsieur le Ministre des Transports ne craint-il pas que devant cette toile de fond il ne soit difficile de rentabiliser, voire de justifier les fonds publics investis dans ce projet?

- Monsieur le Ministre peut-il dire quelle est l'évolution attendue du nombre de passagers en 2007 par rapport à 2006?

- Quelle a été au cours des quatre dernières années l'évolution du nombre des compagnies aériennes desservant l'Aéroport de Findel?

- Combien de compagnies opérant dans le domaine des passagers sont venues s'ajouter et combien ont abandonné l'exploitation?

- Quelle est la stratégie de Monsieur le Ministre en ce qui concerne le développement de l'activité aéroportuaire comme portail du transport aérien?

- D'autres compagnies nouvelles seront-elles les bienvenues? Si oui, dans quelles conditions? Y a-t-il des démarches actives pour attirer de nouveaux opérateurs?

**Réponse** (12.1.2007) de **M. Lucien Lux**, Ministre des Transports:

Les investissements dans l'infrastructure aéroportuaire sont vitaux pour l'économie nationale. Non seulement l'Aéroport est-il à l'origine d'environ 5.000 emplois directs et indirects représentant une partie importante de l'emploi total, mais il constitue également, pour une économie résolument ancrée dans le tertiaire, une fenêtre essentielle vers l'extérieur.

Tout d'abord la réalisation d'une aérogare plus moderne et d'une capacité portée à trois millions de personnes s'impose aux fins de remplacement de l'actuelle aérogare, dont les infrastructures ne sont plus adaptées aux perspectives de trafic. Par ailleurs et contrairement aux aéroports low cost de la Grande Région, la nouvelle aérogare répond non seulement aux besoins de la clientèle touristique, mais tient également compte, pour une économie tournée vers l'étranger, du fait qu'une infrastructure aéroportuaire de qualité supérieure constitue un atout majeur pour attirer des entreprises étrangères désirant s'installer au Luxembourg. La nouvelle aérogare reflétera dignement l'image

d'un Luxembourg moderne et tourné vers l'avenir.

La rentabilité des investissements consentis dans la nouvelle aérogare n'est donc nullement mise en cause par l'implantation de compagnies low cost dans des aéroports limitrophes. Par ailleurs, il convient de noter que l'enveloppe budgétaire accordée par le législateur est scrupuleusement respectée depuis le début des travaux.

L'honorable Député s'enquiert sur l'évolution attendue du nombre des passagers. Il peut être escompté que l'Aéroport de Luxembourg verra une stagnation du nombre de passagers jusqu'à la mise en service du nouveau terminal A. Par la suite, il est escompté que la croissance du trafic aérien se poursuivra au Luxembourg parallèlement à la croissance du marché.

Quant à l'évolution du nombre des compagnies aériennes desservant l'Aéroport de Findel, le tableau annexé reprend le détail des compagnies aériennes opérant au Luxembourg pour la période 2003-2006 (tableau à consulter au Greffe de la Chambre des Députés).

Pour ce qui est de la stratégie de développement de l'Aéroport de Luxembourg, il s'agit de positionner l'Aéroport de Luxembourg comme aéroport de référence de la Grande Région, en termes de qualité inégalée par les aéroports limitrophes. Outre une analyse continue de la compétitivité de l'Aéroport de Luxembourg, un groupe de travail interministériel a été institué par décision du Conseil de Gouvernement du 13 septembre 2006 chargé d'analyser quelles lignes aériennes devraient être assurées en sus de celles offertes actuellement par les compagnies aériennes installées au Findel, afin de déterminer une approche coordonnée pour les liaisons aériennes à desservir à partir de Luxembourg.

Il convient désormais d'attendre les conclusions dudit groupe de travail qui se penchera également sur la question des moyens se trouvant à disposition du Gouvernement pour assurer ces liaisons en tenant compte notamment de la concurrence des aéroports limitrophes.

**Question 1468** (19.12.2006) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant l'examen approfondi de la situation des contribuables résidents après l'application de la loi du 23 décembre 2005 portant 1. introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière; 2. abrogation de l'impôt sur la fortune dans le chef des personnes physiques; 3. modification de

**certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu:**

Lors du vote du projet de loi 5504 le 21 décembre 2005, devenu la loi du 23 décembre 2005 portant 1. introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière; 2. abrogation de l'impôt sur la fortune dans le chef des personnes physiques; 3. modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, une motion a été adoptée par la Chambre des Députés invitant le Gouvernement «à procéder à un examen approfondi de la situation des revenus de capitaux des contribuables résidents, actuellement soumis à l'impôt sur le revenu par voie d'assiette, en vue d'étendre la retenue à la source libératoire à ces revenus; à évaluer les effets de la loi à la fin de l'exercice fiscal 2006; à analyser si le montant de l'abattement de 250 euros fixé par la loi suffit à libérer effectivement les petits épargnants de la retenue à la source; à présenter, le cas échéant, des amendements au vu des conclusions de cet examen».

L'année fiscale 2006 venant à échéance, j'aimerais avoir les éclaircissements suivants de la part de Monsieur le Ministre:

- Est-ce qu'un examen approfondi tel que décrit dans la motion susmentionnée a été effectué? Dans l'affirmative, quel en est le résultat?

- Quels sont les effets de la loi du 23 décembre 2005 et est-ce que cette loi répond à ses aspirations, surtout en ce qui concerne les petits épargnants?

- Est-ce que Monsieur le Ministre envisage des amendements et, dans l'affirmative, lesquels?

- Dans quel délai est-ce que Monsieur le Ministre présentera-t-il les conclusions des examens susdits respectivement des amendements éventuels à la Chambre des Députés?

**Réponse** (2.1.2007) de **M. Luc Frieden**, Ministre du Trésor et du Budget:

La motion citée invite le Gouvernement à évaluer les effets de la loi à la fin de l'exercice fiscal 2006. Or, l'exercice n'est pas encore clôturé, dans la mesure où une partie de la retenue à la source de 2006 ne sera transféré qu'au début 2007.

Toutefois, déjà à l'heure actuelle, on peut indiquer que cet impôt a rapporté en 2006 (jusqu'à la fin novembre 2006) 18 millions d'euros. Une première évaluation montre que le système mis en place fonctionne bien et qu'il constitue une simplification du système fiscal.

Il n'est pas prévu de modifier la législation citée pour l'exercice fiscal 2007.



Chambre  
des Députés  
L U X E M B O U R G

Chamber TV

weist all öffentlich Sitzung  
live an integral

An der Gemeng Bartreng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

.

Zu Walfer um Kanal S29 / 367.25 Mhz

.

Zu Biwer an zu Wecker um Kanal S40 / 455.25 Mhz

.

An der Gemeng Bous um Kanal S40 / 455.25 Mhz

.

An der Gemeng Bërmereng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

.

An der Gemeng Konter um Kanal S40 / 455.25 Mhz

.

An der Gemeng Dippech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

.

An der Gemeng Dikrech um Kanal S19 / 287.25 Mhz

.

Zu Iermsdref um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

.

Zu Nidder- an Uewerfeelen um Kanal S40 / 455.25 Mhz

.

An der Gemeng Gréiwemaacher  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

.

An der Gemeng Hieffenech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

.

An der Gemeng Hesper um Kanal S40 / 455.25 Mhz

.

Zu Kielen (& Brameschaff), Keespelt, Meespelt,  
Ollem an Nouspelt um Kanal S40 / 455.25 Mhz

.

An der Gemeng Mamer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

.

An der Gemeng Manternach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

.

An der Gemeng Medernach um Kanal S40 / 455.25 Mhz